

AUXERRE

**CONSEIL MUNICIPAL
VILLE D'AUXERRE**

-

SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

Ce dossier contient 359 feuillets.

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
	Ordre du jour Conseil municipal 04.04.24		1
	Procès verbal de la séance précédente		4
	Information - Installation de Monsieur Jean-Philippe BAILLY		146
2024-023	Budget principal - Décision modificative n°1	Emmanuelle MIRE DIN	147
	Annexe_Budget principal - Décision modificative n°1		148
2024-024	Autorisations de programme et crédits de paiement - budget principal- Modification	Emmanuelle MIRE DIN	331
	Annexe_Autorisations programmes Révisées		332
2024-025	Subventions 2024 - Attributions complémentaires	Emmanuelle MIRE DIN	333
2024-026	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution 1mpact arts martiaux	Emmanuelle MIRE DIN	334
2024-027	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution AJA	Emmanuelle MIRE DIN	335
2024-028	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Auxerre Sport Citoyen	Emmanuelle MIRE DIN	336
2024-029	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution AuxR Judo	Emmanuelle MIRE DIN	337
2024-030	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Baby club auxerrois	Emmanuelle MIRE DIN	338
2024-031	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Rugby club auxerrois	Emmanuelle MIRE DIN	339
2024-032	Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Stade auxerrois	Emmanuelle MIRE DIN	340
2024-033	Associations sportives - Subventions d'équipement - Olympic canoé Kayak auxerrois	Emmanuelle MIRE DIN	341
2024-034	Centre de loisirs les Gulli'vert - Attribution complément de subvention 2024	Emmanuelle MIRE DIN	342
2024-035	Domaine public- droits de terrasse - Remise gracieuse	Emmanuelle MIRE DIN	343
2024-036	Droits de place du marché du mercredi matin - Remise gracieuse	Emmanuelle MIRE DIN	344
2024-037	Garantie d'emprunt accordée à Domanys - construction de 23 logements - rue du Viaduc - Auxerre	Emmanuelle MIRE DIN	345
	Annexe_Garantie emprunt_DOMANYS_Les jardins du viaduc_Auxerre		347
2024-038	Fondation du patrimoine - Approbation de la convention de financement	Emmanuelle MIRE DIN	409
	Annexe_Convention financière_Fondation du patrimoine		410
2024-039	LISA - Contournement sud - Avis sur la requalification des chemins ruraux	Nordine BOUCHROU	413
	Annexe_LISA_Chemins ruraux		414

Sommaire

NUMÉRO	INTITULÉ	RAPPORTEUR	PAGE
2024-040	Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur - Modification n°2	Nordine BOUCHROU	421
	Annexe_PSMV_Exposé des motifs_Modification 2		423
2024-041	Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre - Intégration de nouveaux périmètres	Nordine BOUCHROU	435
2024-042	Dénomination de voie et lieu-dit - Validation	Nordine BOUCHROU	440
	Annexe_Dénomination de voies		441
2024-043	Renouvellement urbain de la Ville d'Auxerre - Convention avec la maison de l'emploi pour la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion sociale	Nordine BOUCHROU	442
	Annexe_Convention clauses insertions sociales ANRU		444
2024-044	Délégation de service public du chauffage urbain Auxev 2 - Approbation de l'avenant n°3	Céline BÄHR	452
	Annexe_Avenant 3		454
2024-045	Renouvellement du contrat de concession GRDF pour le réseau de distribution publique de gaz naturel de la ville d'AUXERRE.	Céline BÄHR	459
	Annexe_Contrat de concession GRDF		461
2024-046	Création d'un conseil scientifique pour le projet de restauration de l'abbaye saint Germain	Nordine BOUCHROU	596
	Annexe_Création conseil scientifique		597
2024-047	Personnel municipal - Mandat au Centre de gestion de l'Yonne de lancer une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (santé et prévoyance)	Carole CRESSON GIRAUD	603
	Annexe_Accord collectif PSC prévoyance		604
	Annexe_Accord collectif PSC Santé		616
2024-048	Personnel municipal - Modification de l'effectif réglementaire	Carole CRESSON GIRAUD	630
	Annexe_Tableau des effectifs		632
	Annexe_Postes contractuels		633
2024-049	Personnel municipal - Actualisation du régime indemnitare	Carole CRESSON GIRAUD	635
	Annexe_Annexes Régime indemnitare		652
2024-050	Soutien à la politique de la réserve opérationnelle - Approbation de la convention avec le ministère des Armées	Crescent MARAULT	662
	Annexe_Convention soutien réserve opérationnelle		664
2024-051	Convention Armées-collectivités avec le ministère des armées	Crescent MARAULT	698
	Annexe_Convention avec le Ministère des Armées		699
2024-052	Acte de gestion courante - Compte rendu	Crescent MARAULT	707

ORDRE DU JOUR

-

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 04 AVRIL 2024**Procès-verbal de la séance du 15.02.24 – Adoption****Information - Installation de Monsieur Jean-Philippe BAILLY****Finances**

N°2024-023 - Budget principal - Décision modificative n°1

*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*N°2024-024 - Autorisations de programme et crédits de paiement - budget principal-
Modification*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*

N°2024-025 - Subventions 2024 - Attributions complémentaires

*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*N°2024-026 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution 1mpact arts
martiaux*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*

N°2024-027 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution AJA

*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*N°2024-028 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Auxerre Sport
Citoyen*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*

N°2024-029 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution AuxR Judo

*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*N°2024-030 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Baby club
auxerrois*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*N°2024-031 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Rugby club
auxerrois*Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN*

N°2024-032 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Stade auxerrois

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2024-033 - Associations sportives - Subventions d'équipement - Olympic canoé Kayak auxerrois
Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2024-034 - Centre de loisirs les Gulli'vert - Attribution complément de subvention 2024
Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2024-035 - Domaine public- droits de terrasse - Remise gracieuse
Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2024-036 - Droits de place du marché du mercredi matin - Remise gracieuse
Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2024-037 - Garantie d'emprunt accordée à Domanys - construction de 23 logements - rue du Viaduc - Auxerre
Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

N°2024-038 - Fondation du patrimoine - Approbation de la convention de financement
Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Stratégie et aménagement du territoire

N°2024-039 - LISA - Contournement sud - Avis sur la requalification des chemins ruraux
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2024-040 - Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur - Modification n°2
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2024-041 - Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre - Intégration de nouveaux périmètres
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2024-042 - Dénomination de voie et lieu-dit - Validation
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

N°2024-043 - Renouvellement urbain de la Ville d'Auxerre - Convention avec la maison de l'emploi pour la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion sociale
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Développement durable

N°2024-044 - Délégation de service public du chauffage urbain Auxev 2 - Approbation de l'avenant n°3
Rapporteur : Céline BÄHR

N°2024-045 - Renouvellement du contrat de concession GRDF pour le réseau de distribution publique de gaz naturel de la ville d'AUXERRE.
Rapporteur : Céline BÄHR



Culture

N°2024-046 - Création d'un conseil scientifique pour le projet de restauration de l'abbaye saint Germain

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Ressources humaines

N°2024-047 - Personnel municipal - Mandat au Centre de gestion de l'Yonne de lancer une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (santé et prévoyance)

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2024-048 - Personnel municipal - Modification de l'effectif règlementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

N°2024-049 - Personnel municipal - Actualisation du régime indemnitaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Administration générale

N°2024-050 - Soutien à la politique de la réserve opérationnelle - Approbation de la convention avec le ministère des Armées

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2024-051 - Convention Armées-collectivités avec le ministère des armées

Rapporteur : Crescent MARAULT

N°2024-052 - Acte de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

- SÉANCE DU 15 FEVRIER 2024

Le conseil de la ville d'Auxerre, convoqué le 09 février 2024, s'est réuni le 15 février 2024 à 18 h 00 à la salle du Conseil Municipal, sous la présidence du Maire, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 39
présents : 32
votants : 37 dont 5 pouvoirs

Etaient présents : Crescent MARAULT, Dominique AVRILLAUT, Céline BÄHR, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Nordine BOUCHROU, Auria BOUROUBA, Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Isabelle DEJUST, Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Denise DUFOUR, Hicham EL MEHDI, Sophie FEVRE, Margaux GRANDRUE, Pascal HENRIAT, Isabelle JOAQUINA, Julien JOUVET, Souleymane KONÉ, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Dominique MARY, Emmanuelle MIRE DIN, Abdeslam OUCHERIF, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Laurent PONROY, Rémi PROU-MELINE, Maryline SAINT ANTONIN, Vincent VALLÉ, Patricia VOYE, Farah ZIANI.

Pouvoirs : Christopher BLIN pouvoir à Sébastien DOLOZILEK, Carole CRESSON GIRAUD pouvoir à Crescent MARAULT, Mostafa OUZMERKOU pouvoir à Nordine BOUCHROU, Philippe RADET pouvoir à Souleymane KONÉ, Denis ROYCOURT pouvoir à Florence LOURY.

Absents non représentés : Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Secrétaire de séance : Bruno MARMAGNE.

Crescent MARAULT procède à l'accueil de Madame Dominique JUVIGNY en tant que conseillère municipale suite à la démission de Madame Isabelle DEJUST.

Pascal HENRIAT souhaite également la bienvenue à Madame Dominique JUVIGNY et fait part de sa surprise sur l'absence de mots du Maire à l'égard de Madame Isabelle DEJUST qui a été une collègue à l'écoute de tous et très sympathique et avec laquelle il a eu plaisir à travailler

Il ajoute qu'elle est très appréciée des Auxerrois et qu'elle a souhaité partir discrètement

Crescent MARAULT répond qu'il a eu l'occasion d'échanger avec elle et confirme qu'elle tenait à la discrétion et que c'est pour cette raison qu'il n'a pas souhaité s'exprimer davantage par rapport à sa démission.

Mathieu DEBAIN souhaite la bienvenue à Mme JUVIGNY et espère qu'elle siègera en tant que femme libre et de raison et qu'elle ne suivra pas les yeux fermés les consignes de vote dictées.



AUXERRE

Il est stupéfait que le Maire ne prononce pas quelques mots concernant Isabelle DEJUST qui était une conseillère qui aimait profondément Auxerre et les Auxerrois.

Il indique qu'il comprend les raisons de sa démission mais le regrette car elle faisait partie des membres de la majorité avec qui il avait plaisir à échanger sur les débats municipaux.

Il évoque les différentes démissions et pense que c'est l'occasion de faire une revue de troupe de la majorité qui comporte 30 élus et rappelle qu'en 3 ans il y a eu 6 démissions.

Il pense que le Maire devrait se remettre en cause par rapport à cela.

Crescent MARAULT répond que ce n'est pas le sujet.

Souleymane KONE fait remarquer qu'il est courant que des démissions interviennent en cours de mandat dans toutes les communes.

Mani CAMBEFORT souhaite la bienvenue à la nouvelle collègue et rappelle que l'adjoint aux finances a démissionné en novembre dernier.

Il a vu qu'un arrêté a été pris pour déléguer les finances à Madame Emmanuelle MIRE DIN et regrette de ne pas avoir eu communication de cette information.

Il demande si au regard de la vacance du poste de 2^{ème} adjoint il est prévu d'opérer un remaniement.

Crescent MARAULT répond qu'il faudra effectivement prendre des décisions et qu'il se laisse le temps de la réflexion.

Mani CAMBEFORT pense qu'il faudrait prendre la décision rapidement car cela fait déjà 3 mois que Pascal HENRIAT a démissionné.

Adoption du procès-verbal de la séance du 21.12.23 :

Mathieu DEBAIN rappelle que pour les 3 délibérations relatives à l'AJA il est sorti de la salle et souhaite qu'il soit noté absent au lieu d'un vote en abstention, dans la mesure où il s'agit de son employeur.

Isabelle POIFOL-FERREIRA souhaite que soit corrigé l'orthographe du mot « tollé » inscrit sur la page 45 du procès-verbal et que le « e » soit ajouté à « voies » navigables de France en page 46.

Mani CAMBEFORT rappelle qu'il avait sollicité l'étude du potentiel hydroélectrique mais qu'il n'a pas reçu ce document.

Crescent MARAULT répond que cette étude sera jointe au procès-verbal de la séance (cf annexe 1).

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer qu'elle est notée absente sur la page de garde alors qu'elle était absente seulement en début de séance.

Crescent MARAULT répond que la page de garde reprend les présents au moment de l'appel.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.



AUXERRE

N° 2024-001

Objet : Garantie d'emprunt accordée à l'Office Auxerrois de l'Habitat - construction de 33 garages et 8 box 2 roues - Saint Siméon - Auxerre

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du code civil ;

Considérant que pour répondre à une demande constante et importante de stationnement sécurisé et privé sur le quartier Saint-Siméon, l'OAH réalise une nouvelle opération de construction de garages sur le boulevard de Montois.

Celle-ci se décline en la réalisation de 33 garages et 8 box 2 roues répartis sur 2 îlots.

L'un est situé à proximité de l'établissement d'enseignement privé Saint-Joseph sur les parcelles IO 227 et IO 228, sur une surface de 481 m², et constitué de :

- 16 garages standards dont 2 PMR,
- 4 garages pour véhicules utilitaires,
- 4 box pour 2 roues.

Le second à proximité de la chaufferie biomasse sur la parcelle IO 226, sur une surface de 1 794 m², et constitué de :

- 13 garages standards dont 2 PMR,
- 4 box pour 2 roues.

Ces réalisations s'accompagneront de la réfection de la chaussée attenante.

VU la délibération du 21 novembre 2023 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) portant souscription d'un prêt pour un montant total de 626 168 euros auprès la banque populaire Bourgogne Franche-Comté pour le financement de l'opération de construction de de 33 garages et 8 box 2 roues dans le quartier Saint Siméon à AUXERRE,

VU le contrat de prêt 08951125 annexé à la présente délibération entre l'Office Auxerrois de l'Habitat, ci-après dénommé l'emprunteur, et la banque populaire Bourgogne Franche-Comté, Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la commune d'Auxerre pour que celle-ci se porte garante de cet emprunt à hauteur de 50 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la Communauté de l'Auxerrois est également sollicitée à hauteur de 50 %,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1^{er} :

La commune d'Auxerre accorde sa garantie d'emprunt à l'OAH pour le financement de l'opération de construction de 33 garages et 8 box 2 roues dans le quartier Saint Siméon à AUXERRE à hauteur de **50%** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 626 168 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la banque populaire Bourgogne Franche-Comté, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°08951125.



AUXERRE

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 313 084 € – trois cent treize mille quatre-vingt-quatre euros, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Les caractéristiques financières du Prêt sont les suivantes :

Objet du Prêt : Les fonds empruntés sont exclusivement destinés au financement de la construction de 33 garages et 8 box 2 roues-Auxerre-St Siméon..	
Montant du Prêt :SIX CENT VINGT-SIX MILLE CENT SOIXANTE-HUIT EUROS	Frais de dossier : SEPT CENT CINQUANTE EUROS
Date de point de départ du Prêt :30/01/2024 AU PLUS TARD	Date de paiement : au plus tard 3 jours ouvrés suivant la date de signature du présent Prêt
Durée du Prêt : 20 années	
Date de versement des fonds : date de signature + 30 jours ouvrés, soit le 30/01/2024 au plus tard	
Date de réalisation des conditions suspensives : au plus tard 10 jours ouvré avant la Date de versement des fonds susvisée	

PHASE D'AMORTISSEMENT DU PRET	
Taux d'intérêt : Taux Fixe de 4.06 % l'an	Base de calcul : 30/360 J
Date du point de départ de la phase d'amortissement (PDA) : 30/01/2024 au plus tard	
Périodicité des échéances : annuelle	Mode d'amortissement : constant
Date de la première échéance : 30/01/2025 au plus tard	
Indemnité de remboursement anticipé actuarielle (due en cas de remboursement volontaire ou d'exigibilité du Prêt) , conformément aux articles 13 ou 16 des « Conditions Générales » ci-après.	

Article 3 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la banque populaire Bourgogne Franche-Comté, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement



AUXERRE

Article 4 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 5 :

Le Conseil autorise le Maire de la commune d'Auxerre à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre l'OAH et la banque populaire Bourgogne Franche-Comté.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 31
- voix contre : 0
- abstentions : 6 Auria BOUROUBA, Mathieu DEBAIN, Raymonde DELAGE, Sébastien DOLOZILEK, Isabelle JOAQUINA, Vincent VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Vincent VALLE précise que ces constructions sont réalisées pour répondre à la demande des habitants qui souhaitent disposer d'un garage pour leur véhicule.

Florence LOURY indique qu'une habitante du quartier avait demandé que la bordure située près des garages qui représente un îlot de chaleur soit végétalisée avec une rangée d'arbres.

Nordine BOUCHROU répond qu'il n'a pas eu de question de cet ordre et que cela relève de la compétence de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH).

Vincent VALLE confirme qu'il a reçu cette demande il y a un an environ et qu'il sera attentif sur cet aspect.

Sébastien DOLOZILEK confirme que la demande a été reçue à l'OAH.

N° 2024-002

Objet : Ilot Robillard - Demande de rachat total des biens cadastrés EM 6 et ES 293 sis 2b et 3 Place Robillard

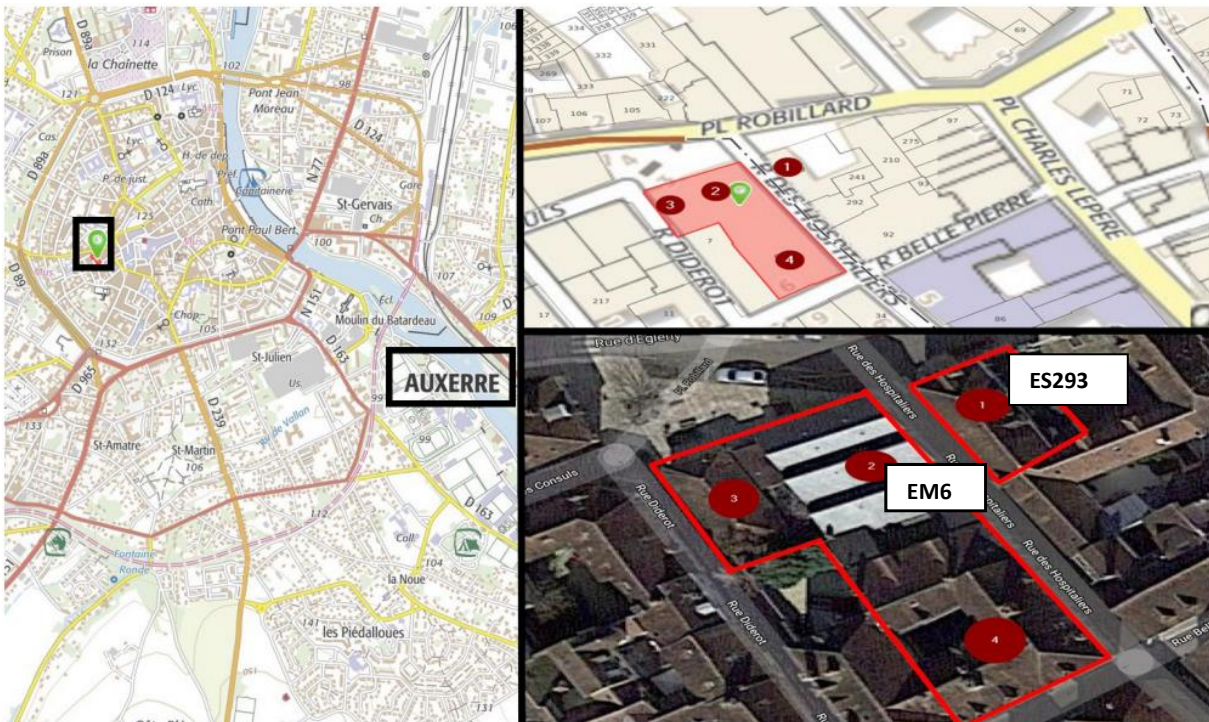
Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Dans le cadre de la convention opérationnelle n°932 « îlot Robillard », suite aux délibérations n°2021- 037 du 25 mars 2021 et n°2022-007 du 10 février 2022, l'Etablissement Public Foncier (EPF) BFC a acquis pour un montant de 304 699,79 € (frais de notaire inclus) les immeubles de l'Imprimerie Moderne sis place Robillard, cadastrés section :

- EM 6, 3 place Robillard, d'une contenance de 733 m²
- ES 293, 2 bis place Robillard, d'une contenance de 250 m².



AUXERRE



Le promoteur immobilier IDEEL a montré son intérêt pour que soit développé, soit par lui ou toute autre société du groupe RABOT DUTILLEUL ou, plus généralement, toute société de promotion immobilière, un projet de réhabilitation des bâtiments situés sur la parcelle EM6 (ancienne Imprimerie Moderne) afin d'y développer 16 logements privés vendus en défiscalisation Malraux, ainsi qu'un espace prévu pour accueillir un restaurant en pied d'immeuble.

IDEEL a déposé un Permis de Construire avec l'accord de l'EPF au mois de décembre 2023 après avoir présenté son projet à l'ABF qui a émis un avis favorable.

La présente délibération consiste donc à autoriser la ville à racheter les biens acquis par l'EPF pour pouvoir ensuite céder la parcelle EM6 à IDEEL ou toute autre société du groupe RABOT DUTILLEUL. Les conditions de cette cession sont présentées dans la délibération suivante.

Modalités de rétrocession :

Conformément aux dispositions du règlement intérieur constitutif de la Convention de portage avec l'EPF, le prix de rétrocession entre l'EPF et la Ville est calculé en ajoutant au prix global la participation aux frais de portage.

Le prix global est composé du prix d'acquisition, des frais d'acquisition (frais d'actes, de notaire, diagnostic, géomètre...), des indemnités de toute nature versées aux propriétaires, locataires ou ayants droit, des frais de pré-aménagement (démolition, dépollution, nettoyage, protection...) et du solde des frais de gestion externalisés (gestion des biens, impôts...).

En application de la convention opérationnelle et du règlement intérieur, la revente du bien ne peut donc se réaliser qu'au prix d'acquisition majoré des frais engagés par l'EPF sur ce bien.

La rétrocession s'effectuera au profit de la commune d'Auxerre.



AUXERRE

Elle aura lieu moyennant le prix d'acquisition payé par l'EPF majoré des frais engagés, dont la liste non exhaustive est la suivante :

- Prix d'acquisition initial : 300 000 euros
- Frais d'acte notarié initiaux : 4 699.79 euros

Soit un montant total d'opération de : 304 699.79 €

Le cas échéant, une taxe sur la valeur ajoutée pourra être appliquée.

Il conviendra également de procéder au paiement du solde des frais de portage dû lors de la signature de l'acte de rétrocession.

Au cas où l'avis d'imposition de la taxe foncière pour l'année en cours viendrait à être appelé auprès de l'EPF, la commune s'engage à rembourser cette taxe à l'EPF à première demande, ainsi que les frais éventuels qui seraient réglés par l'EPF postérieurement à l'acte notarié de rétrocession.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De demander à l'EPF de lui vendre le bien immobilier désigné ci-dessus aux prix et conditions visés ci-dessus au profit de la commune d'Auxerre,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci un adjoint habilité, à signer tous actes et notamment toute promesse de vente, tout acte et tous autres documents nécessaires à cette transaction immobilière.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 29
- voix contre : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- abstentions : 1 Pascal HENRIAT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Mani CAMBEFORT demande si un porteur de projet est identifié pour le restaurant.

Il souligne que le prix de vente est très en dessous du prix du marché et bien qu'il comprenne l'effort à consentir pour améliorer le cœur de ville, cela le gêne que cette opération déficitaire soit au profit d'un promoteur immobilier.

Il ajoute que le souci n'est pas de faire appel à l'EPF mais que c'est la manière de faire qui lui pose problème.

Crescent MARAULT répond que l'on ne peut pas dire qu'il y ait une moins-value puisque la revente se fait au prix initial et que l'opération est donc positive dans la mesure où il n'y a pas de déficit pour la collectivité avec une vente au même prix que celui de l'achat.

Pascal HENRIAT fait remarquer que cet immeuble est très beau de façade et que les travaux qui y seront réalisés ouvriront droit à la déduction fiscale prévue par la loi Malraux, à savoir 36 000 € par an.



AUXERRE

A ce titre, il pense que le prix de vente aurait pu être un peu supérieur et que 304 000 € n'aurait pas été une somme excessive et que les frais de portage auraient pu être compris.

Crescent MARAULT précise que ce dossier a été proposé à la vente au tribunal de commerce et que personne ne s'est porté acquéreur au-delà de 300 000 €.

Pascal HENRIAT répond que le promoteur va récupérer sur la vente des logements et rappelle qu'Auxerre est une des seules villes en France qui permet de bénéficier de la loi Malraux.

Il indique que l'utilisation des lieux l'inquiète et que ce bâtiment qui est un petit bijou du 18^{ème} siècle aurait dû accueillir une halle gourmande sur sa superficie de 647 m².

Crescent MARAULT répond que pour une halle gourmande il aurait fallu une superficie de 1000 m².

Pascal HENRIAT répond qu'il n'y a pas besoin de faire si grand pour une ville comme Auxerre et demande quelle sorte de restaurant est envisagée car il craint que ce ne soit encore une pizzeria ou autre restauration rapide déjà très présentes sur la ville.

Il cite en exemple la brasserie de la Taverne qui a fait faillite et qui est restée vide pendant des années.

Il demande s'il y a des garanties concernant le type de restauration prévue.

Crescent MARAULT rappelle que la brasserie de la Taverne a dû fermer à cause d'un niveau de travaux trop important.

Il rappelle que si l'on n'est pas propriétaire et que si les contraintes administratives ne sont pas levées aucun investisseur ne s'intéressera au projet.

Il indique que la période de commercialisation va commencer quand les contraintes administratives seront levées et que le travail avec l'investisseur sur le choix de la nature de la restauration est en cours et qu'il se porterait sur une brasserie.

Pascal HENRIAT indique qu'il reste sur ses gardes et rappelle que le restaurant de spécialités Bourguignonnes ouvert sur les quais il y a quelques années a été fermé et que la pizzeria installée à la place est une activité assez éloignée de l'objectif initial fixé pour cet endroit.

Crescent MARAULT rappelle que cela reste dans le domaine privé et que bien qu'il puisse orienter, il ne maîtrise pas tous les éléments conjoncturels.

Il précise qu'il sera fait en sorte de mettre un restaurant mais que la collectivité n'a pas vocation à être propriétaire de tous les locaux commerciaux et qu'il s'agit de remettre sur le marché des locaux réhabilités après des travaux assez conséquents et très techniques.

Rémi PROU-MELINE déplore que le prix de vente soit inférieur à celui estimé par le service des domaines et que ce prix anormalement bas occasionne une perte nette de 200 000 € pour la ville.

De plus, il fait remarquer que les logements et activités prévues n'ont aucune vocation sociale et il conteste l'argumentaire qui justifie la baisse du prix car il n'a pas lieu de prendre en compte la destination du bien dans le cadre de l'évaluation du prix.



AUXERRE

Il note qu'il est évoqué des recettes fiscales supplémentaires de taxe foncière pour la ville mais il souligne un détournement de recette pour l'Etat à hauteur de 40 000 € et l'appauvrissement de la collectivité de 200 000 €.

Il indique qu'en juin 2006 le juge administratif a censuré une vente d'un bien communal à un prix de 30 % inférieur à celui estimé par le service des domaines au motif que le conseil municipal a accordé cet avantage sans justification.

Il indique qu'à ce titre, il déposera une requête auprès du tribunal administratif à moins que le contrôle de légalité ne fasse le nécessaire.

Il pense que la ville d'Auxerre n'a pas vocation à amortir les coûts de travaux à des fins mercantiles d'un promoteur immobilier.

Il souligne qu'au total il s'agit de 420 000 € de perte pour la ville et l'agglomération au profit de la société RABOT DUTILLEUL.

Il indique qu'il votera contre les deux délibérations concernant le rachat et la cession.

Isabelle POIFOL-FERREIRA rappelle que le Maire avait annoncé une horde d'investisseurs qui seraient intéressés par ce bien.

Or elle constate que le prix de cession est bien en dessous du prix réel et que ce différentiel de 200 000 € aurait pu permettre de diminuer l'emprunt qui sera proposé par la suite.

Elle pense qu'acheter moins cher et vendre un peu plus cher pourrait réduire l'endettement de la ville.

Mathieu DEBAIN rappelle qu'il avait voté favorablement en février 2022 pour l'acquisition de l'imprimerie qui était destinée à accueillir une halle gourmande.

Il regrette que ce projet qui aurait pu être moteur pour le centre-ville et regrouper les Auxerrois soit abandonné pour laisser place à un projet de 16 logements et un restaurant.

Il pense que c'est une occasion loupée de redynamiser le centre-ville.

Il rappelle que le Maire répète à chaque achat immobilier qu'il pourra faire des profits lors des reventes et qu'il est contre ce raisonnement car la collectivité n'est pas marchande de bien.

Il note que la cession se fera 40 % moins cher que prévu et que cela représente un énorme cadeau pour la société RABOT DUTILLEUL qui a déjà bénéficié d'une vente au rabais à l'agglomération.

Il pense que ce dossier de l'imprimerie est un échec total de la maîtrise foncière et que financièrement ce n'est pas une bonne opération.

Farah ZIANI demande pourquoi la collectivité n'as pas réestimé le bien.

Crescent MARAULT répond que lors de la négociation outre la valeur du bâti, il faut prendre en compte tout ce qui représente un coût et atténue la valeur immobilière du bien.

Nordine BOUCHROU précise que cela permet de supprimer deux verrues situées en cœur de ville.



AUXERRE

Crescent MARAULT pense qu'il faut prendre le destin en main pour ne pas laisser pourrir la ville et rappelle que la réalisation d'une halle gourmande n'est pas possible techniquement.

Il pense que ce qui est important est de réaliser des projets avec une certaine méthode qui ne plait pas à tout le monde mais qu'y apporte des résultats.

Il rappelle que les opérations de réhabilitation en cœur de ville ont mis en difficulté les bailleurs sociaux et que les investisseurs privés sont là pour cela avec un modèle économique.

Il ajoute que la négociation est plutôt bonne dans la mesure où la ville revend au même prix que celui de l'achat.

Farah ZIANI pense qu'il aurait fallu demander une nouvelle évaluation du prix.

Nordine BOUCHROU répond que cela n'aurait rien changé.

Crescent MARAULT indique que ce projet représente 10 millions d'euros d'investissement et que cela évite des périls d'immeubles car il permet la remise en état d'un bâtiment emblématique et la remise à niveau des surfaces commerciales.

Il ajoute que cela apportera de la fiscalité pour la ville, contribuera à l'économie locale et que la perte de 100 000 € sera compensée par les bénéfices apportés par cette opération.

Farah ZIANI précise qu'elle n'est pas contre ce projet dans la mesure où il faut investir pour la ville mais qu'une nouvelle estimation aurait pu être demandée.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que l'avis des domaines est daté du 7 février 2024.

Elle rappelle qu'elle était favorable au projet quand il s'agissait d'une halle gourmande et déplore qu'aujourd'hui les prix et le projet ne soient plus conformes par rapport à ce qui a été voté.

Elle pense qu'il faut être rationnel.

Pascal HENRIAT indique qu'il n'est pas favorable à la réalisation de logements sociaux dans la mesure où ces logements sont déjà bien présents sur la ville et qu'il faut également penser à loger les personnes qui ne peuvent pas bénéficier des logements sociaux.

Il rappelle que la ville d'Auxerre est recherchée car elle permet aux investisseurs de bénéficier de la loi Malraux et que les 10 millions de travaux prévus pour ce projet seront défiscalisés.

A ce titre, il pense que la ville aurait dû marchander davantage le prix de cession.

Crescent MARAULT rappelle que sous l'ancien mandat, le département a vendu à une société qui faisait de la loi Malraux un bâtiment pour 1 800 000 € et que la ville a dû s'engager à acheter un parking pour 500 000 € et que par conséquent les négociations ont amené la ville à payer très cher un parking pour que la réhabilitation du bâtiment puisse se faire car sans cela la société n'achetait pas le bâti.

Il pense que dans certains cas il est nécessaire de passer par ce modèle économique et s'étonne que certains élus de l'ancienne majorité s'en offusque aujourd'hui.



AUXERRE

Mani CAMBEFORT précise que le département souhaitait vendre le parking 1 500 000 € à la ville initialement et que les négociations ont permis de réduire le prix à 500 000 €.

Crescent MARAULT pense que la négociation a été plutôt bonne pour cette opération de l'imprimerie.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que si 10 millions de travaux sont prévus pour ce projet cela revient à un prix situé entre 600 000 € et 700 000 € par logement et elle ne voit pas qui en aura les moyens.

Nordine BOUCHROU regrette que ce projet ne fasse pas consensus.

N° 2024-003

Objet : Opération n°932 Ilot Robillard - Cession du bien cadastré EM6 sis 3 Place Robillard

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Suite à la rétrocession par l'EPF de l'ensemble immobilier situé place Robillard cadastré EM 6 et ES 293 (anciens locaux de l'imprimerie du journal La Liberté de l'Yonne), pour un montant de 304 699,79 €, objet de la délibération précédente n°2024-002, le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur la cession de l'immeuble cadastré EM 6 au profit de la société IDEEL ou de toute autre société du groupe RABOT DUTILLEUL.



Le promoteur immobilier IDEEL a montré son intérêt pour développer un projet de réhabilitation des bâtiments situés sur la parcelle EM6 (ancienne Imprimerie Moderne) afin d'y développer 16 logements privés vendus en défiscalisation Malraux, ainsi qu'un espace prévu pour accueillir un restaurant en pied d'immeuble.

IDEEL a déposé un Permis de Construire avec l'accord de l'EPF le 29 décembre 2023 après avoir présenté son projet à l'ABF qui a émis un avis favorable. Ci-dessous l'esquisse du projet. La livraison des travaux est envisagée en février 2026.



AUXERRE



Concernant le bien cadastré EM 6, le pôle d'évaluation domaniale (Direction de l'Immobilier de l'Etat) a estimé, le 7 février 2024, le prix de vente de cet ensemble à 508 000 € avec une marge d'appréciation à 10 %.

Cet immeuble, situé dans le périmètre Cœur de Ville, est actuellement inoccupé depuis plusieurs années. Cette opération est donc une réelle opportunité pour la collectivité. Elle rentre dans les objectifs de la convention cadre Action Cœur de Ville, à savoir la revitalisation en matière d'offre commerciale et l'augmentation de l'offre et de la qualité des logements en centre-ville.

Au vu des travaux importants de réhabilitation et des prix de sorties des logements (loyers estimés), l'équilibre économique de l'opération nécessite un prix de cession inférieur à l'estimation du pôle d'évaluation domaniale étant entendu que les futures occupations génèreront par ailleurs des recettes fiscales pour la collectivité.

En outre, cette opération présente un réel intérêt pour la collectivité, tant fiscal avec l'apport de futures recettes comme la cotisation foncière des entreprises, la taxe sur le foncier bâti, la taxe d'aménagement, patrimonial avec la réhabilitation d'un immeuble ancien en plein Cœur de Ville, qu'urbanistique avec la création de 16 logements afin de répondre au déficit d'offre dans ce secteur.

Cette opération démontre par ailleurs un intérêt touristique important avec la création d'un nouveau restaurant, mais également un intérêt économique avec la création de nouvelles activités commerciales et par conséquent la création de nouveaux emplois.

Au vu des intérêts nombreux pour la collectivité que représente cette opération, il a donc été convenu que le montant total de la cession du bien immobilier, cadastré section EM 6, par la ville d'Auxerre à toute société du groupe RABOT DUTILLEUL, est de 300 000€ - frais de notaire en plus du prix à la charge de l'acquéreur.



AUXERRE

Le prix de cession a été convenu dans les conditions financières équivalentes au montant du prix du bien tel que rétrocedé par l'EPF BFC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la cession, dans les conditions précitées, de l'ensemble immobilier sis Place Robillard, cadastré section EM6, au prix de 300 000 € - frais de notaire en plus du prix à la charge de l'acquéreur, au profit de IDEEL ou toute société du groupe RABOT DUTILLEUL ou de toute personne morale venant s'y substituer.
- D'autoriser le Maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci un adjoint habilité, ou son représentant à signer tous les actes (promesse de vente, vente ainsi que tous documents nécessaires à cette transaction immobilière) devant intervenir à cet effet, étant précisé que les frais, taxes, droits et honoraires liés à la rédaction de l'acte de vente seront à la charge de l'acquéreur.

La recette en résultant sera inscrite au budget communal de l'année au cours de laquelle se réalisera l'opération de cession par la ville.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-004

Objet : Refuges de la Ligue de Protection des Oiseaux - Renouvellement de la convention pour la période 2024-2028

Rapporteur : Céline BÄHR

La ville s'est engagée en 2018 sur une durée de cinq ans avec la LPO Yonne sur la création de trois refuges LPO au sein de la ville comme le mentionne la convention Refuge LPO signé le 14 décembre 2018. La précédente convention est arrivée à son terme en 2023.

Pour rappel un refuge LPO est un programme national porté par la Ligue de Protectrice des Oiseaux qui vise à préserver des sites, écologiquement intéressants. Les Refuges LPO constituent le premier réseau des jardins écologiques de France en faveur de la biodiversité.

Le principe :

La LPO réalise des relevés faune et flore à différentes périodes de l'année sur le ou les sites concernés, puis elle propose la mise en place de mesures de gestion adaptées aux espèces présentes. Ensuite, elle accompagne, selon les demandes, la collectivité pour adapter les mesures de gestion en fonction des inventaires et des enjeux de conservation du site (espèces protégées, périodes de nidification...).

Pour entrer dans cette démarche, la Ville doit s'engager à respecter les principes suivant via une convention avec la LPO :

Principe n°1 : Je crée les conditions propices à l'installation de la faune et la flore sauvage

Principe n°2 : Je renonce aux produits chimiques

Principe n°3 : Je réduis mon impact sur l'environnement

Principe n°4 : Je fais de mon Refuge un espace sans chasse pour la biodiversité

Les avantages de la démarche :



AUXERRE

Les avantages de cette démarche sont multiples :

- Elle contribue à augmenter les connaissances scientifiques sur le patrimoine naturel de la ville
- Elle s'intègre dans la trame verte et participe à la création d'îlot de fraîcheur
- Elle permet d'avoir des lieux de sensibilisation sur la biodiversité : gestion différenciée, zéro phyto et de mettre en valeur les pratiques écologiques menées par la ville
- Elle permet la sensibilisation du grand public

Les sites visés par le renouvellement qui étaient concernés par la convention de 2019-2023 :

- Le parc du Muséum
- L'écoquartier des Brichères
- Le parc de nouvel équipement de quartier des Piedalloues

Le coût pour les 3 sites sur les 5 ans de convention : 9 600,25 euros

Le système informatique de la LPO au niveau national gérant les conventions des refuges LPO ne permet pas de générer la nouvelle convention sans avoir une validation en délibération et l'engagement du devis présenté. Ainsi, la nouvelle convention n'a pas pu être totalement générée par leur plateforme informatique. Toutefois, deux annexes (annexe 1 & 2) annexées à cette présente délibération permettent d'apprécier le contenu de la future convention.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes de la convention,
- D'autoriser le Maire à signer tous les documents affiliés,
- De dire que les crédits nécessaires seront alloués au projet sur la durée de la convention.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 37
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Florence LOURY salue cette délibération et pense que ce renouvellement de convention est une bonne nouvelle.

Elle indique qu'il est très important de sensibiliser tous les publics notamment les enfants et que la Ligue de Protection des Oiseaux réalise un travail très intéressant.

N° 2024-005

Objet : Délégation de service public du chauffage urbain AUXEV 1 - Approbation de l'avenant n°7

Rapporteur : Céline BÄHR

Par une délibération n°2013-153 en date du 5 décembre 2013, la Ville d'Auxerre a attribué à la société Coriance le contrat de délégation de service public du réseau de chaleur de la ville d'Auxerre dit AUXEV1, pour une durée de 24 ans à compter du 1er janvier 2014.

Plusieurs évènements étant survenus au cours de l'exécution de la délégation, il a été nécessaire d'adapter ou de compléter certains articles du Contrat par six avenants successifs portant notamment sur des



AUXERRE

ajustements de contrat tels que le changement de dénomination de société ou l'actualisation d'indices mais également sur une extension de son périmètre ou des ouvrages confiés.

Depuis lors, dans un contexte énergétique global en tension et aux coûts particulièrement volatils, de façon à contribuer à sécuriser les perspectives d'approvisionnement énergétique du réseau de chaleur en toute indépendance, il est apparu nécessaire que le service délégué puisse recourir à une nouvelle source de production, complémentaire aux moyens de production actuels.

Ce moyen de production complémentaire, qui correspond à une nouvelle chaufferie gaz d'appoint centralisée, d'une puissance de 8 MW, est rendu nécessaire en tant que bien de la délégation, tant pour sécuriser la continuité du service public et les besoins actuels du réseau de chaleur que pour couvrir son potentiel développement, afin que le réseau ne soit désormais plus dépendant de la mise à disposition de chaufferies gaz d'appoint ou de secours décentralisées, propriétés des abonnés (résidence du Parc, Centre Hospitalier d'Auxerre...).

En outre, il est apparu une contrainte supplémentaire et particulière résultant du décret n° 2020-1079 du 21 août 2020 qui est venu supprimer l'obligation d'achat pour les installations de cogénération d'électricité et de chaleur valorisée à partir de gaz naturel. De ce fait, à l'échéance du contrat d'obligation d'achat de la centrale de cogénération Corot conclu par le Concessionnaire avec EDF Obligation d'Achat (OA), à savoir à la fin de la saison de cogénération 2025/2026, il ne sera plus possible de souscrire un nouveau contrat d'obligation d'achat. Cette situation ne manquera pas d'entraîner un aléa concernant la fourniture de l'énergie thermique aux abonnés, jusqu'alors assurée à partir de cet équipement qui, avec une puissance de 3,6 MW, contribue aujourd'hui de manière significative (17%) à la production thermique annuelle du Concessionnaire.

En effet, même si le fonctionnement de la centrale de cogénération avec une revente d'électricité sur le marché libre restera possible, les périodes de fonctionnement ne seront pas forcément en adéquation avec les besoins des abonnés lors des périodes de grand froid.

Aussi, afin de garantir l'appoint et le secours de la production d'énergie et d'anticiper la fin programmée du contrat d'obligation d'achat, il est nécessaire de lancer, dès à présent, les travaux de réalisation d'un nouveau moyen de production pérenne.

La réalisation de cette nouvelle chaufferie, qui ne viendra pas affecter les engagements EnR du Concessionnaire, entraîne des investissements supplémentaires à engager estimés à un montant de 1 950 k€, investissements non prévus par le Contrat initial et de nature à remettre en cause l'équilibre financier du contrat.

Compte tenu de l'impossibilité pour le Concessionnaire d'amortir les nouveaux investissements sur la durée résiduelle de la délégation et de façon à maintenir l'économie générale du contrat initial sans procéder à un quelconque ajustement tarifaire, la durée initiale du Contrat nécessite d'être prolongée d'une durée de six ans pour permettre l'amortissement des travaux d'investissements.

L'avenant est annexé à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'accepter les termes de l'avenant n°7 sur le contrat de délégation de service du chauffage AUXEV1 ;
- D'autoriser le Maire à signer ledit avenant.

Vote du conseil municipal :



AUXERRE

- voix pour : 37
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Mathieu DEBAIN demande ce qu'il adviendra de la chaufferie du premier réseau de chaleur sise place Corot lorsqu'AUXEV cessera d'y faire appel.

Il demande ce que signifie une augmentation de 45 % du prix du contrat et quelles seront les conséquences sur le coût pour les utilisateurs du réseau de chaleur et les locataires de l'Office Auxerrois de l'Habitat en particulier.

Il rappelle qu'une délibération de 2019 prévoyait un contrat pour la création d'un nouveau réseau de chaleur AUXEV2 ainsi que la construction d'une nouvelle chaufferie à côté de l'actuelle avec une mise en service au 1^{er} janvier 2024.

Cette date étant dépassée il demande si le projet est toujours d'actualité.

Par ailleurs, il demande si la chaufferie gaz de 8 méga watt sera partagée si elle voit le jour.

Crescent MARAULT répond que le 2^{ème} réseau se poursuit et rappelle qu'il avait été stoppé suite à une pétition sous le précédent mandat pendant la période de campagne électorale.

Céline BÄHR confirme que la 1^{ère} tranche de l'extension du réseau de chaleur urbain débutera en octobre 2025 et que la seconde tranche interviendra en octobre 2026.

Elle précise qu'il y a un peu de retard mais qu'il a fallu du temps pour bien penser le projet.

Concernant le coût du contrat elle répond qu'il n'y aura pas de conséquence sur le prix payé par les usagers et précise qu'il s'agit de l'augmentation du coût lié à l'investissement.

Elle indique que la chaudière d'appoint va servir pour les deux réseaux et que le but de cet investissement est de ne pas dépendre de la chaudière gaz de la place Corot qui est vétuste.

Mathieu DEBAIN demande qui paie le surcoût lié à l'investissement.

Céline BÄHR répond que la collectivité augmente la durée du contrat pour étaler l'investissement d'un montant de 2 millions d'euros supporté par le délégataire.

Crescent MARAULT confirme que le coût de l'investissement est compensé par l'allongement de la durée du contrat afin d'éviter une augmentation des tarifs pour les usagers.

Crescent MARAULT précise que l'ambition pour ce réseau est qu'il est décarboné et fonctionne avec du biogaz produit avec l'unité de méthanisation.

Il rappelle que le prix du gaz est très volatile et que la production de biogaz permettra de contenir cette volatilité et de protéger les Auxerrois par rapport à ce prix du gaz tout en valorisant les bio déchets.

Mani CAMBEFORT est favorable à ce projet mais aurait souhaité avoir plus d'éléments sur ce contrat qui se termine en 2049 et dont les coûts sont très importants.



Florence LOURY indique qu'il n'y pas de problème sur cette délibération et comprend bien le besoin de sécuriser la chaudière ainsi que l'allongement de la durée et est satisfaite qu'il n'y ait pas de surcoût pour les usagers.

Mathieu DEBAIN rappelle qu'il est bien précisé une augmentation de 45 % du coût du contrat et une augmentation de la durée de 6 ans.

Céline BÄHR répond qu'il s'agit de l'augmentation de 45 % du volume des investissements.

N° 2024-006

Objet : Partenariat avec l'Espace Information Jeunesse de la Mission Locale de l'Auxerrois - Approbation de la convention

Rapporteur : Emmanuelle MIRE DIN

Les différents diagnostics (CTG, Contrat de Ville, rencontres partenariales, forum, ...) soulignent la complexité pour les jeunes d'accéder à leurs droits compte tenu de la multiplicité des dispositifs existants, des critères spécifiques qu'ils doivent remplir et des démarches nombreuses et variées qu'ils doivent réaliser pour faire évoluer leur situation ou aboutir leur projet. La question du non-recours se pose alors.

La Mission Locale de l'Auxerrois exerce une mission de service public de proximité avec un objectif essentiel : accompagner les jeunes de 16 à 25 ans dans leurs parcours d'insertion professionnelle et sociale. Dans ce cadre la mission locale de l'auxerrois porte un Espace Information Jeunesse qui s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans.

C'est un service intégré au sein de la Mission Locale qui délivre gratuitement une information personnalisée et actualisée aux jeunes au sein duquel un conseiller spécifique est missionné pour faire fonctionner cet espace et dont les missions sont les suivantes :

- Écouter, conseiller, orienter, accompagner les jeunes et soutenir leurs projets à l'échelon local,
- Animer un centre de ressources (papiers ou numériques) et organiser 1 action par mois.

Les actions de cet Espace d'Information Jeunesse sont destinées à l'ensemble des jeunes du territoire qu'ils soient ou non inscrits à la Mission Locale et couvrent l'ensemble des thématiques en lien avec la jeunesse.

Cette convention de partenariat définit les objectifs fixés à l'E.I.J, dont la méthode d'action devra s'appuyer sur la délocalisation et l'aller vers dans une volonté de co-construction avec les partenaires de la Ville.

Ainsi, les actions de l'EIJ seront coordonnées, en plus des partenaires opérationnels habituels de la Mission locale avec les 3 Espaces d'Accueil et d'Animation et le CCAS.

Cette convention prévoit le versement d'une subvention de 37 920 € de la ville d'Auxerre à la Mission Locale de l'Auxerrois pour la fonction Espace Information Jeunesse qui seront versés en deux temps, à savoir 80 % de cette somme, soit 30 336 €, versés à la signature de la présente convention puis les 20 % restants, soit 7 584 €, versés après un bilan en fin d'année 2024, en fonction de la réalisation des objectifs cités à l'article 3 de la convention.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- D'accorder une subvention de 37 920 € à la Mission Locale au titre de sa fonction Espace Information Jeunesse pour l'année 2024,
- D'autoriser le versement d'un acompte de subvention à hauteur de 30 336 €,
- D'adopter les termes de cette convention et autoriser le Président à signer ladite convention,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Laurent PONROY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Rusain NDOMBASI TUKILONGA.

Mathieu DEBAIN demande quel était le montant de la subvention accordée en 2023.

Emmanuelle MIREDDIN répond qu'il s'agissait de la même somme.

Isabelle POIFOL-FERREIRA note que la ville d'Auxerre accompagne des jeunes et soutien l'activité et les démarches en recherche d'emploi et pense qu'il serait logique d'accompagner également les Résidences jeunes de l'Yonne qui se charge du logement des jeunes et rappelle que cette structure est unique sur le territoire et très utile notamment en période de crise.

Elle déplore ce manque d'accompagnement des collectivités locales

Crescent MARAULT répond qu'il n'y a pas de souhait d'accompagner cette structure au regard de certaines interrogations et précise que l'Etat a demandé un audit de cet établissement dont il attend le résultat avant d'étudier un éventuel accompagnement financier.

Isabelle POIFOL-FERREIRA précise que la sous-préfète a fait voter une aide d'urgence pour cette structure et que bien qu'il y ait un audit en cours y est a priori favorable.

N° 2024-007

Objet : Trail de la Coulée Verte d'Auxerre – Convention de mandat entre la ville d'Auxerre, la société Njuko SAS et la société Yaka Events

Rapporteur : Hicham EL MEHDI

Dans le cadre de la mise en place du Trail de la Coulée Verte d'Auxerre du dimanche 10 mars 2024, la ville d'Auxerre a décidé de confier la gestion des inscriptions en ligne à la société Yaka Events. Cette dernière utilise l'application Njuko SAS, laquelle percevra les recettes d'inscriptions aux différentes épreuves.

Suite à la perception des droits d'inscriptions liés au Trail de la Coulée Verte d'Auxerre, Njuko SAS s'engage à reverser avant le 30 avril 2024, à la ville d'Auxerre par virement sur le compte du trésor public, les montants collectés au titre des inscriptions des compétitions et randonnées définies dans l'application par Yaka Events, en application du tarif fixé par arrêté de la ville d'Auxerre.

A titre informatif, les tarifs fixés par arrêté municipal sont les suivants :

- 15 € par participant pour le trail chronométré de 20 km
- 8 € par participant pour le trail chronométré de 10 km
- 5 € par participant à la marche nordique allure libre de 14 km
- 5 € par participant à la randonnée pédestre allure libre de 14 km



Njuko s'engage à transmettre à la ville d'Auxerre à chaque versement un état détaillé des inscriptions correspondant à chaque versement.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter les termes de la convention annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Maire à signer la convention.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 37
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Sophie FEVRE demande si, au regard des tarifs élevés, il serait possible que les participants puissent bénéficier d'un ravitaillement pendant le parcours.

Hicham EL MEHDI répond qu'il a demandé la mise en place d'un ravitaillement.

N° 2024-008

Objet : Structures d'accueil de la petite enfance - Validation du règlement de la commission d'attribution des places en crèches

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

La ville d'Auxerre offre aux familles une variété de propositions dans leur recherche d'un mode d'accueil du jeune enfant adapté à leurs besoins, qu'il s'agisse d'établissements collectifs en gestion municipale, associative ou privée, ou d'accueil au domicile d'assistant(e)s maternel(le)s indépendants.

Pour autant, le nombre de demandes de places en accueil collectif est nettement supérieur au nombre de places proposées.

Depuis 2019, la ville d'Auxerre a mis en place un guichet unique dont l'objectif est de créer un lieu unique pour la pré-inscription en crèche dans l'ensemble des crèches de la ville.

A compter de cette date, une commission regroupant les crèches municipales et associatives se réunissait une fois par an pour attribuer les demandes de places.

Il est proposé la mise en place d'un règlement d'attribution des places ainsi qu'une grille de points afin de permettre :

- plus de transparence et d'équité dans l'attribution des places,
- une meilleure prise en compte des situations sociales,
- une aide au retour à l'emploi ou à conserver son emploi.

L'attribution des places s'inscrit dans les objectifs de la prestation de service unique de la Caisse Nationale d'Allocations familiales.

La grille d'attribution des places a été travaillée avec la CAF et la PMI.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver le règlement de la commission d'attribution des places en structures d'accueil de la petite enfance.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 37
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Rusain NDOMBASI TUKILONGA.

Florence LOURY est favorable à cette proposition mais suite à des échanges avec des parents elle demande ce que la ville envisage pour accroître le nombre de place en crèches qui est insuffisant.

Par ailleurs, elle évoque la qualité des repas en crèche et demande quelle est la part de bio actuellement utiliser dans le cadre de la préparation des repas.

Elle indique qu'à Lyon les 156 crèches municipales proposent des repas bio à 100 % et demande si cette réflexion est engagée pour la ville d'Auxerre

Crescent MARAULT répond qu'actuellement la part de bio est de 40 % et que pour augmenter ce pourcentage il faudrait avoir recours à du bio non français.

Florence LOURY répond qu'il faudrait installer des maraichers bio.

Crescent MARAULT répond qu'il s'agit de mettre en place tout un écosystème et des nouvelles filières pour pouvoir répondre à la demande et que cela est envisagé dans le cadre du Plan alimentation territoriale qui sera prochainement présenté.

Bruno MARMAGNE répond que pour augmenter le nombre de places disponibles il est prévu l'ouverture d'une micro crèche aux Brichères qui offrira quelques places supplémentaires dans un premier temps et que d'autres pistes sont explorées pour remédier à ce problème.

Crescent MARAULT précise que pour l'instant il s'agit plutôt de consolider les places existantes au regard des tensions en termes de recrutement des agents pour accueillir les enfants.

Il ajoute que le territoire Auxerrois n'est pas le seul à subir les difficultés liées au recrutement sur ces emplois et au manque de candidats.

Isabelle POIFOL-FERREIRA fait remarquer que l'attractivité du métier repose également sur les conditions qui sont proposées et pour attirer les candidats il est important de leur assurer de bonnes conditions de travail.

Elle déplore que depuis quelques années environ 40 berceaux aient été supprimés et regrette que la ville soit maintenant obligée de mettre en place un règlement pour gérer la pénurie.

Elle pense que la création d'une micro crèche est un premier pas mais que ce ne sera pas suffisant pour combler le déficit et réduire les délais d'attente pour les parents qui atteignent environ 5 mois.



Emmanuelle MIREDIN confirme le manque de profils et que l'augmentation des salaires ne suffit pas et risque de mettre en difficultés d'autres territoires.

Isabelle POIFOL-FERREIRA précise qu'elle ne parlait pas des salaires mais des conditions de travail.

N° 2024-009

Objet : Crèche interhospitalière - Attribution de subvention 2024

Rapporteur : Bruno MARMAGNE

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement pour l'année 2024 à la crèche interhospitalière.

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Imputation	Montant
Crèche interhospitalière	Subvention de fonctionnement	657381	8 000€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de 8000€ pour l'année 2024 à la crèche interhospitalière,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2024.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 36
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Bruno MARMAGNE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Isabelle POIFOL-FERREIRA note que ce partenariat prendra fin en août et demande si la subvention est calculée au prorata ou sur une année complète.

Bruno MARMAGNE répond que le calcul se fait au prorata.

N° 2024-010

Objet : Mise à disposition de places à la Crèche Interhospitalière - Fin du partenariat

Rapporteur : Bruno MARMAGNE



AUXERRE

Chaque année, le crèche inter hospitalière réserve des places à la Ville d'Auxerre pour des familles non-hospitalières.

En contrepartie, la Ville verse une subvention qui participe aux frais de fonctionnement de la structure pour l'accueil de 6 enfants qui ne sont pas issus de familles hospitalières (6 ETP).

Les demandes de places issues du personnel hospitalier sont croissantes et le nombre de places réservées par la Ville a déjà été réduit de 12 à 6 places.

La capacité d'accueil de la crèche inter hospitalière ne permet plus de répondre aux besoins du personnel hospitalier et pour libérer des places, il est envisagé de mettre fin à la réservation de berceaux pour les familles non-hospitalières à compter de septembre 2024.

Il est ainsi proposé de mettre fin à ce partenariat.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'acter l'interruption de la réservation de berceaux auprès de la crèche inter hospitalière à la date du 31 août 2024.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 37
 - voix contre : 0
 - abstentions : 0
 - n'a pas pris part au vote : 0
 - absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-011

Objet : Personnel municipal- Modification de l'effectif règlementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

La modification porte sur les postes suivants :

Postes	GRADE	CATEGORIE	Suppression TNC	Création TC
Responsable Petite Enfance	Infirmier en soins généraux	A		1
Intervenant-e petite enfance	Adjoint technique	C		1
Intervenant-e petite enfance	Adjoint technique	C	1	



AUXERRE

Responsable structure petite enfance	Infirmier en soins généraux	A		1
--------------------------------------	-----------------------------	---	--	---

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. La rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 25 janvier 2024 et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint
- D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 37
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-012

Objet : Commission de délégation de service LE SILEX – Désignation des représentants

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n°2021-034 en date du 25 mars 2021 a été créée la Commission de Délégation de Service public.

Par une délibération n°2021-147 en date du 7 octobre 2021 portant désignation d'un représentant titulaire à la Commission de Délégation de service LE SILEX ont été désignés les membres suivants :

<p>Titulaires :</p> <p>Abdeslam OUCHERIF Carole CRESSON-GIRAUD Sébastien DOLOZILEK Margaux GRANDRUE Denis ROYCOURT</p>	<p>Suppléants :</p> <p>Dominique MARY Emmanuelle MIRE DIN Patricia VOYE Isabelle POIFOL-FERREIRA</p>
---	---

Considérant que Monsieur Pascal HENRIAT a démissionné de ses fonctions d'adjoint en charge des finances et du budget et qu'il y a lieu de procéder à son remplacement.



AUXERRE

Considérant la demande formulée lors du conseil par Madame Isabelle POIFOL-FERREIRA d'être désignée représentante de la Commission de Délégation de service LE SILEX.

Considérant que Madame Florence LOURY a consenti à céder sa place de suppléante.

Il est proposé de désigner Madame Dominique MARY et Madame Isabelle POIFOL-FERREIRA au sein de cette instance.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Dominique MARY et Madame Isabelle POIFOL-FERREIRA au sein de la Commission de délégation de service LE SILEX.
- D'abroger la délibération n°2021-147 portant désignation d'un représentant suppléant.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 37
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que son groupe d'opposition n'est pas représenté au sein de cette commission.

Crescent MARAULT répond qu'il faudrait que Denis ROYCOURT ou Florence LOURY cède leur place.

Florence LOURY fait part de son accord pour laisser son siège au sein de cette commission.

Isabelle POIFOL-FERREIRA souhaite être la nouvelle suppléante.

Pascal HENRIAT évoque une rumeur selon laquelle le festival CATALPA n'aurait pas lieu en 2024 notamment en raison d'un défaut de subvention accordée par la ville d'Auxerre.

Crescent MARAULT répond que l'association qui gère ce festival réunit son conseil d'administration ce soir à ce sujet.

Pascal HENRIAT en déduit que la rumeur est donc fondée et est très surpris que ce festival qui réunit 52 000 personnes et qui participe à l'attractivité et à l'économie du territoire soit abandonné pour de simples raisons financières alors que des solutions pourraient être trouvées.

Il fait part de sa colère et son désarroi et pense que cela représente un manque de respect vis-à-vis des personnes qui se réjouissaient de l'organisation de ce festival renommé.

N° 2024-013

Objet : Groupement d'Intérêt Public Territoires Numériques – Modification des représentants

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Ville d'Auxerre est adhérente au G.I.P Territoires Numériques.



AUXERRE

Le GIP a été créé en 2008 par ses membres fondateurs que sont la Région, l'Etat, les Conseils départementaux de la Côte d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne.

Grâce à la péréquation apportée par ses membres fondateurs, Territoires Numériques Bourgogne Franche Comté propose à des coûts modestes des solutions pratiques et concrètes à ses adhérents : salle des marchés publics, dématérialisation des actes, portail de la donnée, système d'information géographique, sites Web et services aux citoyens, outil RPGD...

Selon ses statuts, le Conseil municipal est appelé à désigner un titulaire et un suppléant pour siéger auprès de l'organisme.

Selon l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales « *Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes* ».

Par une délibération n°2020-065 en date du 28 juillet 2020 portant désignation des membres au G.I.P Territoires Numériques ont été désignés représentant titulaire Monsieur Pascal HENRIAT et représentant suppléant Monsieur Ruscain NDOMBASI au sein de ce groupement d'intérêt public.

Considérant, la démission de Monsieur Pascal HENRIAT de ses fonctions d'adjoint en charge des finances et du budget, il convient de désigner un élu pour le remplacer au sein de ce groupement.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Emmanuelle MIREDDIN en tant que représentant titulaire et Monsieur Ruscain NDOMBASI en tant que représentant suppléant pour siéger au G.I.P Territoires Numériques.
- D'abroger la délibération n°2020-065 portant désignation des membres au sein du G.I.P Territoires Numériques.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-014

Objet : Cession de véhicules et matériels inutilisés - Vente en ligne de véhicules et matériels divers

Rapporteur : Crescent MARAULT

Soucieuse de favoriser le réemploi de véhicules et matériels dont elle n'a plus l'utilité, la Ville d'Auxerre met en vente de gré à gré ses biens inutilisés sur le site de courtage aux enchères en ligne « Agorastore.fr ».



AUXERRE

L'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales prévoit que le Maire peut, par délégation du Conseil municipal, décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.

Par délibération n°2022-095 du 30 juin 2022, le Conseil municipal a délégué au Maire le soin de « Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros ». Au-delà de ce seuil, il incombe au Conseil municipal d'autoriser la vente des biens concernés.

Il vous est proposé la vente aux enchères des véhicules et matériels figurant en annexe et dont la valeur finale est supérieure à 4600 euros.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la vente au prix de 14 610,76 euros ;
 - D'autoriser le Maire à émettre les titres de recettes correspondant à la vente des véhicules et matériels suivants :

- Balayeuse City Cat 5000 (AW 919 JK)
- Citroën Berlingo GPL/SP (7285 RY)
- Lot de 2 souffleurs thermiques (pour pièces)
- Tondeuse autoportée John Deere (8116 TE)
- Tondeuse autoportée Jacobsen coupe 3.23m (BS 078 CM)
- Remorque plateau (8121 QZ)
- Renault Kangoo GPL/SP (2351TE)
- Citroën Berlingo SP (175 SF)

Vote du conseil municipal :

- voix pour	: 37
- voix contre	: 0
- abstentions	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 2 Maud NAVARRE, Ruscain NDOMBASI TUKILONGA.

Crescent MARAULT précise qu'il a passé la consigne aux services que lorsque cela sera possible les véhicules soient cédés à l'association Mobilités 89.

N° 2024-015

Objet : Association AMIDON 89 - Désignation des représentants du conseil municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'Association Amidon 89 a pour objet l'insertion sociale et professionnelle de personnes en très grandes difficultés tant sociales que professionnelles. En priorité, des personnes bénéficiaires du R.S.A. et habitants des quartiers défavorisés. Elle les accompagne notamment dans la remise en situation de travail pouvant à terme déboucher sur un emploi.

Considérant, qu'il est prévu par les statuts de l'association, la présence de la Ville d'Auxerre comme membre de droit aux côtés notamment du Conseil Départemental, de la Communauté d'agglomération, de l'Office Auxerrois de l'Habitat, des autres communes d'implantation des ateliers ou encore des services déconcentrés de l'État.

Considérant qu'à ce titre, le conseil municipal doit désigner un membre titulaire et un suppléant pour représenter la Ville d'Auxerre au sein du Conseil d'administration de l'association.



Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST désignée membre titulaire par une délibération n°2020-034 du Conseil municipal en date du 28 juillet 2020.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Dominique JUVIGNY en tant que membre titulaire et Madame Farah ZIANI en tant que membre suppléant au sein du Conseil d'administration de l'Association Amidon 89,
- D'abroger la délibération n°2020-034 du Conseil municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au sein de l'association AMIDON 89.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-016

Objet : Comité d'éthique de la vidéoprotection - Désignation des représentants du Conseil Municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le Comité d'éthique de la vidéoprotection veille au respect des libertés publiques et privées dans la mise en œuvre des systèmes de vidéoprotection sur la voie publique et dans les établissements municipaux ouverts au public.

Il vérifie que la mise en œuvre du dispositif est conforme en tout point aux dispositions législatives et réglementaires.

A ce titre, il peut demander à l'exploitant un rapport sur le fonctionnement régulier et des informations sur tout incident qui lui serait signalé. Toutefois, les membres n'ont pas de droit de visionnage.

En outre, le comité est systématiquement informé de toute demande, observation, réclamation adressée à la ville par un citoyen concernant le fonctionnement du dispositif. Il donne son avis au Maire sur chaque saisine. Il peut se saisir de toute question de fonctionnement susceptible de mettre en cause les libertés publiques. Il transmet ainsi son avis au Maire après étude.

Le comité sera également saisi pour avis avant toute nouvelle implantation de caméras.

Ledit comité est composé de :

- Cinq membres du Conseil municipal, élus au sein de ses membres,
- Quatre membres représentant les citoyens, nommés par arrêté du maire.

Des agents de la ville participeront aux réunions en tant que responsables de la mise en œuvre. Ils ne disposent pas de voix délibérative.

Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST du Conseil Municipal,



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner les cinq représentants suivants pour siéger au sein du comité d'éthique de la vidéoprotection :
 - Dominique JUVIGNY
 - Rémi PROUMELINE
 - Souleymane KONE
 - Mostafa OUZMERKOU
 - Auria BOUROUBA

- D'abroger la délibération n°2020-057 du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au Comité d'Éthique de la Vidéoprotection.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 37
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-017

Objet : Comité de Protection de l'Enfance de l'Yonne - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le Comité de Protection de l'Enfance de l'Yonne (CPEY) est une association à but non lucratif créée le 8 juillet 1954.

Son champ d'intervention est celui de la Protection de l'Enfance.

Au titre de l'article L.311-1 du Code de l'action sociale et des familles, l'association est conventionnée avec le Conseil Départemental de l'Yonne.

Elle est également au titre des articles 375 à 375-8 du Code civil et 1181 à 1200 du Code de Procédure Civile habilitée par le Ministère de la justice dans le cadre de l'assistance éducative pour intervenir « lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur sont en danger ».

Enfin, certains services du CPEY sont également habilités pour la conduite d'une prise en charge éducative auprès de jeunes relevant de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante.

Ainsi, cette association exerce une action éducative sur près de 1200 enfants, adolescents et jeunes majeurs et emploie 100 salariés, principalement des travailleurs sociaux (éducateurs, assistants sociaux, psychologues...).

Considérant, les statuts de cette association, il y a lieu de désigner un représentant du Conseil municipal au sein du Comité de Protection de l'Enfance de l'Yonne qui gère le personnel éducatif en milieu ouvert à Migennes.

Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST du Conseil municipal.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Patricia VOYE pour siéger au sein du Conseil d'administration du Comité de Protection de l'Enfance de l'Yonne,
- D'abroger la délibération n°2020-035 du Conseil municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au sein du CPEY.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Crescent MARAULT indique qu'il est proposé de désigner Madame Patricia VOYE dans la mesure où Madame Dominique JUVIGNY fait déjà partie du conseil d'administration.

N° 2024-018

Objet : Conseil des Ecoles - Désignation des représentants du Conseil Municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le Conseil d'Ecole établit et vote le règlement intérieur de l'école à partir du règlement type départemental.

Il participe à l'élaboration, adopte le projet d'école et donne son avis sur les questions intéressant la vie de l'école.

Au titre de l'article D. 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école est composé notamment du directeur de l'école, des maîtres d'écoles, des représentants des parents d'élèves, de délégué départemental de l'éducation nationale et deux élus : le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le Conseil municipal.

Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST du Conseil Municipal.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner les représentants du Conseil Municipal ci-dessous pour siéger au sein des Conseils d'Ecoles mentionnés :

École	Représentant
École de Paris	Dominique MARY
École Jean-Zay	Philippe RADET
École de Brazza	Dominique JUVIGNY
École Rive Droite	Auria BOUROUBA
École des Mignottes	Auria BOUROUBA
École des Boussicats	Emmanuelle MIRE DIN
École Renoir	Hicham EL MEHDI
École des Brichères	Carole CRESSON GIRAUD



AUXERRE

École Courbet	Mostafa OUZMERKOU
École des Rosoirs	Margaux GRANDRUE
École des Piedalloues	Patricia VOYE
École des Clairions	Nordine BOUCHROU
Groupe scolaire Saint Siméon	Véronique BESNARD
École Henri Matisse	Dominique AVRILLAULT
École de Laborde-Jonches	Marie-Ange BAULU

- D'abroger la délibération n°2020-046 du Conseil municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au sein du Conseil des Ecoles.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

Florence LOURY note que Philippe RADET est représentant au conseil d'école Jean Zay et que cet élu ne fait plus partie de la majorité ce qui la gêne.

Elle demande si un autre élu pourrait siéger à sa place.

Crescent MARAULT répond que l'on peut désigner un élu.

Bruno MARMAGNE se propose pour être le nouveau représentant.

Mani CAMBEFORT pense qu'il serait opportun d'avoir une synthèse des retours des conseils d'écoles.

Crescent MARAULT indique que Bruno MARMAGNE ne peut pas siéger car il est déjà Président du conseil de classe et qu'un autre élu sera proposé au prochain conseil municipal.

N° 2024-019

Objet : Groupement d'Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (GRETA) - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

Le GRETA 89 est un organisme de formation professionnelle pour adultes, membre du Réseau National et académique des GRETA, rattaché à l'Éducation nationale.

Grâce à son réseau d'une vingtaine d'établissements scolaires adhérents et ses 3 antennes répartis sur l'Yonne, le GRETA 89 dispose de plateaux techniques (bâtiment, entreprises d'entraînement pédagogique, appartement pédagogique « secteur sanitaire et social », plateau technique logistique, etc.) et de formateurs experts dans diverses spécialités.

Ces ressources humaines et matérielles permettent de proposer, sous divers financements et à tout public adulte (demandeurs d'emploi, salariés, personnes en reconversion, jeunes de moins de 26 ans), une offre très diversifiée de formations professionnalisantes et/ou qualifiantes.



Le GRETA 89 intervient également dans :

- Le champ de l'insertion pour accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de projets professionnels ;
- Le renforcement des savoirs de base pour accéder à un emploi ;
- La préparation de concours ;
- La validation de compétences au travers de certification ou de qualification.

Considérant, les statuts du GRETA, le Conseil Municipal est appelé à désigner un représentant pour participer, avec voix consultative, au conseil inter-établissements du groupement d'établissements publics locaux d'enseignement (GRETA).

Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST du Conseil Municipal.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Dominique JUVIGNY pour siéger au Conseil inter-établissements du Groupement d'Etablissements Publics Locaux d'Enseignement (GRETA),
- D'abroger la délibération n°2020-051 du Conseil Municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au sein du GRETA.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Rusain NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-020

Objet : Institut d'éducation sensorielle pour jeunes en situation de handicap auditif – Désignation des représentants du Conseil Municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'Institut d'Éducation Sensorielle pour jeunes en situation de Handicap Auditif (IESHA) accueille des enfants déficients auditifs de 2 à 16 ans sur notification de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Les enfants bénéficient de scolarité, de soins et d'un accompagnement éducatif sur le même site et disposent d'un projet individualisé en fonction de leurs besoins.

Selon les statuts de l'établissement, le conseil municipal est appelé à désigner un représentant pour siéger au sein du conseil d'administration de l'IESHA.

Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST du Conseil Municipal,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- De désigner Madame Dominique JUVIGNY pour siéger au Conseil d'administration de l'Institut d'Education Sensorielle pour jeunes en situation de Handicap Auditif,
- D'abroger la délibération n°2020-060 du Conseil municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au sein de l'Institut d'éducation sensorielle pour jeunes en situation de handicap auditif.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-021

Objet : Maison d'enfants Saint-Henri - Désignation d'un représentant du Conseil Municipal

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Maison d'Enfants Saint-Henri est un établissement public autonome qui accueille temporairement des mineurs en difficulté.

Cette structure a été transférée en 2017 dans les locaux du Foyer Départemental de l'Enfance.

L'activité de la Maison d'Enfants Saint-Henri a évolué vers des prises en charge à domicile d'enfants relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance sur l'ensemble du Département.

Cet établissement relevant de la catégorie des établissements publics sociaux ou médico-sociaux autonomes voit leur composition fixée par les articles L315-10 et R315-6 du Code de l'action sociale et des familles. De sorte, qu'il comprend un représentant de la collectivité territoriale d'implantation.

Considérant, la démission de Madame Isabelle DEJUST du Conseil Municipal,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De désigner Madame Dominique JUVIGNY pour siéger au sein du Conseil d'administration de l'établissement « la Maison d'Enfants Saint-Henri »,
- D'abroger la délibération n°2020-036 du Conseil municipal en date du 28 juillet 2020 portant désignation des représentants du Conseil municipal au sein de la Maison d'Enfants Saint-Henri.

Vote du conseil municipal :

- voix pour : 30
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Mani CAMBEFORT, Mathieu DEBAIN, Sophie FEVRE, Florence LOURY, Isabelle POIFOL-FERREIRA, Rémi PROU-MELINE, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 2 Maud NAVARRE, Ruscaïn NDOMBASI TUKILONGA.

N° 2024-022



Objet : Actes de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Date	N°	Objet
2023-DIEPP-041	15/12/23	Portant demande de subvention pour le financement des projets et du fonctionnement 2024 du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre auprès de : - Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 159 000,00 € - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 48 000,00 € Sur un montant total de 2 449 813,37 €.
2023-DIEPP-042	18/12/23	Portant demande de financement pour l'action d'accompagnement des pères « 1000 premiers jours » auprès de l'Agence Régionale de Santé à hauteur de 2 448,00 € sur un montant total de 3 060,00 €.
2024-DIEPP-001	06/02/24	Portant demande de subvention pour le financement de travaux d'accessibilité à la bibliothèque municipale Jacques Lacarrière et à la mairie annexe de Vaux auprès de l'État (DSIL) à hauteur de 105 378,74 € sur un montant total de 263 446,85 €.
2024-DIEPP-002	25/01/24	Portant demande de financement pour les travaux de restauration du monument aux morts situé rue du Temple à Auxerre, auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne Franche Comté à hauteur de 42 586,28 € sur un montant total de 106 465,70 €.
2024-DIEPP-003	29/01/24	Portant demande de subvention pour le financement du festival « Rues Barrées » 2024 auprès de : - Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 10 000,00 €, - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 56 000,00 €, - Conseil régional BFC à hauteur de 22 000,00 €. Sur un montant total de 110 000,00 €.
2023-DF-028	14/12/23	Portant réalisation d'un prêt d'un montant de 3 000 000 € auprès de la Banque Postale pour le financement d'investissements, sur une durée de 15 ans, au taux fixe de 3,75 %, amortissement constant, périodicité trimestrielle et commission d'engagement à 0,07 % du montant du prêt.
2023-DF-029	21/12/23	Portant fixation des tarifs municipaux au 1er janvier 2024.
2024-DF-001	29/01/24	Portant revalorisation de 3,49 % des loyers communaux pour l'année 2024.
2024-DF-002	16/01/24	Portant création d'une régie d'avances pour la distribution des chèques d'accompagnement personnalisé.



AUXERRE

2023-DRJH-009	19/12/23	Portant acceptation d'un don manuel composé de 5 exemplaires d'une affiche de l'entreprise de fabrication de roues Commergnat pour conservation aux archives municipales.
2024-DRJH-001	12/01/24	Portant acceptation d'une indemnité de sinistre d'un montant de 63 252,61 € pour la réparation des dommages survenus pendant la nuit du 29 au 30 juin 2023 au Pôle Rive Droite.

Conventions :

Numéro	Date	Objet
2023-363	19-déc	Convention de mise à disposition de la salle des fêtes des Chesnez avec le Comité des fêtes des Chesnez à titre gracieux pour l'année 2024.
2023-364	19-déc	Convention d'objectifs du 08/01/2018 avec l'AJA Omnisports sur le montant de la subvention de 2000 euros pour l'aide à l'encadrement et l'aide aux déplacements
2023-365	19-déc	Convention de partenariat avec la crèche les Loupiots pour des interventions à titre gracieux
2023-366	19-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec la ligue de l'enseignement de l'Yonne à l'EAA la Boussole pour une formation le jeudi 14 décembre 2023 de 9h à 17h à titre gracieux
2023-367	19-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association FC Piedalloues à l'EAA la Boussole pour un concours de Belote le dimanche 4 février 2024 de 8h à 20h à titre gracieux
2023-368	19-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association « l'Amicale des Bretons" à l'EAA la Boussole pour Ateliers- soirée Bretonne - assemblée - le 13/01/24; 23/01/24; du 12 au 13/10/24 et le 23/11/24 à titre gracieux
2023-369	19-déc	Convention de prestations de services avec l'association Amal'Gamme au sein des EAA pour des thés dansants le 22/03/23; 11/10/24; 06/12/23 et 21/06/24 au tarif de 500 euros par prestation soit 2000 euros
2023-370	19-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association des Piedalloues à l'EAA la Boussole pour des activités les 11/01/24; 28/01/24; 21/04/24 et 29/06/24 à titre gracieux
2023-371	19-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association Amicale Philatélique Auxerrois à l'EAA la Boussole pour la fête du timbre du 9 au 10 mars 2024 à titre gracieux
2023-372	19-déc	Convention de mise à disposition d'installation sportives avec l'association Formation Sport 89 pour la salle de tennis de table au complexe Serge Yves Aubin le lundi de 8h à 12h et vendredi de 14h à 16h30
2023 -373	19-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association "Wood Coxerre" à l'EAA la Boussole pour un loto et meeting de voitures anciennes du 16 au 17/03/24; du 30 au 31/03/24 et du 13 au 15/09/23 à titre gracieux
2023-374	19-déc	Convention de partenariat avec le Conseil Départemental de l'Yonne à l'EAA la Confluence pour des ateliers autour de l'autonomie numérique pour 8 séances entre le 25/01/24 et le 30/05/24



AUXERRE

2023-375	19-déc	Avenant n°6 de la convention d'objectifs avec le RCA pour un montant de 5000 € liée à la retransmission du match d'ouverture de la coupe du monde de rugby le 07/09/23
2023-376	23-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association l'Olivier à l'EAA la Ruche pour des actions et temps conviviaux avec les jeunes le 26/12/23, le 27/12/23 et 28/12/23 à titre gracieux
2023-377	23-déc	Convention de mise à disposition de locaux avec l'IREPS à l'EAA les hauts d'Auxerre- maison de quartier des Rosoirs pour une formation le jeudi 25 janvier 2024 de 8h à 18h à titre gracieux
2024-001	17/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association DAN TIAN à l'EAA la Source pour des activités Tai Chi Chuan - Qi Qong du 8 janvier au 31 décembre 2024 les lundis et jeudis de 18h40 à 20h15- les mardis de 10h à 11h15 et un mardi /mois de 9h30 à 14h à titre gracieux.
2024-002	17/01/2024	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association AFAPA à l'EAA l'Alliance le 25 janvier 2024 de 9h à 12h (réunion) et le 5 avril 2024 de 14h à 21h30 (assemblée générale) à titre gracieux
2024-003	17/01/24	Convention relative aux stages pratique de pédagogie avec l'Ecole Supérieure de Musique de Bourgogne Franche Comté pour un étudiant du 1 décembre 2023 au 12 avril 2024
2024-004	17/01/24	Convention d'objectifs avec l'Institut d'Education Sensorielle pour un cycle de Tir à l'Arc les vendredis de 14h à 15h30 du 15 mars au 12 avril 2024
2024-005	17/01/24	Convention d'utilisation d'une salle avec la MJC Auxerre pour l'organisation d'un Thé Dansant le vendredi 22 mars 2024 de 10h à 19h à titre gracieux
2024-006	17/01/24	Convention mise à disposition d'installations sportives avec l'association Nature et Montagne 89 au Vélo Club Auxerrois le 25 janvier, 07 mars et 16 mai 2024 pour l'organisation des conseils d'administration à titre gracieux
2024-007	19/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec l'IREPS à l'EAA les hauts d'Auxerre- maison de quartier des Rosoirs pour une formation le jeudi 25 janvier 2024 de 8h à 18h à titre gracieux
2024-008	22/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec le Département de l'Yonne à l'EAA la Source pour l'organisation d'actions collectives d'infirmière puéricultrice pour une durée d'un an renouvelable à titre gracieux
2024-009	25/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec LLL Yonne à la maison des 1000 jours pour des réunions allaitement les mardis de 14h30 à 17h
2024-010	26/01/24	Convention Tripartite de mise à disposition du gymnase du lycée professionnel Saint Germain avec la région Bourgogne Franche-Comté et le lycée Saint germain au tarif Horaire de 13 euros,
2024-011	26/01/24	Convention mise à disposition d'installations sportives avec l'association - AJA Section Baseball- Softball à la salle de réception du stade Pierre Bouillot le samedi 2 mars 2024 de 16h à 20h pour une assemblée générale à titre gracieux
2024-012	26/01/24	Convention de prestations de services avec le Patronage Laïque Paul Bert pour des actions sportives entre le 20/02 et le 01/03/23 au tarif de 40 euros/la séance



AUXERRE

2024-013	26/01/24	Contrat de cession de droits d'exploitation avec l'Association La Fonica pour des ateliers musiciens du collectif pour une somme totale de 4615 euros
2024-014	26/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec l'Association AFAPA, à l'EAA l'Alliance pour une réunion le 25 janvier 2024 de 9h à 12h à titre gracieux
2024-015	26/01/24	Convention de prestations de services avec Jean Charles Meslaine à l'EAA des hauts d'Auxerre dans le cadre de JO Paris 2024 pour 17 séances de 2 heures du 2 février au 28 juin 2024 au tarif de 100€/les 2 heures
2024-016	26/01/24	Convention de prestations de services avec Nathalia Guimaraes Photographe à l'EAA la Confluence pour des ateliers prise de vue, soit 3 séances de 2h à 60 euros de l'heure
2024-017	26/01/24	Convention de prestation de services avec Unis vers l'Art à l'EAA la Confluence pour des espaces d'échanges entre parents et enfants le 17/01, 7/02, 13/03, 15/04, 15/05 et 12/06/24 au tarif de 120€ la séance de 2 heures soit 720€
2024-018	26/01/24	Convention de prestations de services avec MPP à l'EAA la Confluence pour des actions bien-être du 19/01/24 au 28/06/24 pour des séances de 1 ou 2 heures au tarif de 70 euros de l'heure soit 27 heures sur 18 séances avec 14 euros de fournitures pour 12 séances soit un total de 2058 euros
2024-019	26/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec le département de l'Yonne à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des massage bébé le 24/01, 31/01 et 7/02/24 de 14h à 16h30 à titre gracieux
2024-020	26/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association PLPB à l'EAA l'Alliance pour du sport en famille le 17/01, 13/03 et 15/05 et 12/06/24 de 14h15 à 15h45 à titre gracieux
2024-021	26/01/24	Convention de mise à disposition du mini-bus de la ville avec le PLPB à titre gracieux
2024-022	31/01/24	Convention de mise à disposition de locaux avec la Mutualité Française Bourgogne Franche Comté à l'EAA des Hauts d'Auxerre pour des ateliers "Force et forme au quotidien" les lundis du 26/02/24 au 17/06/24 de 14h à 16h30 et les jeudis du 29/02/24 au 02/05/24 de 14h30 à 16h30 à titre gracieux
2024-023	31/01/24	Convention de partenariat entre l'IME des Iles et le centre de loisirs des Brichères pour un moment d'échange chaque mercredi matin au centre de loisirs des Brichères pour une durée de trois ans à titre gratuit

Locations salle

NUMERO	DECEMBRE	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
	1,8,14,15	Formation sport 89 – à titre gracieux	0,00	Formations	Passage Soufflot
2023-2695	1,8,15	Direction des Solidarités	63,60	Réunion	Passage Soufflot
2023-2694	1,15	Association Ateliers alternatifs Psyrates	60,80	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
	1	Formation sport 89 –	0,00	Réunion	Passage



AUXERRE

		à titre gracieux			Soufflot
2023-2668	1	Association MAE	11,30	Réunion	Passage Soufflot
2023-2670	2	Libre pensée	31,50	Conférence	Maison Paul Bert
2023-2664	2,3	Particulier	180,00	Événement familial	Salle des Rosoirs
2023-2665	2,3	Particulier	152,00	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2683	4	Association LADAPT FBC	204,30	Réunion	Salle de Laborde
2023-2677	4	PS Fédération Yonne	31,50	Réunion	Maison Paul Bert
2023-2696	4,11,18	AVF	53,44	Cours de danse	Passage Soufflot
2023-2676	5	France Bénévolat	10,60	Réunion	Passage Soufflot
2023-2697	6,13,20	Association Talentides	87,75	Cours de yoga	Passage Soufflot
2023-2705	5	AVF	83,00	REPAS	VAUX
2023-2672	9,1	Particulier	130,00	Événement familial	Salle des Chesnez
2023-2673	9,1	Particulier	227,00	Événement familial	Salle de St Siméon
2023-2674	9,1	Particulier	130,00	Événement familial	Salle des Rosoirs
2023-2675	9,1	Association Handisport d'Auxerre	55,00	Manifestation	Salle de Vaux
2023-2680	13	Nexity	23,85	AG de Copropriété	Passage Soufflot
2023-2698	13	Century 21	26,90	AG de Copropriété	Maison Paul Bert
20232699	14	Association des retraités éducation nationale	25,65	Réunion	Passage Soufflot
2023-2682	14	Nexity	55,68	AG de Copropriété	Passage Soufflot
2023-2681	14	ADMD	9,28	Réunion	Passage Soufflot
2023-2700	16	Association Photo Club	27,00	Réunion	Maison Paul Bert
	16	Association Parkins'Yonne - à titre gracieux	0,00	Réunion	Maison Paul Bert
2023	16,17	Association Icona Latina - Association conventionnée	0,00	Danses Latines	Salle de Laborde
2023-2678	16,17	Association Université Libre des	87,00	Réunion	Salle des Chesnez



AUXERRE

		Valeurs			
2023-2679	16,17	Association Passerelle	55,00	Réunion	Salle de Ste Geneviève
2023-2701	18	Nexity	22,93	AG de Copropriété	Passage Soufflot
2023-2702	19	Comité de protection de l'enfance	42,60	Réunion	Passage Soufflot
2023-2703	20	Century 21	26,90	AG de Copropriété	Maison Paul Bert
2023-2687	23,24	Particulier	241,00	Événement familial	Salle de Laborde
2023-2684	23,24	Association des Camerounais et Sympathisants	85,00	Manifestation	Salle de Rive droite
2023-2685	23,24	Association Abebao création	85,00	Manifestation	Salle de Geneviève
2023-2686	23,24	Particulier	152,00	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2688	30,31	Particulier	241,00	Événement familial	Salle de Laborde
2023-2689	30,31	Particulier	130,00	Événement familial	Salle des Chesnez
2023-2690	30,31	Particulier	227,00	Événement familial	Salle de St Siméons
2023-2691	30,31	Amicale Danse Folk	85,00	Manifestation	Salle des Rosoirs
2023-2692	30,31	Association Franco Turque	85,00	Manifestation	Salle de Geneviève
2023-2693	30	Particulier	152,00	Événement familial	Salle de Vaux
2023-2704	mois	CNFPT	1514,40	Formations	Maison Paul Bert
		Total	4911,98		

NUMERO	JANVIER	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
2024-2732	3,11,17,24,31	Association Talentides	63,38	Cours de yoga	Passage Soufflot
2024-2709	6	Nexity	36,03	AG de copropriété	Passage Soufflot
2024-2706	6,7	Particulier	130	Évènement familial	Salle des Chesnez
2024-2707	6,7	Particulier	152	Évènement familial	Salle de Vaux
	6,7	Handisport association conventionnée	0	Manifestation	Salle des Piedalloues
2024-2731	8,15,22,29	AVF	68,4	Cours de danse	Passage Soufflot
2024-2708	9	Association LSR	83	Réunion	Salle de Vaux



AUXERRE

2024-2713	10	PCF	83,8	Conférence	Maison Paul Bert
	11,18,19,25,26	Formation sport 89 – à titre gracieux	0	Réunion	Passage Soufflot
2024-2724	11,25	AVF	64,13	Réunion	Passage Soufflot
2024-2733	12,19,26	Direction des solidarités	42,4	Réunion	Passage Soufflot
2024-2734	11,12,26	Association Ateliers alternatifs Psyrates	60,8	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2024-2735	13	Association Cours circuits la Cagnole	40,5	Réunion	Maison Paul Bert
	13,14	Comité des fêtes association conventionnée	0	Manifestation	Salle des Chesnez
	13,14	Amicale des Bretons association conventionnée	0	Manifestation	Salle des Piedalloues
	13,14	Association des Rosoirs association conventionnée	0	Manifestation	Salle des Rosoirs
	13,14	Passerelle association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Ste Geneviève
2024-2710	13,14	Association Eclipse	85	Manifestation	Salle de Rive droite
2024-2712	13,14	Particulier	152	Evènement familial	Salle de Vaux
2024-2711	13,14	Particulier	250	Evènement familial	Salle de St Siméon
	15	FAFPT – ville d'Auxerre – à titre gracieux	0	AG	Passage Soufflot
	16	DDT – à titre gracieux	0	Voeux	Salle de Laborde
2024-2717	19	Association les 4'arts	24,75	Réunion	Maison Paul Bert
2024-2719	19	Association MAE	11,3	Réunion	Maison Paul Bert
2024-2718	19	Monsieur Fauchier	12,25	AG de copropriété	Maison Paul Bert
2024-2720	20	Monsieur Provence	40,35	Réunion	Maison Paul Bert
	20,21	Icona latina association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Laborde
	20,21	Envol association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Rive droite
	20,21	Le souffle du printemps	0	Stage de Gi Cong	Salle de St Siméon



AUXERRE

		association conventionnée			
	20,21	Femmes d'ici et d'ailleurs association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Ste Geneviève
2024-2714	20,21	Madame Milandre	130	Evènement familial	Salle des Chesnez
2024-2715	20,21	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Rosoirs
2024-2716	22	Amicale des boulangers retraités de l'Yonne	83	Manifestation	Salle de Vaux
	27	Association Parkins'Yonne- à titre gracieux	0	Réunion	Maison Paul Bert
2024-2736	27	UNP 89	29,25	Réunion	Passage Soufflot
2024-2721	27,28	Particulier	241	Evènement familial	Salle de Laborde
	27	Repair café association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Rive droite
	28	Cadance contry association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Rive droite
2024-2723	27,28	Particulier	130	Evènement familial	Salle des Rosoirs
	27,28	Association des Piedalloues association conventionnée	0	Manifestation	Salle des Piedalloues
	27,28	Ikona association conventionnée	0	Manifestation	Salle de Vaux
2024-2722	27,28	Association Université Libre des valeurs	87	Manifestation	Salle des Chesnez
2024-2730	mois	CNFPT	1686,2	Formations	Maison Paul Bert
		Total	3916,54		

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
23VA22	04/01/2024	Accord-Cadre de mise à disposition de personnel	150 000 € maximum/an
23VA23	03/01/2024	Accord-cadre à bons de commande mono attributaire pour l'entretien des ouvrages d'eaux pluviales sur le territoire de l'Auxerrois	300 000 € maximim/an



AUXERRE

23VA21 Lot 1	22/12/2023	Accord-Cadre Fourniture de carburants et combustibles Lot 1 : Fourniture en gazole	400 000 € maximum/an
Lot 2	22/12/2023	Lot 2 : Fourniture en gazole non routier	35 000 € maximum/an
Lot 3	22/12/2023	Lot 3 : Fourniture en sans plomb 95	55 000 € maximum/an
Lot 4	22/12/2023	Lot 4 : Fourniture en fuel domestique (FOD) à usage combustible	30 000 € maximum/an

Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
21VA06	07/12/2023	Réaménagement du centre d'hébergement et de réinsertion Lot 3 Avenant 1	11956,00€
21VA06	07/12/2023	Réaménagement du centre d'hébergement et de réinsertion Lot 4 Avt 2	808,90€
21VA06	11/01/2024	Réaménagement du centre d'hébergement et de réinsertion Lot 2 Avt 2	- 2114,47€
21VA06	11/01/2024	Réaménagement du centre d'hébergement et de réinsertion Lot 1 Avt 3	- 14345,84€
23VA17	22/01/2024	Cathédrale saint Etienne d'Auxerre amélioration des installations électriques Lot 2 Avt 1	Sans incidence financière
23VA17	22/01/2024	Cathédrale saint Etienne d'Auxerre amélioration des installations électriques Lot 3 Avt 1	Sans incidence financière
23VA17	22/01/2024	Cathédrale saint Etienne d'Auxerre amélioration des installations électriques Lot 4 Avt 1	Sans incidence financière
23VA17	22/01/2024	Cathédrale saint Etienne d'Auxerre amélioration des installations électriques Lot 1 Avt 1	Sans incidence financière
23VA04	20/12/2023	Aménagement de l'espace 1000 d'Auxerrexpo Lot 1 Avt 1	-36968,11€



AUXERRE

22VA16	02/10/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 3 Avt 1	12645,48€
22VA16	27/11/2023	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 3 Avt 2	19358,85€
22VA16	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 1 Avt 3	Sans incidence financière
22VA16	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 10 Avt 1	Sans incidence financière
22VA16	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 4 Avt 2	Sans incidence financière
22VA06	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 9 Avt 2	Sans incidence financière
22VA06	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 5 Avt 2	Sans incidence financière
22VA06	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 7 Avt 3	Sans incidence financière
22VA06	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 9 Avt 2	Sans incidence financière
22VA06	15/01/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi-activités Lot 10 Avt 2	Sans incidence financière

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- De prendre acte des décisions prises par délégation.



Ville d'Auxerre
14 Place de l'Hôtel de ville
89012 AUXERRE

AUXERRE

POTENTIEL HYDROELECTRIQUE DES BARRAGES SUR L'YONNE A AUXERRE PHASE 1 - ETUDE D'OPPORTUNITE



HYDREOLE
engineering energies

24, bd Carnot F-74200 Thonon-les-Bains
+33 450 70 79 83 / info@hydreole.com
www.hydreole.com

Client	Mairie d'Auxerre
Affaire	Etude du potentiel hydroélectrique de l'Yonne à Auxerre
No. d'affaire	18256
Date d'émission du rapport	15/05/2020
Nom du fichier numérique	18256_01_rev1 - Rapport de Phase 1 (étude comparative).docx
Révision	1
Nombre de pages, incl. annexes	37



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
2. DETERMINATION DE L'HYDROLOGIE ET SELECTION DES SITES	4
2.1. HYDROLOGIE	4
Stations hydrométriques : données Banque Hydro	4
Les données hydrométriques nécessaires à l'étude	5
Principe d'interpolation	6
2.2. SITES ETUDIÉS	6
Les sites étudiés ont été définis par le maître d'ouvrage et se situent entre la commune de Vaux et la commune de Monéteau. En tout, 6 sites sont étudiés dans cette phase.	6
3. CALCUL DE PRODUCTIBLE.....	8
3.3. HYDROLOGIE	8
3.4. CHUTE BRUTE DISPONIBLE	8
3.5. DEBIT D'EQUIPEMENT	8
3.6. PUISSANCE.....	9
3.7. PRODUCTIBLE.....	9
3.8. ANALYSE FINANCIERE.....	10
Coût d'investissement.....	10
Estimation des recettes.....	10
Analyse économique.....	11
3.9. TABLEAU RECAPITULATIF.....	11
4. TYPES DE TURBINES ENVISAGEABLES POUR EQUIPER UN SEUIL EN RIVIERE	13
5. CONCLUSION	18
ANNEXE A. FICHES DES SITES ETUDIÉS	19

1. INTRODUCTION

Engagée de longue date en faveur du développement durable, de la préservation du climat et des ressources, la ville d'Auxerre a donné récemment un nouvel élan à la politique de transition énergétique menée sur son territoire au travers de la démarche de labellisation Cit'ergie. Elle souhaite favoriser le développement de la production d'énergie renouvelable, en étudiant notamment le potentiel de l'ensemble de la ressource hydroélectrique de la ville. En effet, Le bassin versant de l'Yonne au niveau de la ville d'Auxerre est d'environ 3527km² et il existe beaucoup d'ouvrages susceptibles de recevoir un ouvrage de production hydroélectrique dans le périmètre de la ville d'Auxerre.

Cette étude viendra alimenter l'étude de planification énergétique menée en parallèle par la Communauté de l'Auxerrois.

L'ensemble des barrages présents sur la communauté d'agglomération de l'Auxerrois sera étudié dans la présente étude à l'exception des barrages du Batardeau (Moulin du Batardeau) et de la rive gauche du barrage des Chaînettes (moulin de Flateurville) car les propriétaires de ces deux sites ont lancé une étude de faisabilité en parallèle de l'étude de potentiel menée par la commune d'Auxerre.

2. DETERMINATION DE L'HYDROLOGIE ET SELECTION DES SITES

2.1. HYDROLOGIE

Stations hydrométriques : données Banque Hydro

La Banque Hydro est un service français d'accès à des données hydrologiques fournies par des services de l'Etat (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Voies navigables de France, Agences de l'eau) (DREAL, VNF, AFB) et d'autres producteurs (EDF, CNR...).

Ce service est géré par le Service Central d'Hydrométéorologie et d'Appui à la Prévision des Inondations (SCHAPI) du ministère de la Transition écologique et solidaire (Stations hydrométriques : données maître d'ouvrage).

Sur le bassin versant de l'Yonne il y a 14 de mesures hydrométriques recensés dans la base de données de la Banque hydro comprenant des stations encore en service et d'autres actuellement hors service.

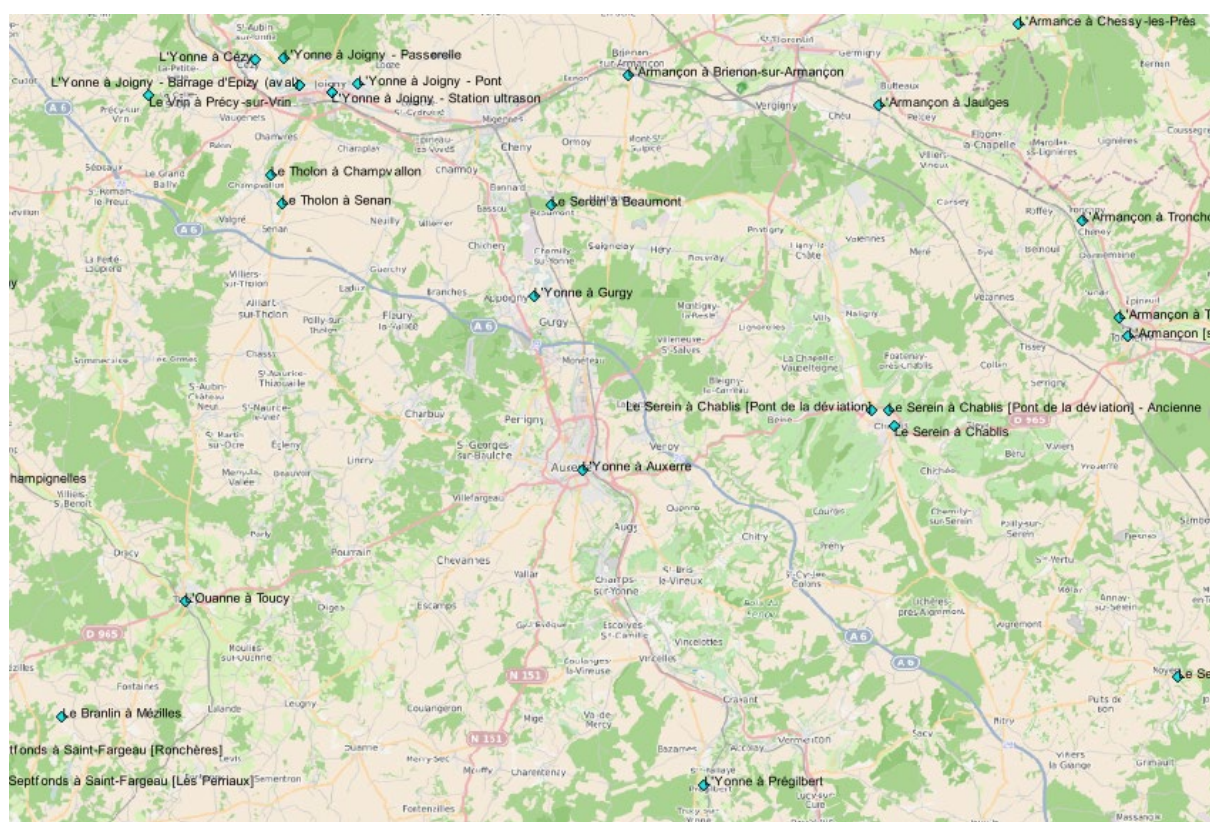


Figure 1 : Carte des stations hydrométriques présentent sur le territoire du bassin versant de l'Yonne

No. station	Nom station	Premier enregistrement	Dernier enregistrement	Bassin versant	Débits disponibles
H2001020	L'Yonne à Corancy	1990	2020	106 km ²	OUI
H2021010	L'Yonne à Montigny-en-Morvan [Chassy]	1993	2020	229 km ²	OUI
H2041010	L'Yonne à Marigny-sur-Yonne	1925	2020	540 km ²	NON
H2051010	L'Yonne à Dornecy	1989	2020	754 km ²	OUI
H2051020	L'Yonne à Clamecy	1876	1998	841 km ²	NON
H2051021	L'Yonne à Clamecy [débit]	2009	2020	841 km ²	OUI

H2081020	L'Yonne à Prégilbert	2000	2020	1956 km ²	OUI
H2201010	L'Yonne à Auxerre [Pont Paul Bert]	1891	2020	3561 km ²	NON
H2221010	L'Yonne à Gurgy	1967	2020	3807 km ²	OUI
H2501040	L'Yonne à Joigny [station US]	2010	2020	8466 km ²	OUI
H2701010	L'Yonne à Sens	1990	2020	10 289 km ²	NON
H2701030	L'Yonne à Pont-sur-Yonne	2007	2020	10 462 km ²	OUI
H2721010	L'Yonne à Courlon-sur-Yonne	1982	2020	10 700 km ²	OUI
H7913410	La Guyonne à Mareil-le-Guyon	1982	2020	34.1 km ²	OUI

Les données hydrométriques nécessaires à l'étude

La base de données hydrométriques qui nous intéresse comprend l'estimation du débit moyen (ou module interannuel) et les chroniques des débits classés et des débits moyens mensuels. Ces deux éléments permettent de caractériser si le comportement hydrologique d'un cours d'eau est soutenu ou non pour un site d'étude précis.

La station de référence pour la présente étude est celle de l'Yonne à Gurgy car la plus proche des sites étudiés, nous avons recueilli, auprès de la banque hydro, ces données hydrométriques. Il est précisé que la station d'Auxerre ne mesure que les hauteurs d'eau et ne donne pas les débits.

N° de la station	Nom de la station	Module [m ³ /s]
H2221010	L'Yonne à Gurgy	41.20

Débits classés

Fréquences	0.99	0.98	0.95	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5	0.4	0.3	0.2	0.1	0.05	0.02	0.01
Débit (m ³ /s)	7.30	8.56	10.64	12.84	16.10	19.07	22.33	26.45	32.58	41.20	55.58	83.27	110.20	150.45	180.15

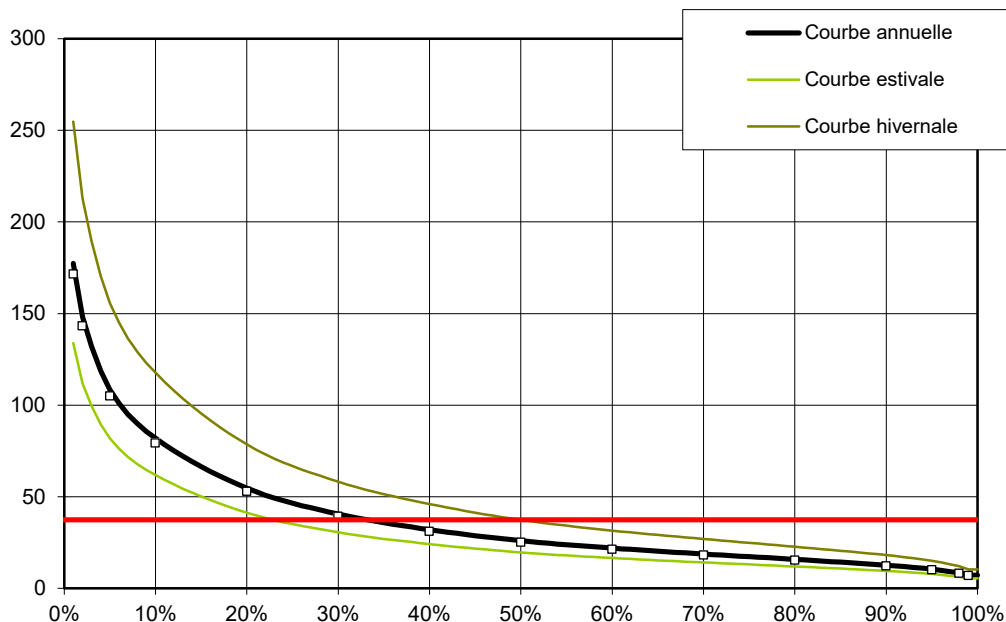


Figure 2 : Courbe des débits classés de l'Yonne à Gurgy depuis 1967 (station de référence)

Débits moyens

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep	Oct	Nov	Déc
Débits moyens mensuel (m ³ /s)	63.10	66.52	52.49	44.19	37.46	25.65	20.67	19.47	20.57	25.74	32.01	49.08

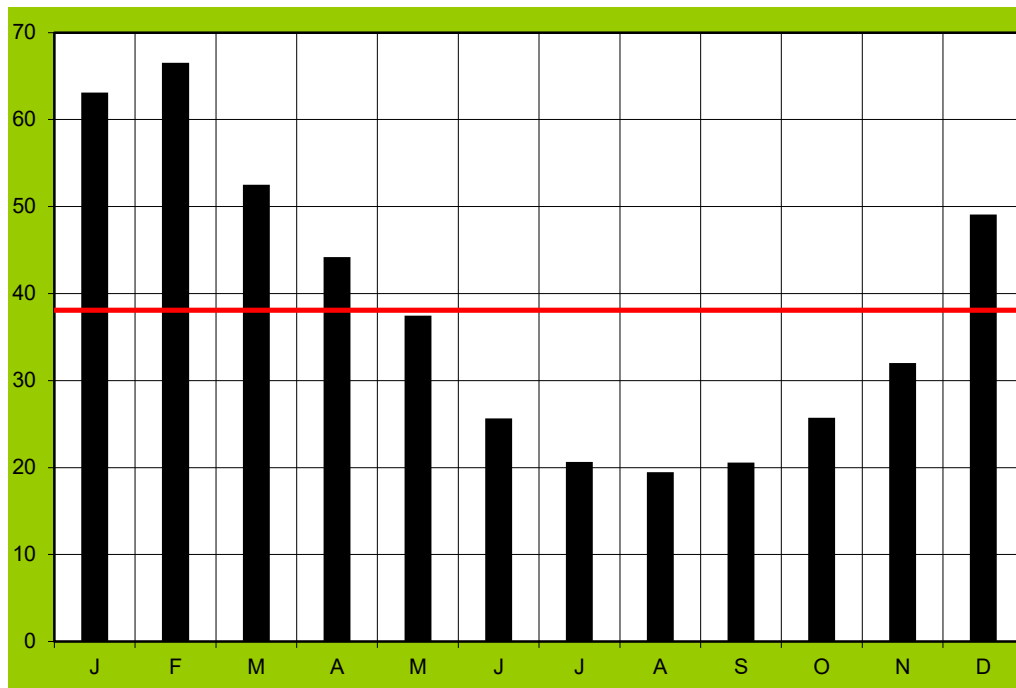


Figure 3 : Débits mensuels moyens de l'Yonne à Gurgy depuis 1967 (station de référence)

Principe d'interpolation

Pour évaluer l'hydrologie pour chaque ouvrage, nous avons extrapolé l'hydrologie existante aux stations de mesures sur tous les sites présentant un ouvrage hydraulique potentiel.

Pour cela nous avons appliqué une similitude par homothétie de bassin suivant :

$$\text{Débit}_{\text{ouvrage}} = \text{Débit}_{\text{station}} * (\text{S}_{\text{ouvrage}} / \text{S}_{\text{station}})$$

Avec :

S_{ouvrage} : la surface du bassin versant drainée à travers l'ouvrage étudié

S_{station} : la surface du bassin versant drainée à la station hydrométrique

2.2. SITES ETUDIÉS

Les sites étudiés ont été définis par le maître d'ouvrage et se situent entre la commune de Vaux et la commune de Monéteau. En tout, 6 sites sont étudiés dans cette phase.

Les barrages de Vaux, d'Augy et de Preuilly se situent avant le pont Paul Bert à Auxerre. Le moulin situé en rive droite du barrage des Chaînettes (Moulin de Michel Matériau) et les barrages de l'île Brulée et des Dumonts se situent en aval de ce pont.

Il est précisé que les barrages du Batardeau et des Chaînettes rive gauche n'ont pas été étudiés dans la présente étude car les propriétaires des moulins du Batardeau et de Flateurville ont fait réaliser des études de faisabilité hydroélectrique par leur propre moyen.



Figure 4 : Localisation des sites étudiés



3. CALCUL DE PRODUCTIBLE

3.3. HYDROLOGIE

Le potentiel hydroélectrique est calculé à partir des données hydrologiques résumées au chapitre 2.1.

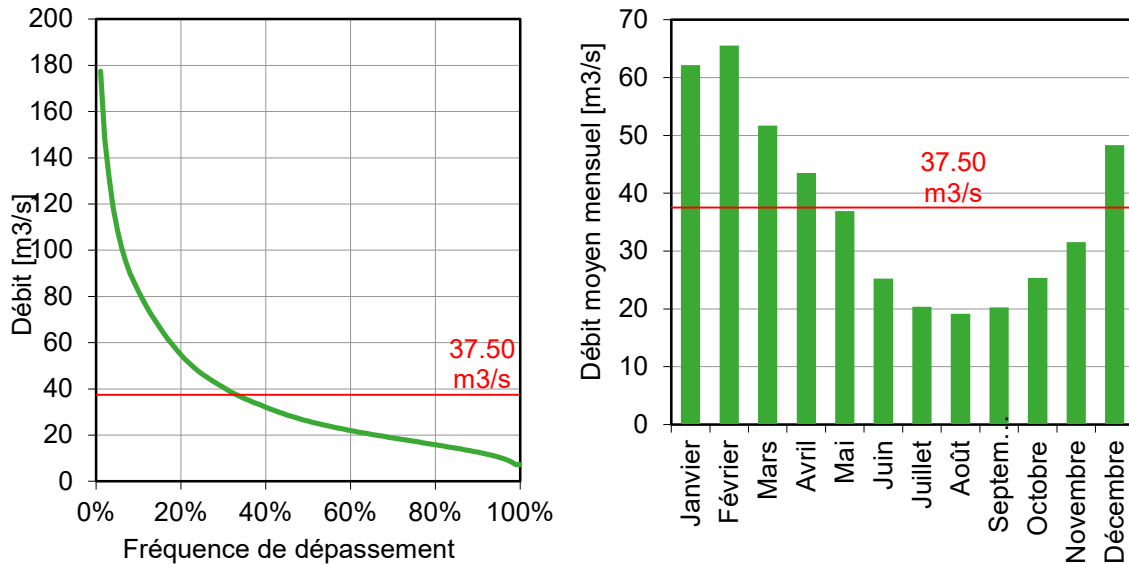


Figure 5 : Exemple de courbe des débits classés d'un seuil en rivière

3.4. CHUTE BRUTE DISPONIBLE

Les chutes brutes de chacun des sites ont été mesurés lors de la visite sur site le 20-21-22 Janvier 2020.

3.5. DEBIT D'EQUIPEMENT

La recherche du débit d'équipement optimum consiste à déterminer le meilleur compromis entre la recette, liée au productible, et les investissements (ou autre paramètre) et à mettre en évidence le débit d'équipement permettant d'optimiser le projet, aussi bien en termes financier, qu'environnemental, énergétique, technique (intégration dans l'existant, etc...) ou administratif (droit d'eau existant, etc.).

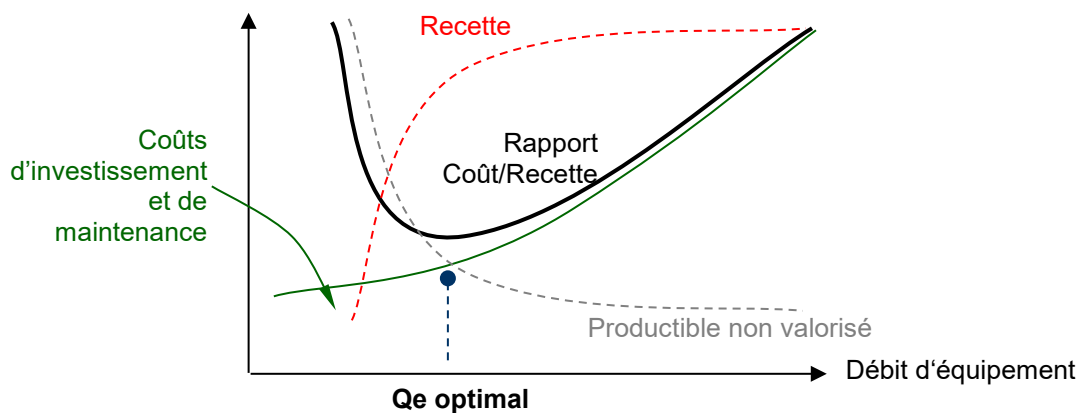


Figure 6 : Exemple de résultat schématique d'une étude d'optimisation du débit d'équipement (critère d'optimisation : rapport coût/recette minimal)

Dans le cas de l'étude de potentiel du territoire de la communauté de commune d'Auxerre le débit d'équipement optimal a été calculé pour chaque site en comparant les différents scénarii. Le débit d'équipement retenu en cette Phase 1 correspond, pour chaque site, au débit d'équipement optimum ou limité par la reprise des infrastructures existantes ou l'insertion dans l'existant (sites 6 et 8).

3.6. PUISSANCE

La puissance maximum brute dépend uniquement des « données naturelles » du site, à savoir la chute brute exploitable H_b et le débit total turbiné Q_e , appelé aussi débit d'équipement. Cette puissance ne prend donc pas en compte les différents phénomènes physiques pouvant engendrer une réduction de la puissance exploitable (limitation de la production pour raison administrative ou environnementale, pertes de charge dans les chemins d'eau, rendement des équipements électromécaniques, etc.). La prise en compte de ces phénomènes permet de déterminer la puissance installée.

La Puissance Maximale Brute est calculée selon la formule suivante :

$$PMB = Q_e \times g \times H_b$$

Avec :

- PMB = Puissance Maximale Brute
- Q_e = Débit total turbiné
- g = Accélération de l'apesanteur
- H_b = Hauteur de chute brute

3.7. PRODUCTIBLE

Le productible annuel moyen est déterminé en tenant compte de l'ensemble des paramètres physiques du site (hydrologie, chute brute exploitable et effacement de la chute), des contraintes environnementales (débit réservé, restriction éventuelle de la production durant certaines périodes de l'année) et des caractéristiques de dimensionnement des structures et des équipements de l'aménagement (pertes de charge, adaptation des machines aux variations de débit et de chute, colline de rendement des turbines, etc.).

Ce productible peut être exprimé en termes de gain d'émission de gaz à effet de serre en comparaison avec une centrale équivalent de production d'électricité de source fossile, mais également en termes de consommation électrique annuelle d'un nombre de foyers alimentés.

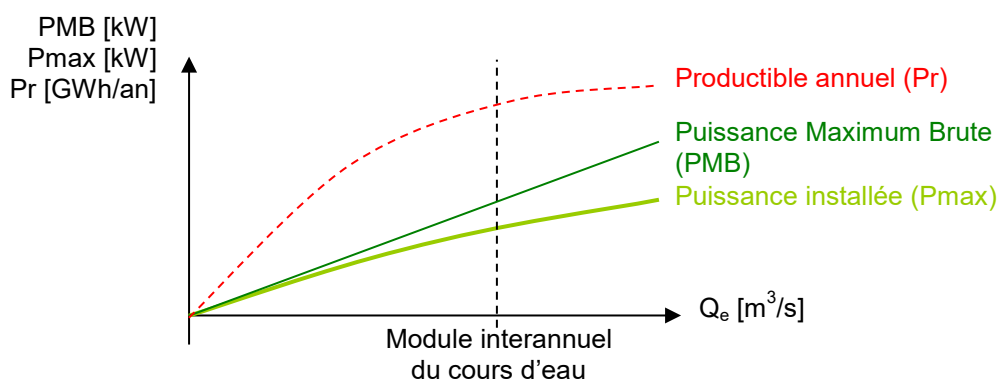


Figure 7 : Potentiel du site en fonction du débit d'équipement

Le dimensionnement et l'optimisation technico-économique des aménagements hydroélectriques permettent de déterminer ces valeurs par intégration des courbes des débits turbinés classés et des chutes brutes classées, ou à partir des chroniques de débits journaliers disponibles. Le résultat est

présenté sous la forme d'une courbe du productible donnant la puissance produite dans le temps. Le productible correspond à la surface comprise sous cette courbe, tel qu'illustré ci-dessous.

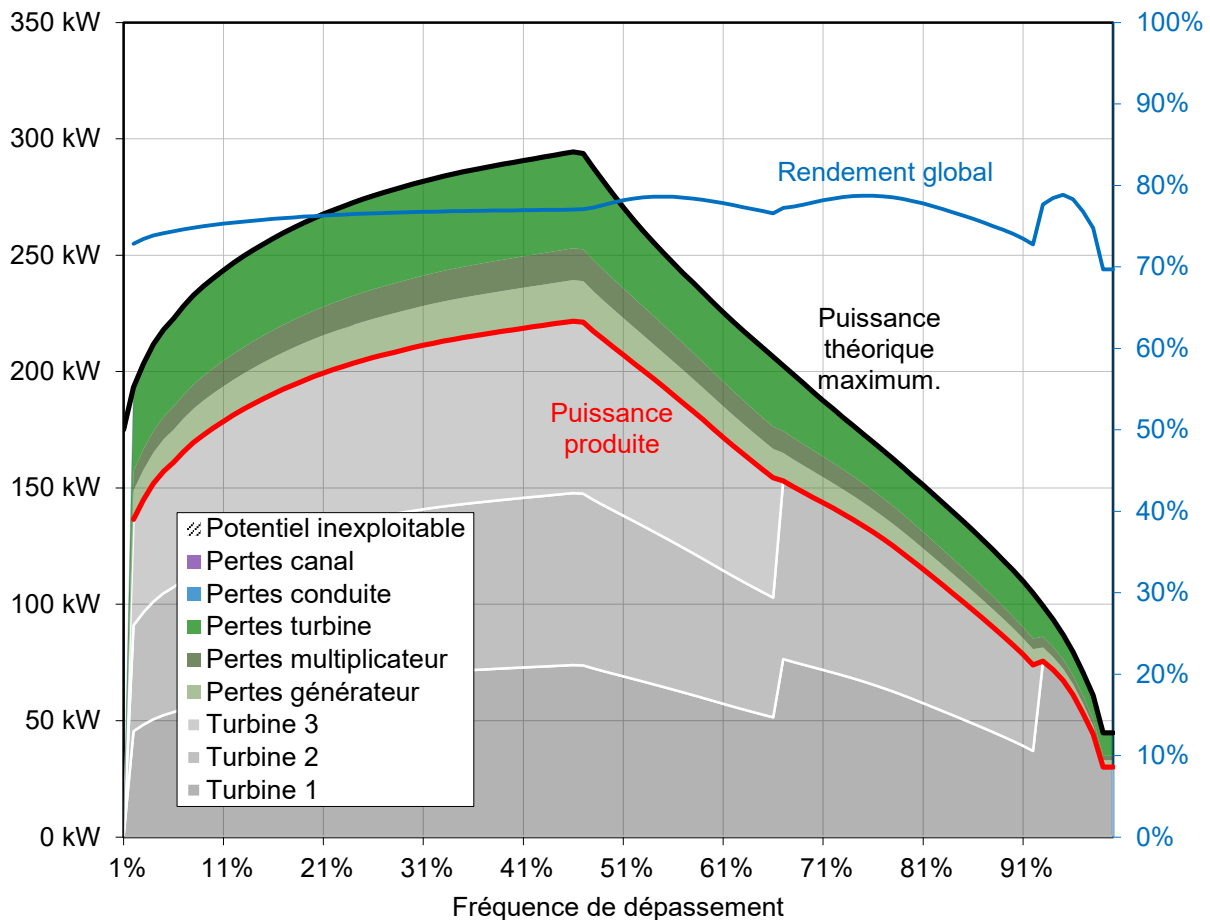


Figure 8 : Exemple de courbe de productible

3.8. ANALYSE FINANCIERE

Coût d'investissement

L'estimation du coût des travaux se base sur :

- Une première estimation des travaux à réaliser en fonction des données recueillies sur le site lors des visites de terrain,
- pour le génie civil et les équipements hydromécaniques et électromécaniques, des prix d'ordre collectés sur des affaires similaires récentes.

Il est rappelé que les coûts d'investissement en phase 1 (étude de potentiel) sont très préliminaires et devront être affinés en phase d'étude de faisabilité pour les sites présentant les meilleurs résultats. L'investissement est calculé en ajoutant un aléa sur les différents postes de coûts.

D'autre part les coûts d'investissement calculés en phase 1 ne prennent pas en compte le coût des éventuels aménagements nécessaire à la continuité écologique (passe à poissons, etc.)

Estimation des recettes

En France, l'énergie hydraulique de « petite » puissance bénéficie du régime de l'obligation d'achat, qui constitue un régime de soutien au développement des énergies renouvelables. Les tarifs d'achat de l'électricité produite par les installations en cause sont supérieurs au prix de marché et les surcoûts

qui en résultent sont supportés in fine par les consommateurs d'électricité qui acquittent la contribution aux charges de service public. Ce dispositif permet au producteur d'électricité utilisant des sources d'énergie renouvelable de faire acquérir l'électricité qu'il produit par EDF OA à des conditions tarifaires fixées par arrêté ministériel lui garantissant une rémunération satisfaisante des capitaux immobilisés (tarifs dits « H16 » actuellement).

Analyse économique

L'analyse économique reprend l'ensemble des éléments des projets (durée de vie des équipements, taux et durée de l'emprunt pour les travaux, charges et impôts, etc.) pour déterminer les temps de retour sur investissement bruts. Le temps de retour brut calculé dans les fiches est défini comme étant le rapport entre le coût total de l'investissement (génie civil, hydromécanique, raccordement, etc.) et la recette annuelle brute de l'aménagement.

3.9. TABLEAU RECAPITULATIF

Le tableau ci-dessous rassemble l'ensemble des sites. Les principales caractéristiques de chaque site permettant de les classer par intérêt en vue d'études de faisabilité détaillées.

	Barrage de Vaux	Barrage d'Augy	Barrage du Preuilley	Moulin de Michel Matériaux	Barrage de l'île brûlée	Barrage des Dumonts
Commune	Vaux	Augy	Auxerre	Auxerre	Auxerre	Auxerre - Moneteau
Module interannuel du cours d'eau	37.5 m3/s	37.5 m3/s	37.6 m3/s	38.1 m3/s	38.4 m3/s	38.4 m3/s
Débit d'équipement	24.0 m3/s	24.0 m3/s	24.0 m3/s	10.0 m3/s	24.0 m3/s	10.0 m3/s
Chute brute maximum	1.3 m	1.1 m	0.8 m	1.6 m	1.9 m	1.9 m
Puissance maximum brute (PMB)	313 kW	259 kW	185 kW	154 kW	440 kW	185 kW
Puissance maximum nette	220 kW	180 kW	130 kW	120 kW	310 kW	140 kW
Productible moyen estimé	1.3 GWh/an	1.1 GWh/an	0.8 GWh/an	0.9 GWh/an	1.7 GWh/an	1.0 GWh/an
Equivalent CO2 économisé	1 270 tCO2/an	1 050 tCO2/an	750 tCO2/an	840 tCO2/an	1 570 tCO2/an	970 tCO2/an
Consommation élec. équivalente	446 foyers	370 foyers	265 foyers	293 foyers	550 foyers	341 foyers
Equivalent en km de voiture parcourus	8 millions de km	7 millions de km	5 millions de km	6 millions de km	10 millions de km	6 millions de km
Coefficient de charge	6 042 h/an	6 036 h/an	6 046 h/an	7 304 h/an	5 378 h/an	7 251 h/an
Répartition de la production été-hiver	53%-47%	53%-47%	53%-47%	58%-42%	50%-50%	58%-42%
Rendement moyen global	77%	77%	77%	78%	76%	76%
Tarif de vente moyen sur l'année	13.9 c€/kWh	13.9 c€/kWh	13.9 c€/kWh	13.9 c€/kWh	13.9 c€/kWh	13.9 c€/kWh
Recette brute	186 000 €/an	154 000 €/an	110 000 €/an	122 000 €/an	229 000 €/an	142 000 €/an
Estimation des investissements	env. 2.6 M€	env. 3.5 M€	env. 2.3 M€	env. 1.4 M€	env. 2.4 M€	env. 1.7 M€
Estimation des investissements	11 609 €/kW	19 417 €/kW	17 569 €/kW	11 875 €/kW	7 890 €/kW	12 250 €/kW
Temps de retour brut	13.7 ans	22.7 ans	20.8 ans	11.7 ans	10.7 ans	12.1 ans
Distance au réseau	100 m	100 m	180 m	80 m	200 m	100 m
Emplacement	Sur parcelles privées, avec passage sur parcelles VNF	Sur parcelles privées	Sur parcelles communales	Sur parcelles privées	Sur parcelles communales, avec passage sur parcelles VNF	Sur parcelles publiques hors Ville d'Auxerre
Classement liste 1	x	x	x	x	x	x

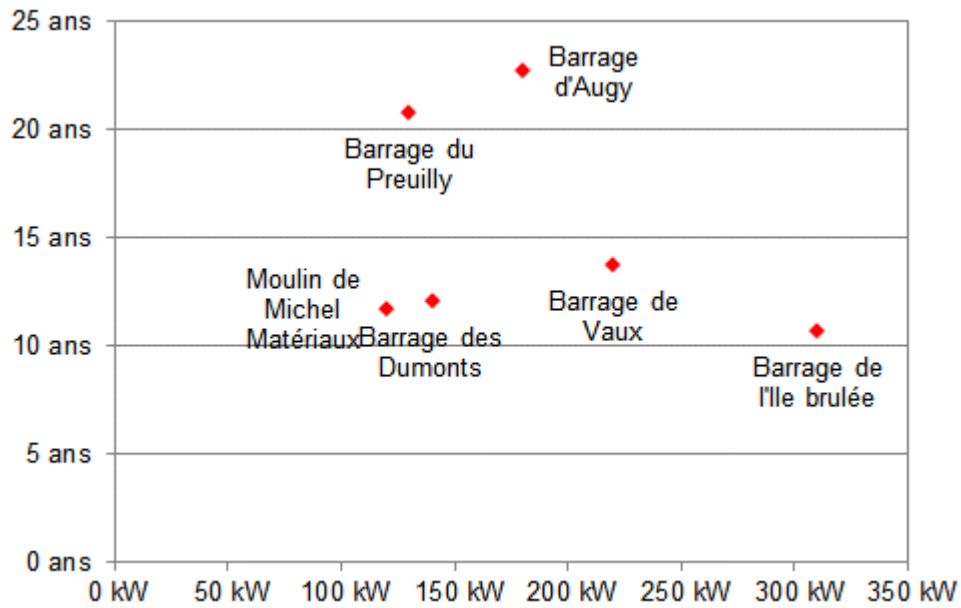


Figure 9 : Comparatif des résultats d'analyse des sites en phase préliminaire

Les sites étudiés utilisent la chute créée par un barrage appartenant aux Voies Navigables de France (VNF). La production d'hydroélectricité générée par une chute créée par un barrage VNF n'est pas soumise à autorisation de la part de VNF mais il est préférable de les associer pour définir les possibles contraintes attachées au barrage (niveaux d'eau, passe à poissons,...).

D'autre part la politique nationale de VNF concernant l'occupation de ses parcelles pour l'installation de centrales hydroélectriques est de lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour les sites concernés. Il a donc été décidé, au lancement de l'étude, que l'occupation des terrains appartenant à VNF serait un critère important de décision pour la poursuite de l'étude en phase faisabilité. Le but étant que la commune d'Auxerre puisse garder la main sur les futurs projets d'équipement.

4. TYPES DE TURBINES ENVISAGEABLES POUR EQUIPER UN SEUIL EN RIVIERE

Plusieurs types de turbines sont envisageables en fonction de la hauteur de chute nette, du débit d'équipement et de sa variation. En effet, le choix du type de turbine, de la configuration et du nombre de groupes dépend de l'adaptation de la turbine aux caractéristiques du site (débit d'équipement, hauteur de chute nette et variation au cours de l'année, encombrement, hauteur d'aspiration, colline de rendement, etc.), du système de coupure envisagé (vannage), de la nature des sols en cas de construction, des caractéristiques du génie civil existant en cas de réhabilitation, des contraintes environnementales, de la disponibilité du modèle sur le marché, du prix global de l'aménagement, etc.

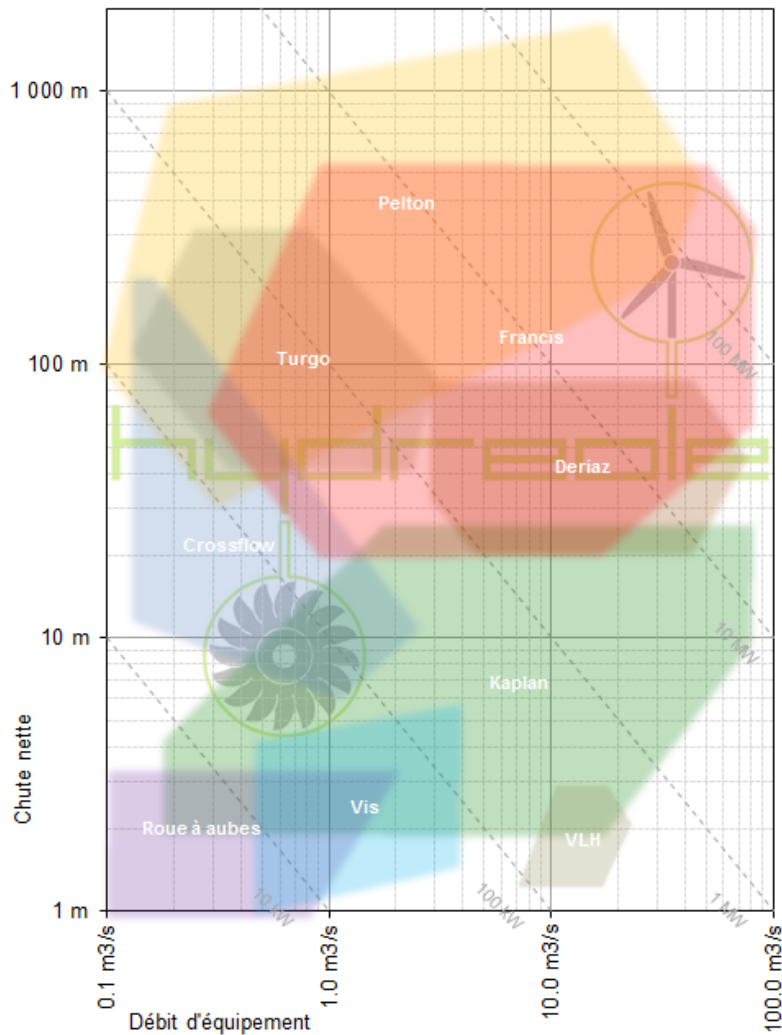
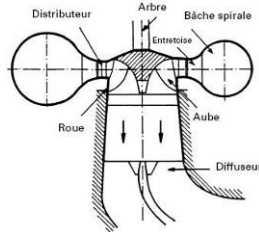
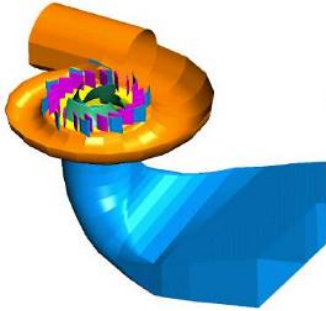


Figure 6 : Classification des types de turbines en fonction du débit d'équipement et de la chute nette

Dans le cadre de l'étude des barrages de la ville d'Auxerre les différentes technologies de turbines envisageables sont répertoriées dans le tableau suivant :

Turbine Francis



Les turbines Francis sont des machines à réaction, c'est-à-dire une machine fermée (noyée) qui utilise à la fois la vitesse de l'eau (énergie cinétique) et une différence de pression. Ces turbines sont très répandues et les différents constructeurs proposent des prototypes couvrant une large gamme de puissance.

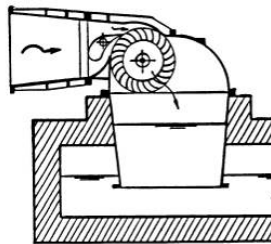
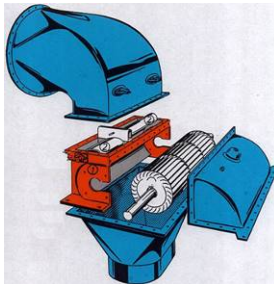
Ces turbines peuvent être installées avec un axe de rotation vertical ou horizontal, en fonction de la configuration du site, de l'encombrement, des possibilités d'excavation, etc.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Rendement maximum
- ▲ Régulation de vitesse simple
- ▼ Coût plus élevé



Turbine Banki



Les turbines Banki (ou crossflow), sont des turbines à action, c'est-à-dire qu'un jet libre agit sur des augets ou des aubes profilées placées sur la périphérie d'une roue (action). Ce jet exerce une force sur l'auget en mouvement de rotation, qui est transformée en couple et puissance mécanique sur l'arbre de la turbine. La turbine à action est caractérisée par le fait que l'énergie à disposition de l'aubage est entièrement sous forme d'énergie cinétique. L'échange d'énergie entre l'eau et l'aubage a lieu à pression constante, généralement la pression atmosphérique. La roue de la turbine est dénoyée et tourne dans l'air.

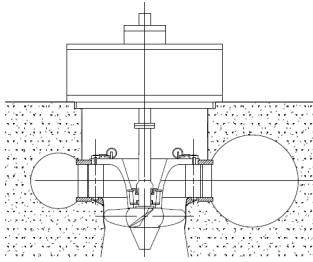
La particularité des turbines Banki réside dans le fait que l'eau traverse deux fois la roue. Ces machines de conception relativement simple n'atteignent par les rendements des autres types de turbines présentées dans ce rapport mais proposent une très bonne adaptation aux variations de débits. La vitesse de rotation étant relativement lente, il est souvent nécessaire d'installer un multiplicateur entre la roue et le générateur.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Bonne adaptation aux variations de débit
- ▲ Coût d'investissement plus faible
- ▲ Travaux de génie civil limités
- ▼ Rendements plus faible que les turbines Kaplan et Francis
- ▼ Peu de fournisseurs



Turbine Kaplan

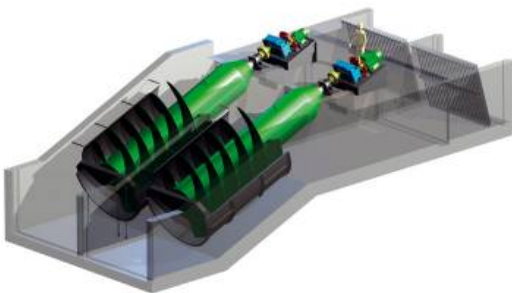
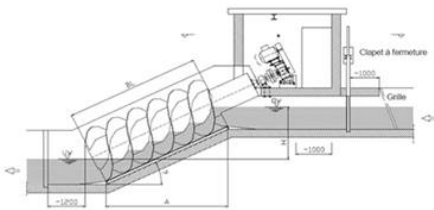


Les turbines Kaplan (appelées hélices lorsque les pales sont fixes) ainsi que les groupes bulbe (turbines Kaplan pour lesquelles les équipements électromécaniques sont embarqués dans un corps étanche plongé dans le courant) sont des turbines à réaction adaptées à des basses chutes jusqu'à 30 m environ. Elles peuvent être à axe horizontal ou vertical, à écoulement radial-axial ou purement axial et il existe un nombre important de configurations possibles, chacune plus ou moins adaptée aux spécificités du site étudié. Elles sont équipées d'une bêche distributrice et d'un diffuseur permettant de récupérer une partie de l'énergie cinétique de rotation résiduelle en sortie de roue.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Adaptation aux variations de chute et de débit (double réglage)
- ▲ Possibilité d'implantation en siphon pour réduire les excavations
- ▲ Technologie bien maîtrisée
- ▼ Nécessite de réaliser les infrastructures hydrauliques
- ▼ Nécessite de réaliser une prise d'eau ichtyocompatible

Vis hydrodynamique



Les vis hydrodynamiques sont des adaptations récentes de la vis d'Archimède. La vis hydrodynamique constitue un moteur hydraulique parfaitement adapté aux microcentrales hydroélectriques de basse chute. Elle est constituée d'un cylindre autour duquel s'enroulent en hélice trois bandes métalliques. L'ensemble tourne dans une auge présentant une surface cylindrique. Sa constitution est simple et robuste et son rendement, de l'ordre de 80 à 85%, reste quasiment constant sur une large plage de débit allant de 20 à 100% du débit nominal. Leur vitesse de rotation assez basse, de l'ordre de 30 tours par minute, rend indispensable l'utilisation d'un multiplicateur de vitesse.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Conception simple
- ▲ Turbine ichtyocompatible
- ▼ Encombrement
- ▼ Insertion dans le paysage difficile

Il existe également des prototypes de turbines, basées sur les technologies précédentes, qui sont généralement des petites turbines compactes et dont la plage d'adaptation aux variations de débit ou de chute est assez faible. Le tableau ci-dessous regroupe une liste non exhaustive de ces turbines.

Turbine TURBIWATT



Basées sur la technologie des turbines de type Kaplan les turbines Turbiwatt sont de conception assez simple et la maintenance est réduite. Adaptées aux basses chutes (entre 1.20 m et 8 m selon les modèles) et à des débits compris entre 50 et 4 000 L/s pour des puissances nominales allant de 1 kW à 130 kW.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Facilité de mise en œuvre et d'exploitation (pas de régulation)
- ▲ Coûts compétitifs
- ▲ Intégration paysagère
- ▼ S'adapte mal aux variations de débit
- ▼ Absence de retour d'expérience à long terme (pièces de rechanges, pérennité du design)



Turbine VLH



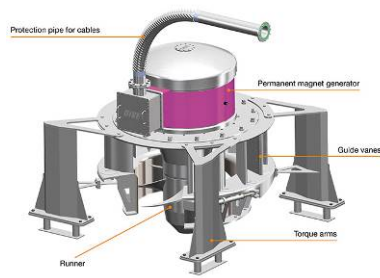
Les turbines VLH sont elles aussi basées sur la technologie des hélices Kaplan, adaptée aux aménagements de faibles hauteurs de chute, comprise entre 1.5 et 4.5 m, et avec un débit élevé de 9 à 27 m³/s. Ces turbines ichtyocompatibles sont équipées d'un dégrilleur rotatif intégré mais sont très encombrante et difficilement intégrable dans le paysage. De plus elles nécessitent de fort volume d'excavation.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Turbine ichtyocompatible
- ▲ Turbine adaptée aux faibles hauteurs de chute
- ▲ Diminution des perturbations sonores et vibratoires
- ▼ Débits d'équipement importants
- ▼ Intégration paysagère difficile
- ▼ Nécessite beaucoup de travaux d'excavation
- ▼ Prix



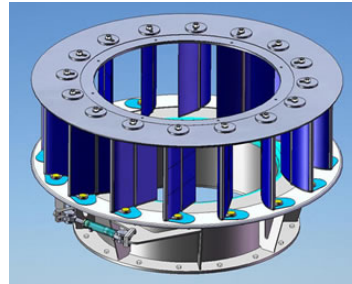
Turbine DIVE



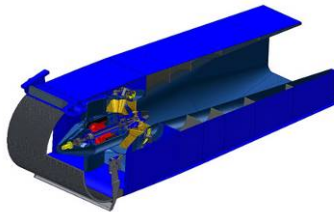
Egalement dérivées de la technologie des turbines Kaplan, les turbines DIVE permettent d'exploiter un débit de 1 à 60 m³/s sous une chute comprise entre 2 et 60 m pour une puissance électrique variant entre 30 kW et 2 MW.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Facilité de mise en œuvre et d'exploitation (pas de régulation)
- ▲ Turbine compacte
- ▼ Absence de retour d'expérience à long terme (pièces de rechanges, pérennité du design)



Turbine WaterWing



La turbine WaterWing est une turbine tout intégrée comprenant un bulbe de type Kaplan, une génératrice à aimants permanents mais également une grille et un dégrilleur. Adaptée aux basses chutes elle est également ichtyocompatible.

Avantages / inconvénients :

- ▲ Génie civil minimisé
- ▲ Turbine ichtyocompatible
- ▼ Absence de retour d'expérience à long terme (pièces de rechanges, pérennité du design)



5. CONCLUSION

Sur la totalité des six sites étudiés, quatre présentent à la fois un potentiel technique notable et un temps de retour sur investissement inférieur à 15 ans. Il est suggéré d'étudier plus en détail ces quatre sites en Phase 2 (études de faisabilité).



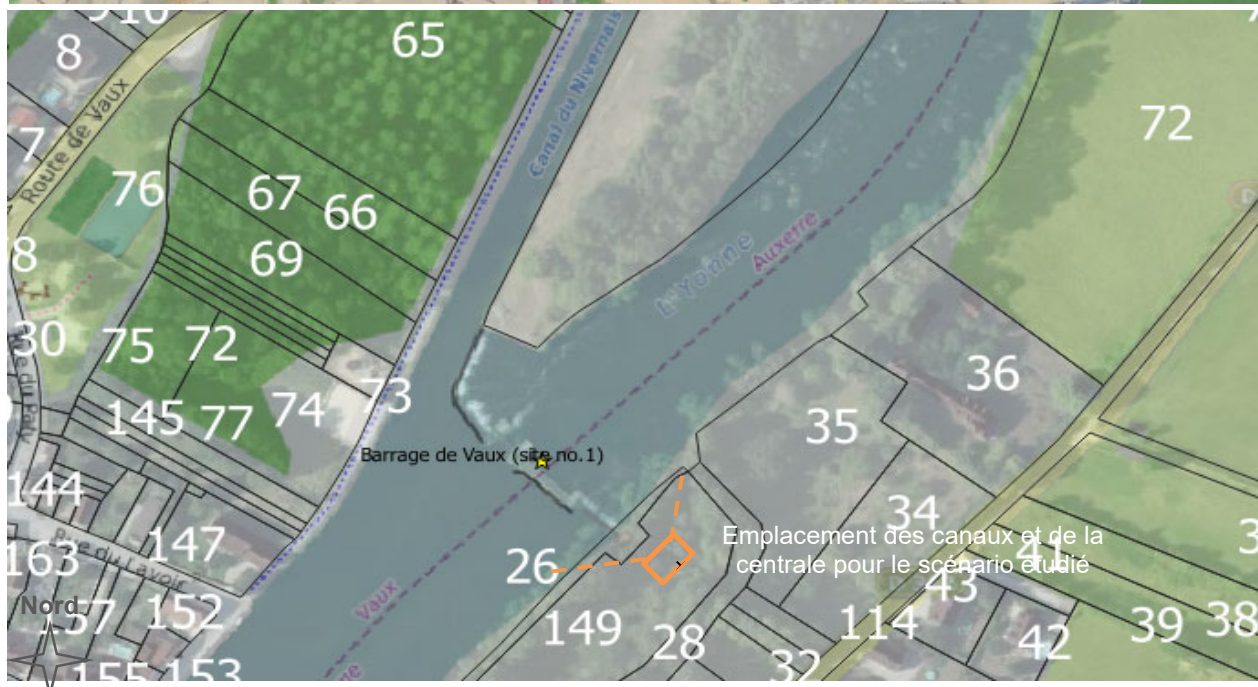
ANNEXE A. FICHES DES SITES ETUDIES



Barrage de Vaux

Localisation et contexte général

Localisation :	Commune d'Auxerre						
Cours d'eau :	Yonne	Station hydrologique :	Gurgy	Classement L1 :	x	L2 :	
Date visite :	20/01/2020	Conditions :					
Accès :	Accès par le chemin de halage et par la passe à poisson						
Zonage :	Zones de présomption de prescription archéologique, Protection au titre des abords de l'Eglise de Vaux, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 2						
Réseau HTA :	100 m (distance depuis la centrale au point le plus proche du réseau)						

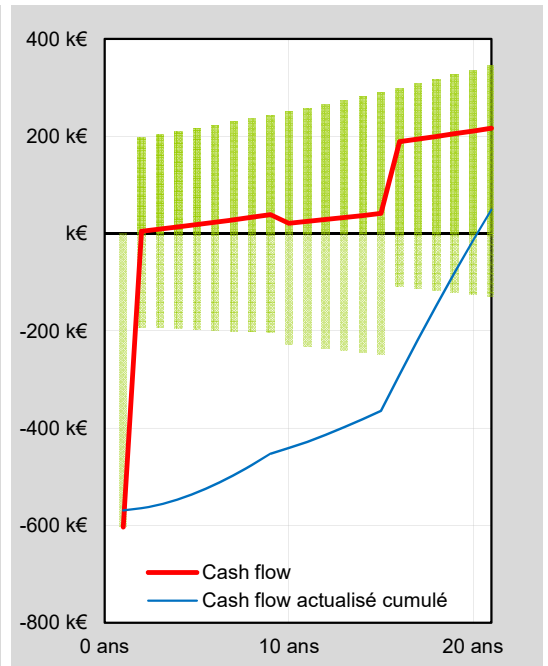
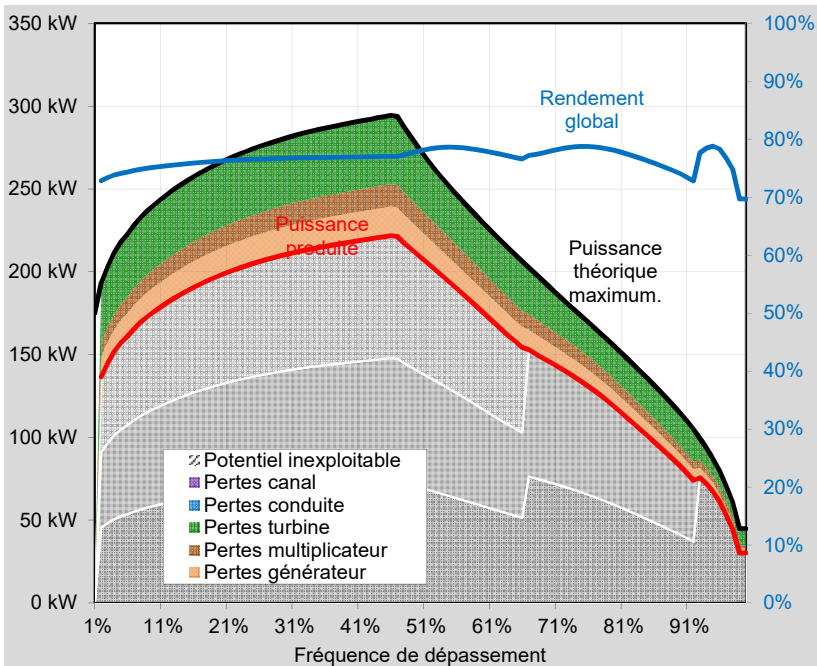
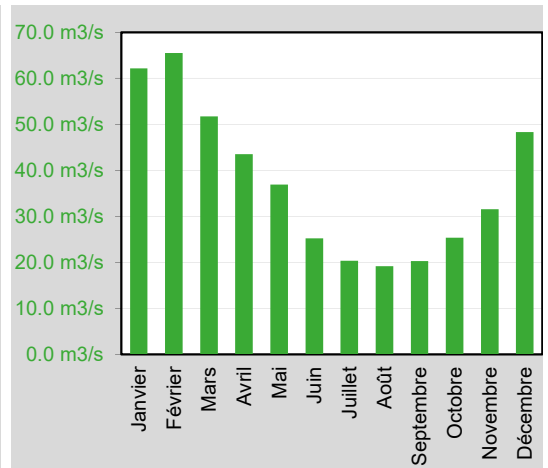
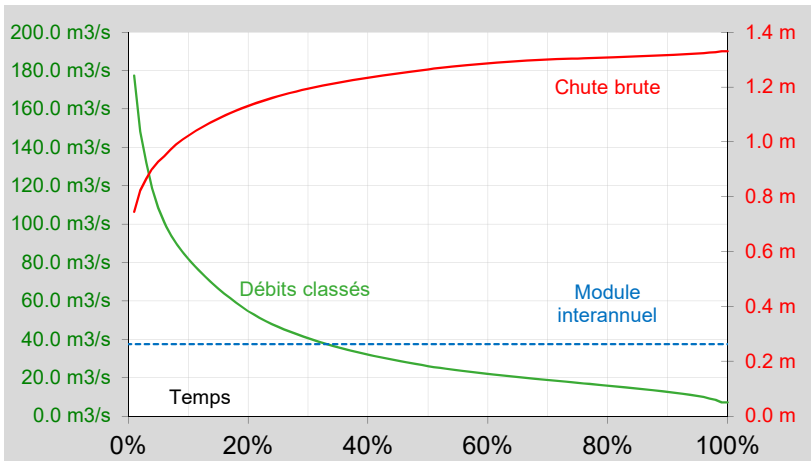


Caractéristiques techniques approximatives calculées au stade préféabilité

Station hydrologique de référence :	Yonne à Gurgy
Bassin versant à la prise d'eau :	3 473.8 km ²
Module interannuel du cours d'eau :	37.5 m ³ /s
Débit spécifique :	11 l/s/km ²
Débit d'équipement :	24.0 m³/s
Chute brute maximum :	1.3 m
Chute nette nominale :	1.3 m
Puissance maximum brute (PMB) :	313 kW
Puissance électrique nette maxi :	220 kW
Productible annuel moyen :	1.3 GWh/an
Equivalent CO ₂ économisé :	1 270 tCO ₂ /an
Consommation élec. équivalente :	446 foyers
Km parcourus en voiture équivalents :	8 millions de km
Coefficient de charge :	6 042 h/an
Répartition de la production été-hiver :	53%-47%
Rendement moyen global :	77%
Tarif de vente moyen sur l'année :	13.9 c€/kWh
Recette brute :	186 000 €/an
Estimation des investissements :	2 554 000 €
Estimation des investissements :	11 609 €/kW
Temps de retour brut :	13.7 ans

Hypothèses de calcul :

- Hydrologie préliminaire selon station hydrologique de référence auprès de la Banque Nationale Hydrologique, extrapolée au bassin versant étudié
- Estimation de la surface du bassin versant (en différents points du cours d'eau) sur Géoportail
- Chute brute mesurée sur site le 21-01-2020
- Productible emputé de 5% (coef. de sécurité)
- Rendement des équipements selon rendements moyens standards généralement constatés sur le marché
- Débit réservé = 10 % du module
- Contrat de rachat de l'électricité de type "H16 neuf"



Avantages et inconvénients du projet

- ☺ Module interannuel important
- ☺ Espace conséquent aux abords du seuil
- ☺ Passe à poisson existante
- ☹ Nécessité d'implanter les ouvrages au moins en partie sur parcelle VNF (donc appel à candidature)
- ☹ Chute exploitable faible
- ☹ Protection au titre des abords de l'Eglise de Vaux
- ☹ ZNIEFF de type 2 (Vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-la-Vineuse a Auxerre)

Principales investigations et études complémentaires techniques à prévoir

Réaliser une campagne de mesures de débits pour vérifier l'application des mesures de Gurgy au droit du projet
 Réaliser une campagne de mesures de la chute pour établir une loi d'effacement
 Réaliser un levé topographique de la zone
 Réaliser des sondages géotechniques

Description générale des travaux envisagés à ce stade

Réalisation d'un canal d'amenée
 Création du bâtiment de la centrale, comprenant les machines de production et les composants électriques
 Création d'un canal de fuite

Photographies lors de la visite du site



Note importante : Les résultats indiqués sur cette fiche de synthèse sont préliminaires. Ces résultats devront être précisés en phases ultérieures après réalisation d'une inspection détaillée et éventuelles reconnaissances complémentaires (relevé topographique, campagne de mesure de la chute brute et des débits, dimensionnement précis des infrastructures et des équipements envisagés après réalisation de ces campagnes, etc.)



Barrage d'Augy

Localisation et contexte général

Localisation : Commune d'Auxerre

Cours d'eau : Yonne

Station hydrologique : Gurgy

Classement L1 : x

L2 :

Date visite : 20/01/2020

Conditions :

Accès : Accès par le chemin de halage

Zonage : Zones de présomption de prescription archéologique, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 2

Réseau HTA : 100 m (distance depuis la centrale au point le plus proche du réseau)

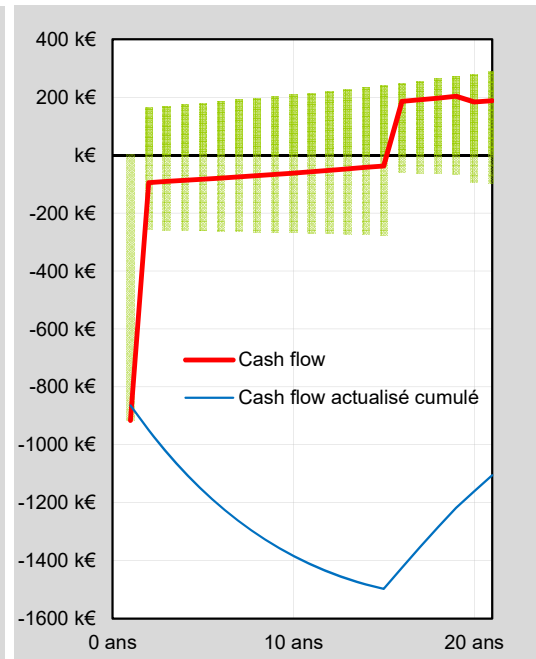
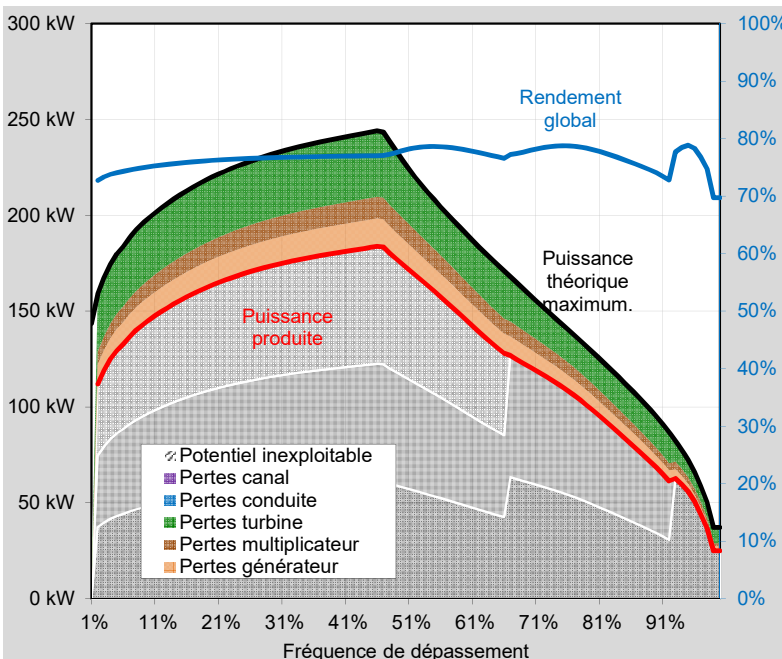
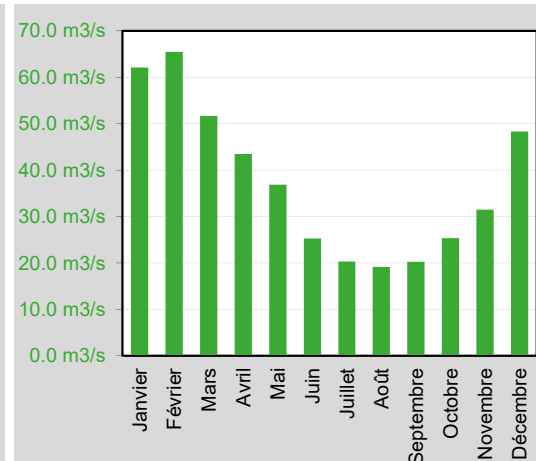
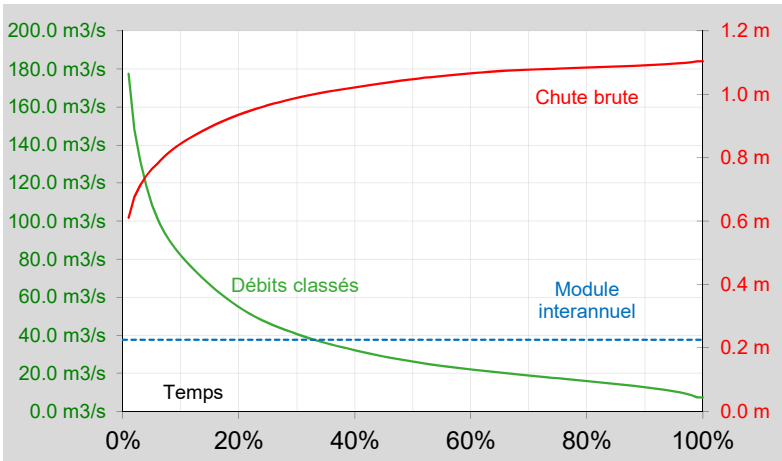


Caractéristiques techniques approximatives calculées au stade préfaisabilité

Station hydrologique de référence :	Yonne à Gurgy
Bassin versant à la prise d'eau :	3 473.8 km ²
Module interannuel du cours d'eau :	37.5 m ³ /s
Débit spécifique :	11 l/s/km ²
Débit d'équipement :	24.0 m³/s
Chute brute maximum :	1.1 m
Chute nette nominale :	1.1 m
Puissance maximum brute (PMB) :	259 kW
Puissance électrique nette maxi :	180 kW
Productible annuel moyen :	1.1 GWh/an
Equivalent CO2 économisé :	1 050 tCO ₂ /an
Consommation élec. équivalente :	370 foyers
Km parcourus en voiture équivalents :	7 millions de km
Coefficient de charge :	6 036 h/an
Répartition de la production été-hiver :	53%-47%
Rendement moyen global :	77%
Tarif de vente moyen sur l'année :	13.9 c€/kWh
Recette brute :	154 000 €/an
Estimation des investissements :	3 495 000 €
Estimation des investissements :	19 417 €/kW
Temps de retour brut :	22.7 ans

Hypothèses de calcul :

- Hydrologie préliminaire selon station hydrologique de référence auprès de la Banque Nationale Hydrologique, extrapolée au bassin versant étudié
- Estimation de la surface du bassin versant (en différents points du cours d'eau) sur Géoportail
- Chute brute mesurée sur site le 21/01/2020
- Productible emputé de 5% (coef. de sécurité)
- Rendement des équipements selon rendements moyens standards généralement constatés sur le marché
- Débit réservé = 10 % du module
- Contrat de rachat de l'électricité de type "H16 neuf"



Avantages et inconvénients du projet

- ☺ Module interannuel important
- ☺ Espace conséquent aux abords du seuil
- ☹ Chute exploitable faible
- ☹ ZNIEFF de type 2 (Vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-la-Vineuse a Auxerre)
- ☹ Présence de nombreux seuils
- ☹ Absence d'ouvrage de franchissement

Principales investigations et études complémentaires techniques à prévoir

- Réaliser une campagne de mesures de débits pour vérifier l'application des mesures de Gurgy au droit du projet
- Réaliser une campagne de mesures de la chute pour établir une loi d'effacement
- Réaliser un levé topographique de la zone
- Réaliser des sondages géotechniques

Description générale des travaux envisagés à ce stade

- Stabilisation des seuils
- Création d'une prise d'eau ichtyocompatible
- Réalisation d'un canal d'amenée
- Création du bâtiment de la centrale, comprenant les machines de production et les composants électriques
- Création d'un canal de fuite

Photographies lors de la visite du site



Photo 1



Photo 2

Note importante : Les résultats indiqués sur cette fiche de synthèse sont préliminaires. Ces résultats devront être précisés en phases ultérieures après réalisation d'une inspection détaillée et éventuelles reconnaissances complémentaires (relevé topographique, campagne de mesure de la chute brute et des débits, dimensionnement précis des infrastructures et des équipements envisagés après réalisation de ces campagnes, etc.)



Barrage du Preully

Localisation et contexte général

Localisation : Commune d'Auxerre

Cours d'eau : Yonne

Station hydrologique : Gurgy

Classement L1 : x L2 :

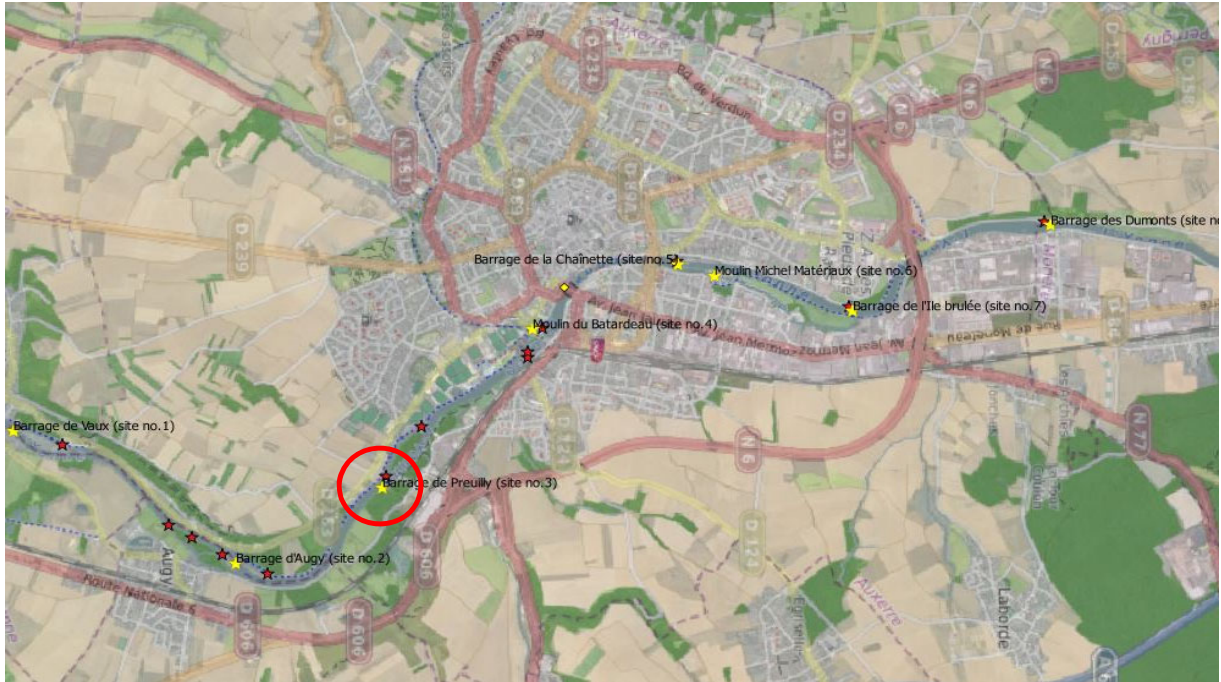
Date visite : 20/01/2020

Conditions :

Accès : En rive droite par le chemin de contre halage

Zonage : Zones de présomption de prescription archéologique, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 2

Réseau HTA : 180 m (distance depuis la centrale au point le plus proche du réseau)

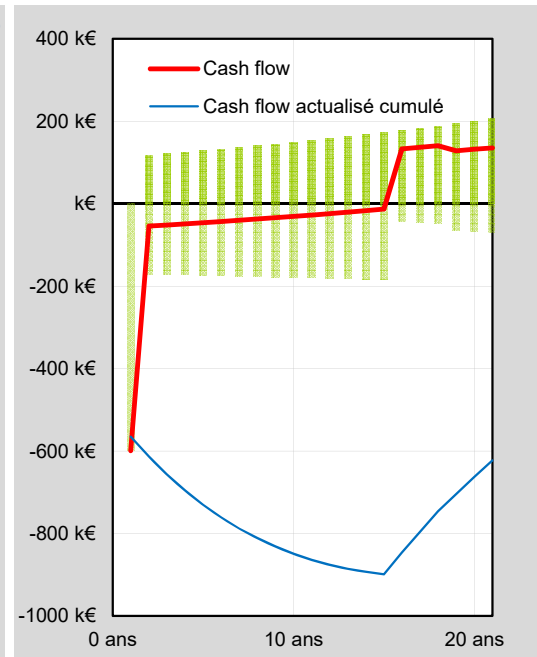
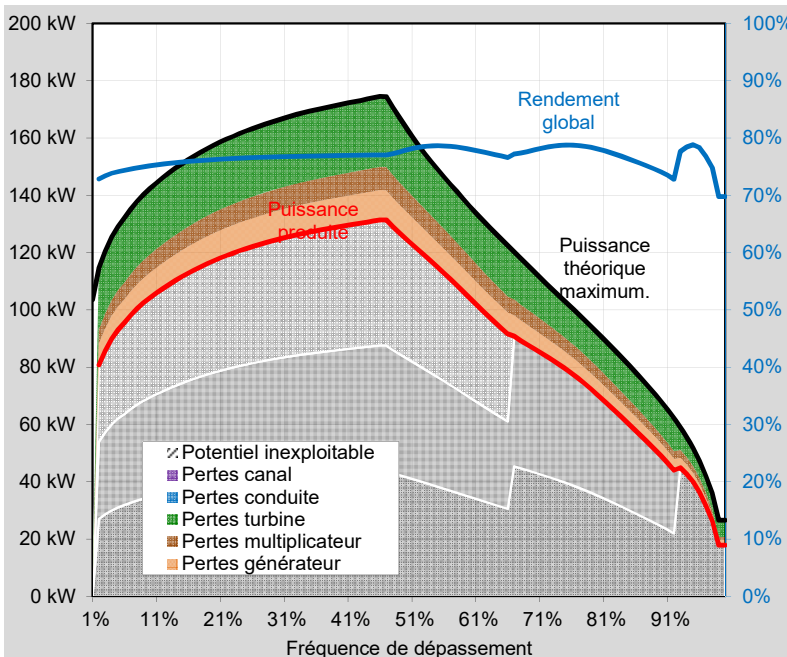
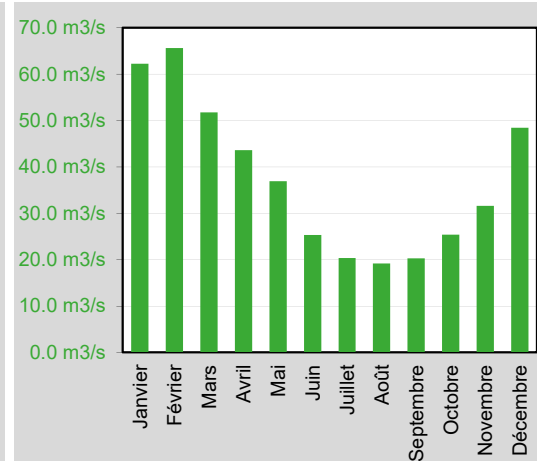
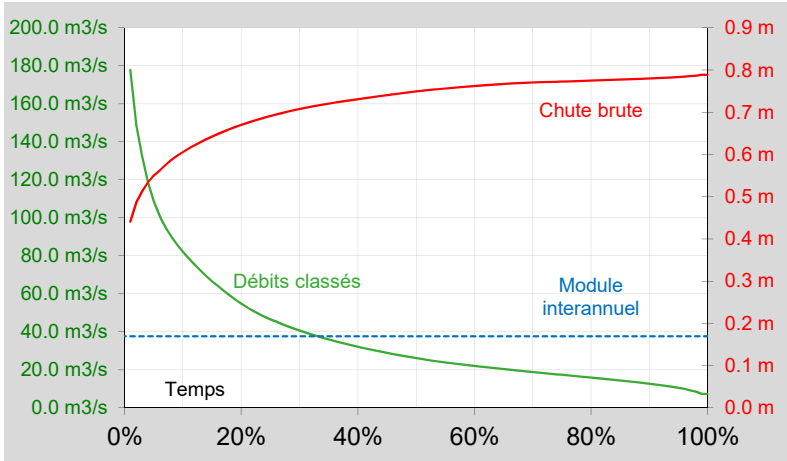


Caractéristiques techniques approximatives calculées au stade préféabilité

Station hydrologique de référence :	Yonne à Gurgy
Bassin versant à la prise d'eau :	3 479.9 km ²
Module interannuel du cours d'eau :	37.6 m ³ /s
Débit spécifique :	11 l/s/km ²
Débit d'équipement :	24.0 m³/s
Chute brute maximum :	.8 m
Chute nette nominale :	.8 m
Puissance maximum brute (PMB) :	185 kW
Puissance électrique nette maxi :	130 kW
Productible annuel moyen :	0.8 GWh/an
Equivalent CO2 économisé :	750 tCO ₂ /an
Consommation élec. équivalente :	265 foyers
Km parcourus en voiture équivalents :	5 millions de km
Coefficient de charge :	6 046 h/an
Répartition de la production été-hiver :	53%-47%
Rendement moyen global :	77%
Tarif de vente moyen sur l'année :	13.9 c€/kWh
Recette brute :	110 000 €/an
Estimation des investissements :	2 284 000 €
Estimation des investissements :	17 569 €/kW
Temps de retour brut :	20.8 ans

Hypothèses de calcul :

- Hydrologie préliminaire selon station hydrologique de référence auprès de la Banque Nationale Hydrologique, extrapolée au bassin versant étudié
- Estimation de la surface du bassin versant (en différents points du cours d'eau) sur Géoportail
- Chute brute mesurée sur site le 21-01-2020
- Productible emputé de 5% (coef. de sécurité)
- Rendement des équipements selon rendements moyens standards généralement constatés sur le marché
- Débit réservé = 10 % du module
- Contrat de rachat de l'électricité de type "H16 neuf"



Avantages et inconvénients du projet

- ☺ Module interannuel important
- ☺ Espace conséquent aux abords du seuil
- ☹ Chute exploitable faible
- ☹ Absence d'ouvrage de franchissement
- ☹ ZNIEFF de type 2 (Vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-la-Vineuse a Auxerre)

Principales investigations et études complémentaires techniques à prévoir

- Réaliser une campagne de mesures de débits pour vérifier l'application des mesures de Gurgy au droit du projet
- Réaliser une campagne de mesures de la chute pour établir une loi d'effacement
- Réaliser un levé topographique de la zone
- Réaliser des sondages géotechniques

Description générale des travaux envisagés à ce stade

- Stabilisation des seuils
- Création d'une prise d'eau ichtyocompatible si necessaire
- Réalisation d'un canal d'amenée
- Création du bâtiment de la centrale, comprenant les machines de production et les composants électriques
- Création d'un canal de fuite

Photographies lors de la visite du site



Photo 1



Photo 2

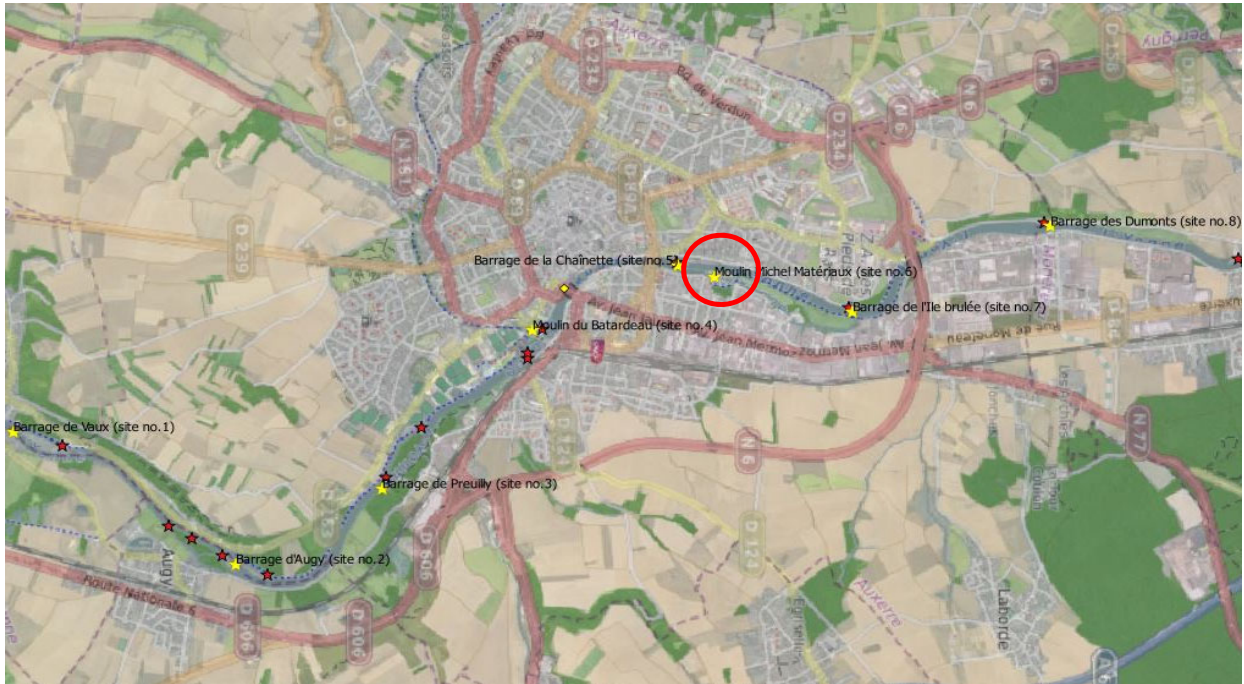
Note importante : Les résultats indiqués sur cette fiche de synthèse sont préliminaires. Ces résultats devront être précisés en phases ultérieures après réalisation d'une inspection détaillée et éventuelles reconnaissances complémentaires (relevé topographique, campagne de mesure de la chute brute et des débits, dimensionnement précis des infrastructures et des équipements envisagés après réalisation de ces campagnes, etc.)



Moulin de Michel Matériaux

Localisation et contexte général

Localisation :	Commune d'Auxerre						
Cours d'eau :	Yonne	Station hydrologique :	Gurgy	Classement L1 :	x	L2 :	
Date visite :	20/01/2020	Conditions :					
Accès :	Par le terrain de Michel Matériau						
Zonage :	Zones de présomption de prescription archéologique						
Réseau HTA :	80 m	(distance depuis la centrale au point le plus proche du réseau)					

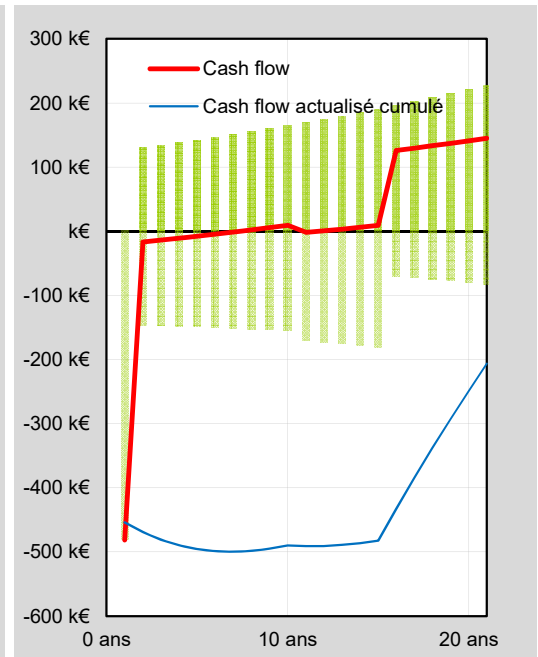
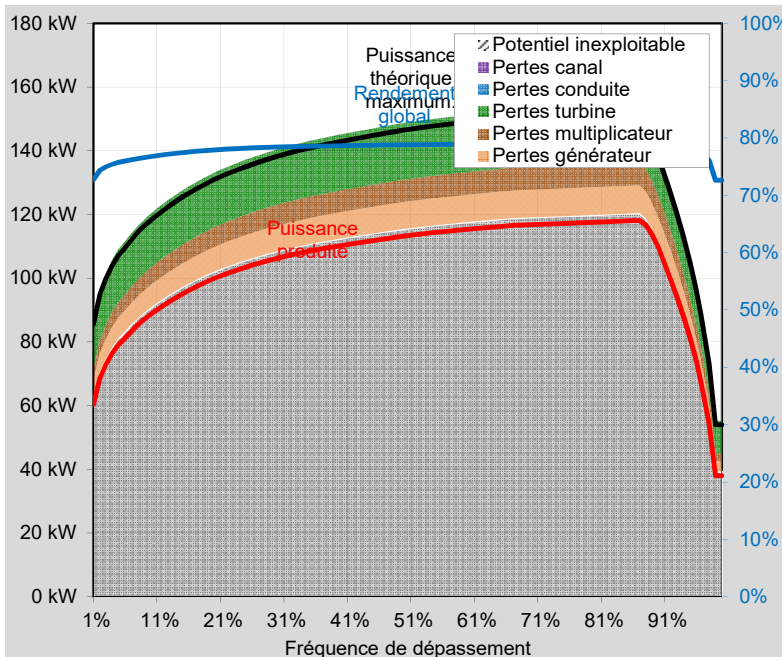
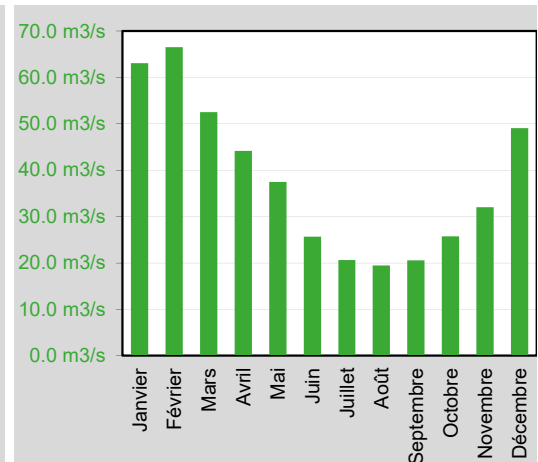
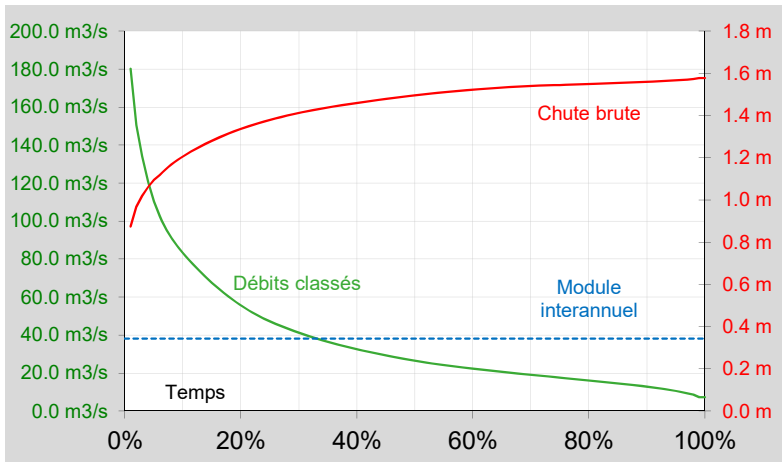


Caractéristiques techniques approximatives calculées au stade préfaisabilité

Station hydrologique de référence :	Yonne à Gurgy
Bassin versant à la prise d'eau :	3 527.2 km ²
Module interannuel du cours d'eau :	38.1 m ³ /s
Débit spécifique :	11 l/s/km ²
Débit d'équipement :	10.0 m³/s
Chute brute maximum :	1.6 m
Chute nette nominale :	1.6 m
Puissance maximum brute (PMB) :	154 kW
Puissance électrique nette maxi :	120 kW
Productible annuel moyen :	0.9 GWh/an
Equivalent CO2 économisé :	840 tCO ₂ /an
Consommation élec. équivalente :	293 foyers
Km parcourus en voiture équivalents :	6 millions de km
Coefficient de charge :	7 304 h/an
Répartition de la production été-hiver :	58%-42%
Rendement moyen global :	78%
Tarif de vente moyen sur l'année :	13.9 c€/kWh
Recette brute :	122 000 €/an
Estimation des investissements :	1 425 000 €
Estimation des investissements :	11 875 €/kW
Temps de retour brut :	11.7 ans

Hypothèses de calcul :

- Hydrologie préliminaire selon station hydrologique de référence auprès de la Banque Nationale Hydrologique, extrapolée au bassin versant étudié
- Estimation de la surface du bassin versant (en différents points du cours d'eau) sur Géoportail
- Chute brute mesurée sur site le 22/01/2020
- Productible emputé de 5% (coef. de sécurité)
- Rendement des équipements selon rendements moyens standards généralement constatés sur le marché
- Débit réservé = 10 % du module
- Contrat de rachat de l'électricité de type "H16 neuf"



Avantages et inconvénients du projet

- ☺ Turbine existante mais état inconnu
- ☺ Chute exploitable
- ☹ Débits turbinables en concurrence avec le projet de réhabilitation du moulin de Flateurville
- ☹ Contraintes de l'existant
- ☹ Absence d'ouvrage de franchissement

Principales investigations et études complémentaires techniques à prévoir

Réaliser une campagne de mesures de débits
 Réaliser une campagne de mesures de la chute pour établir une loi d'effacement
 Réaliser un levé topographique et bathymétrique de l'ouvrage et du canal entier
 Expertise des équipements en place pour vérifier la possibilité de les réhabiliter

Description générale des travaux envisagés à ce stade

Curage du canal d'amenée ;
 Création du bâtiment de la centrale et mise en place des organes de productions (mécaniques et électriques) ;
 Mise en place d'une grille ichtyocompatible ;
 Raccordement au réseau ;
 Curage / reprofilage du canal de fuite.

Photographies lors de la visite du site



Photo 1



Photo 2



Photo 3



Photo 4

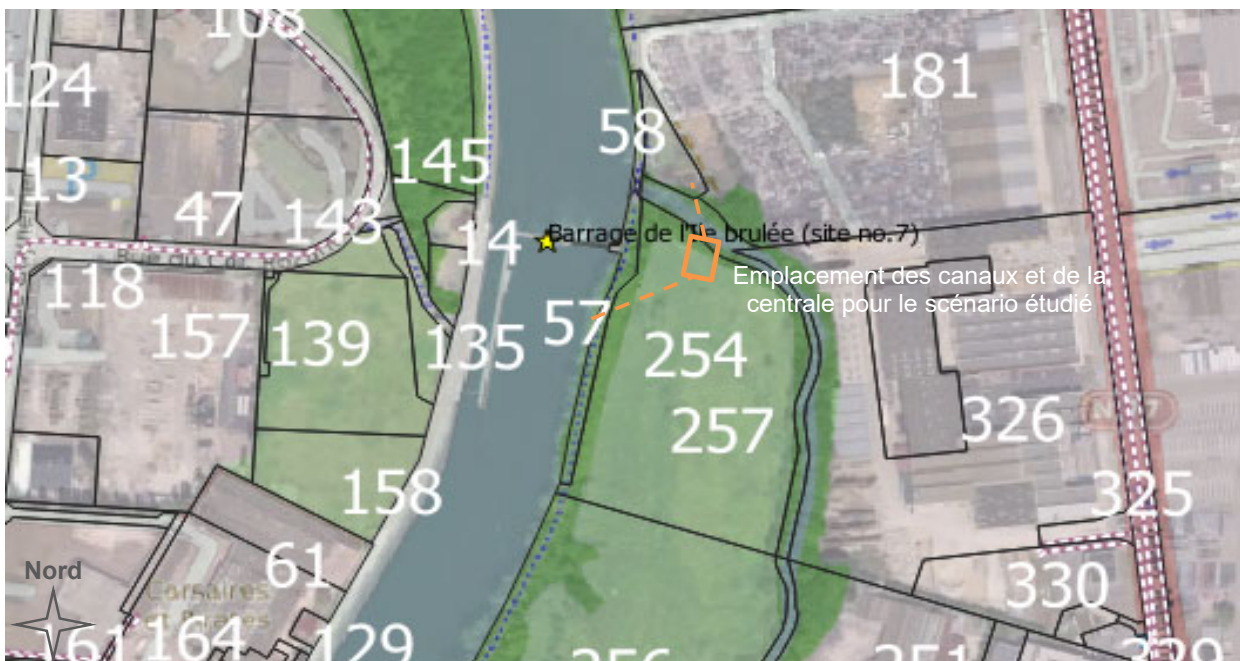
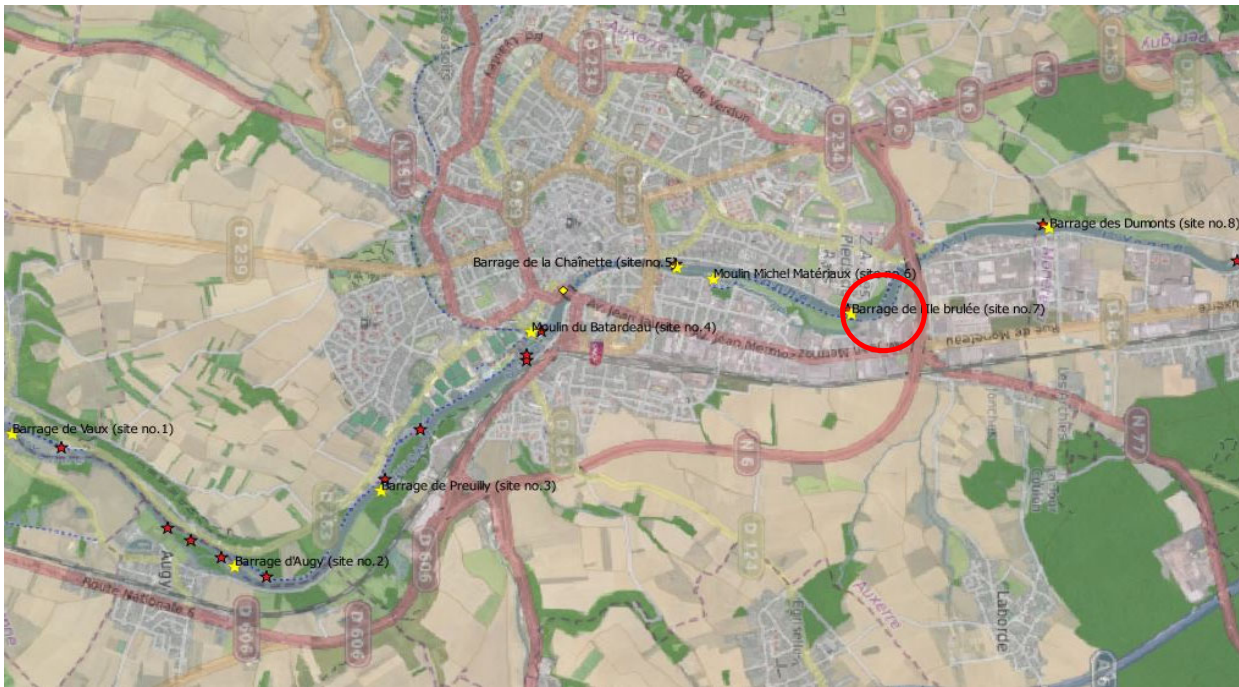
Note importante : Les résultats indiqués sur cette fiche de synthèse sont préliminaires. Ces résultats devront être précisés en phases ultérieures après réalisation d'une inspection détaillée et éventuelles reconnaissances complémentaires (relevé topographique, campagne de mesure de la chute brute et des débits, dimensionnement précis des infrastructures et des équipements envisagés après réalisation de ces campagnes, etc.)



Barrage de l'île brûlée

Localisation et contexte général

Localisation :	Commune d'Auxerre		
Cours d'eau :	Yonne	Station hydrologique :	Gurgy
Date visite :	20/01/2020	Conditions :	
Classement L1 :	x	L2 :	
Accès :	Par le chemin de contre halage en rive droite		
Zonage :	Zones de présomption de prescription archéologique		
Réseau HTA :	200 m (distance depuis la centrale au point le plus proche du réseau)		

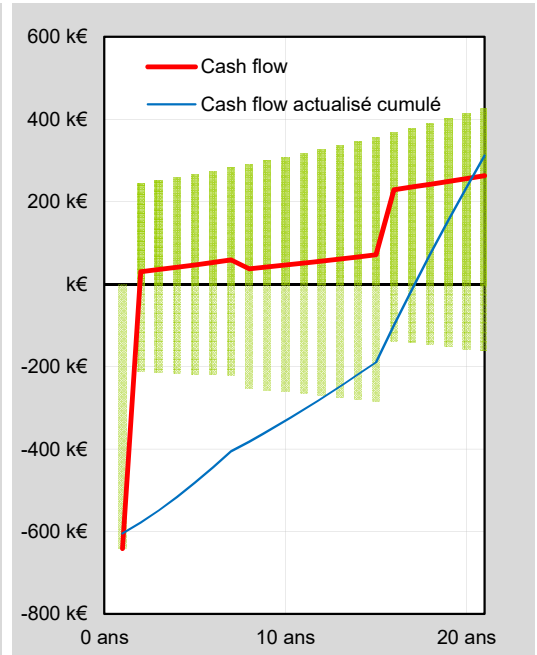
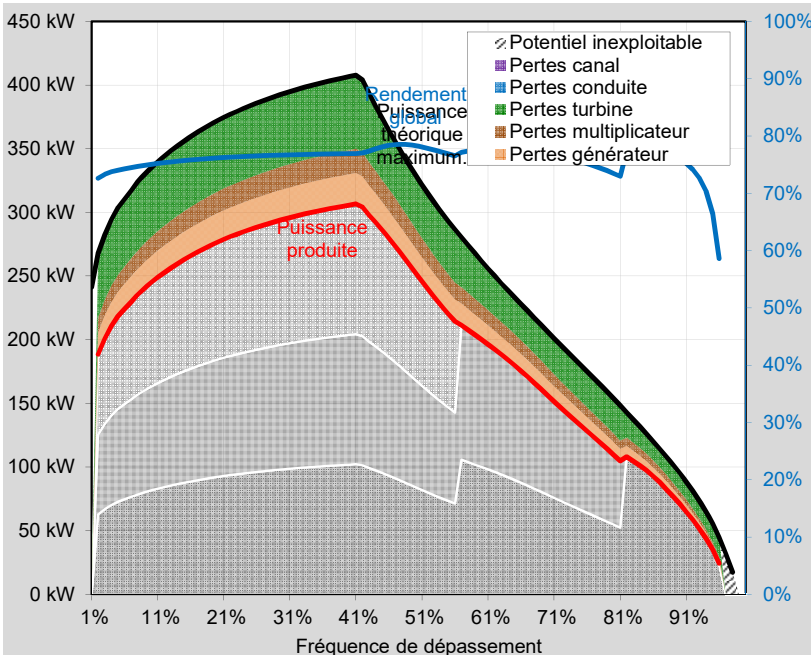
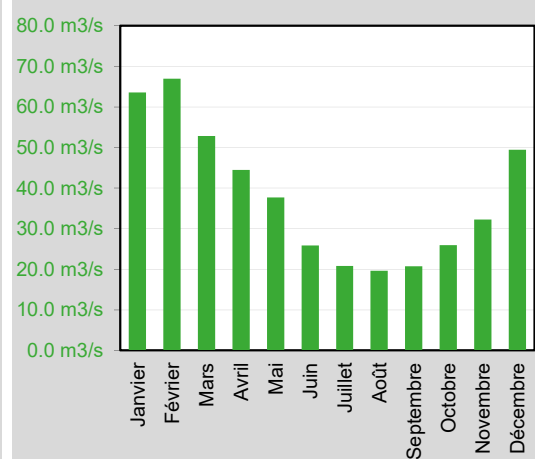
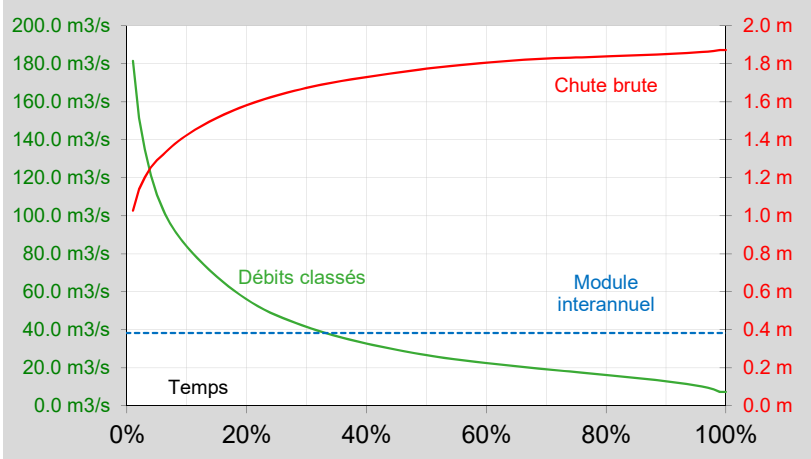


Caractéristiques techniques approximatives calculées au stade préféabilité

Station hydrologique de référence :	Yonne à Gurgy
Bassin versant à la prise d'eau :	3 552.7 km ²
Module interannuel du cours d'eau :	38.4 m ³ /s
Débit spécifique :	11 l/s/km ²
Débit d'équipement :	24.0 m³/s
Chute brute maximum :	1.9 m
Chute nette nominale :	1.9 m
Puissance maximum brute (PMB) :	440 kW
Puissance électrique nette maxi :	310 kW
Productible annuel moyen :	1.7 GWh/an
Equivalent CO2 économisé :	1 570 tCO ₂ /an
Consommation élec. équivalente :	550 foyers
Km parcourus en voiture équivalents :	10 millions de km
Coefficient de charge :	5 378 h/an
Répartition de la production été-hiver :	50%-50%
Rendement moyen global :	76%
Tarif de vente moyen sur l'année :	13.9 c€/kWh
Recette brute :	229 000 €/an
Estimation des investissements :	2 446 000 €
Estimation des investissements :	7 890 €/kW
Temps de retour brut :	10.7 ans

Hypothèses de calcul :

- Hydrologie préliminaire selon station hydrologique de référence auprès de la Banque Nationale Hydrologique, extrapolée au bassin versant étudié
- Estimation de la surface du bassin versant (en différents points du cours d'eau) sur Géoportail
- Chute brute mesurée sur site le 21/01/2020
- Productible emputé de 5% (coef. de sécurité)
- Rendement des équipements selon rendements moyens standards généralement constatés sur le marché
- Débit réservé = 10 % du module
- Contrat de rachat de l'électricité de type "H16 neuf"



Avantages et inconvénients du projet

- ☺ Module interannuel important
- ☺ Espace conséquent aux abords du seuil
- ☺ Chute exploitable
- ☹ Débits turbinables en concurrence avec le projet de réhabilitation du moulin du Président
- ☹ Absence d'ouvrage de franchissement

Principales investigations et études complémentaires techniques à prévoir

- Réaliser une campagne de mesures de débits pour vérifier l'application des mesures de Gurgy au droit du projet
- Réaliser une campagne de mesures de la chute pour établir une loi d'effacement
- Réaliser un levé topographique de la zone
- Réaliser des sondages géotechniques

Description générale des travaux envisagés à ce stade

- Stabilisation des seuils
- Création d'une prise d'eau ichtyocompatible si nécessaire
- Réalisation d'un canal d'amenée
- Création du bâtiment de la centrale, comprenant les machines de production et les composants électriques
- Création d'un canal de fuite

Photographies lors de la visite du site



Photo 1



Photo 2

Note importante : Les résultats indiqués sur cette fiche de synthèse sont préliminaires. Ces résultats devront être précisés en phases ultérieures après réalisation d'une inspection détaillée et éventuelles reconnaissances complémentaires (relevé topographique, campagne de mesure de la chute brute et des débits, dimensionnement précis des infrastructures et des équipements envisagés après réalisation de ces campagnes, etc.)



Barrage des Dumonts

Localisation et contexte général

Localisation : Communes d'Auxerre et Monéteau

Cours d'eau : Yonne

Station hydrologique : Gurgy

Classement L1 : x

L2 :

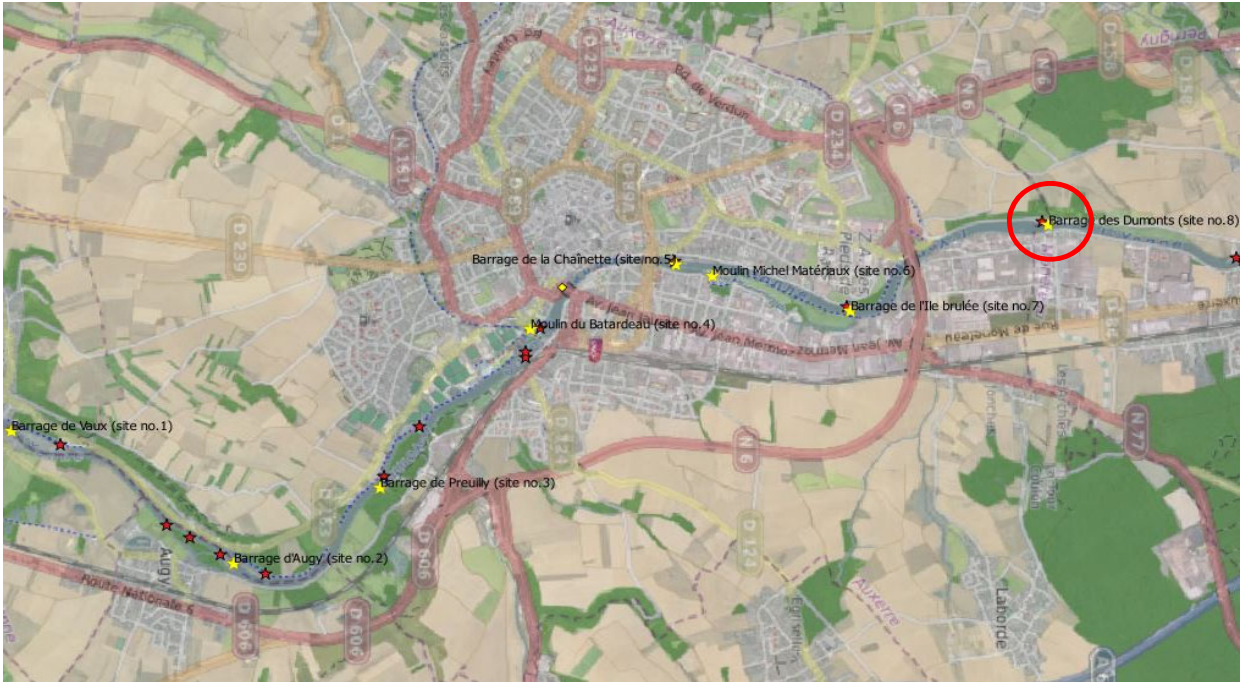
Date visite : 20/01/2020

Conditions :

Accès : Accès par la route en rive gauche et par un chemin en rive droite. Il n'y a pas beaucoup de place en rive gauche.

Zonage : Batiments classés

Réseau HTA : 100 m (distance depuis la centrale au point le plus proche du réseau)

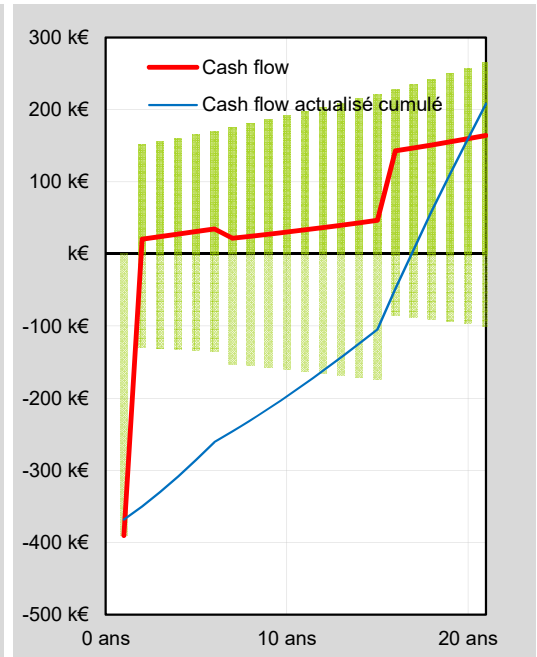
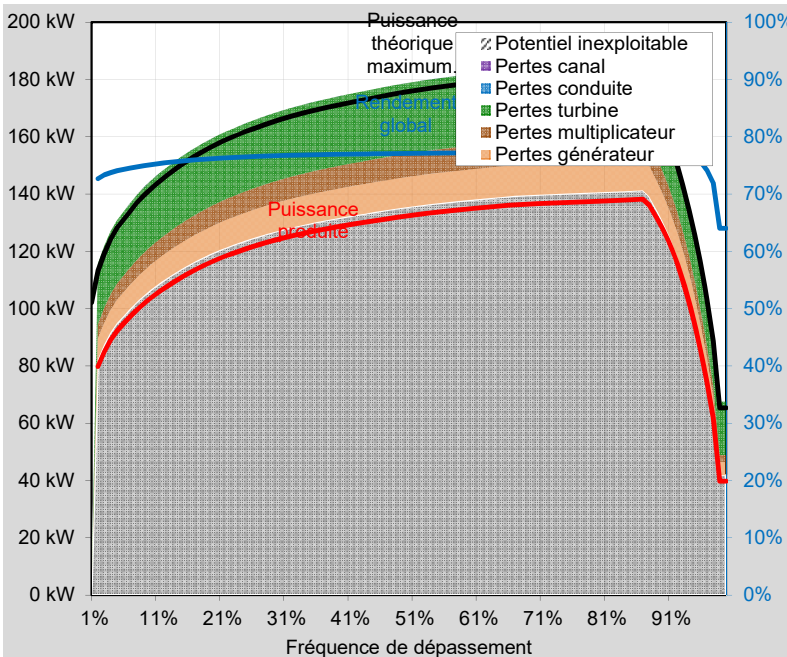
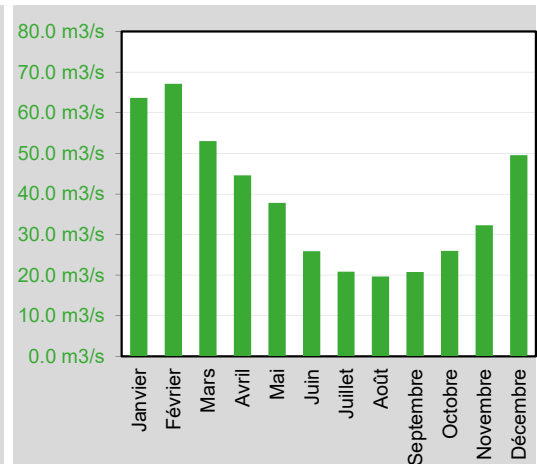
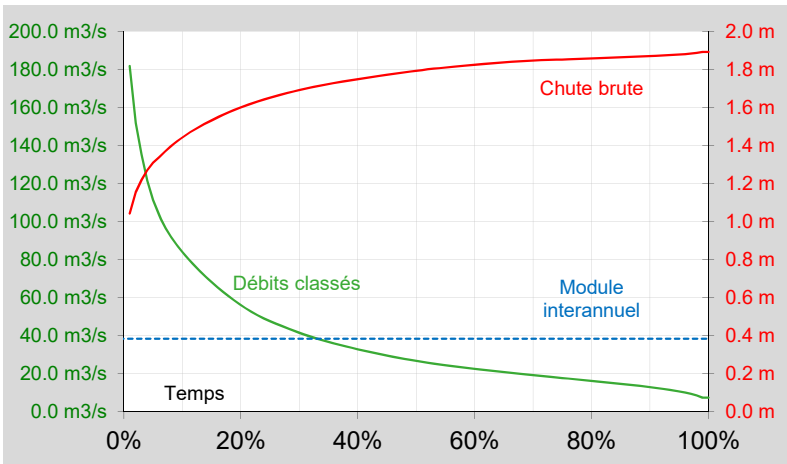


Caractéristiques techniques approximatives calculées au stade préféabilité

Station hydrologique de référence :	Yonne à Gurgy
Bassin versant à la prise d'eau :	3 560.4 km ²
Module interannuel du cours d'eau :	38.4 m ³ /s
Débit spécifique :	11 l/s/km ²
Débit d'équipement :	10.0 m³/s
Chute brute maximum :	1.9 m
Chute nette nominale :	1.9 m
Puissance maximum brute (PMB) :	185 kW
Puissance électrique nette maxi :	140 kW
Productible annuel moyen :	1.0 GWh/an
Equivalent CO ₂ économisé :	970 tCO ₂ /an
Consommation élec. équivalente :	341 foyers
Km parcourus en voiture équivalents :	6 millions de km
Coefficient de charge :	7 251 h/an
Répartition de la production été-hiver :	58%-42%
Rendement moyen global :	76%
Tarif de vente moyen sur l'année :	13.9 c€/kWh
Recette brute :	142 000 €/an
Estimation des investissements :	1 715 000 €
Estimation des investissements :	12 250 €/kW
Temps de retour brut :	12.1 ans

Hypothèses de calcul :

- Hydrologie préliminaire selon station hydrologique de référence auprès de la Banque Nationale Hydrologique, extrapolée au bassin versant étudié
- Estimation de la surface du bassin versant (en différents points du cours d'eau) sur Géoportail
- Chute brute mesurée sur site le 21/01/2020
- Productible imputé de 5% (coef. de sécurité)
- Rendement des équipements selon rendements moyens standards généralement constatés sur le marché
- Débit réservé = 10 % du module
- Contrat de rachat de l'électricité de type "H16 neuf"



Avantages et inconvénients du projet

- ☺ Chute exploitable
- ☺ Module interannuel important
- ☹ Espace très limité autour du seuil
- ☹ Absence d'ouvrage de franchissement

Principales investigations et études complémentaires techniques à prévoir

Réaliser une campagne de mesures de débits pour vérifier l'application des mesures de Gurgy au droit du projet
 Réaliser une campagne de mesures de la chute pour établir une loi d'effacement
 Réaliser un levé topographique de la zone
 Réaliser des sondages géotechniques

Description générale des travaux envisagés à ce stade

Stabilisation des seuils
 Création d'une prise d'eau ichtyocompatible si nécessaire
 Réalisation d'un canal d'amenée
 Création du bâtiment de la centrale, comprenant les machines de production et les composants électriques
 Création d'un canal de fuite

Photographies lors de la visite du site



Photo 1

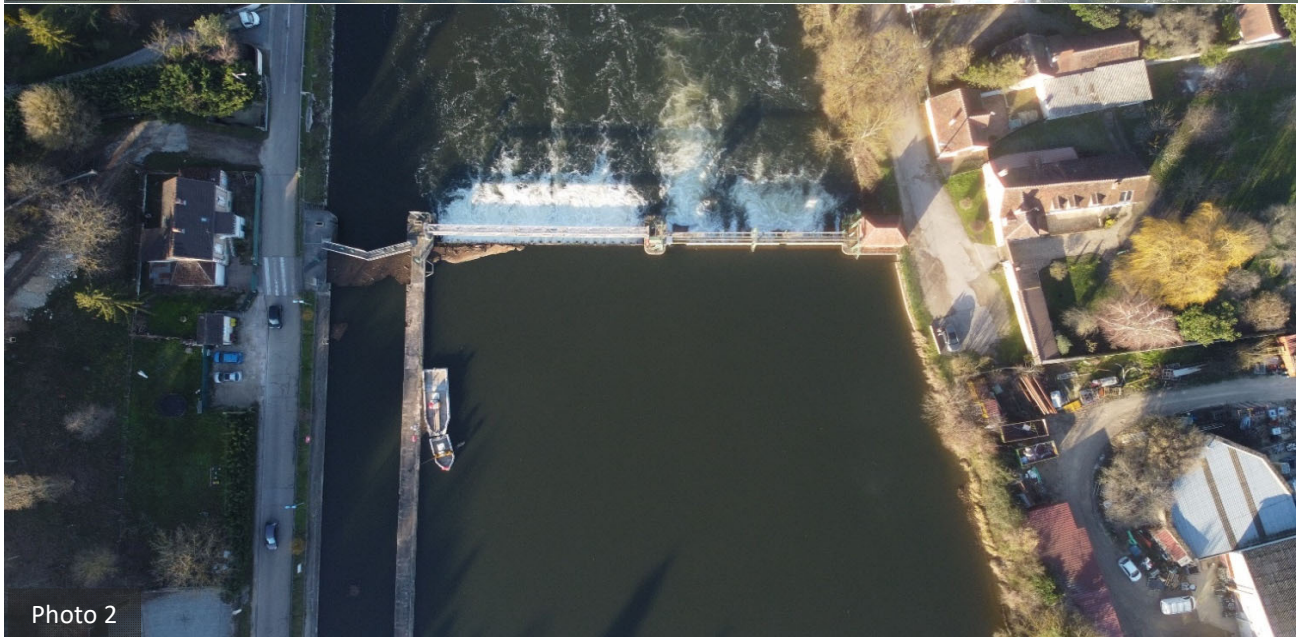


Photo 2

Note importante : Les résultats indiqués sur cette fiche de synthèse sont préliminaires. Ces résultats devront être précisés en phases ultérieures après réalisation d'une inspection détaillée et éventuelles reconnaissances complémentaires (relevé topographique, campagne de mesure de la chute brute et des débits, dimensionnement précis des infrastructures et des équipements envisagés après réalisation de ces campagnes, etc.)



Ville d'Auxerre
14 Place de l'Hôtel de ville
89012 AUXERRE

AUXERRE

BARRAGE DE L'ILE BRULEE SUR L'YONNE A AUXERRE (89)

ETUDE DE FAISABILITE



HYDREOLE
engineering energies

24, bd Carnot F-74200 Thonon-les-Bains
+33 450 70 79 83 / info@hydreole.com
www.hydreole.com

Client **Mairie d'Auxerre**

Affaire **Etude territoriale Auxerre**

No. d'affaire **18256**

Date d'émission du rapport **04/08/2020**

Nom du fichier numérique **18256_03_rev1 - Etude de faisabilité - L'Ile Brulée**

Révision **0**

Nombre de pages, incl. annexes **31**



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	4
1.1. CONTEXTE	4
1.2. DONNEES DISPONIBLES.....	4
2. ASPECTS TECHNIQUES	5
2.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU SITE	5
2.2. CONFIGURATION DU SITE ET OUVRAGES EXISTANTS	6
2.3. HYDROLOGIE	7
2.3.1. Données d'entrée.....	7
2.3.2. Débits moyens mensuels, module et courbe des débits classés	8
2.3.3. Variabilité de l'hydraulicité	9
2.4. CHUTE BRUTE EXPLOITABLE	9
2.6. TYPES DE TURBINES ENVISAGEABLES.....	10
2.7. SELECTION DU DEBIT D'EQUIPEMENT.....	11
2.8. DESCRIPTION DES PROJETS.....	11
2.8.1. Scénario 1 : Implantation de 3 turbines Kaplan simple réglage	11
2.8.2. Scénario 2 : Implantation de 3 vis hydrodynamiques	13
2.9. ESTIMATION DE LA PRODUCTION	14
2.9.1. Définition des notions de « puissance » et « productible »	14
2.9.2. Hypothèses générales pour l'estimation du productible	15
2.9.3. Tableaux comparatifs des projets	15
3. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX	17
3.1. MILIEU PHYSIQUE.....	17
3.1.1. Impacts du projet sur l'hydrologie, les eaux souterraines et la morphologie de l'Yonne	17
3.1.2. Impact du projet sur l'écoulement des crues	17
3.1.3. Physicochimie et hydrobiologie.....	17
3.2. MILIEU BIOLOGIQUE.....	18
3.2.1. Classement du cours d'eau – Continuité écologique.....	18
3.2.2. Faune piscicole	19
3.2.3. Circulation piscicole et ichtyophilie des installations.....	19
3.2.4. Débit réservé	19
3.2.5. Végétation et faune riveraine	20
3.2.6. Impact atmosphérique	20
3.3. MILIEU HUMAIN	20
3.3.1. Usages de l'eau et impacts des projets sur ces usages.....	20
3.3.2. Paysage	20
3.3.3. Bruit et vibrations	21
3.3.4. Socio-économie	21
3.3.5. Sécurité	21
4. ASPECTS FINANCIERS.....	22
4.1. RESULTATS FINANCIERS.....	22
4.2. AIDES MOBILISABLES.....	22
4.3. RECETTES BRUTE ET NETTE D'EXPLOITATION.....	22
4.4. RENTABILITE DES PROJETS.....	23
5. ASPECTS ADMINISTRATIFS	24
5.1. SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE	24
5.1.1. Propriétaire actuel du site	24
5.1.2. Service instructeur	24
5.1.3. Classement cours d'eau	24
5.1.4. Droits d'eau	25
5.2. DEMARCHES ADMINISTRATIVES.....	25
5.2.1. Dispositions principales	25
5.2.2. Obtention de la maîtrise foncière	25



5.2.3. Obtention d'une autorisation de producteur.....	25
5.2.4. Obtention du raccordement au réseau public d'électricité.....	25
5.2.5. Obtention d'un contrat d'achat.....	26
5.3. COMPATIBILITE DES PROJETS AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN HYDROGRAPHIQUE	26
5.3.1. SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021	26
5.3.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	26
6. CONCLUSION	27
ANNEXE A. STATION HYDROMETRIQUE DE L'YONNE A GURGY	28
ANNEXE B. PLANS DE FAISABILITE	30



1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE

Ce rapport résume l'étude de faisabilité de la création d'une centrale hydroélectrique sur le barrage de l'Île Brulée à Auxerre.

Le contenu de ce rapport respecte le cahier des charges de l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté (voir le document « Etude de faisabilité d'une centrale hydroélectrique en Bourgogne Franche-Comté-Exemple-type de contenu d'étude administrative, technique, environnementale et financière/économique », octobre 2017)

1.2. DONNEES DISPONIBLES

Les informations recueillies ou mises à disposition sont les suivantes :

réf. [1] : Débits moyens journalier de l'Yonne à Gurgy (station H2221010), 1990 - 2019

réf. [2] : Contrat Global « Cure-Yonne », Agence de l'eau Seine-Normandie et de ses partenaires, 1^{er} juillet 2015



2. ASPECTS TECHNIQUES

2.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU SITE

Le barrage de l'Île Brulée se situe sur la commune d'Auxerre dans le département de l'Yonne (89) en Bourgogne-Franche-Comté.

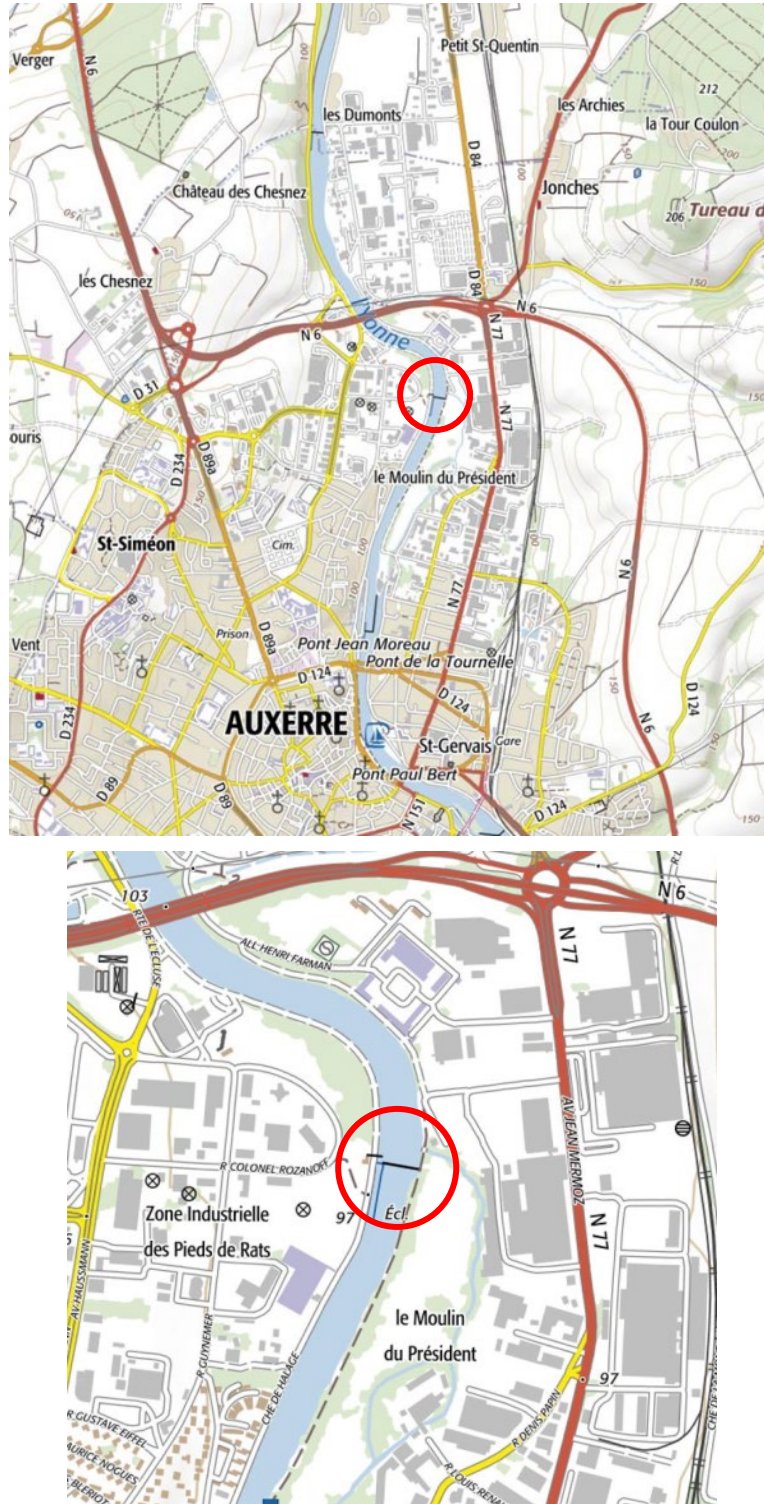
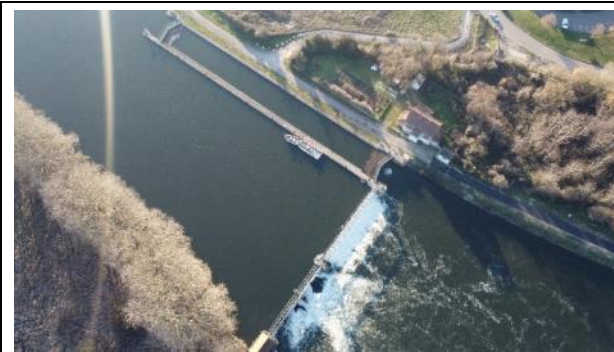


Figure 1 : Localisation du barrage de l'Île Brulée (Source: Géoportail)

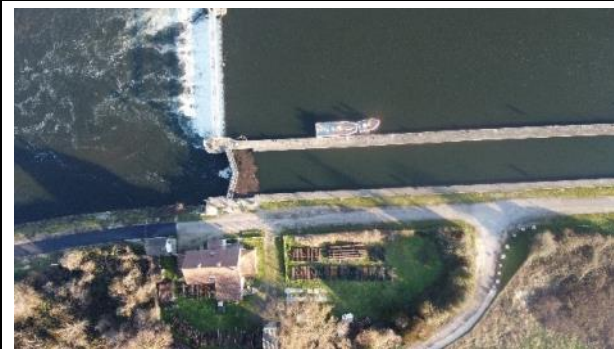


2.2. CONFIGURATION DU SITE ET OUVRAGES EXISTANTS

Tel qu'il apparaît aujourd'hui le site est constitué, de l'amont vers l'aval, des infrastructures suivantes :



Le barrage est équipé d'un seuil de 65 m de large. La chute mesurée au droit du seuil le 21 janvier 2020 était de 1.87m.



Se trouve en rive gauche une écluse de 115 m de long pour 12 m de large.



Au pied du barrage se trouve la restitution du canal du Moulin du Président.

La vue aérienne ci-dessous reprend les principaux aménagements du barrage de l'Île Brulée :





Figure 2 : Vue aérienne du barrage de l'Ile Brulée (source : Géoportail)

2.3. HYDROLOGIE

2.3.1. Données d'entrée

L'Yonne est équipée de plusieurs stations hydrométriques, qui se situent soit à l'amont soit à l'aval du site de l'Ile Brulée.

- Station H2081020 nommée « L'Yonne à Prégilbert » située à 22 km en amont du site, enregistrant les hauteurs d'eau et les débits depuis 2000 et dont le bassin versant est de 1 956 km²,
- Station H221010 nommée « L'Yonne à Gurgy » située à 2 km en aval du site, enregistrant les hauteurs d'eau depuis 1967 et les débits depuis 1954 et dont le bassin versant est de 3 807 km²,



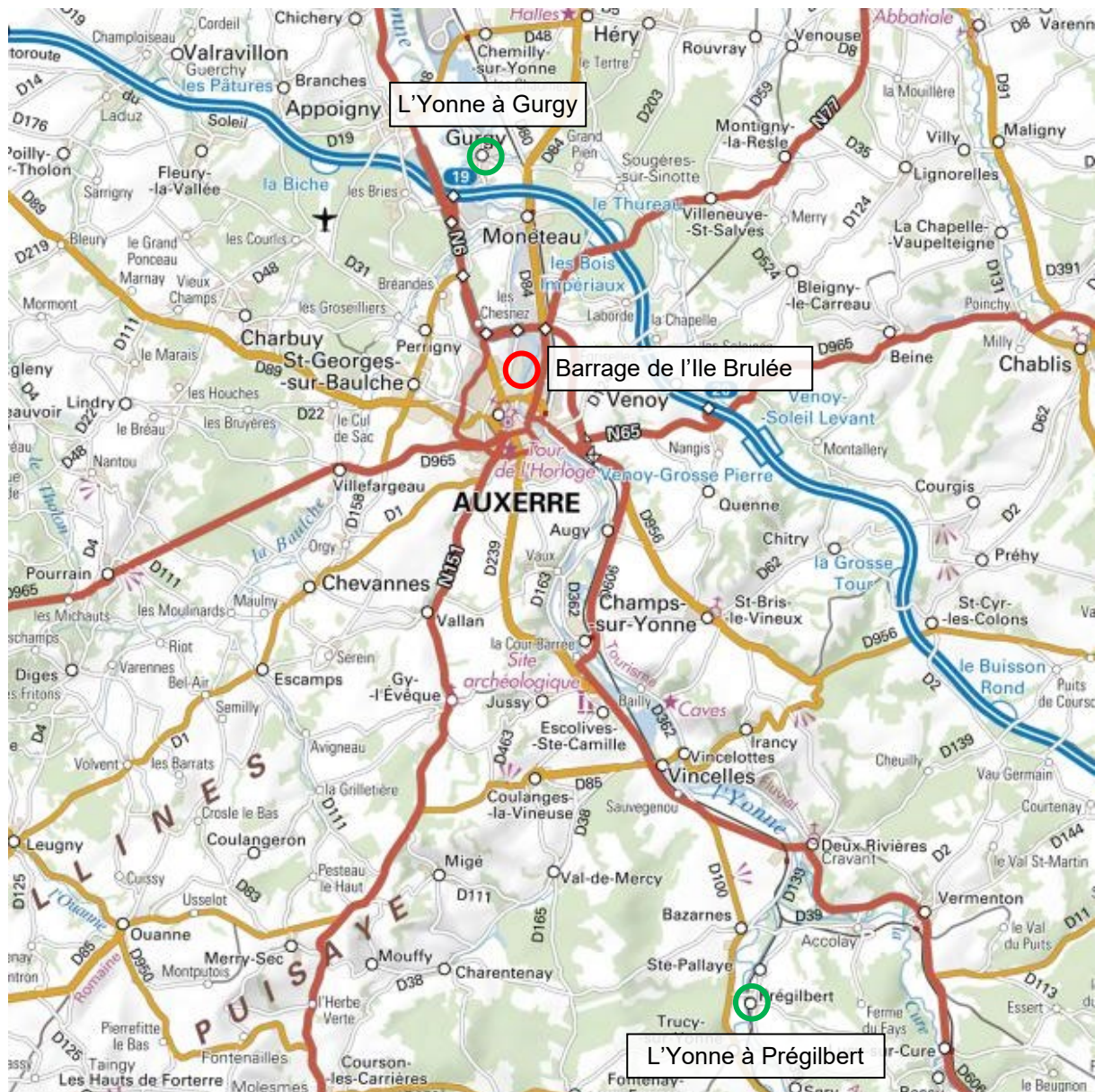


Figure 3: Localisation des stations hydrométriques

Le bassin versant de l'Yonne au droit de la prise d'eau du site de l'Ile Brulée est de 3 552 km². La station de référence choisie pour l'estimation des débits est la station H221010 située à Gurgy.

Il est à noter qu'une station de mesure est également installée à Auxerre au pont Paul Bert mais les données enregistrées par cette dernière sont indisponibles. Cette station, bien que plus proche du barrage de l'Ile Brulée, n'a donc pas pu être prise en compte.

2.3.2. Débits moyens mensuels, module et courbe des débits classés

Le module de l'Yonne à l'Ile Brulée est déduit des données de la station hydrométrique de référence de Gurgy par homothétie de bassin versant.

Les graphiques ci-dessous représentent les débits mensuels moyens et la courbe des débits classés de l'Yonne au droit de la prise d'eau du projet, calculés sur la base des enregistrements réalisés à Gurgy depuis 1954. Les débits les plus forts sont rencontrés de décembre à mars (débit moyen de 58.22 m³/s environ) et les débits les plus faibles le sont de juillet à septembre (débit moyen de 20.38 m³/s environ). Le module interannuel calculé est de **38.35 m³/s**.



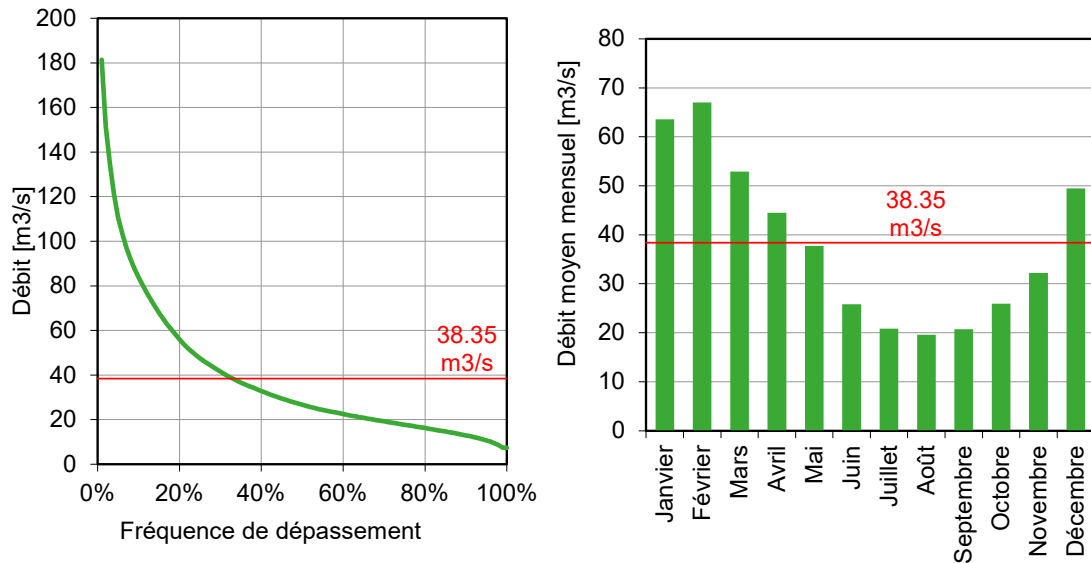


Figure 4 : Débits moyens mensuels et courbe des débits classés de l'Yonne au droit de la prise d'eau du site de l'Île Brulée

2.3.3. Variabilité de l'hydraulicité

La Figure 5 illustre la variabilité de l'hydraulicité de l'Yonne à Gurgy d'une année à l'autre de 1954 à 2018.

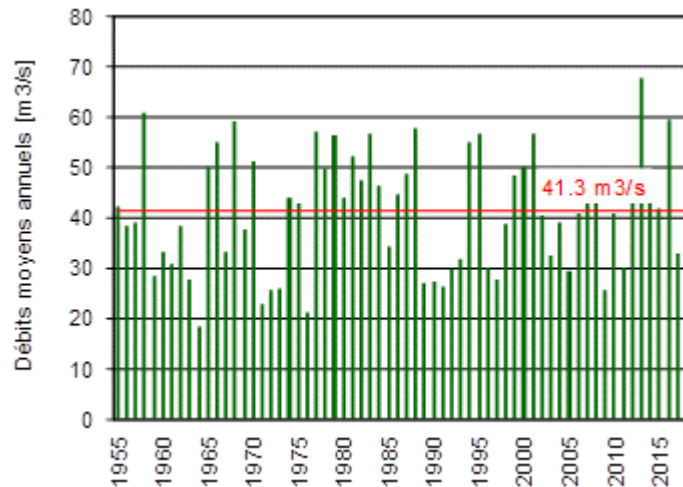


Figure 5 : Débits moyens annuels de l'Yonne à Gurgy de 1954 à 2018

Sur les 64 dernières années, 1964 a été la plus sèche avec un débit moyen annuel de 18.3 m³/s, tandis que l'année 2013 a été la plus humide avec un débit moyen annuel de 67.82 m³/s : le débit moyen annuel de l'Yonne peut ainsi varier de 44% à 164% du module interannuel.

2.4. CHUTE BRUTE EXPLOITABLE

La chute brute est définie comme la différence d'altitude entre le plan d'eau normal dans la retenue, à l'amont immédiat de la prise d'eau, et le plan d'eau normal au droit de la restitution au cours d'eau. La chute brute est la valeur généralement indiquée dans le droit d'eau, elle ne tient pas compte des pertes de charge dans le chemin d'eau (canal, conduite forcée, etc.)

Lors de la visite du site la chute brute a été mesurée égale à **1.87 m**.



D'autre part il est nécessaire, pour améliorer les résultats de l'étude, de procéder à plusieurs mesures de chute à différentes valeurs de débits pour obtenir une courbe précise d'effacement de la chute en cas de crue. En effet lors de l'augmentation du débit on observe une augmentation plus lente du niveau amont que du niveau aval d'une chute, ce qui entraîne une diminution de la hauteur de chute lors de l'augmentation des débits. Cette diminution peut aller jusqu'à l'effacement total de la chute en cas de crue. Dans le cadre de la présente étude une courbe d'effacement de la chute a été calculée en fonction des caractéristiques du site mais elle devra être affinée pour les prochaines étapes du projet et prise en compte pour un calcul plus précis du productible.

2.5. CONCEPT D'EQUIPEMENT

Au vu de la configuration du site, plusieurs scénarios d'équipement sont envisageables. Ils sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Description du scénario	Hb	Avantages	Inconvénients
1	Installation de 3 turbines Kaplan simple réglage	1.87 m	<ul style="list-style-type: none"> • Facilité de mise en œuvre et d'exploitation (pas de régulation) ; • Coûts compétitifs ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de créer une prise d'eau ichtyocompatible.
2	Installation de 3 vis hydrodynamiques	1.87 m	<ul style="list-style-type: none"> • Machine ichtyophile ; • Facilité d'entretien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encombrement des machines ; • Intégration paysagère ; • Nuisance sonore pour les promeneurs ou les pêcheurs.

Tableau 1: Comparaison des scénarios envisageables

2.6. TYPES DE TURBINES ENVISAGEABLES

La chute exploitable dans les différents scénarios permet d'envisager plusieurs types de turbines disponibles sur le marché :

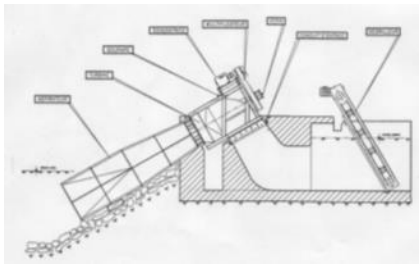

	Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> • Turbine Kaplan simple réglage 	<ul style="list-style-type: none"> • Technologie bien maîtrisée • Réduction des excavations avec une implantation en siphon • Adaptation aux variations de chute et de débit 	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de réaliser une prise d'eau ichtyocompatible pour limiter l'entrée de poissons vers la turbine • Infrastructures hydrauliques plus importante
<ul style="list-style-type: none"> • Vis d'Archimède 	<ul style="list-style-type: none"> • Conception simple • Turbine ichtyocompatible 	<ul style="list-style-type: none"> • Encombrement • Insertion dans le paysage difficile • Nuisances sonores plus importante qu'une turbine fermée

Tableau 2: Principaux types de turbines envisageables



2.7. SELECTION DU DEBIT D'EQUIPEMENT

Le débit d'équipement est le débit maximal que la ou les turbine(s) peuvent exploiter. Le débit d'équipement optimal correspond donc à la capacité de la ou des turbine(s) permettant d'obtenir un temps de retour sur investissement le plus court.

Afin de déterminer cette valeur dans les différents cas étudiés, une étude de sensibilité a été menée afin d'identifier la plage de débit d'équipement permettant de minimiser le temps de retour sur investissement, sachant que les infrastructures existantes sont largement dimensionnées pour la gamme de débit étudiée. La Figure 6 ci-dessous indique les temps de retour brut de l'aménagement du barrage de l'île Brulée pour plusieurs valeurs de débits d'équipement :

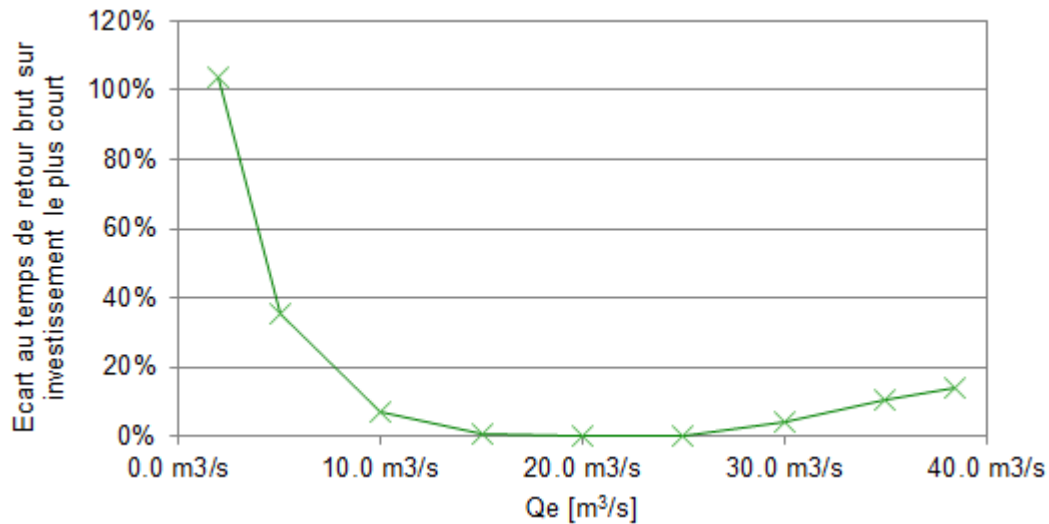


Figure 6 : Recherche du débit d'équipement optimal

Cette étude succincte a permis de déterminer que le débit d'équipement optimal correspond à 62% du module interannuel de l'Yonne, soit **24 m³/s**. Cette valeur de débit d'équipement sera donc utilisée dans la suite de la présente étude.

2.8. DESCRIPTION DES PROJETS

2.8.1. Scénario 1 : Implantation de 3 turbines Kaplan simple réglage

Implantation du projet

Le scénario d'implantation de 3 turbines Kaplan simple réglage consiste à s'installer en rive droite de l'Yonne en contournant la passe à poisson à créer.

La configuration générale de l'aménagement projeté est présentée sur la Figure 7 ci-dessous :





Figure 7 : Vue en plan du scénario 1

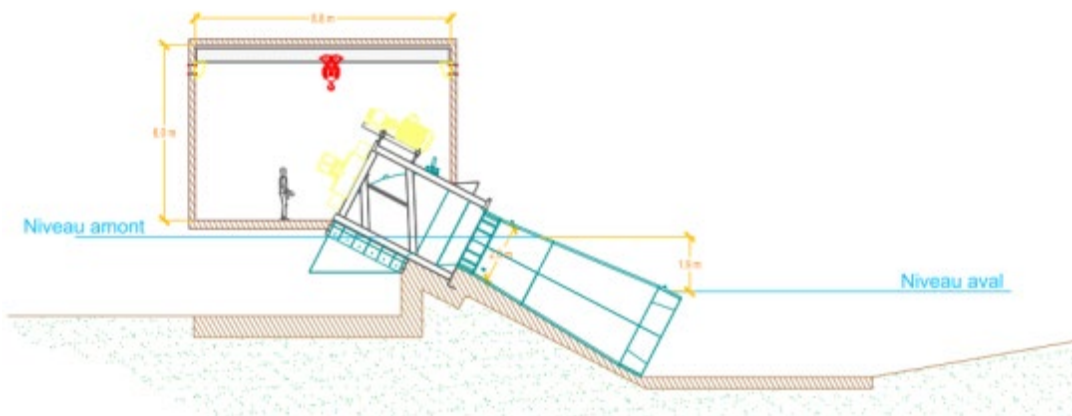


Figure 8 : Vue en coupe du scénario 1

Travaux préparatoires

- Batardage et pompage de la zone de la prise d'eau et de la restitution ;
- Création d'une passe à poissons en rive droite de l'Yonne, entre le barrage et le futur aménagement pour permettre aux poissons de franchir la chute créée par le barrage de l'Île Brulée ;
- Creusement du canal d'amenée de 50 m de long environ, 10 m de large pour un tirant d'eau de 2 m environ, équipé de rainures à batardeaux à l'entrée et à la sortie et éventuellement d'un dispositif de protection contre les gros embâcles à l'entrée (grille grossière ou drome) ;
- Mise en place d'une grille fine (équipée d'une goulotte de dévalaison) et d'un dégrilleur à l'entrée des chambres d'eau pour éviter le passage de poissons dans la turbine ;
- Mise en place des trois turbines Kaplan simple réglage installées en Siphon de débit d'équipement unitaire égal à $8 \text{ m}^3/\text{s}$ et dont le diamètre de roue est d'environ 2 000 mm ;



- Création d'un canal de fuite d'environ 20 m de long, 10 m de large pour un tirant d'eau de 2 m environ ;
- Création du bâtiment de la centrale de 130 m² environ, équipé d'un pont roulant et abritant l'ensemble des installations hydromécaniques et électriques. Les armoires électriques et de contrôles devront être installées au-dessus de la cote des plus hautes eaux ;
- Raccordement de l'installation au réseau HTA situé à proximité du site (environ 150 m en rive gauche ou 300 m en rive droite de l'Yonne)
- Création des accès à la centrale et à la passe à poissons ;
- Rétablissement du passage du chemin de halage (passerelle) pour accès au barrage et à la passe à poissons.

2.8.2. Scénario 2 : Implantation de 3 vis hydrodynamiques

Implantation du projet

L'implantation de 3 vis hydrodynamiques

La configuration générale de l'aménagement projeté et l'implantation des différents ouvrages sont présentées sur la Figure 9 ci-dessous :



Figure 9 : Vue en plan du scénario 2



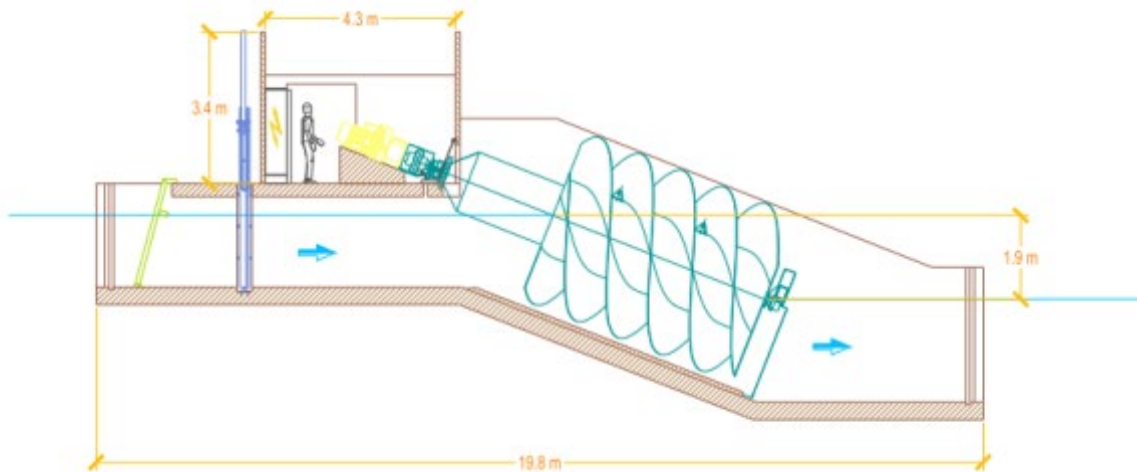


Figure 10 : Vue en coupe du scénario 2

Travaux préparatoires

- Batar dage et pompage de la zone de la prise d'eau et de la restitution ;
- Création d'une passe à poissons en rive droite de l'Yonne, entre le barrage et le futur aménagement pour permettre aux poissons de franchir la chute créée par le barrage de l'Île Brulée ;
- Création du canal d'amenée de 50 m de long environ, 10 m de large pour un tirant d'eau de 2 m environ, équipé de rainures à batardeaux à l'entrée et à la sortie et éventuellement d'un dispositif de protection contre les gros embâcles à l'entrée (grille grossière ou drome) ;
- Mise en place d'une grille grossière pour éviter le passage des embâcles dans les vis ;
- Installation d'une vanne batardeau à l'amont des vis, pour isolement en cas de maintenance et régulation du débit transitant ;
- Réalisation des excavations et fondations pour implantation des équipements ;
- Mise en place de trois vis hydrodynamiques de débit d'équipement unitaire égal à $8 \text{ m}^3/\text{s}$ et dont le diamètre de vis est d'environ 4 000 mm ;
- Création du bâtiment pour la centrale de 120 m^2 abritant l'ensemble des équipements électrique de la centrale. L'ensemble de ces équipements devra être situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux ;
- Création d'un canal de fuite d'environ 15 m de long, 10 m de large pour un tirant d'eau de 2 m environ ;
- Raccordement de l'installation au réseau HTA situé à proximité du site (environ 150 m en rive gauche ou 300 m en rive droite de l'Yonne)
- Création des accès à la centrale et à la passe à poissons ;
- Rétablissement du passage du chemin de halage (passerelle) pour accès au barrage et à la passe à poissons.

2.9. ESTIMATION DE LA PRODUCTION

2.9.1. Définition des notions de « puissance » et « productible »

Le potentiel hydroélectrique d'un site peut être exprimé de deux manières :

- en termes de **puissance installée**, puisque celle-ci détermine la capacité instantanée de l'aménagement à délivrer du courant sur le réseau,



- en termes d'**énergie annuellement produite**, qui dépend de la puissance installée, mais également de différents paramètres physiques du site tels que l'hydrologie, les contraintes techniques et réglementaires, etc.

Puissance

La puissance administrative citée dans les droits d'eau est la **Puissance Maximum Brute (PMB)**. Elle dépend uniquement des « données naturelles » du site, à savoir la chute brute exploitable H_b , prise entre l'entrée du canal d'aménée et la sortie du canal de fuite, et le débit total turbinable Q_e , appelé aussi débit d'équipement. Elle ne prend pas en compte les différents phénomènes physiques pouvant engendrer une réduction de la puissance exploitable (limitation de la production pour raison administrative ou environnementale, pertes de charge dans les chemins d'eau, rendement des équipements électromécaniques, etc.). La prise en compte de ces phénomènes permet de déterminer la **puissance installée**.

Productible

Le **productible annuel moyen** est déterminé en tenant compte de l'ensemble des paramètres physiques du site (hydrologie, chute brute exploitable et effacement de la chute), des contraintes environnementales (débit réservé, restriction éventuelle de la production durant certaines périodes de l'année) et des caractéristiques de dimensionnement des structures et des équipements de l'aménagement (pertes de charge, adaptation des machines aux variations de débit et de chute, colline de rendement des turbines, etc.).

2.9.2. Hypothèses générales pour l'estimation du productible

Afin de comparer les différents scénarios d'équipement envisagés, les hypothèses techniques suivantes doivent être prises :

- Régime hydrologique et chute selon §2.3 et §2.4,
- Colline de rendement et capacités d'adaptation aux variations de débit correspondant à des équipements standards sur le marché,
- Indisponibilité des turbines pour maintenance préventive : 5% du temps (le productible affiché tient compte de ce coefficient),
- Effacement de la chute brute estimée de façon préliminaire, à préciser par une campagne de mesure des niveaux amont et aval (voir §2.4).

2.9.3. Tableaux comparatifs des projets

Le tableau ci-dessous reprend les principaux résultats techniques des deux scénarios envisagés :

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 Vis Hydrodynamiques
Débit d'équipement	24.0 m ³ /s	24.0 m ³ /s
Débit réservé	3.8 m ³ /s	3.8 m ³ /s
Chute brute maximum	1.87 m	1.87 m
Puissance maximum brute (PMB)	440 kW	440 kW
Puissance électrique maximum	310 kW	263 kW
Productible moyen	1 885 MWh/an	1 594 MWh/an
Année sèche (sur les 64 dernières années)	692 MWh/an	692 MWh/an
Charge	6 086 h/an	6 066 h/an
Répartition de la production été-hiver	53%-47%	53%-47%
Productible moyen en été	999 MWh/an	846 MWh/an
Productible moyen en hiver	885 MWh/an	748 MWh/an

Tableau 3 : Tableau comparatif des deux scénarios envisagés



Les figures ci-dessous représentent les courbes de productible de l'aménagement du barrage de l'Ile Brulée pour les deux scénarios :

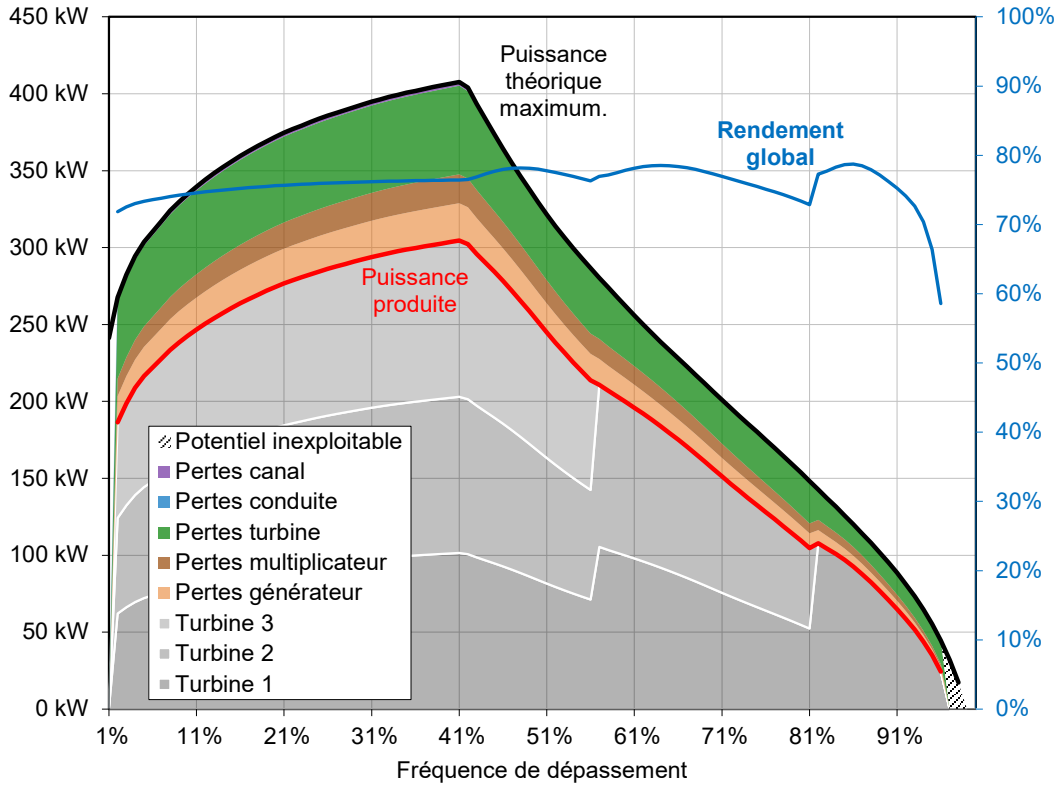


Figure 11 : Courbe de productible du scénario 1

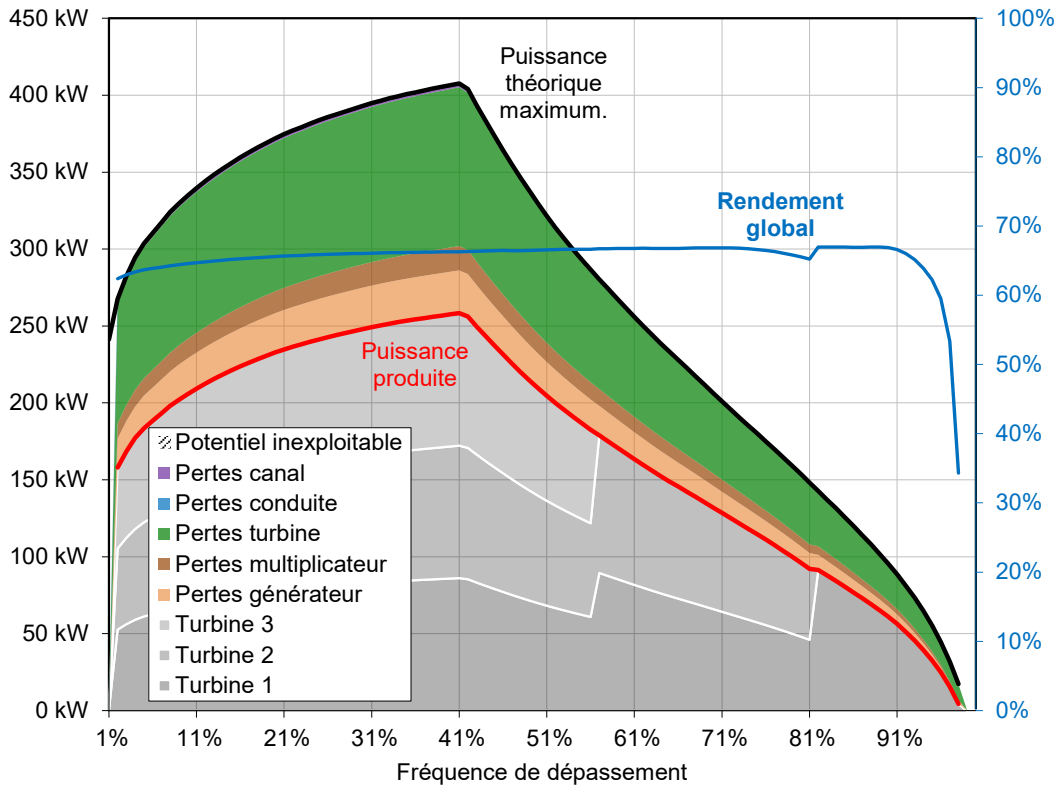


Figure 12 : Courbe de productible du scénario 2



3. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Cette partie s'attache à décrire succinctement l'état initial de l'environnement du projet puis les impacts potentiels de ce dernier sur les milieux physique, biologique et humain. Elle ne constitue pas l'étude d'impact du projet.

3.1. MILIEU PHYSIQUE

3.1.1. Impacts du projet sur l'hydrologie, les eaux souterraines et la morphologie de l'Yonne

L'aménagement projeté est un aménagement au fil de l'eau : il exploite le débit du cours d'eau comme il se présente, dans le respect de ses limites réglementaires et techniques. Il n'impacte pas les niveaux amont et aval du cours d'eau.

Le projet d'aménagement du barrage l'Île Brulée consiste à exploiter une chute créée par un seuil existant et les ouvrages de production se situeront hors de l'Yonne ; il ne génère donc pas de nouvel impact sur les écoulements souterrains et la morphologie du cours d'eau.

3.1.2. Impact du projet sur l'écoulement des crues

Au passage d'une crue, la centrale hydroélectrique s'arrête par manque de chute exploitable.

L'installation ne devrait pas entraîner d'obstacle supplémentaire et la section d'écoulement ne sera pas modifiée.

3.1.3. Physicochimie et hydrobiologie

Qualité physicochimique de l'eau

La station de mesure de la qualité physicochimique de l'Yonne la plus proche du site du projet se situe à Pregilbert à environ 22 km à l'amont du site. On peut considérer cette station comme représentative de l'état de l'Yonne au droit du site de projet. En 2016 l'état écologique et chimique de l'Yonne au droit du projet est bon.



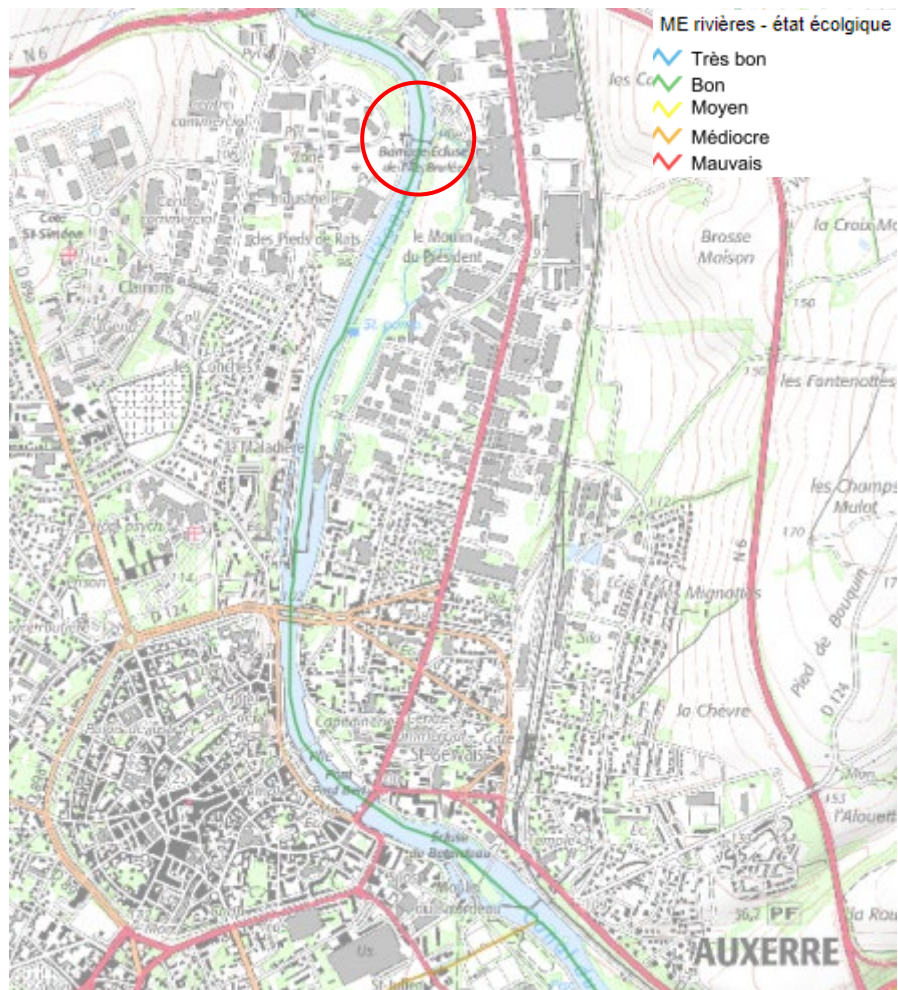


Figure 13 : Etat de l'Yonne au droit du projet (source : http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/SDAGE2016_Carte_etats_objectifs.map)

Impact des aménagements sur la qualité de l'eau

L'influence du turbinage sur la qualité de l'eau est pratiquement nulle, notamment en cas d'utilisation d'huiles biodégradables pour la lubrification des paliers et du groupe hydraulique pour la régulation.

3.2. MILIEU BIOLOGIQUE

3.2.1. Classement du cours d'eau – Continuité écologique

D'après l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2013, l'Yonne à Auxerre **est classé en liste 1** au titre de l'article L 214-17 du Code de l'Environnement.

A titre informatif :

- La liste 1 a été établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et des cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins. L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf. article R214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf. article L214-17 du code de l'environnement).



- La liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons). Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant.

3.2.2. Faune piscicole

La Fédération de l'Yonne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique a effectué une étude piscicole et astacicole des ruisseaux et cours d'eau du département dont l'Yonne fait partie. Cette étude a permis de montrer que la faune piscicole de l'Yonne est constituée principalement de brochets, carpes, gardons, sandres, perches, truite arc-en-ciel, silure, anguille et barbeau.

3.2.3. Circulation piscicole et ichtyophilie des installations

Dans le cadre du scénario d'implantation de trois turbines Kaplan simple réglage il faudra prévoir une prise d'eau ichtyocompatible. Une grille fine munie d'un dégrilleur automatique sera installée en amont des turbines dans le canal d'amenée et une goulotte de dévalaison permettra aux poissons d'atteindre le canal de fuite en contournant la centrale. Le dimensionnement de la grille sera effectué en accord avec les critères définis par l'Office Français pour le Biodiversité qui limite notamment la vitesse normale d'approche à 0.50 m/s pour que les poissons ne se retrouvent pas plaqués contre la grille.

Pour le scénario n°2 d'implantation de 3 vis hydrodynamiques, aucun aménagement spécifique n'est à prévoir car cette technologie est entièrement ichtyocompatible.

Dans les deux cas, le barrage devra être équipé d'une passe à poisson pour restaurer la continuité écologique.

Selon un premier calcul, la passe à poisson est composée de 10 bassins cubiques successifs d'environ 1.40 m de côté. La longueur totale de la passe est de 16 m.

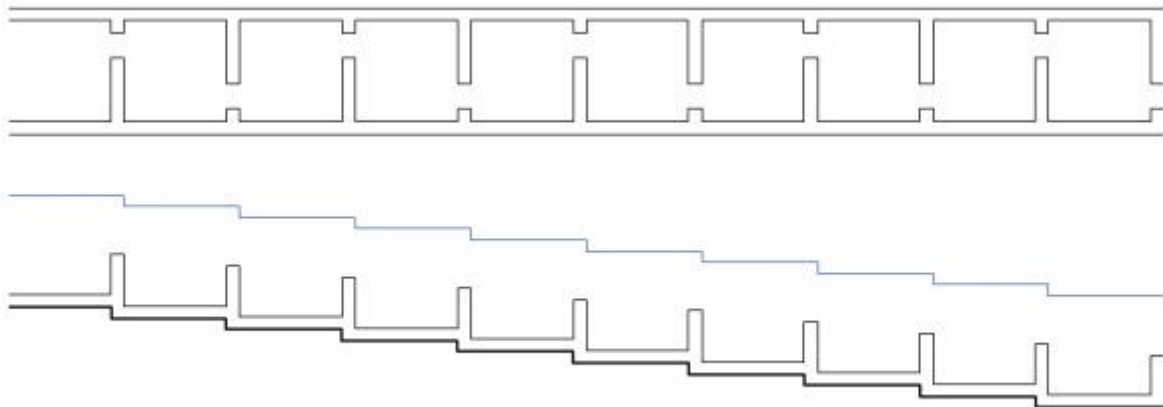


Figure 14 : Représentation schématique de la passe à poisson

3.2.4. Débit réservé

L'article L.214-18 du code de l'environnement impose à tout ouvrage transversal dans le lit mineur d'un cours d'eau de laisser dans le cours d'eau à l'aval un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces présentes. Ce débit, d'une manière générale, ne doit pas être inférieur au 1/10ème du module. Il ne doit pas être inférieur au 1/20ème du module sur les cours d'eau dont le module est supérieur à 80 m³/s ainsi qu'à l'aval d'ouvrages assurant la production d'électricité aux heures de pointe. Il est communément appelé « débit réservé » ou « débit minimal ». Le débit réservé peut être différent selon les périodes de l'année, on parle alors de « régime réservé ».

Dans la présente étude le débit réservé a été pris comme étant égal au minimum légale, 10 % du module de l'Yonne, soit 3.835 m³/s.



3.2.5. Végétation et faune riveraine

Inventaire des zones protégées à proximité du site du projet

Le projet se situe sur une zone de présomption de prescription archéologique qui englobe toute la ville d'Auxerre et les rives de l'Yonne. Une attention particulière sera mise en place lors de la phase travaux afin de respecter les obligations dues à la présence de cette zone de protection.

Impact du projet sur les zones humides

Le projet n'aura aucun impact sur les zones humides (pas de modification des plans d'eau amont et aval).

Impact du projet sur la végétation et la faune riveraine

Les impacts du projet sur la végétation et la faune riveraine seront concentrés pendant la phase de travaux. Il faudra, dans la mesure du possible, faire réaliser les travaux pendant la période de moindre impact environnemental.

En phase d'exploitation, les aménagements n'auront pas d'impact sur la végétation et la faune riveraine dans la mesure où ils fonctionnent au fil de l'eau, sans marnage (variation du niveau d'eau de la retenue). Les émissions sonores des aménagements n'auront aucuns impacts sur la faune et la flore car dans le scénario d'équipement du barrage avec des turbines Kaplan ces dernières seront situées à l'intérieur d'un bâtiment insonorisé et dans le cas de l'équipement à l'aide de vis hydrodynamiques le bruit engendré par ces dernières sera du même niveau que la surverse du barrage actuel.

3.2.6. Impact atmosphérique

La production d'électricité de source hydraulique permet une réduction très importante des émissions de gaz à effet de serre en comparaison d'une production à base de combustibles fossiles. Le gain d'émission de gaz à effet de serre peut être évalué à partir de l'indicateur d'émission de CO₂ publié par EDF chaque mois, qui indique la quantité moyenne de dioxyde de carbone émise pour produire un kilowattheure en France, mais également en comparaison des émissions moyennes de centrales de production d'électricité thermiques équivalente.

Dans le cas présent, la réalisation du projet permettrait d'éviter l'émission d'environ 1 510 tonnes de CO₂/an.

3.3. MILIEU HUMAIN

3.3.1. Usages de l'eau et impacts des projets sur ces usages

Pêche

Le tronçon de l'Yonne concerné par le projet d'aménagement du barrage de l'Île Brulée constitue un parcours de pêche officiel.

Baignade

Le site ne constitue pas une zone de baignade.

Sport d'eau vive

Le site ne constitue pas une zone de sport en eau vive.

3.3.2. Paysage

Le site du projet ne se situe sur aucun site inscrit, néanmoins l'intégration paysagère de l'aménagement devra être soignée.



3.3.3. Bruit et vibrations

L'impact sonore d'une centrale hydroélectrique est principalement généré par les éléments tournants, et notamment le multiplicateur et la génératrice. Ces équipements sont intégrés dans un bâtiment protecteur et il existe des solutions techniques pour limiter les émissions sonores vers l'extérieur. Dans le cas du projet de l'île Brulée, bien qu'aucune habitation ne se situe à proximité du site, l'ensemble des installations devront être étudiées pour produire le minimum de nuisance sonore et vibratoire.

3.3.4. Socio-économie

La mise en service d'une centrale hydroélectrique constituera :

- soit une source de revenus pour les propriétaires du site en cas de revente de l'énergie produite à EDF OA dans le cadre de l'obligation d'achat ;
- soit une diminution de la dépendance à des fournisseurs d'énergie extérieurs en cas d'autoconsommation de l'énergie produite.

La réalisation du projet permettra également de faire participer des entrepreneurs locaux, ce qui génèrera des emplois, tant en phase de construction que d'exploitation.

3.3.5. Sécurité

La centrale fonctionnera au fil de l'eau : elle n'engendrera pas de variations rapides et fréquentes du débit à l'aval. L'ensemble des aménagements hydraulique (canaux d'amenée et fuite, prise d'eau, ...) seront protégés et non accessibles au public.



4. ASPECTS FINANCIERS

4.1. RESULTATS FINANCIERS

Les montants des travaux décrits au paragraphe 2.8 sont estimés à partir de prix d'ordre collectés sur des études similaires récentes. Pour les aménagements de petite puissance, on peut constater d'importants écarts entre les offres des différentes entreprises pour une même fourniture. Les montants réels pourront donc varier par rapport à cette estimation en fonction du concept final d'aménagement sur lequel seront basées les propositions des fournisseurs et des entreprises.

Le tableau ci-après présente les montants estimés des travaux au stade préliminaire des projets d'équipement hydroélectrique selon les deux scénarios étudiés.

Ces montants tiennent compte d'un aléa de 20% sur le génie civil et sur les équipements et 20% sur les études et services (transport, montage, mise en service).

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 Vis Hydrodynamiques
Travaux de génie civil	1 114 600 €	1 114 600 €
Franchissement piscicole	415 400 €	415 400 €
Hydromécanique	1 020 000 €	730 000 €
Electricité	200 000 €	200 000 €
Etudes, montage et mise en service	340 000 €	300 000 €
Coût total	3 090 000 €	2 760 000 €

Tableau 4 : Coûts estimatif des travaux dans le cas d'une injection sur le réseau

4.2. AIDES MOBILISABLES

L'article 12 de l'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016 stipule que « *les installations [...] ne peuvent pas bénéficier d'un contrat d'achat si le producteur a reçu une aide financière de la part de l'Etat, de collectivité ou d'établissements publics pour la construction de son installation* ».

A ce jour, il semble que les aides indirectes (emplois aidés par exemple), les études amont et les dépenses non liées directement à la construction de l'installation peuvent bénéficier de subventions.

4.3. RECETTES BRUTE ET NETTE D'EXPLOITATION

L'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016 considère comme nouvelle une installation dont aucun des organes fondamentaux (ouvrages de mise en charge, machines électrogènes et ouvrages de raccordement propres au producteur) n'a jamais servi à des fins de production électrique dans le cadre d'un contrat commercial ou en autoconsommation.

Les installations telles que prévues pour le barrage de l'île Brulée seraient des installations nouvelles au sens de l'arrêté du 13 décembre 2016.

Les centrales hydroélectriques nouvelles d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW peuvent bénéficier d'un **contrat d'obligation d'achat** d'une durée de 20 ans dans les conditions décrites dans l'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016.

Le tarif d'achat dépend de la hauteur de chute de l'aménagement.

Deux structures de tarif sont proposées : tarif à 1 composante et tarif à 2 composantes.

Dans le cas d'un aménagement de basse chute, les tarifs sont les suivants :

- Tarif à 1 composante : 140 €/ MWh HT
- **Tarif à 2 composantes : 102 €/ MWh HT l'été et 193 €/MWh l'hiver¹**

¹ L'hiver tarifaire correspond aux mois de novembre, décembre, janvier, février et mars



Le tarif à 2 composantes semble plus avantageux pour le site du barrage de l'île Brulée.

En première approximation, les coûts d'exploitation sont estimés à 25% de la recette annuelle brute.

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 Vis Hydrodynamiques
Tarif de vente moyen	14.5 c€/kWh	14.5 c€/kWh
Recette brute	273 100 €/an	230 800 €/an

Tableau 5 : Recettes annuelles brutes et nettes des scénarios d'équipement en cas de vente de l'électricité produite via un contrat d'obligation d'achat

4.4. RENTABILITE DES PROJETS

La rentabilité des projets est illustrée par le temps de retour brut sur investissement qui se définit comme le rapport entre les coûts d'investissement et la recette brute annuelle moyenne.

Les paramètres de l'analyse financière sont les suivants :

- Durée d'analyse du projet : 20 ans (durée du contrat d'achat d'électricité)
- Emprunt : 80% du coût total sur 20 ans, taux d'intérêt de 3%
- Impôts : 15% si le bénéfice est inférieur à 38'120 €, 28% (s'abaissant à 25% en 2022) sur la part dépassant cette limite (prise en compte du déficit reportable des premières années et de la dotation aux amortissements)
- TVA : 20% (il est supposé une récupération de la TVA par l'exploitant)
- Frais annuels d'entretien et de maintenance, assurances : 25% de la recette annuelle brute
- Taux d'actualisation nominal : 6%
- Taux d'inflation : 2%
- Taux d'inflation du coût de l'énergie : 3%²

Les principaux résultats financiers, définis ci-dessous, sont regroupés dans le tableau 3 du § 2.9.3 :

- Le *temps de retour brut* est le rapport entre le montant des investissements initiaux et la recette brute annuelle.
- Le *taux de rentabilité interne* (TRI) est défini comme le taux d'actualisation qui annule la valeur actuelle nette (voir définition ci-dessous) d'une série de flux financiers relatifs à un projet avec un investissement initial suivi de flux de trésorerie. Le TRI est un outil d'évaluation économique d'un projet et d'aide à la décision d'investissement. Un projet sera généralement jugé comme rentable si son TRI prévisible est suffisamment supérieur au taux d'actualisation, pour tenir compte notamment de la prise de risque propre au type de projet.

Le tableau ci-dessous présente les différents résultats de rentabilité en fonction du scénario étudié et de la destination de l'électricité produite :

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 Vis Hydrodynamiques
Recette brute	273 100 €/an	230 800 €/an
Estimation des investissements	3 090 000 €	2 760 000 €
Temps de retour brut	11.3 ans	12.0 ans

Tableau 6 : Temps de retour brut sur investissement des scénarios d'équipement hydroélectrique du barrage de l'île Brulée

² Taux moyen basé sur l'évolution des tarifs réglementés au cours des 10 dernières années, et les perspectives d'évolution futures généralement constatées à ce jour.



5. ASPECTS ADMINISTRATIFS

Ce chapitre décrit les démarches administratives nécessaires à la mise en œuvre du projet.

5.1. SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE

5.1.1. Propriétaire actuel du site

Le barrage de l'Île Brulée est une concession Voies navigables de France (VNF). La prise d'eau se situerait en parcelle VNF (57), la centrale serait en parcelle 257 qui est une parcelle appartenant à la ville d'Auxerre et la restitution serait sur la parcelle 257 dans le canal en rive droite.



Figure 15 : Parcelles cadastrales concernées par le projet du barrage de l'Île Brulée

5.1.2. Service instructeur

La police de l'eau est assurée par la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France.

5.1.3. Classement cours d'eau

L'Yonne au droit de la prise d'eau du barrage de l'Île Brulée est classé en liste 1 au titre de l'article L 214-17 du Code de l'Environnement (arrêté du 19 juillet 2013).



5.1.4. Droits d'eau

L'installation étant une installation neuve, il n'existe aucun droit d'eau.

5.2. DEMARCHES ADMINISTRATIVES

5.2.1. Dispositions principales

Les démarches réglementaires et administratives applicables à la réalisation des projets sont fixées principalement par :

- le livre V du Code de l'Energie ;
- **la législation sur l'eau, codifiée dans le Code de l'Environnement**, en application de l'article R214-1 du Code de l'Environnement qui constitue la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Les démarches réglementaires et administratives applicables à la réalisation des projets sont relatives à :

- l'obtention de la maîtrise foncière des terrains concernés par le projet ;
- l'obtention d'une autorisation de producteur d'hydroélectricité,
- l'obtention, le cas échéant, d'un contrat d'obligation d'achat de l'électricité produite ;
- le raccordement, le cas échéant, de la centrale électrique au réseau public d'électricité.

5.2.2. Obtention de la maîtrise foncière

La parcelle sur laquelle est implantée la centrale appartient à la commune d'Auxerre qui sera le pétitionnaire.

Néanmoins certaines parcelles traversées par les canaux d'amenée et de fuite appartiennent aux Voies navigables de France (VNF) et il faudra donc voir avec VNF pour obtenir un droit de passage sur ces différentes parcelles.

5.2.3. Obtention d'une autorisation de producteur

Dans la mesure où la puissance installée de l'installation sera inférieure à 4 500 kW, le pétitionnaire devra obtenir une autorisation d'exploiter, conformément à l'article L511-1 du Code de l'Energie et des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement. Cette autorisation sera attribuée dans les conditions prévues par les articles R. 214-6 et suivants et R. 214-71 et suivants du Code de l'environnement.

Le porteur de projet devra déposer une **demande d'Autorisation Environnementale Unique** auprès de la Police de l'Eau.

L'Autorisation Environnementale Unique est réglementée par les décrets n°2017-81 du 26 janvier 2017 et n°2017-82 du 26 janvier 2017.

5.2.4. Obtention du raccordement au réseau public d'électricité

En cas de vente de la production, le pétitionnaire devra obtenir le raccordement de son installation de production d'électricité auprès du gestionnaire du réseau de distribution concerné (ENEDIS) conformément au décret n° 2008-386 du 23 avril 2008 relatif aux prescriptions techniques générales de conception et de fonctionnement pour le raccordement des installations de production aux réseaux publics d'électricité et son arrêté d'application du 23 avril 2008 concernant les raccordements en basse ou en moyenne tension.

A cette fin, il devra effectuer une demande de raccordement auprès dudit gestionnaire, qui l'instruira et lui proposera la solution de raccordement la plus avantageuse. Une fois la proposition définitive établie, le cas échéant après plusieurs échanges entre le gestionnaire du réseau et l'exploitant, et



acceptée par l'exploitant, le gestionnaire du réseau établira une convention de raccordement qui fixera le délai et le coût du raccordement de l'installation au réseau à la charge de l'exploitant.

La convention de raccordement sera accompagnée d'une convention d'exploitation décrivant les modalités d'exploitation de ces ouvrages et d'un contrat d'accès comportant des dispositions en matière de comptage, de qualité, de responsabilité et précisant les modalités d'application du tarif d'utilisation des réseaux publics.

L'accès au réseau public de distribution est un droit qui ne pourrait être refusé par ENEDIS que dans les cas limitativement énumérés par la Loi du 10 février 2000, à savoir : les impératifs liés au bon accomplissement des missions de service public, des motifs techniques liés à la sécurité et à la sûreté des réseaux et à la qualité de leur fonctionnement, sous le contrôle de la Commission de Régulation de l'Energie. En pratique donc, les refus de raccordement au réseau restent exceptionnels mais les coûts de raccordement peuvent être élevés en fonction des contraintes techniques auxquelles devrait faire face le gestionnaire du réseau.

5.2.5. Obtention d'un contrat d'achat

Le régime de l'obligation d'achat est un régime de soutien au développement des énergies renouvelables. Dans ce cadre, les tarifs d'achat de l'électricité produite par les installations en cause sont supérieurs au prix de marché et les surcoûts qui en résultent sont supportés in fine par les consommateurs d'électricité qui acquittent la contribution aux charges de service public. Ce dispositif permet au producteur d'électricité utilisant des sources d'énergie renouvelable de faire acquérir l'électricité qu'il produit par EDF OA à des conditions tarifaires fixées par arrêté ministériel lui garantissant une rémunération satisfaisante des capitaux immobilisés.

5.3. COMPATIBILITE DES PROJETS AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN HYDROGRAPHIQUE

5.3.1. SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

Le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 **est entré en vigueur le 18 novembre 2015.**

Les grands enjeux du bassin Loire-Bretagne sont les suivants :

- Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau ;
- assurer la continuité longitudinale des cours d'eau ;
- restaurer le fonctionnement des circuits de migration ;
- restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques ;
- préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités ;
- compenser la destruction des zones humides à hauteur de 200% de la surface détruite ;
- assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage.

Le projet d'équipement hydroélectrique du barrage de l'Île Brulée sur l'Yonne permet une production d'énergie propre et renouvelable sans entrer en contradiction avec les objectifs de préservation de la quantité et de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques décrits dans le SDAGE.

5.3.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le site du projet est inclus dans le périmètre du Contrat global « Cure-Yonne »

Le projet d'équipement hydroélectrique du barrage de l'Île Brulée n'entre pas en contradiction avec les objectifs et les mesures du Contrat global « Cure-Yonne ».



6. CONCLUSION

Situé au nord d'Auxerre, le barrage de l'Île Brulée ne possède aucune installation hydroélectrique et aucun dispositif de franchissabilité piscicole.

Cette étude de faisabilité a permis de montrer que le potentiel hydroélectrique généré par la chute créée par le barrage et le débit de l'Yonne au droit de la prise d'eau est intéressant.

Deux scénarios ont été envisagés pour la réhabilitation du barrage de l'Île Brulée :

- Implantation de trois turbines Kaplan simple réglage en rive droite de l'Yonne ;
- Implantation de trois vis hydrodynamiques en rive droite de l'Yonne.

Pour ces deux scénarios d'implantation il est nécessaire de respecter les critères suivants :

- Ichtyocompatibilité des installations (mise en place d'une grille fine pour le scénario 1) ;
- Respect d'un débit réservé égal à 10 % du module de l'Yonne ;

Les résultats de l'analyse des deux scénarios envisagés, installation de turbines Kaplan simple réglage et installation de vis hydrodynamiques, sont résumés dans le tableau suivant :

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 Vis Hydrodynamiques
Débit d'équipement	24.0 m3/s	24.0 m3/s
Débit réservé	3.8 m3/s	3.8 m3/s
Chute brute maximum	1.87 m	1.87 m
Puissance maximum brute (PMB)	440 kW	440 kW
Puissance électrique maximum	310 kW	263 kW
Productible moyen	1 885 MWh/an	1 594 MWh/an
Année sèche (sur les 64 dernières années)	692 MWh/an	692 MWh/an
Charge	6 086 h/an	6 066 h/an
Répartition de la production été-hiver	53%-47%	53%-47%
Productible moyen en été	999 MWh/an	846 MWh/an
Productible moyen en hiver	885 MWh/an	748 MWh/an
Rendement moyen de l'aménagement	76%	66%
Travaux de génie civil	1 530 000 €	1 530 000 €
Hydromécanique	1 020 000 €	730 000 €
Electricité	200 000 €	200 000 €
Etudes, montage et mise en service	340 000 €	300 000 €
Coût total	3 090 000 €	2 760 000 €
Tarif moyen avec 2 composantes	14.5 c€/kWh	14.5 c€/kWh
Recette brute	273 100 €/an	230 800 €/an
Recette nette	204 800 €/an	173 100 €/an
Temps de retour brut	11.3 ans	12.0 ans

Cette analyse montre que le potentiel hydroélectrique du barrage de l'Île Brulée est bon avec des temps de retour brut sur investissement relativement normaux.

Afin d'améliorer la précision de ces résultats il est nécessaire de réaliser des études complémentaires :

- Réalisation de mesures de débits sur l'Yonne sur une année minimum ;
- Réalisation de relevés topographiques et bathymétriques de l'ensemble du site ;
- Etablissement d'une courbe d'effacement de la chute au droit du barrage de l'Île Brulée.



ANNEXE A. STATION HYDROMETRIQUE DE L'YONNE A GURGY



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE



L'Yonne à Gurgy

SYNTHESE : données hydrologiques de synthèse (1954 - 2019)

Calculées le 09/10/2019 - Intervalle de confiance : 95 %

Code Station : H2221010

Producteur : DREAL Bourgogne

Bassin versant : 3807 km²

E-mail : Marc.Phillippe@developpement-durable.gouv.fr

Écoulements mensuels (naturels) - données calculées sur 66 ans

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Débits (m ³ /s)	68.40 #	72.10 #	56.90 #	47.90 #	40.60 #	27.80 #	22.40 #	21.10 #	22.30 #	28.00 #	34.70 #	53.20 #	41.10
Qsp (l/s/km ²)	18.0 #	18.9 #	14.9 #	12.6 #	10.7 #	7.3 #	5.9 #	5.5 #	5.9 #	7.4 #	9.1 #	14.0 #	10.8
Lame d'eau (mm)	48 #	47 #	40 #	32 #	28 #	18 #	15 #	14 #	15 #	19 #	23 #	37 #	342

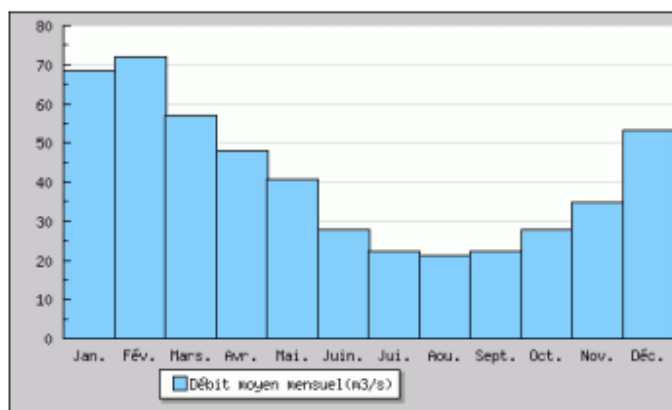
Qsp : débits spécifiques

Codes de validité d'une année-station :

- . + : au moins une valeur d'une station antérieure à été utilisée
- . P : le code de validité de l'année-station est provisoire
- . # : le code de validité de l'année-station est validé douteux
- . ? : le code de validité de l'année-station est invalidé
- . (espace) : le code de validité de l'année-station est validé bon

Codes de validité d'une donnée, d'un calcul:

- . ! : valeur reconstituée par le gestionnaire et jugée bonne
- . # : valeur 'estimée' (mesurée ou reconstituée) que le gestionnaire juge incertaine
- . E : la valeur retenue est une valeur estimée (à partir du rapport QIX/QJ)
- . L : une estimation a eu lieu (à cause d'une lacune dans la période étudiée) mais une valeur mesurée s'est révélée supérieure à l'estimation: la valeur mesurée a été retenue.
- . > : valeur inconnue forte
- . < : valeur inconnue faible
- . (espace) : valeur bonne



Modules interannuels (naturels) - données calculées sur 66 ans

Module (moyenne)	Fréquence	Quinquennale sèche	Médiane	Quinquennale humide
41.10 [38.60;43.60]	Débits (m ³ /s)	31.00 [28.00;34.00]	41.00 [37.00;47.00]	51.00 [49.00;54.00]

Les valeurs entre crochets représentent les bornes de l'intervalle de confiance dans lequel la valeur exacte du paramètre estimé a 95% de chance de se trouver.





MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE



L'Yonne à Gurgy

Basses eaux (loi de Galton - janvier à décembre) - données calculées sur 66 ans

Fréquence	VCN3 (m3/s)	VCN10 (m3/s)	QMNA (m3/s)
Biennale	10.00 [9.500;11.00]	11.00 [11.00;12.00]	15.00 [14.00;16.00]
Quinquennale sèche	7.600 [7.000;8.300]	8.500 [7.800;9.200]	11.00 [10.00;12.00]
Moyenne	10.800	12.000	15.900
Ecart Type	3.640	4.030	5.390

Crues (loi de Gumbel - septembre à août) - données calculées sur 64 ans

Fréquence	QJ (m3/s)	QIX (m3/s)
Xo	172.000	183.000
Gradex	68.900	71.000
Biennale	200.0 [180.0;210.0]	210.0 [200.0;220.0]
Quinquennale	270.0 [260.0;300.0]	290.0 [270.0;320.0]
Décennale	330.0 [300.0;360.0]	340.0 [320.0;380.0]
Vicennale	390.0 [350.0;420.0]	390.0 [360.0;440.0]
Cinquantennale	440.0 [400.0;500.0]	460.0 [420.0;520.0]
Centennale	Non calculée	Non calculée

Maximums connus (par la banque HYDRO)

Débit instantané maximal (m3/s)	401.0	15/03/2001 17:51
Hauteur maximale instantanée (cm) *	409	15/03/2001 17:51
Débit journalier maximal (m3/s)	386.0	15/03/2001

* la synthèse étant effectuée sur la chronique complète de données (station ET stations antérieures comprises s'il en existe), la hauteur maximale connue affichée peut provenir d'une station antérieure

Débits classés données calculées sur 23873 jours

Fréquences	0.99	0.98	0.95	0.90	0.80	0.70	0.60	0.50	0.40	0.30	0.20	0.10	0.05	0.02	0.01
Débit (m3/s)	188.0	157.0	115.0	87.00	58.00	43.00	34.00	27.60	23.30	19.90	16.80	13.40	11.10	8.930	7.610

Stations antérieures utilisées

Pas de station antérieure





Revisions:		No :	Date :	Fait par :

Notes :

Installation de 3 vls hydrodynamiques dans un canal de dérivation :

- Hauteur de chute : 1.87 m
- Débit d'équipement : 3 x 8 m³/s

Ataire : 18256 Client : Auxerre

Titre : 18256 - Barrage de Vaux - Plan de faisabilité

Fichier : 18256_D_lev01 - Auxerre - Plan de faisabilité

Date : 21-07-2020 Echelle :

HYDREOLE
Bureau d'études en
Énergies Renouvelables
74000 MONTMORILLON
FRANCE
Mail : info@hydreole.com
Tel : +33(0)70 79 82

HYDREOLE
engineering energies

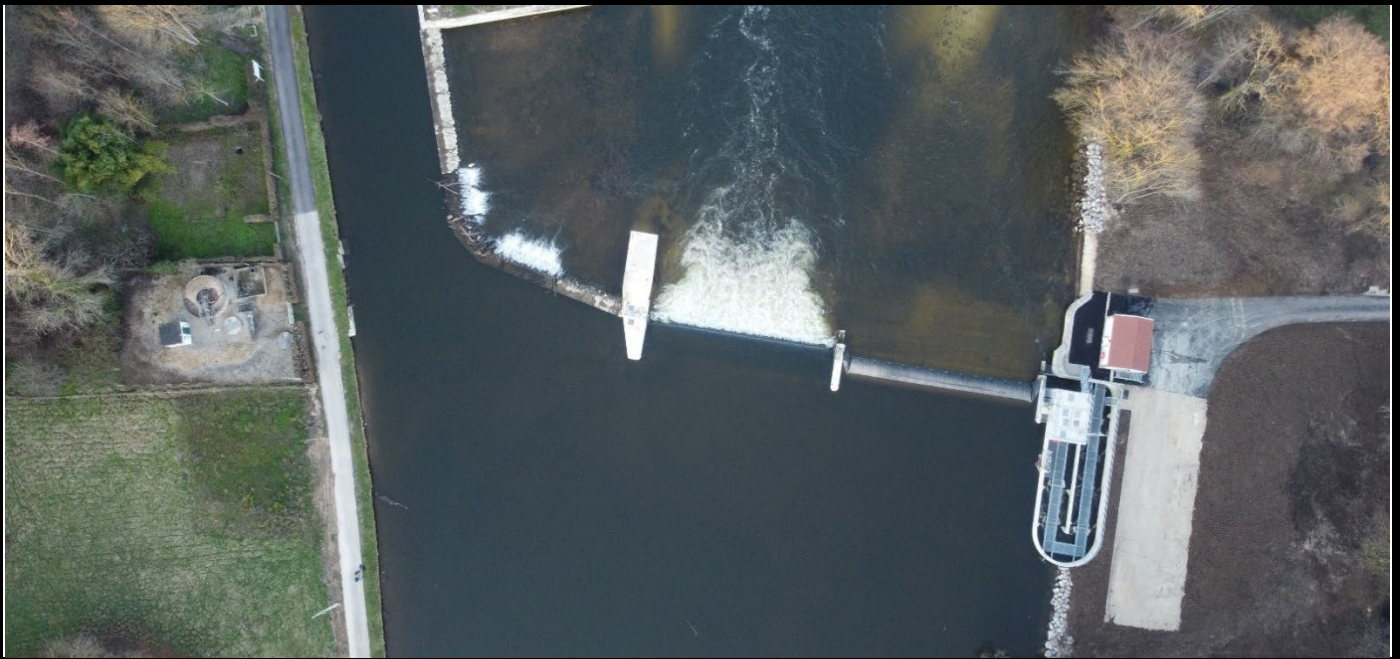


Ville d'Auxerre
14 Place de l'Hôtel de ville
89012 AUXERRE

AUXERRE

BARRAGE DE VAUX SUR L'YONNE A VAUX (89)

ETUDE DE FAISABILITE



HYDREOLE
engineering energies

24, bd Carnot F-74200 Thonon-les-Bains
+33 450 70 79 83 / info@hydreole.com
www.hydreole.com

Client **Mairie d'Auxerre**

Affaire **Etude territoriale Auxerre**

No. d'affaire **18256**

Date d'émission du rapport **04/08/2020**

Nom du fichier numérique **18256_05_rev1 - Etude de faisabilité - Vaux**

Révision **0**

Nombre de pages, incl. annexes **31**



SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	4
1.1. CONTEXTE	4
1.2. DONNEES DISPONIBLES.....	4
2. ASPECTS TECHNIQUES	5
2.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU SITE	5
2.2. CONFIGURATION DU SITE ET OUVRAGES EXISTANTS	6
2.3. HYDROLOGIE	7
2.3.1. Données d'entrée.....	7
2.3.2. Débits moyens mensuels, module et courbe des débits classés	8
2.3.3. Variabilité de l'hydraulicité	8
2.4. CHUTE BRUTE EXPLOITABLE	9
2.6. TYPES DE TURBINES ENVISAGEABLES.....	9
2.7. SELECTION DU DEBIT D'EQUIPEMENT.....	10
2.8. DESCRIPTION DES PROJETS.....	11
2.8.1. Scénario 1 : Implantation de 3 turbines Kaplan simple réglage	11
2.8.2. Scénario 2 : Implantation de 3 vis hydrodynamiques	12
2.9. ESTIMATION DE LA PRODUCTION	13
2.9.1. Définition des notions de « puissance » et « productible »	13
2.9.2. Hypothèses générales pour l'estimation du productible	13
2.9.3. Tableaux comparatifs des projets	14
3. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX	16
3.1. MILIEU PHYSIQUE.....	16
3.1.1. Impacts du projet sur l'hydrologie, les eaux souterraines et la morphologie de l'Yonne	16
3.1.2. Impact du projet sur l'écoulement des crues	16
3.1.3. Physicochimie et hydrobiologie.....	16
3.2. MILIEU BIOLOGIQUE.....	17
3.2.1. Classement du cours d'eau – Continuité écologique.....	17
3.2.2. Faune piscicole	17
3.2.3. Circulation piscicole et ichtyophilie des installations.....	17
3.2.4. Débit réservé	17
3.2.5. Végétation et faune riveraine	18
3.2.6. Impact atmosphérique	20
3.3. MILIEU HUMAIN	21
3.3.1. Usages de l'eau et impacts des projets sur ces usages.....	21
3.3.2. Paysage	21
3.3.3. Bruit et vibrations	21
3.3.4. Socio-économie	21
3.3.5. Sécurité	21
4. ASPECTS FINANCIERS.....	22
4.1. RESULTATS FINANCIERS.....	22
4.2. AIDES MOBILISABLES.....	22
4.3. RECETTES BRUTE ET NETTE D'EXPLOITATION.....	22
4.4. RENTABILITE DES PROJETS.....	23
5. ASPECTS ADMINISTRATIFS	24
5.1. SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE	24
5.1.1. Propriétaire actuel du site	24
5.1.2. Service instructeur	24
5.1.3. Classement cours d'eau	24
5.1.4. Droits d'eau	25
5.2. DEMARCHES ADMINISTRATIVES.....	25
5.2.1. Dispositions principales	25
5.2.2. Obtention de la maîtrise foncière	25



5.2.3. Obtention d'une autorisation de producteur.....	25
5.2.4. Obtention du raccordement au réseau public d'électricité.....	25
5.2.5. Obtention d'un contrat d'achat.....	26
5.3. COMPATIBILITE DES PROJETS AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN HYDROGRAPHIQUE	26
5.3.1. SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021	26
5.3.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	26
6. CONCLUSION	27
ANNEXE A. STATION HYDROMETRIQUE DE L'YONNE A GURGY	28
ANNEXE B. PLANS DE FAISABILITE	30



1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE

Ce rapport résume l'étude de faisabilité de la création d'une centrale hydroélectrique sur le barrage de Vaux.

Le contenu de ce rapport respecte le cahier des charges de l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté (voir le document « Etude de faisabilité d'une centrale hydroélectrique en Bourgogne Franche-Comté-Exemple-type de contenu d'étude administrative, technique, environnementale et financière/économique », octobre 2017)

1.2. DONNEES DISPONIBLES

Les informations recueillies ou mises à disposition sont les suivantes :

réf. [1] : Débits moyens journalier de l'Yonne à Gurgy (station H2221010), 1990 - 2019

réf. [2] : Contrat Global « Cure-Yonne », Agence de l'eau Seine-Normandie et de ses partenaires, 1^{er} juillet 2015



2. ASPECTS TECHNIQUES

2.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE DU SITE

Le barrage de Vaux se situe sur la commune d'Auxerre dans le département de l'Yonne (89) en Bourgogne-Franche-Comté.

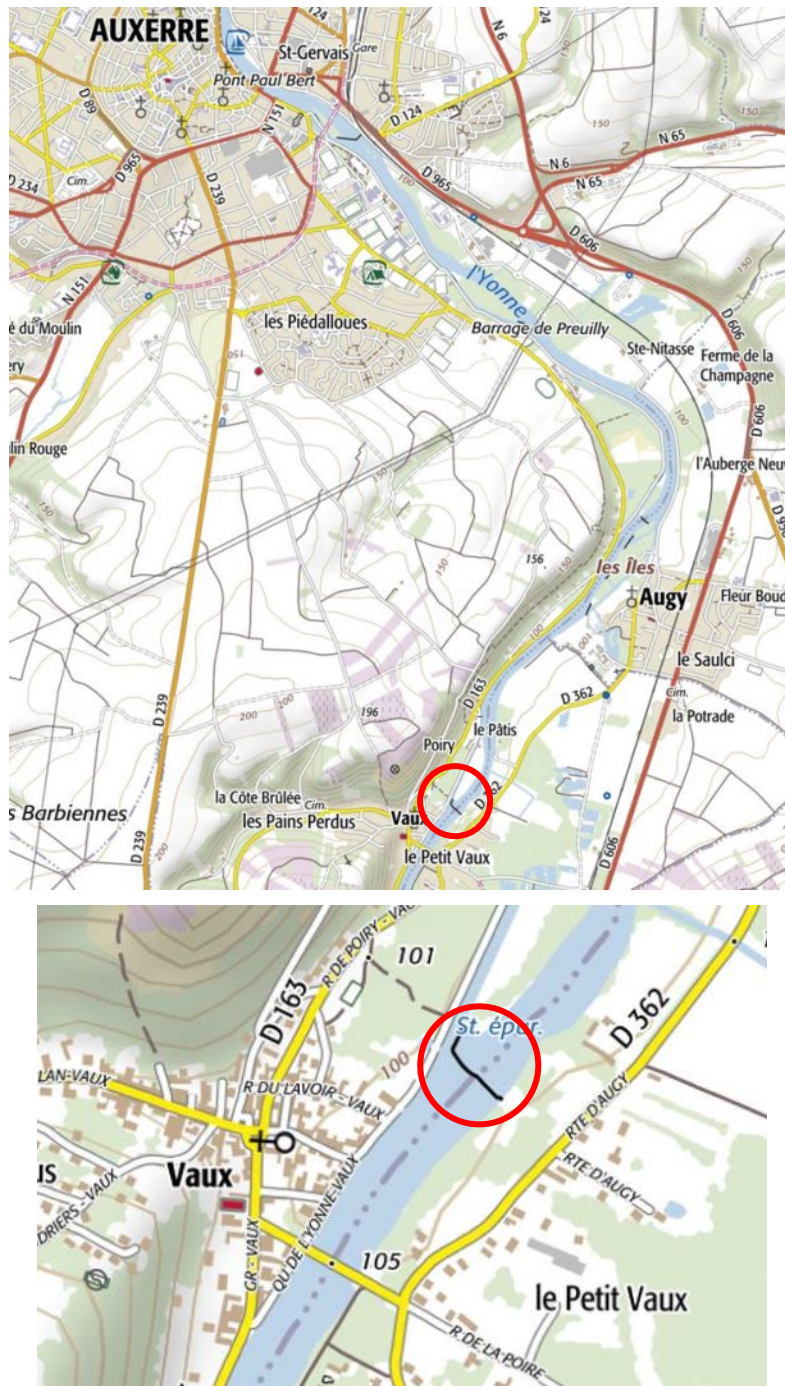


Figure 1 : Localisation du barrage de Vaux (Source: Géoportail)



2.2. CONFIGURATION DU SITE ET OUVRAGES EXISTANTS

Tel qu'il apparaît aujourd'hui le site est constitué, de l'amont vers l'aval, des infrastructures suivantes :

	<p>Un seuil de 120 m de long, rénové en 2019 équipé d'un barrage gonflable à l'eau. La chute au droit du seuil a été mesurée à 1.3m</p>
	<p>Une passe à poisson à bassins successifs réalisée en 2019 situé en rive droite de l'Yonne</p>

La vue aérienne ci-dessous reprend les principaux aménagements du barrage de Vaux :

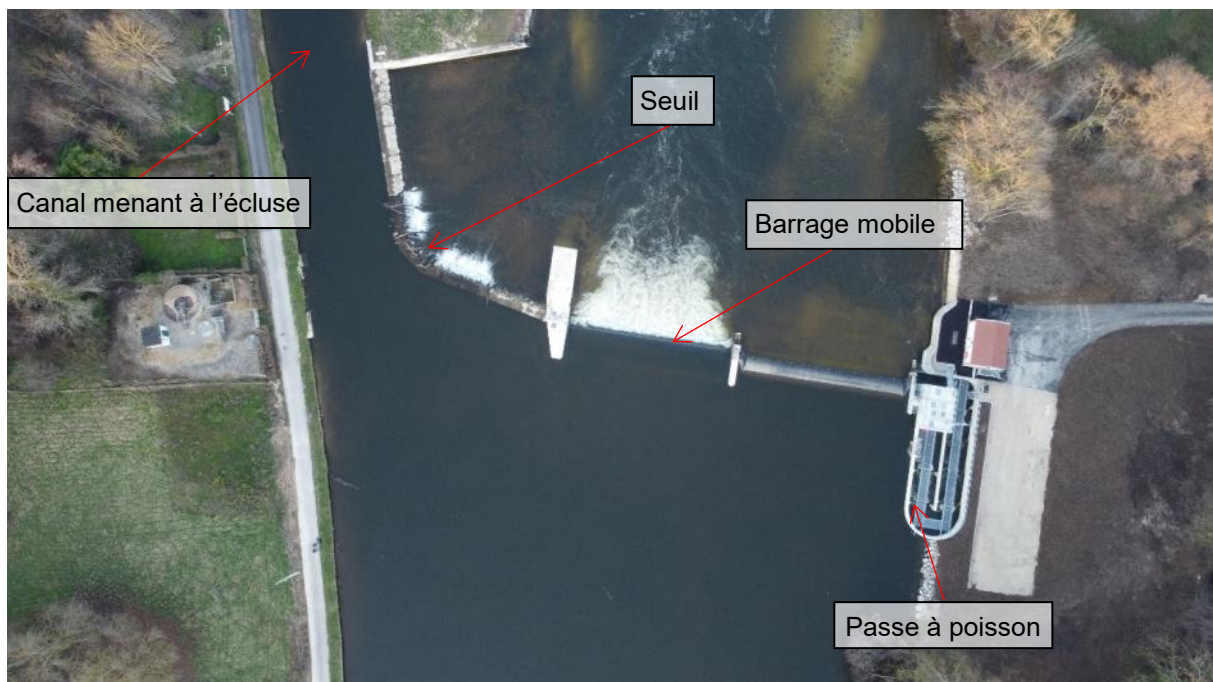


Figure 2 : Vue aérienne du barrage de Vaux



2.3. HYDROLOGIE

2.3.1. Données d'entrée

L'Yonne est équipée de plusieurs stations hydrométriques, qui se situent soit à l'amont soit à l'aval du site de Vaux.

- Station H2081020 nommée « L'Yonne à Prégilbert » située à 17 km en amont du site, enregistrant les hauteurs d'eau et les débits depuis 2000 et dont le bassin versant est de 1 956 km²,
- Station H221010 nommée « L'Yonne à Gurgy » située à 7 km en aval du site, enregistrant les hauteurs d'eau depuis 1967 et les débits depuis 1954 et dont le bassin versant est de 3 807 km²,

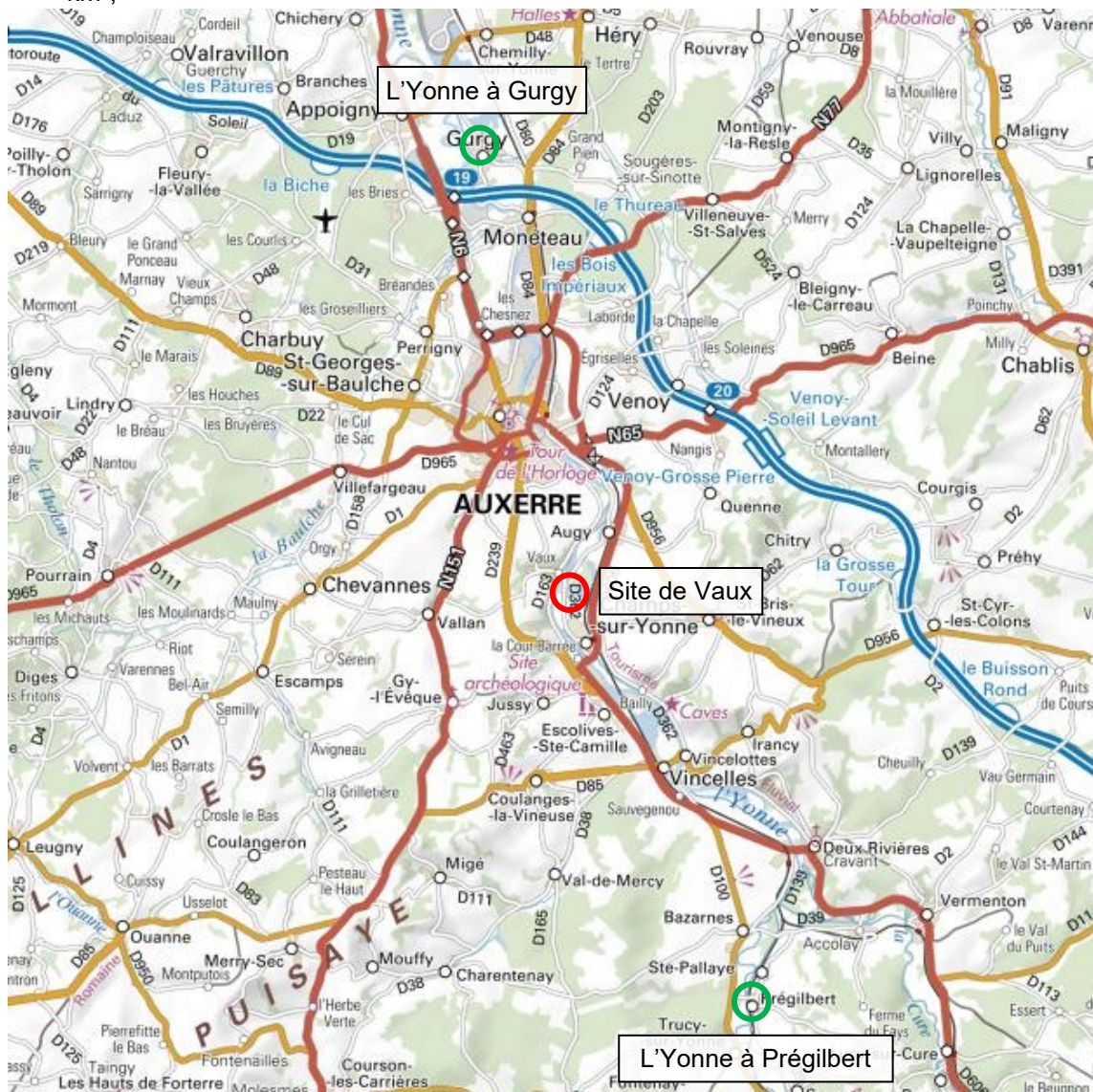


Figure 3: Localisation des stations hydrométriques

Le bassin versant de l'Yonne au droit de la prise d'eau du site de Vaux est de 3 454 km². La station de référence choisie pour l'estimation des débits est la station H221010 située à Gurgy.

Il est à noter qu'une station de mesure est également installée à Auxerre au pont Paul Bert mais les données enregistrées par cette dernière sont indisponibles. Cette station, bien que plus proche du barrage de Vaux, n'a donc pas pu être prise en compte.



2.3.2. Débits moyens mensuels, module et courbe des débits classés

Le module de l'Yonne à Vaux est déduit des données de la station hydrométrique de référence de Gurgy par homothétie de bassin versant.

Les graphiques ci-dessous représentent les débits mensuels moyens et la courbe des débits classés de l'Yonne au droit de la prise d'eau du projet, calculés sur la base des enregistrements réalisés à Gurgy depuis 1954. Les débits les plus forts sont rencontrés de décembre à mars (débit moyen de 56.92 m³/s environ) et les débits les plus faibles le sont de juillet à septembre (débit moyen de 19.93 m³/s environ). Le module interannuel calculé est de **37.5 m³/s**.

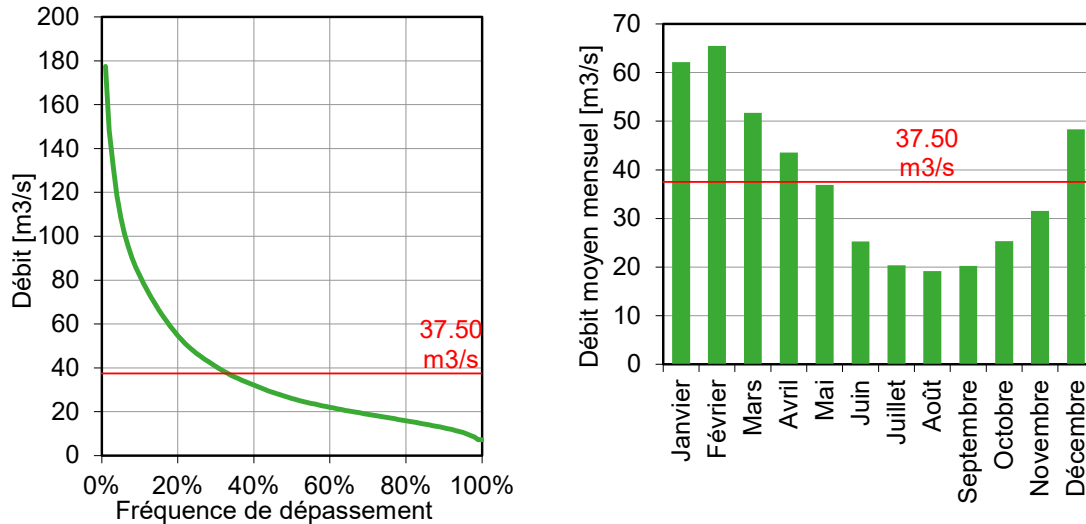


Figure 4 : Débits moyens mensuels et courbe des débits classés de l'Yonne au droit de la prise d'eau du site de Vaux

2.3.3. Variabilité de l'hydraulicité

La Figure 5 illustre la variabilité de l'hydraulicité de l'Yonne à Gurgy d'une année à l'autre de 1954 à 2018.

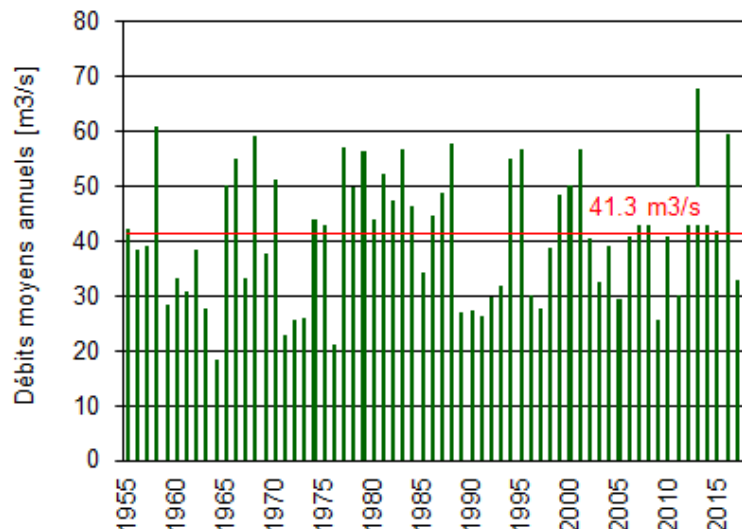


Figure 5 : Débits moyens annuels de l'Yonne à Gurgy de 1954 à 2018

Sur les 64 dernières années, 1964 a été la plus sèche avec un débit moyen annuel de 18.3 m³/s, tandis que l'année 2013 a été la plus humide avec un débit moyen annuel de 67.82 m³/s : le débit moyen annuel de l'Yonne peut ainsi varier de 44% à 164% du module interannuel.



2.4. CHUTE BRUTE EXPLOITABLE

La chute brute est définie comme la différence d'altitude entre le plan d'eau normal dans la retenue, à l'amont immédiat de la prise d'eau, et le plan d'eau normal au droit de la restitution au cours d'eau. La chute brute est la valeur généralement indiquée dans le droit d'eau, elle ne tient pas compte des pertes de charge dans le chemin d'eau (canal, conduite forcée, etc.)

Lors de la visite du site la chute brute a été mesurée égale à **1.33 m**.

D'autre part il est nécessaire, pour améliorer les résultats de l'étude, de procéder à plusieurs mesures de chute à différentes valeurs de débits pour obtenir une courbe précise d'effacement de la chute en cas de crue. En effet lors de l'augmentation du débit on observe une augmentation plus lente du niveau amont que du niveau aval d'une chute, ce qui entraîne une diminution de la hauteur de chute lors de l'augmentation des débits. Cette diminution peut aller jusqu'à l'effacement total de la chute en cas de crue. Dans le cadre de la présente étude une courbe d'effacement de la chute a été calculée en fonction des caractéristiques du site mais elle devra être affinée pour les prochaines étapes du projet et prise en compte pour un calcul plus précis du productible.

2.5. CONCEPT D'EQUIPEMENT

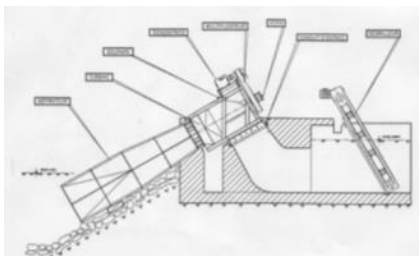
Au vu de la configuration du site, plusieurs scénarios d'équipement sont envisageables. Ils sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	Description du scénario	Hb	Avantages	Inconvénients
1	Installation de 3 turbines Kaplan simple réglage	1.33 m	<ul style="list-style-type: none"> Facilité de mise en œuvre et d'exploitation (pas de régulation) ; Coûts compétitifs ; 	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité de créer une prise d'eau ichtyocompatible.
2	Installation de 3 vis hydrodynamiques	1.33 m	<ul style="list-style-type: none"> Machine ichtyophile ; Facilité d'entretien. 	<ul style="list-style-type: none"> Encombrement des machines ; Intégration paysagère ; Nuisance sonore pour les promeneurs ou les pêcheurs.

Tableau 1: Comparaison des scénarios envisageables

2.6. TYPES DE TURBINES ENVISAGEABLES

La chute exploitable dans les différents scénarios permet d'envisager plusieurs types de turbines disponibles sur le marché :

	Avantages	Inconvénients
Turbine Kaplan simple réglage 	<ul style="list-style-type: none"> Technologie bien maîtrisée Réduction des excavations avec une implantation en siphon Adaptation aux variations de chute et de débit 	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité de réaliser une prise d'eau ichtyocompatible pour limiter l'entrée de poissons vers la turbine Infrastructures hydrauliques plus importantes



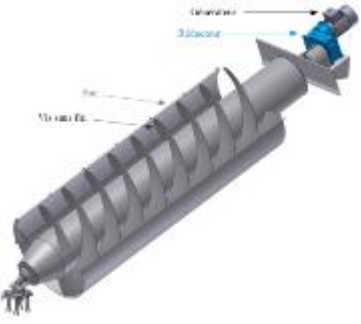
	Avantages	Inconvénients
<ul style="list-style-type: none"> • Vis d'Archimède 	<ul style="list-style-type: none"> • Conception simple • Turbine ichtyocompatible 	<ul style="list-style-type: none"> • Encombrement • Insertion dans le paysage difficile • Nuisances sonores plus importantes qu'une turbine fermée

Tableau 2: Principaux types de turbines envisageables

2.7. SELECTION DU DEBIT D'EQUIPEMENT

Le débit d'équipement est le débit maximal que la ou les turbine(s) peuvent exploiter. Le débit d'équipement optimal correspond donc à la capacité de la ou des turbine(s) permettant d'obtenir un temps de retour sur investissement le plus court.

Afin de déterminer cette valeur dans les différents cas étudiés, une étude de sensibilité a été menée afin d'identifier la plage de débit d'équipement permettant de minimiser le temps de retour sur investissement, sachant que les infrastructures existantes sont largement dimensionnées pour la gamme de débit étudiée. La figure ci-dessous indique les temps de retour brut de l'aménagement du barrage de Vaux pour plusieurs valeurs de débits d'équipement :

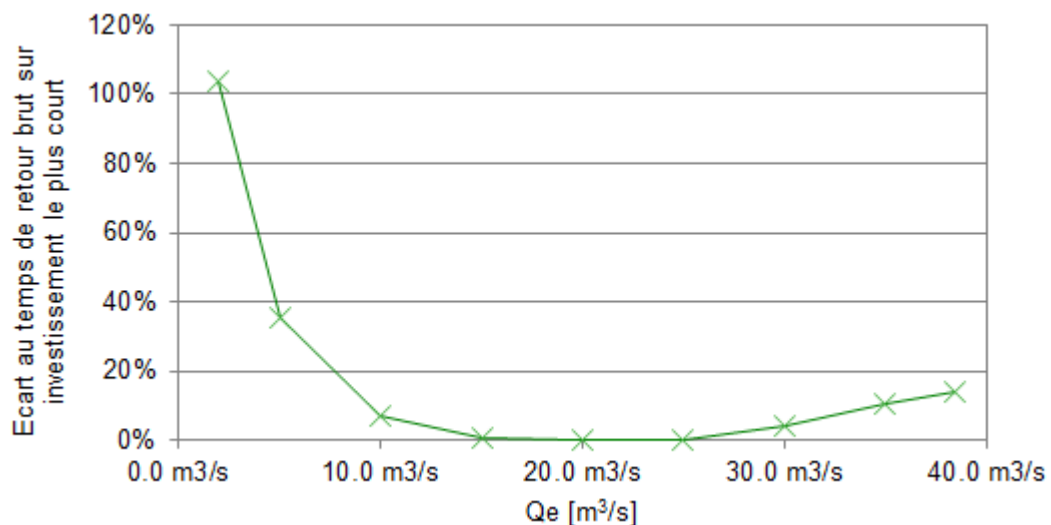


Figure 6 : Recherche du débit d'équipement optimal

Cette étude succincte a permis de déterminer que le débit d'équipement optimal correspond à 58% du module interannuel de l'Yonne, soit **24 m³/s**. Cette valeur de débit d'équipement sera donc utilisée dans la suite de la présente étude.



2.8. DESCRIPTION DES PROJETS

2.8.1. Scénario 1 : Implantation de 3 turbines Kaplan simple réglage

Implantation du projet

La configuration générale de ce scénario est présentée sur la figure ci-dessous :

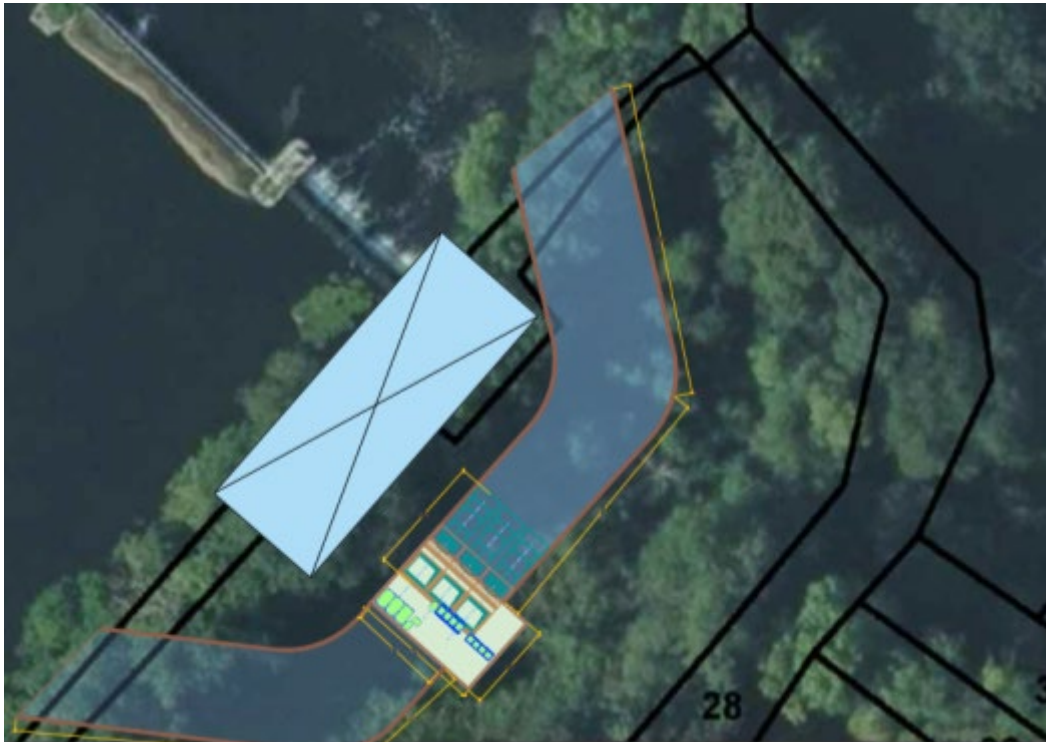


Figure 7 : Vue en plan du scénario 1

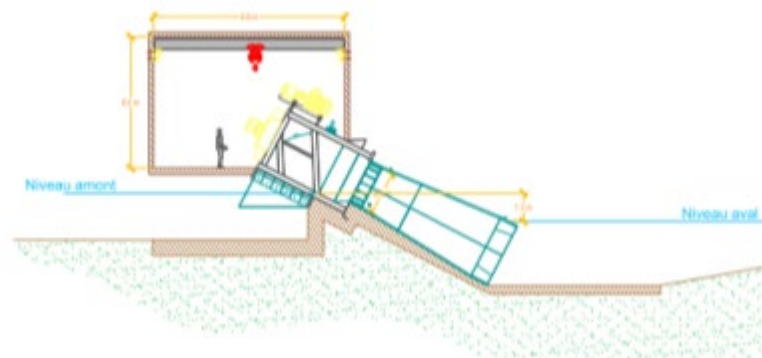


Figure 8 : Vue en coupe du scénario 1

Travaux préparatoires

- Batardeage et pompage de la zone de la prise d'eau et de la restitution ;
- Création du canal d'amenée de 50 m de long environ, 10 m de large et de 3 m de profondeur ;
- Mise en place d'une grille fine à l'amont des turbines pour éviter le passage de poissons dans la turbine ;
- Mise en place d'une vanne batardeau dans le canal d'amenée ;
- Réalisation des excavations et fondations pour implantation des turbines ;



- Mise en place des trois turbines Kaplan simple réglage installées en siphon, de débit d'équipement unitaire égal à $8 \text{ m}^3/\text{s}$ et dont le diamètre de roue est d'environ $2\,000 \text{ mm}$;
- Création d'un canal de fuite de 60 m de long environ, 10 m de large et de 2 m de profondeur ;
- Création du bâtiment de la centrale (125 m^2 environ), équipé d'un pont roulant et abritant l'ensemble des installations hydromécaniques et électriques. Les armoires électriques et de contrôles devront être installées au-dessus de la cote des plus hautes eaux ;
- Raccordement de l'installation au réseau HTA situé à proximité du site (environ 150 m en rive droite de l'Yonne) ;
- Rétablissement des accès à la centrale et à la passe à poissons (passerelle).

2.8.2. Scénario 2 : Implantation de 3 vis hydrodynamiques

Implantation du projet

La configuration générale de ce scénario est présentée sur la figure ci-dessous :



Figure 9 : Vue en plan du scénario 2

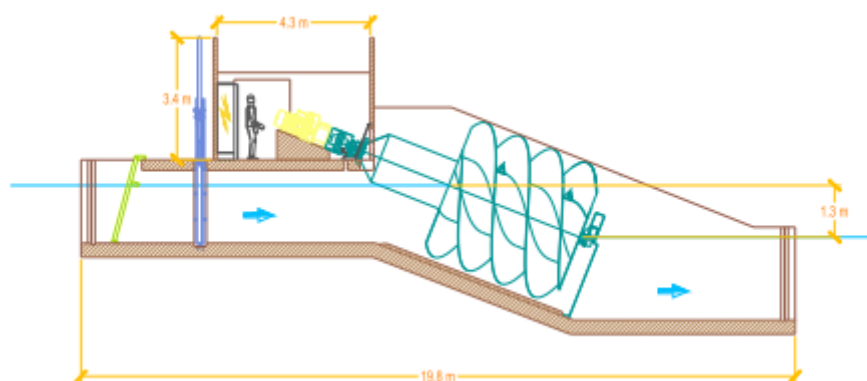


Figure 10 : Vue en coupe du scénario 2



Travaux préparatoires

- Batardage et pompage de la zone de la prise d'eau et de la restitution ;
- Création du canal d'amenée de 50 m de long environ, 10 m de large et de 3 m de profondeur ;
- Mise en place d'une grille grossière à l'amont des vis pour stopper les gros embâcles ;
- Mise en place d'une vanne batardeau dans le canal d'amenée ;
- Réalisation des excavations et fondations pour implantation des turbines ;
- Mise en place de trois vis hydrodynamiques de débit d'équipement unitaire égal à $8 \text{ m}^3/\text{s}$ et dont le diamètre de vis est d'environ 4 000 mm ;
- Création d'un canal de fuite de 60 m de long environ, 10 m de large et de 2 m de profondeur ;
- Création du bâtiment de la centrale (120 m^2 environ), équipé d'un pont roulant et abritant l'ensemble des installations hydromécaniques et électriques. Les armoires électriques et de contrôles devront être installées au-dessus de la cote des plus hautes eaux ;
- Raccordement de l'installation au réseau HTA situé à proximité du site (environ 150 m en rive droite de l'Yonne) ;
- Rétablissement des accès à la centrale et à la passe à poissons (passerelle).

2.9. ESTIMATION DE LA PRODUCTION

2.9.1. Définition des notions de « puissance » et « productible »

Le potentiel hydroélectrique d'un site peut être exprimé de deux manières :

- en termes de **puissance installée**, puisque celle-ci détermine la capacité instantanée de l'aménagement à délivrer du courant sur le réseau,
- en termes d'**énergie annuellement produite**, qui dépend de la puissance installée, mais également de différents paramètres physiques du site tels que l'hydrologie, les contraintes techniques et réglementaires, etc.

Puissance

La puissance administrative citée dans les droits d'eau est la **Puissance Maximum Brute (PMB)**. Elle dépend uniquement des « données naturelles » du site, à savoir la chute brute exploitable H_b , prise entre l'entrée du canal d'amenée et la sortie du canal de fuite, et le débit total turbinable Q_e , appelé aussi débit d'équipement. Elle ne prend pas en compte les différents phénomènes physiques pouvant engendrer une réduction de la puissance exploitable (limitation de la production pour raison administrative ou environnementale, pertes de charge dans les chemins d'eau, rendement des équipements électromécaniques, etc.). La prise en compte de ces phénomènes permet de déterminer la **puissance installée**.

Productible

Le **productible annuel moyen** est déterminé en tenant compte de l'ensemble des paramètres physiques du site (hydrologie, chute brute exploitable et effacement de la chute), des contraintes environnementales (débit réservé, restriction éventuelle de la production durant certaines périodes de l'année) et des caractéristiques de dimensionnement des structures et des équipements de l'aménagement (pertes de charge, adaptation des machines aux variations de débit et de chute, colline de rendement des turbines, etc.).

2.9.2. Hypothèses générales pour l'estimation du productible

Afin de comparer les différents scénarios d'équipement envisagés, les hypothèses techniques suivantes doivent être prises :

- Régime hydrologique et chute selon §2.3 et §2.4,
- Colline de rendement et capacités d'adaptation aux variations de débit correspondant à des équipements standards sur le marché,



- Indisponibilité des turbines pour maintenance préventive : 5% du temps (le productible affiché tient compte de ce coefficient),
- Effacement de la chute brute estimée de façon préliminaire, à préciser par une campagne de mesure des niveaux amont et aval (voir §2.4).

2.9.3. Tableaux comparatifs des projets

Le tableau ci-dessous reprend les principaux résultats techniques des deux scénarios envisagés :

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 vis hydrodynamiques
Débit d'équipement	24.0 m ³ /s	24.0 m ³ /s
Débit réservé	3.8 m ³ /s	3.8 m ³ /s
Chute brute maximum	1.33 m	1.33 m
Puissance maximum brute (PMB)	313 kW	313 kW
Puissance électrique maximum	220 kW	186 kW
Productible moyen	1 323 MWh/an	1 123 MWh/an
Année sèche (sur les 64 dernières années)	557 MWh/an	557 MWh/an
Charge	6 028 h/an	6 031 h/an
Répartition de la production été-hiver	53%-47%	53%-47%
Productible moyen en été	697 MWh/an	594 MWh/an
Productible moyen en hiver	626 MWh/an	529 MWh/an
Rendement moyen de l'aménagement	76%	66%

Tableau 3 : Tableau comparatif des deux scénarios envisagés

Les figures ci-dessous représentent les courbes de productible de l'aménagement du barrage de Vaux pour les deux scénarios :

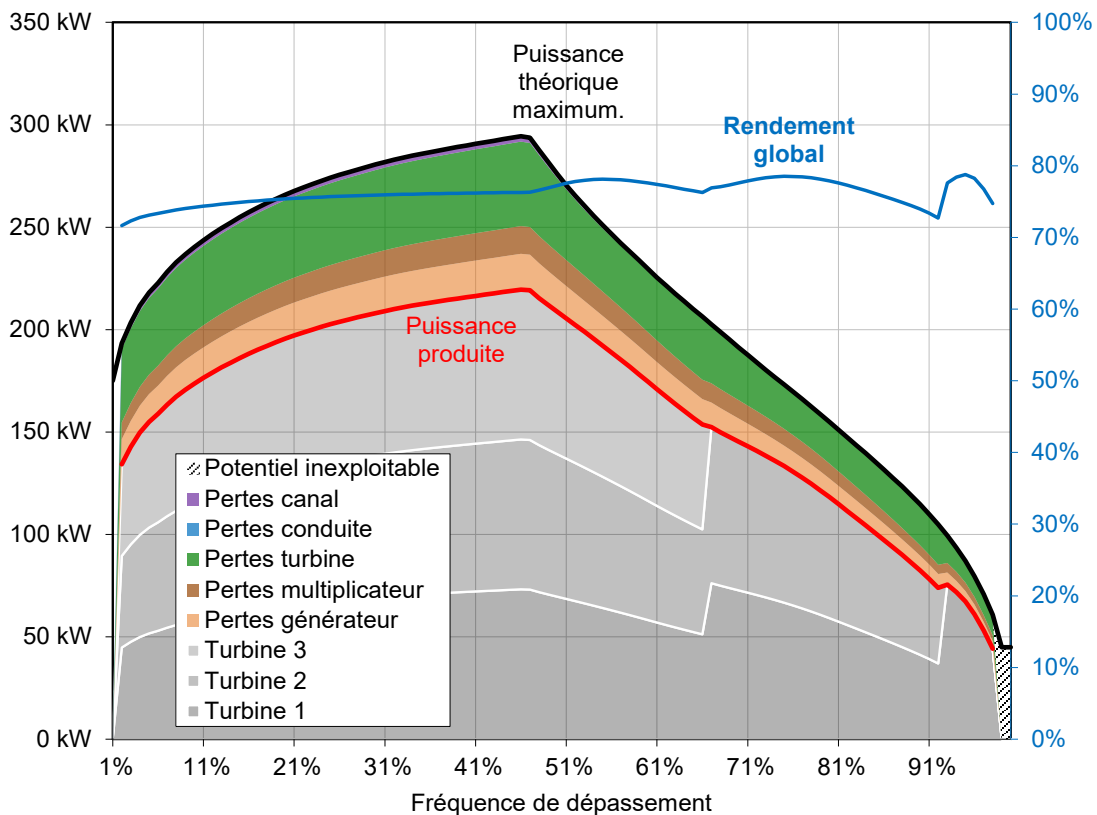


Figure 11 : Courbe de productible du scénario 1



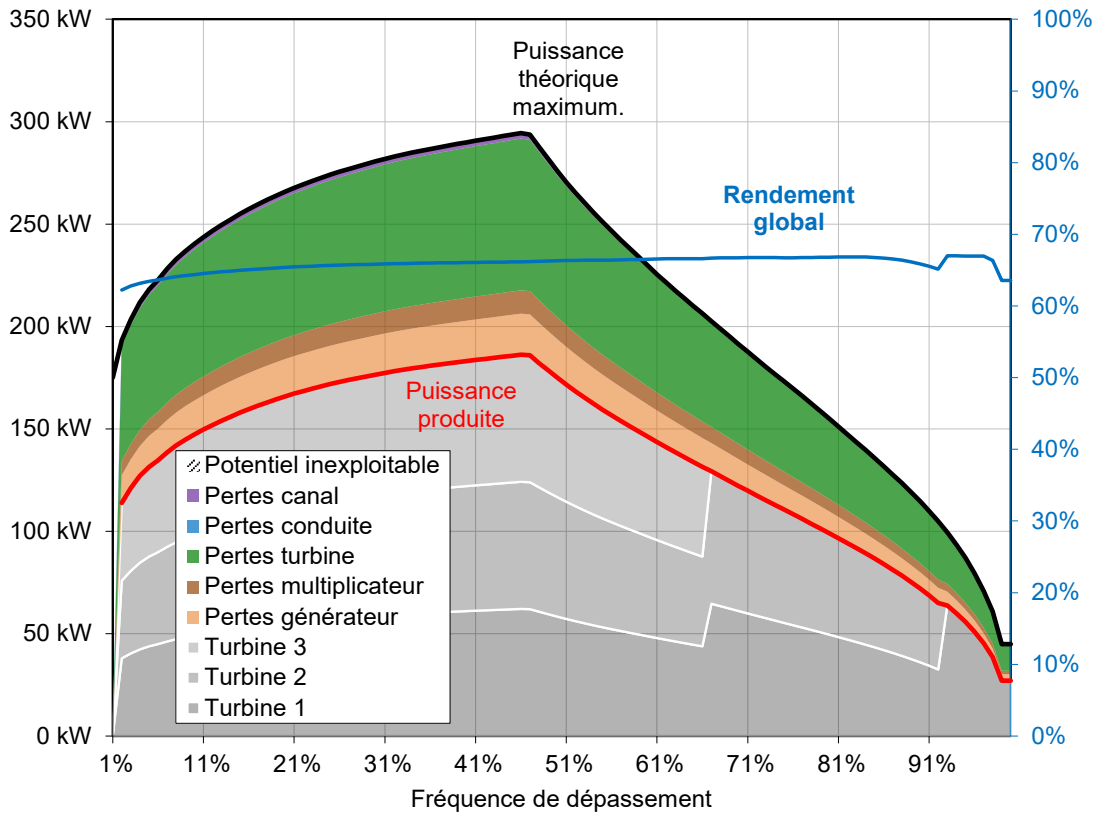


Figure 12 : Courbe de productible du scénario 2



3. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Cette partie s'attache à décrire succinctement l'état initial de l'environnement du projet puis les impacts potentiels de ce dernier sur les milieux physique, biologique et humain. Elle ne constitue pas l'étude d'impact du projet.

3.1. MILIEU PHYSIQUE

3.1.1. Impacts du projet sur l'hydrologie, les eaux souterraines et la morphologie de l'Yonne

L'aménagement projeté est un aménagement au fil de l'eau : il exploite le débit du cours d'eau comme il se présente, dans le respect de ses limites réglementaires et techniques. Il n'impacte pas les niveaux amont et aval du cours d'eau.

Le projet d'aménagement du barrage de Vaux consiste à exploiter une chute créée par un seuil existant et les ouvrages de production se situeront hors de l'Yonne ; il ne génère donc pas de nouvel impact sur les écoulements souterrains et la morphologie du cours d'eau.

3.1.2. Impact du projet sur l'écoulement des crues

Au passage d'une crue, la centrale hydroélectrique s'arrête par manque de chute exploitable.

L'installation ne devrait pas entraîner d'obstacle supplémentaire et la section d'écoulement ne sera pas modifiée.

3.1.3. Physicochimie et hydrobiologie

Qualité physicochimique de l'eau

La station de mesure de la qualité physicochimique de l'Yonne la plus proche du site du projet se situe à Prégilbert à environ 17 km à l'amont du site. On peut considérer cette station comme représentative de l'état de l'Yonne au droit du site de projet. En 2016 l'état écologique et chimique de l'Yonne au droit du projet est bon.

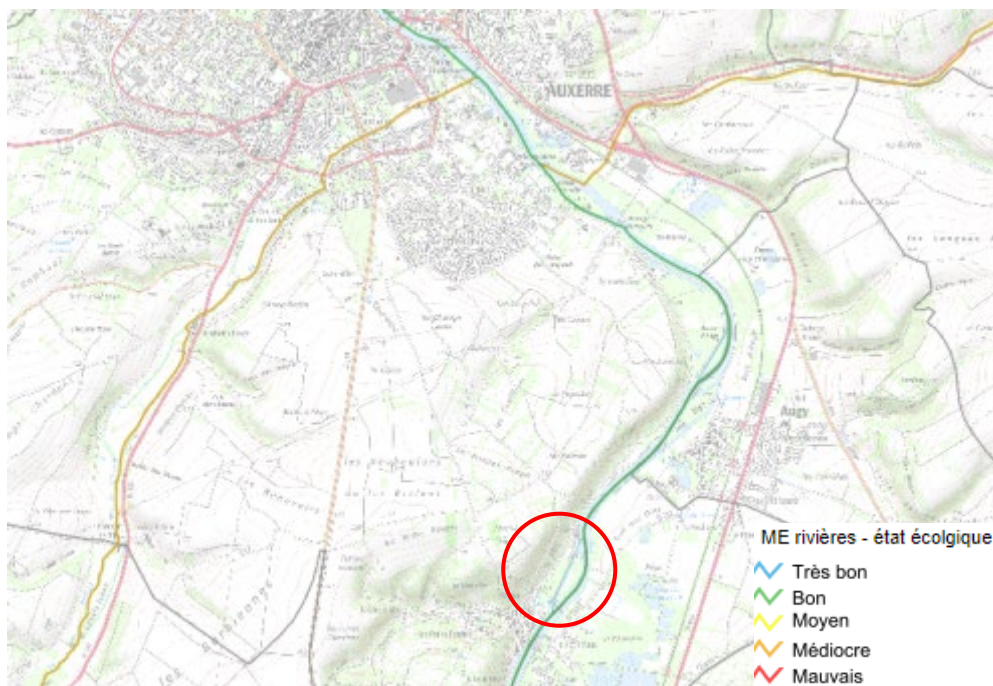


Figure 13 : Etat de l'Yonne au droit du projet



Impact des aménagements sur la qualité de l'eau

L'influence du turbinage sur la qualité de l'eau est pratiquement nulle, notamment en cas d'utilisation d'huiles biodégradables pour la lubrification des paliers et du groupe hydraulique pour la régulation.

3.2. MILIEU BIOLOGIQUE

3.2.1. Classement du cours d'eau – Continuité écologique

D'après l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2013, l'Yonne à Auxerre **est classé en liste 1** au titre de l'article L 214-17 du Code de l'Environnement.

A titre informatif :

- La liste 1 a été établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et des cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins. L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf. article R214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf. article L214-17 du code de l'environnement).
- La liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons). Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant.

3.2.2. Faune piscicole

La Fédération de l'Yonne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique a effectué une étude piscicole et astacicole des ruisseaux et cours d'eau du département dont l'Yonne fait partie. Cette étude a permis de montrer que la faune piscicole de l'Yonne est constituée principalement de brochets, carpes, gardons, sandres, perches, truite arc-en-ciel, silure, anguille et barbeau.

3.2.3. Circulation piscicole et ichtyophilie des installations

Une passe à poisson est déjà présente sur le site, l'ensemble de l'installation sera étudié en collaboration avec les Voies Navigables de France (VNF), gestionnaire de la passe à poissons, afin de ne pas altérer son fonctionnement.

3.2.4. Débit réservé

L'article L.214-18 du code de l'environnement impose à tout ouvrage transversal dans le lit mineur d'un cours d'eau de laisser dans le cours d'eau à l'aval un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces présentes. Ce débit, d'une manière générale, ne doit pas être inférieur au 1/10ème du module. Il ne doit pas être inférieur au 1/20ème du module sur les cours d'eau dont le module est supérieur à 80 m³/s ainsi qu'à l'aval d'ouvrages assurant la production d'électricité aux heures de pointe. Il est communément appelé « débit réservé » ou « débit minimal ». Le débit réservé peut être différent selon les périodes de l'année, on parle alors de « régime réservé ».

Dans la présente étude le débit réservé a été pris comme étant égal au minimum légale, 10 % du module de l'Yonne, soit 3.75 m³/s.



3.2.5. Végétation et faune riveraine

Inventaire des zones protégées à proximité du site du projet

Le projet se situe sur une zone de présomption de prescription archéologique qui englobe toute la ville d'Auxerre et les rives de l'Yonne en amont et en aval de la commune d'Auxerre. Une attention particulière sera mise en place lors de la phase travaux afin de respecter les obligations dues à la présence de cette zone de protection.

Le projet se situe également dans le périmètre des zones protégées suivantes :

- Zone de protection au titre des abords de l'Eglise de Vaux ;
- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 2 n°260030459 : Vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-sur-Yonne à Auxerre.



Figure 14 : Carte de l'emprise des zones protégées à proximité du projet

Descriptif de la ZNIEFF de type 2 : Vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-sur-Yonne à Auxerre¹ :

Le territoire comprend un tronçon de la vallée de l'Yonne qui traverse les plateaux de calcaires d'âge jurassique supérieur de Basse Bourgogne. Le fond de vallée est dominé par des prairies bocagères accompagnées de ripisylves, de peupleraies et de rares parcelles cultivées. Quelques gravières en eau complètent le panel des milieux présents vers l'aval. Sur les versants de la vallée, l'Yonne a entaillé les calcaires et a créé des milieux remarquables (Rochers du Saussois, Bois du Parc, etc.) : coteaux, éboulis, falaises, boisements de pentes, pelouses sèches, fruticées, plantations de pins et carrières de pierre se côtoient.

Ce site est d'intérêt régional pour ses habitats alluviaux (forêts, prairies, plans d'eau et cours d'eau), ses milieux secs (rochers, pelouses, bois de pente) et les espèces de faune et de flore qui en dépendent.

1) Divers habitats ont été répertoriés dans la vallée inondable de l'Yonne, notamment :

- des herbiers aquatiques des cours d'eau, d'intérêt européen,

¹ Source : <https://inpn.mnhn.fr/docs/ZNIEFF/znieffpdf/260030459.pdf>



- des ripisylves d'aulnes et de frênes, d'intérêt européen,
- diverses végétations aquatiques des plans d'eau (mares, gravières), d'intérêt régional à européen
- des végétations amphibies des berges de cours d'eau, d'intérêt régional,
- des ourlets humides à hautes herbes, d'intérêt européen,
- des prairies humides inondables.

Plusieurs espèces déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF y ont été notées avec par exemple :

- le Chabot (*Cottus gobio*), la Loche de rivière (*Cobitis taenia*) et la Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*), trois poissons d'intérêt européen, indicateurs d'une bonne qualité d'eau,
- la Vandoise (*Leuciscus leuciscus*), qui a besoin de fonds riches en graviers pour frayer,
- le Cincle plongeur (*Cinclus cinclus*), oiseau qui se reproduit et se nourrit au niveau des cours d'eau et qui indique leur bonne qualité physique et chimique,
- la Couleuvre vipérine (*Natrix maura*), reptile des cours d'eau, en limite nord de son aire de distribution en Bourgogne,
- le Gomphe semblable (*Gomphus simillimus*), libellule des berges de cours d'eau.

Les mares prairiales et les prairies inondables accueillent diverses espèces déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF avec par exemple le Pélodyte ponctué (*Pelodytes punctatus*), crapaud menacé par la destruction des zones humides en Bourgogne et inscrit sur la liste rouge de la faune menacée de France.

Les gravières de la plaine du Sausse accueillent des espèces végétales déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF comme :

- le Cresson rude (*Sisymbrella aspera*), plante exceptionnelle en Bourgogne,
- le Souchet jaunâtre (*Pycnus flavescens*), plante pionnière des berges exondées, exceptionnelle en Bourgogne et inscrite au livre rouge de la flore menacée de France.

2) Les milieux ouverts sont très diversifiés en raison de la nature des terrains (calcaires durs, marnocalcaires), de l'épaisseur du sol et de leur usage (fauche, pâturage, déprise) avec :

- des végétations des fentes de rochers calcaires, d'intérêt européen,
- des végétations des éboulis calcaires, d'intérêt européen,
- des pelouses pionnières à orpins (*Sedum* sp.) sur rochers calcaires, d'intérêt européen,
- des pelouses semi-arides sur sols calcaires à Brome dressé (*Bromopsis erecta*), d'intérêt européen,
- des prairies de fauche sur sols sains, d'intérêt européen,
- des pelouses arides sur sols calcaires, d'intérêt européen,
- différents types d'ourlets herbacés, d'intérêt régional,
- des fourrés de Genévrier (*Juniperus communis*) sur terrains calcaires, d'intérêt européen,
- des fourrés à Buis (*Buxus sempervirens*) sur terrains calcaires, d'intérêt régional.

Parmi les espèces déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF qui y ont été observées, figurent notamment :

- le Liseron cantabrique (*Convolvulus cantabrica*), plante des pelouses arides, exceptionnelle en Bourgogne et protégée réglementairement,
- le Stipe penné (*Stipa pennata*), plante des milieux arides, exceptionnelle en Bourgogne et protégée réglementairement,
- l'Ibérus intermédiaire (*Iberis intermedia*), plante des éboulis calcaires, rarissime en Bourgogne, inscrite au livre rouge de la flore menacée de France et protégée réglementairement,
- divers reptiles comme la Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*), reptile des milieux chauds, protégé réglementairement.

3) Compte-tenu de l'exposition des parcelles, de la profondeur du sol et du traitement forestier appliqué, les boisements sont assez diversifiés avec entre autres les habitats suivants :

- tiliaie-ébrale sur éboulis calcaires, d'intérêt européen,
- hêtraie-chênaie fraîche sur calcaire, d'intérêt européen,



- chênaie pubescente sèche sur adrets calcaires, d'intérêt régional,
- chênaie-charmaie sèche sur terrains calcaires.

Dans ces habitats ont été répertoriés des plantes déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF dont :

- l'Orobanche du Lierre (Orobanche hederæ), plante forestière parasite très rare en Bourgogne,
- l'Orme des montagnes (Ulmus glabra), arbre rare en Bourgogne.

La diversité des milieux s'exprimant sur le site (boisements, pelouses, cours d'eau et prairies) accueillent une avifaune nicheuse déterminante pour l'inventaire ZNIEFF avec par exemple :

- l'Engoulevent d'Europe (Caprimulgus europæus), oiseau d'intérêt européen menacé par la fermeture du milieu et la modification des pratiques sylvicoles,
- le Petit-duc Scops (Otus scops), hibou nicheur rare en Bourgogne.
- la Pie-grièche écorcheur (Lanius collurio), passereau chasseur d'insectes, d'intérêt européen.

4) Enfin, diverses chauves-souris d'intérêt européen présentent d'importantes colonies d'hibernation en grotte ou en carrière souterraine, à l'image du Grand Rhinolophe (Rhinolophus ferrumequinum). Elles utilisent les différents milieux de la vallée et des versants (prairies bocagères, ripisylves, friches calcaires, milieux forestiers) pour se déplacer et s'alimenter.

Ce patrimoine dépend :

- du maintien d'un élevage extensif respectueux des milieux prairiaux, des haies, des cours d'eau et des mares,
- d'une gestion forestière à base de peuplements feuillus et de traitements adaptés aux conditions stationnelles (sol, climat, topographie, hydrographie), conservant les milieux annexes (layons, lisières, etc.),
- de la préservation de la dynamique naturelle du cours d'eau. Il convient de maintenir son régime hydraulique, sans seuils ni enrochement des berges et en respectant les ripisylves.

Des pelouses en déprise sont susceptibles de se boiser et de perdre leur intérêt pour la faune et la flore des milieux ouverts. Une restauration (débroussaillage) et un entretien (pâturage, fauche) permettraient de contrecarrer cette évolution.

Par ailleurs, le patrimoine souterrain est sensible : le dérangement provoque le réveil des chauves-souris et la surconsommation de leurs réserves d'énergie, ce qui peut compromettre leur survie en période hivernale.

Impact du projet sur les zones humides

Le projet n'aura aucun impact sur les zones humides (pas de modification des plans d'eau amont et aval).

Impact du projet sur la végétation et la faune riveraine

Les impacts du projet sur la végétation et la faune riveraine seront concentrés pendant la phase de travaux. Il faudra, dans la mesure du possible, faire réaliser les travaux pendant la période de moindre impact environnemental.

En phase d'exploitation, les aménagements n'auront pas d'impact sur la végétation et la faune riveraine dans la mesure où ils fonctionnent au fil de l'eau, sans marnage (variation du niveau d'eau de la retenue). Les émissions sonores des aménagements n'auront aucuns impacts sur la faune et la flore car dans le scénario d'équipement du barrage avec des turbines Kaplan ces dernières seront situées à l'intérieur d'un bâtiment insonorisé et dans le cas de l'équipement à l'aide de vis hydrodynamiques le bruit engendré par ces dernières sera du même niveau que la surverse du barrage actuel.

3.2.6. Impact atmosphérique

La production d'électricité de source hydraulique permet une réduction très importante des émissions de gaz à effet de serre en comparaison d'une production à base de combustibles fossiles. Le gain d'émission de gaz à effet de serre peut être évalué à partir de l'indicateur d'émission de CO₂ publié par EDF chaque mois, qui indique la quantité moyenne de dioxyde de carbone émise pour produire un



kilowattheure en France, mais également en comparaison des émissions moyennes de centrales de production d'électricité thermiques équivalente.

Dans le cas présent, la réalisation du projet permettrait d'éviter l'émission d'environ 1 260 tonnes de CO₂/an.

3.3. MILIEU HUMAIN

3.3.1. Usages de l'eau et impacts des projets sur ces usages

Pêche

Le tronçon de l'Yonne concerné par le projet d'aménagement du barrage de Vaux constitue un parcours de pêche officiel.

Baignade

Le site ne constitue pas une zone de baignade.

Sport d'eau vive

Le site ne constitue pas une zone de sport en eau vive.

3.3.2. Paysage

Le site du projet se situe dans la zone de protection aux abords de l'église de Vaux, l'intégration paysagère de l'aménagement devra donc être soignée.

3.3.3. Bruit et vibrations

L'impact sonore d'une centrale hydroélectrique est principalement généré par les éléments tournants, et notamment le multiplicateur et la génératrice. Ces équipements sont intégrés dans un bâtiment protecteur et il existe des solutions techniques pour limiter les émissions sonores vers l'extérieur.

Dans le cas du projet de l'installation du barrage de Vaux, bien qu'aucune habitation ne se situe à proximité du site, l'ensemble des installations devront être étudiées pour produire le minimum de nuisance sonore et vibratoire.

3.3.4. Socio-économie

La mise en service d'une centrale hydroélectrique constituera :

- soit une source de revenus pour les propriétaires du site en cas de revente de l'énergie produite à EDF OA dans le cadre de l'obligation d'achat ;
- soit une diminution de la dépendance à des fournisseurs d'énergie extérieurs en cas d'autoconsommation de l'énergie produite.

La réalisation du projet permettra également de faire participer des entrepreneurs locaux, ce qui génèrera des emplois, tant en phase de construction que d'exploitation.

3.3.5. Sécurité

La centrale fonctionnera au fil de l'eau : elle n'engendrera pas de variations rapides et fréquentes du débit à l'aval.



4. ASPECTS FINANCIERS

4.1. RESULTATS FINANCIERS

Les montants des travaux décrits au paragraphe 2.8 sont estimés à partir de prix d'ordre collectés sur des études similaires récentes. Pour les aménagements de petite puissance, on peut constater d'importants écarts entre les offres des différentes entreprises pour une même fourniture. Les montants réels pourront donc varier par rapport à cette estimation en fonction du concept final d'aménagement sur lequel seront basées les propositions des fournisseurs et des entreprises.

Le tableau ci-après présente les montants estimés des travaux au stade préliminaire des projets d'équipement hydroélectrique selon les deux scénarios étudiés.

Ces montants tiennent compte d'un aléa de 20% sur le génie civil et sur les équipements et 20% sur les études et services (transport, montage, mise en service).

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 vis hydrodynamiques
Travaux de génie civil	1 080 000 €	1 080 000 €
Hydromécanique	1 020 000 €	660 000 €
Electricité	200 000 €	200 000 €
Etudes, montage et mise en service	260 000 €	220 000 €
Coût total	2 560 000 €	2 160 000 €

Tableau 4 : Coûts estimatif des travaux dans le cas d'une injection sur le réseau

4.2. AIDES MOBILISABLES

L'article 12 de l'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016 stipule que « les installations [...] ne peuvent pas bénéficier d'un contrat d'achat si le producteur a reçu une aide financière de la part de l'Etat, de collectivité ou d'établissements publics pour la construction de son installation ».

A ce jour, il semble que les aides indirectes (emplois aidés par exemple), les études amont et les dépenses non liées directement à la construction de l'installation peuvent bénéficier de subventions.

4.3. RECETTES BRUTE ET NETTE D'EXPLOITATION

L'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016 considère comme nouvelle une installation dont aucun des organes fondamentaux (ouvrages de mise en charge, machines électrogènes et ouvrages de raccordement propres au producteur) n'a jamais servi à des fins de production électrique dans le cadre d'un contrat commercial ou en autoconsommation.

Les installations telles que prévues pour le barrage de Vaux seraient des installations nouvelles au sens de l'arrêté du 13 décembre 2016.

Les centrales hydroélectriques nouvelles d'une puissance installée strictement inférieure à 500 kW peuvent bénéficier d'un **contrat d'obligation d'achat** d'une durée de 20 ans dans les conditions décrites dans l'arrêté tarifaire du 13 décembre 2016.

Le tarif d'achat dépend de la hauteur de chute de l'aménagement.

Deux structures de tarif sont proposées : tarif à 1 composante et tarif à 2 composantes.

Dans le cas d'un aménagement de basse chute, les tarifs sont les suivants :

- Tarif à 1 composante : 140 €/ MWh HT
- **Tarif à 2 composantes : 102 €/ MWh HT l'été et 193 €/MWh l'hiver²**

Le tarif à 2 composantes semble plus avantageux pour le site du barrage de Vaux.

² L'hiver tarifaire correspond aux mois de novembre, décembre, janvier, février et mars



En première approximation, les coûts d'exploitation sont estimés à 25% de la recette annuelle brute.

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 vis hydrodynamiques
Tarif de vente moyen	14.5 c€/kWh	14.5 c€/kWh
Recette brute	192 100 €/an	162 800 €/an
Recette nette	144 100 €/an	122 100 €/an

Tableau 5 : Recettes annuelles brutes et nettes des scénarios d'équipement en cas de vente de l'électricité produite via un contrat d'obligation d'achat

4.4. RENTABILITE DES PROJETS

La rentabilité des projets est illustrée par le temps de retour brut sur investissement qui se définit comme le rapport entre les coûts d'investissement et la recette brute annuelle moyenne.

Les paramètres de l'analyse financière sont les suivants :

- Durée d'analyse du projet : 20 ans (durée du contrat d'achat d'électricité)
- Emprunt : 80% du coût total sur 20 ans, taux d'intérêt de 3%
- Impôts : 15% si le bénéfice est inférieur à 38'120 €, 28% (s'abaissant à 25% en 2022) sur la part dépassant cette limite (prise en compte du déficit reportable des premières années et de la dotation aux amortissements)
- TVA : 20% (il est supposé une récupération de la TVA par l'exploitant)
- Frais annuels d'entretien et de maintenance, assurances : 25% de la recette annuelle brute
- Taux d'actualisation nominal : 6%
- Taux d'inflation : 2%
- Taux d'inflation du coût de l'énergie : 3%³

Les principaux résultats financiers, définis ci-dessous, sont regroupés dans le tableau 3 du § 2.9.3 :

- Le *temps de retour brut* est le rapport entre le montant des investissements initiaux et la recette brute annuelle.
- Le *taux de rentabilité interne* (TRI) est défini comme le taux d'actualisation qui annule la valeur actuelle nette (voir définition ci-dessous) d'une série de flux financiers relatifs à un projet avec un investissement initial suivi de flux de trésorerie. Le TRI est un outil d'évaluation économique d'un projet et d'aide à la décision d'investissement. Un projet sera généralement jugé comme rentable si son TRI prévisible est suffisamment supérieur au taux d'actualisation, pour tenir compte notamment de la prise de risque propre au type de projet.

Le tableau ci-dessous présente les différents résultats de rentabilité en fonction du scénario étudié et de la destination de l'électricité produite :

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 vis hydrodynamiques
Recette brute	192 100 €/an	162 800 €/an
Estimation des investissements	2 560 000 €	2 160 000 €
Temps de retour brut	13.3 ans	13.3 ans

Tableau 6 : Temps de retour brut sur investissement des scénarios d'équipement hydroélectrique du barrage de Vaux

³ Taux moyen basé sur l'évolution des tarifs réglementés au cours des 10 dernières années, et les perspectives d'évolution futures généralement constatées à ce jour.



5. ASPECTS ADMINISTRATIFS

Ce chapitre décrit les démarches administratives nécessaires à la mise en œuvre du projet.

5.1. SITUATION ADMINISTRATIVE ACTUELLE

5.1.1. Propriétaire actuel du site

Le barrage de Vaux est une concession Voies navigables de France (VNF). La prise d'eau se situerait en parcelle VNF (26), la centrale serait en parcelle 149 qui est une parcelle privée et la restitution serait en aval du barrage sur la parcelle 28.



Figure 15 : Parcelles cadastrales concernées par le projet du barrage de Vaux

5.1.2. Service instructeur

La police de l'eau est assurée par la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne (DDT89).

5.1.3. Classement cours d'eau

L'Yonne au droit de la prise d'eau du barrage de Vaux est classé en liste 1 au titre de l'article L 214-17 du Code de l'Environnement (arrêté du 19 juillet 2013).



5.1.4. Droits d'eau

L'installation étant une installation neuve, il n'existe aucun droit d'eau.

5.2. DEMARCHES ADMINISTRATIVES

5.2.1. Dispositions principales

Les démarches réglementaires et administratives applicables à la réalisation des projets sont fixées principalement par :

- le livre V du Code de l'Energie ;
- **la législation sur l'eau, codifiée dans le Code de l'Environnement**, en application de l'article R214-1 du Code de l'Environnement qui constitue la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau.

Les démarches réglementaires et administratives applicables à la réalisation des projets sont relatives à :

- l'obtention de la maîtrise foncière des terrains concernés par le projet ;
- l'obtention d'une autorisation de producteur d'hydroélectricité,
- l'obtention, le cas échéant, d'un contrat d'obligation d'achat de l'électricité produite ;
- le raccordement, le cas échéant, de la centrale électrique au réseau public d'électricité.

5.2.2. Obtention de la maîtrise foncière

Le pétitionnaire n'étant propriétaire des parcelles concernées par le projet il devra se rapprocher des propriétaires actuels et trouver un accord soit en rachetant les parcelles soit en trouvant un accord pour occuper et traverser ces parcelles (loyer).

5.2.3. Obtention d'une autorisation de producteur

Dans la mesure où la puissance installée de l'installation sera inférieure à 4 500 kW, le pétitionnaire devra obtenir une autorisation d'exploiter, conformément à l'article L511-1 du Code de l'Energie et des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'environnement. Cette autorisation sera attribuée dans les conditions prévues par les articles R. 214-6 et suivants et R. 214-71 et suivants du Code de l'environnement.

Le porteur de projet devra déposer une **demande d'Autorisation Environnementale Unique** auprès de la Police de l'Eau.

L'Autorisation Environnementale Unique est réglementée par les décrets n°2017-81 du 26 janvier 2017 et n°2017-82 du 26 janvier 2017.

5.2.4. Obtention du raccordement au réseau public d'électricité

En cas de vente de la production, le pétitionnaire devra obtenir le raccordement de son installation de production d'électricité auprès du gestionnaire du réseau de distribution concerné (ENEDIS) conformément au décret n° 2008-386 du 23 avril 2008 relatif aux prescriptions techniques générales de conception et de fonctionnement pour le raccordement des installations de production aux réseaux publics d'électricité et son arrêté d'application du 23 avril 2008 concernant les raccordements en basse ou en moyenne tension.

A cette fin, il devra effectuer une demande de raccordement auprès dudit gestionnaire, qui l'instruira et lui proposera la solution de raccordement la plus avantageuse. Une fois la proposition définitive établie, le cas échéant après plusieurs échanges entre le gestionnaire du réseau et l'exploitant, et acceptée par l'exploitant, le gestionnaire du réseau établira une convention de raccordement qui fixera le délai et le coût du raccordement de l'installation au réseau à la charge de l'exploitant.



La convention de raccordement sera accompagnée d'une convention d'exploitation décrivant les modalités d'exploitation de ces ouvrages et d'un contrat d'accès comportant des dispositions en matière de comptage, de qualité, de responsabilité et précisant les modalités d'application du tarif d'utilisation des réseaux publics.

L'accès au réseau public de distribution est un droit qui ne pourrait être refusé par ENEDIS que dans les cas limitativement énumérés par la Loi du 10 février 2000, à savoir : les impératifs liés au bon accomplissement des missions de service public, des motifs techniques liés à la sécurité et à la sûreté des réseaux et à la qualité de leur fonctionnement, sous le contrôle de la Commission de Régulation de l'Énergie. En pratique donc, les refus de raccordement au réseau restent exceptionnels mais les coûts de raccordement peuvent être élevés en fonction des contraintes techniques auxquelles devrait faire face le gestionnaire du réseau.

5.2.5. Obtention d'un contrat d'achat

Le régime de l'obligation d'achat est un régime de soutien au développement des énergies renouvelables. Dans ce cadre, les tarifs d'achat de l'électricité produite par les installations en cause sont supérieurs au prix de marché et les surcoûts qui en résultent sont supportés in fine par les consommateurs d'électricité qui acquittent la contribution aux charges de service public. Ce dispositif permet au producteur d'électricité utilisant des sources d'énergie renouvelable de faire acquérir l'électricité qu'il produit par EDF OA à des conditions tarifaires fixées par arrêté ministériel lui garantissant une rémunération satisfaisante des capitaux immobilisés.

5.3. COMPATIBILITE DES PROJETS AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN HYDROGRAPHIQUE

5.3.1. SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

Le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 **est entré en vigueur le 18 novembre 2015.**

Les grands enjeux du bassin Loire-Bretagne sont les suivants :

- Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau ;
- assurer la continuité longitudinale des cours d'eau ;
- restaurer le fonctionnement des circuits de migration ;
- restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques ;
- préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités ;
- compenser la destruction des zones humides à hauteur de 200% de la surface détruite ;
- assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage.

Le projet d'équipement hydroélectrique du barrage de Vaux sur l'Yonne permet une production d'énergie propre et renouvelable sans entrer en contradiction avec les objectifs de préservation de la quantité et de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques décrits dans le SDAGE.

5.3.2. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Le site du projet est inclus dans le périmètre du Contrat global « Cure-Yonne »

Le projet d'équipement hydroélectrique du barrage de Vaux n'entre pas en contradiction avec les objectifs et les mesures du Contrat global « Cure-Yonne ».



6. CONCLUSION

Situé au sud d'Auxerre, le barrage de Vaux a été refait à neuf en 2019-2020 avec l'installation d'un barrage mobile et d'une passe à poissons en rive droite.

Cette étude de faisabilité a permis de montrer que le potentiel hydroélectrique généré par la chute créée par le barrage et le débit de l'Yonne au droit de la prise d'eau est intéressant.

Deux scénarios ont été envisagés pour la réhabilitation du barrage de l'Ile Brulée :

- Implantation de trois turbines Kaplan simple réglage en rive droite de l'Yonne ;
- Implantation de trois vis hydrodynamiques en rive droite de l'Yonne.

Pour ces deux scénarios d'implantation il est nécessaire de respecter les critères suivants :

- Ichtyocompatibilité des installations (mise en place d'une grille fine pour le scénario 1) ;
- Respect d'un débit réservé égale à 10 % du module de l'Yonne ;

Les résultats de l'analyse des deux scénarios envisagés, installation de trois turbines Kaplan simple réglage ou installation de trois vis hydrodynamiques, sont résumés dans le tableau suivant :

	Sc. 1 : 3 Kaplan simple réglage	Sc. 2 : 3 vis hydrodynamiques
Débit d'équipement	24.0 m3/s	24.0 m3/s
Débit réservé	3.8 m3/s	3.8 m3/s
Chute brute maximum	1.33 m	1.33 m
Puissance maximum brute (PMB)	313 kW	313 kW
Puissance électrique maximum	220 kW	186 kW
Productible moyen	1 323 MWh/an	1 123 MWh/an
Année sèche (sur les 64 dernières années)	557 MWh/an	557 MWh/an
Charge	6 028 h/an	6 031 h/an
Répartition de la production été-hiver	53%-47%	53%-47%
Productible moyen en été	697 MWh/an	594 MWh/an
Productible moyen en hiver	626 MWh/an	529 MWh/an
Rendement moyen de l'aménagement	76%	66%
Travaux de génie civil	1 080 000 €	1 080 000 €
Hydromécanique	1 020 000 €	660 000 €
Electricité	200 000 €	200 000 €
Etudes, montage et mise en service	260 000 €	220 000 €
Coût total	2 560 000 €	2 160 000 €
Tarif moyen avec 2 composantes	14.5 c€/kWh	14.5 c€/kWh
Recette brute	192 100 €/an	162 800 €/an
Recette nette	144 100 €/an	122 100 €/an
Temps de retour brut	13.3 ans	13.3 ans

Cette analyse montre que, bien que la faible chute créée par le barrage le réduise, le potentiel hydroélectrique du barrage de Vaux est intéressant, avec des temps de retour brut sur investissement de l'ordre de 13.3 ans.

Afin d'améliorer la précision de ces résultats il est nécessaire de réaliser des études complémentaires :

- Réalisation de mesures de débits sur l'Yonne sur une année minimum ;
- Réalisation de relevés topographiques et bathymétriques de l'ensemble du site ;
- Etablissement d'une courbe d'effacement de la chute au droit du barrage de Vaux.



ANNEXE A. STATION HYDROMETRIQUE DE L'YONNE A GURGY



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE



L'Yonne à Gurgy

SYNTHESE : données hydrologiques de synthèse (1954 - 2019)

Calculées le 09/10/2019 - Intervalle de confiance : 95 %

Code Station : H2221010

Producteur : DREAL Bourgogne

Bassin versant : 3807 km²

E-mail : Marc.Phillippe@developpement-durable.gouv.fr

Écoulements mensuels (naturels) - données calculées sur 66 ans

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Débits (m ³ /s)	68.40 #	72.10 #	56.90 #	47.90 #	40.60 #	27.80 #	22.40 #	21.10 #	22.30 #	28.00 #	34.70 #	53.20 #	41.10
Qsp (l/s/km ²)	18.0 #	18.9 #	14.9 #	12.6 #	10.7 #	7.3 #	5.9 #	5.5 #	5.9 #	7.4 #	9.1 #	14.0 #	10.8
Lame d'eau (mm)	48 #	47 #	40 #	32 #	28 #	18 #	15 #	14 #	15 #	19 #	23 #	37 #	342

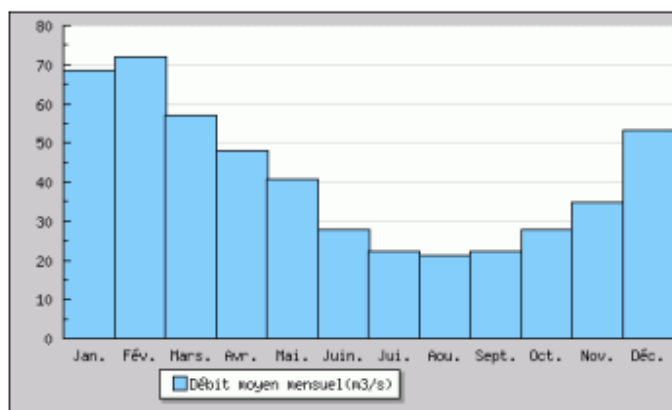
Qsp : débits spécifiques

Codes de validité d'une année-station :

- . + : au moins une valeur d'une station antérieure à été utilisée
- . P : le code de validité de l'année-station est provisoire
- . # : le code de validité de l'année-station est validé douteux
- . ? : le code de validité de l'année-station est invalidé
- . (espace) : le code de validité de l'année-station est validé bon

Codes de validité d'une donnée, d'un calcul:

- . ! : valeur reconstituée par le gestionnaire et jugée bonne
- . # : valeur 'estimée' (mesurée ou reconstituée) que le gestionnaire juge incertaine
- . E : la valeur retenue est une valeur estimée (à partir du rapport QIX/QJ)
- . L : une estimation a eu lieu (à cause d'une lacune dans la période étudiée) mais une valeur mesurée s'est révélée supérieure à l'estimation: la valeur mesurée a été retenue.
- . > : valeur inconnue forte
- . < : valeur inconnue faible
- . (espace) : valeur bonne



Modules interannuels (naturels) - données calculées sur 66 ans

Module (moyenne)	Fréquence	Quinquennale sèche	Médiane	Quinquennale humide
41.10 [38.60;43.60]	Débits (m ³ /s)	31.00 [28.00;34.00]	41.00 [37.00;47.00]	51.00 [49.00;54.00]

Les valeurs entre crochets représentent les bornes de l'intervalle de confiance dans lequel la valeur exacte du paramètre estimé a 95% de chance de se trouver.





MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE



L'Yonne à Gurgy

Basses eaux (loi de Galton - janvier à décembre) - données calculées sur 66 ans

Fréquence	VCN3 (m3/s)	VCN10 (m3/s)	QMNA (m3/s)
Biennale	10.00 [9.500;11.00]	11.00 [11.00;12.00]	15.00 [14.00;16.00]
Quinquennale sèche	7.600 [7.000;8.300]	8.500 [7.800;9.200]	11.00 [10.00;12.00]
Moyenne	10.800	12.000	15.900
Ecart Type	3.640	4.030	5.390

Crues (loi de Gumbel - septembre à août) - données calculées sur 64 ans

Fréquence	QJ (m3/s)	QIX (m3/s)
Xo	172.000	183.000
Gradex	68.900	71.000
Biennale	200.0 [180.0;210.0]	210.0 [200.0;220.0]
Quinquennale	270.0 [260.0;300.0]	290.0 [270.0;320.0]
Décennale	330.0 [300.0;360.0]	340.0 [320.0;380.0]
Vicennale	390.0 [350.0;420.0]	390.0 [360.0;440.0]
Cinquantennale	440.0 [400.0;500.0]	460.0 [420.0;520.0]
Centennale	Non calculée	Non calculée

Maximums connus (par la banque HYDRO)

Débit instantané maximal (m3/s)	401.0	15/03/2001 17:51
Hauteur maximale instantanée (cm) *	409	15/03/2001 17:51
Débit journalier maximal (m3/s)	386.0	15/03/2001

* la synthèse étant effectuée sur la chronique complète de données (station ET stations antérieures comprises s'il en existe), la hauteur maximale connue affichée peut provenir d'une station antérieure

Débits classés données calculées sur 23873 jours

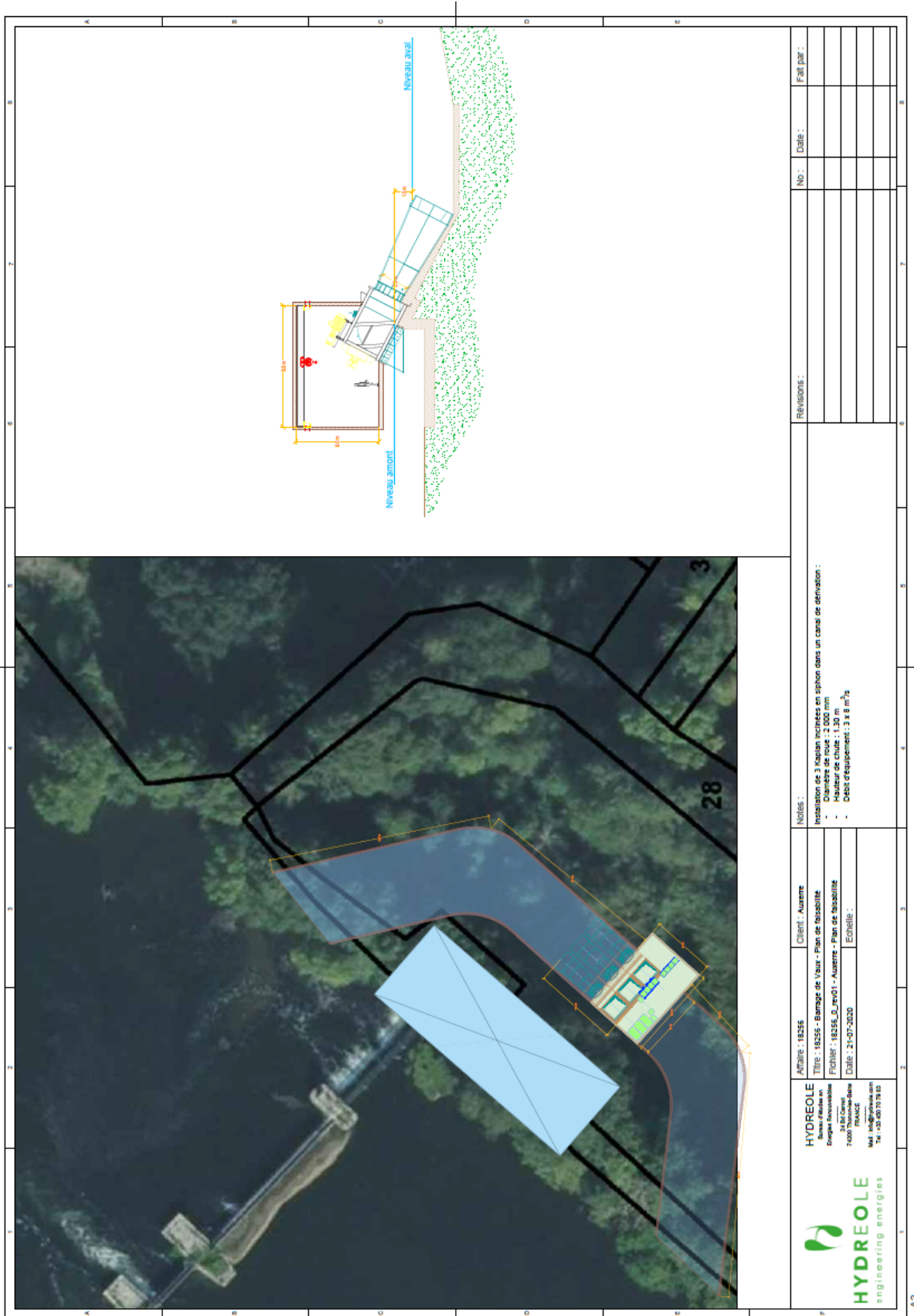
Fréquences	0.99	0.98	0.95	0.90	0.80	0.70	0.60	0.50	0.40	0.30	0.20	0.10	0.05	0.02	0.01
Débit (m3/s)	188.0	157.0	115.0	87.00	58.00	43.00	34.00	27.60	23.30	19.90	16.80	13.40	11.10	8.930	7.610

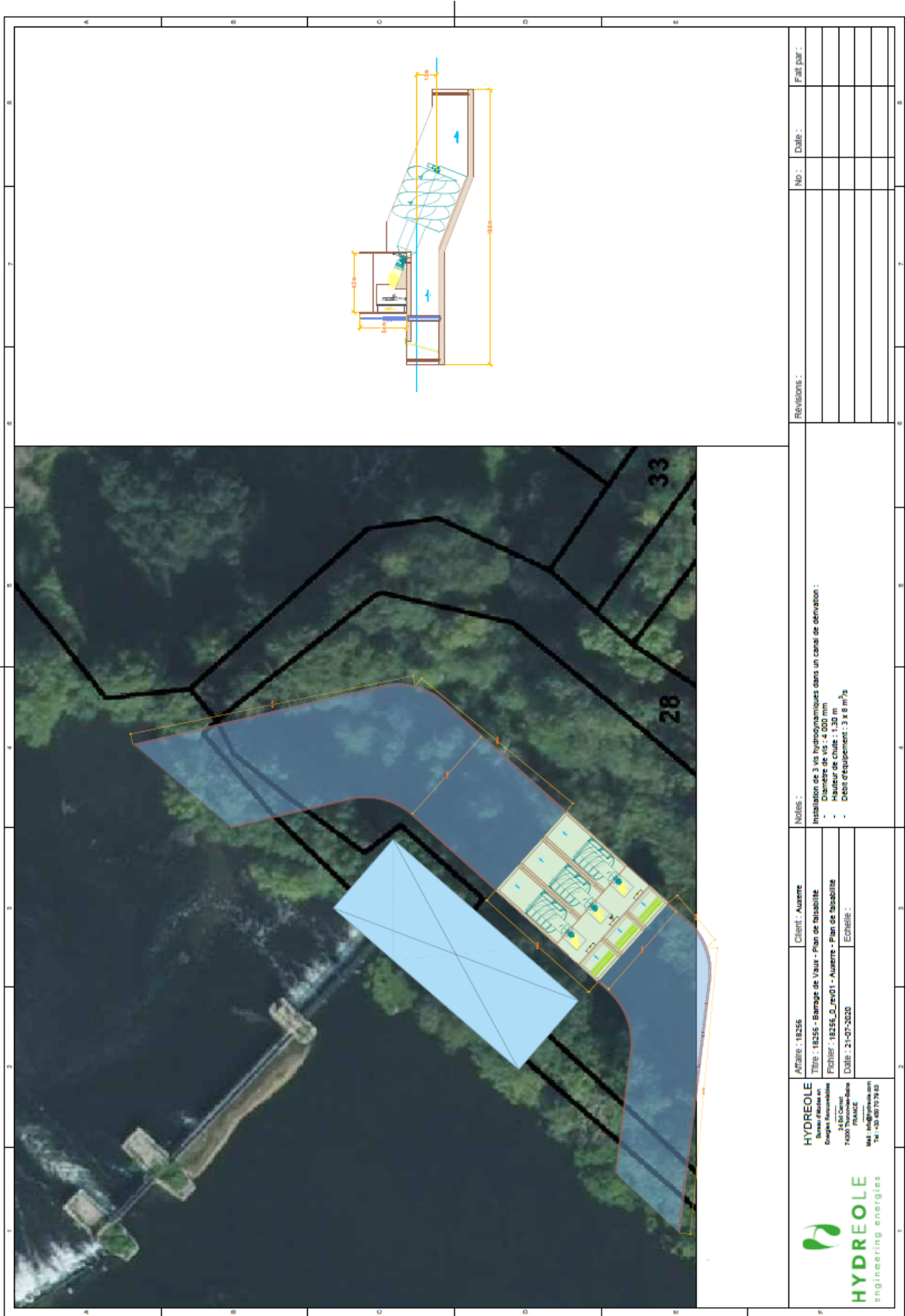
Stations antérieures utilisées

Pas de station antérieure



ANNEXE B. PLANS DE FAISABILITE





INFORMATION

OBJET : Information - Installation de Monsieur Jean-Philippe BAILLY

Rapporteur : Crescent MARAULT

Au titre de l'article L.2121-4 du Code général des collectivités territoriales, les démissions des membres du Conseil municipal sont adressées au maire. La démission est définitive dès sa réception par le Maire, qui en informe immédiatement le représentant de l'Etat dans le département.

Considérant que Monsieur Rémi PROU-MELINE a présenté sa démission de ses fonctions de Conseiller Municipal,

Considérant, qu'aux termes de l'article L. 270 du Code électoral et sauf refus express de l'intéressé, le remplacement du Conseiller municipal démissionnaire est assuré par le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu.

Considérant que Monsieur Christophe SYDA était l'élu suivant dans la liste et qu'il a fait part de sa démission,

Considérant que Madame Emilie GARCIA est la suivante dans l'ordre de présentation de la liste et qu'elle a fait part de sa démission,

Considérant que Monsieur Jean-Philippe BAILLY est le suivant dans l'ordre de la présentation de la liste.

Le conseil municipal décide :

- De prendre acte de l'installation de Monsieur Jean-Philippe BAILLY en qualité de Conseiller municipal.



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-023****OBJET : Budget principal - Décision modificative n°1****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

Par délibération n° 2023-151 du 21 décembre 2023, le Conseil municipal a adopté le budget principal 2024.

Il y a lieu de procéder à une décision modificative portant les crédits nécessaires au budget pour l'APCP de la boucle locale optique pour un montant complémentaire de 153 622.98 euros.

en euros	Dépense	Recette
Investissement	153 622,98	153 622,98
Fonctionnement	0,00	0,00
Total	153 622,98	153 622,98

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

-D'adopter la décision modificative n°1 telle que présentée ci-dessus.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE
D'AUXERRE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21890024900010

POSTE COMPTABLE : Auxerre

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	50
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	51
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	53
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	56
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	61

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	64
A1.01 - Opérations non ventilables	66
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	67
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	70
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	71
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	72
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	75
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	78
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	81
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	82
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	85
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	87
A1.908 - Fonction 8 - Transports	90
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	94
A2.01 - Opérations non ventilables	96
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	97
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	103
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	104
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	105
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	109
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	113
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	116
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	117
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	118
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	121
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	123
A2.938 - Fonction 8 - Transports	126

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	130
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	131
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	135
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	1



B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	137
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	139
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	140
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	141
B3.1 - Etat des provisions constituées	148
B3.2 - Etalement des provisions	150
B4 - Etat des charges transférées	151
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	152
B6 - Prêts	154
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	155
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	156
B7.3 - Etat des emprunts garantis	157
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	158
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	159
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	160
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	161
B7.8 - Autres engagements donnés	162
B7.9 - Autres engagements reçus	163
B8 - Subventions versées	164
B9 - Etat du personnel	165
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	167
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	168
B11.2 - Liste des établissements publics créés	169
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	170
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	171
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	172
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	173
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	174
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	175
D3 - Décisions en matière de taux	177
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	178
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	179
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	181
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	182
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	183

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

■ Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	35554

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	33292453.00

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1308.78
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1489.26
3	Dépenses d'équipement brut / population	965.45
4	Encours de dette / population (2) (3)	1416.51
5	DGF / population	234.27
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	45.42
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	100.08
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	64.83
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	95.12
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	12.12

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1 0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2 0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3 0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00	
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00	
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0,00
Investissement	A2 + B2	0,00
Fonctionnement	A3 + B3	0,00

- (1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
- (2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.
- (4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.
- (5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II	
VUE D'ENSEMBLE		A	
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	153 622,98	153 622,98
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (3)		153 622,98	153 622,98
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00	0,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (4)		0,00	0,00
TOTAL DU BUDGET (5)		153 622,98	153 622,98

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP22019/2022	AMENAGEMENT PLACES CENTRE VILLE	22019	2 921 826,00
AP20009/2020	AP ABBAYE SAINT GERMAIN	20009	20 800 000,00
AP20010/2020	AP AUXERREXPO	20010	1 795 023,39
AP22001/2021	AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	22001	662 166,63
AP20011/2020	AP CATHEDRALE SAINT ETIENNE	20011	1 039 072,76
AP20012/2020	AP TOUR DE L'HORLOGE	20012	2 643 400,59
19002/2019	ARQUEBUSE	19002	46 588,00
AP22006/2021	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	22006	10 142 568,30
AP23040/2023	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	23040	15 670 000,00
AP23002/2023	CRECHE KIEHLMAN	23002	125 000,00
2003-2/2003	Coulée verte	03002	1 770 991,87
AP22022/2022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	22022	2 375 000,00
19004/2019	MONTARDOINS	19004	8 177 970,54
19006/2019	NPNRU ROSOIRS	19006	19 078 685,00
19005/2019	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	19005	29 441 160,00
19001/2019	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	19001	2 770 633,74
AP22021/2022	SALLE VAULABELLE	22021	3 242 320,98
TOTAL			122 702 407,80
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			122 702 407,80

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 820 041,61	0,00	0,00	0,00	1 820 041,61
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	4 078 285,95	0,00	0,00	0,00	4 078 285,95
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	7 494 857,74	0,00	153 622,98	153 622,98	7 648 480,72
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	24 084 248,63	0,00	0,00	0,00	24 084 248,63
Total des dépenses d'équipement		37 477 433,93	0,00	153 622,98	153 622,98	37 631 056,91
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 461 000,00	0,00	0,00	0,00	6 461 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
Total des dépenses financières		6 861 000,00	0,00	0,00	0,00	6 861 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	139 476,76	0,00	0,00	0,00	139 476,76
Total des dépenses réelles d'investissement		44 477 910,69	0,00	153 622,98	153 622,98	44 631 533,67

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	795 508,00		0,00	0,00	795 508,00
041	Opérations patrimoniales (8)	300 000,00		0,00	0,00	300 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		1 095 508,00		0,00	0,00	1 095 508,00

TOTAL	45 573 418,69	0,00	153 622,98	153 622,98	45 727 041,67
--------------	----------------------	-------------	-------------------	-------------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	45 727 041,67
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	13 173 098,86	0,00	0,00	0,00	13 173 098,86
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	26 368 529,08	0,00	153 622,98	153 622,98	26 522 152,06
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		39 541 627,94	0,00	153 622,98	153 622,98	39 695 250,92
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 584 902,00	0,00	0,00	0,00	1 584 902,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00	0,00	0,00	0,00	1 577 198,00
Total des recettes financières		3 162 100,00	0,00	0,00	0,00	3 162 100,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		42 823 727,94	0,00	153 622,98	153 622,98	42 977 350,92

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	4 377 293,65		0,00	0,00	4 377 293,65
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	2 835 000,00		0,00	0,00	2 835 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	300 000,00		0,00	0,00	300 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		7 512 293,65		0,00	0,00	7 512 293,65

TOTAL	50 336 021,59	0,00	153 622,98	153 622,98	50 489 644,57
--------------	----------------------	-------------	-------------------	-------------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	50 489 644,57
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	6 416 785,65
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	14 985 139,35	0,00	0,00	0,00	14 985 139,35
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	21 132 560,00	0,00	0,00	0,00	21 132 560,00
014	Atténuations de produits	363 378,00	0,00	0,00	0,00	363 378,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	8 215 170,00	0,00	0,00	0,00	8 215 170,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		44 696 247,35	0,00	0,00	0,00	44 696 247,35
66	Charges financières	1 831 000,00	0,00	0,00	0,00	1 831 000,00
67	Charges spécifiques (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		46 532 247,35	0,00	0,00	0,00	46 532 247,35

023	Virement à la section d'investissement (5)	4 377 293,65		0,00	0,00	4 377 293,65
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	2 835 000,00		0,00	0,00	2 835 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		7 212 293,65		0,00	0,00	7 212 293,65

TOTAL	53 744 541,00	0,00	0,00	0,00	53 744 541,00
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 744 541,00
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	92 000,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 209 562,00	0,00	0,00	0,00	2 209 562,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 456 000,00	0,00	0,00	0,00	2 456 000,00
731	Fiscalité locale	34 809 129,00	0,00	0,00	0,00	34 809 129,00
74	Dotations et participations (4)	12 178 781,00	0,00	0,00	0,00	12 178 781,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 198 561,00	0,00	0,00	0,00	1 198 561,00
Total des recettes de gestion courante		52 944 033,00	0,00	0,00	0,00	52 944 033,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		52 949 033,00	0,00	0,00	0,00	52 949 033,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	795 508,00	0,00	0,00	0,00	795 508,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		795 508,00	0,00	0,00	0,00	795 508,00

TOTAL	53 744 541,00	0,00	0,00	0,00	53 744 541,00
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	53 744 541,00
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	6 416 785,65	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	---------------------	--

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	153 622,98		153 622,98
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		153 622,98	0,00	153 622,98

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	153 622,98
---	-------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).



(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	153 622,98	0,00	153 622,98
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		153 622,98	0,00	153 622,98

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	153 622,98
---	-------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,
--	-----------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		45 573 418,69	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	685 216,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 278 285,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 616 814,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 338 776,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	24 558 340,65	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
Total des dépenses d'équipement		37 477 433,93	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	6 461 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		6 861 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	139 476,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		44 477 910,69	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	795 508,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 095 508,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	0,00
---	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	153 622,98
---	-------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.



- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
- (4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		50 336 021,59	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 173 098,86	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	26 368 529,08	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		39 541 627,94	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 584 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 162 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		42 823 727,94	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
021	Virement de la section de fonctionnement	4 377 293,65		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	2 835 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	300 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		7 512 293,65		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)						0,00
---	--	--	--	--	--	-------------

Affectation au compte 1068 (9)						0,00
---------------------------------------	--	--	--	--	--	-------------

Total des recettes d'investissement cumulées						153 622,98
---	--	--	--	--	--	-------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		45 573 418,69	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	685 216,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	583 092,61	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	25 864,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	76 260,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	1 278 285,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204131	Subv. Dpt : Bien mobilier, matériel	12 614,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	293 313,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	150 849,75	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2046	Attributions compensation investissement	821 508,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 616 814,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	150 605,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	2 014 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2116	Cimetières	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	168 487,96	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	96 628,48	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	2 471 179,49	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	33 882,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	618 670,26	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	65 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	65 905,40	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	34 202,86	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	212 414,28	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	54 203,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	130 567,83	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	431 066,93	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 338 776,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	484 817,11	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 653 793,47	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 198 166,05	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	24 558 340,65	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
Total des dépenses d'équipement		37 477 433,93	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	6 461 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 460 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		6 861 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	139 476,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458108	travaux forcés pour tiers	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458110	CHRS HUMANISATION	124 476,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		44 477 910,69	0,00	122 702 407,80	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00	153 622,98
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	795 508,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	795 508,00			0,00	0,00		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	795 508,00			0,00	0,00		0,00	0,00
28046	Attributions compensation investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2313	Constructions	300 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		1 095 508,00			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
03002	COULEE VERTE	2003-2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
17001	EGLISE SAINT PIERRE	2017-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18002	TOUR DE L'HORLOGE	2018-2	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18003	COMPLEXE GYMNIQUE	2018-3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19001	OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON	19001	2 134 802,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19002	ARQUEBUSE	19002	39 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19003		19003	2 438,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19004	MONTARDOINS	19004	1 187 748,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19005	NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES	19005	68 644,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19006	NPNRU ROSOIRS	19006	280 423,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20009	ABBAYE SAINT GERMAIN	AP20009	698 384,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20010	AUXERREXPO	AP20010	242 557,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20011	CATHEDRALE SAINT ETIENNE	AP20011	34 032,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20012	TOUR DE L'HORLOGE	AP20012	2 641 903,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22001	BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO	AP22001	224 210,39	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00
22006	CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE	AP22006	4 721 264,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22019	AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE	AP22019	121 775,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22021	SALLE VAULABELLE	AP22021	1 068 296,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22022	GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE	AP22022	50 490,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23002	CRECHE KIEHLMAN	AP23002	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23040	CONTOURNEMENT SUD AUXERRE	AP23040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			13 516 063,93	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 03002
LIBELLE : COULEE VERTE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2003-2

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		1 770 991,77	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 770 991,77	0,00	0,00	0,00	0,00	
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 769 834,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	1 157,59	0,00	0,00	0,00	0,00	

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 17001
LIBELLE : EGLISE SAINT PIERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2017-1

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		158 216,98	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	158 216,98	0,00	0,00	0,00		0,00
2313	Constructions	158 216,98	0,00	0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00		0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 18002
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2018-2

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		51 167,08	0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	51 167,08	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	51 167,08	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 18003
LIBELLE : COMPLEXE GYMNIQUE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2018-3

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		4 733,85	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	4 733,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	4 733,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19001
LIBELLE : OPTIMISATION LOCAUX ST SIMEON
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		2 210 633,74	2 134 802,87	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	2 210 633,74	2 134 802,87	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	2 210 633,74	2 134 802,87	0,00	0,00	0,00	

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		642 710,41	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	642 710,41	0,00	0,00	0,00	
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	99 165,49	0,00	0,00	0,00	
13462	Dotation de soutien à l'invest local	384 242,41	0,00	0,00	0,00	
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	159 302,51	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19002
LIBELLE : ARQUEBUSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		40 000,00	39 093,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	40 000,00	39 093,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	40 000,00	39 093,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19003
LIBELLE :
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19003

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	2 438,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	2 438,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	2 438,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19004
LIBELLE : MONTARDOINS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19004

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		935 311,00	1 187 748,16	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	110 400,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	110 400,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	340 712,20	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	340 712,20	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	935 311,00	736 635,96	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	935 311,00	736 635,96	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		648 960,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	648 960,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	420 960,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	228 000,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19005
LIBELLE : NPNRU STE GENEVIEVE/BRICHERES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19005

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		325 000,00	68 644,20	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	325 000,00	68 644,20	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	325 000,00	68 644,20	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		89 208,25	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	89 208,25	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	27 443,25	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	25 045,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	25 045,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	11 675,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19006
LIBELLE : NPNRU ROSOIRS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 19006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		713 000,00	280 423,37	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	713 000,00	280 423,37	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	713 000,00	280 423,37	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		469 856,43	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	469 856,43	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	469 856,43	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20009
LIBELLE : ABBAYE SAINT GERMAIN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20009

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 400 000,00	698 384,21	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	20 077,20	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	20 077,20	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 400 000,00	678 307,01	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 400 000,00	331 260,10	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	347 046,91	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		846 711,10	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	846 711,10	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	211 826,10	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	310 403,20	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	270 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	54 481,80	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20010
LIBELLE : AUXERREXPO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20010

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		650 000,00	242 557,29	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	650 000,00	242 557,29	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	650 000,00	201 152,68	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	41 404,61	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		62 680,80	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	62 680,80	0,00	0,00	0,00
13462	Dotations de soutien à l'invest local	62 680,80	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20011
LIBELLE : CATHEDRALE SAINT ETIENNE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20011

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		480 000,00	34 032,76	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	19 992,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	480 000,00	14 040,76	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	480 000,00	14 040,76	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20012
LIBELLE : TOUR DE L'HORLOGE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP20012

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		139 596,77	2 641 903,65	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	198,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	139 596,77	2 641 705,65	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	139 596,77	2 350 705,65	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	291 000,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		1 669 051,24	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	1 669 051,24	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	802 591,07	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	410 497,77	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	226 633,14	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	179 329,26	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22001
LIBELLE : BOUCLE LOCALE OPTIQUE BLO
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22001

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		520 000,00	224 210,39	a	153 622,98	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	520 000,00	224 210,39	0,00	153 622,98	153 622,98
21533	Réseaux câblés	520 000,00	163 385,10	0,00	153 622,98	153 622,98
21838	Autre matériel informatique	0,00	60 825,29	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-153 622,98
--------------------------------------	--------------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22006
LIBELLE : CONSERVATOIRE MUSIQUE ET DANSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22006

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		3 875 450,07	4 721 264,14	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	3 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	228 345,66	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	228 345,66	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 875 450,07	4 489 162,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	3 875 450,07	3 590 802,36	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	863 933,45	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	34 426,67	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		1 707 726,27	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	1 707 726,27	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	265 979,07	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	329 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotations de soutien à l'invest local	842 419,20	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22019
LIBELLE : AMENAGEMENT PLACES CENTRE-VILLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22019

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		326 000,00	121 775,45	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	4 680,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	4 680,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	29 100,60	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	29 100,60	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	326 000,00	87 994,85	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	326 000,00	87 994,85	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22021
LIBELLE : SALLE VAULABELLE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22021

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 400 000,00	1 068 296,20	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 400 000,00	1 068 296,20	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 400 000,00	1 068 296,20	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		226 650,52	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	226 650,52	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	226 650,52	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22022
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE RIVE DROITE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP22022

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		175 000,00	50 490,24	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	175 000,00	50 490,24	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	175 000,00	50 490,24	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23002
LIBELLE : CRECHE KIEHLMAN
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23002

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		50 000,00	0,00	a	0,00	b
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23040
LIBELLE : CONTOURNEMENT SUD AUXERRE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : AP23040

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
DEPENSES		300 000,00	0,00	a	0,00	b	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	300 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	300 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c	0,00	d	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00		0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		50 336 021,59	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 173 098,86	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	13 151,94	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	687 579,35	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	708 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	270 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 804 921,29	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 599 678,06	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	598 399,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	1 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	481 891,59	0,00	0,00	0,00	0,00
1335	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	85 907,48	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13462	Dotation de soutien à l'invest local	3 362 719,15	0,00	0,00	0,00	0,00
1347	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	26 368 529,08	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
1641	Emprunts en euros	26 368 529,08	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		39 541 627,94	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 584 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 434 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 162 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
Total des recettes réelles		42 823 727,94	0,00	153 622,98	153 622,98	153 622,98
021	Virement de la section de fonctionnement	4 377 293,65		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	2 835 000,00		0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	2 800 000,00		0,00	0,00	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	35 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	300 000,00		0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	300 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		7 512 293,65		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		53 744 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (4)	14 985 139,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	21 132 560,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	363 378,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	8 215 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		44 696 247,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 831 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		1 836 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		46 532 247,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	4 377 293,65			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	2 835 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		7 212 293,65			0,00	0,00		0,00	0,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	0,00
--	-------------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	0,00
--	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.



(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		53 744 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 209 562,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	34 809 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	12 178 781,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 198 561,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		52 944 033,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		52 949 033,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	795 508,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		795 508,00	0,00	0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	0,00
--	-------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	0,00
--	-------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		53 744 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (5)	14 985 139,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	255 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 590 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	295 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	55 731,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	185 980,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	303 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	614 234,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	223 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	21 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	92 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	116 853,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	4 709 975,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	146 802,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	52 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	95 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	42 328,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	182 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	813 223,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	686 985,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	23 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	84 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	166 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	232 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	94 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	187 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Études et recherches	216 264,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	18 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	104 834,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6188	Autres frais divers	51 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	73 636,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	43 407,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	53 914,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	27 306,69	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	139 665,30	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	74 930,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	105 529,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	244 584,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	53 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	5 407,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	33 395,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	329 876,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	158 461,50	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	33 370,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	550 675,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	6 355,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	52 161,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	21 132 560,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6216	Personnel affecté par GFP rattachement	121 060,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	322 867,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	66 990,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	61 176,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	137 189,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 731 737,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	89 860,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	104 037,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 748 035,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	3 156 146,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	22 408,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	573 724,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6417	Rémunérations des apprentis	34 314,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 483 924,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 954 223,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	145 951,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	80 550,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	55 125,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	96 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	147 244,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	363 378,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391112	Dégrèv. taxe habit. / logements vacants	110 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	243 378,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	8 215 170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	6 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	242 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65322	Frais de mission et de déplacement	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	2 806 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	543 130,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. caisse des écoles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736212	Subv. régie admin. avec ps.morale	950 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	465 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 955 890,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	17 731,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	76 069,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	49 550,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		44 696 247,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 831 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 690 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	141 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		1 836 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		46 532 247,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	4 377 293,65			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	2 835 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	2 800 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	35 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		7 212 293,65			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	244 408,11
Montant des ICNE de l'exercice N-1	103 408,11
= Différence ICNE N – ICNE N-1	141 000,00



- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040*) (*DF 043 = RF 043*).
- (9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		53 744 541,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 209 562,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	255 158,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	674 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	288 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	860,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	309 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	269 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70844	Mise à dispo personnel CDE	85 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par le CCAS/CIAS	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	196 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	2 456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	34 809 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	32 279 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73154	Droits de place	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73156	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	12 178 781,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	4 835 859,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	2 990 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	503 338,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)		Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I	II			
744	FCTVA	214 703,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	434 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	198 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	7 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	144 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	101 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478211	Participation Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	1 804 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	880 715,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotations de recensement	6 721,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotations pour les titres sécurisés	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 198 561,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	636 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75812	Redevances pour défaut branchement égout	200 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	356 626,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		52 944 033,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		52 949 033,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	795 508,00		0,00	0,00	0,00	0,00
77681	Neutralisation des amortissements	795 508,00		0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		795 508,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
--------------------------------	------



Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
- (3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*) (*RF 043 = DF 043*).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



IV – ANNEXES								IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE								A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		7 596 833,40	3 734 594,43	0,00	80 654,00	4 826 856,42	9 703 138,98	819 836,89	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 460 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	196 835,00	0,00	0,00	345 519,20	132 357,00	113 640,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	510 000,00	5 290,00	0,00	0,00	0,00	524 261,00	15 732,20	0,00
21	Immobilisations corporelles	39 752,48	1 465 008,10	0,00	65 654,00	421 423,98	913 849,15	557 018,36	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	587 080,92	2 066 461,33	0,00	0,00	4 059 913,24	8 132 671,83	8 969,57	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	124 476,76	0,00
RECETTES		29 684 252,06	768 226,48	0,00	15 000,00	1 461 210,12	6 154 615,18	334 550,59	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 584 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	768 226,48	0,00	0,00	1 461 210,12	6 154 615,18	229 550,59	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	26 522 152,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		8 189 531,84	2 723 559,63	78 153,00	6 878 375,08		44 631 533,67
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		6 461 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	856 225,00	28 910,00	0,00	146 555,41		1 820 041,61
204	Subventions d'équipement versées	145 849,75	0,00	77 153,00	2 800 000,00		4 078 285,95
21	Immobilisations corporelles	3 285 605,00	263 069,63	1 000,00	636 100,02		7 648 480,72
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 901 852,09	2 031 580,00	0,00	3 295 719,65		24 084 248,63
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	400 000,00	0,00	0,00		400 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		139 476,76
RECETTES		1 982 308,50	1 124 336,20	0,00	1 452 851,79		42 977 350,92
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		1 577 198,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 584 902,00
13	Subventions d'investissement	1 982 308,50	1 124 336,20	0,00	1 452 851,79		13 173 098,86
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		26 522 152,06
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		120 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		7 596 833,40
164	Emprunts auprès des états financiers	6 460 000,00
204	Subventions d'équipement versées	510 000,00
213	Constructions	38 479,28
218	Autres immobilisations corporelles	1 273,20
231	Immobilisations corporelles en cours	587 080,92
RECETTES		29 684 252,06
024	Produits des cessions d'immobilisations	1 577 198,00
102	Dotations et fonds d'investissement	1 584 902,00
164	Emprunts auprès des états financiers	26 522 152,06

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		1 646 922,93	0,00	0,00	1 782 275,55	22 425,49	282 970,46	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	175 864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 290,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	2 971,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 487,96	0,00	0,00
213	Constructions	715 624,36	0,00	0,00	0,00	2 197,69	111 628,48	0,00	0,00
215	Installat ^o , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	20 224,40	0,00	15 000,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	509 256,80	0,00	0,00	79,99	0,00	2 508,42	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	242 206,77	0,00	0,00	1 761 971,16	14 937,80	47 345,60	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	768 226,48	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	682 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	85 907,48	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 734 594,43
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 864,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 290,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 971,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 487,96
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	829 450,53
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 224,40
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	511 845,21
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 066 461,33
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 226,48
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682 319,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 907,48

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		15 000,00	0,00	65 000,00	654,00	0,00	80 654,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	65 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	654,00	0,00	654,00
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
458	Opérations sous mandat	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22			23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré				
		201	211	212	213	221	222	223		
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés	Enseignement supérieur	Cités scolaires
DEPENSES		46 492,00	219 006,88	159 492,11	4 384 588,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	308 527,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	36 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	154 856,90	82 353,95	68 672,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	9 500,00	24 000,00	40 465,98	28 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	40 149,98	36 672,18	3 978 988,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	84 261,10	1 376 949,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	13 151,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	84 261,10	1 195 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	168 037,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT Formation des actifs occupés					257 CNFPT et CDG missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		7 940,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	7 940,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	9 336,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 826 856,42
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 527,20
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 992,00
213	Constructions	0,00	0,00	3 432,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 315,25
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 802,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 108,73
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	4 102,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 059 913,24
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 461 210,12
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 151,94
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 280 021,10
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 037,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		181 276,40	4 626 193,48	3 125 981,01	387 626,68	103 710,85	17 614,60	75 090,47	110 292,43	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	71 528,00	35 000,00	4 032,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	90 276,40	0,00	0,00	0,00	0,00	12 614,60	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	18 297,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	11 265,01	254 361,17	4 000,00	0,00	74 200,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	64 405,40	1 500,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	91 000,00	20 129,00	4 497,60	26 318,40	28 175,71	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	4 606 064,48	2 864 085,67	53 650,11	3 097,74	0,00	890,47	110 292,43	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	174 604,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	2 893 588,93	2 890 098,70	21 906,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	21 906,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	1 375 328,93	2 288 210,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	1 518 260,00	601 888,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		299 638,89	455 159,58	234 355,00	0,00	64 337,71	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	183 000,00	234 355,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	283 152,42	4 734,20	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	589,20	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	16 486,47	267 425,38	0,00	0,00	33 748,51	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	336 685,20	0,00	0,00	12 336,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	301 000,00	0,00	0,00	12 336,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	35 685,20	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		21 861,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 703 138,98
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 060,00
204	Subventions d'équipement versées	4 015,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	524 261,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 297,00
213	Constructions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	634 712,80
215	Installat ^e , matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 905,40
218	Autres immobilisations corporelles	12 521,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 230,95
231	Immobilisations corporelles en cours	2 325,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 958 067,10
238	Avances commandés immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 604,73
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 154 615,18
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 906,35
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 976 875,63
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 155 833,20

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éta sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		494,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	494,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		165 273,36	0,00	0,00	0,00	0,00	599 064,31	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 640,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 732,20	0,00	0,00
213	Constructions	33 243,53	0,00	0,00	0,00	0,00	423 931,42	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	114,98	0,00	0,00	0,00	0,00	44 723,67	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	7 438,09	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037,02	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	124 476,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		147 499,59	0,00	0,00	0,00	0,00	187 051,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	42 499,59	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 051,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	55 004,76	0,00	0,00	819 836,89
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 640,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 732,20
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 174,95
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	55 004,76	0,00	0,00	99 843,41
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 969,57
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 476,76
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 550,59
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 499,59
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 051,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50	51						
		Services communs	Aménagement et services urbains						
		50	510	511	512	513	514	515	518
		Services communs	Services communs	Espaces verts urbains	Eclairage public	Art public	Electrification	Opérations d'aménagement	Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	556 245,16	1 119 732,39	0,00	0,00	6 367 704,54	145 849,75
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	836 225,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 849,75
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 164 605,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	154 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	55 000,00	230 000,00	0,00	0,00	579 500,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	224 745,16	889 732,39	0,00	0,00	2 787 374,54	0,00
RECETTES		0,00	0,00	134 826,67	255 858,50	0,00	0,00	1 591 623,33	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	68 160,00	255 858,50	0,00	0,00	1 591 623,33	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	66 666,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 189 531,84
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	856 225,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 849,75
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 164 605,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 901 852,09
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 982 308,50
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 915 641,83
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 666,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		400 000,00	1 509 008,98	0,00	0,00	0,00	672 384,02	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 910,00	0,00
213	Constructions	0,00	9 008,98	0,00	0,00	0,00	81 622,44	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 271,58	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	531 580,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		291 673,00	832 663,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	291 673,00	670 532,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	162 131,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	142 166,63	0,00	2 723 559,63
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 910,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 631,42
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	142 166,63	0,00	172 438,21
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 031 580,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 124 336,20
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 205,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 131,20

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemment
DEPENSES		1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	77 153,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	77 153,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 153,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 153,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	6 298 221,51	0,00	540 153,57	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	124 035,41	0,00	22 520,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 043,74	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	243 882,00	0,00	338 174,28	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	3 130 304,10	0,00	165 415,55	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 452 851,79	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	349 851,79	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 878 375,08	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 555,41	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00	
213	Constructions	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 043,74	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	582 056,28	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 295 719,65	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 452 851,79	
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	349 851,79	
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		2 521 218,46	7 337 422,56	0,00	3 787 662,00	6 874 169,66	14 159 750,06	5 781 152,34	0,00
011	Charges à caractère général	287 657,81	3 392 991,21	0,00	134 159,00	1 969 379,66	3 745 969,06	928 007,34	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 193 534,00	0,00	847 503,00	4 420 490,00	8 041 021,00	3 603 955,00	0,00
014	Atténuations de produits	363 378,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	34 800,00	750 280,00	0,00	2 806 000,00	484 300,00	2 372 760,00	1 249 190,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	1 831 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	4 382,65	617,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		46 464 439,00	298 380,00	0,00	434 000,00	528 600,00	1 699 054,00	1 600 950,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	25 150,00	98 000,00	0,00	0,00	174 000,00	883 404,00	225 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	2 456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	34 514 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	9 464 160,00	67 971,00	0,00	434 000,00	64 000,00	812 550,00	1 336 100,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	40 409,00	0,00	0,00	290 600,00	3 100,00	39 850,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	2 185 019,22	1 231 367,65	541 525,00	2 112 960,40		46 532 247,35
011	Charges à caractère général	0,00	1 780 713,22	504 718,65	539 025,00	1 702 518,40		14 985 139,35
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	369 306,00	283 009,00	0,00	373 742,00		21 132 560,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		363 378,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	35 000,00	443 640,00	2 500,00	36 700,00		8 215 170,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 831 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		0,00	265 479,00	804 131,00	0,00	854 000,00		52 949 033,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		92 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	91 208,00	20 000,00	0,00	692 800,00		2 209 562,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 456 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	240 000,00	0,00	55 000,00		34 809 129,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		12 178 781,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	174 271,00	544 131,00	0,00	106 200,00		1 198 561,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00



IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		2 521 218,46
606	Achats non stockés de matières et fourni	171 214,00
611	Contrats de prestations de services	99 513,21
615	Entretien et réparations	5 000,00
617	Etudes et recherches	5 245,60
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00
628	Divers	685,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 800,00
661	Charges d'intérêts	1 831 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 382,65
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	363 378,00
RECETTES		46 464 439,00
703	Redevances utilisation du domaine	25 150,00
731	Fiscalité locale	34 514 129,00
732	Fiscalité reversée	2 456 000,00
741	D.G.F.	8 329 242,00
744	FCTVA	214 703,00
747	Participations	39 500,00
748	Autres attributions et participations	880 715,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	5 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		4 131 545,27	0,00	33 250,00	1 350 707,79	201 645,65	313 292,85	991 331,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	785 967,00	0,00	3 000,00	83 042,47	145 674,00	30 004,00	2 900,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	446 297,55	0,00	9 550,00	211 648,14	42 521,65	35 421,85	17 000,00	0,00
613	Locations	88 602,46	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	11 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	278 706,29	0,00	0,00	9 582,88	12 500,00	27 000,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	271 993,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	77 600,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	63 768,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	64 589,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	87 321,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	36 000,00	0,00	20 000,00	135 215,30	0,00	0,00	8 140,00	0,00
625	Déplacements et missions	53 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	5 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	55 998,50	0,00	0,00	12 500,00	0,00	5 610,00	600,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	24 533,00	0,00	0,00	11 072,00	0,00	1 857,00	11 061,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	281 820,00	0,00	0,00	15 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	17 300,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	552 119,00	0,00	0,00	621 525,00	0,00	109 676,00	675 895,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	324 415,00	0,00	0,00	242 702,00	0,00	43 724,00	264 366,00	0,00
647	Autres charges sociales	241 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	308 000,00	0,00	0,00	0,00	950,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	54 961,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 369,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	617,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		186 434,00	0,00	9 475,00	0,00	0,00	92 250,00	10 221,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	92 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00
708	Autres produits	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	3 500,00	0,00
748	Autres attributions et participations	57 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 721,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	9 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
758	Produits divers de gestion courante	28 934,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		315 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	315 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 337 422,56
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 051 237,47
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	762 439,19
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 602,46
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 530,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 789,17
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 993,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 600,12
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 468,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 589,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 321,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 355,30
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 407,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 708,50
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 523,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 640,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 900,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 959 215,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	875 207,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	308 950,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 330,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	617,35
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 380,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 221
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 475

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 934,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		48 747,00	741 254,00	2 831 341,00	166 320,00	0,00	3 787 662,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	500,00	12 828,00	341,00	7 500,00	0,00	21 169,00
611	Contrats de prestations de services	4 500,00	2 190,00	0,00	44 593,31	0,00	51 283,31
613	Locations	0,00	0,00	0,00	7 200,00	0,00	7 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	341,00	0,00	0,00	0,00	341,00
615	Entretien et réparations	2 000,00	15 500,00	25 000,00	0,00	0,00	42 500,00
618	Divers	0,00	9 659,00	0,00	0,00	0,00	9 659,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 000,00	0,00	406,69	0,00	1 406,69
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	491,00	6 916,00	0,00	1 299,00	0,00	8 706,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
641	Rémunérations du personnel	29 717,00	527 316,00	0,00	77 095,00	0,00	634 128,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	11 539,00	164 904,00	0,00	28 226,00	0,00	204 669,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	2 806 000,00	0,00	0,00	2 806 000,00
RÉCETTES		0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	434 000,00	0,00	434 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20	21			22			23	24
		Services communs	Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré			Enseignement supérieur	Cités scolaires
		201	211	212	213	221	222	223		
		Services communs	Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés		
DEPENSES		346 692,00	1 642 345,23	1 378 564,78	1 178 954,29	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	109 816,00	146 682,00	260 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	84 491,36	105 619,38	116 325,26	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	34 649,87	16 464,40	27 266,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	1 086,00	1 548,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	50,00	400,00	3 965,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	201 867,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	481,00	903,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	8 240,00	8 495,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	2 052,00	17 280,00	7 924,00	10 387,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	100 240,00	985 192,00	435 454,00	537 312,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	42 533,00	401 059,00	171 945,00	207 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	483 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	870,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	89 000,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	89 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT Formation des actifs occupés					257 CNFPT et CDG missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												258 Autres
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT Formation des actifs occupés					257 CNFPT et CDG missions spécifiques		
							2561 Missions statutaires et réglementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	2 178 803,36	0,00	2 000,00	56 810,00	0,00	0,00	6 874 169,66
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	39 978,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	559 351,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	800 481,63	0,00	0,00	15 810,00	0,00	0,00	1 212 727,63
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	25 552,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 933,03
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 634,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 415,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 867,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	21 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	0,00	24 384,00
628	Divers	0,00	0,00	13 200,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	35 235,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	17 067,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 710,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	922 439,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 980 637,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	360 085,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 183 276,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	483 130,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	870,00
RECETTES		0,00	0,00	285 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528 600,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	200 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		1 537 384,00	3 579 515,70	308 432,89	1 499 699,86	1 490 981,73	11 000,00	748 879,45	676 591,62	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	26 400,00	54 783,00	84 310,00	166 205,00	86 384,00	0,00	1 500,00	1 000,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	14 890,00	368 570,49	152 615,89	66 193,86	72 738,73	0,00	36 332,13	10 582,54	0,00
613	Locations	90,00	21 350,00	0,00	4 300,00	34 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	7 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	20 500,00	16 899,21	61 280,00	53 900,00	70 120,00	0,00	17 047,32	30 009,08	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	9 130,00	227,00	8 835,00	9 050,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	371,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 000,00	11 500,00	0,00	500,00	50 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	1 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	3 430,00	2 665,00	0,00	580,00	12 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	11 358,00	35 695,00	0,00	13 140,00	14 344,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	16 200,00	0,00	400,00	4 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	664 533,00	1 984 431,00	0,00	867 416,00	813 583,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	253 252,00	794 098,00	0,00	310 340,00	316 782,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	2 244,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	5 200,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	536 360,00	247 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	694 000,00	635 000,00	0,00



Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 600,00	0,00	0,00	5 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		14 860,00	530 140,00	0,00	8 000,00	43 600,00	0,00	40 000,00	20 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	20 000,00	0,00
706	Prestations de services	860,00	282 140,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	248 000,00	0,00	0,00	43 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		1 020 121,15	601 847,55	196 504,00	0,00	176 992,60	105 560,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	278 226,00	332 118,00	196 504,00	0,00	53 515,00	18 020,00
611	Contrats de prestations de services	110 208,95	106 272,19	0,00	0,00	11 588,12	64 130,00
613	Locations	18 200,00	660,00	0,00	0,00	0,00	11 160,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	73 554,20	43 697,36	0,00	0,00	110 159,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	1 730,48	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 250,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Divers	83 765,00	55 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	7 910,00	6 410,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 750,00
641	Rémunérations du personnel	315 944,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	127 093,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		29 350,00	5 000,00	196 504,00	0,00	1 400,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	196 504,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	28 250,00	5 000,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		2 201 239,51	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	14 159 750,06
606	Achats non stockés de matières et fourni	66 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 365 099,00
611	Contrats de prestations de services	170 897,27	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	1 190 020,17
613	Locations	32 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 610,00
614	Charges locatives et de copropriété	15 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 480,00
615	Entretien et réparations	47 266,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	544 432,41
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 730,48
618	Divers	34 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 942,00
621	Personnel extérieur au service	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 371,00
623	Pub., publications, relations publiques	25 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 454,00
624	Transports biens, transports collectifs	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
628	Divers	76 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 580,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	18 157,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 914,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 810,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 811,00
641	Rémunérations du personnel	1 051 106,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 697 013,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	410 914,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 212 479,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 244,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 600,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	179 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 349 560,00
658	Charges diverses de gestion courante	8 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 600,00
RECETTES		810 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699 054,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
706	Prestations de services	323 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	612 900,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210 504,00
747	Participations	486 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	812 550,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		31 500,00	0,00	13 950,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	8 600,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		3 047 789,12	0,00	7 000,00	0,00	0,00	2 600 693,22	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	143 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 645,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	235 612,73	0,00	0,00	0,00	0,00	121 283,15	0,00	0,00
613	Locations	67 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	6 087,54	0,00	0,00	0,00	0,00	1 890,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	16 013,92	0,00	0,00	0,00	0,00	18 709,20	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
618	Divers	11 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	39 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	80 565,93	0,00	0,00	0,00	0,00	22 278,87	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	18 143,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 610,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	675,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 034 577,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 106,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	409 718,00	0,00	0,00	0,00	0,00	583 301,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	943 200,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	215 720,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00
RÉCETTES		335 350,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	1 259 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00
747	Participations	295 500,00	0,00	6 600,00	0,00	0,00	1 034 000,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	39 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 220,00	5 781 152,34
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 791,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 495,88
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 250,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 977,54
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 723,12
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 200,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 200,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 844,80
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 753,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	675,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 850,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 534 683,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	993 019,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 220,00	1 246 140,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600 950,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 336 100,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 850,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50	51						
		Services communs	Aménagement et services urbains						
		50	510	511	512	513	514	515	518
		Services communs	Services communs	Espaces verts urbains	Eclairage public	Art public	Electrification	Opérations d'aménagement	Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	566 542,00	701 665,13	787 970,00	0,00	0,00	108 224,40	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	2 650,00	210 364,00	593 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	42 000,00	99 308,95	156 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 000,00	347 742,18	23 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 224,40	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	102 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	83 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	30 100,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	2 520,00	454,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	165 085,00	27 383,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	60 951,00	10 813,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	20 617,69	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	19 467,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	1 150,69	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	155 271,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	42 954,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	112 317,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 185 019,22
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	826 251,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 308,95
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	373 092,87
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 224,40
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 636,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 468,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 764,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	91 208,00	0,00	265 479,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	91 208,00	0,00	91 208,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 954,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 317,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		48 143,13	494 680,00	0,00	0,00	0,00	617 517,92	71 026,60
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 747,00	8 763,00
611	Contrats de prestations de services	12 000,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	56 720,00	25 528,60
615	Entretien et réparations	763,13	0,00	0,00	0,00	0,00	63 001,92	100,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	427,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 033,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	61 680,00	0,00	0,00	0,00	67 420,00	995,00
641	Rémunérations du personnel	24 786,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 099,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	10 167,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 497,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	408 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 640,00
RECETTES		20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	758 664,00	5 467,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 756,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 908,00	5 467,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 231 367,65
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 510,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 248,60
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 865,05
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 460,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 095,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	202 885,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 664,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	443 640,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	804 131,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	448 756,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 375,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	339 025,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 025,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
657	Charges intervent ^e cpt prop. - Subvent ^e	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel, risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	541 525,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 025,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	157 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 118 209,83	0,00	304 775,34	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	348 838,00	0,00	118 634,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	300 895,00	0,00	62 344,30	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	359 435,83	0,00	108 782,04	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	830,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	310,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	919,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	55 014,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	22 768,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	22 700,00	0,00	14 000,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		532 475,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 112 960,40
606	Achats non stockés de matières et fourni	127 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595 092,00
611	Contrats de prestations de services	33 699,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 938,45
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
615	Entretien et réparations	9 165,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477 382,95
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 015,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
628	Divers	15 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 950,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	3 396,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 315,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	58 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 810,00
641	Rémunérations du personnel	204 218,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259 232,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	79 927,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 695,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 700,00
RECETTES		769 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	854 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	674 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	677 800,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
752	Revenus des immeubles	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 200,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».



(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dettes restantes
----------	-----------------------------	------------------------	------------------



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Durée (en années)	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2022-11-24
	Catégories de biens amortis		
L	M57 202 DOCUMENTS D'URBANISME_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2031 FRAIS D'ETUDES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2032 FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT_5A	5	24/11/2022
L	M57 2033 FRAIS D'INSERTION_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	10	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	20	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	25	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204111 SUB.EQ.VERS.ETAT-BIENS MOBILIER-MATERIE	50	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	10	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	20	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	25	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	30	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	40	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	5	24/11/2022
L	M57 204112 SUB.EQ.VERS.ETAT-BATIMENTS ET INSTALLAT	50	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	10	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	15	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	20	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	25	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	30	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	40	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	5	24/11/2022
L	M57 204113 SUB.EQ.VERS.ETAT-PROJET INTERET NATIONA	50	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_20ANS	20	24/11/2022

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 204114 SUB.EQ.VERS.ETAT.VOIRIE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	10	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	15	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	20	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	25	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	30	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	40	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	5	24/11/2022
L	M57 204121 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BIENS MOBILIER-MATE	50	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	10	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	25	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 204122 SUB.EQ.VERS.REGIONS-BATIMENTS ET INSTAL	50	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	10	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	15	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	25	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	30	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	40	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	5	24/11/2022
L	M57 204123 SUB.EQ.VERS.REGIONS-PROJET INTERET NATI	50	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	10	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	15	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	25	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	30	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	40	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	5	24/11/2022
L	M57 204131 SUB.EQ.VERS.DPT--BIENS MOBILIER-MATERIE	50	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_10A	10	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_15A	15	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_20A	20	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_25A	25	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_30A	30	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_40A	40	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_5AN	5	24/11/2022
L	M57 SUB.EQ.VERS.DPT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS_50A	50	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	10	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	15	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	20	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	25	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	30	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	40	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	5	24/11/2022
L	M57 20421 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BIENS MOB.MAT.	50	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	10	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	15	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	20	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	25	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	30	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	40	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	5	24/11/2022
L	M57 20422 SUB.EQ.PERSONNES DT.PRIVE-BATS ET INSTAL	50	24/11/2022
L	M57 2046 ATTRIBUTION DE COMPENSATION D.INVESTIS_1A	1	24/11/2022
L	M57 2051 CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2088 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 2121 PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES_15AN	15	24/11/2022
L	M57 2128 AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21311 BATIMENTS ADMINISTRATIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21312 BATIMENTS SCOLAIRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21312 BATIMENTS SCOLAIRES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_30AN	30	24/11/2022
L	M57 21313 BATIMENTS SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX_50AN	50	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21314 BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21315 CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 21315 CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_30ANS	30	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 21316 EQUIPEMENTS DU CIMETIERE_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 21318 AUTRES BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21321 IMMEUBLES DE RAPPORT_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21328 AUTRES BATIMENTS PRIVES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 21351 BATIMENTS PUBLICS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 21352 BATIMENTS PRIVES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 2138 AUTRES CONSTRUCTIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 2152 INSTALLATIONS DE VOIRIE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21568 AUTRE MATERIEL ET OUTIL. D'INCENDIE ET	15	24/11/2022
L	M57 21571 MATERIEL ROULANT_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 21578 AUTRE MATERIEL TECHNIQUE_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2158 AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLA	5	24/11/2022
L	M57 2181 INSTALL. GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAG	15	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_CAMIONS VEHICULES	10	24/11/2022
L	M57 21828 MATERIELS DE TRANSPORT_DEUX ROUES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21831 MATERIEL INFORMATIQUE SCOLAIRE_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21831 MATERIEL INFORMATIQUE AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 21841 MATERIEL DE BUREAU ET MOBILIER SCOLAIRE	10	24/11/2022
L	M57 21848 MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 2188 AUTRES IMMO CORPORELLES (OUTILLAGE)_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1311 ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1312 REGIONS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_10ANS	10	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1313 DEPARTEMENTS_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13141 COMMUNES MEMBRES DU GFP_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13146 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTI	1	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13148 AUTRES COMMUNES_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R13171 FONDS SOCIAL EUROPEEN_50ANS	50	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R13172 FEDER_40ANS	40	24/11/2022



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE			Délibération du
L	M57 R13172 FEDER_5ANS	5	24/11/2022	
L	M57 R13172 FEDER_50ANS	50	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_10ANS	10	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_15ANS	15	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_20ANS	20	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_25ANS	25	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_30ANS	30	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_40ANS	40	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_5ANS	5	24/11/2022	
L	M57 R13173 FEADER_50ANS	50	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_10ANS	10	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_15ANS	15	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_20ANS	20	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_25ANS	25	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_30ANS	30	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_40ANS	40	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_5ANS	5	24/11/2022	
L	M57 R13178 AUTRES FONDS EUROPEENS_50ANS	50	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022	
L	M57 R1318 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022	
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	10	24/11/2022	
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	15	24/11/2022	
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	20	24/11/2022	
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	25	24/11/2022	
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	30	24/11/2022	
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	40	24/11/2022	
L	M57 R13461 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	5	24/11/2022	
L	M57 R13361 DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES	50	24/11/2022	
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	10	24/11/2022	
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	15	24/11/2022	
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	20	24/11/2022	
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	25	24/11/2022	



Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	30	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	40	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	5	24/11/2022
L	M57 R13362 DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	50	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_10ANS	10	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_15ANS	15	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_20ANS	20	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_25ANS	25	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_30ANS	30	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_40ANS	40	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_5ANS	5	24/11/2022
L	M57 R1338 AUTRES_50ANS	50	24/11/2022



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
------------------------	-------	--	-------	---	---	--------------------------------

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 08	Intitulé de l'opération : travaux forcés pour tiers Travaux forcés pour tiers			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	9 180,00	0,00	0,00	0,00
45 travaux forcés pour tiers (5)	9 180,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	9 180,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 09	Intitulé de l'opération : FACADES MARIE NOËL			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	54 539,00	0,00	0,00	0,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	54 539,00	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	54 539,00	0,00	0,00	0,00



N° opération : 10	Intitulé de l'opération : CHRS HUMANISATION			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	413 675,39	0,00	0,00	0,00
45 CHRS HUMANISATION (5)	413 675,39	0,00	0,00	0,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	413 675,39	0,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	726 311,19	0,00	0,00	0,00
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	726 311,19	0,00	0,00	0,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	726 311,19	0,00	0,00	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	0,00	0,00	0,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	0,00

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'origine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					0,00
FONCTIONNEMENT (total)					0,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
 343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
 333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
 A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Mairie d'Auxerre (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
-------------------------------	-------------------------------------	------------------	----------------------	---------------------------------	-----------------

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
---------------------------	-----------------------------	------------------	----------------------	----------	---------------------------------	-----------------

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	6 460 000,00	0,00	0,00	6 460 000,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	10 374 393,65	0,00	0,00	10 374 393,65
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	3 914 393,65	0,00	0,00	3 914 393,65

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"



IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 6 460 000,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		6 460 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 460 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
-----------------------	-----------------------------	------------------	----------------------	------------------------------------



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET	D2.1

VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
Sous-total Fonctionnement		0.00	Sous-total Fonctionnement		0.00
					(B)

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
Sous-total Investissement		0.00	Effort propre de la Région (A – B)		0.00
					(C)

TOTAL DEPENSES	(A)	0.00	TOTAL RECETTES (B + C)	0.00
-----------------------	-----	-------------	-------------------------------	-------------



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	
SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION	D2.2

Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

Produits d'exploitation courante :	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
Total chiffre d'affaires	0,00
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
Total produits d'exploitation courante	0,00
Charges d'exploitation courante :	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
Total charges d'exploitation courante	0,00
Facturations majeures :	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
Total facturations majeures	0,00
Prestations de main d'œuvre inter-domaines :	0,00
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
Total facturations internes	0,00
TOTAL CHARGES (2)	0,00
Contributions aux ECE	0,00



EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)	0,00
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
Total dotations, reprises, transferts et autres	0,00
RESULTAT D'EXPLOITATION (4)	0,00
Résultat financier	0,00
RESULTAT COURANT (5)	0,00
Résultat spécifique	0,00
RESULTAT NET (6)	0,00

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources						
Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources						
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	D4.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement (4)</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Cet état ne contient pas d'information.



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.



V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-024

OBJET : Autorisations de programme et crédits de paiement - budget principal- Modification

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Le montant de l'autorisation de programme « boucle Locale Optique » est réduite de 142 166.63 euros pour être portée à 520 000 euros afin de s'ajuster à l'enveloppe définie initialement.

Les crédits de paiement 2024 de cette autorisation de programme « boucle Locale optique » sont augmentés de 153 622.98 euros et se récapitulent ainsi :

en euros	Crédits de Paiements annuels votés	Crédits de paiements annuels réalisés
BP-2022	250 000,00	0,00
BP-2023	270 000,00	0,00
BS-2023	250 000,00	224 210,39
BP-2024	142 166,63	140 768,28
DM1-2024	153 622,98	

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De modifier l'autorisation de programme et les crédits de paiements 2024 du programme « Boucle Locale Optique » selon le tableau joint en annexe.
- De dire que les crédits de paiements correspondants sont inscrits au budget 2024.



VILLE D'AUXERRE - BUDGET PRINCIPAL - Exercice : 2024 - DM1 : DECISION MODIFICATIVE N°1

Type de Programme GERE EN APCP

Programme	AP		Montant AP	Répartition par Exercice							
				<2024	2024	2025	2026	2027	2028	>=2029	
AP22001 AP BOUCLE LOCALE OPTIQUE	2021	Dépenses	AP Proposition Total	662 166.63 -142 166.63 520 000.00	224 210.39	437 956.24 -142 166.63 295 789.61					
		Recettes	AP Proposition Total								
GERE EN APCP		Dépenses	AP Proposition Total	662 166.63 -142 166.63 520 000.00	224 210.39	437 956.24 -142 166.63 295 789.61					
GERE EN APCP		Recettes	AP Proposition Total								



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-025

OBJET : Subventions 2024 - Attributions complémentaires

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer l'ensemble des subventions suivantes :

Bénéficiaires	Nature de l'opération	Imputation	Subvention
Les Restos du cœur	Subvention de fonctionnement	65748	2 500 €
Secours catholique	Subvention de fonctionnement	65748	1 700 €
Club de plongée	Subvention de fonctionnement	65748	3 150€
CDSA – Corrida 2024	Subvention de fonctionnement	65748	15 000€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024,
- d'autoriser le maire à signer toutes les conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-026

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution 1 Impact arts martiaux

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
1 Impact arts martiaux	Cage MMA personnalisée 4m	7 547€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer la subvention selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-027

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution AJA

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer les subventions d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
AJA Football association	Buts	5 500€
AJA Omnisport Section échecs	3 échiquiers électroniques	2 500€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-028

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Auxerre Sport Citoyen

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer les subventions d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
Auxerre sport citoyen	4 Planches à rebond avec support	1 227€
Auxerre sport citoyen	4 mini-buts	760€
Auxerre sport citoyen	8 mannequins Séniors avec socle	495€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-029

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution AuxR Judo

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
Aux'R Judo	Matériel de musculation et de remise en forme	1 884€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer la subvention selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-030

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Baby club auxerrois

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer les subventions d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
Baby club auxerrois	1 mur d'escalade	1 028€
Baby club auxerrois	1 bambineau avec kit décoration	1 249€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-031

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Rugby club auxerrois

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
Rugby club auxerrois	Matériel de vidéo pour améliorer le jeu	5 700€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer la subvention selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-032

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Attribution Stade auxerrois

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer les subventions d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
Stade auxerrois Section billard	6 tapis de billard	1 000€
Stade auxerrois Section football	Buts de football avec filet et système de transport	5 500€
Stade auxerrois Section force athlétique	1 Technogym	3 866€
Stade auxerrois Section handisport	1 fauteuil roulant basket	6 643€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer les subventions selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-033

OBJET : Associations sportives - Subventions d'équipement - Olympic canoé Kayak auxerrois

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer la subvention d'équipement ci-dessous :

Bénéficiaire	Nature de l'acquisition	Subvention
Olympic canoé kayak auxerrois	3 kayaks d'initiation au sprint	5 100€

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'attribuer la subvention selon le tableau ci-dessus,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2024, imputation 20421,
- d'autoriser le maire à signer toutes conventions nécessaires au versement de ces subventions.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-034

OBJET : Centre de loisirs les Gulli'vert - Attribution complément de subvention 2024

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil municipal du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-002.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Par délibération 2023-156 du 21 décembre 2023, une subvention de fonctionnement d'un montant de 80 000€ a été accordée au centre de loisirs les Gulli'vert.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer une subvention au centre de loisirs les Gulli'vert de 105 000 € pour l'année 2024.

Bénéficiaire	Nature de l'opération	Subvention accordée par délibération 2023-156 du 21/12/23	Complément de subvention	Montant de la subvention 2024
Centre de loisirs les Gulli'vert	Subvention de fonctionnement	80 000 €	25 000 €	105 000 €

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'attribuer un complément de subvention de 25 000 € pour l'année 2024 au centre de loisirs les Gulli'vert,
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2024.



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-035****OBJET : Domaine public- droits de terrasse - Remise gracieuse****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

La ville d'Auxerre autorise des installations provisoires sur le domaine public, à usage de terrasses aux commerçants qui en font la demande. Ainsi, des autorisations d'occupation du domaine public à usage de terrasse ont notamment été délivrées en 2023 aux restaurants « Le saint pèlerin » et « Chez Fifi », ainsi que les commerces « La cave du Maréchal » et la « Chocolaterie Grégory Féret ».

Des travaux de voiries ont été réalisés rue Saint Pèlerin et place du Maréchal Leclerc ne permettant pas à ces 4 entreprises d'exploiter dans de bonnes conditions leur droit de terrasses au cours de l'année 2023.

Il est donc proposé d'octroyer une remise gracieuse du montant de la redevance d'occupation du domaine public à usage de terrasses afférente à 2023 due par ces 4 entreprises comme suit :

- Raison sociale CYRILLE ET FANNY (enseigne Le Saint Pèlerin) - arrêté DSAT 159 – pour un montant de 360 €,
- Raison sociale BNLA (enseigne La cave du Maréchal) - arrêté DSAT 114 – pour un montant de 720 €,
- Raison sociale CHOCOLATERIE GREGORY FERET - arrêté DSATM 357 – pour un montant de 828 €,
- Raison sociale LE GOUT DES AUTRES (enseigne « chez Fifi ») - arrêté DSAT 160 – pour un montant de 630 €.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'accorder les remises gracieuses présentées ci-dessus,
- d'autoriser le Maire à signer tous les actes s'y rapportant.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-036

OBJET : Droits de place du marché du mercredi matin - Remise gracieuse

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

La ville d'Auxerre accorde des droits de place aux commerçants qui souhaitent installer leur étale lors du marché du centre-ville rue de la draperie qui se tient chaque mercredi.

Ainsi, des droits de place ont notamment été délivrées à 13 commerçants pour le 4^{ème} trimestre 2023.

En raison de travaux place du Maréchal Leclerc, l'accès au marché le mercredi 13 décembre 2023 a été perturbé, ne permettant pas à ces entreprises d'exploiter dans de bonnes conditions leur droit de place ce jour-là.

Il est donc proposé d'octroyer une remise gracieuse partielle du montant du droit de place dû par ces entreprises, calculée au prorata pour un mercredi.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'accorder les remises gracieuses suivantes :

ENTREPRISE	Montant du forfait Droit de place + Electricité du 4ème trimestre 2023	Montant de la remise gracieuse
FROMAGERIE LE VIEUX BURON	152,40 €	11,72 €
EARL DE LA MAITERIE	92,40 €	7,11 €
BORNAT EVELYNE ROTISSERIE	182,40 €	14,03 €
PLEIN FRAIS	713,86 €	54,91 €
GINGUEROL	92,40 €	7,11 €
MIELLERIE DE LA TUILERIE	68,50 €	5,27 €
BOUCHERIE CHARCUTERIE MARC COLIN	152,40 €	11,72 €
EARL NEVERS	158,50 €	12,19 €
SARL TRATTORIA SAPORI	152,40 €	11,72 €
PIVIN RENE	212,40 €	16,34 €
FOUR A BOIS RAUX'R	68,50 €	5,27 €
LE BORVO	182,40 €	14,03 €
AYUMU SUZUKI	38,50 €	2,96 €

- d'autoriser le Maire à signer tous les actes s'y rapportant.



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-037****OBJET : Garantie d'emprunt accordée à Domanys - construction de 23 logements - rue du Viaduc - Auxerre****Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN**

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du Code civil,

VU la délibération du 13 juin 2023 du Conseil d'Administration de Domanys portant réalisation d'un contrat de prêt d'un montant de 2 421 000 € composé de 4 lignes de prêts, auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour le financement d'une opération de construction de 23 logements situés rue du Viaduc à Auxerre,

Vu le contrat de Prêt N° 156745 en annexe signé entre : DOMANYS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ,

Considérant la demande de Domanys (emprunteur), auprès de la Ville d'Auxerre (garant) pour que celle-ci se porte garante des lignes de prêts à hauteur de 25%,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt, la communauté de l'auxerrois est également sollicitée à hauteur de 25 %, et le Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 50%,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la COMMUNE D'AUXERRE accorde sa garantie à hauteur de 25,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2 421 000,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 156745 constitué de 4 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 605 250,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :



AUXERRE

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt et et autorise le Maire à signer tous les actes afferent à cette deliberation.



Auxerre, le 1^{er} février 2024



Monsieur Crescent MARAULT
Maire d'Auxerre
14 place de l'Hôtel de Ville
89000 - AUXERRE

Objet : Demande de garantie d'emprunt
Dossier suivi par : Céline EDERLE

Monsieur le Maire,

Afin de nous permettre d'obtenir de la Caisse des dépôts et consignations l'emprunt correspondant au financement des travaux de construction du programme « Les Jardins du Viaduc » à Auxerre, nous avons l'honneur de solliciter de la Ville d'Auxerre, la garantie de l'emprunt à hauteur de 25 %.

Nous vous informons que cette garantie est sans impact sur votre capacité financière. En effet, la garantie apportée aux organismes de logement social n'entre pas dans le calcul des ratios Galland et n'obère pas votre capacité à garantir d'autres opérations.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint la délibération simplifiée adossée à la copie du contrat de prêt préalablement signé de l'emprunteur et du prêteur.

Nous nous tenons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Hélène GAUTHERON
Directrice des finances



*PJ : - Copie du contrat de prêt signé
- Modèle de délibération*



**DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SÉANCE DU 13 JUIN 2023

L'an deux mille vingt trois, le treize juin à **9 heures**, le Conseil d'Administration de **Domany**s s'est réuni en présentiel au Siège Social de DOMANYS, 9 rue de Douaumont à Auxerre, sous la présidence de Patrick GENDRAUD, Président.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

- ◆ Christophe BAUSSERON, François BOUCHER, Bernard BUFFAUT, Lisa COGERINO, Anna CONTANT, Hervé COUTEILLE, Sophie DIEMUNSCH, Bernadette FERRY (en visioconférence), Patrick GENDRAUD, Pascal HENRIAT, Saïd LAOUAT, Nicole LHERNAULT, Sonia PATOURET, Anne REBOURS, Roger ROUSSEL, Marc SAVEAN, Catherien VERNEAU, Françoise WARION

ÉTAIENT REPRESENTES :

- ◆ Jacques COREAU (pouvoir à Catherine VERNEAU)
- ◆ Nadège NAZE (pouvoir à Patrick GENDRAUD)
- ◆ Clarisse QUENTIN (pouvoir à Sonia PATOURET)

ÉTAIT ABSENT EXCUSE :

- ◆ Alexandre BOUCHIER
- ◆ Bruno AGEZ, Commissaire aux Comptes
- ◆ Audrey BANSE (membre du CSE)

ÉTAIT ABSENT :

- ◆ Sylvain DUVAL

ASSISTAIENT EN OUTRE À LA RÉUNION

- ◆ Jean GARNIER, Chef du Service Habitat, Bâtiment et Santé, représentant le Préfet de l'Yonne
- ◆ Karine LASCOLS, Directrice générale ; Hervé ACHACHE, Directeur Stratégie Innovation et Communication ; Wilfrid BELLEVILLE, Directeur Patrimoine ; Hélène GAUTHERON, Directrice Finances ; Marylise HUS, Directrice Services Clients ; Gwendaëlle TAUREAU, Directrice des Relations Humaines et Ressources Internes ; Thibault BERNHARD, Responsable du Service Affaires Juridiques ; Agnès CLERC, Assistante de direction



4.1.159.5.02 – GESTION FINANCIERE – AUTORISATION D'EMPRUNTS – CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – PRETS PLUS, PLAII, ECO PRET ET PRET PAM

Hélène GAUTHERON (Directrice Finances) propose la réalisation des prêts suivants :

◆ Réalisation d'un contrat de prêt d'un montant de 2 421 000 € consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement d'une opération de construction de 23 logements situés rue du Viaduc à Auxerre, composé de quatre Lignes du Prêt dont les caractéristiques sont les suivantes.

Ligne du Prêt : Prêt PLUS Foncier

Montant : 677 000 €

Durée totale de la Ligne du prêt : 50 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Livret A

Différé d'amortissement : néant

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat + 0.60 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Typologie Gissler : 1A

Profil d'amortissement : Echéances et intérêts prioritaires

Modalité de révision : Double révisabilité limitée

Taux de progressivité de l'échéance : 0,50% (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt : Prêt PLUS

Montant : 1 000 000 €

Durée totale de la Ligne du prêt : 40 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Livret A

Différé d'amortissement : néant

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat + 0.60 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Typologie Gissler : 1A

Profil d'amortissement : Echéances et intérêts prioritaires

Modalité de révision : Double révisabilité limitée

Taux de progressivité de l'échéance : 0,50% (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt : Prêt PLAII Foncier

Montant : 344 000 €

Durée totale de la Ligne du prêt : 50 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Livret A

Différé d'amortissement : néant



Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat – 0.2 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Typologie Gissler : 1A

Profil d'amortissement : Echéances et intérêts prioritaires

Modalité de révision : Double révisabilité limitée

Taux de progressivité de l'échéance : 0,50% (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Ligne du Prêt : Prêt PLAI

Montant : 400 000 €

Durée totale de la Ligne du prêt : 40 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Livret A

Différé d'amortissement : néant

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat – 0.2 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Typologie Gissler : 1A

Profil d'amortissement : Echéances et intérêts prioritaires

Modalité de révision : Double révisabilité limitée

Taux de progressivité de l'échéance : 0,50% (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

◆ Réalisation d'un contrat de prêt d'un montant de 3 850 000 € consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement de la réhabilitation de 102 logements à Migennes rue Semard et rue Riglet, composé de deux Lignes du Prêt dont les caractéristiques sont les suivantes.

Ligne du Prêt : Eco Prêt

Montant : 2 040 000 €

Durée totale de la Ligne du prêt : 20 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Index : Livret A

Différé d'amortissement : néant

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat - 0.45 %
Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

Typologie Gissler : 1A

Profil d'amortissement : Echéances et intérêts prioritaires

Modalité de révision : Double révisabilité limitée

Taux de progressivité de l'échéance : 0,50% (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A).

Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.





LES JARDINS DU VIADUC



UN CADRE DE VIE AGRÉABLE • APPARTEMENTS SPACIEUX • ESPACES ARBORÉS



DU T1
AU T4



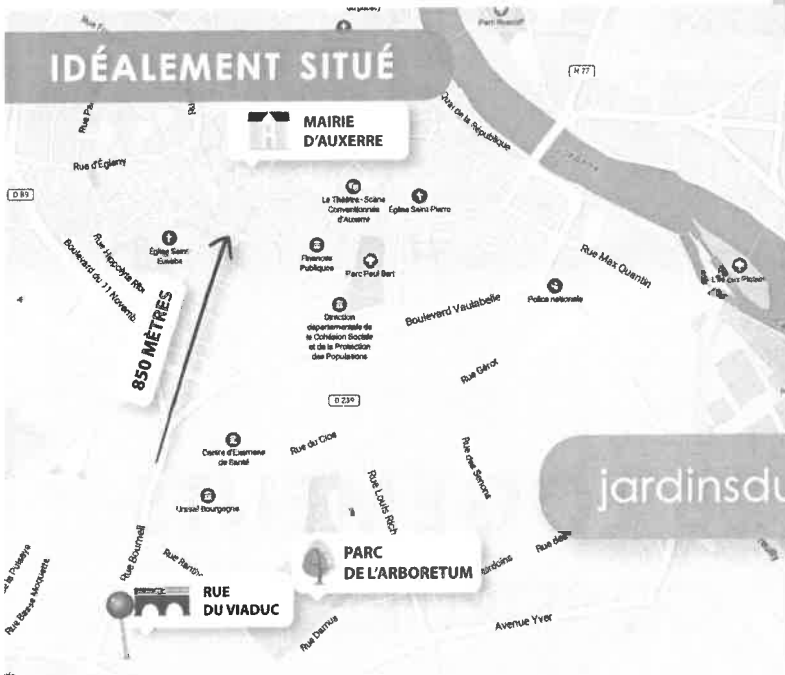
RÉSIDENCE DE QUALITÉ

- Appartements avec jardin ou balcon
- Adaptés aux seniors
- Places de stationnement
- Proche du centre-ville et des services

SUIVEZ L'AVANCÉE
DE L'OPÉRATION SUR LE BLOG



SCANNEZ-MOI POUR
ACCÉDER AU BLOG
OU CONNECTEZ-VOUS
SUR



jardinsduviaducauxerre.wordpress.com

UNE QUESTION ?
03.86.18.09.50

FLYER:JDV-DSIC-COM-202112-V9-CRÉDITS PHOTOS : ATRIA - RCS Auxerre B 382 820 033
NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE



AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES



communauté de l'auxerrois

REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE



AGIR pour la BIODIVERSITÉ



PROCHAINEMENT
À AUXERRE

354/715



LES JARDINS DU VIADUC



SITUÉ AU COEUR DU QUARTIER SAINT-JULIEN/
SAINT-AMÂTRE, RUE DU VIADUC

DISPONIBLE EN SEPTEMBRE 2023

RÉSIDENCE DE 23 LOGEMENTS + 8 TERRAINS À CONSTRUIRE



DOMANYS



PLAN FINANCEMENT

Projet	Opération	LOGT	
		16 PLUS COLL	8 PLAI COLL
AUXERRE 23 logts rue du Vieduc	AUXERRE 23 logts rue du Vieduc		
Postes	Valeur	Valeur	Valeur
Subvention construction ou A/A	65 224,00	0,00	55 224,00
Calcul de subvention Etat	55 224,00	0,00	55 224,00
Subvention pour surcharge foncière ou surcoût	0,00	0,00	0,00
Subvention pour surcharge foncière Etat	0,00	0,00	0,00
Subvention pour surcharge foncière Collectivité	0,00	0,00	0,00
Autres subventions	220 348,50	143 704,24	76 642,26
Subvention Europe	0,00	0,00	0,00
Subvention Région	3 415,50	2 227,50	1 188,00
Subvention Département	0,00	0,00	0,00
Subvention Intercommunalité	0,00	0,00	0,00
Subvention Commune	0,00	0,00	0,00
Subvention CIL	0,00	0,00	0,00
Subvention SALF	0,00	0,00	0,00
Subvention EDF	0,00	0,00	0,00
Subvention GDF	0,00	0,00	0,00
Subvention Ademe	0,00	0,00	0,00
Autres subventions	216 931,00	141 476,74	75 454,26
Prêts	2 683 500,00	1 832 000,00	851 500,00
Prêts CDC Construction	1 400 000,00	1 000 000,00	400 000,00
Prêt CDC foncier	1 021 000,00	677 000,00	344 000,00
Prêt Action Logement	202 500,00	135 000,00	67 500,00
Prêt Action Logement	60 000,00	20 000,00	40 000,00
Autres prêt	0,00	0,00	0,00
Fonds propres	1 244 000,00	974 000,00	270 000,00
TOTAL	4 203 070,50	2 949 704,24	1 253 366,26

Garantie sollicitée auprès du Conseil Départemental	Garantie sollicitée auprès de la Communauté de l'auxerrois
50%	50%
50%	50%

Calendrier de réalisation :	OS :	03/02/2021
	Reception prévisionnelle des travaux :	01/12/2023
	Mise en location prévisionnelle :	01/01/2024





		Détails/Période				
Terrains à bâtir		8 lots				
Logements en location		23 logements				
Typologie allant T1bis (36,9m ²) à T4 (85,3m ²)		T1bis de 36,92 m ² (R+1/R+2)	T2 de 48,3m ² à 49,6 m ² (RDC/R+1-R+2)	T3 de 64,3m ² à 81,09 m ² (RDC/R+1/R+2/R+3)	T4 de 85,29 m ² (RDC/R+1/R+2)	SHAB
23 logts						
PLAI : logts 2. 6. 8. 12. 14. 17. 18. 22		73,84	394,18	710,9	255,87	1434,79
PLUS : logts 1. 3. 4. 5. 7. 9. 10. 11. 13. 15. 16. 19. 20. 21. 23						
3 niveaux	Ascenseur	86,28	469,5	785,6	285,87	1627,25
Volets électriques						
Jardin cloturés avec terrasses en RDC ou Balcons						
Interphonie	Intratone					
Boîtes aux lettres connectées	A l'intérieur du hall du bâtiment					
Places de stationnement (bloc parking?)	32 (2PMR+1PMR IRVE+5IRVE+24 classiques)					
Places véhicules électriques (bloc parking?)	6 (5 classiques+1 PMR IRVE)					
Choix énergétique						
Mode de chauffage	Radiateurs électriques à inertie					
Eau chaude sanitaire	Pompe à chaleur aérothermique collective					
Ventilation	VMC simple flux hygroréglable type B					
Production d'électricité	Production d'électricité par 75 capteurs photovoltaïques (contrat d'entretien et de maintenance prévus)					
Déchets	Point d'Apport Volontaire Enterré (PAVE) au niveau de la voirie					

Label Qualité	Accessible à tout public
Habitat Séniors Services	9 logements
Logts (tous les logts répondront aux normes HSS)	9 réservés

Notification du marché au mandataire GEBAT 03/02/2021

Point presse "Les Jardins du Viaduc"	13/09/2021
Planning évènements blog	à définir
JANVIER 2022	
Mise en ligne du Blog	10/01/2022
Lancement du Projet	10/01/2022
Vidéo, Flyer, panneau	10/01/2022
Info Mail agences	10/01/2022
Lancement des interventions pour l'équipe conception et réalisation - Interaction avec les partenaires	12/01/2022
1 ^{er} coup de pelle et explications sur les étapes du chantier (voierie, partenaire, etc...)	17/01/2022
1 ^{er} coup de pelle et explications avec le groupement d'entreprise et Qualiconsult et DEKRA	17/01/2022
Dénomination de la résidence et intégration au quartier Saint Julien/Saint Amâtre avec la Ville d'Auxerre	A REVOIR
FEVRIER 2022	
Terrassement	01/02/2022
Préparation plate forme	01/02/2022
MARS 2022	
Visite officielle Président DOMANYS	01/03/2022
Réseaux principaux	01/03/2022
AVRIL 2022	
Gros œuvre	01/04/2022
Quel article?	
JUIN 2022	
Concertation du projet avec la LPO (interview) – respect de la biodiversité en cohérence avec l'Arboretum	01/06/2022
Réunion agence Auxerre - commercialisation	A REVOIR
JUILLET 2022	
Les vacances - un chantier au repos	
Gros œuvre	01/07/2022
SEPTEMBRE 2022	
Charpente	01/09/2022
OCTOBRE 2022	
Couverture	01/10/2022
Partenariat avec l'Association au Bonheur des Chutes (interview) – animation et jardin potager - préparation du terrain bruyères	01/10/2022



Revue de projet et préconisations avec l'APF	01/10/2022
Réunion agence Auxerre - commercialisation	A REVOIR
NOVEMBRE 2022	
Menuiserie ext/serrurerie	01/11/2022
Cloison	01/11/2022
Le BIM, Qu'est-ce que c'est ? avec ATRIA (sous les angles clientèle/travaux)	01/11/2022
JANVIER 2023	
Electricité, plomberie, carrelage,	01/01/2023
Visite M-6 avec la participation du Responsable de Territoire et d'un agent commercial pour le volet commercialisation	01/01/2023
Parcelles en accession avec la Ville d'Auxerre et Audrey Amable, service Ventes Domanys	01/02/2023
FEVRIER 2023	
Carrelage, Faïences	01/02/2023
MARS 2023	
Visite M-3 avec la participation du Responsable de Territoire et d'un agent commercial pour le volet commercialisation	01/03/2023
AVRIL 2023	
Retour sur les mois passés	
A partir de MAI 2023	
Peinture	
Aménagement voiries	
Réception	
Levée de réserves	
Location	
Partenariat avec l'Association au Bonheur des Chutes (interview) – animation et jardin potager - préparation du terrain bruyères	
Réception des travaux prévue en Décembre 2023	





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sebastien FOURNET-FAYARD
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 05/02/2024 09:52:22

HELENE GAUTHERON
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
DOMANYS
Signé électroniquement le 05/02/2024 14 29 :27

CONTRAT DE PRÊT

N° 156745

Entre

DOMANYS - n° 000289994

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMANYS, SIREN n°: 382820033, sis(e) 9 RUE DE DOUAUMONT BP 36 89010 AUXERRE CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMANYS** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Parc social public, Construction de 23 logements situés Rue du Viaduc 89000 AUXERRE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions quatre-cent-vingt-et-un mille euros (2 421 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent mille euros (400 000,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trois-cent-quarante-quatre mille euros (344 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant d'un million d'euros (1 000 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de six-cent-soixante-dix-sept mille euros (677 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.





**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **02/05/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5582651	5582652	5582649	5582650
Montant de la Ligne du Prêt	400 000 €	344 000 €	1 000 000 €	677 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	- 0,4 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt²	2,6 %	2,6 %	3,6 %	3,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires	Échéance et intérêts prioritaires
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance et intérêts prioritaires », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, le montant de l'échéance est alors égal au montant des intérêts. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE L'YONNE	50,00
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS	25,00
Collectivités locales	COMMUNE D'AUXERRE	25,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES**17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.




CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice. L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.





**BANQUE des
TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.









BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



DOMANYS
9 RUE DE DOUAUMONT
BP 36
89010 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U132794, DOMANYS

Objet : Contrat de Prêt n° 156745, Ligne du Prêt n° 5582651

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9840031000010000325829L41 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004031 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



DOMANYS
9 RUE DE DOUAUMONT
BP 36
89010 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U132794, DOMANYS

Objet : Contrat de Prêt n° 156745, Ligne du Prêt n° 5582652

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXX/FR9840031000010000325829L41 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004031 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON



DOMANYS
9 RUE DE DOUAUMONT
BP 36
89010 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
2 e avenue Marbotte
BP 71368
21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U132794, DOMANYS

Objet : Contrat de Prêt n° 156745, Ligne du Prêt n° 5582649

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9840031000010000325829L41 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004031 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
 DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
 Délégation de DIJON



DOMANYS
 9 RUE DE DOUAUMONT
 BP 36
 89010 AUXERRE CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
 DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
 2 e avenue Marbotte
 BP 71368
 21013 Dijon cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U132794, DOMANYS

Objet : Contrat de Prêt n° 156745, Ligne du Prêt n° 5582650

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR9840031000010000325829L41 en vertu du mandat n° ??DPH2013319004031 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.







Edité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289994 - DOMANYS
N° du Contrat de Prêt : 156745 / N° de la Ligne du Prêt : 5582651
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 400 000 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	02/02/2025	2,60	14 927,19	4 527,19	10 400,00	0,00	395 472,81	0,00
2	02/02/2026	2,60	15 001,82	4 719,53	10 282,29	0,00	390 753,28	0,00
3	02/02/2027	2,60	15 076,83	4 917,24	10 159,59	0,00	385 836,04	0,00
4	02/02/2028	2,60	15 152,22	5 120,48	10 031,74	0,00	380 715,56	0,00
5	02/02/2029	2,60	15 227,98	5 329,38	9 898,60	0,00	375 386,18	0,00
6	02/02/2030	2,60	15 304,12	5 544,08	9 760,04	0,00	369 842,10	0,00
7	02/02/2031	2,60	15 380,64	5 764,75	9 615,89	0,00	364 077,35	0,00
8	02/02/2032	2,60	15 457,54	5 991,53	9 466,01	0,00	358 085,82	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
2 e avenue Marbotte - BP 71368 - 21013 Dijon cedex - Tél : 03 80 40 09 50
bourgogne-franche-comte@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Edité le : 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	02/02/2033	2,60	15 534,83	6 224,60	9 310,23	0,00	351 861,22	0,00
10	02/02/2034	2,60	15 612,50	6 464,11	9 148,39	0,00	345 397,11	0,00
11	02/02/2035	2,60	15 690,56	6 710,24	8 980,32	0,00	338 686,87	0,00
12	02/02/2036	2,60	15 769,02	6 963,16	8 805,86	0,00	331 723,71	0,00
13	02/02/2037	2,60	15 847,86	7 223,04	8 624,82	0,00	324 500,67	0,00
14	02/02/2038	2,60	15 927,10	7 490,08	8 437,02	0,00	317 010,59	0,00
15	02/02/2039	2,60	16 006,74	7 764,46	8 242,28	0,00	309 246,13	0,00
16	02/02/2040	2,60	16 086,77	8 046,37	8 040,40	0,00	301 199,76	0,00
17	02/02/2041	2,60	16 167,20	8 336,01	7 831,19	0,00	292 863,75	0,00
18	02/02/2042	2,60	16 248,04	8 633,58	7 614,46	0,00	284 230,17	0,00
19	02/02/2043	2,60	16 329,28	8 939,30	7 389,98	0,00	275 290,87	0,00
20	02/02/2044	2,60	16 410,93	9 253,37	7 157,56	0,00	266 037,50	0,00
21	02/02/2045	2,60	16 492,98	9 576,01	6 916,97	0,00	256 461,49	0,00
22	02/02/2046	2,60	16 575,45	9 907,45	6 668,00	0,00	246 554,04	0,00
23	02/02/2047	2,60	16 658,32	10 247,91	6 410,41	0,00	236 306,13	0,00
24	02/02/2048	2,60	16 741,62	10 597,66	6 143,96	0,00	225 708,47	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	02/02/2049	2,60	16 825,32	10 956,90	5 868,42	0,00	214 751,57	0,00
26	02/02/2050	2,60	16 909,45	11 325,91	5 583,54	0,00	203 425,66	0,00
27	02/02/2051	2,60	16 994,00	11 704,93	5 289,07	0,00	191 720,73	0,00
28	02/02/2052	2,60	17 078,97	12 094,23	4 984,74	0,00	179 626,50	0,00
29	02/02/2053	2,60	17 164,36	12 494,07	4 670,29	0,00	167 132,43	0,00
30	02/02/2054	2,60	17 250,18	12 904,74	4 345,44	0,00	154 227,69	0,00
31	02/02/2055	2,60	17 336,43	13 326,51	4 009,92	0,00	140 901,18	0,00
32	02/02/2056	2,60	17 423,12	13 759,69	3 663,43	0,00	127 141,49	0,00
33	02/02/2057	2,60	17 510,23	14 204,55	3 305,68	0,00	112 936,94	0,00
34	02/02/2058	2,60	17 597,78	14 661,42	2 936,36	0,00	98 275,52	0,00
35	02/02/2059	2,60	17 685,77	15 130,61	2 555,16	0,00	83 144,91	0,00
36	02/02/2060	2,60	17 774,20	15 612,43	2 161,77	0,00	67 532,48	0,00
37	02/02/2061	2,60	17 863,07	16 107,23	1 755,84	0,00	51 425,25	0,00
38	02/02/2062	2,60	17 952,39	16 615,33	1 337,06	0,00	34 809,92	0,00
39	02/02/2063	2,60	18 042,15	17 137,09	905,06	0,00	17 672,83	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	02/02/2064	2,60	18 132,36	17 672,83	459,53	0,00	0,00	0,00
Total			659 167,32	400 000,00	259 167,32	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



Edité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289994 - DOMANYS
N° du Contrat de Prêt : 156745 / N° de la Ligne du Prêt : 5582652
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 344 000 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	02/02/2025	2,60	11 210,05	2 266,05	8 944,00	0,00	341 733,95	0,00
2	02/02/2026	2,60	11 266,10	2 381,02	8 885,08	0,00	339 352,93	0,00
3	02/02/2027	2,60	11 322,43	2 499,25	8 823,18	0,00	336 853,68	0,00
4	02/02/2028	2,60	11 379,04	2 620,84	8 758,20	0,00	334 232,84	0,00
5	02/02/2029	2,60	11 435,94	2 745,89	8 690,05	0,00	331 486,95	0,00
6	02/02/2030	2,60	11 493,12	2 874,46	8 618,66	0,00	328 612,49	0,00
7	02/02/2031	2,60	11 550,58	3 006,66	8 543,92	0,00	325 605,83	0,00
8	02/02/2032	2,60	11 608,33	3 142,58	8 465,75	0,00	322 463,25	0,00
9	02/02/2033	2,60	11 666,38	3 282,34	8 384,04	0,00	319 180,91	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	02/02/2034	2,60	11 724,71	3 426,01	8 298,70	0,00	315 754,90	0,00
11	02/02/2035	2,60	11 783,33	3 573,70	8 209,63	0,00	312 181,20	0,00
12	02/02/2036	2,60	11 842,25	3 725,54	8 116,71	0,00	308 455,66	0,00
13	02/02/2037	2,60	11 901,46	3 881,61	8 019,85	0,00	304 574,05	0,00
14	02/02/2038	2,60	11 960,97	4 042,04	7 918,93	0,00	300 532,01	0,00
15	02/02/2039	2,60	12 020,77	4 206,94	7 813,83	0,00	296 325,07	0,00
16	02/02/2040	2,60	12 080,88	4 376,43	7 704,45	0,00	291 948,64	0,00
17	02/02/2041	2,60	12 141,28	4 550,62	7 590,66	0,00	287 398,02	0,00
18	02/02/2042	2,60	12 201,99	4 729,64	7 472,35	0,00	282 668,38	0,00
19	02/02/2043	2,60	12 263,00	4 913,62	7 349,38	0,00	277 754,76	0,00
20	02/02/2044	2,60	12 324,31	5 102,69	7 221,62	0,00	272 652,07	0,00
21	02/02/2045	2,60	12 385,93	5 296,98	7 088,95	0,00	267 355,09	0,00
22	02/02/2046	2,60	12 447,86	5 496,63	6 951,23	0,00	261 858,46	0,00
23	02/02/2047	2,60	12 510,10	5 701,78	6 808,32	0,00	256 156,68	0,00
24	02/02/2048	2,60	12 572,65	5 912,58	6 660,07	0,00	250 244,10	0,00
25	02/02/2049	2,60	12 635,52	6 129,17	6 506,35	0,00	244 114,93	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Édité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	02/02/2050	2,60	12 698,69	6 351,70	6 346,99	0,00	237 763,23	0,00
27	02/02/2051	2,60	12 762,19	6 580,35	6 181,84	0,00	231 182,88	0,00
28	02/02/2052	2,60	12 826,00	6 815,25	6 010,75	0,00	224 367,63	0,00
29	02/02/2053	2,60	12 890,13	7 056,57	5 833,56	0,00	217 311,06	0,00
30	02/02/2054	2,60	12 954,58	7 304,49	5 650,09	0,00	210 006,57	0,00
31	02/02/2055	2,60	13 019,35	7 559,18	5 460,17	0,00	202 447,39	0,00
32	02/02/2056	2,60	13 084,45	7 820,82	5 263,63	0,00	194 626,57	0,00
33	02/02/2057	2,60	13 149,87	8 089,58	5 060,29	0,00	186 536,99	0,00
34	02/02/2058	2,60	13 215,62	8 365,66	4 849,96	0,00	178 171,33	0,00
35	02/02/2059	2,60	13 281,70	8 649,25	4 632,45	0,00	169 522,08	0,00
36	02/02/2060	2,60	13 348,11	8 940,54	4 407,57	0,00	160 581,54	0,00
37	02/02/2061	2,60	13 414,85	9 239,73	4 175,12	0,00	151 341,81	0,00
38	02/02/2062	2,60	13 481,92	9 547,03	3 934,89	0,00	141 794,78	0,00
39	02/02/2063	2,60	13 549,33	9 862,67	3 686,66	0,00	131 932,11	0,00
40	02/02/2064	2,60	13 617,08	10 186,85	3 430,23	0,00	121 745,26	0,00
41	02/02/2065	2,60	13 685,16	10 519,78	3 165,38	0,00	111 225,48	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	02/02/2066	2,60	13 753,59	10 861,73	2 891,86	0,00	100 363,75	0,00
43	02/02/2067	2,60	13 822,36	11 212,90	2 609,46	0,00	89 150,85	0,00
44	02/02/2068	2,60	13 891,47	11 573,55	2 317,92	0,00	77 577,30	0,00
45	02/02/2069	2,60	13 960,92	11 943,91	2 017,01	0,00	65 633,39	0,00
46	02/02/2070	2,60	14 030,73	12 324,26	1 706,47	0,00	53 309,13	0,00
47	02/02/2071	2,60	14 100,88	12 714,84	1 386,04	0,00	40 594,29	0,00
48	02/02/2072	2,60	14 171,39	13 115,94	1 055,45	0,00	27 478,35	0,00
49	02/02/2073	2,60	14 242,24	13 527,80	714,44	0,00	13 950,55	0,00
50	02/02/2074	2,60	14 313,46	13 950,55	362,91	0,00	0,00	0,00
Total			634 995,05	344 000,00	290 995,05	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



Edité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289994 - DOMANYS
N° du Contrat de Prêt : 156745 / N° de la Ligne du Prêt : 5582649
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 1 000 000 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	02/02/2025	3,60	44 075,12	8 075,12	36 000,00	0,00	991 924,88	0,00
2	02/02/2026	3,60	44 295,50	8 586,20	35 709,30	0,00	983 338,68	0,00
3	02/02/2027	3,60	44 516,98	9 116,79	35 400,19	0,00	974 221,89	0,00
4	02/02/2028	3,60	44 739,56	9 667,57	35 071,99	0,00	964 554,32	0,00
5	02/02/2029	3,60	44 963,26	10 239,30	34 723,96	0,00	954 315,02	0,00
6	02/02/2030	3,60	45 188,08	10 832,74	34 355,34	0,00	943 482,28	0,00
7	02/02/2031	3,60	45 414,02	11 448,66	33 965,36	0,00	932 033,62	0,00
8	02/02/2032	3,60	45 641,09	12 087,88	33 553,21	0,00	919 945,74	0,00
9	02/02/2033	3,60	45 869,29	12 751,24	33 118,05	0,00	907 194,50	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Edité le : 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	02/02/2034	3,60	46 098,64	13 439,64	32 659,00	0,00	893 754,86	0,00
11	02/02/2035	3,60	46 329,13	14 153,96	32 175,17	0,00	879 600,90	0,00
12	02/02/2036	3,60	46 560,78	14 895,15	31 665,63	0,00	864 705,75	0,00
13	02/02/2037	3,60	46 793,58	15 664,17	31 129,41	0,00	849 041,58	0,00
14	02/02/2038	3,60	47 027,55	16 462,05	30 565,50	0,00	832 579,53	0,00
15	02/02/2039	3,60	47 262,69	17 289,83	29 972,86	0,00	815 289,70	0,00
16	02/02/2040	3,60	47 499,00	18 148,57	29 350,43	0,00	797 141,13	0,00
17	02/02/2041	3,60	47 736,49	19 039,41	28 697,08	0,00	778 101,72	0,00
18	02/02/2042	3,60	47 975,18	19 963,52	28 011,66	0,00	758 138,20	0,00
19	02/02/2043	3,60	48 215,05	20 922,07	27 292,98	0,00	737 216,13	0,00
20	02/02/2044	3,60	48 456,13	21 916,35	26 539,78	0,00	715 299,78	0,00
21	02/02/2045	3,60	48 698,41	22 947,62	25 750,79	0,00	692 352,16	0,00
22	02/02/2046	3,60	48 941,90	24 017,22	24 924,68	0,00	668 334,94	0,00
23	02/02/2047	3,60	49 186,61	25 126,55	24 060,06	0,00	643 208,39	0,00
24	02/02/2048	3,60	49 432,54	26 277,04	23 155,50	0,00	616 931,35	0,00
25	02/02/2049	3,60	49 679,71	27 470,18	22 209,53	0,00	589 461,17	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	02/02/2050	3,60	49 928,10	28 707,50	21 220,60	0,00	560 753,67	0,00
27	02/02/2051	3,60	50 177,75	29 990,62	20 187,13	0,00	530 763,05	0,00
28	02/02/2052	3,60	50 428,63	31 321,16	19 107,47	0,00	499 441,89	0,00
29	02/02/2053	3,60	50 680,78	32 700,87	17 979,91	0,00	466 741,02	0,00
30	02/02/2054	3,60	50 934,18	34 131,50	16 802,68	0,00	432 609,52	0,00
31	02/02/2055	3,60	51 188,85	35 614,91	15 573,94	0,00	396 994,61	0,00
32	02/02/2056	3,60	51 444,80	37 152,99	14 291,81	0,00	359 841,62	0,00
33	02/02/2057	3,60	51 702,02	38 747,72	12 954,30	0,00	321 093,90	0,00
34	02/02/2058	3,60	51 960,53	40 401,15	11 559,38	0,00	280 692,75	0,00
35	02/02/2059	3,60	52 220,33	42 115,39	10 104,94	0,00	238 577,36	0,00
36	02/02/2060	3,60	52 481,43	43 892,65	8 588,78	0,00	194 684,71	0,00
37	02/02/2061	3,60	52 743,84	45 735,19	7 008,65	0,00	148 949,52	0,00
38	02/02/2062	3,60	53 007,56	47 645,38	5 362,18	0,00	101 304,14	0,00
39	02/02/2063	3,60	53 272,60	49 625,65	3 646,95	0,00	51 678,49	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	02/02/2064	3,60	53 538,96	51 678,49	1 860,47	0,00	0,00	0,00
Total			1 946 306,65	1 000 000,00	946 306,65	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



Edité le : 02/02/2024

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Emprunteur : 0289994 - DOMANYS
N° du Contrat de Prêt : 156745 / N° de la Ligne du Prêt : 5582650
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 677 000 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	02/02/2025	3,60	26 869,72	2 497,72	24 372,00	0,00	674 502,28	0,00
2	02/02/2026	3,60	27 004,07	2 721,99	24 282,08	0,00	671 780,29	0,00
3	02/02/2027	3,60	27 139,09	2 955,00	24 184,09	0,00	668 825,29	0,00
4	02/02/2028	3,60	27 274,79	3 197,08	24 077,71	0,00	665 628,21	0,00
5	02/02/2029	3,60	27 411,16	3 448,54	23 962,62	0,00	662 179,67	0,00
6	02/02/2030	3,60	27 548,22	3 709,75	23 838,47	0,00	658 469,92	0,00
7	02/02/2031	3,60	27 685,96	3 981,04	23 704,92	0,00	654 488,88	0,00
8	02/02/2032	3,60	27 824,39	4 262,79	23 561,60	0,00	650 226,09	0,00
9	02/02/2033	3,60	27 963,51	4 555,37	23 408,14	0,00	645 670,72	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Edité le : 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	02/02/2034	3,60	28 103,33	4 859,18	23 244,15	0,00	640 811,54	0,00
11	02/02/2035	3,60	28 243,85	5 174,63	23 069,22	0,00	635 636,91	0,00
12	02/02/2036	3,60	28 385,07	5 502,14	22 882,93	0,00	630 134,77	0,00
13	02/02/2037	3,60	28 526,99	5 842,14	22 684,85	0,00	624 292,63	0,00
14	02/02/2038	3,60	28 669,63	6 195,10	22 474,53	0,00	618 097,53	0,00
15	02/02/2039	3,60	28 812,97	6 561,46	22 251,51	0,00	611 536,07	0,00
16	02/02/2040	3,60	28 957,04	6 941,74	22 015,30	0,00	604 594,33	0,00
17	02/02/2041	3,60	29 101,82	7 336,42	21 765,40	0,00	597 257,91	0,00
18	02/02/2042	3,60	29 247,33	7 746,05	21 501,28	0,00	589 511,86	0,00
19	02/02/2043	3,60	29 393,57	8 171,14	21 222,43	0,00	581 340,72	0,00
20	02/02/2044	3,60	29 540,54	8 612,27	20 928,27	0,00	572 728,45	0,00
21	02/02/2045	3,60	29 688,24	9 070,02	20 618,22	0,00	563 658,43	0,00
22	02/02/2046	3,60	29 836,68	9 544,98	20 291,70	0,00	554 113,45	0,00
23	02/02/2047	3,60	29 985,86	10 037,78	19 948,08	0,00	544 075,67	0,00
24	02/02/2048	3,60	30 135,79	10 549,07	19 586,72	0,00	533 526,60	0,00
25	02/02/2049	3,60	30 286,47	11 079,51	19 206,96	0,00	522 447,09	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Edité le : 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	02/02/2050	3,60	30 437,91	11 629,81	18 808,10	0,00	510 817,28	0,00
27	02/02/2051	3,60	30 590,09	12 200,67	18 389,42	0,00	498 616,61	0,00
28	02/02/2052	3,60	30 743,05	12 792,85	17 950,20	0,00	485 823,76	0,00
29	02/02/2053	3,60	30 896,76	13 407,10	17 489,66	0,00	472 416,66	0,00
30	02/02/2054	3,60	31 051,24	14 044,24	17 007,00	0,00	458 372,42	0,00
31	02/02/2055	3,60	31 206,50	14 705,09	16 501,41	0,00	443 667,33	0,00
32	02/02/2056	3,60	31 362,53	15 390,51	15 972,02	0,00	428 276,82	0,00
33	02/02/2057	3,60	31 519,35	16 101,38	15 417,97	0,00	412 175,44	0,00
34	02/02/2058	3,60	31 676,94	16 838,62	14 838,32	0,00	395 336,82	0,00
35	02/02/2059	3,60	31 835,33	17 603,20	14 232,13	0,00	377 733,62	0,00
36	02/02/2060	3,60	31 994,50	18 396,09	13 598,41	0,00	359 337,53	0,00
37	02/02/2061	3,60	32 154,48	19 218,33	12 936,15	0,00	340 119,20	0,00
38	02/02/2062	3,60	32 315,25	20 070,96	12 244,29	0,00	320 048,24	0,00
39	02/02/2063	3,60	32 476,83	20 955,09	11 521,74	0,00	299 093,15	0,00
40	02/02/2064	3,60	32 639,21	21 871,86	10 767,35	0,00	277 221,29	0,00
41	02/02/2065	3,60	32 802,41	22 822,44	9 979,97	0,00	254 398,85	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Délégation de DIJON

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le 02/02/2024

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	02/02/2066	3,60	32 966,42	23 808,06	9 158,36	0,00	230 590,79	0,00
43	02/02/2067	3,60	33 131,25	24 829,98	8 301,27	0,00	205 760,81	0,00
44	02/02/2068	3,60	33 296,91	25 889,52	7 407,39	0,00	179 871,29	0,00
45	02/02/2069	3,60	33 463,39	26 988,02	6 475,37	0,00	152 883,27	0,00
46	02/02/2070	3,60	33 630,71	28 126,91	5 503,80	0,00	124 756,36	0,00
47	02/02/2071	3,60	33 798,86	29 307,63	4 491,23	0,00	95 448,73	0,00
48	02/02/2072	3,60	33 967,85	30 531,70	3 436,15	0,00	64 917,03	0,00
49	02/02/2073	3,60	34 137,69	31 800,68	2 337,01	0,00	33 116,35	0,00
50	02/02/2074	3,60	34 308,38	33 116,35	1 192,03	0,00	0,00	0,00
Total			1 522 039,93	677 000,00	845 039,93	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PROJET DE DELIBERATION

N°2024-038

OBJET : Fondation du patrimoine - Approbation de la convention de financement

Rapporteur : Emmanuelle MIREDIN

L'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, classée monument historique depuis 1971 est un site majeur de la Région Bourgogne Franche-Comté et un site d'exception datant du VI siècle, qui accueille chaque année déjà 55 000 dont 20% de touristes étrangers. Construite sur le tombeau de Saint-Germain, évêque d'Auxerre, l'abbaye Saint-Germain est un complexe monastique conservé dans son intégralité qui abrite dans sa crypte les peintures murales les plus anciennes de France.

Ce site comporte une abbatale toujours en activité, et sa partie plus ancienne conservée en élévation.

Amputée d'une partie de la nef et de l'avant nef romane, elle conserve aujourd'hui ses structures gothiques construites entre 1277 et 1333. Un vaste cloître déambulatoire situé au cœur du complexe, est constitué de quatre galeries à arcades néo-classiques ouvrant sur la cour. C'est un monument incontournable pour les amateurs d'art et d'histoire.

Le site de l'Abbaye Saint-Germain est aujourd'hui un site culturel et touristique de premier plan avec un nouveau projet culturel autour de la parole et du son.

L'état sanitaire des couvertures du cloître est critique, les dalles en pierre calcaire sont gélives. Elles s'effritent et se cassent, ce qui génère des infiltrations néfastes dans les maçonneries sous-jacentes.

En complément de l'ensemble des démarches et au regard de l'envergure et de l'intérêt de ce projet pour le territoire, il a été décidé de lancer une souscription avec la Fondation du patrimoine sur les travaux du cloître.

La convention permettant la mise en place de cette souscription a été signée le 23 mai 2023 et approuvée par la délibération du conseil municipal n° 2022-031 du 31 mars 2022.

Une nouvelle convention présentée par la Fondation du Patrimoine doit permettre de régir l'aide financière apportée à la Ville d'Auxerre pour la mise en œuvre du projet de restauration.

La Fondation du Patrimoine s'engage à accorder à la Ville d'Auxerre, une aide financière de 20 000 € correspondant à 20 % de l'objectif de collecte de 100 000 € (convention du 23 mai 2023).

Le versement de cette aide est subordonné au fait que la collecte ouverte pour cette opération devra avoir permis de collecter, dans l'année qui suit la signature de la présente, au moins 100 000 €. Si cet objectif de collecte n'est pas atteint au moment de la clôture, le montant de l'aide financière sera calculé au prorata du montant des dons réellement collectés.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire à signer la convention jointe en annexe.



FONDATION**DU
PATRIMOINE****CONVENTION DE FINANCEMENT**

ENTRE LES SOUSSIGNEES,

La FONDATION DU PATRIMOINE, ayant son siège social au 153bis avenue Charles de Gaulle, Neuilly-sur-Seine (92200) et représentée par son Délégué Régional Bourgogne-Franche-Comté, M. Jean-Christophe BONNARD, dûment habilité aux fins des présentes,

CI-APRES DENOMMEE LA FONDATION DU PATRIMOINE ;

D'une part,

ET

La commune de AUXERRE, sise Mairie, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 AUXERRE, et représentée par son Maire, Monsieur Crescent MARAULT, dûment habilité aux fins des présentes,

CI-APRES DENOMMEE « LE MAITRE D'OUVRAGE » ;

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de régir l'aide financière apportée par LA FONDATION DU PATRIMOINE au MAITRE D'OUVRAGE pour la mise en œuvre du projet de sauvegarde de l'abbaye Saint-Germain à Auxerre (travaux de maçonnerie, charpente et couverture pour 852 300,00 € HT).

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APORTE PAR LA FONDATION DU PATRIMOINE

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à accorder au MAITRE D'OUVRAGE une aide financière de 20 000 € correspondant à 20 % de l'objectif de collecte de 100 000 € (cf convention de collecte de dons signée en 2023).

Le versement de cette aide est subordonné au fait que la collecte ouverte pour cette opération devra avoir permis de collecter, dans l'année qui suit la signature de la présente, au moins 100 000 €. Si cet objectif de collecte n'est pas atteint au moment de la clôture, le montant de l'aide financière sera calculé au prorata du montant des dons réellement collectés.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE est versée dans la limite de la part restant à la charge du MAITRE D'OUVRAGE en fin d'opération. Son versement est donc subordonné à la production d'un plan de financement (avec échéancier) et des accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

Le taux de l'aide financière mentionné au premier alinéa pourra être appliqué au coût réel de l'opération dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIERE DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

L'aide financière globale de la Fondation du patrimoine est versée au compte du Maître d'ouvrage selon les modalités suivantes :

La subvention est attribuée à la fin des travaux et sur présentation :

- d'un récapitulatif certifié par le Trésor public des factures acquittées conformes aux devis présentés initialement. Ce récapitulatif devra être adressé à la FONDATION DU PATRIMOINE dans un délai maximal de six mois suivant la réception des travaux,



- du plan de financement définitif de l'opération ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du projet réalisé, avec les crédits photographiques associés.

ARTICLE 4 : REALISATION DU PROGRAMME

Le MAITRE D'OUVRAGE devra apporter la preuve que l'opération a reçu un début d'exécution dans les six mois qui suivront la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai devra faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la FONDATION DU PATRIMOINE.

À défaut de demande écrite et motivée du MAITRE D'OUVRAGE dans le mois qui suit un courrier de la FONDATION DU PATRIMOINE, ou si la FONDATION DU PATRIMOINE rejette la demande qui lui est présentée, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

Toute modification ou nouvelle orientation des travaux, motifs de la présente convention, doit faire l'objet d'une déclaration de la part du MAITRE D'OUVRAGE et d'une approbation préalable de la FONDATION DU PATRIMOINE. Si les modifications envisagées sont validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, elles donnent lieu à la rédaction d'un avenant à la présente convention. Si les modifications envisagées par le MAITRE D'OUVRAGE ne sont pas validées par la FONDATION DU PATRIMOINE, la présente convention est résiliée de plein droit conformément aux dispositions de l'article 11 ci-après.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE à la réalisation de l'opération et à apposer sur l'édifice restauré la plaque de la Fondation du patrimoine.

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à informer chaque semestre la FONDATION DU PATRIMOINE de l'état d'avancement du projet susmentionné.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les actions de communication mises en œuvre autour de l'opération soutenue dans le cadre de la présente convention sont déterminées conjointement par le MAITRE D'OUVRAGE et la FONDATION DU PATRIMOINE.

Les parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessus devra être précédée de l'obtention d'un « B.A.T. » (bon à tirer).

ARTICLE 7 : MODALITES D'EXECUTION

Le non-respect des engagements consignés dans cette convention est susceptible d'entraîner la résiliation de celle-ci et la notification à la commune d'un ordre de reversement des sommes perçues au titre de l'aide financière prévue au MAITRE D'OUVRAGE.

ARTICLE 8 : AUTORISATION – CESSION DES DROITS DES PHOTOGRAPHIES

Le MAITRE D'OUVRAGE cède à la FONDATION DU PATRIMOINE, gracieusement et irrévocablement, ses droits patrimoniaux d'auteur, sur toutes les photographies relatives au projet soutenu, pour toute la durée légale de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier, et ce, sans limitation du nombre d'exemplaires, de tirages, de diffusion, de rediffusion ou d'utilisation.

Cette cession est réalisée dans le cadre exclusif des campagnes d'information, de sensibilisation et de communication pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine réalisées par les parties à la présente convention. Cette session inclut notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de représentation, d'adaptation et de transformation des photographies du projet soutenu par la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE garanti qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu, le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation à la FONDATION DU PATRIMOINE.

ARTICLE 9 : MODIFICATION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant ayant reçu l'accord des deux parties.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

La responsabilité de la FONDATION DU PATRIMOINE ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige intervenant dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération qui fait l'objet de la présente convention.

Le MAITRE D'OUVRAGE prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs à l'opération.



ARTICLE 11 : RESILIATION

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations ou clauses prévues à la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, après l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

ARTICLE 12 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai de trois mois fait l'objet d'une tentative de médiation conventionnelle avant d'être soumis aux juridictions compétentes.

Fait en deux exemplaires originaux à Dijon, le samedi 30 décembre 2023

Pour la FONDATION DU PATRIMOINE

Le Délégué Régional de Bourgogne-Franche-Comté

Jean-Christophe Bonnard



Pour le MAITRE D'OUVRAGE

La commune de AUXERRE

Crescent MARAULT



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-039****OBJET : LISA - Contournement sud - Avis sur la requalification des chemins ruraux****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

Le projet de déviation Sud d'Auxerre s'inscrit dans un programme d'aménagement ayant pour objectif de relier l'extrémité sud de la déviation de la RN 6, la RD 239, jusqu'à la RN 151 sous maîtrise d'ouvrage de l'État, complété d'une liaison RN 151 - RD 965 sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental de l'Yonne.

Ce projet permet de réduire le trafic de transit du centre-ville d'Auxerre et contribuera ainsi à l'amélioration du cadre de vie des auxerrois.

Dans le cadre de la procédure d'aménagement foncier en cours sur les communes d'AUXERRE, VILLEGARDEAU, CHEVANNES et VALLAN, et dans le cadre du projet de contournement Sud d'Auxerre, la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier sollicite l'avis du Conseil Municipal sur ses propositions de créations, suppressions et modifications de chemins ruraux sur le territoire d'AUXERRE provoquées par la réalisation de ce nouvel axe routier.

Avec l'avancée du dossier de remembrement, et suite aux discussions et négociations avec l'ensemble des acteurs agricoles, certaines modifications sont nécessaires sur la commune d'Auxerre concernant les tracés définitifs des chemins ruraux.

Ces modifications ont été entérinées par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier des communes d'Auxerre, Villefargeau et Chevannes du 3 octobre 2023 et concernent certains tracés de chemins à créer, à modifier ou à supprimer.

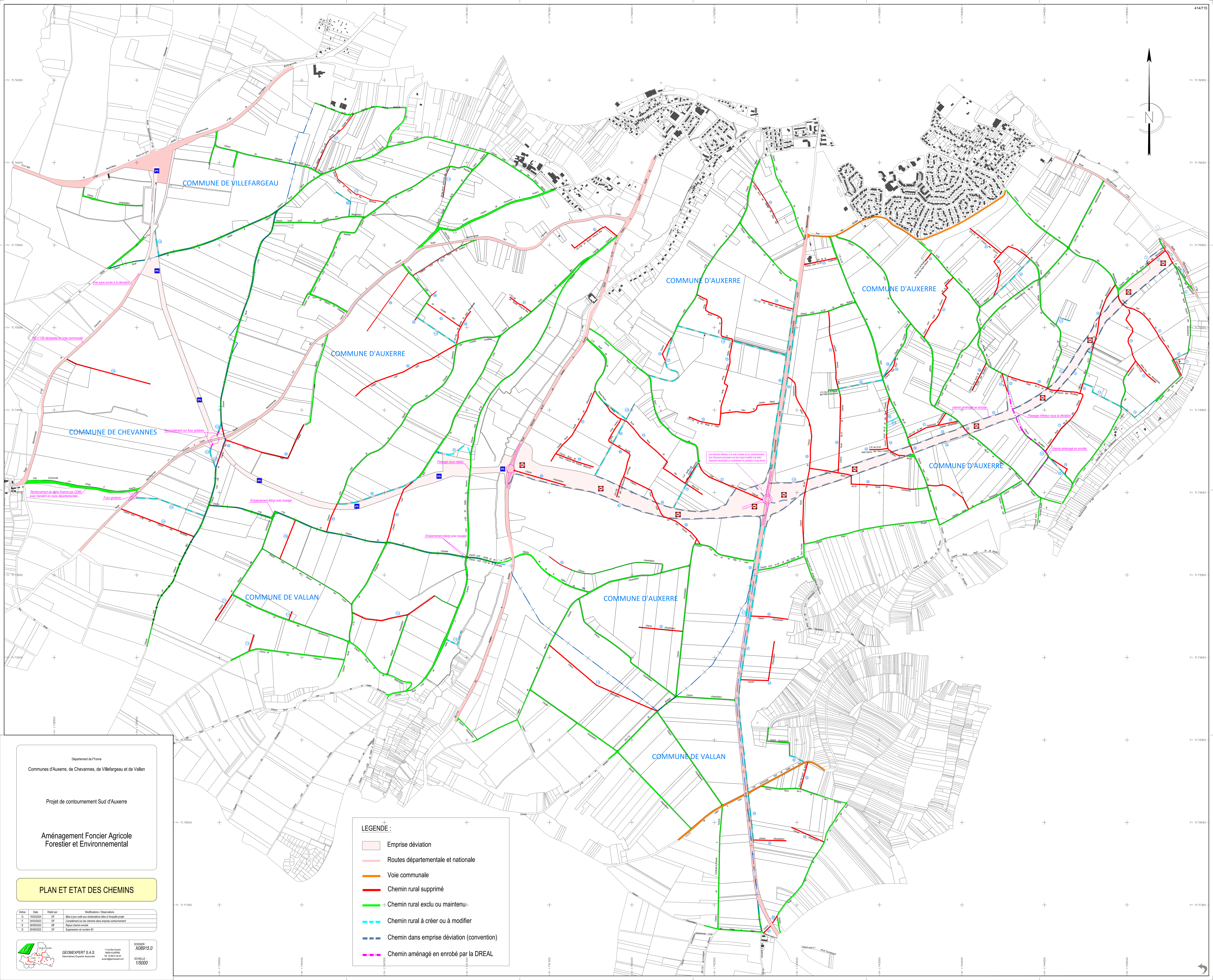
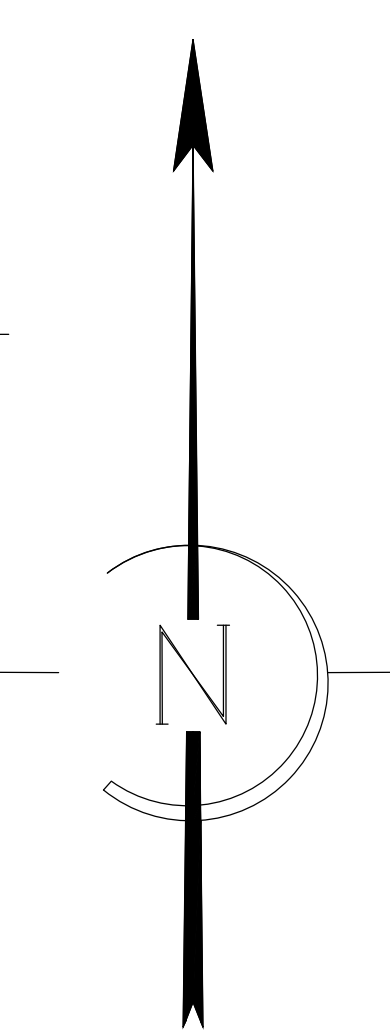
Ces propositions sont présentées en annexe :

- sous la forme de tableaux (chemins à supprimer, à créer et à modifier)
- sur plan au 1/5.000 ème.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver les suppressions de chemins ruraux telles que proposées par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier,
- D'approuver le projet des modifications de chemins ruraux tel que proposé par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier complété des travaux précités,
- De créer les chemins ruraux dont le détail figure au tableau ci-joint.





COMMUNE DE VILLEGARDEAU

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE DE CHEVANNES

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE DE VALLAN

COMMUNE D'AUXERRE

COMMUNE DE VALLAN

Département de l'Yonne
Communes d'Auxerre, de Chevannes, de Villefargeau et de Vallan

Projet de contournement Sud d'Auxerre

Aménagement Foncier Agricole
Forestier et Environnemental

PLAN ET ETAT DES CHEMINS

Ville	Date	Etat	par	Modifications / Observations
G	14/02/2014	DF		Mise à jour avec les modifications dans le dossier projet
F	24/02/2015	DF		Complément sur les chemins dans emprise contournement
E	28/02/2015	DF		Rajout chemins enrobés
D	28/02/2015	DF		Suppression du numéro 82

GEOMEXPERT S.A.S.
Géomètres Experts Associés

11 rue Max Guarn
89000 Auxerre
Tel: 03 86 91 44 22
www.geomexpert.com

DOSSIER:
X08915.0

ECHELLE:
1/5000

LEGENDE :

- Emprise déviation
- Routes départementale et nationale
- Voie communale
- Chemin rural supprimé
- Chemin rural exclu ou maintenu
- Chemin rural à créer ou à modifier
- Chemin dans emprise déviation (convention)
- Chemin aménagé en enrobé par la DREAL

COMMUNE D'AUXERRE
PROPOSITIONS EN MATIERE DE VOIRIE RURALE :
CHEMINS A CREER
(mise à jour suite à la CIAF du 3/10/2023)

N° SUR LE PLAN	CHEMINS RURAUX	NATURE DES TRAVAUX	LINEAIRE CONCERNE	EMPRISE PROPOSEE	OBSERVATIONS
4	Chemin rural n°4 dit 2ème chemin des Montardoins	Création	455 ml	6 m	Empierrement
8	Chemin rural n° 6 dit 4ème chemin des Montardoins	Création	95 ml	4 m	Pas d'empierrement
12	Sentier n° 6 des Montardoins	Création	265 ml	4 m	Pas d'empierrement
13	Sentier n° 6 des Montardoins	Création	290 ml	6 m	Empierrement
15	Sentier n° 6 des Montardoins	Création	25 ml	6 m	Empierrement
20	Chemin rural n° 16 dit chemin des Boutilliers	Création	125 ml	6 m	Pas d'empierrement
22	Chemin rural n° 16 dit chemin des Boutilliers	Création	90 ml	6 m	Jonction au nord avec le franchissement - Enrobé financé par Etat
23	Chemin rural n° 14 dit chemin de Guette Soleil	Création	310 ml	6 m	Pas d'empierrement
29	Chemin rural n° 27 dit chemin des Champs Ferrés	Création	145 ml	6 m	Chemin redressé - Pas d'empierrement
33	Chemin latéral à la rocade	Création	750 ml	6 m	Jonction au nord avec le franchissement - Enrobé financé par Etat
42	Chemin rural	Création	270 ml	6 m	Pas d'empierrement
46	Chemin rural	Création	915 ml	variable	En parallèle à la Voie Romaine - Pas d'empierrement
47	Chemin rural	Création	1620 ml	variable	En parallèle à la Voie Romaine - Pas d'empierrement
50	Chemin rural	Création	290 ml	variable	En parallèle à la Voie Romaine - Pas d'empierrement
52	Chemin rural	Création	95 ml	6 m	Chemin existant par l'usage - Pas d'empierrement
58	Chemin rural	Création	285 ml	variable	En parallèle à la Voie Romaine - Pas d'empierrement
64	Chemin rural	Création	1235 ml	6 ml	En parallèle à la déviation - Pas d'empierrement
65	Chemin Rural n°50 dit des Grands Beauvoirs	Création	580 ml	6 ml	Pas d'empierrement
66	Chemin rural	Création	1130 ml	variable	En parallèle à la Voie Romaine - Pas d'empierrement
73	Chemin Rural n°48 dit des Petits Beauvoirs	Création	310 ml	6 ml	Empierrement
77	Chemin Rural n°48 dit de Champ Raisin	Création	485 ml	6 ml	Prolongement de chemin déjà créé par l'usage - Empierrement
90	Chemin rural	Création	515 ml	6 ml	En parallèle à la déviation - Empierrement
91	Chemin rural	Création	265 ml	6 ml	Empierrement
92	Chemin rural	Création	80 ml	6 ml	Liaison avec le passage sous le viaduc - Empierrement
94	Chemin rural	Création	85 ml	6 ml	Liaison avec le passage sous le viaduc - Empierrement
99	Chemin rural	Création	190 ml	6 ml	Pas d'empierrement
119	Chemin rural n° 86 dit Crucifix Noir	Création	280 ml	6 ml	Pas d'empierrement
120	Chemin Rural n°44 dit du Haut de Champ Raisin	Création	680 ml	6 ml	Pas d'empierrement
121	Chemin rural	Création	115 ml	4 ml	Desserte des jardins et vergers - Pas d'empierrement
123	Chemin rural	Création	75 ml	5 ml	Pas d'empierrement
125	Chemin rural	Création	100 ml	4 ml	Desserte bois - Pas d'empierrement

LE LINEAIRE TOTAL DE CHEMINS RURAUX A CREER EST DE 9 545 METRES

Validé par la Commune d' AUXERRE par Délibération du Conseil
Municipal
en date du

M Le Maire d' AUXERRE



COMMUNE D'AUXERRE
CHEMINS AVEC CONVENTION ETAT (DANS EMPRISE)
 (mise à jour suite à la CIAF du 3/10/2023)

N° SUR LE PLAN	CHEMINS RURAUX	NATURE DES TRAVAUX	LINEAIRE CONCERNE	EMPRISE PROPOSEE	OBSERVATIONS
4	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		1420 ml		Entre CR n°5 et ouvrage de franchissement (coté sud)
5	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		1050 ml		Entre CR n°5 et ouvrage de franchissement (coté nord)
34	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		1755 ml		Entre CR n° 28 et ouvrage de franchissement (coté sud)
61	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		1680 ml		Entre la R.N. et la Voie Romaine coté Sud
33	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		675 ml		Entre CR n°16 et CR n°28 (coté nord) - Enrobé financé par Etat
64	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		1240 ml		Entre voie romaine et CR n°58 (coté nord)
1	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		150 ml		Entre CR n° 3 et CR n°4
124	Chemin d'exploitation sur l'emprise de la déviation		895 ml		Entre CR n°28 et voie romaine (coté nord)
LE LINEAIRE TOTAL DE CHEMINS A CRÉER AVEC CONVENTION (PUIS RETROCESSION A LA COMMUNE D'AUXERRE) EST DE 8 865 METRES					

Validé par la Commune d' AUXERRE par Délibération du Conseil Municipal
 en date du

M Le Maire d' AUXERRE



N° SUR LE PLAN	CHEMINS RURAUX	NATURE DES TRAVAUX	LINEAIRE CONCERNE	EMPRISE PROPOSEE	OBSERVATIONS
6	Chemin rural n° 6 dit 4ème chemin des Montardoins	Modification	565 ml		Elargissement à 3 m en partie nord et 4 m en partie sud
110	Chemin rural n° 5 dit 3ème chemin des Montardoins	Modification	180 ml		Elargissement à 6 m
122	Chemin des Boutilliers	Enrobé	440 ml		Enrobé financé par l'Etat

LE LINEAIRE TOTAL DE CHEMINS RURAUX A MODIFIER EST DE 1185 METRES

Validé par la Commune d' AUXERRE par Délibération du Conseil
Municipal
en date du

M Le Maire d' AUXERRE



**COMMUNE D'AUXERRE
CHEMINS RURAUX A SUPPRIMER
(mise à jour suite à la CIAF du 3/10/2023)**

N° SUR LE PLAN	CHEMINS RURAUX	NATURE DES TRAVAUX	LINEAIRE CONCERNE	OBSERVATIONS
2	Chemin rural n°4 dit 2ème chemin des Montardoins	Suppression	135 ml	
3	Chemin rural n°5 dit 3ème chemin des Montardoins	Suppression	110 ml	
7	Chemin rural n° 6 dit 4ème chemin des Montardoins	Suppression	150 ml	
9	Chemin rural n°3 dit 1er chemin des Montardoins	Suppression	640 ml	
10	Chemin rural n° 11 dit 3ème chemin des Montardoins	Suppression	430 ml	
11	Chemin rural n° 12 dit 6ème chemin des Montardoins	Suppression	180 ml	
14	Chemin rural n° 13 dit 7ème chemin des Montardoins	Suppression	440 ml	Partie au nord de la déviation
16	Chemin rural n° 13 dit 7ème chemin des Montardoins	Suppression	65 ml	Partie au sud de la déviation
17	Chemin rural n° 18 des Palmes	Suppression	440 ml	
18	Chemin rural n° 17 dit petit chemin des Boutilliers	Suppression	450 ml	
19	Chemin rural n° 16 dit chemin des Boutilliers	Suppression	150 ml	Partie au sud de la déviation
21	Chemin rural n° 16 dit chemin des Boutilliers	Suppression	110 ml	
24	Chemin rural n° 14 dit chemin de Guette Soleil	Suppression	510 ml	
25	Chemin rural n° 15 dit chemin des Grivois	Suppression	240 ml	
26	Chemin rural n° 21 dit ruelle du haut des Pieds d'Aloue	Suppression	60 ml	
27	Chemin rural n° 21 dit chemin de la Platrière	Suppression	445 ml	
28	Chemin rural n° 19 dit ruelle des Boutilliers	Suppression	185 ml	
30	Chemin rural n° 27 dit chemin des Champs Ferrés	Suppression	135 ml	Chemin redressé
31	Chemin rural n° 26 dit des Vauboulons aux Boutilliers	Suppression	285 ml	
32	Chemin d'Exploitation	Suppression	125 ml	
35	Chemin Rural n° 22 dit chemin des Pommes	Suppression	55 ml	Sous l'emprise de la déviation
36	Chemin Rural n° 28 de Vaux	Suppression	45 ml	Sous l'emprise de la déviation
37	Chemin d'Exploitation	Suppression	330 ml	
38	Chemin rural n° 34 dit ruelle des Vauboulons	Suppression	705 ml	
39	Chemin rural n° 34 dit des Petit Vauboulons	Suppression	1055 ml	
40	Chemin rural n° 31 dit chemin des Grands Bretons	Suppression	470 ml	Partie sud du chemin



**COMMUNE D'AUXERRE
CHEMINS RURAUX A SUPPRIMER
(mise à jour suite à la CIAF du 3/10/2023)**

N° SUR LE PLAN	CHEMINS RURAUX	NATURE DES TRAVAUX	LINEAIRE CONCERNE	OBSERVATIONS
41	Chemin rural n° 31 dit chemin des Grands Bretons	Suppression	470 ml	Partie nord du chemin
43	Chemin rural n° 32 dit des Vaux Froides	Suppression	355 ml	
44	Chemin rural n° 33 dit petit chemin des Vaux Froides	Suppression	470 ml	
45	Chemin rural n° 49 dit de la Coulemine	Suppression	205 ml	
48	Chemin d'Exploitation	Suppression	225 ml	
49	Chemin d'Exploitation	Suppression	410 ml	
53	Chemin Rural n° 23 dit de Fer	Suppression	165 ml	
54	Chemin d'Exploitation	Suppression	215 ml	
55	Chemin d'Exploitation	Suppression	195 ml	
56	Chemin d'Exploitation	Suppression	50 ml	
57	Chemin d'Exploitation	Suppression	60 ml	
59	Chemin Rural n° 50 dit des Grands Boivins	Suppression	675 ml	
60	Chemin d'Exploitation	Suppression	330 ml	Sous l'emprise de la déviation
62	Chemin d'Exploitation	Suppression	265 ml	
63	Chemin d'Exploitation	Suppression	160 ml	
67	Chemin Rural n°58 dit de Moque-Panier	Suppression	510 ml	
68	Chemin Rural dit Vieux Chemin des Grands Beauvoirs	Suppression	240 ml	
69	Chemin Rural n°50 dit des Grands Beauvoirs	Suppression	580 ml	
70	Chemin Rural n°49 dit des Beauvoirs	Suppression	665 ml	
71	Chemin Rural n°47 dit de la Cote aux Chèvres	Suppression	465 ml	
72	Chemin Rural n°48 dit des Petits Beauvoirs	Suppression	145 ml	
74	Chemin Rural n°45 dit de la Motte à Fillon	Suppression	260 ml	
75	Chemin Rural n°44 dit du Haut de Champ Raisin	Suppression	1260 ml	
76	Chemin Rural n°48 dit de Champ Raisin	Suppression	160 ml	Chemin redressé
78	Chemin Rural n°42 dit ruelle de Champ Raisin	Suppression	200 ml	
79	Sentier n°13 dit Sentier de Gate Blé	Suppression	300 ml	



COMMUNE D'AUXERRE
CHEMINS RURAUX A SUPPRIMER
(mise à jour suite à la CIAF du 3/10/2023)

N° SUR LE PLAN	CHEMINS RURAUX	NATURE DES TRAVAUX	LINEAIRE CONCERNE	OBSERVATIONS
80	Chemin rural n° 66 dit ruelle d'Heurte Bise	Suppression	350 ml	
81	Chemin rural n° 65 dit ruelle d'Heurte Bise	Suppression	155 ml	
82	Chemin rural n° 64 dit ruelle du Haut d'Heurte Bise	Suppression	215 ml	
83	Chemin rural n° 86 dit Crucifix Noir	Suppression	250 ml	
84	Chemin Rural n° 63 dit des Champs Chardons	Suppression	690 ml	
85	Chemin d'Exploitation	Suppression	20 ml	
86	Chemin d'Exploitation	Suppression	50 ml	
87	Chemin Rural dit du Haut de Grattery	Suppression	335 ml	
88	Chemin d'Exploitation	Suppression	435 ml	
89	Chemin Rural	Suppression	630 ml	
95	Chemin Rural n°60	Suppression	65 ml	Sous l'emprise de la déviation
96	Chemin Rural n°61	Suppression	410 ml	
97	Chemin Rural n°62	Suppression	175 ml	
98	Chemin Riot	Suppression	260 ml	Chemin à cheval sur Chevannes
100	Sentier n°20 dit Sentier des Marlouts	Suppression	390 ml	
101	Sentier n°21 dit Sentier des Grands Marlouts	Suppression	420 ml	
118	Sentier n°19 dit Sentier du Patis	Suppression	190 ml	

LE LINEAIRE TOTAL DE CHEMINS RURAUX A SUPPRIMER EST DE 21 955 METRES

Validé par la Commune d' AUXERRE par Délibération du Conseil
Municipal
en date du

M Le Maire d' AUXERRE



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-040****OBJET : Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur - Modification n°2****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

Le Site Patrimonial Remarquable (SPR) d'Auxerre a été créé par arrêté ministériel du 25 mai 1968 et géré par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) approuvé par arrêté du 20 octobre 1983 et modifié une première fois par arrêté du 7 mai 2013.

La procédure de modification d'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) relève de l'article L313-1 du code de l'urbanisme, sous réserve que la modification envisagée ne porte pas atteinte à son économie générale ou ne réduise pas un espace boisé classé.

Les ajustements présentés ci-après ne portent pas atteinte à l'économie générale du PSMV approuvé, ni à réduire un espace boisé. Aussi, ils relèvent d'une modification.

L'article R313-16 précise que la modification d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur est effectuée par le Préfet, à la demande ou après consultation de l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, après avis de la commission locale et enquête publique organisée dans les conditions prévues par l'article [R. 313-11](#).

Depuis le 1er janvier 2017, la Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de « Plan Local d'Urbanisme (PLU), de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ».

La Commission locale du SPR consultée le 18 mars 2024 n'a émis aucune remarque particulière et a rendu un avis favorable.

Par ailleurs, entre la mise en révision d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur et l'approbation de cette révision, il peut être décidé une ou plusieurs modifications.

Le jugement du Tribunal administratif de Dijon, prononcé le 17 octobre 2022 et concernant l'ancienne Manufacture, enjoint l'Etat à engager la procédure de modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du site patrimonial remarquable (SPR) d'Auxerre.

Le 6 janvier 2023, la Communauté d'agglomération de l'auxerrois a écrit au Préfet afin de préciser la portée de la demande de modification n°2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable d'Auxerre.

Le Préfet de l'Yonne a prescrit la modification n°2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable d'Auxerre par arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2022-0012 du 16 janvier 2023.

En effet, l'intérêt patrimonial des éléments suivants a été ré-évalué au cours des dernières décennies, leur sauvegarde et leur mise en valeur peuvent être améliorées par des règles plus adaptées : (cf.annexe)



- Ancienne manufacture (parcelles ES 264, 265, 364, 365) : le site est actuellement entouré d'un tireté fin et pochés en jaune sur le plan polychrome du règlement graphique du PSMV, c'est-à-dire que ce sont des immeubles dont la démolition est prévue à des fins de salubrité et de mise en valeur.

Des démolitions ont déjà été réalisées sur le site de la manufacture. Ces espaces libres ne seront plus pochés de jaune.

Considérant que l'intérêt patrimonial du site de l'ancienne Manufacture a été ré-évalué et que sa sauvegarde et sa mise en valeur peuvent être améliorées par des règles plus adaptées, il est proposé un changement de classification en « immeuble pouvant être remplacé ou amélioré » pour le bâtiment de la Manufacture. Le bâtiment est donc poché de la légende « immeubles pouvant être remplacés ou améliorés », ce qui correspond sur le plan polychrome du règlement graphique à des hachures fines.

Une autre approche de la totalité de l'îlot sera envisagée dans le cadre de la révision générale du PSMV.

- Ancienne imprimerie de « La Liberté de l'Yonne » (parcelle EM6) : il est constaté une erreur matérielle sur le règlement graphique. En effet, le bâtiment de l'ancienne imprimerie n'est pas réglementé. De plus, il y a également une divergence entre les planches graphiques du service de l'UDAP et celles du service urbanisme mutualisé de la Ville d'Auxerre et de la Communauté d'agglomération de l'auxerrois. Aussi, il est nécessaire de réglementer le bâtiment et de mettre en cohérence les planches graphiques du service urbanisme avec celles du service de l'UDAP. Le bâtiment est donc poché de la légende « immeubles pouvant être remplacés ou améliorés », ce qui correspond sur le plan polychrome du règlement graphique à des hachures fines.
- Lavoir de la ruelle des Vééens (parcelle BH79) : le site est actuellement entouré d'un tireté fin et pochés en jaune sur le plan polychrome du règlement graphique du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), c'est-à-dire que ce sont des immeubles dont la démolition est prévue à des fins de salubrité et de mise en valeur. Considérant que l'intérêt patrimonial du Lavoir a été ré-évalué et que sa sauvegarde et sa mise en valeur peut être amélioré par des règles plus adaptées, il est proposé un changement de classification en « immeuble pouvant être remplacé ou amélioré ». Le bâtiment est donc poché de la légende « immeubles pouvant être remplacés ou améliorés », ce qui correspond sur le plan polychrome du règlement graphique à des hachures fines.

Dans ces trois cas, seul le plan polychrome du règlement graphique du PSMV est modifié, le contenu du règlement écrit des « immeubles pouvant être remplacés ou améliorés » n'est pas modifié.

Le projet de permis de construire PC 74 déposé le 29 décembre 2023 sur les trois maisons situées aux 62, 64 et 66 de la rue Joubert ne remettant pas en question la nécessité d'harmoniser l'épannelage sur le front bâti, ce point de l'arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2022-0012 n'est plus un objet de la modification n°2.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'émettre un avis favorable à la procédure de modification n°2 comme présenté dans l'exposé des motifs,
- De confirmer que le projet de modification n°2 a été présenté à la commission locale du SPR le 18 mars 2024.
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les actes et documents relatifs à ce dossier.



MODIFICATION N°2
PLAN SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR
DU SITE PATRIMONIAL D'AUXERRE

EXPOSÉ DES MOTIFS





Sommaire

1. OBJET DE LA MODIFICATION	P.4
2. CLARIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE DU SITE DE L'ANCIENNE IMPRIMERIE MODERNE	P.4
3. SAUVEGARDE DU PATRIMOINE EXISTANT	P.7
2.1 – L'ANCIENNE MANUFACTURE	P.7
2.2 – LE LAVOIR	P.10



Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R.313-16 ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

Vu le site patrimonial remarquable d'Auxerre, créé par arrêté ministériel du 25 mai 1968 et géré par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) approuvé par arrêté du 20 octobre 1983 et modifié par arrêté du 7 mai 2013

Vu le jugement du Tribunal administratif de Dijon, prononcé le 17 octobre 2022, enjoignant l'Etat d'engager la procédure de modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable d'Auxerre dans un délai de trois mois ;

Vu le courrier du 6 janvier 2023 de Monsieur le président de la communauté d'agglomération de l'auxerrois précisant la portée de la demande de modification n°2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable d'Auxerre ;

Considérant que l'intérêt patrimonial des éléments suivants a été ré-évalué au cours des dernières décennies et que leur sauvegarde et leur mise en valeur peuvent être améliorées par des règles plus adaptées :

- Ancienne manufacture au 24, rue d'Egleny : le changement de classification doit en permettre la conservation et la transformation éventuelle ;
- Ancienne imprimerie de « La Liberté de l'Yonne », place Robillard : la clarification de la classification doit en permettre la conservation et la transformation éventuelle ;
- Lavoir de la ruelle des Vééns : le changement de classification doit en permettre la conservation et la réhabilitation ;
- Trois maisons situées 62, 64 et 66 rue Joubert : la possibilité de surélévation doit favoriser une opération de rénovation à l'échelle de l'îlot ;

Considérant que les règles du PSMV peuvent être ponctuellement modifiées sur ces points sans remettre en cause l'économie générale du document ;

Par arrêté n°PREF-SAPPIE-BE-2022-0012 du 16 janvier 2023, le Préfet de l'Yonne a prescrit la modification n°2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du site patrimonial remarquable d'Auxerre.



1. OBJET DE LA MODIFICATION

L'objet de la présente modification est de procéder à :

- La Clarification du règlement graphique, du site de l'ancienne Imprimerie Moderne, parcelle EM 6
- La Sauvegarde du patrimoine existant des sites :
 - De l'ancienne Manufacture, parcelles ES 264, 265, 364, 365 ;
 - De l'ancienne Imprimerie Moderne, parcelle EM 6 ;
 - Du lavoir de la ruelle des Véens, parcelle BH 79

Considérant le projet du permis de construire PC74 déposé le 29/12/2023, il n'y a plus lieu d'harmoniser l'épannelage sur le front bâti, des bâtiments sur les parcelles BI 205, 204 et 203 (les trois maisons situées au 62, 64 et 66 rue Joubert.

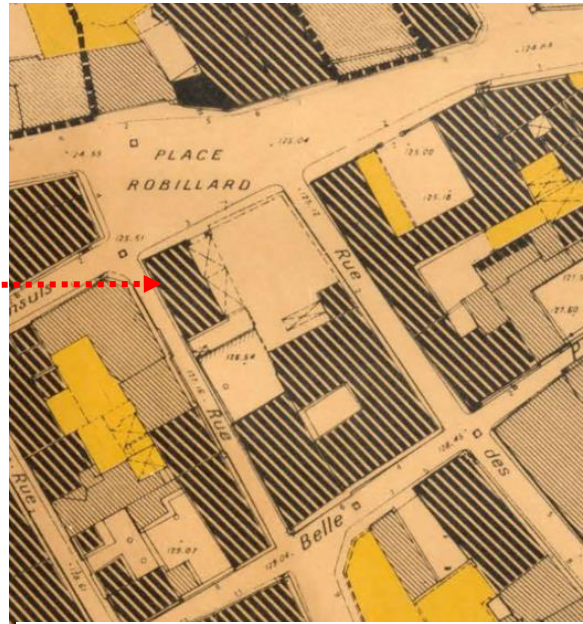
2. CLARIFICATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE DU SITE DE L'ANCIENNE IMPRIMERIE MODERNE

Il est constaté une erreur matérielle sur le règlement graphique. En effet, le bâtiment de l'ancienne imprimerie n'est pas réglementé. De plus, il y a également une divergence entre les planches graphiques du service de l'UDAP et celles du service urbanisme mutualisé de la Ville d'Auxerre et de la communauté d'agglomération de l'auxerrois. Aussi, il est nécessaire de réglementer le bâtiment et de mettre en cohérence les planches graphiques du service urbanisme avec celles du service de l'UDAP.



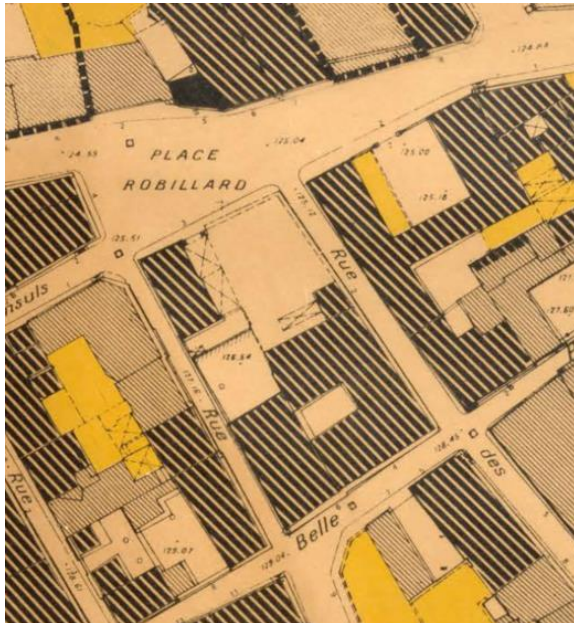


Cadastré Ancienne Imprimerie Moderne EM 6

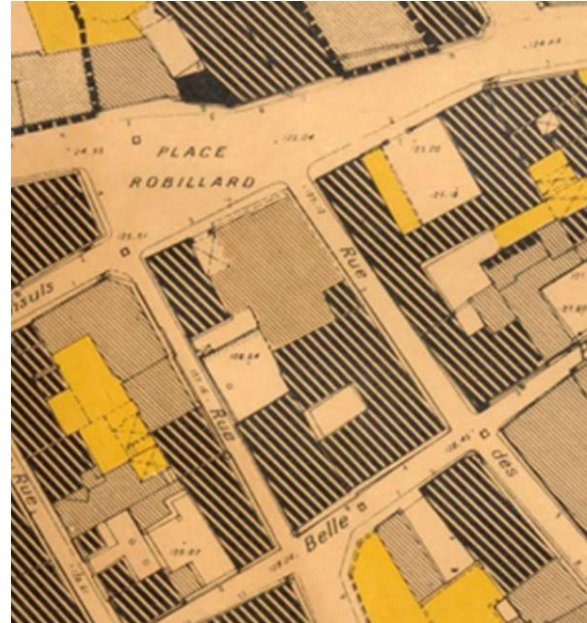


PSMV Règlement graphique actuel (UDAP)





PSMV Règlement graphique actuel (UDAP)



PSMV Règlement graphique modifié

Règlement écrit :

Le contenu du règlement écrit n'est pas modifié.

5° - Les immeubles "pouvant être remplacés ou améliorés" figurés sur le plan en hachures fines, serrées.

Ces immeubles peuvent être maintenus, ou améliorés, ou remplacés par des constructions respectant l'échelle et le volume ancien, sous réserve de se conformer aux prescriptions des articles US 3 à US 13 ci-après et, sous réserve que le permis de démolir soit accordé. Suivant l'appréciation de l'Architecte des Bâtiments de France, l'article L 123.1, 3° bis du Code de l'Urbanisme peut être appliqué : ..."La reconstruction sur place, ou l'aménagement de bâtiments existants pourra, pour des motifs d'urbanisme ou d'architecture, être imposé ou autorisé, avec une densité au plus égale à celle qui était initialement bâtie..."



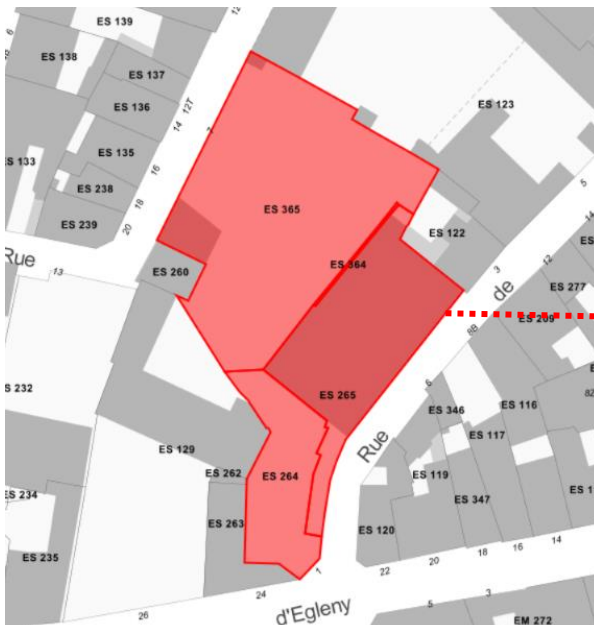
3. SAUVEGARDE DU PATRIMOINE EXISTANT

La présente modification concerne la sauvegarde du patrimoine existant des deux sites suivants :

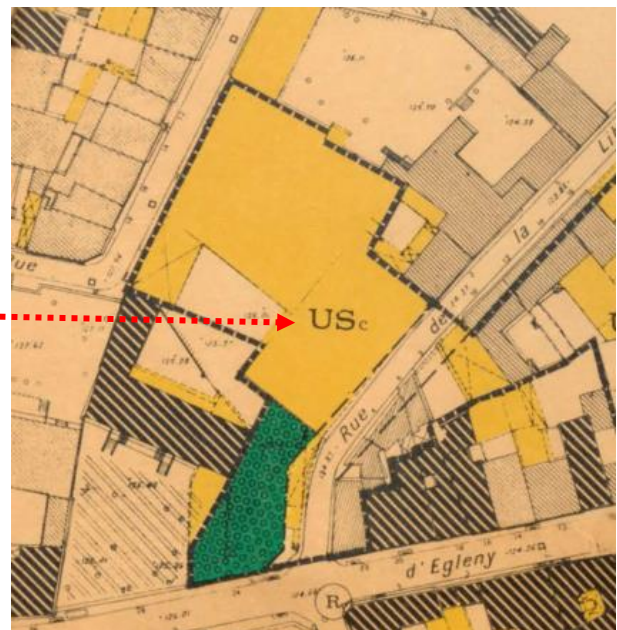
- De l'ancienne Manufacture, parcelles ES 264, 265, 364, 365 ;
- Du lavoir, parcelle BH 79

2.1. L'Ancienne Manufacture

Le site est actuellement entouré d'un tireté fin et pochés en jaune sur le plan polychrome du règlement graphique du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), c'est-à-dire que ce sont des immeubles dont la démolition est prévue à des fins de salubrité et de mise en valeur.



Cadastré Ancienne Manufacture
ES 264, 265, 364, 365



PSMV Règlement graphique actuel

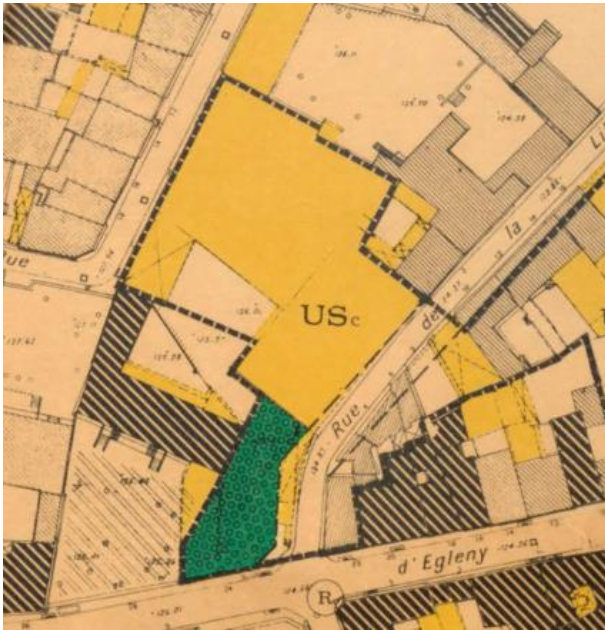




Des démolitions ont déjà été réalisées sur le site de la manufacture. Ces espaces libres ne seront plus pochés de jaune.

Considérant que l'intérêt patrimonial du site de l'ancienne Manufacture a été ré-évalué et que sa sauvegarde et sa mise en valeur peuvent être améliorées par des règles plus adaptées, il est proposé un changement de classification en « immeuble pouvant être remplacé ou amélioré » pour le bâtiment de la Manufacture. Une autre approche de la totalité de l'îlot sera envisagée dans le cadre de la révision générale du PSMV.





PSMV Règlement graphique actuel



PSMV Règlement graphique modifié

Règlement écrit :

en rouge la réglementation des immeubles pochés en jaune

en vert la réglementation des immeubles pouvant être remplacés ou améliorés

Le contenu du règlement écrit n'est pas modifié.

4° - Les immeubles, dont la démolition est prévue à des fins de salubrité ou de mise en valeur, entourés sur le plan d'un tireté fin et poché en jaune sur le plan polychrome. Des nouvelles constructions peuvent être réalisées, sur tout ou partie de la surface des immeubles à démolir, sauf, avis contraire de l'Architecte des Bâtiments de France.

◆ Sous réserve de se conformer aux prescriptions des articles US 3 à US 13 ci-après, s'il n'y a aucune indication sur le plan,

◆ Sous réserve que le plan de sauvegarde ne prévoit pas, à leur emplacement, la réalisation de plantations figurant en petits cercles pochés verts ou plan.

Ces immeubles ne pourront faire l'objet d'aucun travail confortatif, à l'exception d'un maintien hors d'eau. Des installations sanitaires peuvent être autorisées, sous réserve que l'ABF accorde un avis favorable.

Si à l'occasion des travaux de démolition, des vestiges ou éléments archéologiques sont découverts, déclaration doit en être faite, immédiatement, à l'Architecte des Bâtiments de France, indépendamment des obligations résultant de la législation et de la réglementation des fouilles.

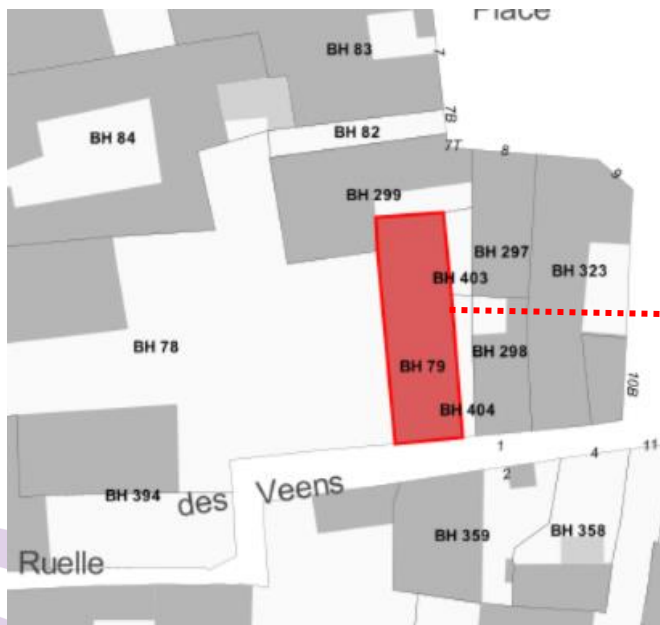


5° - Les immeubles "pouvant être remplacés ou améliorés" figurés sur le plan en hachures fines, serrées.

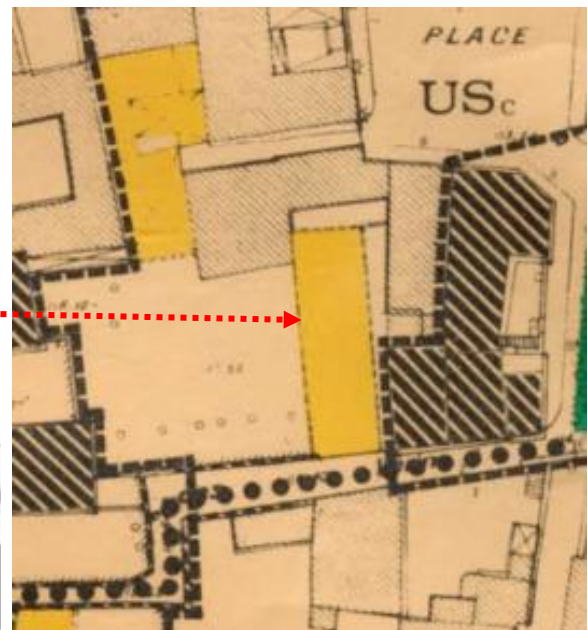
Ces immeubles peuvent être maintenus, ou améliorés, ou remplacés par des constructions respectant l'échelle et le volume ancien, sous réserve de se conformer aux prescriptions des articles US 3 à US 13 ci-après et, sous réserve que le permis de démolir soit accordé. Suivant l'appréciation de l'Architecte des Bâtiments de France, l'article L 123.1, 3° bis du Code de l'Urbanisme peut être appliqué : ... "La reconstruction sur place, ou l'aménagement de bâtiments existants pourra, pour des motifs d'urbanisme ou d'architecture, être imposé ou autorisé, avec une densité au plus égale à celle qui était initialement bâtie...".

2.2. Le Lavoir

Le site est actuellement entouré d'un tireté fin et pochés en jaune sur le plan polychrome du règlement graphique du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), c'est-à-dire que ce sont des immeubles dont la démolition est prévue à des fins de salubrité et de mise en valeur.



Cadastre Lavoir BH 79

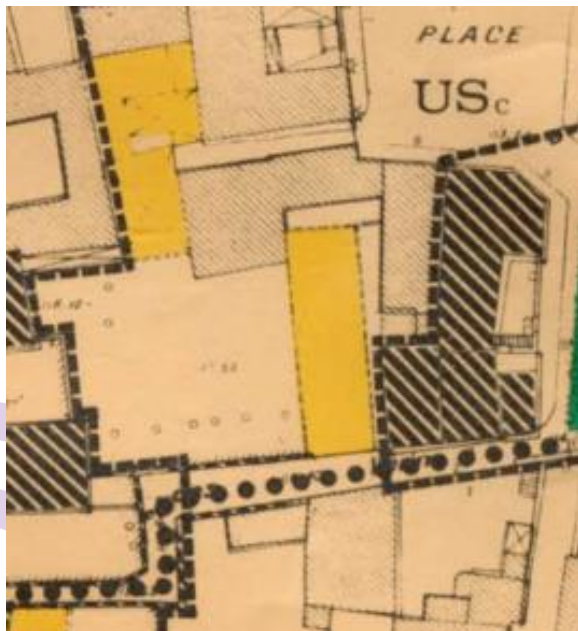


PSMV Règlement graphique actuel

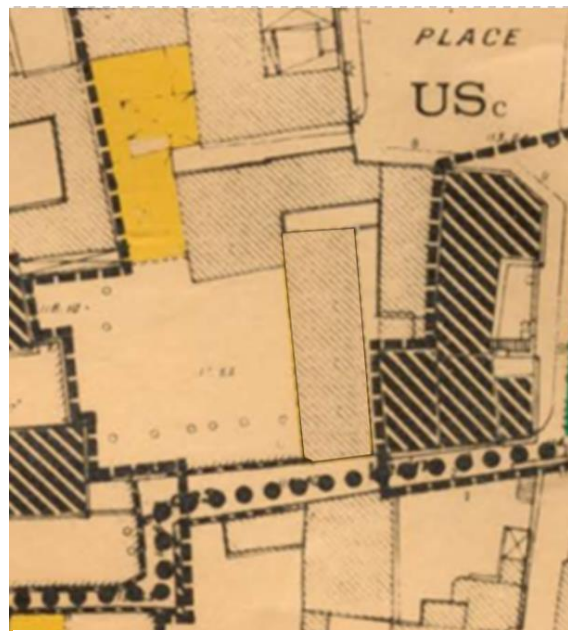




Considérant que l'intérêt patrimonial du Lavoir a été ré-évalué et que sa sauvegarde et sa mise en valeur peut être amélioré par des règles plus adaptées, il est proposé un changement de classification en « immeuble pouvant être remplacé ou amélioré ».



PSMV Règlement graphique actuel



PSMV Règlement graphique modifié



Règlement écrit :

en rouge la réglementation des immeubles pochés en jaune

en vert la réglementation des immeubles pouvant être remplacés ou améliorés

Le contenu du règlement écrit n'est pas modifié.

4° - Les immeubles, dont la démolition est prévue à des fins de salubrité ou de mise en valeur, entourés sur le plan d'un tireté fin et poché en jaune sur le plan polychrome. Des nouvelles constructions peuvent être réalisées, sur tout ou partie de la surface des immeubles à démolir, sauf, avis contraire de l'Architecte des Bâtiments de France.

◆ Sous réserve de se conformer aux prescriptions des articles US 3 à US 13 ci-après, s'il n'y a aucune indication sur le plan,

◆ Sous réserve que le plan de sauvegarde ne prévoit pas, à leur emplacement, la réalisation de plantations figurant en petits cercles pochés verts ou plan.

Ces immeubles ne pourront faire l'objet d'aucun travail confortatif, à l'exception d'un maintien hors d'eau. Des installations sanitaires peuvent être autorisées, sous réserve que l'ABF accorde un avis favorable.

Si à l'occasion des travaux de démolition, des vestiges ou éléments archéologiques sont découverts, déclaration doit en être faite, immédiatement, à l'Architecte des Bâtiments de France, indépendamment des obligations résultant de la législation et de la réglementation des fouilles.

5° - Les immeubles "pouvant être remplacés ou améliorés" figurés sur le plan en hachures fines, serrées.

Ces immeubles peuvent être maintenus, ou améliorés, ou remplacés par des constructions respectant l'échelle et le volume ancien, sous réserve de se conformer aux prescriptions des articles US 3 à US 13 ci-après et, sous réserve que le permis de démolir soit accordé. Suivant l'appréciation de l'Architecte des Bâtiments de France, l'article L 123.1, 3° bis du Code de l'Urbanisme peut être appliqué : "...La reconstruction sur place, ou l'aménagement de bâtiments existants pourra, pour des motifs d'urbanisme ou d'architecture, être imposé ou autorisé, avec une densité au plus égale à celle qui était initialement bâtie...".



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-041

OBJET : Site Patrimonial Remarquable d'Auxerre - Intégration de nouveaux périmètres

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Le Site Patrimonial Remarquable (SPR) d'Auxerre a été créé par arrêté ministériel du 25 mai 1968 et géré par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) approuvé par arrêté du 20 octobre 1983 et modifié une première fois par arrêté du 7 mai 2013. Une deuxième modification est en cours. (cf. délibération n° 2024-040)

La loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 a donné la possibilité à l'autorité compétente en matière de PLU de se voir confier par l'Etat la conduite de l'élaboration ou de la révision PSMV, document qui tient lieu de Plan Local d'Urbanisme dans le périmètre de SPR.

En 2018, la Ville d'Auxerre et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, au titre de sa compétence en matière de document d'urbanisme, ont fait part au Préfet de Département, de leur volonté commune de procéder à la révision du PSMV du SPR de la Ville d'Auxerre.

Le Préfet de l'Yonne en a référé à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche-Comté (DRAC).

Il a été convenu de mener, en coordination avec les services de la DRAC et de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) une étude préalable à la révision du PSMV afin de déterminer et préciser le contenu de cette révision. Cette étude a été co-financée par la DRAC et est également valorisée dans le cadre du dispositif Cœur de ville, au titre de l'action n°AM2a.

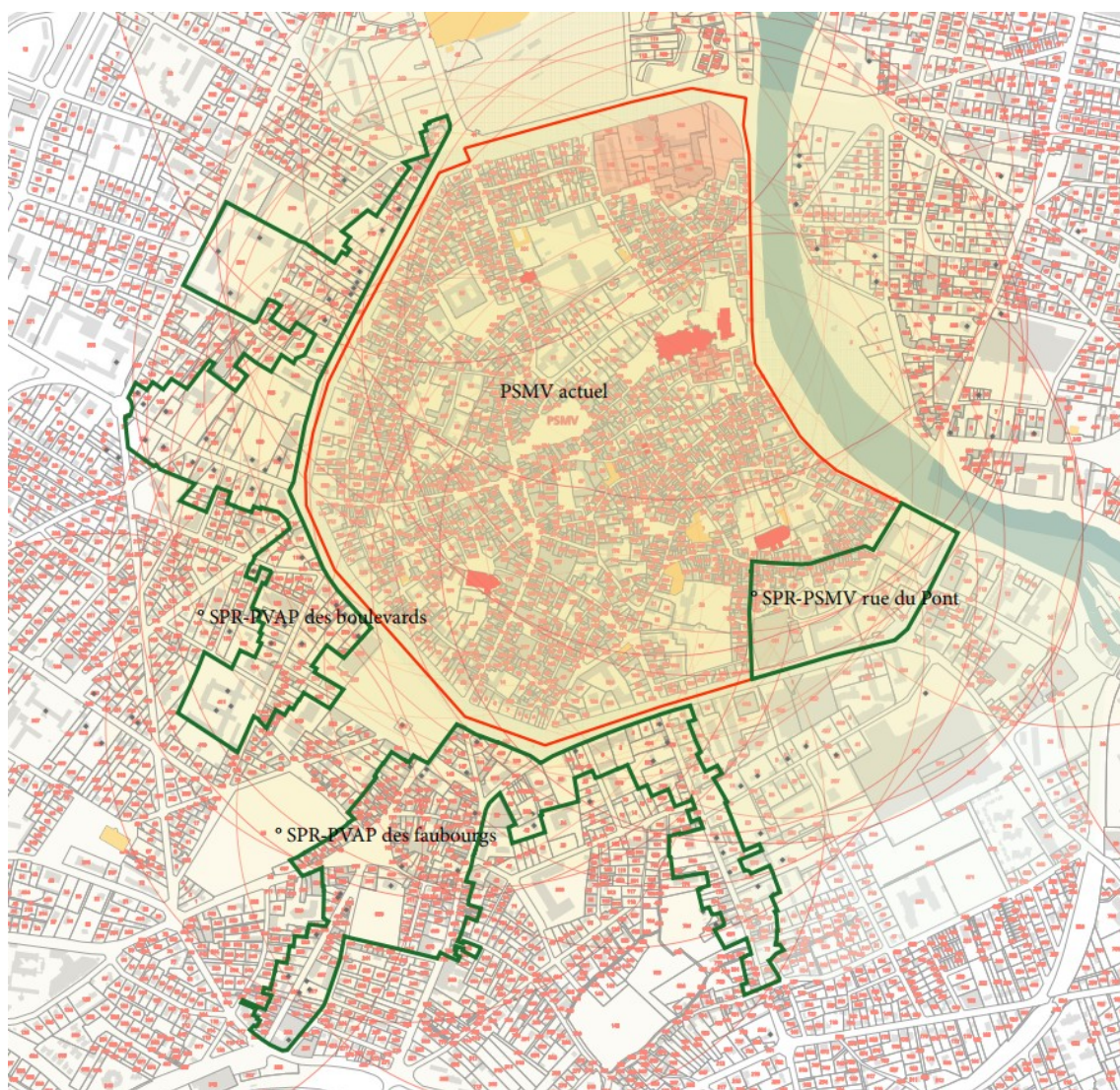
Menée par un bureau d'études, elle a été produite conjointement avec la Ville d'Auxerre, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, l'UDAP et la DRAC et ont également été associés l'Inspecteur des Sites de la DREAL et l'Inspecteur des Patrimoines du Ministère de la Culture.

L'étude préalable a produit un bilan du PSMV, une analyse typo-morphologique et naturaliste du SPR, complété d'une approche archéologique, ainsi qu'un constat des usages et pratiques dans le centre historique.

Pour faire du patrimoine d'Auxerre un élément d'attractivité du territoire et que les outils de planification servent autant à la revitalisation d'Auxerre qu'à la protection de son patrimoine, l'étude préalable a fait ressortir les enjeux suivants :

- Réviser le PSMV actuel. Cette révision fera l'objet d'une délibération lors d'un prochain conseil communautaire,
- Intégrer d'autres secteurs de la commune d'Auxerre au SPR :
 - Le secteur de la rue du Pont
 - Le secteur dit des « faubourgs »
 - Le secteur dit des « boulevards »





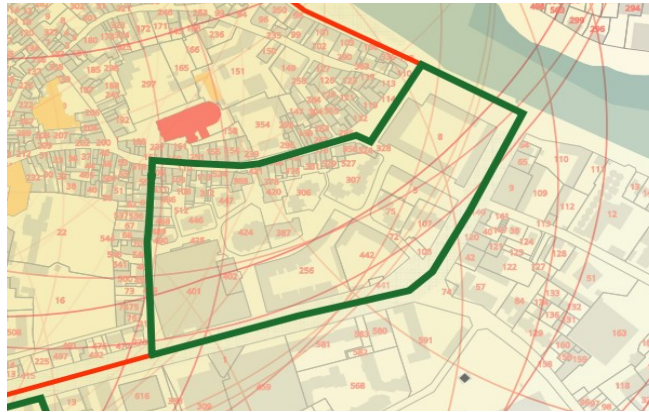
Le secteur de la rue du Pont :

Le SPR actuel intègre presque totalement le périmètre compris sur l'emprise des remparts médiévaux, sauf le secteur de la rue du Pont. Ce quartier a été partiellement détruit lors de la Seconde guerre mondiale, reconstruit dans les années 1950, et prolongé par une rénovation dans les années 1970. Cette partie reconstruite l'a été dans un style néo-régionaliste. Il forme un îlot « reconstruction » avec une grande cour intérieure publique accueillant la bibliothèque municipale. La logique urbaine de cet îlot tend vers un schéma plus paysagé cherchant des analogies par rapport à l'architecture historique de la rue du Pont. A contrario, le long des rues du Pont et du Puits des dames se trouvent des bâtiments d'origine médiévale, possédant les mêmes caractéristiques que leurs vis-à-vis situés, eux, dans le PSMV actuel.

Aussi, dans un souci de cohérence, le secteur du Pont compléterait le PSMV actuel, en faisant en sorte que l'ensemble de la ville historique comprise dans l'ancienne enceinte médiévale et actuellement délimitée par les boulevards soit inscrit dans un même plan de gestion. Il complète également la démarche de protection de la façade d'Auxerre sur l'Yonne.

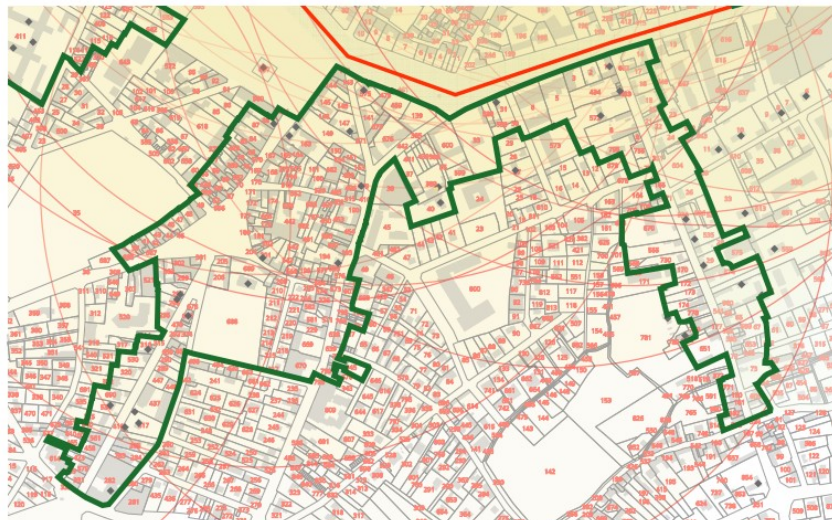


AUXERRE



Le secteur dit des « Faubourgs » :

Les remparts du Moyen Âge avaient laissé de côté deux quartiers au sud, qui, extramuros, prennent le nom de faubourg Saint-Amâtre et de faubourg Saint-Martin-lès-Saint-Julien. Aujourd'hui, ces quartiers, bien que bousculés par la pression immobilière, conservent une ambiance villageoise, avec des vestiges d'une ancienne activité rurale et artisanale. Le faubourg Saint-Amâtre est implanté à l'entrée de la ville médiévale, au niveau de la porte du temple. Il est situé pour partie à l'emplacement d'un cimetière gallo-romain et d'un oratoire du V^{ème} siècle. La construction de l'enceinte au XII^{ème} siècle sépara le quartier de la ville centre, ce qui entraîna une forme d'abandon. Le faubourg se développa ensuite à partir du XVIII^{ème} siècle. Le faubourg Saint-Martin-lès-Saint-Julien est situé dans la vallée du ru de Vallan, confluent de l'Yonne. Il est implanté sur l'emplacement d'un quartier gallo-romain et de l'abbaye Saint-Julien, détruite à partir de la révolution française. La présence de la rivière est à l'origine de l'installation de moulins. Des villas de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle complètent l'architecture de ces faubourgs, notamment autour de la rue de la Puisaye. Ces faubourgs présentent une forme urbaine cohérente où, sur un parcellaire ancien, des bâtiments d'origine agricole avec une architecture modeste et des maisons plus récentes sont implantées le long des rues, avec souvent des jardins à l'arrière. L'ensemble a conservé sa logique urbaine de faubourg, à distance de la ville centre, mais suffisamment structuré pour générer un paysage urbain. Depuis le point haut du Moulin saint-Martin-lès-Saint-Julien et au croisement de la coulée verte s'ouvre un des cônes de vue emblématique sur la ville d'Auxerre. Cet ensemble urbain est vulnérable en raison des risques de remembrement du foncier accompagné d'un non-respect de l'échelle architecturale présente.

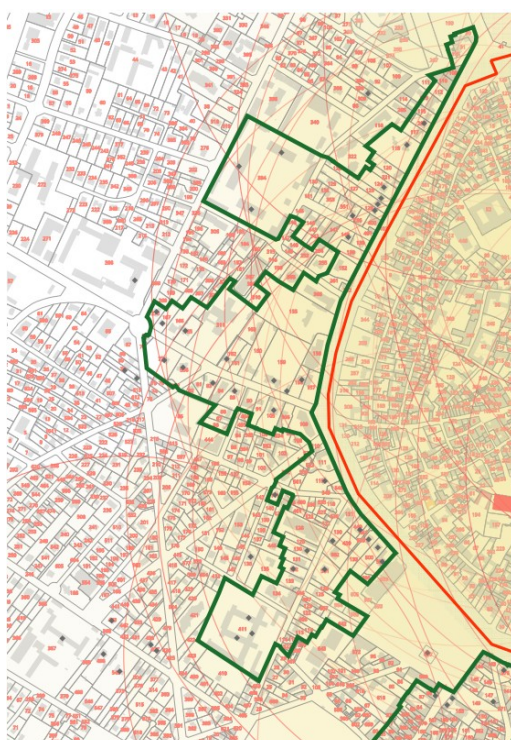


Le secteur dit des « boulevards » :



AUXERRE

Au XIXe siècle, après la transformation des remparts en boulevards, des quartiers nouveaux sont lotis à l'ouest d'Auxerre, autour de quelques équipements. A cette époque furent tracées, en pleine campagne, de grandes voies dont certaines axées sur des équipements publics. Le paysage des rues conserve cette ambiance XIXe siècle. Des opérations de lotissement ont accompagnées ces percées, avec la construction de villas bourgeoises et de maisons individuelles, entourées par des jardins et séparées de la rue par des clôtures en maçonnerie et ferronnerie. Une population bourgeoise s'y installe. Ce quartier est, en vis-à-vis de la ville historique, forme la face ouest des boulevards, qui sont aujourd'hui protégés comme site classé. Le périmètre est délimité par les boulevards Vauban et du 11 novembre. Côté extérieur la délimitation est définie par les limites de parcelles intérieures aux îlots dont l'architecture forme un ensemble remarquable. Il s'étend le long de l'avenue Marceau et intègre également l'ancienne caserne devenue lycée des Métiers Vauban, l'avenue Foch avec le patrimoine des grandes villas bourgeoises, et la rue des Moreaux avec ses maisons plus modestes.



Pour mémoire, un SPR est obligatoirement couvert par un plan de gestion (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur ou Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine). Ce plan de gestion permet d'assurer la prise en compte du patrimoine dans les politiques urbaines. Il doit favoriser la requalification des quartiers anciens dégradés, soutenir le commerce et la mixité sociale.

La fiscalité dite « Malraux » qui ouvre droit à des avantages fiscaux en cas de travaux est un des leviers pour atteindre ces objectifs. Cette fiscalité sera applicable sur ces nouveaux périmètres proposés.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, autorité compétente en matière d'urbanisme peut prendre l'initiative de la création ou de l'extension d'un Site Patrimonial Remarquable (SPR) sur le territoire d'une ou plusieurs communes. Pour cela, elle doit solliciter le Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles Grand Est - DRAC) par courrier accompagné d'une délibération.

La Commission locale des sites patrimoniaux remarquables a émis un avis favorable lors de sa réunion en date du 18 mars 2024.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



- De solliciter la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, autorité compétente en matière de document d'urbanisme, pour soumettre ces nouveaux secteurs de SPR au Préfet de Région,
- D'indiquer que l'étude préalable et le projet de périmètres seront soumis à l'avis de la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture (CNPA),
- De dire que la Commission Locale du SPR a été consultée sur le projet d'intégration de périmètres,
- De dire que la Commission Locale du SPR sera associée tout au long de l'élaboration des plans de gestion,
- D'associer les membres de la commission locale du SPR à l'identification sur la commune d'Auxerre des éléments au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme dans le cadre de l'élaboration du PLUiHM,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les actes et documents relatifs à ce dossier.



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-042

OBJET : Dénomination de voie et lieu-dit - Validation

Rapporteur : Nordine BOUCHROU

Il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies, places et lieux-dits de la commune.

La dénomination des voies communales et privées ouvertes à la circulation est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Il convient, pour faciliter la fourniture de services publics, tel que les secours et la connexion aux réseaux, et d'autres services commerciaux comme la délivrance du courrier et des livraisons, d'identifier clairement les adresses des immeubles.

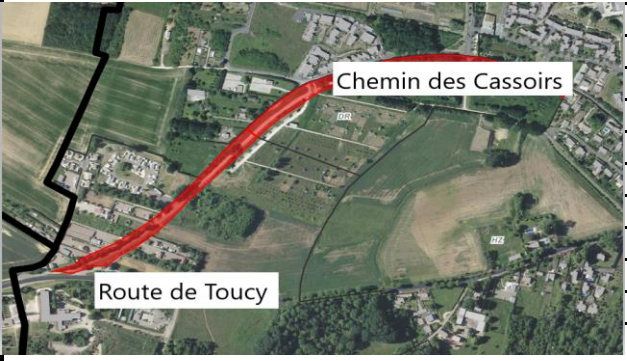
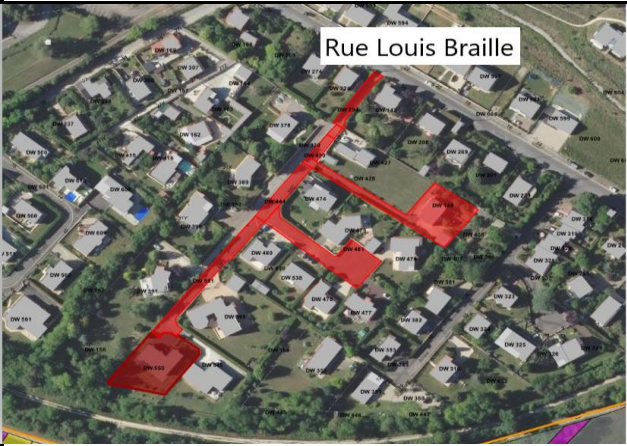


Il est proposé de retenir les dénominations suivantes :

Origine	Fin	Dénomination
RD 965 – Route de Toucy	Chemin des Cassoirs	Rue Juliette GRECO
Rue Louis Braille	Impasse (accès privé ouvert à la circulation)	Impasse Valentin HAÛY
Avenue Jean Mermoz	Impasse (accès privé ouvert à la circulation cadastré AY 62)	Impasse Volta
Avenue Jean Mermoz	Impasse (accès privé ouvert à la circulation cadastré AY 65)	Impasse Leclanché

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De valider et adopter les noms attribués à l'ensemble des voies communales et privées ouvertes à la circulation et des lieux-dits dont le détail est présenté en annexe de la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



DENOMINATION VOIES			
SITUATION	ORIGINE	FIN	DENOMINATION
 <p>Chemin des Cassoires</p> <p>Route de Toucy</p>	RD 965 - Route de Toucy	Chemin des Cassoires	Rue Juliette Greco
 <p>Rue Louis Braille</p>	Rue Louis Braille	Impasse (accès privé ouvert à la circulation)	Impasse Valentin Häüy
 <p>Avenue Jean Mermoz</p>	Avenue Jean Mermoz	Impasse (accès privé ouvert à la circulation cadastré AY 62)	Impasse Volta
 <p>Avenue Jean Mermoz</p>	Avenue Jean Mermoz	Impasse (accès privé ouvert à la circulation cadastré AY 65)	Impasse Leclanché



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-043****OBJET : Renouvellement urbain de la Ville d'Auxerre - Convention avec la maison de l'emploi pour la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion sociale****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), lancé en 2014, prévoit la transformation profonde de plus de 450 quartiers prioritaires de la politique de la ville en intervenant fortement sur l'habitat, les équipements et les espaces publics, pour favoriser la mixité dans ces territoires.

Cela concerne 450 quartiers prioritaires dont 200 quartiers d'intérêt national (QIN) et 250 quartiers d'intérêt régional (QIR), 3 millions d'habitants et 12 milliards d'euros de subventions apportées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Près de 50 % des projets concernent des villes de moins de 100 000 habitants et 85 % des communes qui ont un projet de NPNRU étaient déjà concernées par le premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU).

Sur les 3 QPV, 2 quartiers ont été retenus au titre du NPNRU :

- Au titre de l'intérêt national : Les Brichères-Sainte Geneviève
- Au titre de l'intérêt régional : Les Rosoirs

La Communauté de l'Auxerrois est le porteur de projet du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain, et est responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

La Communauté de l'Auxerrois, la Ville d'Auxerre et l'Office Auxerrois de l'Habitat sont identifiés comme maître d'ouvrage, c'est à ce titre qu'ils sont bénéficiaires des concours financiers de l'ANRU. Dans le cadre du renouvellement urbain, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a le souci de développer une politique d'achats socialement responsable, en prenant en compte notamment l'intégration des personnes éloignées de l'emploi.

Par ailleurs, conformément aux engagements inscrit dans l'article 8.2 de la Convention Pluriannuelle des projets de renouvellement urbain, la Communauté de l'Auxerrois (porteur de projet et maître d'ouvrage) ainsi que les maîtres d'ouvrages (la Ville d'Auxerre et l'Office Auxerrois de l'Habitat OAH) s'engagent :

- A obtenir au moins 5% d'heures d'insertion sur l'ensemble des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre des maîtres d'ouvrage
- A obtenir au moins 10% des heures travaillées dans le cadre des marchés liés à la gestion urbaine de proximité (GUP)
- Une partie des embauches liées à l'ingénierie des projets, au fonctionnement des équipements et des actions d'accompagnement (relogement...)

Ces différents engagements pour la CAA et les maîtres d'ouvrages ont été estimés à 66 763 heures d'insertion sur l'ensemble du projet de renouvellement urbain, conformément à la convention



pluriannuelle du projet de renouvellement urbain des quartiers de Ste Geneviève et des Rosoirs à Auxerre.

Pour ce faire, la Communauté de l'Auxerrois, en tant que porteuse de projet confie à la maison de l'emploi (MDE), dans le cadre d'une convention, le rôle de pilotage et de suivi du dispositif de mise en œuvre des clauses sociales dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) d'Auxerre.

La MDE a développé en son sein un dispositif de gestion des clauses d'insertion susceptible d'assister les maîtres d'ouvrages, les entreprises, les partenaires de l'emploi et de l'insertion et les personnes éloignées de l'emploi.

A ce titre, la MDE s'engage donc à mettre à disposition l'ensemble de son expertise liée aux clauses sociales qui lui est reconnue sur le territoire dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain.

Le coût pour la mise en œuvre des clauses d'insertion dans le cadre du marché NPNRU est de 26 000 €, incombant à la Communauté de l'Auxerrois, en tant que porteur de projet.

La MDE, produira, pour la Ville d'Auxerre, le bilan qualitatif et quantitatif à la fin de chaque marché afin d'évaluer la mise en œuvre de la clause ainsi qu'un bilan annuel global de la Clause Sociale.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'accepter les termes de la convention pour la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertions sociales dans le cadre de l'ANRU ;
- D'autoriser le Maire à signer ladite convention.



**CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE LA CLAUSE SOCIALE
DANS LE CADRE DU NPNRU DE LA VILLE D'AUXERRE ET DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS**

Entre

La **Communauté de l'Agglomération de l'Auxerrois** (Porteur de projet et Maître d'ouvrage)
6 bis place du Maréchal Leclerc
89 000 AUXERRE
Ci-après désignée « CAA »

Représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT

La **Ville d'Auxerre** (Maître d'ouvrage)

14 place de l'Hôtel de Ville
89 000 AUXERRE

Représentée par son Maire, Monsieur Crescent MARAULT

L'**Office Auxerrois de l'Habitat** (Maître d'ouvrage)

12 avenue des Brichères
89 000 AUXERRE
Ci-après désignée « OAH »

Représentée par son Directeur, Monsieur Eric CAMPOY

D'une part

Et

La **Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois**

1 avenue de St-Georges
89 000 AUXERRE
Ci-après désignée « MDE »

Représentée par son Président, Monsieur Laurent PONROY

D'autre part

Vu le nouveau code de la Commande Publique applicable au 01/04/2019 relatif aux marchés publics ;

Vu la Convention de partenariat signée le 11 février 2010 par le Service des achats de l'Etat et Alliance Ville Emploi ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 portant cahier des charges des Maisons de l'Emploi ;

Vu la circulaire du Premier Ministre n° 5351/SG du 3 décembre 2008, relative à l'exemplarité de l'Etat au regard du développement durable dans le fonctionnement de ses services et des établissements publics ;

Vu le code du travail et notamment l'article L 5132-1, relatif aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique ;

Vu le code du travail et notamment l'article L 5313-1, relatif aux Maisons de l'Emploi ;

Il est convenu ce qui suit :



PREAMBULE

Dans le cadre du renouvellement urbain, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a le souci de développer une politique d'achats socialement responsable, en prenant en compte notamment l'intégration des personnes éloignées de l'emploi.

Conformément aux engagements inscrits dans l'article 8.2 de la Convention Pluriannuelle des projets de renouvellement urbain de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, celle-ci ainsi que les maîtres d'ouvrages s'engagent :

- A obtenir au moins 5% d'heures d'insertion sur l'ensemble des marchés de travaux et de maîtrise d'œuvre des maîtres d'ouvrage
- A obtenir au moins 10% des heures travaillées dans le cadre des marchés liés à la gestion urbaine de proximité (GUP)
- Une partie des embauches liées à l'ingénierie des projets, au fonctionnement des équipements et des actions d'accompagnement (relogement...)

Ces différents engagements pour la CAA et les maîtres d'ouvrages ont été estimés à 66 763 heures d'insertion sur l'ensemble du projet de renouvellement urbain, conformément à la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain des quartiers de Ste Geneviève et des Rosoirs à Auxerre.

La CAA confie à la MDE de l'Auxerrois dans le cadre d'une convention le rôle de pilotage et de suivi du dispositif de mise en œuvre des clauses sociales dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) d'Auxerre.

La MDE a développé en son sein un dispositif de gestion des clauses d'insertion susceptible d'assister les maîtres d'ouvrages, les entreprises, les partenaires de l'emploi et de l'insertion et les personnes éloignées de l'emploi.

A ce titre, la MDE s'engage donc à mettre à disposition l'ensemble de son expertise liée aux clauses sociales qui lui est reconnue sur le territoire dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain.

ARTICLE 1 : OBJETIF DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre opérationnelles du partenariat entre la MDE et la CAA dans le cadre du NPNRU.

Elle s'inscrit dans une démarche de partenariat visant à améliorer la qualité et la cohérence des opérations d'insertion conduites par les maîtres d'ouvrage. Elle correspond à une coopération locale forte et directe entre la CAA, les maîtres d'ouvrage, la MDE, les entreprises attributaires des marchés, les opérateurs d'insertion et les partenaires institutionnels œuvrant sur le champ de l'insertion (France Travail, DDETSPP, Mission Locale...).

ARTICLE 2 : PRESENTATION DES CLAUSES SOCIALES

C'est la possibilité offerte aux entreprises des secteurs publics et privés de développer une politique d'achat socialement responsable dans le cadre du développement durable, en incluant une considération sociale dans leurs marchés. Une part de la main d'œuvre générée par ces marchés est réservée à une action d'insertion.

Les clauses sociales dans les marchés publics constituent un moyen de développer des occasions d'accéder à une expérience professionnelle pour les personnes qui sont éloignées de l'emploi et d'élargir les potentiels de recrutement des entreprises.

Le cahier des charges d'un marché public peut prévoir une clause sociale permettant de promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'insertion.



Les maîtres d'ouvrage peuvent donc mobiliser la commande publique en intégrant un article en faveur de l'insertion : articles L2112-2, L2113-12, L2113-13 et R2152-7 du code de la commande publique :

- Article L2112-2 : cet article permet d'exiger de l'entreprise retenue de réserver un certain nombre d'heures à des publics en parcours d'insertion sous forme d'un critère d'exécution.
- Article L2113-12 : cet article permet de réserver un marché ou certains lots d'un marché à des entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail.
- Article L2113-13 : cet article permet de réserver un marché ou certains lots d'un marché à des SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Economique) ou à des structures équivalentes.
- Article R2152-7 : cet article permet d'intégrer le critère supplémentaire relatif à la performance en termes d'insertion professionnelle dans le choix des candidats. L'insertion est un critère d'attribution du marché.

ARTICLE 3 : MODALITES DE MISE EN OEUVRE

Il importe aux deux parties de garantir une gestion transparente et cohérente des clauses d'insertion.

Article 3.1 - Le Guichet unique territorial

En confiant la mise en œuvre des clauses d'insertion à la MDE, la CAA entend conforter le guichet territorial unique et partenarial de gestion des clauses sociales sur le territoire de l'Auxerrois.

La facilitatrice du guichet unique partenarial est l'interface entre le donneur d'ordre, les entreprises, les acteurs de l'insertion et de la formation et le public en parcours d'insertion.

Ce guichet unique intervient en appui de la CAA. Il mobilise l'offre d'insertion du territoire, notamment en sollicitant les structures d'insertion par l'activité économique. Le guichet facilite la gestion et la lisibilité des clauses pour les chefs d'entreprises et les personnes en insertion.

En effet, le chef d'entreprise a toujours le même interlocuteur quel que soit le maître d'ouvrage et cet interlocuteur unique peut globaliser les heures d'insertion. Cette globalisation des heures d'insertion est elle-même propice à la création d'emplois pérennes au profit des salariés en insertion.

Article 3.2 - Volume d'heures d'insertion

Dans le cadre d'une clause sociale comme condition d'exécution, les pièces de marché précisent le nombre minimum d'heures d'insertion souhaité pour la réalisation des travaux ou services concernés.

Article 3.3 - Les publics concernés par la convention

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. L'éligibilité des candidatures est vérifiée dans le cadre du dispositif des clauses d'insertion.

En concertation avec la facilitatrice de la MDE, les maîtres d'ouvrages s'engagent sur un objectif d'insertion égal à un minimum de 5% du nombre total d'heures travaillées dans le cadre du NPNRU.

Le public visé est celui rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi. Parmi ce public, sont notamment ciblés en priorité, conformément à la convention du NPNRU :

- ⇒ Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscription à France Travail depuis plus de 12 mois)
- ⇒ Les jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois



- ⇒ Les allocataires de minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA) sans emploi ou leur ayant-droit, Allocation d'Adulte Handicapé (AAH)
- ⇒ Les personnes reconnues Travailleurs Handicapés (Entreprise adaptée, ESAT...)
- ⇒ Les publics reconnus personnes handicapées, au sens de l'article L5212-13 du code du travail
- ⇒ Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- ⇒ Les primo arrivants
- ⇒ Niveau 3 et infra 3 ou Titre de qualification obsolète, c'est à dire le niveau de sortie de formation initiale Education nationale
- ⇒ Niveau Autres : en rupture professionnelle...
- ⇒ Les personnes prises en charge par les SIAE définies à l'article L5132-4 du code du travail, les EPIDE (Etablissements Publics d'Insertion de la Défense), les Ecoles de la deuxième chance, les GEIQ...

Ces critères ne sont pas exhaustifs mais ils constituent des cibles pour lesquelles une attention particulière sera apportée.

Les Clauses sociales dans le cadre du NPNRU viseront en priorité les habitants de l'ensemble des quartiers prioritaires de la Ville (QPV). Dès lors qu'une offre ne trouverait pas de candidats résidents dans un QPV, les entreprises auront l'opportunité de recruter des candidats hors QPV voire même hors agglomération mais répondant aux critères de l'insertion ci-dessus.

Le public mobilisable sera validé par la facilitatrice qui aura mobilisé préalablement l'ensemble du service de l'emploi local.

Article 3.4 - Les secteurs concernés

La mise en œuvre de la clause sociale peut concerner tous les marchés de travaux, de services, de fournitures et de prestation intellectuelle.

Article 3.5 - La globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par les entreprises, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès de la facilitatrice, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention de la facilitatrice.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

Le principe de la globalisation pourra être mentionné dans le CCAP. La demande doit être adressée à la facilitatrice. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales du marché si :

- La mention est favorable au parcours du salarié en insertion
- La mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- La mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention de la facilitatrice
- La mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales a été vérifiée par la facilitatrice

ARTICLE 4 : ACTIONS ET ENGAGEMENTS

Article 4.1 - Actions et engagements de la CAA, de la Ville d'Auxerre et de l'OAH :

- ⇒ Désigner les correspondants « clauses sociales » des maîtres d'ouvrages
- ⇒ S'engager à conduire la mise en œuvre des engagements de la charte local d'insertion



- ⇒ Communiquer à la MDE l'ensemble des informations concernant le calendrier prévisionnel des opérations
- ⇒ Consulter la MDE en amont du projet (stade avant-projet détaillé), pour vérifier la pertinence (en fonction du type de marché, du contexte économique et du choix d'allotissement éventuel) et la faisabilité de la clause
- ⇒ Communiquer auprès des habitants des quartiers prioritaires, en mobilisant réunions publiques, journaux locataires et tout autre vecteur à leur disposition qui sembleraient appropriés à une communication ciblée afin de mobiliser les publics de ces quartiers sur les opportunités d'accompagnement socio-professionnel et d'emploi
- ⇒ Communiquer dans le dossier de consultation des entreprises des informations sur la Clause à l'usage des candidats au marché sous forme de notice et sur l'offre de service de la MDE avec ses coordonnées en tant que facilitateur dans le cadre du marché
- ⇒ Informer la facilitatrice de la MDE dès l'attribution des marchés aux entreprises
- ⇒ Faire parvenir les documents de marchés signés par les entreprises (CCAP, AE, planning...) à la facilitatrice de la MDE avant le démarrage des chantiers
- ⇒ Garantir la présence de la facilitatrice de la MDE à la première réunion de chantier afin qu'elle puisse présenter le dispositif des clauses sociales aux entreprises attributaires
- ⇒ Confier à la MDE le soin de valider l'éligibilité à la clause sociale des personnes en insertion proposées aux entreprises attributaires et refuser, sur proposition de la MDE de prendre en compte des relevés d'heures d'insertion établis en violation du dispositif de validation
- ⇒ Être en appui technique sur la mobilisation des entreprises attributaires dans le cas de difficultés de mise en œuvre
- ⇒ Organiser et coordonner avec l'aide de la facilitatrice de la MDE un comité de pilotage et deux revues de projets par an

Article 4.2 - Actions et engagements de la MDE

- ⇒ En amont des marchés :
 - Travailler avec les services concernés des maîtres d'ouvrages à la sélection des marchés et des lots pouvant intégrer une clause sociale afin que les entreprises puissent facilement répondre. La facilitatrice jugera de la faisabilité de l'introduction d'une clause dans un marché en tenant compte de plusieurs critères : la durée du marché, son montant, la technicité des prestations et travaux, la part de main d'œuvre nécessaire...
 - Accompagner les services concernés des maîtres d'ouvrages pour choisir l'outil juridique en matière de clauses sociales le plus approprié à chaque marché sélectionné
 - Aider les services concernés des maîtres d'ouvrages au calcul du nombre d'heures à réaliser sur chacun des marchés et des lots
 - Assister et conseiller les maîtres d'ouvrages pour la rédaction du dossier de consultation
 - Répondre aux éventuelles questions des entreprises soumissionnaires
 - Préparer l'offre d'insertion susceptible d'être proposée à l'entreprise attributaire en liaison avec les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et l'ensemble des organismes prescripteurs (France Travail, Plan local pour l'insertion et l'emploi, Mission locale, services d'insertion du Conseil Départemental, CCAS.....)



- Délais de réponse de la MDE concernant l'étude des marchés qui lui seront soumis (pièces de marché et tableau estimatif des heures d'insertion) :
 - ✓ Trois semaines à compter de la réception du marché pour un marché article L2112-2
 - ✓ Un à deux mois à compter de la réception du marché pour tout autre type de marché

⇒ Lors du déroulement des marchés :

- Repérer les personnes en parcours d'insertion susceptibles de bénéficier de l'action d'insertion et réaliser le diagnostic nécessaire à cet effet, en lien avec le ou les prestataire(s) retenu(s) pour le secteur du BTP et tout autre organisme pour les autres secteurs d'activité
- Assister et conseiller les entreprises attributaires pour répondre à leur engagement (information sur la clause, les possibilités de recrutement, proposition d'un public adapté...)
- Faire le suivi du nombre d'heures réalisées par chaque entreprise attributaire. Le suivi du respect de la clause d'insertion par l'entreprise attributaire du marché se fait mensuellement par la transmission d'une fiche de suivi des participants en situation d'insertion (nombre d'heures travaillées sur le chantier concerné, typologie et durée des contrats, etc.) par l'entreprise. Le non-respect de la clause pourra aboutir à une pénalisation financière du titulaire telle que définie par le Maître d'ouvrage dans le marché
- Coordonner et assurer le suivi du public sur les chantiers
- Être en soutien des entreprises attributaires sur les questions éventuelles et les solutions envisagées

⇒ A la fin du marché :

- Réalisation d'un bilan quantitatif et qualitatif

⇒ En parallèle des marchés :

- Suivre l'application de la clause et procéder à son évaluation
- Construire des outils de suivi
- Réunir mensuellement les partenaires pour permettre une bonne coordination de l'accompagnement du public
- Etablir le bilan global annuel de la Clause sociale

ARTICLE 5 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

La MDE assure pour le compte des maîtres d'ouvrages le suivi de la bonne exécution de la clause de promotion de l'emploi auprès du titulaire du marché et en informe régulièrement le Maître d'ouvrage en lui fournissant les informations suivantes :

1. La référence du marché concerné
2. Le nombre d'heures réalisées par lot
3. Le nombre de bénéficiaires dont le nombre d'habitants issus des quartiers prioritaires de la ville
4. La typologie des bénéficiaires : sexe, âge, secteur géographique...



5. Les modalités d'application de la clause (sous-traitance, mise à disposition, embauche directe)
6. L'état de situation des personnes ayant bénéficié d'un contrat de travail via la clause d'insertion

Un bilan qualitatif et quantitatif sera produit à la fin de chaque marché afin d'évaluer la mise en œuvre de la clause ainsi qu'un bilan annuel global de la Clause Sociale.

ARTICLE 6 : DEONTOLOGIE ET COMMUNICATION

Article 6.1 - Déontologie

Les Partenaires s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au Service Public, et notamment, les principes d'égalité, de neutralité, de continuité et de transparence.

Article 6.2 - Communication

Les Partenaires s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Les Partenaires s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

Article 6.3 - Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Afin de sécuriser les données des participants, la MDE s'engage à ne pas publier ou diffuser des informations confidentielles à des tiers sans avoir obtenu l'accord écrit desdits participants.

ARTICLE 7 : FINANCEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

Article 7.1 - Financement

La CAA s'engage à verser à la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois une subvention annuelle d'un montant global de 26 000 € TTC correspondant à la mise en œuvre de la clause d'insertion dans le cadre des marchés du NPNRU.

Article 7.2 - Modalités de paiement

Les modalités de versement de la subvention versée par la CAA sont les suivantes : la moitié de cette somme sera versée en mai de chaque année (soit 13 000€) et le solde sur présentation du bilan annuel de l'action au plus tard courant mars de l'année suivante.

L'action sera évaluée sur le pilotage et la coordination de l'action ainsi que sur la relation avec les entreprises attributaires et la mise en relation avec les demandeurs d'emploi (en fonction de l'exécution des marchés).

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION – MODIFICATION – RESILIATION

Article 8.1 - Durée

La présente convention est signée pour une période d'un an du 01^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 et renouvelable par tacite reconduction chaque année jusqu'au 31 décembre 2034, fin du NPNRU.

Pour autant, la MDE assure le suivi de la mise en œuvre du dispositif jusqu'au terme des marchés pour lesquels elle intervient.



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-044****OBJET : Délégation de service public du chauffage urbain Auxev 2 - Approbation de l'avenant n°3****Rapporteur : Céline BÄHR**

Par une délibération n°2019-145 en date du 19 décembre 2019, la Ville d'Auxerre a attribué à la société Coriance le contrat de délégation de service public du réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre sur son secteur sud.

Aux termes de l'article 4 du Contrat, celui-ci est délégué pour une durée de 25 ans à compter de la date de mise en service des ouvrages de production et de distribution de la concession.

Deux avenants sont ensuite venus modifier le Contrat initial. Un premier avenant a eu pour objet de réajuster certaines échéances prévues par le contrat, en tenant compte de la survenance des mesures générales pour lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 entrées en vigueur sur l'ensemble du territoire national, et du fait qu'il s'est avéré impossible de mettre en œuvre les premières mesures qu'il était prévu d'entreprendre à compter de la prise d'effet du Contrat, dans le cadre de la prise en charge de la gestion du service délégué.

En ce sens, la période de commercialisation pour obtenir la signature des polices d'abonnement, la date de mise en service des ouvrages de production et de distribution de la concession ainsi que la date limite de constitution de la société dédiée ont été décalées.

Un deuxième avenant a eu pour objet d'apporter quelques aménagements sur le périmètre des travaux initialement prévus par le Délégataire pour les revoir à la baisse, d'adapter en conséquence les tarifs de vente de chaleur pour les rendre plus compétitifs, d'adapter les formules de révision et la formule de calcul des puissances souscrites des abonnés, compte tenu des nouvelles données de développement du réseau apparues depuis la signature du Contrat.

Depuis lors, tenant compte de l'état des puissances souscrites signées à l'issue de la période de commercialisation et après différents échanges et analyse des études de faisabilité technico-économiques, la société Coriance a confirmé à la Ville d'Auxerre qu'il était en mesure de mettre en œuvre son projet industriel de réalisation des ouvrages de production d'énergies renouvelables et de distribution du réseau de chaleur tel que prévu dans le contrat.

Dans ce contexte, il est nécessaire d'affermir définitivement les modalités techniques d'exécution du Contrat, et de lever la clause résolutoire de l'article 97 dans le cadre d'un nouvel avenant.

Compte tenu du décalage dans le temps de l'affermissement du contrat, il est prévu de décaler la date de mise en service des ouvrages de production et de distribution au plus tard le 15 septembre 2026 au lieu du 1^{er} janvier 2025. L'engagement du délégataire sur la fourniture de chaleur à plus de 75% d'énergie renouvelable est également repoussé au 1^{er} janvier 2028 au lieu du 1^{er} janvier 2027.

Par ailleurs, cet avenant permet de corriger une erreur purement matérielle, constatée à la lecture du contrat et de son règlement de service, sur la retranscription de la valeur de l'indice de référence TP09₀ utilisée dans le cadre de la révision du terme fixe R2.

Les termes de l'avenant sont annexés à la présente délibération.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'accepter les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public du chauffage urbain sur le secteur sud d'Auxerre dit Auxev2 avec la société Coriance ;
- D'autoriser le Maire à signer ledit avenant.



AVENANT N°3**AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC,
SOUS FORME DE CONCESSION, POUR LA REALISATION
ET L'EXPLOITATION D'UN SECOND RESEAU DE CHALEUR
DE LA VILLE D'AUXERRE****ENTRE :****La Ville d'Auxerre,**

Sise 14 place de l'Hôtel-de-ville à Auxerre (89000),

représentée par Monsieur le Maire Crescent MARAULT, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2024.

dénommée ci-après la « Collectivité »

DE PREMIERE PART,**ET****La société AUXEV 2,**

Société par Actions Simplifiée au capital de 200 000 euros, dont le siège social est sis 1, boulevard de Montois, 89000 Auxerre, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Auxerre sous le numéro 887 869 642,

représentée par la société CORIANCE GROUPE, agissant en qualité de Président, elle-même représentée par Monsieur Bruno SARREY, Directeur Général Adjoint du groupe Coriance, dûment habilité aux fins des présentes,

dénommée ci-après le « Délégué »,

DE DEUXIEME PART,

Conjointement désignées ci-après « les Parties »,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par une délibération en date du 19 décembre 2019, la Collectivité a attribué à la société Coriance le contrat de délégation de service public du réseau de chaleur de la Ville d'Auxerre (le « Contrat ») ; ce Contrat a été notifié par la Collectivité au Délégué le 3 février 2020, après visa du contrôle de légalité en date du 23 janvier 2020.



Aux termes de l'article 4 du Contrat, celui-ci est délégué pour une durée de 25 ans à compter de la date de mise en service des ouvrages de production et de distribution de la concession.

Deux avenants sont ensuite venus modifier le Contrat initial :

- Un avenant n°1, signé par les Parties et visé par le contrôle de légalité en date du 22 décembre 2020 a eu pour objet de réajuster certaines échéances prévues par le Contrat, en tenant compte de la survenance des mesures générales pour lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 entrées en vigueur sur l'ensemble du territoire national, et du fait qu'il s'est avéré impossible de mettre en œuvre les premières mesures qu'il était prévu d'entreprendre à compter de la prise d'effet du Contrat, dans le cadre de la prise en charge de la gestion du service délégué.

Les Parties sont en effet convenues que la publication de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 sur l'état d'urgence sanitaire, puis de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prolongeant la période d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet 2020, constituaient une cause légitime justifiant de la nécessité de décaler la période de commercialisation pour obtenir la signature des polices d'abonnement, la date de mise en service des ouvrages de production et de distribution de la concession, désormais prévue d'intervenir au plus tard le 1^{er} janvier 2025, et la date limite de constitution de la société dédiée.

- Un avenant n°2, signé par les Parties et visé par le contrôle de légalité en date du 23 août 2021 a eu pour objet d'apporter quelques aménagements sur le périmètre des travaux initialement prévus par le Déléguataire pour les revoir à la baisse, d'adapter en conséquence les tarifs de vente de chaleur pour les rendre plus compétitifs, d'adapter les formules de révision et la formule de calcul des puissances souscrites des abonnés, compte tenu des nouvelles données de développement du réseau apparues depuis la signature du Contrat.

En outre, afin de faciliter des possibilités de rencontre entre les Parties en cas de commercialisation insuffisante et avant d'envisager toute éventuelle résolution du Contrat, les Parties sont convenues de réaménager la clause résolutoire prévue à l'article 97 du Contrat.

Depuis lors, tenant compte de l'état des puissances souscrites signées à l'issue de la période de commercialisation et après différents échanges entre les Parties et analyse des études de faisabilité technico-économiques, le Déléguataire a confirmé à la Collectivité qu'il était en mesure de mettre en œuvre son projet industriel de réalisation des ouvrages de production d'énergies renouvelables et de distribution du réseau de chaleur tel que prévu dans le Contrat. Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées pour affermir définitivement les modalités techniques d'exécution du Contrat, dans le cadre d'un nouvel avenant.

Par ailleurs, les Parties sont convenues de corriger une erreur purement matérielle, constatée à la lecture du Contrat et de son règlement de service, sur la retranscription de la valeur de l'indice de référence TP09₀ utilisée dans le cadre de la révision du terme fixe R2.

Ces modifications sont à considérer comme étant non substantielles, celles-ci ne venant ni modifier l'objet du Contrat initialement conclu, ni l'un des éléments essentiels de la délégation.

Compte tenu de ce qui précède, les Parties sont convenues, en application des stipulations précitées et dans les conditions prévues par les dispositions de l'article R.3135-7 du Code de la Commande Publique, des modifications devant être apportées au Contrat dans le cadre du présent avenant n°3.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :



ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet, d'une part de lever la clause résolutoire de l'article 97 du Contrat et de confirmer la mise en œuvre par le Délégué du projet de réalisation des ouvrages de production et de distribution du réseau de chaleur tel que prévu dans le Contrat, et d'autre part de rectifier une erreur purement matérielle constatée à l'article 63.1 du Contrat et à l'article 19.1 du règlement de service sur la valeur de l'indice de référence TP09₀ utilisée dans le cadre de la révision du terme fixe R2.

ARTICLE 2 – AFFERMISSEMENT DU CONTRAT

Par le présent avenant, il est pris acte de la levée de la clause résolutoire de l'article 97 du Contrat et de la mise en œuvre par le Délégué du projet de réalisation des ouvrages de production et de distribution du réseau de chaleur, dans les conditions prévues par le Contrat.

Compte tenu de la date définitive d'affermissement des modalités techniques d'exécution du Contrat, il est convenu de recaler deux échéances contractuelles mentionnées dans le Contrat, à savoir la date de mise en service des ouvrages et la date de production d'EnR&R.

2.1 – Mise en service des ouvrages de production

A l'article 1 du Contrat « Définitions et Interprétations », la date de mise en service, telle que révisée par l'article 2 de l'avenant n°1 du Contrat, est désormais fixée de la façon suivante :

« (...) »

« Date de Mise en service » désigne la date de signature par le Délégué et la Collectivité, du procès-verbal de réception des travaux et de mise en service des ouvrages de production de la Concession. Cette date de signature interviendra, au plus tard, le 15 septembre 2026. »

Il est entendu que la mise à jour de l'annexe n°7 relative au planning prévisionnel des travaux de premier établissement sera communiquée ultérieurement.

2.2 – Sources énergétiques

A l'article 18 du Contrat « Sources énergétiques », le deuxième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le DELEGATAIRE s'engage à ce que la chaleur fournie aux usagers soit produite à plus de 75% à partir d'énergies renouvelables et de récupération, à partir du 1^{er} janvier 2028. »

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE LA VALEUR DE L'INDICE TP09₀

Par le présent avenant, il est corrigé une erreur purement matérielle constatée à l'article 63.1 du Contrat et à l'article 19.1 du règlement de service, sur la retranscription de la valeur de l'indice de référence TP09₀ utilisée dans le cadre de la révision du terme fixe R2

En conséquence, à l'article 63 « Indexation des tarifs » du Contrat, tel que résultant de l'avenant n°2 au Contrat, il convient de lire sous l'article 63.1 « Fourniture de chaleur », en substitution de la valeur de l'indice TP09₀ connue au 1^{er} janvier 2021 :

- TP09₀ = 103,10 (et non 130,10)

De même, la valeur de l'indice TP09₀ connue au 1^{er} janvier 2021 sera corrigée en conséquence à l'article 19.1 du règlement de service.





ARTICLE 4 – PRISE D’EFFET

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter de sa notification au Délégué, sous réserve de sa transmission préalable au représentant de l’Etat dans le Département, chargé des opérations de contrôle de légalité.

ARTICLE 5 – CLAUSE GENERALE

Toutes les clauses et conditions du Contrat et de ses avenants n°1 et n°2, non modifiées par le présent avenant, demeurent applicables en tant qu’elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à Auxerre, le 2024
en trois exemplaires originaux, dont un pour chacune des Parties

POUR LE DELEGATAIRE

POUR LA COLLECTIVITE



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-045****OBJET : Renouvellement du contrat de concession GRDF pour le réseau de distribution publique de gaz naturel de la ville d'AUXERRE.****Rapporteur : Céline BÄHR**

La ville d'Auxerre dispose d'un réseau de distribution publique de gaz naturel et fait partie de la zone de desserte exclusive de GRDF.

Les relations entre la ville, en sa qualité d'Autorité Concédante, et GRDF, son Concessionnaire, sont formalisées dans un contrat de concession pour la distribution publique de gaz naturel rendu exécutoire le 1 Mai 2024 pour une durée de 20 ans.

Au titre des articles L.3213-1 et L.3214-1 du code de la commande publique (issus de l'article 14 1° de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession) instaurant des règles spécifiques applicables aux contrats de concession de services conclus avec un opérateur économique lorsqu'il bénéficie, en vertu d'une disposition légalement prise, d'un droit exclusif.

Au titre de l'article L. 111-53 du code de l'énergie, disposant que GRDF, société gestionnaire des réseaux publics de distribution de gaz naturel issue de la séparation entre les activités de gestion du réseau public de distribution et les activités de production ou de fourniture exercées par l'entreprise Engie en application de l'article L. 111-57 du même code, assure la gestion des réseaux publics de distribution de gaz dans sa zone de desserte exclusive.

Le renouvellement du contrat de concession se fera au profit de GRDF sans publicité préalable, ni mise en concurrence.

Le nouveau contrat de concession comprend les éléments suivants :

- ✓ La convention de concession (en première partie du cahier des charges) qui précise le périmètre communal concédé, la durée de concession fixée à 20 ans ainsi que les modalités de son évolution
- ✓ Le cahier des charges de concession précisant les droits et obligations de chacun des cocontractants et précisant notamment que :
 - o GRDF entretient et exploite les ouvrages de la concession en garantissant la sécurité des biens et des personnes et la qualité de la desserte.
 - o GRDF développe le réseau de gaz naturel pour accompagner les projets d'aménagement de la commune et de raccordement au réseau de ses habitants.
- ✓ 13 documents annexes contenant des modalités spécifiques :
 - o Annexe 1 : dispositions locales
 - o Annexe 2 : plan d'actions pour la transition écologique du territoire (mai 2024 – avril 2029)
 - o Annexe 3 : éléments du compte-rendu d'activité de la concession (CRAC)
 - o Annexe 4 : indicateurs de qualité de service et de sécurité
 - o Annexe 5 : données mises à disposition de l'autorité concédante pour l'exercice de ses compétences
 - o Annexe 6 : mesure de la performance



- o Annexe 6 bis : précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance n°1 « Patrimoine / canalisations »
- o Annexe 7 : règles de calcul des extensions de réseau
- o Annexe 8 : tarifs d'utilisation des réseaux
- o Annexe 9 : catalogue des prestations
- o Annexe 10 : conditions de distribution
- o Annexe 11 : prescriptions techniques
- o Annexe A : schéma directeur des investissements
- o Annexe B : programmes pluriannuels
- o Annexe C : programmes annuels

Le cahier des charge proposé, établi selon un modèle négocié avec la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies), permettra en particulier à la commune :

- de percevoir une redevance de fonctionnement annuelle couvrant les frais liés à l'activité d'autorité concédante. Le montant sera actualisé chaque année. Il est estimé à 35 000 euros pour l'année 2024 ;
- de disposer d'un rapport d'activité pertinent de son concessionnaire sur l'exercice écoulé ;
- de suivre la performance du concessionnaire et d'apprécier les conditions de la gestion du service public de distribution du gaz naturel.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer, pour une durée de 20 ans, ce nouveau contrat de concession pour la distribution publique en gaz naturel sur la ville d'Auxerre, établi suivant le modèle de cahier des charges négocié avec la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies).
- D'autoriser Monsieur le Maire à émettre des titres de recette pour la redevance de concession



**CONTRAT DE CONCESSION POUR LA DISTRIBUTION
PUBLIQUE EN GAZ SUR LE TERRITOIRE DE
LA COMMUNE D'AUXERRE**

ENTRE

AUXERRE

ET

GRDF

En accord entre les Parties, les documents ont été reliés par le procédé ASSEMBLACT R.C. empêchant toute substitution ou addition et sont seulement signés à la dernière page de la convention de concession.



**CONVENTION DE CONCESSION POUR
LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D' AUXERRE**

Entre les soussignés :

La commune d'AUXERRE domiciliée 14, place de l'Hôtel de ville - 89012 Auxerre, représentée par son Maire, Monsieur **Crescent MARAULT**, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal en date du 4 avril 2024 transmise à **Monsieur le Préfet** le _____ 2024, accompagnée des pièces du contrat,
désignée ci-après : « **l'Autorité Concédante** »

et

GRDF, Société Anonyme au capital de 1.835.695.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 6 rue Condorcet –PARIS(9^{ème}), représentée par Monsieur Brice FEBVRE, Directeur Clients Territoires Est, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés,
désignée ci-après : « **le Concessionnaire** »

Ci-après dénommées ensemble « **les Parties** »

Etant préalablement exposé

Compte tenu de la volonté commune des deux Parties de poursuivre leurs relations contractuelles en les adaptant aux exigences présentes et à venir d'un service public de qualité,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - L'Autorité Concédante concède, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales et par le Code de l'énergie en particulier dans ses articles L.111-53, L.432-2 et L.432-8, au Concessionnaire qui accepte, la distribution du gaz, aux conditions du cahier des charges joint et de ses annexes sur le périmètre de la Concession constituée par la totalité de la commune d'Auxerre.

Les commentaires figurant le cas échéant en bas de page du cahier des charges de Concession font partie de celui-ci ; cette disposition ne fait toutefois pas obstacle à ce que ces commentaires soient actualisés en fonction de l'évolution de la législation ou de la réglementation sans qu'il soit nécessaire d'en prendre acte par voie d'avenant. Les textes législatifs ou réglementaires cités dans le cahier de charges sont ceux en vigueur à la date de signature.



Article 2 – La présente Convention de Concession entre en vigueur à la date du 1^{er} mai 2024 pour une durée fixée à 20 ans. L'Autorité Concédante certifie qu'elle procédera aux formalités propres à rendre la présente Convention exécutoire, conformément aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Article 3 – Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante en cas de modification du cadre législatif, réglementaire ou régulateur impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz, après une information dans le cadre du Comité National de Suivi visé au préambule du cahier des charges.

Article 4 - Les Parties se rencontreront et examineront l'opportunité d'adapter par avenant leur situation contractuelle dans les circonstances suivantes :

- a) de manière systématique, tous les cinq ans,
- b) en cas de bouleversement des conditions technico-économiques de nature à rompre l'équilibre économique du traité de concession,
- c) en cas de modification significative des conditions techniques d'exploitation,
- d) en cas de modification du modèle de cahier des charges national,
- e) en cas de modification du cadre législatif ou réglementaire impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz,
- f) en cas de nécessité de révision des indicateurs et des objectifs de performance mentionnés à l'article 44 du cahier des charges,
- g) en cas de modification du périmètre de la Concession.

Article 5 - Le Contrat de Concession, ensemble contractuel unique, est composé des pièces suivantes :

- pièce n°1 : la présente Convention de Concession,
- pièce n°2 : le cahier des charges de Concession, y compris son préambule,
- pièce n°3 : les annexes au cahier des charges listées à l'article 65 du cahier des charges.

En cas de contradiction ou de difficultés d'interprétation entre les différentes pièces du Contrat de Concession, l'ordre de préséance est fixé comme suit :

- la Convention de Concession prévaut sur les annexes et le cahier des charges,
- les dispositions de l'annexe 1 prévalent sur le cahier des charges.

Article 6 - La présente Convention, établie en 3 exemplaires, est dispensée des droits d'enregistrement.

Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des Parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à Auxerre, le [redacted].

Pour l'Autorité Concédante,

Pour le Concessionnaire



CAHIER DES CHARGES DE CONCESSION
POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ

AUXERRE



Table des matières

PREAMBULE	8
I. DISPOSITIONS GENERALES	10
Article 1 Définitions	10
Article 2 Service concédé	13
Article 3 Moyens affectés à la Concession.....	14
Article 4 Utilisation des ouvrages concédés	15
Article 5 Responsabilité du Concessionnaire	15
Article 6 Redevances de Concession.....	16
Article 7 Services aux Clients finals.....	18
II. SECURITE, SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DU RESEAU	19
Article 8 Sécurité des personnes et des biens	19
Article 9 Surveillance du Réseau.....	20
Article 10 Entretien et maintenance.....	20
Article 11 Gestion du risque industriel	21
Article 12 Intervention à proximité des réseaux souterrains	21
Article 13 Actions d'information des Clients finals.....	22
III. RACCORDEMENT DES CLIENTS FINALS AU RESEAU CONCEDE	23
Article 14 Principes généraux de Raccordement des Clients finals au Réseau	23
Article 15 Extension du Réseau concédé pour le Raccordement de Clients finals	23
Article 16 Branchements	26
Article 17 Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes.....	26
IV. TRAVAUX SUR LE RESEAU CONCEDE	28
Article 18 Conditions générales d'exécution des travaux.....	28
Article 19 Coordination de voirie.....	28
Article 20 Protection de l'environnement.....	29
Article 21 Travaux et modification	30
Article 22 Mise hors exploitation ou abandon des équipements de réseaux	31
V. COMPTAGE, INSTALLATIONS INTERIEURES, GAZ DISTRIBUE	33
Article 23 Comptage	33
Article 24 Vérification des dispositifs de comptage et redressements de consommation.....	34
Article 25 Installations intérieures.....	35
Article 26 Caractéristiques du gaz distribué	35
Article 27 Mesure du Pouvoir Calorifique Supérieur du gaz distribué.....	37
Article 28 Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué	38



VI.	CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS FINALS	39
Article 29	Conditions générales pour l'accès au Réseau	39
Article 30	Obligation de consentir aux Clients finals et aux Producteurs les contrats liés à l'accès au Réseau	39
Article 31	Contrats liés à l'accès au Réseau et conditions de paiement.....	40
Article 32	Tarification de la distribution de gaz aux Clients finals et de l'injection aux Producteurs	42
Article 33	Information en cas d'interruption du service.....	43
Article 34	Relation Client	44
Article 35	Qualification et traitement des réclamations	44
Article 36	Délais d'intervention	45
Article 37	Mesure de la satisfaction des Clients finals	45
Article 38	Information envers les Clients finals et les tiers	45
VII.	GOVERNANCE (INVESTISSEMENTS, CONTROLE, DONNEES)	46
Article 39	Principes généraux.....	46
Article 40	Gouvernance des investissements	46
Article 41	Compte-rendu d'activité de la Concession	51
Article 42	Contrôle de la Concession	52
Article 43	Données	53
Article 44	Mesure de la performance du Concessionnaire	55
Article 45	Pénalités	56
Article 46	Règlement des litiges	57
VIII.	TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES	59
Article 47	Planification énergétique territoriale	59
Article 48	Aménagement de l'espace urbain	60
Article 49	Raccordement des installations de production de biométhane ou d'autres Gaz renouvelables	60
Article 50	Raccordement des stations d'avitaillement GNV/bioGNV	61
Article 51	Compteurs communicants.....	62
Article 52	Maîtrise de la demande en gaz	62
Article 53	Actions liées à la sécurisation aval Compteur et à la prévention des coupures pour impayés	63
Article 54	Réseaux intelligents et dispositifs de gestion optimisée	63
Article 55	Responsabilité sociale et environnementale	64
IX.	ECHEANCE DU CONTRAT DE CONCESSION	65
Article 56	Bilan à l'échéance du Contrat	65
Article 57	Echéance du Contrat.....	66
X.	DISPOSITIONS DIVERSES	67
Article 58	Statut du Concessionnaire	67
Article 59	Evolution des dispositions de portée nationale	67
Article 60	Impôts, taxes et redevances réglementaires.....	67
Article 61	Modalités d'application de la TVA	67
Article 62	Faute grave du Concessionnaire	68



Article 63	Mise en demeure.....	68
Article 64	Élection de domicile.....	68
Article 65	Liste des annexes.....	69
ANNEXE 1 : DISPOSITIONS LOCALES		70
ANNEXE 2 : PLAN D’ACTIONS POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE (MAI 2024 – AVRIL 2029)		79
ANNEXE 3 : ELEMENTS DU COMPTE-RENDU D’ACTIVITE DE LA CONCESSION (CRAC)		89
ANNEXE 4 : INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE ET DE SECURITE		91
ANNEXE 5 : DONNEES MISES A DISPOSITION DE L’AUTORITE CONCEDANTE POUR L’EXERCICE DE SES COMPETENCES		96
ANNEXE 6 : MESURE DE LA PERFORMANCE		101
ANNEXE 6 BIS : PRECISIONS METHODOLOGIQUES RELATIVES A L’INDICATEUR DE PERFORMANCE N°1 « PATRIMOINE/CANALISATIONS »		105
ANNEXE 7 : REGLES DE CALCUL DES EXTENSIONS DE RESEAU		106
ANNEXE 8 : TARIFS D’UTILISATION DES RESEAUX		110
ANNEXE 9 : CATALOGUE DES PRESTATIONS		113
ANNEXE 10 : CONDITIONS DE DISTRIBUTION		114
ANNEXE 11 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES		115
ANNEXE A : SCHEMA DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS		130
ANNEXE B : PROGRAMMES PLURIANNUELS		134
ANNEXE C : PROGRAMMES ANNUELS		135



PREAMBULE

L'Autorité Concédante et son Concessionnaire entendent affirmer en préambule leur attachement aux valeurs et aux principes généraux du service public : continuité, égalité de traitement entre les usagers placés dans une même situation, mutabilité, laïcité et neutralité. Ils adhèrent à la nécessité d'une adaptation permanente du service public aux exigences de qualité et de performance, qui sont autant de défis qu'il appartient aux collectivités concédantes et à leurs Concessionnaires de relever pour répondre aux souhaits des usagers et aux besoins de l'activité économique.

Ils ont pris en compte la mutation qui est intervenue dans le secteur de la distribution publique du gaz qui doit aller de pair avec le renforcement du rôle des collectivités territoriales notamment dans le contrôle de la performance de leurs Concessionnaires.

Ils ont également tenu à mettre l'accent sur les enjeux de la sécurité, de la gouvernance et de la transition écologique. C'est ainsi qu'a été décidée la mise en place d'un Comité National de Suivi tripartite, composé de représentants de GRDF, de la FNCCR et de France Urbaine, chargé de veiller au bon déploiement de ce modèle de contrat, de résoudre les éventuelles difficultés liées à ce déploiement et d'examiner les éventuelles évolutions à y apporter. Il est entendu que ce cadre national doit également s'adapter aux besoins spécifiques locaux et aux particularités propres à la Concession relatifs en particulier à la sécurité, à la qualité du service, à la gouvernance et à la transition écologique. La prise en considération de ces éléments donne notamment lieu aux dispositions locales convenues dans l'annexe 1.

Le Contrat de Concession, ainsi que les discussions qui ont précédé sa conclusion, s'inscrivent dans le cadre juridique actuel, notamment législatif et réglementaire, régissant le service public de distribution de gaz.

GRDF (ci-après « le Concessionnaire ») bénéficie d'un droit exclusif dans sa zone de desserte, en qualité de gestionnaire des réseaux publics de distribution de gaz, conformément aux dispositions de l'article L. 111-53 du Code de l'énergie.

En application des dispositions de l'alinéa premier de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'Autorité Concédante est compétente pour négocier et conclure avec le Concessionnaire le contrat de Concession de distribution publique de gaz sur son territoire et exercer le contrôle du bon accomplissement des missions du service public fixées par le cahier des charges de Concession.

Les Parties entendent définir ensemble les conditions d'exercice des missions de service public. C'est l'objet du présent contrat (« *le Contrat* » ou « *la Concession* »), par lequel l'Autorité Concédante confie au Concessionnaire la gestion du service public de distribution de gaz sur son territoire.

En particulier, en application de l'article L.111-61 du Code de l'énergie, il est rappelé que le Concessionnaire « *assure l'exploitation, l'entretien et, sous réserve des prérogatives des collectivités (...), le développement des réseaux de distribution (...) de gaz* ».

En application de l'article L. 432-8 du même Code, le Concessionnaire est notamment chargé « *de définir et de mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution* ». Il en assure ainsi la maîtrise d'ouvrage, étant précisé que l'Autorité Concédante, en application des dispositions de l'article L.432-5 du code de l'énergie, conserve « *la faculté de faire exécuter en tout ou partie à (sa) charge les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution* ».



En application de l'article L. 452-1-1 du Code de l'énergie, le tarif d'utilisation du Réseau de distribution de gaz fait l'objet d'une péréquation au niveau national, à l'intérieur de la zone de desserte du Concessionnaire. Ce tarif, ainsi que ceux des prestations annexes réalisées exclusivement par le Concessionnaire, sont fixés par le régulateur (Commission de régulation de l'énergie ou « CRE ») en mutualisant l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement que le Concessionnaire supporte au périmètre de sa zone de desserte exclusive, dans la mesure où il s'agit de coûts correspondant à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace.

En sa qualité de gestionnaire de réseaux publics de distribution de gaz, le Concessionnaire est soumis à des missions et à des obligations de service public, définies par le législateur et codifiées au sein du code de l'énergie et du code général des collectivités territoriales ou encore fixées par voie réglementaire.

Dans le cadre ainsi rappelé, l'Autorité Concédante entend également faire du présent Contrat de Concession un cadre adapté au service et au soutien de ses objectifs en matière de développement durable et de transition énergétique sur son territoire.



I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 Définitions

- (i) Pour l'application du présent Contrat et sauf stipulation contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-après :
- (ii) un jour sera interprété comme désignant un jour calendaire, étant précisé que, pour tout délai prévu au Contrat, si le dernier jour se trouve être un samedi, un dimanche ou un jour férié en France, ledit délai est reporté au jour ouvré suivant (tout jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés en France).

Aménagements généraux	au sens de l'article 4.2 de la norme NF DTU 61.1.P6, ils comprennent notamment les gaines, ventilations, locaux et alvéoles techniques.
Branchement	ouvrages assurant la liaison entre la conduite de distribution publique et le Compteur.
Branchement Individuel	Branchement desservant une seule Installation intérieure.
Branchement Collectif	Branchement desservant deux Installations intérieures ou plus. Il inclut les CICM. Dans le présent Contrat, certains articles peuvent viser soit la partie du Branchement Collectif en amont de l'Organe de coupure générale (excluant alors la ou les CICM), soit la partie du Branchement Collectif en aval de l'Organe de coupure générale (désignant alors la ou les CICM).
Branchement Particulier	conduites/tuyauterie situées entre la Conduite Montante et l'amont du Compteur individuel ou, à défaut, l'Organe de coupure individuel.
Catalogue (des prestations)	liste des prestations exclusivement réalisées par le Concessionnaire et de prestations relevant du domaine concurrentiel. Le Catalogue des prestations est élaboré conformément aux principes qui ont été définis par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) en application des articles L.452-2 et L.452-3 du Code de l'Energie.
Client(s) ou Client(s) final(s)	personne(s) physique(s) ou morale(s) raccordée(s) au Réseau, et ayant un Point de Comptage et d'Estimation (PCE) actif au cours de l'année civile. Il(s) est (sont) destinataire(s) de la facturation du Fournisseur. Le nombre de clients de la concession est publié chaque année dans les Compte Rendu Annuel d'Activité (CRAC).



Conduite d'Immeuble (CI) et Conduite Montante (CM), ou CICM	<p>tuyauteries de gaz qui, dans les immeubles collectifs, permettent d'alimenter chacun des logements à partir du coffret gaz collectif de l'immeuble.</p> <p>Conduite d'Immeuble (CI) : tuyauterie de gaz d'allure horizontale située en aval de l'Organe de coupure générale et alimentant une ou plusieurs Conduites Montantes, ou des nourrices dans des locaux ou placards techniques gaz ou des tiges-cuisines et parfois directement des Installations intérieures.</p> <p>Conduite Montante (CM) : conduite de gaz verticale pour la plus grande partie, raccordée à une Conduite d'Immeuble et alimentant les différents niveaux de cet immeuble.</p>
Compteur et PCE	équipement permettant de totaliser les volumes de gaz qui le traversent. Le Point de Comptage et d'Estimation (PCE) est un numéro unique qui permet d'identifier chaque installation de consommation de gaz.
Extension	partie de canalisation de distribution publique à construire depuis sa localisation d'origine jusqu'au droit du point de Branchement envisagé.
Fournisseur(s)	entité chargée d'acheter l'énergie gaz et de la revendre sous forme d'énergie aux Clients finals, professionnels ou particuliers. Il(s) assure(nt) une activité de commercialisation par le biais de contrats de fourniture passés avec les Clients finals.
Gaz renouvelable(s)	gaz d'origine renouvelable ou de récupération, injectable dans le Réseau selon la réglementation en vigueur, et obtenu par divers procédés, notamment : transformation de la biomasse par fermentation biologique (méthanisation) ou par un procédé thermochimique (gazéification hydrothermale), transformation de déchets à très haute température (pyrogazéification), électrolyse de l'eau réalisée à partir d'électricité renouvelable (power-to-gas).
Gestionnaire de réseaux de distribution de rang 2	tout opérateur d'une nouvelle concession non directement raccordée au réseau de transport.
Installation intérieure	commence à l'aval du Compteur individuel ou, en l'absence de Compteur individuel, à l'aval de l'Organe de coupure individuelle.
Organe de coupure individuelle (OCI)/ générale (OCG)	vanne, robinet ou obturateur comme défini par l'article 9 de l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes.
Participation(s)	recettes perçues par le Concessionnaire, versées par des tiers (aménageurs, collectivités, Usagers, autres) au titre d'une prestation du Catalogue (annexe 9), hors contributions versée par l'Autorité Concédante dans le cadre de l'article R432-10 du Code de l'Énergie.



Poste de détente transport / distribution	poste visé à l'article 2 de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de l'article 2 de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations. Cette limite d'exploitation s'applique à l'ensemble des postes transport/distribution utilisés par le Concessionnaire qui sont des postes démontables au sens de cet arrêté sauf exceptions locales.
Poste d'injection	installation située à l'extrémité amont du Réseau de distribution, assurant les fonctions de détente et régulation de pression, de sécurité ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant, notamment, de déterminer les quantités de Gaz renouvelable injectées par un site de Producteur.
Poste de livraison	installation située à l'extrémité aval du Réseau et constituée de : <ul style="list-style-type: none"> - Poste de détente - équipement de comptage (Compteur et module de relevé à distance) - convertisseur et enregistreur le cas échéant.
Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS)	quantité de chaleur (en kWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante et à une température initiale de zéro Celsius, comprenant la quantité de chaleur restituée par la condensation de la vapeur d'eau.
Producteur	personne physique ou morale qui produit du Gaz renouvelable injecté dans le Réseau.
Raccordement	opération d'étude et de travaux pour relier une canalisation existante à une construction, y compris celle d'un Producteur. Une fois réalisé, le Raccordement fait partie du Réseau. Il peut être constitué d'un Branchement et, le cas échéant, d'une Extension de canalisation de Réseau.
Réseau (public de distribution)	ensemble des ouvrages, installations et systèmes, dont l'exploitation est confiée au Concessionnaire en application du présent Contrat.
Service	service public de distribution de gaz, tel que défini à l'article 2 du cahier des charges
Usagers	ensemble des personnes physiques ou morales bénéficiant du Service (Clients Finaux et Producteurs)
Zone gaz	ensemble de réseaux de distribution à l'intérieur duquel le gaz est réputé de qualité journalière homogène et identique.



Article 2 Service concédé

Le présent cahier des charges s'applique à la distribution publique de gaz dans le périmètre défini dans la Convention de Concession.

La Concession s'étend à tous les ouvrages, biens meubles et immeubles et installations, nécessaires au Service de distribution publique concédé. Le Concessionnaire doit maintenir en état normal de service le patrimoine concédé.

Le Concessionnaire a l'exclusivité de la distribution du gaz sur le territoire de la Concession. L'Autorité Concédante garantit cette exclusivité au Concessionnaire.

Le Concessionnaire est responsable du fonctionnement du Service et le gère conformément au présent cahier des charges. Il l'exploite à ses frais et risques. Il est notamment chargé dans le cadre du présent cahier des charges de Concession d'assurer¹ :

- la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution de gaz sous réserve des droits de l'Autorité Concédante² comprenant l'établissement, le financement des réseaux et des postes de distribution publique et de livraison, ainsi que des dispositifs de comptage ;
- le Raccordement des Clients finals et des installations de production de Gaz renouvelable ;
- l'accès aux réseaux dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires ;
- la conduite, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement des ouvrages ;
- le comptage du gaz acheminé pour tous les utilisateurs du Réseau³ ;
- la définition et la mise en œuvre des politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution sous réserve des droits de l'Autorité Concédante ;
- l'établissement de relations contractuelles avec les autres opérateurs de réseaux de gaz ;
- la mise en œuvre d'actions d'efficacité énergétique et d'insertion des énergies renouvelables sur le Réseau.

Le Concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des utilisateurs du Réseau, notamment les Clients finals, un tarif destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge.

L'Autorité Concédante assure le contrôle du service public et pourra obtenir du Concessionnaire les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits précisés à l'Article 42.

L'Autorité Concédante, compétente en matière d'organisation des services publics locaux d'énergie, peut convier les gestionnaires de réseaux publics d'énergie à évoquer, sous son égide, l'optimisation des choix énergétiques, notamment dans les nouvelles zones à urbaniser. Le Concessionnaire s'engage à participer à ces échanges dont la finalité est de veiller à préserver l'intérêt général.

¹ Les missions du Concessionnaire sont fixées par les articles L.432-8 et suivants du Code de l'énergie.

² Il s'agit des prérogatives de maîtrise d'ouvrage de la collectivité concédante qui sont rappelées au 7^{ème} alinéa de l'article L.2224-31 I du Code général des collectivités territoriales et définies à l'article L.432-5 du Code de l'énergie qui dispose que « les autorités organisatrices du réseau public de distribution de gaz conservent la faculté de faire exécuter en tout ou en partie à leur charge, les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution ».

³ Cette mission de comptage comprend la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien, le renouvellement des dispositifs de comptage et la gestion des données.



Article 3 Moyens affectés à la Concession

Article 3.1 Ouvrages concédés

Les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations fixes affectées exclusivement à la distribution de gaz existant au moment de la signature du présent Contrat (ouvrages techniques, ainsi que leurs emprises immobilières), dans le périmètre de la Concession ainsi que toutes celles réalisées en cours de Concession, notamment les Raccordements visés aux Article 14 et suivants ⁴.

La limite des ouvrages concédés se situe :

- en amont, à la bride aval du Poste de détente transport / distribution, ou à la (les) bride(s) amont du Poste d'injection de Gaz renouvelable, ou pour les ouvrages situés à l'extérieur du périmètre de la Concession, à la limite territoriale de la Concession sauf cas particulier identifié en annexe du Contrat ;
- en aval, à l'aval du Compteur individuel ou en l'absence de Compteur, à l'Organe de coupure individuelle (inclus).

Ces ouvrages appartiennent à l'Autorité Concédante conformément à l'article L.432-4 du code de l'énergie, à l'exclusion, d'une part, de certains équipements de comptage de type industriel qui appartiennent aux Clients finals et, d'autre part, des biens affectés concurremment à plusieurs concessions.

Les installations de production, de transport et de stockage du gaz ne font pas partie de la Concession.

Article 3.2 Moyens humains

Pendant toute la durée du Contrat de Concession, le Concessionnaire s'engage à disposer du personnel et des moyens nécessaires à la bonne exécution dudit Contrat.

A ce titre, sur demande de l'Autorité Concédante ou à chaque changement majeur d'organisation, le Concessionnaire fournit le descriptif de son organisation pour l'exécution du Service sur le territoire de la Concession.

Article 3.3 Inventaires

Le Concessionnaire tient à jour en permanence, à ses frais, un inventaire physique et financier des biens de la Concession. Sa mise à jour est incluse dans le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41.

Le Concessionnaire remettra gratuitement, dans un délai d'un mois à compter de la demande, à l'Autorité Concédante les informations techniques relatives à l'état du Réseau et à sa capacité d'acheminement sur un projet déterminé.

⁴ Il peut arriver que l'Autorité Concédante mette à la disposition du Concessionnaire d'autres immeubles que ceux mentionnés dans l'alinéa ci-dessus. Ceux-ci restent la propriété de l'Autorité Concédante. Les conditions de leur mise à disposition sont à définir au cas par cas.



Article 4 Utilisation des ouvrages concédés

Le Concessionnaire a seul le droit de faire usage des ouvrages de la Concession.

Sans remettre en cause le périmètre de la Concession, il n'est pas fait obstacle à ce qu'interviennent, à la marge, des accords locaux entre les collectivités délégantes géographiquement contiguës et leurs gestionnaires de réseaux respectifs dans le cas où l'intérêt général justifierait l'établissement d'ouvrages franchissant les limites d'exploitation accordée au Concessionnaire.

Il peut, après concertation avec l'Autorité Concédante, les utiliser pour livrer du gaz en dehors du territoire de la Concession, notamment pour les Gestionnaires de réseaux de distribution de rang 2 ou pour toute utilisation complémentaire, à la condition expresse que ces livraisons ne portent aucune atteinte au bon fonctionnement du Service concédé dans les conditions prévues au présent cahier des charges et que toutes les obligations imposées par celui-ci soient remplies.

En tout état de cause, l'Autorité Concédante sera destinataire, sur demande de sa part, des indications techniques et économiques représentatives des flux transités à destination des concessions situées à l'amont et l'aval de son Réseau.

Article 5 Responsabilité du Concessionnaire

Le Concessionnaire exploite le Service dans le respect de la réglementation en vigueur en assurant la continuité du service public de distribution de gaz.

Le Concessionnaire est seul responsable de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, causés dans le cadre de l'exécution de la Concession, notamment dans le cadre de l'exécution des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée en cas de dommage résultant d'une faute de l'Autorité Concédante au titre de sa seule compétence d'autorité organisatrice de la distribution de gaz ou en cas d'éléments constitutifs d'un cas de force majeure.

Le Concessionnaire fait par ailleurs son affaire personnelle de tous les risques, litiges et réclamations pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exploitation du Service et de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Sauf en cas de faute de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire renonce, ainsi que ses assureurs, à tout recours à l'encontre du Concédant et de ses assureurs du fait des dommages et litiges trouvant leur origine dans l'exécution des activités du Concessionnaire. Le Concessionnaire garantit également l'Autorité Concédante, sauf en cas de faute de cette dernière, contre tout recours d'un tiers lié à l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire a l'obligation de souscrire une police d'assurance Responsabilité civile. Il fournira une attestation d'assurances sur demande de l'Autorité Concédante. Il prendra toutes les autres polices d'assurance qu'il jugera utile pour exécuter la Concession.



Article 6 Redevances de Concession

Article 6.1 *Redevance de fonctionnement R1*

La redevance de fonctionnement, désignée ci-après par le terme R1, a pour objet de financer les frais supportés par l'Autorité Concédante en vue de lui permettre d'exercer ses compétences visées au I de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales et notamment dans les domaines suivants :

- contrôle de la Concession,
- suivi des travaux du Concessionnaire,
- conciliation en cas de litige entre les Clients Finaux et le Concessionnaire,
- actions en matière de sécurité notamment auprès des Clients Finaux,
- information des Usagers sur le Service concédé,
- études générales sur l'évolution du Service concédé (développement des usages, injection de Gaz renouvelable, ...),

A) Le terme R1 est donné au titre de l'année N, en euros, par la formule suivante :

$$[600 + [(1,57 \cdot C_1) + (3,77 \cdot C_2) + (60 \cdot C_3)] + (23,8 \cdot L) + (5000 \cdot M_1 + 750 \cdot M_2)] \times [0,01 \cdot D + 0,8] \times K \times [0,15 + 0,85 \times \ln_N / \ln_0]$$

Le terme R1 est arrondi au dixième d'euro selon les normes comptables en vigueur.

B) Au titre d'une année N, la détermination du terme R1 fait intervenir les valeurs suivantes :

- C_i est le nombre de Clients de la Concession tel que $C_i = C_1 + C_2 + C_3$ avec :
 - C_1 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence⁵ (CAR) est comprise entre 0 et 20 MWh exclus.
 - C_2 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence (CAR) est comprise entre 20 et 300 MWh exclus.
 - C_3 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence (CAR) est supérieure ou égale à 300 MWh.
- L est la longueur totale, exprimée en kilomètres, des canalisations de distribution du Réseau concédé au 31 décembre de l'année N-1, dans la base technique cartographique (SIG).
- M_1 : est le nombre d'installations de production de Gaz renouvelable sur la Concession ou raccordées au Réseau de la Concession et qui injecte pour la première fois dans le Réseau concédé entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année N-1.
- M_2 : est le nombre d'installations de production de Gaz renouvelable sur la Concession ou raccordées au Réseau de la Concession et qui ont injecté pour la première fois dans le Réseau concédé avant le 1^{er} janvier de l'année N-1 et toujours en service.

⁵ La Consommation Annuelle de Référence (CAR) est l'estimation de la consommation annuelle d'un PCE en année climatiquement moyenne. La procédure d'affectation et de changement de la CAR est définie par le « Groupe de Travail Gaz 2007 » sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Énergie et est disponible en accès libre sur le site du <https://www.gtg2007.com>.



- D est la durée du Contrat de Concession exprimée en nombre d'années, fixée à l'article 2 de la Convention de Concession.
- K est un coefficient déterminé une seule fois à la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession, et pour toute la durée d'application de la formule de redevance, tel que :
 - $K = 1$ si le montant de la redevance résultant de la présente formule est supérieur ou égal au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique,
 - $K > 1$ si le montant de la redevance résultant de la présente formule est inférieur au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique. Dans ce cas, le coefficient K est déterminé de façon à ce que le montant de la redevance résultant de la présente formule soit égal au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique.

A la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession, $K = 1$

- Ing_N est la valeur de l'index ingénierie tel que publié par l'INSEE du mois de septembre de l'année N-1
- $Ing_0 = 116,6$ soit la valeur de l'index ingénierie tel que publié par l'INSEE du mois de septembre 2019 (*Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010*).

Au cas où l'un des indices composant la formule d'indexation mentionnée ci-dessus ne serait plus publié, et à défaut d'indice de remplacement, le Comité National de Suivi visé au Préambule publiera un avis sur son remplacement par un nouvel indice équivalent. L'Autorité Concédante et le Concessionnaire formaliseront leur accord, par un simple échange de lettre.

La redevance R1 fait l'objet d'un état détaillé qui présente notamment les différentes valeurs des termes de la formule de calcul et qui est adressé par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle elle est due.

La redevance R1 est versée par le Concessionnaire avant le 30 juin de l'année N, après établissement d'un titre de recettes par l'Autorité Concédante reçu au plus tard le 1^{er} juin de l'année N.

Si ce titre est reçu après le 1^{er} juin, le Concessionnaire dispose d'un délai de trente jours pour verser la redevance. En cas de retard de paiement, uniquement imputable au Concessionnaire, il sera appliqué des intérêts de retard au taux légal majoré de cinq points. Le retard est calculé entre la date de versement effectif et la plus tardive des deux dates : 30 juin ou trente jours après la date de réception du titre de recettes.

Pour la détermination du montant de la redevance R1 à verser au titre de l'année calendaire au cours de laquelle le Contrat est devenu exécutoire et de son année d'expiration, le calcul s'effectue au *pro rata temporis* à partir de la date à laquelle le Contrat est devenu exécutoire ou est échu.

Article 6.2 Redevance d'investissement R2

Cette redevance représente une fraction des dépenses d'investissement engagées par l'Autorité Concédante pour réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux de premier établissement, d'Extension, de renforcement du Réseau, notamment ceux nécessités par les opérations de Raccordement ou de



modernisation des ouvrages. La maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concédante peut notamment s'exercer dans les conditions visées au point 4 du deuxième alinéa de l'Article 15.

Cette redevance peut également représenter une fraction des dépenses d'investissement de l'Autorité Concédante permettant de mettre en œuvre des expérimentations menées dans l'intérêt du Réseau et en vue d'atteindre les engagements de transition énergétique pris aux différents échelons territoriaux, notamment ceux liés au développement du Gaz renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone.

Dans les cas où l'Autorité Concédante souhaite mettre en œuvre les dispositions du présent article, les Parties se rencontrent pour préciser la nature des travaux concernés, les conditions techniques et les modalités financières conformément aux textes applicables. L'accord des Parties est alors formalisé dans une convention portée en annexe du présent Contrat.

Article 7 Services aux Clients finals

Le Concessionnaire fournit aux Clients finals un service efficace et de qualité dans le respect des principes de transparence, de non-discrimination, d'objectivité et de confidentialité en vigueur.

Les prestations du Concessionnaire sont détaillées dans le Catalogue des prestations visé à l'annexe 9.

Dans le respect de ces principes, le Concessionnaire pourra personnaliser ses services.

Les prestations proposées par le Concessionnaire au-delà du champ du service public concédé ou celles réalisées à la demande des Clients finals ou des fournisseurs et non visées au Catalogue font l'objet d'une facturation à l'acte sur devis.

Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante doivent répondre favorablement à toute demande de tiers visant à prendre connaissance du Contrat de Concession et à connaître les droits et obligations qui en découlent.



II. SECURITE, SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DU RESEAU

Article 8 Sécurité des personnes et des biens

En application du Code de l'énergie et conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations ou à tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire est tenu d'assurer la sécurité et la surveillance du Réseau concédé.

Le Concessionnaire exécute le service qui lui est concédé, en plaçant la sécurité des personnes et des biens parmi les priorités de ses actions.

En particulier, le Concessionnaire réalise les actions suivantes dont il rend compte annuellement à l'Autorité Concédante :

- Surveillance des ouvrages en Concession ;
- Mise en place d'une politique de maintenance, d'adaptation et de modernisation des ouvrages ;
- Fiabilisation des données, y compris cartographiques, des ouvrages.

Le Concessionnaire respecte les obligations réglementaires de sécurité pour la conception, la construction, la mise en service, l'exploitation et la maintenance du Réseau de distribution publique de gaz. Il met en œuvre les moyens nécessaires pour que les canalisations et les équipements abandonnés ou non exploités ne puissent présenter un risque pour la sécurité des personnes et des biens, conformément à la réglementation en vigueur.

A cette fin, le Concessionnaire s'engage à :

- réceptionner de façon permanente les informations à caractère d'urgence signalées soit par ses moyens propres, soit par des tiers alertés notamment par l'odeur caractéristique du gaz ;
- veiller à la bonne application de la réglementation en vigueur relative aux travaux à proximité des réseaux souterrains, notamment en termes de précision de la cartographie, en conformité avec l'arrêté du 15 février 2012 *pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution* et modifié le 26 octobre 2018 ;
- veiller à la formation des services de secours et à la diffusion d'informations auprès de l'Autorité Concédante relatives aux procédures d'urgence et de gestion de crise ;
- faciliter par tout moyen approprié l'information des tiers permettant d'alerter le service d'urgence.

Le Concessionnaire met à la disposition des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS ou équivalent) des plans indiquant les zones desservies en gaz, tels que plans de zonage, plans à l'échelle compatible avec les besoins de ces services.

Une formation adaptée est proposée par le Concessionnaire à l'intention des responsables des centres de secours. Le Concessionnaire se tient à la disposition de ces responsables dans la formation que les centres de secours délivrent à leurs équipes.

Le Concessionnaire s'engage à proposer, si elle n'existe pas déjà, une convention à conclure avec le SDIS afin de définir la coopération en matière d'information, de formation et d'organiser la coordination des interventions avec les centres de secours locaux. Cette convention est transmise à l'Autorité Concédante sous un délai d'un mois suivant sa signature. La même procédure sera adoptée pour l'actualisation de ladite convention.



Article 9 Surveillance du Réseau

Le Concessionnaire procède à des inspections régulières du Réseau afin de connaître l'état du patrimoine et d'identifier et de localiser les risques de défaillance, conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre, le Concessionnaire assure notamment la détection des fuites éventuelles sur le Réseau, le bon fonctionnement des organes de coupure et des divers appareils et des installations de protection cathodique par le biais d'une action de surveillance et de maintenance périodique.

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante, dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, une synthèse des incidents survenus sur le Réseau et une description des incidents significatifs⁶. De plus, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Cette synthèse est complétée par la mise à disposition de la liste exhaustive de tous les signalements d'aléas d'exploitation (type d'incident, date, nature, siège du défaut et type d'ouvrage concerné).

Pour les incidents significatifs tels que visés ci-dessus, le Concessionnaire communique à l'Autorité Concédante un compte-rendu d'incident et le cas échéant l'analyse afférente au plus près de la survenance de l'incident, selon des modalités convenues localement.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de conditions complémentaires et de modalités spécifiques dans le cadre de l'annexe 1, dont notamment la communication annuelle à l'Autorité Concédante des caractéristiques des réseaux surveillés (détail par commune / matière / pression / année de pose des linéaires surveillés au moins une fois dans l'année) et l'analyse annuelle d'un échantillon d'aléas d'exploitation établi conjointement.

Article 10 Entretien et maintenance

En application du code de l'énergie, de l'arrêté du 13 juillet 2000 précité ou de tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire réalise les opérations d'entretien, de maintenance préventive et de maintenance curative permettant de conserver les biens concédés en bon état de fonctionnement.

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante, dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, une synthèse des opérations d'entretien et de maintenance réalisées. De plus, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Cette synthèse est complétée par la mise à disposition de données détaillant, par type d'ouvrages et par commune de la Concession : le nombre de visites de maintenance réalisées et à réaliser, ainsi que la conformité aux délais réglementaires lorsqu'ils sont spécifiés par la réglementation en vigueur.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de conditions complémentaires et de modalités spécifiques dans le cadre de l'annexe 1, dont notamment la liste des ouvrages (Postes de détente, robinets de réseau, Branchements Collectifs) visités dans l'année.

⁶ Un incident est dit significatif lorsqu'il entraîne une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients et/ou au moins une victime.



Le Concessionnaire s'appuie à cette fin sur un outil informatique de gestion de la maintenance permettant de recueillir les données et d'en assurer une traçabilité.

Article 11 Gestion du risque industriel

En application de l'arrêté du 13 juillet 2000 précité complété des cahiers de charges édictés pour son application ou de toutes autres dispositions s'y substituant, le Concessionnaire a développé, à l'échelle de sa zone de desserte nationale, une méthode de gestion du risque industriel.

La méthode consiste à identifier et hiérarchiser, en fonction de leur vulnérabilité potentielle, les familles d'ouvrages (*types d'ouvrages associés à leur matière : canalisation en fonte ductile, conduite d'immeuble / conduite montante en plomb...*), puis à identifier les sous-ensembles d'ouvrages à moderniser en priorité en fonction de leurs caractéristiques techniques et/ou de leur environnement spécifique.

Cette analyse est reconduite périodiquement, à partir d'un retour d'expérience pluriannuel, permettant de confirmer et/ou faire évoluer les cibles principales de traitement.

Les cibles principales de traitement (ouvrages / matière / configuration / environnement) présentes sur la Concession sont intégrées au programme d'investissements du Concessionnaire et au Schéma Directeur et aux Programmes Pluriannuels visés à l'Article 40.

Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante des évolutions de la méthode de gestion du risque industriel et de ses conclusions et à intégrer les évolutions éventuelles des cibles principales de traitement au Schéma Directeur visé à l'Article 40.2 et aux Programmes Pluriannuels visés à l'Article 40.3.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de modalités spécifiques de communication de ces évolutions de méthode dans le cadre de l'annexe 1.

Article 12 Intervention à proximité des réseaux souterrains

Le Concessionnaire s'engage à respecter les obligations incombant aux exploitants de réseaux, aux exécutants de travaux et au « responsable d'un projet⁷ » lorsque c'est le cas, en application des dispositions réglementaires en vigueur.

En tant qu'exploitant de réseau, le Concessionnaire s'engage à répondre conformément à la réglementation aux demandes de tiers d'intervenir à proximité des ouvrages de distribution de gaz, en donnant les informations disponibles sur l'existence de ces ouvrages.

Par ailleurs, le Concessionnaire propose, avec l'appui de l'Autorité Concédante, des actions de sensibilisation à destination des entreprises intervenant à proximité des réseaux souterrains sur le territoire de la Concession. Il s'engage à accompagner, dans le cadre de conventions spécifiques, toute démarche de prévention des dommages aux ouvrages souterrains initiée par l'Autorité Concédante.

⁷ Au sens de l'article L. 554-2 du code de l'environnement et du décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au guichet unique



Article 13 Actions d'information des Clients finals

Dans le respect de ses missions de distributeur, le Concessionnaire donne, notamment lors de la mise en service d'installations nouvelles, les renseignements utiles sur l'utilisation et les caractéristiques essentielles du gaz distribué en matière de sécurité par la mise en œuvre de moyens adaptés : envoi ou remise de document, ou tout autre moyen pédagogique qui lui serait substitué et dont l'objet serait identique.

Il est toutefois rappelé que le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, d'une façon générale, ne peuvent être tenus pour responsable des défauts des Installations intérieures conformément à l'Article 25 et ne peuvent se substituer aux installateurs en matière d'information sur le fonctionnement des appareils mis en service par ceux-ci.



III. RACCORDEMENT DES CLIENTS FINALS AU RESEAU CONCEDE

Le présent chapitre traite des Raccordements de Clients finals.

Le Raccordement au Réseau d'une installation de Producteur de Gaz renouvelable est traité à l'Article 49.

Article 14 Principes généraux de Raccordement des Clients finals au Réseau

Conformément au code de l'énergie, les Raccordements des Clients finals s'effectuent en priorité sur le Réseau public de distribution, sauf si l'importance du volume de consommation envisagé ne permet pas le Raccordement sur ce Réseau. Dans ce cas, le Raccordement du Client Final peut s'effectuer sur le réseau de transport, en application de l'article L.453-1 du code de l'énergie, sous réserve de l'accord du Concessionnaire du Réseau de distribution et de l'Autorité Concédante.

Préalablement à la réalisation d'une opération de Raccordement, le Concessionnaire établit un état précis des ouvrages nécessaires au Raccordement de tout nouveau Client final qu'il lui communique. Cet état mentionne notamment les caractéristiques du point de livraison du gaz pour le ou les demandeurs de Raccordement, et le cas échéant, tout ou partie de l'Extension de la canalisation principale de distribution publique dès lors qu'elle n'est pas présente au droit de l'emplacement envisagé du Poste de livraison ou du Compteur⁸.

Pour calculer le montant d'une opération de Raccordement, le Concessionnaire prend en compte l'ensemble des coûts induits par la demande de Raccordement sur la base de leurs montants réels ou d'un forfait. Ces coûts s'ajoutent aux frais de Branchement éventuellement dus par le Client final⁹.

Les conditions et méthodes de calcul des opérations de Raccordement ont été approuvées par le ministre chargé de l'énergie et sont décrites à l'annexe 7.

Les modalités de Raccordement au Réseau seront définies dans les conditions précisées à l'annexe 10.

Article 15 Extension du Réseau concédé pour le Raccordement de Clients finals

Les Extensions du Réseau correspondant à l'établissement d'installations de distribution dans les parties du territoire de la Concession non encore desservies seront, à la mise en exploitation, incorporées dans les ouvrages en Concession.

Une Extension peut être réalisée selon les modalités suivantes :

- 1) Le Concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais une Extension dès lors que le ratio B/I de l'opération est égal ou supérieur à la valeur seuil définie par la réglementation en vigueur ;

⁸ Cette obligation résulte de l'article R.453-3 du Code de l'énergie.

⁹ Conformément à l'article R.453-4 du Code de l'énergie.



- 2) Lorsque ce seuil n'est pas atteint, une Participation peut être sollicitée auprès du ou des demandeurs^{10 11} ;
- 3) Pour atteindre cette valeur seuil, l'Autorité Concédante peut choisir, soit de réaliser elle-même une partie des travaux (par exemple, remise gratuite de tranchée), soit d'assurer la rentabilité de l'opération en apportant une contribution financière¹², en application de l'article R.432-10 du Code de l'énergie, en tenant compte de l'éventuelle Participation du demandeur ;
- 4) Alternativement, lorsque le ratio B/I est inférieur à la valeur seuil, l'Autorité Concédante peut choisir de réaliser l'Extension sous sa maîtrise d'ouvrage. Les ouvrages ainsi construits seront remis au Concessionnaire selon les conditions de la convention visée à l'Article 6.2.

Dans les cas 1) à 3) ci-dessus, les éléments de calcul du ratio B/I sont tenus à la disposition de l'Autorité Concédante sous réserve du respect de la législation en vigueur concernant la confidentialité des données.

Pour mettre en œuvre le cas 3) ci-dessus, le Concessionnaire transmettra préalablement à l'Autorité Concédante les éléments de calcul du ratio B/I sous la même réserve.

I - Extensions sans contribution financière de l'Autorité Concédante

Outre les frais de Branchement définis à l'Article 16, les demandeurs acquittent le montant de leur Participation aux frais de premier établissement.

Conformément à la réglementation en vigueur¹³, lorsqu'une participation financière a été demandée au premier bénéficiaire d'une opération de Raccordement sur la base des coûts réels, tout Branchement ultérieur d'un ou de nouveaux bénéficiaires dans une période maximale de huit ans sur la partie du Réseau concernée donne lieu à un remboursement par le Concessionnaire à ce premier bénéficiaire.

Le montant du remboursement à effectuer est calculé en appliquant la formule suivante :

$$Sr = M(8-N)/8xPc/Pt$$

Sr : somme à rembourser par le Concessionnaire au premier bénéficiaire,

M : montant non actualisé de la Participation initiale supportée par le premier bénéficiaire, en application du cas 2) ci-dessus,

N : nombre d'années écoulées depuis la Participation initiale du premier bénéficiaire,

Pc : débit du Compteur du nouveau Client final,

¹⁰ La Participation du demandeur est calculée conformément aux articles R.453-1 et suivants du Code de l'énergie.

¹¹ En application des articles R.453-1 et R.453-2 du Code de l'énergie, cette Participation peut être versée selon deux modalités :
- dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme en application de l'article L.332-15 du Code de l'urbanisme
- dans le cadre d'un accord du demandeur sur proposition technique et financière du Concessionnaire

¹² L'octroi de cette contribution financière est réalisé dans les conditions définies par l'article L.432-7 du Code de l'énergie et par l'arrêté du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article 36 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie.

¹³ Il s'agit de l'article R.453-5 du Code de l'énergie.



Pt : somme des débits maximums de l'ensemble des Compteurs de tous les bénéficiaires potentiels.

Lorsqu'une desserte exige la création d'un ou de plusieurs Postes de détente, le propriétaire ou les organismes constructeurs mettent à la disposition du Concessionnaire les terrains ou s'ils le préfèrent les locaux adéquats nécessaires, conformément aux dispositions légales¹⁴. Ces locaux doivent être d'accès permanent aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire. Les dégagements doivent être suffisants pour permettre à tout moment le passage du matériel et la mise en œuvre de l'outillage nécessaire.

II - Extensions avec contribution financière de l'Autorité Concédante

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Autorité Concédante peut apporter une contribution financière au Concessionnaire pour financer une partie des coûts d'investissement liés à l'extension du Réseau.

Les conditions financières accompagnant la réalisation de ces Extensions sont définies dans une convention à conclure préalablement à la réalisation des travaux entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.

Cette contribution financière ne rentre pas dans l'assiette de calcul du terme R2 de la redevance mentionné à l'Article 6.2.

Au terme de délais convenus par les Parties dans la convention et comptés à partir de la réalisation de l'opération, une ou plusieurs nouvelles étude(s) de ratio B/I est (sont) effectuée(s) par le Concessionnaire. Cette (ces) étude(s) prend (prennent) en compte :

- les valeurs réellement constatées s'agissant des investissements, des volumes de gaz acheminés, du nombre de Clients finals sur les années écoulées ;
- les perspectives de consommation et d'investissement des années restant à courir telles que fixées dans l'étude initiale ;
- les hypothèses utilisées pour l'étude de ratio B/I initiale s'agissant du taux d'actualisation, du tarif d'acheminement applicable et du montant des dépenses d'exploitation par Client final.

Le Concessionnaire communique à l'Autorité Concédante les éléments de calcul de(s) l'étude(s) de ratio B/I. Parmi ces éléments, ceux qui présentent un caractère d'information commercialement sensible sont transmis à l'agent en charge du contrôle habilité ou assermenté suivant la réglementation en vigueur.

Si le résultat de la ou de l'une des nouvelles études de ratio B/I est meilleur que l'étude initiale, le Concessionnaire rembourse à l'Autorité Concédante tout ou partie des sommes engagées.

Ce remboursement est effectué en une seule fois dans un délai maximal de six mois à compter de l'envoi d'un titre de recettes par l'Autorité Concédante, dans la limite du montant de sa contribution réévalué de l'indice ING entre l'année de mise en gaz et l'année du remboursement.

Le Concessionnaire produit un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées aux travaux effectués. Ce dernier est intégré dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41 et

¹⁴ Les dispositions légales actuellement en vigueur sont celles qui figurent à l'article R.332-16 du Code de l'urbanisme.



établi conformément aux dispositions des articles D.2224-48 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

Article 16 Branchements

Article 16.1 Réalisation

Le Concessionnaire exécute ou fait exécuter sous sa responsabilité la réalisation des travaux de Branchement Individuel et s'agissant d'un Branchement Collectif, la liaison entre la conduite de distribution publique et l'Organe de coupure générale de l'immeuble.

Le prix du Branchement est fixé au Catalogue des prestations (annexe 9).

Ce prix peut être constitué en tout ou partie d'un forfait.

Article 16.2 Maintenance et renouvellement

Le Concessionnaire assure la maintenance et le renouvellement des Branchements, sous réserve des dispositions de l'Article 17 s'agissant de la partie des Branchements Collectifs située en aval de l'Organe de coupure générale (CICM).

Les modifications ou suppressions de Branchements sont à la charge du demandeur, sauf lorsque ces opérations sont entreprises dans l'intérêt du domaine public occupé et conformément à la destination de ce domaine. Le prix est établi dans l'offre de modification ou de suppression de Branchement, conformément au Catalogue des prestations du Concessionnaire, en fonction du coût réel des travaux.

Les propriétaires des immeubles desservis doivent garantir aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire un accès permanent aux ouvrages, moyennant une information préalable.

Article 17 Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes

Pour la partie des Branchements Collectifs située en aval de l'Organe de coupure générale (CICM), les travaux des nouvelles installations sont exécutés au choix du propriétaire de l'immeuble par ce dernier ou alternativement par le Concessionnaire. Lorsqu'elles ne sont pas réalisées par le Concessionnaire, les installations constituant la ou les CICM sont remises gratuitement pour être intégrées dans l'inventaire des ouvrages concédés.

Selon les conditions prévues par les textes, le Concessionnaire intègre dans les ouvrages concédés les CICM existantes remises gratuitement par leur propriétaire si elles n'en font pas partie à la date d'entrée en vigueur du présent Contrat.

Les propriétaires des immeubles desservis doivent garantir aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire un accès permanent aux CICM.

Le Concessionnaire est chargé des obligations de surveillance et de maintenance des CICM dans la mesure où elles font partie du domaine concédé. Pour faciliter l'exécution de ces dispositions, l'Autorité Concédante fait ses meilleurs efforts pour faciliter l'accès du Concessionnaire aux coordonnées des syndics de copropriété des immeubles concernés.



Dans tous les cas, les travaux concernant les Aménagements généraux (portes pare-feu, aérations haute et basse des placards techniques gaz, gaine technique, etc.) sont à l'entière charge du propriétaire.



IV. TRAVAUX SUR LE RESEAU CONCEDE

Article 18 Conditions générales d'exécution des travaux

Sans préjudice de la faculté dont dispose l'Autorité Concédante d'exécuter en tout ou partie à sa charge les travaux relatifs aux ouvrages de distribution en application de l'article L.432-5 du Code de l'énergie, le Concessionnaire est chargé de définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux et ainsi a le droit¹⁵ de créer, d'étendre, de renforcer, de renouveler, d'entretenir ou de maintenir tous les ouvrages et équipements utiles à la distribution publique du gaz¹⁶.

Le Concessionnaire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux règlements de voirie édictés dans le cadre du code de la voirie routière.

Il est notamment rappelé que le Concessionnaire, dans le cadre des dispositions du code de la voirie routière, est tenu de transmettre à l'autorité compétente en matière de voirie un « programme des travaux qu'il envisage de réaliser ainsi que le calendrier de leur exécution » en application de l'article L.115-1 dudit code et dans le respect des conditions de délais fixées à l'article R.115-1 du même code, dans un objectif de minimisation des impacts, de prévision et de rationalisation des interventions. Ce même programme sera communiqué à l'Autorité Concédante et au maire de la commune concernée.

Les travaux peuvent être momentanément suspendus sur l'ordre de l'autorité de police chaque fois que la sécurité publique l'exige.

Article 19 Coordination de voirie

Le Concessionnaire s'engage à participer aux dispositifs mis en place par l'Autorité Concédante et/ou par le gestionnaire de voirie pour optimiser la programmation de leurs travaux, les opportunités et les mutualisations de chantiers avec les autres gestionnaires de services publics dans le but de limiter autant que possible la gêne occasionnée par les chantiers.

Le Concessionnaire met à la disposition de l'Autorité Concédante et/ou du gestionnaire de voirie les informations utiles dont il dispose relatives à la coordination de voirie. Le cas échéant, le Concessionnaire s'engage à utiliser, sous un délai convenu, les données et/ou outils informatiques mis à sa disposition par l'Autorité Concédante et/ou le gestionnaire de voirie.

¹⁵ Quand un aménageur est amené à établir des ouvrages destinés à entrer dans la Concession, la collectivité (autorité concédante ou collectivité responsable de l'aménagement) préserve les droits du Concessionnaire au moyen d'une convention conclue avec ledit aménageur.

¹⁶ L'autorité concédante est susceptible d'apporter son concours au Concessionnaire pour lui permettre d'obtenir les autorisations nécessaires à l'établissement des ouvrages à poser sur ou sous les voies ou autres éléments des domaines publics. L'autorité concédante peut également apporter son concours au Concessionnaire pour faciliter l'acquisition, l'usage ou l'aménagement de terrains, immeubles ou locaux y compris pour l'établissement des équipements techniques du Réseau concédé et, en particulier, des postes de détente.



Article 20 Protection de l'environnement

Le Concessionnaire s'engage à ce que les travaux d'extension, de renforcement, de renouvellement du Réseau concédé se fassent dans des conditions qui respectent la qualité de l'environnement et la conservation du domaine public.

I - Environnement visuel

A cet effet, les emplacements, les formes, les matériaux et les couleurs de tout nouveau coffret, poste ou enveloppe préfabriquée (y compris lors de leur renouvellement) faisant partie de la Concession et dont le Concessionnaire sera maître d'ouvrage, seront choisis par celui-ci en accord avec l'Autorité Concédante et les autorités compétentes, de manière à obtenir une juste adéquation entre leur coût, leur bonne intégration dans l'environnement et la conservation du domaine public.

Des conventions particulières pourront prévoir le soutien que le Concessionnaire pourrait apporter à des initiatives prises par l'Autorité Concédante pour des actions visant à améliorer la qualité de l'environnement et la conservation du domaine public.

L'engagement du Concessionnaire porte particulièrement sur :

- la qualité de l'insertion des coffrets de comptage¹⁷ ;
- les postes de détente pour lesquels, outre la qualité de leur insertion, le Concessionnaire veillera à minimiser les éventuelles nuisances sonores ;
- la qualité des réfections de voirie ;
- le maintien en état de propreté des coffrets de comptage et leur ouvrant ainsi que, d'une manière générale, les enveloppes et les enceintes des ouvrages émergents qu'il exploite ou qu'il loue.

Dans les sites relevant d'une protection spécifique (immeubles et sites classés ou inscrits, parcs et réserves naturels, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural et urbain), le Concessionnaire s'engage à rechercher et mettre en œuvre les solutions de dissimulation les mieux adaptées, en liaison avec les parties concernées et dans le respect des exigences réglementaires de sécurité applicables. Dans ce cas, le Concessionnaire prendra à sa charge les frais supplémentaires.

II - Impact sonore

Le Concessionnaire s'engage à ce que tous les ouvrages de détente de distribution publique de gaz qui seront créés ou renouvelés soient équipés de régulateurs à faible niveau de bruit selon les règles et normes en vigueur au moment de la création ou du renouvellement. Ces dispositions pourront être complétées, le cas échéant, dans l'annexe 1.

Le Concessionnaire diminuera le bruit produit par les premiers étages de détente du Réseau concédé que lui signale l'Autorité Concédante comme constituant une gêne pour les riverains, dès lors que le niveau sonore de ces ouvrages dépasse le plafond réglementaire¹⁸. Le Concessionnaire s'engage à réaliser les

¹⁷ Dans l'annexe 1 au présent cahier des charges, les Parties pourront s'accorder sur les modalités de choix et de financement de ces coffrets dans les sites relevant d'une protection spécifique : périmètres de protection des monuments historiques classés, sites classés, etc.

¹⁸ Ce plafond réglementaire est celui fixé par les normes en vigueur au moment de la mise en service du poste.



travaux correspondants dans les meilleurs délais compatibles avec ses impératifs techniques et financiers, sans que le délai courant à compter de la notification de la réclamation soit supérieur à un an.

Article 21 Travaux et modification

I – Travaux sur le Réseau

Sont à la charge du Concessionnaire :

1. les travaux de renforcement destinés à faire face à un accroissement de la consommation en respectant les caractéristiques du gaz distribué figurant à l'Article 26 et dans les Prescriptions techniques du Distributeur visées à l'annexe 11. Cependant, si l'étude de saturation du Réseau établit la nécessité d'un renforcement du Réseau directement imputable à un projet d'Extension et/ou de Branchement sous un délai de trois ans à compter de la mise en service, ce renforcement est pris en compte dans la part investissement du calcul du ratio B/I visé à l'Article 15¹⁹.
Par exception, les renforcements visés à l'article L.453-9 du code de l'énergie sont pris en charge par le Concessionnaire dans les conditions et limites définies par les textes réglementaires pris pour son application²⁰.
2. les travaux de maintenance et de modernisation dont le renouvellement.
3. les travaux de mise en conformité des ouvrages avec les règlements techniques en vigueur.

II - Modification de réseaux sur le domaine public

II.1. Modifications à l'initiative du Concessionnaire

Lorsque le Concessionnaire exécute, à son initiative, des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages ne faisant pas partie de la Concession, il prend en charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications de ces ouvrages. Le Concessionnaire peut toutefois demander à leur propriétaire le financement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés sous réserve qu'il y ait eu accord préalable avec lui.

II.2. Modifications à l'initiative de tiers ou de l'Autorité Concédante

II.2.1 Modifications dans l'intérêt du domaine public occupé

Le Concessionnaire ne peut réclamer aucune indemnité pour les déplacements ou les modifications des installations du Réseau concédé sur ou sous le domaine public, lorsque ces changements sont requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt du domaine public occupé et conformément à la destination qui lui est affectée.

Les délais de déplacement ou de modification des ouvrages seront convenus d'un commun accord entre le Concessionnaire et le demandeur.

19 Les renforcements de réseau visés sont ceux dus à un accroissement de la consommation : le concessionnaire prend en charge tous les investissements nécessaires, sauf dans le cas où un renforcement est directement imputable à un client, conformément aux règles du « B sur I »)

20 Les renforcements de réseau visés dus à l'injection de biométhane sont définis dans le cadre des textes du « droit à l'injection » (dont le « I sur V » et les schémas de zonage)



II.2.2 Modifications non réalisées dans l'intérêt du domaine public occupé

Dans les cas de modifications des ouvrages situés sur et sous le domaine public, non liées à des motifs de sécurité publique, non réalisés dans l'intérêt du domaine public occupé en conformité avec sa destination, à l'occasion de travaux financés par un tiers ou par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire facture au demandeur une Participation correspondant au coût réel des travaux de modification prévus et détaillés dans un devis ou une convention.

Dans les cas visés ci-dessus, si la modification demandée porte sur un ouvrage dont le renouvellement est prévu au titre du Programme Pluriannuel (PPI) visé à l'Article 40.3, alors la fraction amortie de l'ouvrage déplacé est déduite de la Participation facturée par le Concessionnaire au demandeur.

A défaut d'accord préalable entre les Parties, le litige relatif à la prise en charge des coûts engagés par le Concessionnaire, qui aura été contraint de modifier ses ouvrages, sera le cas échéant porté devant les juridictions compétentes.

III- modification de réseaux sur des terrains privés

Les modifications ou déplacements d'ouvrages situés sur des terrains privés doivent faire l'objet de demandes auprès du Concessionnaire et sont prises en compte dans les conditions définies par le code de l'énergie²¹.

Article 22 Mise hors exploitation ou abandon des équipements de réseaux

Le Concessionnaire met en œuvre les moyens nécessaires pour que les canalisations et les équipements abandonnés ou non exploités du Réseau ne puissent présenter un risque pour la sécurité des personnes et des biens.

Au titre des dispositions que le Concessionnaire est tenu d'adopter lorsqu'une canalisation du Réseau concédé, à l'exception des Branchements, est mise hors exploitation, comptent les actions suivantes dans l'ordre de priorité :

1. l'utiliser comme fourreau pour recevoir un ouvrage de distribution de gaz de diamètre inférieur.
2. demander à l'Autorité Concédante de se prononcer sur le sort d'une canalisation hors exploitation pour la remettre de manière anticipée pour un autre usage que celui du Service concédé. La remise de la canalisation abandonnée fait l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.
3. l'abandonner définitivement dans le sol, après accord de l'autorité dont relève la voirie. Dans ce cas, le Concessionnaire doit mettre en œuvre les dispositions destinées à supprimer tout risque ultérieur d'accident ou d'affaissement de terrain. Cet abandon ne fait pas obstacle à une remise à l'Autorité Concédante telle que définie au point 2.

²¹ Article L.433-7 et suivants du code de l'énergie.



En cas de travaux d'un gestionnaire de voirie ou de tiers à proximité ou directement sur des canalisations abandonnées, la mise en œuvre par le Concessionnaire des dispositions réglementaires permet de garantir l'absence de risque lié à la présence de gaz dans ces canalisations abandonnées.

Dès lors que l'autorité dont relève la voirie le juge nécessaire, celle-ci ou un tiers mandaté à cet effet, peut demander le dépôt de la canalisation abandonnée aux frais du Concessionnaire, quelle que soit l'ancienneté de l'abandon.

En tout état de cause l'abandon d'une portion significative du Réseau pour des raisons techniques est soumis à l'accord de l'Autorité Concédante.



V. COMPTAGE, INSTALLATIONS INTERIEURES, GAZ DISTRIBUE

Article 23 Comptage

Le Concessionnaire est chargé d'exercer les activités de comptage de l'énergie livrée²² et de l'énergie injectée.

Les Compteurs servant à mesurer le gaz livré ou injecté et leurs dispositifs additionnels éventuels doivent être d'un modèle approuvé par le service chargé du contrôle des instruments de mesure et répondre aux exigences des prescriptions techniques du Concessionnaire. Ils sont plombés par le Concessionnaire. Les agents qualifiés du ou par le Concessionnaire ont à toute époque libre accès à ces appareils²³.

Le débit horaire nominal des Compteurs est déterminé en fonction des débits horaires maximum et minimum de l'ensemble des appareils d'utilisation du gaz. Les Compteurs sont installés dans les conditions précisées par la réglementation en vigueur²⁴.

La fourniture, la pose, la mise en service, l'entretien et le renouvellement des Compteurs et de leurs accessoires, sont facturés conformément au Catalogue des prestations (annexe 9). Pour certaines catégories de Compteurs et d'accessoires, le Catalogue des prestations peut préciser des "prestations de base" couvertes par le tarif d'acheminement.

L'emplacement du dispositif de comptage est déterminé par le Concessionnaire en concertation avec le demandeur sous réserve de respecter les conditions définies ci-après.

Les dispositifs de comptage sont situés, en règle générale, en limite de domaine public pour les immeubles individuels, et dans la gaine d'immeuble ou un local technique désigné à cet effet par le représentant du propriétaire pour les immeubles collectifs.

Dans ce cas, les propriétaires des immeubles concernés s'engagent à laisser un accès permanent aux agents qualifiés du ou par le Concessionnaire à ces dispositifs de comptage, moyennant une information préalable.

Les frais de déplacement des Compteurs et de leurs dispositifs additionnels sont à la charge de celui qui en fait la demande, dans les conditions fixées dans le Catalogue des prestations (annexe 9) sur la base d'un devis.

Les Compteurs et les dispositifs additionnels, détériorés par le fait du Client final ou d'une personne dont il est civilement responsable sont réparés ou remplacés par le Concessionnaire aux frais du Client final.

²² Le Concessionnaire est chargé d'exercer la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des dispositifs de comptage des utilisateurs raccordés à son réseau conformément à l'article L.432-8 du Code de l'énergie

²³ Pour la desserte d'un immeuble dont la façade ne coïncide pas avec la limite du domaine public, le comptage est en principe installé sur cette limite. L'annexe 1 au présent cahier des charges pourra préciser la limite au-delà de laquelle le Concessionnaire n'est pas tenu d'installer le Compteur, étant entendu que cette dérogation ne peut être qu'exceptionnelle et après étude au cas par cas.

²⁴ Les Compteurs doivent être installés dans un local sec convenablement ventilé et à l'abri de toute substance ou émanation corrosives, dans une position telle qu'ils soient accessibles pour leur lecture et leur vérification. L'installation d'un Compteur ne peut être réalisée dans un local ou un emplacement privé qu'avec l'accord du Concessionnaire. Dans ce cas, le Compteur doit être placé aussi près que possible du point de pénétration du Branchement Particulier dans le local.



Le Concessionnaire s'engage à faire évoluer, en liaison avec l'Autorité Concédante, les dispositifs de comptage en suivant les avancées technologiques.

Article 24 Vérification des dispositifs de comptage et redressements de consommation

I. Vérification des dispositifs de comptage

Les vérifications périodiques imposées par la réglementation en vigueur²⁵ sont dans tous les cas à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire.

Indépendamment de celles-ci, le Concessionnaire peut procéder à la vérification des Compteurs et de leurs dispositifs additionnels aussi souvent qu'il le juge utile. Le Fournisseur, le Client final ou le Producteur peuvent également demander à tout moment la vérification de ces appareils par le Concessionnaire, par le service chargé du contrôle des instruments de mesure, ou par un organisme agréé par ce dernier.

Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du demandeur si ces appareils sont reconnus exacts, et à celle du Concessionnaire dans le cas contraire. Ces appareils sont reconnus inexacts lorsqu'ils présentent des erreurs de mesure supérieures aux écarts tolérés par les règlements techniques les concernant²⁶.

Les frais de remise en état métrologique des appareils sont à la charge soit du Concessionnaire s'agissant des Compteurs faisant partie des ouvrages concédés, soit du Client final ou du Producteur si le Compteur par dérogation lui appartient.

II. Redressements de consommation

²⁵La périodicité légale de vérification des Compteurs dépend de leur débit mais aussi de leur technologie. Elle est, à ce jour, de :

- vingt ans au plus pour les Compteurs à parois déformables d'un débit maximal strictement inférieur à 16 m³/h ;
- quinze ans au plus pour les Compteurs à parois déformables d'un débit maximal supérieur ou égal à 16 m³/h ;
- deux ans au plus pour les Compteurs à effet Coriolis ;
- cinq ans au plus pour les Compteurs d'une autre technologie que celles visées ci-dessus.

(décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des installations de mesure, arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines de ses dispositions, article 21 de l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux Compteurs de gaz combustible, décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure)

²⁶En application de l'Arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux Compteurs de gaz combustible, les instruments portent une plaque d'identification sur laquelle figurent notamment les indications relatives :

- à la classe d'exactitude ;
- aux débits définis à l'annexe MI-02 de l'arrêté du 28 avril 2006 :
 - o débit minimal Q_{min},
 - o débit de transition Q_t
 - o débit maximal Q_{max}

L'article 18 de l'Arrêté du 21 octobre 2010 stipule : les instruments en service, conformes à un certificat d'examen CE de type, à un certificat d'examen CE de la conception ou à un certificat d'examen de type délivré en application du présent arrêté, respectent les erreurs maximales suivantes :

ERREURS MAXIMALES TOLÉRÉES en fonction du débit et de la classe d'exactitude du Compteur	CLASSE D'EXACTITUDE	
	1,5	1
Q _{min} ≤ Q < Q _t	+/- 6 %	+/- 4 %
Q _t ≤ Q ≤ Q _{max}	+/- 3 %	+/- 2 %



Lorsqu'une erreur est constatée dans l'enregistrement des consommations, un redressement de consommation est effectué par le Concessionnaire selon la procédure « Dysfonctionnement de Compteur et correction des consommations » validée par la Commission de Régulation de l'Energie.

Sur cette base, un redressement de consommation du gaz livré est adressé au Fournisseur dans la limite autorisée par les textes applicables en matière de prescription.

Le redressement de consommation induit une correction des quantités acheminées facturées au Fournisseur par le Concessionnaire.

Pour ce faire, le Concessionnaire tiendra compte de l'évolution des tarifs d'acheminement en vigueur au cours de la période considérée.

Si l'erreur a été commise au détriment du Client final, le règlement des sommes dues par le Concessionnaire au Fournisseur concerné viendra en déduction de la plus proche facture d'acheminement suivant la date où le montant du décompte aura été arrêté.

Article 25 Installations intérieures

Les Installations intérieures, leurs compléments ou modifications, doivent être établis et les visites de contrôle réalisées, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les Installations intérieures sont exécutées et entretenues sous la responsabilité du propriétaire, ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde desdites installations.

En cas de trouble affectant l'exploitation, d'usage illicite ou frauduleux du gaz, le Concessionnaire peut refuser d'effectuer ou de continuer à effectuer la livraison du gaz.

Si le Concessionnaire a connaissance d'un danger grave et immédiat, il doit prendre toute mesure de nature à faire cesser le danger.

Lorsqu'il reçoit une injonction émanant de l'autorité de police compétente, il doit immédiatement s'y conformer.

Si les Installations intérieures sont reconnues défectueuses²⁷ ou si le Client final s'oppose à leur vérification, le Concessionnaire peut refuser de livrer, ou interrompre la livraison.

En aucun cas, ni l'Autorité Concédante ni le Concessionnaire n'encourt de responsabilité en raison de défauts des Installations intérieures.

Article 26 Caractéristiques du gaz distribué

Conformément à l'article 15 du décret n°2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz, le Concessionnaire met en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer que la pression, le débit ainsi que les caractéristiques physico-chimiques du gaz acheminé sont conformes aux

²⁷ par des organismes agréés pour réaliser ce type de contrôle.



engagements qu'il a souscrits. Ces caractéristiques sont fixées dans les Prescriptions techniques du Distributeur (annexe 11).

I - Nature du gaz

La nature du gaz distribué sur le territoire de la Concession est conforme aux gaz de la deuxième famille définis par la norme NF EN 437 en tant que gaz H (à haut pouvoir calorifique).

II - Pression

Le Concessionnaire prend toutes dispositions pour que la pression mesurée à l'entrée du Compteur ou au robinet de coupure individuel, reste comprise entre les valeurs fixées par les dispositions réglementaires en vigueur²⁸.

III - Pouvoir calorifique

Le Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS), rapporté au mètre cube de gaz mesuré sec à la température de 0° Celsius, sous la pression de 1,013 bar et pour une température de combustion de 0° Celsius doit rester compris dans des limites fixées par les dispositions réglementaires en vigueur²⁹.

Le Concessionnaire obtient les valeurs de PCS moyen journalier du gaz distribué, aux conditions normales, sur les Postes transport, sur les autres postes qui alimentent le Réseau et éventuellement sur le Réseau lui-même et utilise ces valeurs pour déterminer la quantité de gaz consommée en kWh.

Le Concessionnaire calcule le PCS de facturation pour chaque période de relève de chaque Client. Il est fondé sur la moyenne des PCS journaliers obtenus sur la Zone gaz à laquelle est rattachée le Client, sur les quantités de gaz journalières utilisées sur cette Zone gaz au cours de la période de relève et sur tout élément permettant de déterminer le poids respectif des Postes transport et des autres postes dans l'alimentation de cette Zone gaz sur la période de relève.

Le Concessionnaire calcule le volume de base consommé entre les dates J1 et J2 à partir du volume mesuré dans les conditions effectives de pression et de température, qui est ramené aux conditions normales selon les règles précisées en annexe 8.

²⁸ A l'exception des Clients finals dont le contrat prévoit une pression d'alimentation différente, les limites admissibles de variation de la pression de distribution dépendent du gaz distribué et sont, à la signature du contrat, de :

Limites (en mbar)	Inférieure	Supérieure
Gaz H	17	25
Gaz B	22	32

Les limites actuelles résultent de l'application des textes suivants :

- norme NF EN 437 concernant les règles et directives communes pour l'essai des appareils utilisant les combustibles gazeux : gaz d'essai, pression d'essai catégorie d'appareils,
- norme NF EN 1359 relative aux Compteurs de volume de gaz à parois déformables.

²⁹ En application de l'arrêté du ministre de l'Industrie du 28 mars 1980 limite de variations du pouvoir calorifique du gaz distribué par réseau de canalisations publiques, ces limites sont fixées à :

- 10,7 à 12,8 kWh dans le cas du gaz H,
- 9,5 à 10,5 kWh dans le cas du gaz B.



Le Concessionnaire calcule la quantité d'énergie gaz consommée entre les dates J1 et J2, en kWh, selon les règles précisées en annexe 8, en multipliant le PCS de facturation par le volume de base.

IV - Caractéristiques de combustion

Les conditions de livraison du gaz sont telles que le débit calorifique et les caractéristiques de la flamme demeurent sensiblement constants dans un appareil d'utilisation conforme aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement.

V - Odorisation

Le gaz doit être convenablement épuré. Toutefois, il doit toujours posséder une odeur suffisamment caractéristique pour que les fuites soient immédiatement perceptibles à l'odorat³⁰.

Cette odeur doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

Le Concessionnaire s'assure de la bonne odorisation du gaz injecté depuis le réseau de transport ou depuis tout Poste d'injection. Il obtient de la part des opérateurs de réseaux de transport de gaz la justification de la certification, par un organisme tiers, du système de management de la qualité³¹ du processus d'odorisation du gaz qu'ils mettent en œuvre. Le Concessionnaire s'assure que les opérateurs de réseaux de transport respectent leur système de management de la qualité. Le gaz livré par le Concessionnaire aux utilisateurs est dans ce cas réputé satisfaire à la réglementation en vigueur³⁵ relative à l'odorisation

Les informations concernant les caractéristiques du gaz distribué sont tenues à la disposition de l'Autorité Concédante.

Article 27 Mesure du Pouvoir Calorifique Supérieur du gaz distribué

Conformément à la réglementation, les opérateurs des réseaux de transport contrôlent le PCS du gaz aux points d'interface transport-distribution (PITD) et le Concessionnaire contrôle le PCS du gaz sur les Postes d'injection qui alimentent le Réseau et éventuellement sur le Réseau lui-même.

Le cas échéant, l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'adaptation aux normes et le renouvellement des appareils de mesure des caractéristiques du gaz distribué, notamment le PCS et la pression, sont à la charge du Concessionnaire. Les éventuels appareils fixes sur le Réseau font partie du Réseau.

La totalité ou une partie des appareils de mesure peut toutefois être située en dehors du périmètre concédé (sur un réseau de distribution voisin ou sur un réseau de transport alimentant la Concession). Dans ce cas,

³⁰ On considère qu'une fuite est immédiatement perceptible à l'odorat si l'odeur de gaz devient perceptible pour une population représentative, au plus tard quand la concentration de gaz atteint 20% de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E). Cette population représentative est issue d'une sélection du jury décrite dans la norme NF EN 13725. La proportion de gaz ou de substance inflammable dans l'air doit être située entre deux limites pour que le mélange puisse être enflammé. Ces limites sont appelées limite inférieure d'explosivité et limite supérieure d'explosivité (en abrégé : LIE et LES). Elles dépendent de la nature du gaz distribué. Dans le cas du gaz de type H, on retiendra que la LIE est égale à 5 % (elle est de 5,3% pour un mélange de méthane et d'air saturé d'humidité), sous la pression atmosphérique normale à la température de 20°C.

³¹ Conformément à la norme NFEN ISO 9001 (version 2000).



le Concessionnaire fait son affaire des autorisations nécessaires, afin notamment de garantir à l'Autorité Concédante l'accès permanent aux appareils de mesure.

L'accès à tous les documents ayant trait à l'élaboration des mesures ou calculs, de même que les mesures effectuées sont garantis à l'Autorité Concédante dans les mêmes conditions que l'accès à tous les autres documents dont dispose le Concessionnaire.

L'Autorité Concédante a accès aux installations de contrôle sur demande préalable auprès du Concessionnaire y compris les installations d'odorisation. Le Concessionnaire se rapproche de l'opérateur du réseau de transport pour les installations le concernant.

L'Autorité Concédante peut diligenter des contrôles sur le respect du présent article. Le Concessionnaire se tient à sa disposition pour organiser les contrôles.

Les procès-verbaux dressés par l'Autorité Concédante, relevant le non-respect des caractéristiques convenues pour le gaz distribué, sont transmis au Concessionnaire. Celui-ci dispose d'un délai d'une semaine pour présenter ses observations.

Le Concessionnaire calcule un PCS moyen journalier de la Zone gaz sur la base des PCS journaliers fournis par l'opérateur du réseau de transport ou mesurés par le Concessionnaire pour chacun des Postes d'injection, des quantités journalières entrées par ces postes sur la Zone gaz et de tout élément permettant de déterminer le poids respectif des injections de gaz effectuées respectivement à partir des Postes transport et des autres postes dans l'alimentation de cette Zone gaz.

Ce PCS moyen journalier est utilisé directement si la relève permettant la facturation du Client final est journalière. Si la relève du Client final est à un autre pas de temps (par exemple, mensuel ou semestriel), un PCS moyen est déterminé sur la période de relève à partir des PCS journaliers de la Zone gaz, pondérés des quantités journalières utilisées sur la Zone gaz.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que l'Autorité Concédante possède ses propres appareils de vérification, dont elle assure l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'adaptation aux normes et le renouvellement.

Article 28 Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué

En cas de modification de la nature du gaz acheminé, ou si les normes indiquées à l'Article 26 fixant les limites du pouvoir calorifique du gaz sont modifiées et si les caractéristiques de combustion qui en résultent ne répondent plus aux conditions de l'Article 26.IV, les Parties se rapprocheront pour définir les modalités d'adaptation du présent Contrat aux nouvelles normes dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces dispositions seront complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Dans les conditions définies par l'article L.432-13 du code de l'énergie, le Concessionnaire met en œuvre les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et l'équilibrage des réseaux, la continuité du service de distribution du gaz et la sécurité des biens et des personnes. Selon les modalités réglementaires en vigueur, il dirige et coordonne les opérations de modification des réseaux de distribution, veille à la compatibilité des installations des Clients finals durant les opérations de conversion et à l'issue de celles-ci, et le cas échéant facilite le remplacement de celles ne pouvant être réglées ou adaptées.

Lorsqu'un relevé comporte simultanément des consommations correspondant à l'ancien et au nouveau pouvoir calorifique, il est effectué, pour la facturation, une répartition *pro rata temporis* des volumes.



VI. CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS FINALS

Article 29 Conditions générales pour l'accès au Réseau

Le Concessionnaire est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer :

- la distribution de gaz dans les conditions de continuité définies par l'article R.121-11 du Code de l'énergie et de qualité précisées à l'Article 30. Le Concessionnaire peut interrompre le service dans les conditions précisées à l'Article 33 ;
- l'injection de Gaz renouvelable dans le Réseau, dans le respect des conditions définies par le Code de l'énergie.

Article 30 Obligation de consentir aux Clients finals et aux Producteurs les contrats liés à l'accès au Réseau

I. Clients finals

Toute distribution de gaz est subordonnée à la passation d'un contrat avec le Concessionnaire, pris en exécution du présent Contrat.

Dans le cadre du contrat unique, le Concessionnaire conclut un Contrat Distributeur de Gaz - Fournisseur (CDG-F) avec chaque Fournisseur d'énergie qui comprend, en annexe, les Conditions de Distribution liant le Concessionnaire au Client final.

En cas de demande spécifique d'un Client final, un Contrat Distributeur de Gaz - Client (CDG-C) peut être conclu entre le Concessionnaire et le Client final, qui fixe, entre autres, les conditions dans lesquelles le gaz est distribué. Le Client final signe dans ce cas, également et séparément, un contrat de fourniture avec un Fournisseur d'énergie.

Le Concessionnaire est tenu de consentir un contrat de distribution et, le cas échéant un contrat de Raccordement à toute personne qui demande l'accès au Réseau, conformément aux conditions de L453-1 et suivants du Code de l'énergie, sauf s'il a reçu entre-temps une injonction contraire de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou de police, et sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs à l'autorisation de fourniture de gaz ou au contrôle de conformité des installations intérieures

En cas de non-paiement par un demandeur de Raccordement de sa Participation prévue à l'Article 15, le Concessionnaire peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'Autorité Concédante lorsqu'une Participation financière est due à celle-ci, refuser la mise en service de l'installation. Dans le cas où celle-ci a déjà été effectuée, et si le demandeur n'a pas réglé l'intégralité de la Participation à sa charge, le Concessionnaire peut interrompre la livraison après mise en demeure restée sans effet.

La mise en service doit être assurée par le Concessionnaire dans le délai convenu avec le demandeur conformément au Catalogue des prestations du Concessionnaire.

En cas de travaux, le délai de mise en service est augmenté du temps nécessaire à l'alimentation de l'installation du demandeur du Raccordement ainsi qu'à la réception des autorisations administratives de construire, de passage ou d'implantation. Le demandeur du Raccordement doit alors en être informé.



Pour les travaux dont le Concessionnaire est maître d'ouvrage, le choix de la solution technique retenue pour la desserte des Clients finals appartient au Concessionnaire, qui doit concilier les intérêts du service public avec ceux des Clients finals, dans le respect des textes réglementaires et des intérêts de l'Autorité Concédante.

II. Producteurs

Le Concessionnaire est tenu de consentir un contrat d'injection, le cas échéant un contrat de Raccordement, à tout Producteur qui demande l'accès au Réseau, conformément aux conditions de l'article L.111-97 du Code de l'énergie, sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs au droit à l'injection et du respect par le Producteur des obligations issues du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme qui s'imposent à lui pour la réalisation de l'installation de production.

Article 31 Contrats liés à l'accès au Réseau et conditions de paiement

I. Clients finals

Dans l'hypothèse d'un Client final ayant souscrit un contrat unique (contrat de fourniture emportant les Conditions de Distribution), le Fournisseur est en droit d'exiger du Client final le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat, notamment en ce qui concerne la fourniture et la distribution de gaz.

Dans le respect de ses obligations de service public et des dispositions de l'Article 53 2°), le Concessionnaire interrompt la livraison du gaz au Client final lorsque le Fournisseur lui transmet une telle demande pour non-paiement des sommes susmentionnées qui lui sont dues au titre du contrat unique.

Le Concessionnaire est en droit d'exiger directement du Client final souscrivant un contrat de distribution direct (CDG-C) le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans le mois suivant leur émission. Lors de la résiliation du contrat, il sera tenu compte de ce versement pour solder le compte du Client final.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues au titre de la distribution de gaz, le Concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur, après rappel écrit constituant mise en demeure du Client final ayant souscrit un CDG-C, interrompre la livraison de gaz à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours.

Conformément à la réglementation en vigueur³², les interruptions ne sont pas effectuées pour les Clients finals domestiques dans les hypothèses suivantes :

- a) le Client final présente une notification d'aide accordée par le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)³³ pour le logement concerné ;
- b) le Client final apporte la preuve du dépôt auprès du Fonds de Solidarité pour le Logement d'une demande d'aide relative à une situation d'impayé d'une facture de gaz depuis moins de deux mois ;

³² Notamment le décret n°2008-780 du 13 août 2008 modifié par le décret n°2016-555 du 6 mai 2016.

³³ Ce fonds a été institué par l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement



- c) le Client final présente une attestation prouvant avoir bénéficié d'une aide au Fonds de Solidarité pour le Logement au cours des douze derniers mois. Cette attestation n'est valable que pour les interruptions programmées entre le 1^{er} novembre et le 15 mars³⁴ ;
- d) le Client final apporte la preuve du règlement de sa dette au Fournisseur ;
- e) le Client final présente une notification de recevabilité d'un dossier de surendettement ;
- f) pendant la période hivernale dans les conditions visées à l'article L115-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- g) si le Fournisseur l'accepte, le Client final remet au Concessionnaire un chèque ou un chèque énergie correspondant au montant de la somme due au Fournisseur conformément aux modalités prévues dans le Catalogue des prestations du Concessionnaire.

Le non-paiement des sommes dues au Concessionnaire par le Fournisseur au titre du CDG-F est sans effet sur la continuité de livraison des Clients finals à laquelle reste tenue le Concessionnaire.

Toute rétrocession de gaz par un Client final à quelque titre que ce soit, à un ou plusieurs tiers, est interdite sauf autorisation préalable du Concessionnaire donnée par écrit³⁵. Le Concessionnaire informe immédiatement l'Autorité Concédante de cette exception en lui rendant compte des raisons de celle-ci.

Si un Client final consomme du gaz sans avoir conclu de contrat de fourniture avec un Fournisseur ou en ayant procédé à une manipulation affectant le dispositif de comptage, le Concessionnaire propose au Client final de régulariser à l'amiable sa situation³⁶. En cas de refus du Client final, le Concessionnaire est autorisé à suspendre la livraison de gaz et à engager toute procédure judiciaire nécessaire au recouvrement de l'intégralité du préjudice subi.

II. Producteurs

Toute injection de Gaz renouvelable est subordonnée à la passation d'un contrat entre le Concessionnaire et le Producteur, pris en exécution du Contrat.

Le Concessionnaire est en droit d'exiger directement du Producteur lié par le contrat d'injection le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans les conditions spécifiées au contrat.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues au titre de l'injection, le Concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur et du contrat d'injection, appliquer des pénalités de retard.

³⁴ Article L.115-3 du Code de l'action sociale et des familles.

³⁵ Cette situation est celle où le gaz livré au Client final transite, ne serait-ce que de façon provisoire, par des installations d'un autre Client final qui s'interposent entre le réseau de distribution et les installations du Client final considéré ; le Client final par les installations duquel le gaz transite n'est pas dans ce cas fournisseur.

³⁶ Conformément à la procédure « clients consommant sans fournisseur » élaborée dans le cadre des GTG 2007 mis en place par la Commission de Régulation de l'Energie.



Article 32 Tarification de la distribution de gaz aux Clients finals et de l'injection aux Producteurs

I - Tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz (tarif d'acheminement)

Les tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz sont fixés dans les conditions prévues par les articles L. 452-1-1 et suivants du Code de l'énergie³⁷. Ils sont applicables aux Clients finals.

Ils figurent à l'annexe 8.

Les tarifs et conditions commerciales d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont établis en fonction de critères publics, objectifs et non discriminatoires en tenant compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service³⁸.

Le Concessionnaire est tenu de communiquer à l'Autorité Concédante dans le Compte Rendu d'Activité visé à l'Article 41, de tenir à la disposition des Usagers et de communiquer à la Commission de Régulation de l'Energie les conditions générales d'utilisation des ouvrages et des installations du service.

II - Tarifs des prestations du Concessionnaire

Les prestations du Concessionnaire non couvertes par le tarif d'acheminement ainsi que le tarif applicable pour chaque prestation sont publiés dans le Catalogue des prestations (annexe 9).

Ce Catalogue est évolutif, notamment pour s'adapter aux besoins des acteurs du marché. Il est mis à jour annuellement après concertation avec l'ensemble des parties prenantes sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Energie. Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de toute mise à jour du Catalogue.

Les prestations proposées par le Concessionnaire qui ne seraient pas visées dans ce Catalogue font l'objet d'une facturation spécifique sur devis, établi sur la base de principes de facturation présentés préalablement à l'accord de l'Autorité Concédante.

III – Tarification de l'injection

Les tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz dus par les Producteurs sont fixés dans les conditions prévues par les articles L.452-1-1 du Code de l'énergie.

³⁷ Les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont publiés au Journal Officiel de la République Française.

³⁸ Les caractéristiques des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont fixées aux articles L.452-1 et suivants du Code de l'énergie



Article 33 Information en cas d'interruption du service

Article 33.1 Interruption temporaire du service pour les besoins de l'exploitation

Conformément à l'article R.121-12 du Code de l'énergie, le Concessionnaire peut interrompre le Service pour toute opération d'investissement, de Raccordement, de mise en conformité ou de maintenance du Réseau concédé ainsi que, après analyse de la situation, pour tous les travaux réalisés à proximité des ouvrages.

Le Concessionnaire s'efforce de réduire ces interruptions à leur minimum et de les situer aux dates et heures susceptibles de provoquer le moins de gêne possible aux Clients Finaux.

Les dates et heures de ces interruptions sont portées au moins cinq jours à l'avance à la connaissance des Clients Finaux par tous moyens appropriés.

Article 33.2 Interruption temporaire relative à des situations d'urgence

Dans les circonstances d'interruption de grande ampleur exigeant une intervention immédiate, le Concessionnaire prend d'urgence les mesures nécessaires.

Le service de permanence de la commune concernée ainsi que l'Autorité Concédante sont informés dans les meilleurs délais en cas de survenance d'un incident significatif tel que visé à l'Article 9 ou dans les autres cas suivants :

- explosion susceptible d'être attribuée au gaz distribué par le Concessionnaire ;
- évènement lié au Réseau d'ampleur significative en matière d'évacuation de personnes, notamment dans le cas d'établissements tels qu'un hôpital, un lieu d'accueil d'enfants, de personnes âgées, etc... ;
- évènement impliquant l'interruption de circulation sur une voie importante de circulation routière ou ferroviaire.

Lors d'incidents entraînant une coupure de gaz pour plus de 50 Clients finaux, le Concessionnaire met en place un service d'information (« Infocoupure »), permettant à l'Autorité Concédante d'être informée de l'avancement de la résolution de l'incident et de recevoir des notifications dématérialisées.

Article 33.3 Réduction et/ou interruption de l'injection

Le Concessionnaire peut prendre des mesures visant à réduire et/ou interrompre l'injection de Gaz renouvelable dans les conditions fixées par le contrat conclu avec le Producteur.

Article 33.4 Mise en œuvre d'ordre de délestage

Lorsque, pour assurer la continuité d'acheminement sur le réseau concédé, le Concessionnaire met en œuvre des ordres de délestage pris par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel ou émet lui-même de tels ordres dans les conditions prévues à l'article L434-2 du code de l'énergie, il en informe l'Autorité Concédante dans les meilleurs délais en précisant les modalités suivant les consignes transmises par le gestionnaire du réseau de transport de gaz ou par les pouvoirs publics.



Article 34 Relation Client

Le Concessionnaire dispose de centres de relation Client qui s'appuient, pour garantir et piloter la qualité du service public concédé et la satisfaction des Clients finals, sur un référentiel unique composé du Catalogue des prestations et des procédures du Groupe de Travail Gaz (« GTG 2007³⁹ ») mises en œuvre.

A ce titre, le Concessionnaire suit des indicateurs, soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux ou nationaux lorsque cela n'est pas pertinent ou techniquement pas faisable.

Le Concessionnaire met en place un dispositif permettant de répondre directement aux sollicitations des Clients finals. Ce dispositif comprend notamment :

- Un accueil téléphonique ;
- Un canal numérique (mail, formulaire en ligne) ;
- Et pour certaines demandes spécifiques, la possibilité d'une rencontre physique entre le Concessionnaire et le Client final.

Article 35 Qualification et traitement des réclamations

Le Concessionnaire dispose d'un système permettant de traiter, qualifier, suivre et tracer les réclamations des Clients finals. Il s'appuie sur la procédure « GTG 2007 » en vigueur.

Tout Client final a la possibilité de déposer une réclamation, quel qu'en soit l'objet, via plusieurs canaux (site Internet du Concessionnaire, par téléphone, par courrier, via les réseaux sociaux, via son Fournisseur de gaz, etc.).

Si le Client final n'est pas satisfait de la réponse apportée par le Concessionnaire, il dispose d'instances supplémentaires, qui seront rappelées par le Concessionnaire en accompagnement de chacune de ses réponses de même qu'elles sont indiquées dans les Conditions de Distribution et en l'espèce : une instance interne au Concessionnaire, dont les coordonnées sont précisées sur le courrier de réponse du Concessionnaire et une instance auprès du Médiateur National de l'Energie. Le Concessionnaire s'engage à traiter l'ensemble des réclamations dans un délai de 30 jours et ce quelle que soit leur provenance et le canal utilisé.

Le Concessionnaire a l'obligation de répondre à chaque réclamation des Clients finals dans le respect de ses engagements écrits dans les Conditions de Distribution, les procédures GTG et dans le respect du Code de bonne conduite. Le client a en outre la possibilité de saisir l'Autorité Concédante ou le Médiateur National de l'Energie.

A ce titre, le Concessionnaire suit des indicateurs soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux lorsque le périmètre contractuel n'est pas pertinent.

³⁹ La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a mis en place des instances de concertation entre les différents acteurs concernés par l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie à partir du 1^{er} juillet 2007. L'instance concernant le marché du gaz, en particulier concernant les procédures applicables entre distributeurs et fournisseurs, est dénommée " Groupe de Travail Gaz 2007 " (GTG 2007)



Article 36 Délais d'intervention

Afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, à la suite d'appels concernant les interventions de sécurité reçus par le service chargé de réceptionner les informations à caractère d'urgence, le Concessionnaire s'engage à intervenir en moins d'une heure dans plus de 96% des cas pour les interventions de sécurité effectuées à l'échelle du département.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir, à l'annexe 1, de la production et l'analyse annuelle des délais d'intervention de sécurité sur la base d'un échantillon d'aléas d'exploitation.

Pour toutes les autres interventions, le Concessionnaire se conforme aux délais fixés dans son Catalogue des prestations (annexe 9).

Article 37 Mesure de la satisfaction des Clients finals

Le Concessionnaire mesure la satisfaction des Clients finals par un dispositif d'enquêtes de satisfaction. A cet égard, un SMS (short message service) ou un courriel est notamment adressé à l'attention des Clients finals ayant bénéficié de certaines prestations du Concessionnaire (interventions de Raccordement, première mise en service, mise en service et dépannage) ou ayant eu un contact avec le service client afin de recueillir leur appréciation. Les Clients finals ayant exprimé une insatisfaction peuvent, s'ils le souhaitent, être recontactés par le Concessionnaire pour comprendre les raisons de leur mécontentement et en traiter la cause.

Les résultats de ces enquêtes de satisfaction font l'objet d'indicateurs soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux lorsque cela n'est pas pertinent.

Le Concessionnaire met en place des plans d'actions permettant de pallier les résultats les moins satisfaisants.

Article 38 Information envers les Clients finals et les tiers

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de toute communication locale ayant un lien avec l'activité concédée, et prend en compte, dans la mesure du possible, les éventuelles remarques et demandes de l'Autorité Concédante avant diffusion.

Dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule, le Concessionnaire propose une synthèse des communications institutionnelles ou nationales.

S'agissant des demandes d'accès aux informations et données relatives aux missions du service public concédé, formulées sur le fondement des articles L.300-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration, du Code de l'environnement, ou de tout autre texte, le Concessionnaire y répond directement dans le respect des textes applicables. Il fait ses meilleurs efforts pour transférer à l'Autorité Concédante toute demande dont le traitement revient à celle-ci.



VII. GOVERNANCE (INVESTISSEMENTS, CONTROLE, DONNEES)

Article 39 Principes généraux

La relation entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire est régie par les principes suivants, déclinés dans les articles ci-après :

- une gouvernance des investissements sur le Réseau, basée sur la concertation ;
- un dispositif de compte-rendu annuel et de contrôle permettant notamment de rendre compte de la qualité du service rendu par le Concessionnaire au travers d'indicateurs spécifiques ;
- une mesure de la performance du Concessionnaire pouvant le cas échéant donner lieu à pénalités ;
- un socle de données mis à disposition de l'Autorité Concédante par le Concessionnaire ;
- un dispositif de règlement des litiges ;
- Un dialogue continu au plan national afin d'approfondir tous sujets relatifs à la Concession, en particulier la transition écologique et de l'indépendance énergétique notamment dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule.

Afin d'assurer une relation de qualité avec l'Autorité Concédante, le Concessionnaire désigne un interlocuteur privilégié pour l'exécution du Contrat de Concession et les relations avec l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire demeure à la disposition de l'Autorité Concédante pour le suivi et l'examen de toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution du Contrat de Concession.

Par ailleurs, le Concessionnaire se tient à la disposition de l'Autorité Concédante pour tous échanges et/ou réunions additionnelles visant notamment à approfondir tous sujets relatifs à la Concession, en particulier à la transition énergétique. Dans ce cadre, le Concessionnaire apporte toutes précisions ou avis que lui demande l'Autorité Concédante.

Article 40 Gouvernance des investissements

Article 40.1 Principes

En vue d'assurer la bonne exécution du service public, et ce dans le respect des missions et obligations de service public assignées par le législateur au Concessionnaire - en particulier définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux - notamment définies aux articles L.121-32 et L.432-8 du Code de l'énergie et dans le Contrat de Service Public signé entre le Concessionnaire et l'Etat, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante conviennent que le dispositif de gouvernance des investissements sur le Réseau repose sur :

- une concertation entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ;
- le bilan du précédent contrat de Concession.

1°) Le dispositif de gouvernance se décline comme suit, sur demande de l'Autorité Concédante, dès lors que le montant de la moyenne annuelle des investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages de la Concession - calculé sur les trois années civiles écoulées avant la date d'entrée en vigueur du Contrat - est supérieur à cent mille (100 000) euros H.T. par an en moyenne :



- un schéma directeur d'investissements correspondant à une vision prospective, à la fois qualitative et quantitative sur la durée du Contrat, des évolutions prévisionnelles du Réseau (désigné ci-après « Schéma Directeur » ou « SDI ») ;
- des programmes pluriannuels d'investissements correspondant à une déclinaison à moyen terme du Schéma Directeur (désignés ci-après « Programme(s) Pluriannuel(s) » ou « PPI ») ;
- des programmes annuels d'investissements en déclinaison de chacun des Programmes Pluriannuels (désigné ci-après « Programme(s) Annuel(s) »).

Le Schéma Directeur ainsi que les Programmes Pluriannuels et Programmes Annuels prennent en compte, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les orientations nationales, régionales et locales qui s'imposent au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante en matière d'investissement, de qualité d'alimentation et de service, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables et d'aménagement du territoire, notamment celles fixées par les schémas de planification applicables sur le territoire de la Concession :

- Les orientations nationales visées sont notamment celles issues de la programmation pluriannuelle de l'énergie prévue à l'article L. 141-1 du Code de l'énergie ;
- Les orientations régionales visées sont notamment celles issues des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), ou des Schémas Régionaux Climat Air Energie (SRCAE) le cas échéant ;
- Les orientations intercommunales et communales visées sont notamment celles issues des PCAET, les documents d'urbanisme (SCOT, PLU(i), cartes communales, PDU, PLH...), les schémas directeurs des énergies, les chartes de parcs naturels régionaux, les démarches de type TEPOS et TEPCV des territoires de la Concession ;
- Les orientations à l'échelle des projets concernent tout projet significatif identifié en lien avec l'énergie : zones d'aménagement concerté (ZAC), programmes de renouvellement urbain, travaux d'infrastructures.

Les Schéma Directeur, Programmes Pluriannuels et Programmes Annuels font l'objet d'un partage de l'information entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante sur l'évolution des usages du gaz.

Chaque Programme Pluriannuel ainsi que chaque Programme Annuel, dont les principes sont décrits dans les articles suivants, sont le résultat d'une concertation entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante.

Article 40.2 Schéma Directeur (SDI)

Le Schéma Directeur, objet de l'annexe A au présent cahier des charges, propose une vision prospective, à la fois qualitative et quantitative sur la durée du Contrat, des évolutions prévisionnelles du Réseau, partagées entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante.

Il couvre la durée de la Concession fixée à l'article 2 de la Convention de Concession.

Il est établi entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante à partir d'un partage d'informations et du bilan du précédent contrat de Concession décrit à l'Article 56.

Le SDI décrit les ambitions, sur la durée du Contrat, convenues entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante pour le Réseau, dans un souci d'efficacité de la transition énergétique et des dépenses publiques, notamment afin de :

- garantir la qualité et la sécurité du Réseau ;



- assurer son évolution, en réalisant les adaptations nécessaires des ouvrages concernés ;
- favoriser l'insertion des énergies renouvelables sur le Réseau et les nouveaux usages ;
- contribuer à la maîtrise de la demande en énergie, à l'efficacité énergétique, et plus généralement à la transition énergétique, dans le cadre des missions de service public du Concessionnaire.

Le Schéma Directeur fixe également des objectifs quantitatifs, assortis d'engagements du Concessionnaire pour des programmes spécifiques déterminés à partir de l'analyse des enjeux propres à la Concession (« Programmes Spécifiques »).

Le SDI présente une évaluation financière de l'ensemble des investissements en euros constants.

Les ambitions sur la durée du Contrat, ainsi que les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques sont déclinés dans les Programmes Pluriannuels décrits à l'Article 40.3.

Le Schéma Directeur peut être mis à jour après concertation entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, notamment en cas :

- d'évolution des cibles principales de traitement visées à l'Article 11 ;
- d'évolutions technologiques pertinentes pour la distribution publique de gaz ;
- d'évolution du cadre juridique, notamment législatif ou réglementaire, applicable à la distribution publique de gaz ;
- d'évolution affectant les conditions techniques et économiques de la distribution publique de gaz sur la Concession ;
- d'évolution des documents de planification territoriale définis par les collectivités présentes sur le territoire de la Concession ;
- de souhait des Parties de modifier les ambitions, les objectifs ou les indicateurs quantitatifs du Schéma Directeur ;
- d'évolution du périmètre de la Concession.

Article 40.3 Programmes Pluriannuels (PPI)

Pour la mise en œuvre du Schéma Directeur, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, élaborent par période de 5 années un Programme Pluriannuel (PPI) : le premier Programme Pluriannuel est objet de l'annexe B au présent cahier des charges, qui précise également les modalités pratiques de suivi et d'élaboration des PPI suivants.

Pour l'élaboration de chaque PPI, l'Autorité Concédante s'engage à communiquer les programmes de travaux dont elle a connaissance sur son territoire, notamment les travaux d'aménagement (nouvelles zones d'activités ou de logements, grands travaux urbains, ...) et toute information pertinente relative à de tels projets.

1°) Contenu

Chaque Programme Pluriannuel décline les ambitions du Schéma Directeur, ainsi que les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques.



Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante peuvent également définir des zones d'actions prioritaires sur le territoire de la Concession.

Chaque PPI comporte :

- une actualisation du diagnostic technique des ouvrages de la Concession ;
- une actualisation des éléments de prospective, établis dans le cadre du Schéma Directeur ;
- une présentation des investissements prévisionnels en déclinaison des ambitions du Schéma Directeur ;
- pour les Programmes Spécifiques, le détail des engagements quantitatifs du Concessionnaire (par ex. linéaires renouvelés, ouvrages construits, etc.), les estimations financières qui s'y rattachent, ainsi que les indicateurs de suivi de réalisation de ces objectifs d'investissements.

Les investissements prévisionnels sont exposés dans un tableau détaillé du Programme Pluriannuel, qui précise notamment les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques.

Ces investissements sont décrits en euros constants à la date d'élaboration du PPI.

2°) Suivi

Un point d'avancement du Programme Pluriannuel est réalisé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire, au minimum une fois par an.

A cette occasion, le Concessionnaire présente à l'Autorité Concédante l'état d'avancement de la réalisation des objectifs d'investissements mis à jour et les prévisions d'investissements actualisées sur la durée du Programme Pluriannuel, ainsi que sur un horizon glissant de cinq ans. Les prévisions d'investissements pour les périodes au-delà du Programme Pluriannuel en cours sont évoquées pour information.

Le niveau de réalisation des objectifs du Concessionnaire est mesuré au moyen des indicateurs de suivi définis lors de l'élaboration du PPI.

A l'issue de chaque Programme Pluriannuel, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire se rapprochent pour établir le bilan des investissements effectivement réalisés. Le Programme Pluriannuel suivant sera élaboré sur la base de ce bilan et des perspectives évoquées lors de chaque bilan annuel. Il peut faire l'objet d'une approbation par l'organe délibérant de l'Autorité concédante, et dans ce cas sera annexé au Contrat de concession.

Les modalités pratiques de suivi du Programme Pluriannuel sont précisées dans l'annexe B.

Les investissements y sont mesurés en euros courants.

En cas d'avis divergeant entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire sur le contenu d'un Programme Pluriannuel, les trajectoires des Programmes Spécifiques telles que définies dans le Schéma Directeur s'appliquent par défaut de manière engageante jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé entre les Parties.

3°) Engagements

S'il est constaté contradictoirement, à l'issue de chaque Programme Pluriannuel, que les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques n'ont pas été atteints, l'Autorité Concédante, après avoir entendu les observations du Concessionnaire, peut appliquer des pénalités financières, telles que définies à l'Article 45.



Le Concessionnaire sera toutefois délié de tout ou partie de ses engagements au titre d'un Programme Pluriannuel donné, lorsque la non-réalisation du ou des engagements concernés n'est pas de son seul fait et résulte :

- d'un cas de force majeure ;
- du fait d'un tiers au Contrat ou de l'Autorité Concédante ;
- de retards ou non obtention – ne résultant pas d'une carence du Concessionnaire - des autorisations administratives notamment les autorisations données par le gestionnaire de voirie, dans la mesure où la non-obtention dans les délais empêcherait le Concessionnaire de respecter son engagement ;
- de l'évolution du cadre juridique, notamment législatif ou réglementaire.

Dans ces cas, le Concessionnaire avertit l'Autorité Concédante en indiquant la cause et les conséquences sur la réalisation du Programme Pluriannuel concerné. Il s'efforce de limiter les conséquences des événements rencontrés. A la demande de l'une ou l'autre des Parties, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante se rencontrent afin d'examiner la nécessité de réviser ledit Programme.

Il est rappelé que le Concessionnaire, pour la bonne mise en œuvre de ses missions et obligations de service public, peut également être amené à réaliser des investissements non prévus aux Programmes Pluriannuels.

Article 40.4 Programmes Annuels

Chaque Programme Pluriannuel est décliné, chaque année, en un Programme Annuel, élaboré par le Concessionnaire après concertation avec l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire communique chaque année N à l'Autorité Concédante :

- le compte-rendu du Programme Annuel réalisé l'année N-1 sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- la liste des principales opérations réalisées sur le territoire de la Concession en précisant leur localisation, leur descriptif succinct, les quantités, le montant des travaux et la répartition du financement ;
- la contribution de ces travaux au Programme Pluriannuel en cours.

A cette occasion, le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante, le maire de la commune concernée et/ou le gestionnaire de voirie concerné des chantiers structurants, réalisés en dehors du territoire de la Concession, et ayant un impact sur celle-ci.

Les travaux prévus au Programme Annuel respectent les conditions, en particulier de protection de l'environnement, énoncées à l'Article 20.

Les modalités de présentation et de suivi du Programme Annuel sont définies d'un commun accord entre les Parties, et détaillées dans l'annexe C.

Les investissements réalisés y sont mesurés en euros courants.

Le Programme Annuel est présenté à l'occasion des conférences départementales prévues par l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales.



Article 41 Compte-rendu d'activité de la Concession

Article 41.1 *Dispositions générales*

Le Concessionnaire remet chaque année civile à l'Autorité Concédante, dans un délai conforme à la réglementation en vigueur⁴⁰, un compte-rendu d'activité de la Concession (« CRAC ») pour l'année écoulée (période du 1^{er} janvier au 31 décembre).

Le contenu du CRAC fait l'objet de l'annexe 3.

Il contient *a minima* l'ensemble des informations prévues aux articles D. 2224-48 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Le Concessionnaire présente le CRAC à l'Autorité Concédante lors d'une réunion dont la date est fixée par l'Autorité Concédante après concertation avec le Concessionnaire.

Le cas échéant, l'Autorité Concédante liste les points devant faire l'objet d'une présentation approfondie lors de cette réunion.

Article 41.2 *Indicateurs de qualité de service et de sécurité*

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire mettent en place un système de suivi de la qualité du service rendu conformément aux articles D. 2224-50 et D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

1. Finalité

Les indicateurs constituent des paramètres, le plus souvent chiffrés, permettant de suivre et d'évaluer la qualité du service public.

Regroupés par grandes familles et critères de synthèse, ils sont destinés à :

- suivre l'activité du Concessionnaire par la collecte des données les plus caractéristiques de la Concession ;
- améliorer en continu la performance et la qualité des services rendus par le Concessionnaire, et en particulier la sécurité du Réseau.

2. Contenu

Sous réserve de dispositions complémentaires dans l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales, les indicateurs retenus sont détaillés dans la grille en annexe 4. Cette grille constitue la liste des indicateurs de suivi d'activité et de qualité de service et de sécurité que le Concessionnaire s'engage à transmettre pour chaque année civile à l'Autorité Concédante dans le CRAC.

Ces indicateurs portent notamment sur les domaines suivants :

- Qualité et sécurité du Réseau ;
- Activités de maintenance ;
- Qualité des services ;

⁴⁰ Soit au plus tard le 1^{er} juin de chaque année selon la réglementation en vigueur à la date de signature du Contrat



- Raccordements et Transition écologique (Gaz renouvelable, réseaux intelligents...);
- Connaissance du patrimoine ;
- Cartographie des réseaux.

En particulier, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Article 42 Contrôle de la Concession

Article 42.1 Prérogatives de l'Autorité concédante

L'Autorité Concédante exerce le contrôle du bon accomplissement des missions de service public définies par le Contrat de Concession.

Dans le cadre de ses prérogatives de contrôle, l'Autorité Concédante a la possibilité, par l'intermédiaire de ses agents dûment habilités ou de tout organisme mandaté par elle, de procéder à tout moment à toutes vérifications utiles, y compris par la réalisation d'audits sur site portant sur les ouvrages concédés.

Les agents de l'Autorité Concédante ou de tout organisme mandaté par elle ne peuvent en aucun cas intervenir dans la gestion de l'exploitation du service public concédé.

Dans ce cadre, toutes les informations et tous les documents sollicités par l'Autorité Concédante lui sont remis gratuitement par le Concessionnaire dans les délais fixés en accord avec elle.

Si le Concessionnaire n'est pas en mesure de fournir immédiatement les informations et documents demandés, il accuse réception par écrit de la demande de l'Autorité Concédante dans un délai maximal de quinze jours à compter de la demande.

Le Concessionnaire s'engage à répondre dans un délai maximum de 2 mois, sauf dans les cas dûment justifiés pour lesquels les informations ne sont pas immédiatement disponibles ou nécessitent une évolution des systèmes d'informations.

L'annexe 5 présente le socle minimal de données mises à disposition de l'Autorité Concédante pour l'exercice de ses compétences

Article 42.2 Information sur les Raccordements au réseau de transport

Dans le cadre du contrôle, le Concessionnaire informera l'Autorité Concédante en cas d'accord donné pour un Raccordement de client sur le réseau de transport de gaz, résultant d'une impossibilité de le raccorder au Réseau, en application des dispositions de l'article L. 453-1 du code de l'énergie, et ce dans le respect des dispositions législatives et réglementaires encadrant la communication des données à caractère personnel.

Article 42.3 Echange contradictoire

Dans l'hypothèse où un contrôle conduit à la rédaction d'un rapport par l'Autorité Concédante, celle-ci informe préalablement le Concessionnaire de ses conclusions, afin de lui permettre de présenter ses observations sous un mois maximum par écrit.



Les points de divergence identifiés entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire donnent lieu à un échange contradictoire dans un délai déterminé entre les Parties.

L'Autorité Concédante transmet le rapport définitif au Concessionnaire.

Article 43 Données

Article 43.1 Cadre général

Les données dont la communication est prévue au Contrat sont transmises et traitées dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire tient à la disposition de l'Autorité Concédante les informations existantes d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique, utiles à l'exercice des compétences de celle-ci.

Il les met à la disposition de l'Autorité Concédante sous un format informatique exploitable lorsque ce format est disponible sur le marché.

Sont notamment concernées toutes les informations utiles à l'Autorité Concédante ou à un tiers missionné par elle pour l'exercice du contrôle du bon accomplissement par le Concessionnaire des missions de service public et du respect de ses engagements, ainsi que pour l'élaboration et l'évaluation des schémas et plans visés au chapitre VII du présent Contrat.

1. Protection des données personnelles

Le Concessionnaire est responsable et garant de la protection des données personnelles, selon la législation et la réglementation en vigueur, et notamment au titre du Règlement Général de Protection des Données (RGPD), pour les besoins liés à l'exploitation du Service concédé.

Pour les traitements de données qu'elle souhaite réaliser, l'Autorité Concédante est responsable et garante de la protection des données personnelles, selon la législation et la réglementation en vigueur, et notamment au titre du RGPD.

2. Open Data

La publication des données publiques du service public relève de la responsabilité exclusive de l'Autorité concédante.

En application de l'article L.111-77-1 du Code de l'énergie, le Concessionnaire est chargé :

- de procéder au traitement des données visées à cet article dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- de mettre ces données à disposition du public par voie électronique, dans un format ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé sous une forme agrégée garantissant leur caractère anonyme.

3. Confidentialité

L'Autorité Concédante est responsable de l'utilisation et du traitement qu'elle fait des données auxquelles elle a eu accès en sa qualité d'Autorité Concédante, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.



Elle est en particulier responsable du respect de la confidentialité des Informations Commercialement Sensibles et des Données à Caractère Personnel transmises.

Elle s'engage par ailleurs à ne pas révéler les informations à caractère confidentiel, qui lui aurait été spécifiées comme telles par le Concessionnaire, et dont elle a pu avoir connaissance dans le cadre du Contrat, sauf à un tiers missionné par elle dans le cadre de sa mission de contrôle et pour les stricts besoins de cette mission. Ce tiers est tenu à la même obligation de confidentialité. Ces dispositions pourront être complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Article 43.2 Données cartographiques

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante une fois par an, sur sa demande et dans un délai maximum d'un mois, les plans ou extraits de plan des réseaux mis à jour des données cartographiques ci-après, le cas échéant pour chaque commune du périmètre de la Concession. L'annexe 1 en précise éventuellement les modalités.

La fourniture de données informatiques fait l'objet le cas échéant de modalités portées en annexe 1, qui précise notamment leur format et le support de transmission.

Les données moyenne échelle (1/2000^{ème}) fournies sont les suivantes :

- le tracé des réseaux de distribution de gaz ;
- la matière, le diamètre, le niveau de pression et l'année de pose des canalisations ;
- les robinets de réseaux utiles à l'exploitation ;
- les Branchements tels que reportés sur la cartographie moyenne échelle ;
- la position des postes de livraison et de distribution publique.

L'Autorité Concédante s'engage à ne pas utiliser les données ci-dessus pour la réalisation de travaux à proximité des ouvrages de distribution de gaz, et à respecter pour ces travaux, la réglementation applicable en la matière.

Sur demande ponctuelle de l'Autorité Concédante et dans le cas de travaux ayant entraîné une modification substantielle du Réseau, le Concessionnaire transmet à l'Autorité Concédante le plan du Réseau de la Concession. L'annexe 1 en précise éventuellement les modalités.

Les plans remis à l'Autorité Concédante comportent les canalisations et Branchements abandonnés représentés en cartographie moyenne échelle.

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage, s'agissant des Plans Corps de Rue Simplifiés (PCRS) :

- à étudier avec l'Autorité Concédante la faisabilité de l'élaboration d'un PCRS à l'échelon local le plus approprié ;
- à étudier avec l'Autorité Concédante les modalités de sa contribution à l'établissement des fonds de plans du (des) PCRS couvrant le territoire de la Concession de façon à optimiser collectivement les coûts engendrés par l'opération, en application du Protocole national d'accord de déploiement d'un PCRS du 24 juin 2015 ;
- à communiquer à l'Autorité Concédante ou à son (ses) mandataire(s) les données cartographiques grande échelle (1/200^{ème}) utiles à l'établissement du (des) PCRS couvrant le territoire de la Concession ;



- à utiliser le(s) PCRS couvrant le territoire de la Concession dès lors qu'il(s) est (sont) disponible(s), conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 février 2012 modifié.

Article 43.3 Données de consommation

Le Concessionnaire rend accessible à l'Autorité Concédante les données de consommation selon la réglementation en vigueur, notamment afin de contribuer aux opérations visées au chapitre VIII.

Il s'agit notamment des données de consommation annuelles agrégées et anonymisées à la maille du territoire de la Concession, du quartier (IRIS), de la rue et de l'adresse selon les dispositions des articles D.111-52 et suivants du Code de l'énergie.

Les données de consommation pourront par ailleurs être décomposées en sous-secteur ou branches pour le tertiaire et en sous-secteur pour le résidentiel selon les dispositions du décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 ou encore par code NAF lorsque cela sera possible.

Ces données sont rendues accessibles après contrôle et traitement par le Concessionnaire, soit via un portail dédié, soit via l'interlocuteur habituel de l'Autorité Concédante.

La fourniture de ces données se fait sans facturation sauf traitements particuliers nécessitant des développements informatiques spécifiques dûment justifiés.

Article 43.4 Données techniques et patrimoniales

Afin de faciliter l'exercice par l'Autorité Concédante du contrôle du bon accomplissement des missions de service public définies par le Contrat, le Concessionnaire met à disposition une plateforme de données à accès sécurisé, accessible depuis le portail digital dédié aux collectivités locales.

La liste des jeux de données disponibles à la date de signature du Contrat est fournie en annexe 5.

Article 44 Mesure de la performance du Concessionnaire

Les Parties conviennent de mettre en place un système de mesure de la performance globale du Concessionnaire, fondé notamment sur les trois types d'indicateurs suivants :

- indicateurs relatifs au patrimoine de l'Autorité Concédante et mesurant les écarts entre l'inventaire comptable et les bases techniques du Concessionnaire ;
- indicateur relatif au temps de coupure moyen des Clients de la Concession ;
- indicateur relatif à la qualité de service aux Clients.

Le périmètre, les modalités de calcul, objectifs et pénalités associés à ces indicateurs sont définis dans l'annexe 6.

Le cas échéant, des modalités complémentaires pourront être intégrées à cette annexe par accord entre le Concessionnaire et l'autorité Concédante.

Ces indicateurs sont assortis d'objectifs engageants, raisonnables et atteignables, dont la non-atteinte par le Concessionnaire pourra donner lieu à pénalités appliquées par l'Autorité Concédante, dans les conditions visées à l'Article 45.2.



Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention de Concession, les Parties se rencontreront au minimum tous les cinq ans afin d'examiner l'opportunité d'adapter ce système de mesure, et en particulier les indicateurs visés ci-dessus.

Article 45 Pénalités

Faute par le Concessionnaire de remplir les obligations fixées au Contrat, des pénalités, visées aux articles ci-dessous, peuvent lui être appliquées par l'Autorité Concédante sauf en cas de force majeure ainsi qu'en cas d'incident non imputable au Concessionnaire.

Les pénalités sont prononcées par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire préalablement entendu. Le montant total des pénalités d'une année N est plafonné annuellement à 0,6% des recettes d'acheminement enregistrées sur le périmètre de la Concession en année N-1.

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des utilisateurs du Réseau et des tiers.

Les conditions dans lesquelles le Concessionnaire conteste le bien-fondé des pénalités sont définies à l'Article 46.

Article 45.1 Pénalités en cas de non-respect d'un Programme Pluriannuel

La réalisation du Programme Pluriannuel est évaluée sur la base des travaux réalisés pendant la période concernée.

A l'issue de chaque Programme Pluriannuel et conformément à l'Article 40.3, les engagements du Concessionnaire sont respectés dès lors que les objectifs quantitatifs pour chaque programme spécifique ont été atteints ou dépassés.

Dans le cas où tout ou partie de ces objectifs quantitatifs ne sont pas atteints, l'Autorité Concédante peut appliquer la pénalité suivante :

$$\text{Pénalité} = \sum_o Q_o \cdot PU_o \cdot \text{Taux}$$

Où

O : ouvrages concernés par les Programmes Spécifiques du PPI.

Q_o : différence entre la quantité d'ouvrages qui aurait dû être traitée* selon les engagements du PPI et la quantité d'ouvrages effectivement traitée sur la période du PPI. Q_o est exprimée en mètre linéaires pour les canalisations de réseau ou en unité pour les autres ouvrages.

PU_o : pour chaque catégorie d'ouvrages concernés, moyenne unitaire (en EUR/mètre ou EUR/unité), sur la période du PPI, des valeurs initiales telles que figurant dans les états de valorisation du patrimoine de la Concession.

Taux : est égal à 5%.

Les quantités non-réalisées au titre du Programme Pluriannuel sont reportées sur le PPI suivant et soumises à obligation de réalisation dans le cadre de ce nouveau PPI.



En cas de réalisation supérieure à l'objectif défini dans le Programme Pluriannuel, les quantités en surplus peuvent être défalquées de l'objectif du PPI suivant.

* On entend par le terme « traitée » les cas non exhaustifs de construction d'ouvrages, de renouvellement d'ouvrages, d'abandon d'ouvrages qui ne sont plus utiles à l'exploitation ou de modernisation et/ou de modification d'ouvrages (à titre d'exemple la pose d'un dispositif de sécurité). Les éventuelles corrections d'inventaires ne sont pas prises en compte dans les quantités d'ouvrages traitées. Pour les Programmes Spécifiques consistant à résorber totalement un type d'ouvrages, les éventuelles corrections d'inventaires sont prises en compte pour adapter la cible à atteindre du Programme Pluriannuel correspondant à l'échéance de résorption.

Article 45.2 Pénalités résultant d'un défaut de performance du Concessionnaire

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat, le manque de performance du Concessionnaire donne lieu à l'application des pénalités décrites à l'annexe 6.

Article 45.3 Pénalités en cas de défaut de fourniture d'information

A défaut de production par le Concessionnaire, dans les délais prévus, d'un des documents suivants :

- Programme Annuel visé à l'Article 40.4 ;
- Bilan des investissements effectivement réalisés à l'issue de chaque Programme Pluriannuel visé à l'article 40.3 ;
- Plan du réseau concédé visé à l'Article 43.2 ;
- Compte-rendu d'activité visé à l'Article 41 ;
- Bilan à l'échéance du Contrat visé à l'Article 56 ;
- Document(s) sollicité(s) par l'Autorité Concédante dans le cadre de l'Article 42.1

et après mise en demeure par l'Autorité Concédante par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans suite pendant quinze jours, le Concessionnaire versera à celle-ci une pénalité égale à 1000 (mille) euros par document et par jour de retard à compter de l'expiration du délai de quinze jours. Ce montant sera réévalué annuellement de l'indice ING, suivant la formule $[1000 \times \text{IngN}/\text{Ing0}]$ avec IngN et Ing0 définis à l'Article 6.1

Toute demande de dépassement de délai peut être acceptée par l'Autorité Concédante, à réception d'un courrier motivé du Concessionnaire justifiant les faits.

Article 46 Règlement des litiges

En cas de survenance d'un différend entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, la Partie la plus diligente transmet à l'autre Partie un mémoire exposant les motifs du différend et les conséquences qui en résultent, quelle que soit leur nature (administrative, technique et/ou financière).

L'autre Partie lui transmet en réponse une proposition pour le règlement du différend dans un délai de 45 jours à compter de la réception du mémoire.

Dans le cas où la Partie à l'origine du mémoire ne s'estimerait pas satisfaite de la proposition de règlement du différend, il est procédé à la nomination d'une Commission de conciliation.



Cette Commission comprend trois représentants de l'Autorité Concédante, trois représentants du Concessionnaire et le cas échéant un expert désigné d'un commun accord entre les Parties. Les honoraires de l'expert sont pris en charge à parts égales par les Parties.

Les Parties ne sont pas liées par les débats ou avis émanant de cette Commission.

La Commission de conciliation dispose alors d'un délai de deux mois, à compter de sa saisine par l'une ou l'autre des Parties, pour rendre son avis. A compter de l'avis de la Commission de consultation, et faute d'accord trouvé sous huit (8) semaines après communication de cet avis, les Parties peuvent soumettre le litige à la juridiction compétente.



VIII. TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES

En application des dispositions du présent chapitre, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent préciser en annexe 2 les actions à mettre en œuvre au service de la transition écologique du territoire en lien avec les enjeux et le cadre applicable à la distribution publique du gaz. Il est entendu que, si ces actions font l'objet de conventions d'une durée limitée, le Concessionnaire s'engage, au titre des actions pour la transition écologique du périmètre de la Concession, à renouveler ces conventions tout au long du Contrat de Concession.

Article 47 Planification énergétique territoriale

L'Autorité Concédante peut construire et piloter un schéma directeur des énergies sur son territoire et y associer le Concessionnaire ou participer à l'élaboration de tels schémas directeurs pilotés par les collectivités présentes sur son territoire, en prenant notamment en compte les objectifs définis dans les documents de planification énergétique et de développement de l'espace urbain (SRCAE, SRADDET, PLU, PCAET, etc.).

L'Autorité Concédante contribue en outre à l'élaboration et à l'évaluation des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ou le cas échéant du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, notamment en répondant aux demandes d'avis des préfets de région et présidents de conseils régionaux. Elle contribue également à l'élaboration des plans climat-air-énergie territoriaux.

Dans ce cadre, le Concessionnaire, dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, communique à l'Autorité Concédante et aux collectivités ou établissements publics compétents dont le territoire recouvre en tout ou en partie le périmètre de la Concession, les données issues des dispositifs de comptage utiles à l'exercice de leurs compétences, en particulier celles permettant d'élaborer et d'évaluer les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus aux articles R.4251 et suivants du code général des collectivités territoriales ou, le cas échéant, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, et les plans climat-air-énergie territoriaux prévus par les articles L.222-1 à L.222-3, L.229-25 et L.229-26 du code de l'environnement. L'Autorité Concédante est préalablement informée de la transmission à d'autres collectivités ou établissements publics des données relatives au territoire concerné de la Concession.

Les données concernées, telles que mentionnées par les textes précités applicables, et les modalités de leur communication sont précisées à l'Article 43.3 et le cas échéant à l'annexe 1.

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, peut fournir à l'Autorité Concédante et aux collectivités ou établissements publics précités, à leur demande, des données complémentaires ou plus détaillées que celles mentionnées ci-dessus définies dans le cadre d'une convention locale. Le cas échéant, si des données devaient être facturées par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante, elles le seraient sur la base d'accord préalable sur des justifications de traitements desdites données.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, les données de consommation précitées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Le Concessionnaire s'engage par ailleurs à accompagner l'Autorité Concédante dans sa réflexion sur la complémentarité du gaz avec les autres énergies.



Article 48 Aménagement de l'espace urbain

Sous réserve que l'Autorité Concédante soit compétente en matière d'urbanisme, ou qu'elle mette à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du Code général des collectivités territoriales à des collectivités ou établissements publics compétents en matière d'urbanisme, l'Autorité Concédante peut associer le Concessionnaire à l'élaboration des documents d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la Concession (SCOT, PLU et PLUI en particulier), en le consultant le plus en amont possible. Les modalités de cette association peuvent faire l'objet d'une convention locale.

Dans le respect de la réglementation et du cadre réglementaire en vigueur, le Concessionnaire peut apporter son expertise aux collectivités ou établissements publics compétents dans le périmètre de la Concession, ou à l'Autorité Concédante si cette dernière dispose de la compétence ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales, dans leurs opérations d'aménagement de l'espace urbain, de requalification urbaine ou de constitution d'écoquartiers, de façon à leur permettre d'apprécier les effets des opérations considérées en matière de gestion du Réseau public de distribution de gaz.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire recherchent un dialogue en amont de la réalisation de ces opérations. Une convention entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence, ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales dans le domaine de l'urbanisme, ou son mandataire, peut fixer les modalités de ces échanges.

Le Concessionnaire peut réaliser des études portant sur des développements, renforcements ou déplacements d'ouvrages nécessaires à ces opérations à la demande :

- de l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence ou si elle est aussi concernée en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie ;
- ou des collectivités ou établissements publics compétents.

Une convention entre les parties prenantes pourra fixer les modalités de réalisation de ces études, dans le respect de la réglementation applicable et du cadre réglementaire en vigueur.

Article 49 Raccordement des installations de production de biométhane ou d'autres Gaz renouvelables

Le Raccordement des installations de production de biométhane visées au présent article est régi notamment par les articles L.453-9 et L.453-10 du code de l'énergie et leurs textes d'application.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire s'engagent à modifier le cas échéant les dispositions du Contrat de Concession pour intégrer toute évolution législative ou réglementaire permettant d'injecter d'autres Gaz renouvelables (y compris de l'hydrogène renouvelable le cas échéant) dans le réseau de distribution publique de gaz.

Dans le cadre de la consultation des autorités organisatrices de la distribution de gaz visée à l'article D.453-21 du code de l'énergie, le Concessionnaire fournit l'ensemble des données nécessaires pour que l'Autorité Concédante puisse émettre un avis sur le zonage de Raccordement des installations à un réseau de gaz et notamment : capacité d'accueil du Réseau à date et après renforcement, nombre et statut des projets, gisement potentiel, valeur du ratio technico-économique dit « I/V » visé aux articles D.453-23 et D.453-24 du code de l'énergie et défini à l'arrêté du 28 juin 2019.



L'Autorité Concédante et le Concessionnaire échangent par ailleurs sur leur ambition en termes d'injection de Gaz renouvelable sur le Réseau concédé. Cette ambition est à prendre en compte dans le Schéma Directeur visé à l'Article 40.2.

Les Parties peuvent notamment collaborer à diverses études, par exemple des études de gisements pour connaître le potentiel du territoire, impulser une démarche concernant le développement des Gaz renouvelables en injection sur le Réseau et améliorer l'appropriation de cette thématique par les acteurs du territoire.

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante des demandes de Raccordement d'installations de production de biométhane ou d'autre Gaz renouvelable au Réseau ainsi que du calendrier de réalisation, au titre des prérogatives de contrôle de l'Autorité Concédante et, le cas échéant, de manière anonymisée dans le cadre des Programmes Annuels visés à l'Article 40.4.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, des données agrégées et anonymisées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Article 50 Raccordement des stations d'avitaillement GNV/bioGNV

Dans le respect de la législation, de la réglementation et du cadre réglementaire en vigueur, le Concessionnaire répond aux demandes du ou des porteurs de projets d'implantation de stations d'avitaillement en Gaz Naturel Véhicule (GNV ou bioGNV pour sa version issue du biométhane) sur le territoire de la Concession, notamment en leur apportant une information concernant les effets des différentes solutions techniques sur la gestion du Réseau public de distribution de gaz. Cette information est également communiquée à l'Autorité Concédante lorsqu'elle est elle-même porteuse, directement ou indirectement, d'un projet d'implantation de station comme le permet l'article L.2224-37 du code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L.2224-37 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire ainsi que l'Autorité Concédante, émettent un avis sur les projets de création de stations d'avitaillement GNV/bioGNV visés à l'article précité, en échangeant les informations nécessaires préalablement à la notification de leurs avis respectifs.

Dans ce cadre, le Concessionnaire informe systématiquement l'Autorité Concédante de chaque projet de Raccordement de station ainsi que du calendrier de réalisation du Raccordement.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, des données agrégées et anonymisées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Dans ce cadre, le Concessionnaire s'engage à proposer à l'Autorité Concédante intervenant en matière d'implantation de stations d'avitaillement GNV/bioGNV ou, le cas échéant, aux collectivités ou établissements publics compétents sur le territoire de la Concession, sous réserve de leur accord et dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur, des études permettant d'optimiser l'implantation et le dimensionnement des infrastructures au regard des contraintes du Réseau public de distribution, notamment en ce qui concerne la pression disponible.



Article 51 Compteurs communicants

Conformément au cadre réglementaire en vigueur et aux dispositions du code de l'énergie concernant le déploiement des systèmes de comptage évolués, des Compteurs communicants sont installés par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage, d'une part, à informer suffisamment en amont l'Autorité Concédante et, le cas échéant, les communes concernées de son territoire, sur le processus et le calendrier de déploiement de ces Compteurs et, d'autre part, à réaliser régulièrement un point de son avancement jusqu'à sa complète réalisation.

Le Concessionnaire s'engage à :

- informer chaque Client, avec un mois de préavis, du remplacement de son Compteur et des modalités de cette intervention (période d'intervention, nom de l'entreprise de pose, numéro du service client du Concessionnaire) ;
- délivrer une information de qualité sur ces Compteurs, notamment dans l'espace dédié de son site internet, dans la notice d'utilisation remise lors de la pose et via son service client ;
- contribuer à des actions d'information sur le contexte législatif et réglementaire et de sensibilisation aux nouvelles perspectives ouvertes par les fonctionnalités des Compteurs communicants.

L'Autorité Concédante peut contribuer aux actions menées par le Concessionnaire et proposer des actions complémentaires tendant à informer les Clients de la finalité de la mise en place des Compteurs communicants et des bénéfices qui en résultent pour eux-mêmes et pour le fonctionnement du service public de la distribution de gaz.

Le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41 comporte des indicateurs spécifiques aux Compteurs communicants, ainsi qu'un retour d'expérience sur l'usage de ces Compteurs, les actions de sensibilisation des Clients finals menées par le Concessionnaire et les outils de suivi des consommations mis à disposition par le Concessionnaire, en lien avec les dispositions de l'Article 52.

Article 52 Maîtrise de la demande en gaz

Le Concessionnaire met en œuvre des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique du Réseau public de distribution de gaz concédé et constituant des solutions alternatives au renforcement de ce réseau et économiquement justifiées.

Il informe l'Autorité Concédante des actions menées à cet effet lors de la présentation du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41.

Les données concernées et les modalités de leur mise à disposition sont précisées à l'Article 43.3.

Au titre de son activité de comptage, le Concessionnaire met à la disposition de chaque Client équipé d'un Compteur communicant, dans son espace client, un historique de ses données de comptage, des systèmes d'alerte liés au niveau de sa consommation, ainsi que des éléments de comparaison issus de moyennes statistiques basées sur les données de consommation locales et nationales, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et le Catalogue des prestations.

Le Concessionnaire pourra également apporter son concours à l'Autorité concédante, dans les limites de ses missions de gestionnaire de réseaux de distribution telles que définies par la législation et la



réglementation en vigueur, aux actions tendant à maîtriser la demande d'énergie des Clients finals de gaz que l'Autorité Concédante engagerait.

Le Concessionnaire peut également mettre en œuvre des dispositifs incitant les utilisateurs à limiter leurs consommations, les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs étant précisées par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des prérogatives dévolues par la loi à l'Autorité Concédante en matière de maîtrise de la demande de gaz.

Article 53 Actions liées à la sécurisation aval Compteur et à la prévention des coupures pour impayés

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, apporte son concours à l'Autorité Concédante et aux autres collectivités ou établissements publics compétents, à leur demande, afin de les aider à mieux connaître les zones de précarité énergétique sur le territoire de la Concession.

Le Concessionnaire contribue à lutter contre la précarité énergétique sur le territoire de la Concession en mettant en œuvre les actions suivantes :

1° Une information des autorités compétentes en matière de précarité énergétique :

Afin d'aider les collectivités, les établissements publics et l'Autorité Concédante à lutter contre les situations de précarité énergétique, le Concessionnaire met à leur disposition, à leur demande, une fois par an, des informations statistiques générales sur la coupure et le service maintien d'énergie.

2° Un dispositif d'information du Client final en amont des coupures pour impayés :

Dès qu'il en a connaissance, le Concessionnaire prévient en amont le Client final de tout acte de coupure de gaz pour impayé exécuté pour le compte du Fournisseur.

3° Une politique de sécurisation des Installations intérieures gaz, en particulier en sensibilisant par divers dispositifs les populations les plus fragiles à la bonne utilisation du gaz

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, rend compte à l'Autorité Concédante des actions menées au titre du présent article, soit dans le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, soit dans le cadre d'une communication spécifique dont les modalités peuvent figurer en annexe 1.

Article 54 Réseaux intelligents et dispositifs de gestion optimisée

Le Concessionnaire est engagé dans le développement de nouvelles fonctionnalités du Réseau l'amenant à jouer un rôle d'opérateur de système de distribution visant notamment à assurer la performance du Réseau et l'optimisation du dimensionnement des investissements dans le contexte de la transition énergétique.

Les innovations associées à cette nouvelle manière d'exploiter le Réseau, notamment l'utilisation du numérique, mais également la création de rebours, de maillages ou de stockages tampons, conduisent à opérer des réseaux gaziers intelligents ou à mettre en œuvre des dispositifs de gestion optimisée en faveur, en particulier, de la transition énergétique.

Le Concessionnaire assure le déploiement de ces innovations dans un souci permanent de sécurité et d'efficacité technico-économique, en tenant informée l'Autorité Concédante.



L'Autorité Concédante pourra également solliciter le Concessionnaire dans le cadre des dispositifs législatifs et réglementaires en vigueur visant à faciliter la réalisation de projets innovants (par exemple dispositif dit « *bac-à-sable réglementaire* » institué par la Loi Energie Climat du 8 novembre 2019).

En tout état de cause, le Concessionnaire s'engage à informer régulièrement l'Autorité Concédante, dans le cadre de la gouvernance des projets expérimentaux de réseaux gaziers intelligents, des avancées et des difficultés rencontrées.

Article 55 Responsabilité sociale et environnementale

Le Concessionnaire, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement durable, s'engage notamment à :

- agir pour la sécurité de tous ;
- acheter responsable ;
- réduire ses impacts environnementaux directs et en particulier le bilan carbone de ses activités (émissions de méthane, bâtiments, véhicules) ;
- développer le Gaz renouvelable et la mobilité durable ;
- contribuer à l'amélioration de la performance énergétique et environnementale ;
- être un employeur exemplaire qui promeut la diversité et favorise l'insertion des personnes en situation de handicap ;
- participer au développement durable et raisonné des territoires avec ses parties prenantes.

Dans ce cadre, il peut prendre des engagements relatifs à ces domaines avec l'Autorité Concédante ou les collectivités ou établissements publics compétents dans le périmètre de la Concession.

Les modalités de mise en œuvre de ces engagements sont définies dans des conventions spécifiques ou en annexe 1.

Le Concessionnaire rend compte à l'Autorité Concédante des actions menées au titre du présent article, soit au travers du compte rendu annuel d'activité visé à l'Article 41, soit au travers d'une communication spécifique définie entre les Parties.



IX. ECHEANCE DU CONTRAT DE CONCESSION

Article 56 Bilan à l'échéance du Contrat

Cinq ans avant l'échéance du Contrat, le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante un bilan de la Concession lui permettant de contrôler le respect des engagements, la qualité de la prestation, les progrès réalisés, afin de préparer le contrat de Concession suivant.

Ce bilan présente, sur une période de dix années, d'une part une synthèse des comptes rendus annuels d'activité visés à l'Article 41, et d'autre part les éléments complémentaires suivants :

- Un inventaire technique et comptable de l'ensemble des ouvrages concédés ;
- Une cartographie à date du Réseau ;
- Un bilan sur la mise en œuvre du Schéma Directeur visé à l'article 40.2, et notamment les travaux prévus et restant à réaliser ;
- Les éléments économiques et financiers suivants à la maille de la Concession :
 - o Le Compte d'exploitation de la Concession synthétique et détaillé (produits, charges d'exploitation, charges d'investissement de la Concession, charges d'investissement hors Concession) ;
 - o L'origine des financements des biens de la Concession ;
 - o La valeur nette comptable et la valeur nette réévaluée (vision économique) des biens de la Concession.
- Un diagnostic technique permettant de réaliser un état des lieux technique précis des ouvrages de la Concession, dans le but d'évaluer la performance dans le temps du Réseau et d'identifier les zones géographiques à prioriser sur le territoire concédé. Il comprend notamment :
 - o Une description physique du Réseau de distribution de la Concession :
 - Zones desservies ;
 - Territoires de la Concession ;
 - Description des Usagers (nombre et consommation totaux et par segment) ;
 - Linéaire de réseau par nature de matériau, par année de mise en service et par pression ;
 - Postes de détente ;
 - Branchements Individuels et Collectifs ;
 - Compteurs (notamment communicants) ;
 - Age des ouvrages ;
 - Travaux réalisés au cours des 10 dernières années.
 - o Une description de la qualité de service et de la performance du Réseau et du Concessionnaire :
 - Indicateurs de qualité de service et de sécurité et indicateurs de performance définis aux annexes 4 et 6 ;
 - Incidents localisés par nature, par siège, par type d'ouvrage, par cause ;
 - Linéaires de réseau surveillés.

En complément, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante peuvent convenir de réaliser une analyse spécifique portant sur l'état de certains types d'ouvrages.

Ce bilan donne lieu à une réunion de présentation organisée dans le mois qui suit la remise de la version définitive du document.



A la suite de la présentation de ce bilan, l'Autorité Concédante conserve la faculté de diligenter tout contrôle ou audit dans les conditions de l'Article 42, pendant la période courant jusqu'à l'échéance du Contrat.

Article 57 Echéance du Contrat

Le présent Contrat de Concession prend fin dans les conditions suivantes :

- arrivée du terme normal du Contrat de Concession ;
- déchéance du Concessionnaire ;
- résiliation pour motif d'intérêt général ;
- résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence.

Au terme du Contrat de Concession, les ouvrages concédés doivent être en état normal de service.

Six ans avant le terme du Contrat, les Parties se rapprochent en vue de l'élaboration du dernier Programme Pluriannuel, tel que prévu à l'Article 40.3, et définissent dans ce cadre les investissements restant à réaliser au regard des objectifs définis pour les Programmes Spécifiques du Schéma Directeur. Le paiement le cas échéant des pénalités visées à l'Article 45.1 ne libère pas le Concessionnaire de son obligation de réaliser ces investissements.

Sur la base du bilan visé à l'Article 56, les Parties établissent également un état des lieux et le cas échéant un état descriptif d'éventuels autres travaux d'entretien visant à assurer un état normal de service, restant à réaliser par le Concessionnaire selon un échéancier à convenir et, en tout état de cause, avant le terme du Contrat.

Dans les deux ans précédant le terme normal du Contrat, les Parties échangent sur les actions à mener avant la fin du Contrat, notamment sur les investissements prévus au dernier PPI restant à réaliser et sur les nouvelles dispositions du futur contrat.



X. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 58 Statut du Concessionnaire

Le Contrat de Concession est conclu en considération de la désignation par la loi de GRDF en tant que gestionnaire du Réseau de distribution publique de gaz avec les obligations de service public que ce dernier doit assumer. En conséquence, toute modification dans la composition de son actionnariat, dans sa forme juridique ou dans son organisation doit préserver la bonne exécution du présent Contrat de Concession.

Le Concessionnaire s'engage à informer par écrit l'Autorité Concédante de toute modification de son actionnariat majoritaire.

Article 59 Evolution des dispositions de portée nationale

Pour tous les échanges d'informations, les concertations et les négociations dont la portée d'application excède la dimension locale, l'Autorité Concédante peut être représentée par la fédération représentative de son choix.

Article 60 Impôts, taxes et redevances réglementaires

Le Concessionnaire s'acquitte de toutes les contributions qui sont ou seront mises à sa charge, de telle sorte que l'Autorité Concédante ne soit jamais inquiétée à ce sujet⁴¹.

Les tarifs des prestations assurées et facturées par le Concessionnaire figurent à l'annexe 8 : *tarifs d'utilisation des réseaux* et à l'annexe 9 : *catalogue des prestations*. Ils s'entendent hors TVA mais toutes autres taxes, impôts et redevances exigibles à la date de signature du présent contrat compris.

Les impôts, taxes et redevances de toute nature, actuellement exigibles ou institués ultérieurement sont supportés par le Client final dans la mesure où aucune disposition légale ou réglementaire ne s'y oppose.

Article 61 Modalités d'application de la TVA

I – Principe

Conformément au décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 qui met fin à la procédure de transfert du droit à déduction pour les dépenses d'investissements publics mis à disposition de délégataires de service public en application de contrats de délégation conclus à compter du 1^{er} janvier 2016, l'Autorité Concédante est fondée à opérer directement la déduction de la taxe grevant les investissements réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le Réseau concédé.

⁴¹ Sont notamment à la charge du Concessionnaire, tous les impôts liés à l'existence des ouvrages de la Concession. Dans le cas où la collectivité concédante, ou l'une des collectivités adhérentes, serait imposée à ce titre (par exemple pour l'impôt foncier relatif à un Poste de détente), le Concessionnaire assumerait la charge correspondante sur simple demande de l'Autorité Concédante.



II - TVA sur réfection de voirie

L'Autorité Concédante pourra mettre à la charge du Concessionnaire le montant des travaux de réfection de la voirie, dont elle a été maître d'ouvrage, consécutivement à la réalisation de travaux intéressant le Réseau concédé.

Conformément à l'instruction fiscale n°BOI-TVA-CHAMP-30-10-60-20 n°170 du 12 septembre 2012, les travaux de réfection de voirie facturés par l'Autorité Concédante sont exclus du champ d'application de la TVA.

Article 62 Faute grave du Concessionnaire

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment si la qualité du gaz ou la sécurité publique viennent à être compromises ou si le service n'est exécuté que partiellement, et ceci durablement, l'Autorité Concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de faute du Concessionnaire d'une particulière gravité, l'Autorité Concédante peut prononcer elle-même la résiliation du Contrat, notamment dans les cas suivants :

- en cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses du Contrat de Concession ;
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire compromettrait l'intérêt général ;
- le Concessionnaire céderait le Contrat à un tiers.

Les sanctions ne sont pas encourues dans le cas où le Concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure ainsi qu'en cas d'incident non imputable au Concessionnaire.

Les conditions de la résiliation du Contrat seront déterminées par accord entre les Parties. A défaut d'accord, le différend sera réglé selon la procédure définie à l'article 46 du Contrat.

Article 63 Mise en demeure

Toute mise en demeure dans le cadre des présentes et de leurs suites, sauf disposition contraire expresse, est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie d'huissier.

Tout délai relatif à la mise en demeure est décompté, sauf disposition contraire, à partir de sa date de réception par le destinataire.

Article 64 Élection de domicile

Le Concessionnaire précise dans l'annexe 1 où il fait élection de domicile.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification le concernant serait valable lorsqu'elle aurait été faite au siège du Concessionnaire.



Article 65 Liste des annexes

Les annexes jointes au présent cahier des charges sont les suivantes :

- ANNEXE 1, Modalités et dispositions locales ;
- ANNEXE 2, Plan d'actions pour la transition écologique du territoire (mai 2024 – avril 2029) ;
- ANNEXE 3, Eléments du Compte-Rendu d'Activité de la Concession prévu à l'Article 41 ;
- ANNEXE 4, Indicateurs de qualité de services et de sécurité ;
- ANNEXE 5, Données mises à disposition de l'Autorité Concédante ;
- ANNEXE 6, Mesure de la performance du Concessionnaire ;
- ANNEXE 6 bis, précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance « Patrimoine » ;
- ANNEXE 7, Règles de calcul des extensions de réseau ;
- ANNEXE 8, Tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz;
- ANNEXE 9, Catalogue des prestations ;
- ANNEXE 10, Conditions générales d'accès au réseau de gaz (Conditions de Distribution) ;
- ANNEXE 11, Prescriptions techniques du Concessionnaire ;
- ANNEXE A, Schéma Directeur des Investissements (SDI) ;
- ANNEXE B, Programmes Pluriannuels des Investissements (PPI) ;
- ANNEXE C, Programmes Annuels de travaux.



ANNEXE 1 : DISPOSITIONS LOCALES

Article 1 – Objet

La présente annexe a pour objet de définir les modalités spécifiques à la Concession en application de certains articles du cahier des charges. Les Parties peuvent également y convenir de dispositions dérogatoires à certains articles du cahier des charges.

A défaut de stipulations contraires, les modalités et dispositions de la présente annexe sont convenues pour la durée fixée à l'article 2 de la Convention de Concession.

Article 2 – Redevance d'occupation du domaine public

En complément des dispositions de l'Article 6 du cahier des charges et conformément aux dispositions prévues à cet effet par la législation en vigueur, le Concessionnaire verse à l'Autorité Concédante, en sa qualité de gestionnaire du domaine public, le montant des redevances dû en raison de l'occupation du domaine public communal, sous réserve d'une délibération préalable.

Article 3 – Election de domicile

En application de l'Article 64 du cahier des charges, il est précisé que le Concessionnaire fait élection de domicile à :

GRDF
Direction Régionale Est
Délégation Concessions
10 Viaduc Kennedy - BP 50358
54007 NANCY Cedex

Article 4 – Transmission des données cartographiques

En vue de l'application de l'Article 43.2 du cahier des charges et plus particulièrement de l'adéquation des informations cartographiques aux besoins de l'Autorité Concédante, à ses systèmes d'information géographique (SIG) et à leurs évolutions possibles, le Concessionnaire met à disposition de l'Autorité Concédante un jeu de données représentatives des ouvrages figurés sur la cartographie moyenne échelle, sur la plateforme de données visée à l'article 43.3 du présent Contrat.

Il est notamment précisé que les données cartographiques figureront :

- *a minima* : les branchements posés ou renouvelés postérieurement à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 13 juillet 2000 : pression, année de mise en service, diamètre, état de service, matériau, commune (et code INSEE),
- sous réserve de la disponibilité des données nécessaires : les accessoires de réseau comme : les postes d'injection biométhane ou déverseur, les postes de la protection cathodique active, les appareils de mesure de la qualité du gaz et les postes de mesure de la pression installés à poste fixe.



L'ensemble de ces données peut être mis à disposition sous différents formats, sous forme de fichiers « plats » (CS, JSON et Excel) ou de fichiers géographiques (GeoJSON, Shapefile et KML).

Article 5 – Transmission des données de consommation

En application de l'Article 47 du cahier des charges, des données de consommations pourront être demandées par l'Autorité Concédante au Concessionnaire dans un but de réflexion.

Elles pourront servir les prérogatives de l'Autorité Concédante en charge d'organiser le service public dans le respect des dispositions réglementaires, notamment protégeant les secrets statistiques et commerciaux et la réglementation générale sur la protection des données (RGPD).

Ces transmissions de données de consommation *infra* concessives et/ou sur des intervalles de temps particuliers à définir feront l'objet d'une convention au cas par cas entre les Parties. Les données transmises seront conformes aux dispositions réglementaires applicables.

Article 6 – Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué

Le gaz distribué sur la concession est conforme aux stipulations de l'annexe 11 du présent contrat.

Le Concessionnaire procède à une information de l'Autorité Concédante des perspectives de changement du pouvoir calorifique du gaz distribué dans tout ou partie du réseau concédé, ceci : en cas de modification de la nature du gaz acheminé, ou si les normes indiquées à l'Article 26 fixant les limites du pouvoir calorifique du gaz sont modifiées et si les caractéristiques de combustion qui en résultent ne répondent plus aux conditions de l'Article 26.IV.

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante des perspectives de modification du pouvoir calorifique du gaz distribué dès qu'il en a connaissance et en tout état de cause en laissant un délai suffisant aux clients pour l'adaptation de leurs équipements.

Article 7 – Coupures pour impayés

En lien avec les dispositions de l'Article 53 du cahier des charges, sur demande de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire produit annuellement les éléments statistiques suivants :

- le nombre d'informations préalables effectuées sur la concession,
- le nombre de diagnostics « clients sédentaires » pour les clients qui occupent leur logement depuis plus de 12 ans et dont la chaudière a également plus de 12 ans,

ceci outre les données ci-après :

- le nombre de diagnostics « sécurité gaz » sur les Installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois,
- et de manière globalisée :
 - o le nombre d'interruptions de fournitures pour impayé effectuées en respectant des délais minimums visés par le décret n°2008-780,
 - o le nombre de prises de règlement,
 - o le nombre de rétablissements à la suite de coupures pour impayé,

qui sont transmises dans le cadre des informations fournies au titre des annexes 3 et 5.



A la demande étayée de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire fera son meilleur effort en vue de lui fournir le détail par nature des informations globalisées susvisées.

Article 8– Actions de sécurisation des branchements

Le Concessionnaire, n'ayant pas l'obligation réglementaire de produire annuellement un état exhaustif du nombre des branchements finaux (individuels ou particuliers) équipés d'un dispositif de sécurité auto-déclencheur et/ou d'un robinet sécurisé, communique néanmoins, au terme de chaque exercice, et jusqu'à être en mesure de produire l'état susvisé, un bilan des équipements de cette nature posés durant l'année (DPBE, PBDI...).

En cas d'empêchement de visite et de maintenance d'équipements concédés terminaux (canalisations, compteurs et accessoires) implantés dans les parties privatives, le Concessionnaire se rapproche de l'Autorité Concédante.

Article 9 – Surveillance et maintenance du réseau

En complément des dispositions des Article 9 10 et 11 du cahier des charges :

Le Concessionnaire communique annuellement à l'Autorité Concédante au titre de son activité de surveillance des canalisations de réseau, la localisation cartographique des canalisations surveillées, étant entendu que les informations représentatives de :

- la longueur surveillée au moins une fois dans l'année, sur la commune,
- le bilan de cette activité en regard des obligations réglementaires,

sont communiquées lors de la réalisation des dispositions de l'annexe 5.

Article 10 – Incidents

Le Concessionnaire transmet annuellement (dans le cadre de l'exécution des dispositions convenues en annexe 5 du présent contrat de concession) le fichier des dossiers d'incidents ouverts sur la concession précisant *a minima* pour chacun d'eux :

- un référencement unique,
- l'instant de sa survenue (date),
- l'origine du signalement,
- le motif du signalement,
- la nature de l'incident,
- la localisation de l'incident (code INSEE),
- le type d'ouvrage concerné,
- la gamme de pression d'exploitation de l'ouvrage,
- la cause et le siège de l'incident,
- l'équipement en défaut ou endommagé,
- le nombre d'usagers coupés,
- la présence de victimes.



Le Concessionnaire se tient à la disposition de l'Autorité Concédante, selon un agenda à convenir, pour l'analyse conjointe d'un échantillon d'incidents qu'elle aura choisi parmi le fichier mentionné à l'alinéa précédent, incidents qu'elle aura préalablement indiqués au Concessionnaire.

L'échantillon peut représenter au maximum 12 incidents parmi l'ensemble des aléas survenus durant l'année. La taille de cet échantillon pourra être étendue sur problématique éventuelle.

Article 11 – Maintenance

Le Concessionnaire communique annuellement à l'Autorité Concédante le volume annuel des ouvrages ayant été l'objet d'actes de maintenance au cours du dernier exercice écoulé.

Les ouvrages visés par cette fourniture d'information sont :

- les postes de détente de la distribution publique,
- les robinets de réseau,
- les branchements collectifs et les ouvrages collectifs d'immeubles placés à leur aval.

Article 12 – Politique de gestion du risque industriel

La politique de gestion du risque industriel décidée et mise en œuvre par le Concessionnaire à la date d'entrée en vigueur du Contrat est décrite ci-après.

Méthode de priorisation des ouvrages à moderniser

La démarche vise à :

- Déterminer, parmi les ouvrages exploités par le Concessionnaire, les familles de couples « ouvrage-matière »⁴² sur lesquelles cibler les actions de renouvellement ;
- Au sein de chaque famille, rechercher des sous-ensembles d'ouvrages à traiter en priorité en fonction de leurs caractéristiques techniques et/ou d'un environnement spécifique⁴³ : ce sont les cibles principales de traitement.

Les cibles principales de traitement (ouvrages / matière / configuration / environnement) sont intégrées au programme d'investissements.

Cette méthode est centrée sur les potentialités de survenance de défauts liés à l'ouvrage gaz en lui-même. Plus précisément, cette approche part de l'examen statistique des fuites avec accumulation de gaz supérieure à 20% de la LIE⁴⁴, de la probabilité d'une évolution de la fuite jusqu'à la LIE, et de la

⁴² Types d'ouvrages associés à leur matière comme, par exemple : conduite d'immeuble/conduite montante (CICM)-plomb, canalisation en cuivre...

⁴³ Evalué en fonction du nombre de personnes susceptibles d'être exposées (par exemple, plus important dans les immeubles que dans la rue).

⁴⁴ LIE : Limite Inférieure d'Explosivité, soit 5% de teneur en gaz dans l'atmosphère. C'est le seuil à partir duquel une inflammation ou explosion est potentiellement possible.
20% LIE correspond à une teneur en gaz de 1% dans l'atmosphère.



potentialité ensuite d'induire une inflammation ou une explosion, mise en regard de la gravité potentielle de l'événement.

Ces analyses ont permis de déterminer les grandes familles de couples « ouvrage-matière » ciblées.

Dans un second temps, on détermine, au sein de ces couples « ouvrage-matière », les cibles principales de traitement.

Les cibles principales de traitement

Sept familles « ouvrage-matière » sont retenues et, dans chacune d'entre-elles, on cherche à cibler les sous-ensembles les plus pertinents.

Les principales cibles de traitement retenues au niveau national sont listées ci-après :

- 5 concernent des ouvrages en immeubles (CICM et branchements particuliers),
- 2 des branchements individuels aux caractéristiques spécifiques.

Ouvrages en immeubles :

- Famille d'ouvrages CICM plomb
Cible principale de traitement : Conduite d'Immeuble (CI) Plomb, si au moins l'une des conditions suivantes est remplie :
 - Répétitivité d'incidents avec accumulation > 20% LIE ;
 - Présence visible d'oxydation, pliage excessif au niveau des fixations, déformation exagérée du tube ou rayures profondes.
- Famille d'ouvrages CICM cuivre
Cible principale de traitement : CI en cuivre à brasure tendre traversant des locaux privatifs fermés.
- Famille d'ouvrages CICM acier
Cible principale de traitement : CI en acier vissé avec répétitivité d'incidents avec accumulation > 20% LIE.
- Famille d'ouvrages branchement particulier plomb
La grande majorité des événements observés se situe sur les OCI (organes de coupure individuelle commandant l'installation intérieure) ou robinets supplémentaires. Ces cas sont traités principalement dans le cadre de la maintenance corrective (remplacement de robinet), donc hors programme d'investissement.
Les éventuels branchements particuliers en plomb qualifiés de « vétustes » sont soit remplacés individuellement, soit renouvelés en même temps que la CICM en fonction de l'analyse de l'ouvrage.
- Famille d'ouvrages branchement particulier cuivre
La très grande majorité des événements observés relève de la maintenance corrective (fuites sur robinets notamment).
Cible principale de traitement : Branchement particulier cuivre à piquage direct réalisé sur CM (hors CM préfabriquée d'usine), avec répétitivité d'incidents avec accumulation > 20% LIE.



Branchements :

- Famille d'ouvrages branchement acier
Cible principale de traitement : Branchement individuel acier / solacier MPB, avec régulateur situé à l'intérieur d'un local.
- Famille d'ouvrages branchement cuivre
Cible principale de traitement : Branchement individuel en cuivre avec régulateur situé à l'intérieur d'un local.

Pour ces deux familles, le traitement consiste à réaliser une maintenance périodique adaptée et le cas échéant, selon la configuration de l'ouvrage, modifier ou renouveler le branchement afin de placer le régulateur à l'extérieur du local.

A la date de rédaction du contrat, il n'y a pas de cibles principales de traitement identifiées sur la concession d'AUXERRE dans le cadre de la démarche de priorisation des ouvrages à moderniser.

Le Concessionnaire communique régulièrement à l'Autorité Concédante les évolutions intervenues dans l'appréciation des risques industriels qui concernent les biens de la concession.

Le Concessionnaire apporte, sur demande de l'Autorité Concédante et dans la limite du possible, les explications complémentaires souhaitées par cette dernière.

Article 13 – Protection cathodique

Le Concessionnaire proposera à l'Autorité Concédante, sur demande de cette dernière et au maximum tous les 2 ans, une présentation du dispositif de protection cathodique mis en œuvre sur le territoire de la concession incluant :

- une analyse des incidents liés à des phénomènes de corrosion, observés sur le Réseau en acier au cours des 2 exercices précédents,
- les renouvellements programmés ou à prévoir sur le Réseau en acier à l'horizon des 2 années suivantes,
- les non conformités figurant au rapport d'inspection de l'organisme qualifié.

Article 14 - Délais d'intervention sur incidents

Sur demande explicite de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire produira, outre l'échantillon visé à l'article 10 de la présente annexe, les éléments d'appréciation de chacune des interventions dans un délai de 60 minutes et plus.

Article 15 – Constitution de l'inventaire technique des branchements individuels

Les Parties conviennent de réexaminer la faisabilité d'un état d'inventaire technique des branchements individuels et l'horizon de la production d'un fichier exhaustif comme objectif, lors des rencontres quinquennales prévues par l'article 4 de la convention de concession.



Article 16 – Suivi de la concession et coordination des travaux

Pour assurer le suivi de la concession, les services de l'Autorité Concédante et ceux du Concessionnaire se réuniront autant que cela sera nécessaire.

En tout état de cause, outre la présentation du compte rendu annuel de la concession, il sera procédé, *a minima*, dans la continuité du rythme des échanges établis antérieurement à la signature du présent contrat, à une réunion trimestrielle des Parties afin, par exemple, d'examiner les questions soulevées par les travaux de voirie et réseaux divers (VRD) en cours ou toute autre question relative à la vie courante de la concession.

S'agissant spécifiquement de la coordination de voirie visée à l'article 19 du cahier de charges, deux dispositifs sont pilotés par l'Autorité Concédante :

- Des réunions trimestrielles de coordination avec le Concessionnaire (organisation, coordination et gestion du flux de circulations concernant les travaux sur la ville d'Auxerre) ;
- Une planification pluriannuelle dématérialisée par le logiciel LITTERALIS des travaux futurs sur la ville d'Auxerre (saisine sur les éléments techniques, géographiques et temporels) : un accès audit logiciel est disponible pour le Concessionnaire.

Article 17 – Présentation du compte rendu annuel de concession

A la demande de l'Autorité Concédante, les Parties se rapprocheront afin d'évoquer les points ou aspects qu'elles souhaitent ajouter ou voir traités dans la présentation du Compte Rendu Annuel de Concession et ceci à partir du mois de juin (mois de mise à disposition des données à l'Autorité Concédante) et à minima un (1) mois avant la date retenue pour ladite présentation.

Le support de communication utilisé par le Concessionnaire lors de la présentation susvisée devient au terme de celle-ci une annexe à part entière du Compte Rendu Annuel de Concession.

Article 18 – Choix des indicateurs de performance visées à l'annexe 6

Pour l'indicateur de performance n°1 (qualité patrimoniale), les taux d'écarts observés en début de contrat sont précisés en annexe 6.

L'Autorité Concédante décide de retenir les indicateurs suivants :

- Indicateur de performance n°2 (temps de coupure des clients) : temps moyen de coupure par client coupé (choix B). Comme indiqué en Annexe 5, cet indicateur sera produit à partir de 2027.
- Indicateur de performance n°3 (qualité de service aux clients) : respect des délais du catalogue de prestations (choix B)

Article 19 – Définition des zones gaz de la concession

Le périmètre concédé, ainsi qu'il est défini à l'article premier de la convention de concession est situé sur une unique zone gaz, dite « Auxerre », codifiée « 50 », à la signature du contrat de concession.

Article 20 – Code de bonne conduite



Le code de bonne conduite peut être consulté sur le site du Concessionnaire, notamment en utilisant le lien :

<https://www.grdf.fr/institutionnel/actualite/publications/code-de-bonne-conduite-grdf>

Article 21 – RGPD

Le Concessionnaire assure un rôle de Responsable de traitement vis à vis du règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il doit procéder à la nomination d'un délégué à la protection des données (DPO), les coordonnées de ce dernier sont communiquées à l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire assure la responsabilité et la sécurité de l'exploitation et du maintien en conditions opérationnelles de son Système d'Information conformément notamment aux articles sur la sécurité des données à caractère personnel (art. 25, 32 à 36 dudit règlement 2016/679) et à toute réglementation qui viendrait le compléter, s'y ajouter ou s'y substituer (voir directive NIS2 2024 ...).

Le Concessionnaire atteste qu'il documente et actualise en continu toutes les mesures techniques et organisationnelles de sécurité des données à caractère personnel dont il est responsable. Le Concessionnaire informera l'Autorité Concédante à l'occasion de faits marquants portant atteinte aux données à caractère personnel des usagers notamment en cas de violation de données.

Coordonnées du Délégué à la Protection des Données de l'Autorité Concédante :

*Délégué à la protection des données personnelles
Hotel de Ville d'Auxerre
14, place de l'Hôtel de Ville – 89000 Auxerre
Adresse courriel : dpo@auxerre.com*

Article 22 – Immobilisations mises en concession

Le Concessionnaire transmet annuellement, simultanément à la fourniture des informations visées à l'annexe 5 du présent contrat, le détail des Comptes Spéciaux de Contrats de Concession (CSCC)⁴⁵ en début et fin d'année N-1, par famille d'ouvrages dont :

- biens remis gratuitement par le concédant et les tiers,
- biens financés par le Concessionnaire sur les contrats précédents,
- fonds de caducité,
- contrevalet des biens remplacés et financés par le Concessionnaire au titre du contrat en cours,
- amortissement de dépréciation des biens.

Article 23 – Nombre d'incidents sur organes de coupure individuel et à l'aval

⁴⁵ Détail du compte 229 "droits du concédant" du Plan Comptable Général et ses sous-comptes constitutifs.



Le Concessionnaire fournit annuellement via la Plateforme de Données le type d'équipement en défaut ou endommagé permettant d'identifier les incidents survenus sur les organes de coupure individuels et les ouvrages concédés situés à leur aval.



ANNEXE 2 : PLAN D' ACTIONS POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE (mai 2024 – avril 2029)

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire actent d'un partenariat pour construire une vision partagée de la trajectoire, à l'horizon 2045, du gaz sur le territoire de la commune d'Auxerre et mettre en œuvre les actions permettant de s'inscrire dans cette trajectoire.

Ce partenariat porte notamment sur les thématiques suivantes :

- **La maîtrise de la demande d'énergie gazière de la concession** au travers :
 - de la stratégie énergétique territoriale,
 - de la synchronisation de la trajectoire gazière du territoire concédé avec la déclinaison des objectifs du PCAET à l'échelle de la concession,
 - des échanges d'information nécessaires à la conduite de la rénovation thermique du bâti,
 - du suivi des principaux usages consommateurs d'énergie,
 - des opérations de sensibilisation à la sobriété et aux écogestes qui incluront des aspects sécuritaires.
- **Les nouveaux usages du gaz** et en l'espèce l'avitaillement en gaz naturel pour véhicules (GNV).
- **La distribution de la ressource constituée par les Gaz renouvelables produits localement**, en particulier le raccordement des installations de production de biométhane et de méthane de synthèse.

Conformément aux dispositions du Chapitre VIII, cette annexe décrit le cadrage pour l'élaboration et le pilotage des actions locales contribuant à la transition écologique du territoire en lien avec les enjeux de la distribution du gaz.

Ces actions s'inscrivent dans le respect du cadre législatif, réglementaire et régulateur applicable à la distribution du gaz. Elles pourront le cas échéant être adaptées en fonction des évolutions dudit cadre.

Afin de viser les pleines conditions de succès, les Parties définissent ensemble les modalités et les rythmes de partage et de pilotage pour l'élaboration des actions, leurs mises en œuvre, l'analyse des résultats en découlant et leur adaptation dans le temps.

Les Parties conviennent de l'élaboration des actions au pas de temps quinquennal sur toute la durée de la concession, avec :

- un examen annuel des actions réalisées et les adaptations éventuelles pour l'année à venir ;
- une actualisation du plan d'actions au cours de la dernière année de la période pour une entrée en vigueur dès la première année de la période suivante.

Pour la première période (de mai 2024 à avril 2029), les actions ci-après sont retenues, nonobstant les autres actions qui pourront survenir en déclinaison du chapitre VIII du cahier des charges.



A. Planification énergétique et échanges d'information nécessaires à la réalisation du PCAET, à la maîtrise de la demande d'énergie et à la transition environnementale

En vue de contribuer à la planification énergétique sur le territoire de la ville d'Auxerre, le Concessionnaire communiquera les données mentionnées ci-après dans le respect des règles de confidentialité s'appliquant à la mise à disposition de données.

Les informations seront produites annuellement à la maille de la concession.

En l'espèce il s'agit, dans le respect de la réglementation en vigueur, de :

- a) La consommation mensuelle de gaz de la concession (en Nm³ ou MWh).

A l'ouverture de la période contractuelle, ces données seront fournies en une fois au terme de l'année écoulée ; puis le Concessionnaire fera son meilleur effort pour transmettre l'information au plus près du mois écoulé.

Le meilleur effort du concessionnaire porte non pas sur la disponibilité de la donnée mensuelle mais sur l'horizon où la disponibilité de la donnée mensuelles pourra intervenir peu après un mois échu.

- b) L'identification des secteurs géographiques, des bâtiments et des activités constituant des cibles prioritaires pour la maîtrise de la demande d'énergie.

Cette identification pourra être menée par l'Autorité Concédante à partir de la base PRIORENO (cartographie des bâtiments en situation de justifier une rénovation liée à leur performance énergétique). Cette identification pourra aussi être conduite en s'appuyant sur la production :

- de données annuelles par rue ou par adresse (sous réserve d'accord des usagers, conformément aux dispositions réglementaires),
- de données dé thermalisées de suivi de consommations par immeuble,
- de données spécifiques sur des besoins exprimés de l'Autorité Concédante, en particulier le suivi des consommations cœur de ville.

En tout état de cause, les Parties se rencontreront pour définir la nature des informations qui pourront être mises à la disposition de l'Autorité Concédante sur la base de problématiques précisées par cette dernière et de la disponibilité des informations chez le Concessionnaire.

- c) Le suivi de consommations de gaz réparties par secteur (résidentiel, tertiaire, industriel, agricole...) :

En l'espèce, le Concessionnaire produira annuellement ces consommations sectorielles à l'échelle de la concession, dans le respect de la réglementation en vigueur.

La fourniture de ces données au pas mensuel interviendra après que le Concessionnaire aura développé les outils logiciels d'agrégation des consommations de chaque usager dans sa catégorie.

- d) L'identification des sites consommateurs de fioul sur des périmètres restreints de la concession :

En vue de contribuer à l'atteinte de l'objectif Territoire Zéro fioul et accroître la performance énergétique des bâtiments du territoire, le Concessionnaire transmet – à toutes fins utiles – au service communication de la ville d'Auxerre : les mesures d'accompagnement financier et de communication qu'il envisage d'effectuer, ainsi que celles, à titre informatif, des



professionnels du gaz (PG) de l'Yonne auprès des administrés pour tout nouveau raccordement et nouvel équipement au gaz (BOOST FULL GAZ, LE MOIS DU GAZ, LA RENTREE DU GAZ, PROMOTION PAC HYBRIDE ...).

L'Autorité Concédante pourra relayer l'information.

Cette action est suivie par la transmission à l'Autorité Concédante :

- du nombre de conversions effectives de logements chauffés au fioul vers le gaz sur la période (l'année) ;
 - du montant de la contribution à la conversion apportée par le Concessionnaire sur le coût du branchement ;
 - du pourcentage (ou le nombre) de conversions aidées par le Concessionnaire rapportées à l'ensemble des conversions fioul-gaz intervenues sur l'année.
- e) La production de données spécifiques, à la maille de la concession, en vue de l'actualisation du PCAET :
- Le Concessionnaire, pour la partie le concernant, est susceptible de contribuer à la précision puis à l'actualisation du plan climat-air-énergie territorial (PCAET) dans lequel la concession se trouve incluse.
- f) La production d'information à destination des bailleurs sociaux et de leurs associations :
- L'Autorité Concédante pourra coorganiser avec le Concessionnaire des réunions ayant pour finalité la sensibilisation des bailleurs aux réglementations, à l'amélioration thermique de leur(s) immeuble(s), aux solutions gaz au profit de la transition énergétique et la nature des informations pouvant être mises à leur disposition en ce sens.

B. L'avitaillement en gaz naturel pour véhicules (GNV)

L'avitaillement en gaz naturel pour véhicules (GNV et bioGNV) est identifié par les Parties comme un axe de travail pour accompagner la transition écologique du transport routier sur le territoire.

Une collaboration étroite sera mise en place entre les Parties sur ce sujet afin de favoriser l'essor de la mobilité au GNV / BioGNV pour l'amélioration de la qualité de l'air.

Cette collaboration comprendra :

- a) La poursuite de l'accompagnement pour le déploiement et le raccordement de stations d'avitaillement sur le territoire.
- Cette action fera l'objet d'un suivi par le nombre de stations-service distribuant du GNV ou du bioGNV sur la concession pour les particuliers et les professionnels ;
- b) La contribution à une campagne de test de véhicules GNV légers ou de mobilités lourdes (véhicules légers, poids lourds, utilitaires, bennes à ordures ménagères etc.) avec des agents ciblés et des élus de la collectivité. Cette action fera l'objet d'une analyse et d'un retour à l'Autorité Concédante.
- c) Un bilan annuel de l'activité d'avitaillement en GNV connue du Concessionnaire à l'échelle de la concession.



En l'espèce, dans le respect des prérogatives de chacun des acteurs ayant un lien avec cette activité sur la concession et dans le respect de la réglementation en vigueur notamment sur la transmission des données, les informations mises à la disposition de l'Autorité Concédante sont :

- le nombre de sites d'avitaillement actifs sur la concession au 31 décembre de chaque année, sans distinction du caractère public ou privé de chacun des sites ;
- le volume de gaz, ou la quantité d'énergie distribuée sur l'année écoulée pour l'ensemble de l'activité d'avitaillement en gaz réalisée sur la concession, ceci sous réserve de la satisfaction cumulative des dispositions relatives au secret statistique, au secret des affaires (articles L151-1 à L154-1 du Code de commerce) et de la réglementation générale sur la protection des données (RGPD).

d) Un bilan du développement des activités d'avitaillement.

En l'espèce les Parties, apporteront une fois par an un état de leurs connaissances et des informations dont elles disposent sur les projets de stations d'avitaillement à venir et tout élément de calendrier de réalisation de leur raccordement.

Le cas échéant, dans la mesure où le respect des prérogatives de chacun est assuré, y compris celles des porteurs de projets, les informations apportées par une Partie à l'autre pourront être au cas par cas détaillées et ainsi concerner :

- le calendrier de réalisation des raccordements des futurs sites d'avitaillement ;
- les adaptations (renouvellement et renforcement) de réseau associées aux investissements de premier établissement de futurs raccordements.

C. Le raccordement des installations productives de biométhane et de méthane de synthèse et la fourniture d'éléments de la production et de la consommation

Le Concessionnaire se positionne comme un acteur du développement de la filière "injection". Il s'appuie pour cela sur sa propre expertise en matière d'injection de Gaz renouvelable, sa capacité à fédérer des expertises sur la méthanisation et la gazéification, ainsi que sur sa connaissance des enjeux des déchets, de l'agriculture...

Pour servir sa stratégie énergétique, la ville d'Auxerre s'intéresse au développement du biométhane et du méthane de synthèse de son territoire.

En ce sens, les Parties sont convenues :

a) D'accompagner le développement de la méthanisation sur le territoire et, dans ce sens, de procéder à l'organisation de visites pour les élus, les services, les administrés sur des unités de méthanisation territoriales innovantes.

La réalisation de ces actions sera l'objet d'un suivi par :

- le nombre de visites réalisées,
- la communication des quantités injectées annuellement à la maille de la concession.

b) D'animer des séances d'information sur les enjeux et impacts de l'installation d'une unité de méthanisation territoriale (à destination des élus, des agents, des associations citoyennes – exclu le grand public).



La réalisation de ces actions sera l'objet d'un suivi par le nombre d'animations réalisées.

- c) D'établir un décompte annuel des sites d'injection raccordés et de leurs quantités injectées annuellement à la maille de la concession, dans le respect des prérogatives des acteurs concernés.
- d) Que le Concessionnaire produira à destination de l'Autorité Concédante, dans le respect du secret des affaires, du secret statistique, de la protection des données à caractère personnel et pour le périmètre de la concession exclusivement : des informations annuelles sur les quantités de gaz injectées globalement et selon les procédés de production.
- e) De présenter un bilan du développement des activités de méthanisation et de production de gaz de synthèse injectés (production et estimation).

En l'espèce les Parties apporteront une fois par an un état de leurs connaissances et des informations dont elles disposent sur les projets d'unités de production de Gaz renouvelable et tout éléments de calendrier relatif à la réalisation et au raccordement d'unités susceptibles d'injecter du gaz sur le réseau de distribution.

Dans le respect des prérogatives de chacun, y compris celles des porteurs de projets, les informations apportées par une Partie à l'autre pourront être au cas par cas détaillées et ainsi concerner :

- Le calendrier de réalisation des raccordements de futurs sites de production ;
- Les niveaux d'injection envisagés ;
- Les capacités gazières d'accueil de sites de production et les contraintes d'adaptation du réseau existant.

- f) De soutenir et étudier l'émergence de filières de production de Gaz renouvelables (pyrogazéification, méthanation...) sur la Concession.

A cet effet, les Parties prévoient de partager l'effort nécessaire en fonction de leurs compétences respectives.

En ce sens, elles pourront prendre des engagements auprès des opérateurs publics locaux d'énergie (production de gaz de synthèse) directement ou sous forme d'étude(s), d'ETP pour l'appréciation des ressources, l'implantation d'un site expérimental ou de production.

D. Actions complémentaires d'accompagnement et de communication

Les Parties sont convenues :

- a) que le Concessionnaire pourra accompagner, sur demande explicite des aménageurs et du service de la Ville d'Auxerre en charge du suivi du contrat de concession, les projets d'aménagement urbains, ou de réaménagements urbains, pour évaluer les impacts techniques et financiers sur les réseaux ;
- b) que le Concessionnaire pourra contribuer aux actions de communication auprès du grand public lors d'opérations :
 - de raccordement de sites d'injection de Gaz renouvelables,
 - d'inauguration de stations de GNV/BioGNV.



c) que le Concessionnaire pourra procéder à l'accompagnement du secteur de la construction et de la rénovation et apporter son expertise et ses conseils aux professionnels du bâtiment dans l'objectif d'optimisation des consommations de gaz ;

d) que le Concessionnaire développera au sein de ses établissements un éventail d'actions s'inscrivant dans le sens de la transition énergétique du territoire et la réduction de l'impact environnemental de ses activités.

En l'espèce, il procèdera à une présentation annuelle de ses actions liées à sa responsabilité sociétale (RSE) sur le territoire de la Concession et des résultats d'amélioration atteints à ce périmètre.

En particulier le Concessionnaire se donne des objectifs de limitation à la maille de la concession (ou au plus proche de celle-ci) de ses émissions de gaz à effet de serre par la conversion de ses véhicules à une énergie renouvelable (bioGNV, électrique, hydrogène...), en cohérence avec ses objectifs d'entreprise.

Un bilan de ses conversions sera présenté annuellement ;

e) que le Concessionnaire favorise la culture de la transition écologique aux nouvelles générations du Territoire. A cet effet :

- il communique sur la programmation et les contenus de ses actions auprès de l'Autorité Concédante (service développement durable) ;
- il accompagne des associations et des enseignants pour l'élaboration de leur propre kit pédagogique ;
- il proposera des animations aux élèves des classes de CM1 à la 5^{ème}, adossées à des outils pédagogiques ludiques comme :
 - o les écogestes à l'école et à la maison,
 - o la gestion des déchets et leur potentiel,
 - o l'identification des appareils énergivores du quotidien,
 - o l'unité de méthanisation : comment ça marche ?
- il répond favorablement, sous forme de participation aux animations et / ou de financement, aux invitations d'événements organisés par la ville d'Auxerre (salons, journées de la transition environnementale...) pour sensibiliser sur les outils disponibles aux consommateurs dans les domaines de la maîtrise de la consommation de gaz et de la connaissance (acculturation) des Gaz renouvelables.

Cet aspect sera l'objet d'un suivi en nombre d'interventions du Concessionnaire sur l'année.

Les actions susmentionnées ne pourront être engagées sans une démarche volontariste des demandeurs et elles ne pourront être envisagées sans la formulation de demandes explicites et étayées au cas par cas et sans une concertation précise avec l'Autorité Concédante ;

f) de poursuivre la démarche de promotion active de la conversion fuel-gaz engagée sur le territoire avec l'appui de l'Autorité Concédante.

En l'espèce, afin de favoriser la rénovation performante des logements non raccordés au réseau public de distribution du gaz, et d'accélérer notamment les conversions fioul/gaz naturel, le Concessionnaire pourra être amené à accorder, sous conditions, aux nouveaux clients particuliers une contribution sur la prestation de raccordement au réseau de distribution de gaz, pour une nouvelle installation conforme de chauffage réalisée par un professionnel.



Le Concessionnaire s'engage à traiter toutes les demandes de manière non discriminante.

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante préalablement à chacune des opérations de conversion fuel/gaz qu'il envisage sur la concession.

L'information de l'Autorité Concédante comprend :

- l'explicitation des conditions que doit satisfaire le demandeur pour bénéficier de la contribution ;
- le niveau de la contribution envisagée comparativement à la participation pour le raccordement d'un demandeur qui n'en bénéficierait pas (ou n'en ferait pas la demande) ;
- la durée durant laquelle l'opération est menée.

Consécutivement, le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante :

- du nombre de demandes de conversion fuel-gaz reçues ;
- du nombre de contributions versées ;

- g) de favoriser l'appropriation de la donnée de consommation et son partage pour réduire les consommations d'énergie. A cet effet :
- le Concessionnaire accompagnera les usagers dans leur recherche de sobriété énergétique ;
 - pour les compteurs communicants : le Concessionnaire organise des campagnes de communication par messages auprès des élus. Type News letter GRDF (sur des thèmes comme : comment suivre ses données, diagnostics gaz, liste des professionnels, etc.) ;
 - le Concessionnaire réalise et met à la disposition de l'Autorité Concédante, chaque année, une campagne d'information sur la mise à disposition du suivi des consommations sur les espaces qu'il dédie aux particuliers.

Ces actions seront l'objet d'un suivi annuel :

- par le nombre de campagnes de communication effectuées,
- par le nombre de clients qui ont ouvert leur espace particulier ;

- h) que le Concessionnaire pourra informer l'Autorité Concédante sur les dispositifs en vigueur et les mécanismes existants pour l'accès aux Gaz renouvelables (garantie d'origine, certificats de production de biogaz...).

E. Bilan

Les Parties sont convenues-

- a) de dresser annuellement un bilan des actions engagées en matière de transition écologique sur le territoire de la concession :
- En l'espèce, les résultats et actions résultant des dispositions visées par la présente annexe seront synthétisés dans un support spécifique, élaboré conjointement par les Parties, et analysé en vue d'une appréciation objective des évolutions asynchroniques ou localement atypiques, compte tenu des résultats attendus en matière de transition énergétique sur la concession ;
- b) d'établir, de manière synchrone avec le terme de chaque PPI (plan pluriannuel d'investissement) un bilan des actions et des résultats produits par la présente annexe.



En l'espèce, le bilan portera sur :

- les actions entreprises et achevées,
- l'état des actions en cours et leurs adaptations éventuellement nécessaires,
- les actions à abandonner, parmi celles mentionnées dans la présente annexe, et celles à ajouter.

Les Parties ont défini, pour la période mai 2024 – avril 2029 un ensemble d'actions dont la valorisation indicative est estimée à 51 000 euros (10 200 euros / an) sur la première durée de 5 ans, à la charge du Concessionnaire (cf. décomposition *infra*), afin de mettre en œuvre les orientations décrites dans cette annexe.

Ce montant sera apporté pour soutenir sur le territoire, la réussite des objectifs suivants de la transition énergétique (PCAET) de l'Autorité Concédante :

- d'ici 2050, diviser par deux (2) les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 2008 ;
- d'ici 2030, réduire de 18% l'énergie consommée par rapport à 2020 ;
- à horizon 2050, qu'au moins 94% de l'énergie consommée soient d'origine renouvelable.

Cette enveloppe budgétaire intègre la mobilisation de moyens et de ressources internes du Concessionnaire et des dépenses externes.

Cette enveloppe budgétaire identifiée au titre de la transition écologique s'ajoute à celles définies dans le SDI- PPI (annexes A et B).

Actions	Engagement financier sur la période mai 2024 – avril 2029	Remarques
A- Planification énergétique et échanges d'information nécessaires à la réalisation du PCAET à la maîtrise de la demande d'énergie et à la transition environnementale	1 400 € / an	
B- Avitaillement en gaz naturel pour véhicules (GNV)	1 800 € / an	
C- Développement et promotion des installations productives de biométhane et de méthane de synthèse et fourniture d'éléments de la production et de la consommation	3 000 € / an	Le raccordement est valorisé dans le SDI PPI ; il s'agit d'envisager ici les actions pour favoriser les émergences d'unités ou de filières de production
D- Actions complémentaires d'accompagnement et de communication	4 000 € / an	Intègre l'action Boost fullgaz
E- Bilan		



F. Synthèse des principales dispositions convenues entre les Parties s'agissant de la transition écologique du territoire

Thématiques	Actions	Indicateurs de suivi pour la concession
1 – Contribuer à l'atteinte de l'objectif territoire zéro fioul et accroître la performance énergétique des bâtiments	<ul style="list-style-type: none"> Transmettre au service communication de la ville d'Auxerre les campagnes d'aides financières du Concessionnaire auprès des administrés pour tout nouveau raccordement et nouvel équipement au gaz (BOOST FULL GAZ, LE MOIS DU GAZ, LA RENTREE DU GAZ...). 	1.1 Nombre de conversions effectives de logements chauffés au fioul vers le gaz. 1.2 Pourcentage et nombre de conversions aidées par le Concessionnaire. 1.3 Montant des aides à la conversion (sur le coût du branchement).
2 – Favoriser l'essor de la mobilité au GNV / BioGNV pour la qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'accompagnement pour le déploiement et le raccordement des stations d'avitaillement sur le territoire. Contribuer à une campagne de test de véhicules GNV légers avec des agents ciblés / élus de la collectivité. 	2.1 Nombre de stations-service distribuant du Gaz renouvelable sur la concession pour les particuliers et les professionnels. 2.2 Nombre de véhicules fonctionnant au GNV circulant sur le ville d'AUXERRE par type de véhicule (VL, PL, bus, utilitaires, bennes).
3 – Accompagner le développement de la méthanisation sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> Organisation de visites pour les élus, les service, les administrés sur des unités de méthanisation territoriales innovantes. Animation de séances d'information sur les enjeux et les impacts de l'installation d'une unité de méthanisation territoriale (à destination des élus, des agents, des associations citoyennes – exclu le grand public). 	3.1 Quantité de Gaz renouvelable injecté sur la concession. 3.2 Nombre de visites. 3.3 Nombre d'animations.
4 – Favoriser l'appropriation de la donnée de consommation et son partage pour réduire les consommations d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner les usagers dans la sobriété. Compteurs communicants : campagne de communication par messages auprès des élus. News letter du Concessionnaire (comment suivre ses données, diagnostics gaz, liste des professionnels...). Réitérer, avec une fréquence à définir, la campagne d'information sur la mise à disposition du suivi des consommations sur les espaces particuliers du Concessionnaire. 	4.1 Nombre de ménages sensibilisés sur l'ensemble des usagers (campagne globale, connexion site internet). 4.2 Nombre de campagnes de communication. - d'ampleur nationale, - d'ampleur locale relayée ou non. 4.3 Nombre de clients qui ont ouvert leur espace particulier.



Thématiques	Actions	Indicateurs de suivi pour la concession
<p>5 - Favoriser la culture de la transition écologique des nouvelles générations du territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Animations du Concessionnaire GRDF proposées aux élèves de CM1 à la 5^{ème}. Avec outils pédagogiques ludiques : <ul style="list-style-type: none"> - les écoGESTES à l'école et à la maison, - la gestion des déchets et leur potentiel, - l'identification des appareils énergivores du quotidien, - l'unité de méthanisation : comment ça marche ? <p>Communiquer sur la programmation et les contenus des actions au service Transition Ecologique (TE) de la concession.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement des associations et des enseignants sur l'élaboration de leur propre kit pédagogique. • Apporte son soutien aux évènements organisés par la collectivité sur les évènements relatifs à la transition écologique (participation à l'animation et/ou au financement). 	<p>5.1 Nombre d'animations réalisées sur la période par public visé (objectif : une animation par thème et par an)</p>



ANNEXE 3 : ELEMENTS DU COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE LA CONCESSION (CRAC)

Les données transmises par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante comprendront notamment :

- ❖ Les principaux résultats, les faits marquants et les perspectives d'évolution du service se rapportant à la Concession ainsi qu'une présentation de l'organisation du Concessionnaire mise en place pour remplir les missions concédées
- ❖ Les indicateurs de suivi de la qualité de service et de la sécurité visés à l'annexe 4
- ❖ une synthèse des incidents survenus sur le Réseau, ainsi qu'un retour sur les incidents significatifs
- ❖ Un compte-rendu de la politique d'investissement comprenant :
 - une présentation des investissements, notamment la nature des biens construits et des quantités pour chacune, liés aux ouvrages mis en service dans l'année et durant chacune des 2 années précédentes ;
 - une présentation des dépenses d'investissements de l'année et de chacune des 2 années précédentes, par nature de biens (biens concédés et autres biens y compris quote-part des biens propres du Concessionnaire) ;
 - la liste des 8 principaux chantiers réalisés en matière de « Raccordements et transition écologique », « modification d'ouvrages à la demande de tiers » et « Adaptation et modernisation des ouvrages » réalisés précisant la longueur de réseau, le nombre de Branchements Individuels et le nombre de Branchements Collectifs mis en service ;
- ❖ Les dépenses d'investissements futurs telles que visées au Décret n°2016-495 du 21 avril 2016 ;
- ❖ Une synthèse de la valorisation du patrimoine par nature de biens (biens concédés et autres biens y compris quote-part des biens propres du Concessionnaire) :
 - La valeur initiale financée par le Concessionnaire
 - La valeur initiale financée par l'Autorité Concédante via une contribution telle que définie par l'article L.432-7 du code de l'énergie
 - L'estimation par le Concessionnaire de la valeur initiale financée par les tiers (remises gratuites des lotisseurs, aménageurs...)
 - La valeur nette réévaluée en cohérence avec les principes de détermination de la BAR (Base d'Actifs Régulée) fixés par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE)
 - La charge d'investissement calculée en cohérence avec les principes de détermination du tarif d'acheminement fixés par la CRE. La part de remboursement économique de l'ouvrage et la part relative au coût de financement sont communiquées
- ❖ Une synthèse de l'inventaire des réseaux de la Concession comprenant la longueur des canalisations répartie par type de matériau et de pression
- ❖ Un compte d'exploitation de la Concession détaillant en particulier :
 - les recettes liées à l'acheminement de la distribution du gaz, les recettes liées aux prestations complémentaires, et les éventuelles recettes pour l'acheminement du gaz vers un réseau aval n'étant pas dans la zone de desserte péréquée



- les charges d'exploitation de la Concession, les charges liées aux investissements (remboursement économique des investissements et coût du financement), en cohérence avec les charges prises en compte par la CRE pour la détermination du tarif d'acheminement
- l'impact climatique et la contribution de la Concession à la péréquation tarifaire
- ❖ L'état des règlements financiers intervenus entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire
- ❖ La liste des Raccordements au Réseau des installations de production de biométhane.



ANNEXE 4 : INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE ET DE SECURITE

Les indicateurs visés à l'Article 41.2 du cahier des charges sont décrits ci-dessous.

Ils pourront être ajustés, toutes choses égales par ailleurs, afin de prendre en compte les évolutions techniques ou réglementaires, en particulier l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

C = maille Concession (Contrat)

D = maille départementale

R = maille régionale du Concessionnaire

N = maille nationale

INDICATEURS	Maille	Description
QUALITE ET SECURITE DU RESEAU GAZ		
Nombre de fuites sur canalisations	C	Nombre de fuites sur les canalisations de la Concession, signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité.
Nombre de fuites sur CICM	C	Nombre de fuites sur les Conduites d'Immeuble ou les Conduites Montantes, signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité sur le périmètre de la Concession.
Nombre de fuites sur Branchements	C	Nombre de fuites sur Branchements Individuels et Branchements Collectifs (en amont de l'Organe de coupure générale), signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité sur le périmètre de la Concession.
Nombre d'incidents selon le niveau de pression	C	Nombre total d'incidents sur réseau, selon les regroupements de pression suivants : BP + MPA MPB + MPC
Nombre de dommages aux ouvrages avec fuite	C	Nombre de dommages aux ouvrages avec fuite sur les réseaux enterrés. <i>Cet indicateur est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges</i>
Nombre de Clients finals coupés pour incidents	C	Nombre de Clients finals coupés suite à incident ou intervention non planifiée sur le Réseau de la Concession.
Nombre d'interventions suite appels de tiers	C	Nombre total d'interventions suite appels de tiers, en distinguant interventions de sécurité et dépannages, des techniciens d'intervention sécurité gaz du Concessionnaire. <i>Le sous-indicateur « interventions de sécurité » est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges</i>



INDICATEURS	Maille	Description
Taux d'interventions de sécurité en moins de 60 minutes	D	<p>Nombre d'interventions de sécurité pour lesquelles il s'écoule moins de 60 minutes entre l'appel au numéro Urgence Sécurité Gaz et l'arrivée du technicien d'intervention de sécurité, rapporté au nombre total d'interventions de sécurité.</p> <p><i>Cet indicateur est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges</i></p>
Taux de Procédures Gaz Renforcées (PGR)	C	<p>Nombre d'interventions conjointes du Service Départemental d'Incendie et de Secours et du technicien d'intervention du Concessionnaire qualifiées de PGR, en regard du nombre total d'interventions de sécurité.</p>
Délai d'interruption du flux gazeux sur Procédure Gaz Renforcée (PGR) sur voie publique	D	<p>Mesure la moyenne des délais écoulés entre le signalement de l'incident et l'arrêt du flux gazeux. Il est calculé à la maille départementale (maille du Service Départemental d'Incendie et de Secours).</p>
ACTIVITES DE MAINTENANCE		
Programme de maintenance	C	<p>Taux de maintenance préventive des postes de détente réseau, robinets de réseau utiles à l'exploitation et Branchements Collectifs, calculé sur le périmètre de la Concession : nombres d'actes réalisés dans l'année sur nombre d'actes planifiés dans l'année conformément à la politique de maintenance du Concessionnaire.</p> <p><i>Ces indicateurs sont complétés, pour les postes de détente réseau et les robinets de réseau utiles à l'exploitation, par des données permettant de calculer le taux d'ouvrages visités conformément à la réglementation. Ces données permettent le calcul de deux des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2</i></p>
Surveillance du Réseau	C	<p>Taux de réalisation de la recherche systématique de fuites calculé comme étant la longueur de réseau inspectée sur la longueur de réseau à inspecter.</p> <p><i>Cet indicateur est complété par des données permettant de calculer le taux de linéaire visité conformément à la réglementation. Ces données permettent le calcul d'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2</i></p>



INDICATEURS	Maille	Description
QUALITE DES SERVICES		
Taux d'accessibilité de l'accueil téléphonique distributeur	R	Nombre d'appels pris / Nombre d'appels reçus.
Suivi des réclamations	C	Nombre de réclamations (tous émetteurs confondus) concernant : - l'accueil (acheminement-livraison / gestion des demandes) - exploitation du Réseau et travaux - la gestion et la réalisation des prestations - les données de comptage (relevé et mise à disposition)
Taux de réponse aux réclamations sous 30 jours	C	Nombre de réclamations (tous émetteurs confondus) traitées dans les 30 jours / Nombre total de réclamations transmises (tous émetteurs confondus)
Taux de réponse aux fournisseurs sous 15 jours	R	Nombre de réclamations fournisseurs traitées dans les 15 jours / Nombre total de réclamations transmises par les fournisseurs
Nombre d'interventions pour impayés	C	Nombre de déplacements pour coupure, prise de règlement, rétablissement réalisés à la demande de fournisseurs pour impayés des clients finals
Taux de relevé des Compteurs sur index réel	C	Nombre de Compteurs relevés sur index réel (y compris Compteurs communicants) rapporté au nombre total de Compteurs à relever dans l'année (Compteurs actifs uniquement)
Taux de relevés corrigés	C	Nombre d'index corrigés rapporté au nombre de Compteurs non communicants relevés.
Taux d'accessibilité des Compteurs domestiques	C	Nombre de Compteurs domestiques actifs et inactifs accessibles (situés en dehors du logement et ne nécessitant pas la présence du client) rapporté au nombre total de Compteurs domestiques de la Concession.
Taux de respect du délai Catalogue des demandes reçues des fournisseurs	C	Nombre de prestations réalisées dans les délais du Catalogue de prestations / Nombre total de prestations soumises à délais Ces prestations incluent entre autres les mises en service et hors service demandées par les fournisseurs.
Nombre de diagnostics d'Installations intérieures	C	Nombre de diagnostics d'Installations intérieures réalisés à l'initiative du Concessionnaire (avec accord client)



INDICATEURS	Maille	Description
RACCORDEMENTS ET TRANSITION ECOLOGIQUE		
Premières mises en service clients	C	Nombre de nouvelles mises en service suite à une demande Fournisseur.
Taux de Raccordement dans les délais (hors Extensions de réseau)	C	Nombre de Raccordements réalisés dans le délai convenu avec le client final / Nombre total de Raccordements réalisés
Taux de satisfaction « Raccordement »	R	Pour les clients résidentiels, part des clients (en %) se déclarant satisfaits et très satisfaits sur l'item « Raccordement » lors de l'enquête diligentée annuellement par le Concessionnaire. Pour les clients non résidentiels (industriels, tertiaires, collectivités locales), le Concessionnaire donnera <i>a minima</i> des éléments d'analyse qualitatifs sur l'évolution du niveau de satisfaction globale.
Compteurs communicants	C	Nombre de Compteurs communicants installés sur le territoire de la Concession. Modalités d'information mises en œuvre pour informer les clients gaz.
Injection de Gaz renouvelable	C	Nombre de points d'injection de Gaz renouvelable sur le territoire de la Concession (existants et en projet).
Mobilité propre au gaz	C	Nombre de stations GNV (ouvertes au public ou multi-acteurs) raccordées au Réseau de la Concession.
Rendement de réseau	N	Mesure la performance du Réseau en prenant en compte les pertes constatées (fuites ou fraudes) et les biais de comptage. Cette performance est évaluée à partir des quantités d'énergie mesurées en entrée et en sortie du Réseau de distribution, retraitées pour pouvoir être comparées sur une même année civile et corrigées des effets du climat.
CONNAISSANCE DU PATRIMOINE		
Indicateur de connaissance patrimoniale	C	Auto-évaluation par le Concessionnaire de sa connaissance du patrimoine de la Concession. Il s'agit d'un indice composite constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie, autres éléments de connaissance et de gestion). Chacun des sous-indicateurs doit atteindre un nombre maximal de points. La valeur de l'indice, calculée chaque année, est comprise entre zéro (0) et 100. Les modalités de calcul sont précisées par le Concessionnaire dans le compte-rendu annuel d'activité.



INDICATEURS	Maille	Description
CARTOGRAPHIE DES RESEAUX		
Taux de canalisations en classe A	C	<p>Cet indicateur correspond au taux de Classe A pour les canalisations au périmètre de la Concession.</p> <p><i>La dénomination classe A correspond à la précision cartographique maximale Grande Echelle (± 40 cm pour les réseaux rigides et ± 50 cm pour les réseaux flexibles) de la réglementation (arrêté du 15 février 2012) et vise à améliorer la prévention des dommages aux ouvrages. Cette précision est obligatoire pour tous les réseaux posés après 2012. Le Concessionnaire a entamé une démarche volontariste pour classer en A les canalisations posées ante 2012 sans que cela soit réglementairement obligatoire.</i></p> <p><i>Le Concessionnaire communique sur simple demande de l'Autorité Concédante le taux de géoréférencement des plans et le taux de linéaire réseau en classe A par commune</i></p>
Nombre de plans mis à jour dans l'année	C	<p>Nombre d'actes de mise à jour de la cartographie en préparation ou à la suite de travaux ou plus ponctuellement à l'occasion d'actions correctives, sur le périmètre de la Concession.</p>



ANNEXE 5 : DONNEES MISES A DISPOSITION DE L'AUTORITE CONCEDANTE POUR L'EXERCICE DE SES COMPETENCES

Cette annexe présente le socle minimal de données mises à disposition de l'Autorité Concedante pour l'exercice de ses compétences, et accessibles via l'espace extranet personnalisé de l'Autorité Concedante sur la plateforme de données du Concessionnaire. Ces données sont mises à jour de manière annuelle dans les mêmes délais que le compte-rendu d'activité de la Concession.

Ce socle pourra évoluer en fonction des retours d'expériences, des échanges avec l'Autorité Concedante, et des évolutions techniques ou réglementaires.

Ce socle n'est pas exclusif de la fourniture d'autres données qui seront demandées par l'Autorité Concedante durant l'exécution du contrat de concession dans le cadre de l'Article 42.

Nom du jeu de données	Rubrique / Descriptif du jeu de données
1 - L'essentiel de la Concession	
<i>Périmètre concédé avec type de contrat</i>	Descriptif du périmètre concédé avec par commune : type de contrat, échéance du contrat
2 – L'activité au quotidien	
<i>Les clients et leurs usages</i>	
<i>Clients et Consommations par secteur et par tarif</i>	Détail par commune (INSEE) du nombre de clients et quantités acheminées en MWh par secteur d'activité (résidentiel, tertiaire, industrie, agriculture) et par tarif de distribution (T1, T2, T3, T4, Tp). Dans ce jeu de données, les Données à Caractère Personnel (DCP) sont secrétisées mais elles peuvent être transmises à l'Autorité Concedante sur demande, contre remise d'un bordereau d'accusé de réception de DCP.
<i>Clients par tranches de CAR (C₁, C₂, C₃)</i>	Par commune (INSEE), nombre de clients par tranches de CAR (C ₁ , C ₂ , C ₃) tel que défini à l'Article 6.1 du cahier des charges
<i>Nombre de PCE sur Branchements Individuels & Collectifs</i>	Nombre de PCE actifs, inactifs, improductifs ou résiliés sur Branchements Collectifs et Individuels au 31 décembre N-1
<i>Les services et les prestations</i>	
<i>Taux de réalisation des prestations dans les délais</i>	Détail par commune du taux de réalisation des prestations dans les délais du Catalogue des prestations
<i>Détail du taux de Raccordement dans les délais</i>	Détail par commune du taux de Raccordements réalisés dans les délais, en excluant les Branchements urgents (sortis du numérateur et du dénominateur)
<i>L'activité des Compteurs</i>	
<i>Relevé - Compteurs à relevés semestriels</i>	Indicateurs liés au relevé des Compteurs semestriels et Compteurs Communicants (taux de relevé sur index réel, taux d'absence 2 fois et plus, taux de relevés corrigés)



<i>L'écoute clients</i>	
<i>Liste des réclamations clients</i>	Listes des réclamations clients avec informations suivantes : - thème de la réclamation - type d'émetteur - type de clients concerné - traitement de la réclamation
<i>La chaîne d'intervention</i>	
<i>Les aléas d'exploitation : signalements et incidents</i>	Liste exhaustive de tous les signalements d'aléas d'exploitation : auteur, origine, lieu (commune), temps de coupure associé (durée de perturbation), type et cause (le cas échéant), délai d'intervention pour les interventions de sécurité (≤ 60 min ou > 60 min)
<i>La sécurité des réseaux</i>	
<i>Maintenance - Recherche Systématique de Fuite</i>	Longueur de réseau de gaz surveillé/planifié à pied ou avec le Véhicule de Surveillance du Réseau (VSR) par commune Taux de linéaires de réseau en exploitation surveillés à fin d'année N conformément à la réglementation en vigueur (par commune).
<i>Maintenance - Visite des Robinets utiles à l'exploitation</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des robinets de réseau gaz par commune Taux de robinets de réseau utiles à l'exploitation pour lesquels la maintenance préventive à fin d'année N est conforme à la réglementation en vigueur (par commune).
<i>Maintenance - Visite des Postes de Détente Réseau (PDR)</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des Postes de détente réseau (PDR) par commune Taux de PDR en exploitation pour lesquels la maintenance préventive à fin d'année N est conforme à la réglementation en vigueur (par commune).
<i>Maintenance - visite des ouvrages de protection cathodique</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées sur des ouvrages de protection cathodique (ou nombre de mesures effectuées pour les prises de potentiel) par commune
<i>Maintenance - Visite des Branchements collectifs</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des Branchements Collectifs par commune
<i>Détail diagnostics par commune</i>	Détail des diagnostics d'Installations intérieures réalisés à l'initiative du Concessionnaire (avec accord client), et des situations de Danger Grave et Immédiat (DGI) détectées à l'occasion de ces diagnostics
<i>Dépose - Pose des Compteurs</i>	Nombre de poses / déposes de Compteurs dans le cadre de la Vérification Périodique d'Etalonnage (VPE). On distingue : - La DPCd : DPC des Compteurs domestiques (débit $< 16\text{m}^3/\text{h}$) - La DPCi : DPC des Compteurs industriels (débit $\geq 16\text{m}^3/\text{h}$). La technologie des Compteurs définit la fréquence à laquelle la DPC doit être réalisée (20 ans pour les Compteurs domestiques à soufflet, 15 ans pour les Compteurs industriels à soufflet et 5 ans pour les Compteurs à piston et turbine).
<i>Détail DT/DICT</i>	Détail par commune du nombre de DT et de DICT reçues et traitées par le Concessionnaire, avec le détail des demandes pour lesquelles le Concessionnaire est concerné.



3 – Le patrimoine	
<i>Les ouvrages</i>	
<i>Ouvrages réseau - Inventaire des Canalisations</i>	Inventaire à la maille INSEE des canalisations par pression, diamètre, matière et année de pose.
<i>Ouvrages Réseau - Inventaire des canalisations en acier non protégé</i>	Inventaire à la maille INSEE des canalisations en acier non protégées cathodiquement de manière active, par pression, diamètre et année de pose.
<i>Ouvrages réseau - Inventaire des robinets de réseau</i>	Liste des robinets par commune, pression, année de pose...
<i>Ouvrages Réseau - inventaire des Postes de Distribution Réseau gaz</i>	Inventaire des Postes de détente réseau gaz avec précision de la situation (en antenne ou maillé), des pressions en amont et aval, débit, année de mise en service et télé-exploité ou non.
<i>Ouvrages réseau - Inventaire des ouvrages de protection cathodique</i>	Inventaire des différents types d'ouvrages de protection cathodique présents sur chaque commune (anodes, postes de soutirage, drainages, prises de potentiel...)
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Branchements Collectifs</i>	Inventaire des Branchements Collectifs avec précision de la matière, de la pression, de l'année de mise en service et présence d'une Prise de Branchement à Déclencheur Intégré (PBDI) (= équipement de sécurité)
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Conduites d'Immeuble</i>	Inventaire des conduites d'immeuble sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Conduites Montantes</i>	Inventaire des conduites montantes sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaires des Conduites de Coursives</i>	Inventaire des conduites coursives sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Nourrices de Compteurs</i>	Inventaire des nourrices sur Branchement Collectif avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des tiges Cuisine</i>	Inventaire des tiges cuisine sur Branchement Collectif avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Branchements particuliers</i>	Inventaire des Branchements Particuliers avec précision sur la matière
<i>Compteurs - Inventaire des Compteurs</i>	Nombre de Compteurs de tous types et tous débits



<i>Les chantiers</i>	
<i>Travaux - Mises EN service</i>	Liste des mises en service dans l'année : détail du numéro d'affaire, finalité, type d'ouvrage, quantité et montant de l'investissement
<i>Travaux - Mises HORS service</i>	Liste des mises hors service dans l'année : détail du numéro d'affaire, finalité, type d'ouvrage, quantité
<i>Travaux - Affaires développement abouties avec et sans Extension</i>	Liste des affaires de développement abouties avec et sans Extension de réseau de gaz : finalité de l'affaire, valeur du critère B/I, Participations clients, montant de l'investissement le Concessionnaire.
<i>Etudes de rentabilité (B/I) réalisées dans l'année</i>	Détail des études de rentabilité (B/I) réalisées dans l'année, comprenant les investissements prévus, les nombre de clients, la valeur du B/I et les Participations nécessaires
<i>Les investissements</i>	
<i>Investissements réalisés - par Finalités - en Flux</i>	Investissements par finalité. Flux de dépenses de l'année pour les typologies suivantes : Raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages à la demande de tiers, adaptation et modernisation des ouvrages, comptage, autres. Par commune.
<i>Investissements réalisés - par famille d'ouvrages - en Mises en service</i>	Investissements réalisés. Mises en service sur les biens concédés (premier établissement ou renouvellement) et sur les autres biens par famille d'ouvrages. Par commune.
<i>Investissements réalisés - par famille d'ouvrages - en Flux</i>	Investissements réalisés. Flux de dépenses de l'année sur les biens concédés (premier établissement ou renouvellement) et sur les autres biens par famille d'ouvrages. Par commune.
<i>Investissements réalisés - par Finalités - en Mises en service</i>	Investissements par finalité. Mises en service pour les typologies suivantes : Raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages à la demande de tiers, adaptation et modernisation des ouvrages, comptage, autres. Par commune.
<i>Valorisation du patrimoine</i>	
<i>Valeur Nette Ré-évaluée et charges d'investissement - Zone Péréquée</i>	Valorisation du patrimoine (zone péréquée) sur les biens concédés et les autres biens : part de remboursement économique des ouvrages, part du coût de financement, valeur nette réévaluée des ouvrages en début et fin d'année.
<i>Valorisation du patrimoine - Détail par ouvrage</i>	Détail des données sur la valorisation du patrimoine par ouvrage : part de remboursement économique des ouvrages, part du coût de financement, valeur nette réévaluée des ouvrages en début et fin d'année
<i>Origine de financement des ouvrages</i>	Origine de financement des ouvrages par commune des biens concédés et des autres biens : part financée par le Concessionnaire part financée par l'Autorité Concédante, part financée par les tiers.



4 – Le Compte d'exploitation	
<i>Synthèse</i>	
<i>Compte d'exploitation synthétique par commune sur la zone péréquée</i>	Synthèse du Compte d'exploitation à la maille commune sur la zone péréquée : total des recettes, total des charges, résultat local (différence entre recettes et charges).
<i>Recettes</i>	
<i>Recettes d'acheminement et hors acheminement - Détail par Commune</i>	Les recettes d'acheminement correspondent à la valorisation des consommations des clients à l'échelle de la Concession. Les recettes hors acheminement recouvrent essentiellement la location des Compteurs et postes de livraison de débit supérieur ou égal à 16m ³ /h, les interventions facturées à l'acte et la Participation des tiers à leur Raccordement (hors Producteurs de Gaz renouvelable) ou à des modifications d'ouvrages à leur demande.
<i>Recettes Hors Acheminement - Lexique des codes frais</i>	Lexique des codes frais utilisés dans les données « Prestations »
<i>Recettes Hors Acheminement - Prestations Ponctuelles par code frais</i>	Recettes et nombre de prestations ponctuelles du Catalogue des prestations du Concessionnaire, par code frais
<i>Recettes Hors Acheminement - Prestations Récurrentes par code frais</i>	Recettes et nombre de prestations récurrentes du Catalogue des prestations du Concessionnaire, par code frais
<i>Recettes Hors Acheminement - Indemnités des prestations par code frais</i>	Nombre et montant d'indemnités versées par le Concessionnaire par code frais
<i>Recettes Hors Acheminement - Prestations complémentaires - Biométhane</i>	Prestations complémentaires facturées dans le cadre de l'activité du Concessionnaire sur le Biométhane (études, service d'injection...)
<i>Charges</i>	
<i>Charges d'exploitation - Détail</i>	Détail des charges d'exploitation à la maille commune
<i>Charges d'investissement - Zone péréquée</i>	Détail des charges d'investissement sur les biens concédés et les autres biens (zone péréquée) apparaissant dans les comptes d'exploitation
5 – La transition écologique	
<i>Capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation selon sa typologie</i>	Ce jeu de données permet de visualiser l'évolution année par année depuis 2013 des installations d'injection de biométhane raccordées au réseau de distribution du Concessionnaire, leur capacité d'injection, la localisation de leur lieu d'injection ainsi que la quantité annuelle injectée.



ANNEXE 6 : MESURE DE LA PERFORMANCE

Les principes des indicateurs de performance visés à l'Article 44 du cahier des charges sont définis ci-dessous. Le cas échéant, des modalités spécifiques de mise en œuvre pourront être intégrées à la présente annexe par accord entre les Parties.

A. Indicateur de performance n°1 : Patrimoine (cohérence d'inventaires)

(i) Canalisations

Principe	Mesure des écarts entre base technique SIG et base comptable concernant les canalisations [écart en longueurs]															
Maille	Concession															
Calcul	<p>Mesure des écarts de longueur entre l'inventaire comptable et la base technique cartographique (SIG) sur le périmètre des canalisations de réseau.</p> <p>La mesure de la cohérence entre les deux bases se fait sur les 5 caractéristiques suivantes pour chaque ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> Commune (INSEE) de rattachement Matière Diamètre Longueur Année de mise en service* <p>* la cohérence pour une année N s'apprécie en retirant les ouvrages mis en service dans l'année N-1 afin de tenir compte du temps nécessaire à la mise à jour des bases (en particulier pour les ouvrages mis en service en fin d'année).</p> <p>L'indicateur Taux de cohérence prend en compte la somme des écarts en valeur absolue qu'il rapporte ensuite aux longueurs présentes dans les deux bases :</p> $\text{Taux de cohérence canalisations (TC1)} = 1 - \frac{\sum[\text{Abs}(M-S)]}{(M+S)},$ <p>avec M : Longueur dans l'inventaire comptable, S : Longueur dans le SIG.</p>															
Cible / Pénalités	<p>Pour la Concession d'AUXERRE, au jour de la signature du Contrat, le Taux de cohérence TC1 ne peut être déterminé. Il sera précisé par voie d'avenant au vu des états d'inventaire remis au 1^{er} juin 2024. Les objectifs de réduction des écarts seront, le cas échéant, précisés dans le tableau ci-dessous.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Concessionnaire s'engage à un taux de cohérence de 100% entre les bases pour le flux des canalisations mises en service après la signature du Contrat. ➤ Par ailleurs, lorsque le Taux de cohérence TC1 est inférieur à 97%, le Concessionnaire s'engage à traiter les longueurs en écart suivantes pour chaque période (P1 à P4) : <table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <thead> <tr> <th></th> <th>Période P1</th> <th>Période P2</th> <th>Période P3</th> <th>Période P4</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1^{ère} année contrat : 2024</td> <td>Objectif K1 à fin 2028</td> <td>Objectif K2 à fin 2033</td> <td>Objectif K3 à fin 2038</td> <td>Objectif K4 à fin 2043</td> </tr> <tr> <td>Ecart à résorber (km)</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Période P1	Période P2	Période P3	Période P4	1 ^{ère} année contrat : 2024	Objectif K1 à fin 2028	Objectif K2 à fin 2033	Objectif K3 à fin 2038	Objectif K4 à fin 2043	Ecart à résorber (km)				
	Période P1	Période P2	Période P3	Période P4												
1 ^{ère} année contrat : 2024	Objectif K1 à fin 2028	Objectif K2 à fin 2033	Objectif K3 à fin 2038	Objectif K4 à fin 2043												
Ecart à résorber (km)																



	<p>A l'issue de chaque période Pn, les Parties mesurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Taux de cohérence pour le flux (mises en service après signature du Contrat) $TC1_{flux}$. Dès lors que $TC1_{flux} < 100\%$, la pénalité suivante peut s'appliquer : $P(flux) = 200 \times \Delta(flux),$ où $\Delta(flux)$ représente les éventuels écarts (exprimés en km) entre les bases sur ce flux et où 200 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en euro/kilomètre (€/km). ➤ Les longueurs en écart $K(réel)$ traitées par le Concessionnaire. La pénalité suivante peut s'appliquer dès lors que $K(réel)$ est inférieur à Kn : $P(Kn) = 200 \times [Kn - K(réel)]$ où Kn est l'objectif de longueurs en écarts à traiter pendant la période Pn et où 200 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en EUR/km. <p>Les longueurs en écarts non traitées $[Kn - K(réel)]$ sont automatiquement reportées dans la période suivante P(n+1) et viennent s'ajouter à l'objectif K(n+1).</p>
--	---

(ii) €Branchements Collectifs

Principe	Mesure des écarts entre base technique GMAO et base comptable concernant les Branchements Collectifs [écart en nombre]
Maille	Concession
Calcul	<p>Mesure des écarts entre l'inventaire comptable et la base technique GMAO sur le périmètre des Branchements Collectifs.</p> <p>Trois (3) types d'ouvrages composent un Branchement Collectif :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) BRC : la partie du Branchement Collectif en amont de l'Organe de coupure générale b) CI : Conduite d'Immeuble c) CM : Conduite Montante, y compris nourrice de compteur et tige cuisine (chacune valant 1 dans les inventaires). <p>Annuellement, pour chaque type d'ouvrages, il est procédé au calcul de l'écart entre la base technique GMAO et la base comptable.</p> <p>L'indicateur <i>Taux de cohérence</i> prend en compte la somme des écarts en valeur absolue qu'il rapporte ensuite aux quantités présentes dans les deux bases :</p> $\text{Taux de cohérence Branchements Collectifs (TC2)} = 1 - \frac{\sum [Abs(M-G)_{BRC} + Abs(M-G)_{CI} + Abs(M-G)_{CM}]}{(M+G)}$ <p>avec M : quantités dans l'inventaire comptable, G : quantités dans la GMAO</p>
Cible / Pénalités	<p>L'objectif est de maintenir un Taux de cohérence TC2 minimal de 99,5% (écart maximal de 0,5%) entre les inventaires GMAO et comptable, sur toute la durée du Contrat</p> <p>Dès lors qu'on a $TC2 < 99,5\%$, la pénalité suivante peut s'appliquer :</p> $P(TC2) = 20 \times [\sum [Abs(M-G)_{BRC} + Abs(M-G)_{CI} + Abs(M-G)_{CM}] - (0,5\% * (M+G))]$ <p>Avec : M : la quantités dans l'inventaire comptable, G : la quantités dans la GMAO, 20 : le montant de la pénalité unitaire exprimée en Euro (€).</p>



B. Indicateur de performance n°2 : Temps moyen de coupure des Clients

Il est convenu d'une période d'observation de 5 (cinq) années à compter l'année 2022 pendant laquelle les 2 indicateurs (options A et B) ci-dessous sont produits annuellement par le Concessionnaire (dans le cadre du compte-rendu visé à l'Article 41 du cahier des charges) et analysés conjointement avec l'Autorité Concédante, sans pouvoir donner lieu à pénalité.

A l'issue de cette période d'observation, les Parties définissent l'indicateur de performance (A ou B) et les objectifs (seuil 1 et seuil 2) associés, pour une application **à compter de l'année 2027** pouvant donner lieu à pénalité. L'Autorité Concédante peut néanmoins décider de ne pas utiliser cette période d'observation ou d'y mettre fin à tout moment, et définir avec le Concessionnaire l'indicateur de performance et les objectifs associés selon les principes décrits ci-dessous.

A défaut de choix exprimé par les Parties à l'issue de la période d'observation, l'option A s'appliquera avec les seuils indicatifs ci-dessous.

Principe	Mesure du temps de coupure moyen, comprenant les incidents (hors travaux programmés) impactant au moins 1 Client et avec déplacement GRDF, <u>hors dommages et incendies*</u> . On considère le temps de coupure comme le délai entre l'appel pour manque de gaz (s'il existe) ou le moment où GRDF est intervenu pour mettre en sécurité le réseau, et la remise en pression du réseau ou le moment où l'alimentation a été rétablie chez les Clients présents (« 1 ^{er} tour »). <i>* le Concessionnaire communiquera néanmoins les temps de coupure pour tous les incidents, y compris ceux non pris en compte dans le calcul du présent indicateur</i>	
Maille	Concession** <i>** le Concessionnaire communiquera également à l'Autorité Concédante des éléments de comparaison à une maille pertinente</i>	
Calculs	Option A : Mesure de la moyenne sur le nombre de Clients de la Concession : $[Somme(Nb\ Clients\ impactés \times T\ coupure\ réseau)] / (Nb\ Clients)$	Option B : Mesure de la moyenne sur le nombre de Clients impactés de la Concession : $[Somme(Nb\ Clients\ impactés \times T\ coupure\ réseau)] / (Nb\ Clients\ impactés)$
Calculs	Mesure annuelle par rapport au temps cible sur la Concession : <ul style="list-style-type: none"> Tranche 0 : Aucune pénalité versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est inférieur au Seuil 1 Tranche 1 : Une pénalité (P1) forfaitaire par Client impacté versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est compris entre Seuil 1 et Seuil 2 Tranche 2 : Une pénalité (P2) forfaitaire par Client impacté versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est supérieur à Seuil 2 (P2 > P1) 	
Cibles / Pénalités	Option A (seuils indicatifs) : Seuil 1 : 30min Pénalité 1 (P1) : 5 € / Clients impactés Seuil 2 : 60 min Pénalité 2 (P2) : 10 € / Clients impactés	Option B (seuils indicatifs) : Seuil 1 : 6h Pénalité 1 (P1) : 5 € / Clients impactés Seuil 2 : 24h Pénalité 2 (P2) : 10 € / Clients impactés

En complément des dispositions précédentes, le Concessionnaire proposera d'ici à 2027 une méthode permettant d'estimer le nombre de logements impactés par la coupure d'un Client de type « immeuble collectif ».



C. Indicateur de performance n°3 : qualité de service aux Clients

L'Autorité Concédante choisit l'indicateur de performance parmi les 2 options proposées. L'Autorité Concédante décide de retenir satisfaction client (choix A) ou respect des délais du catalogue de prestations (choix B)

Cet indicateur de performance vient compléter un ensemble d'indicateurs de qualité de service déjà publiés dans les CRAC (nombre de réclamations, délai de traitement...).

Option A : satisfaction Clients

Définition / Principe	Mesurer la satisfaction des Clients sur les prestations pour lesquelles le Concessionnaire est en relation avec le Client final. Cet indicateur est le résultat consolidé des enquêtes réalisées au cours de l'année précédente par le Concessionnaire à la suite de l'exécution des prestations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - enquête de satisfaction suite à un raccordement, - enquête de satisfaction suite à une mise en service, - enquête de satisfaction suite à un dépannage.
Maille	Concession
Critère / Cible	Calcul du taux de Clients « satisfaits » pour chaque enquête (par addition des réponses « très satisfaits » et « assez satisfaits » rapportées au nombre total de réponses), puis calcul d'un indicateur composite : <i>(Taux de satisfaction sur enquête raccordement + Taux de satisfaction sur enquête mise en service + taux de satisfaction sur enquête dépannage) / 3.</i>
Calcul / Pénalités	Mesure annuelle par rapport au niveau de satisfaction cible sur la Concession : <ul style="list-style-type: none"> • Tranche 0 : Aucune pénalité versée lorsque la mesure de satisfaction est $\geq 90\%$, • Tranche 1 : pénalité P1 = 15 € / Client insatisfait pour les mesures de satisfaction comprises entre 90% et 85%, • Tranche 2 : pénalité P2 = 30 € / Client insatisfait pour les mesures de satisfaction $< 85\%$.

Option B : Taux de respect des délais catalogue

Définition / Principe	Cet indicateur fait déjà l'objet d'une publication dans le CRAC. Il mesure le taux de respect par le Concessionnaire des délais de réalisation des prestations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Mises en service avec intervention (MES) : prestations demandées par un Client par l'intermédiaire de son fournisseur, dans des situations type « emménagement » ; - Mises hors service avec intervention (MHS) : prestations demandées par un Client par l'intermédiaire de son fournisseur, pour un déménagement ou abandon de l'énergie. Le fournisseur peut aussi demander la mise hors service suite à une situation d'impayés non soldée ; - Changement de fournisseur avec intervention (CHF) : prestations demandées par un Client par l'intermédiaire de son fournisseur, dans une situation de changement d'offre commerciale avec changement de fournisseur (sans rupture d'alimentation du gaz) ; - Coupures pour impayés (COUP) : prestations demandées par un fournisseur dans le cadre d'un impayé, sans résiliation de contrat.
Maille	Concession
Critère / Cible	Calcul annuel du nombre d'interventions dans les délais : $TR_{\text{délais}} = (MES+MHS+CHF+COUP)_{\text{dans délais}} / (MES+MHS+CHF+COUP)$
Calcul / Pénalités	<ul style="list-style-type: none"> • Si $TR_{\text{délais}} \geq 90\%$, alors pas de pénalité • Si $90\% > TR_{\text{délais}} \geq 85\%$, alors pénalité P1 = 5 € / prestation hors délai • Si $TR_{\text{délais}} < 85\%$, alors pénalité P2 = 10 € / prestation hors délai



ANNEXE 6 BIS : PRECISIONS METHODOLOGIQUES RELATIVES A L'INDICATEUR DE PERFORMANCE N°1 « PATRIMOINE/CANALISATIONS »

Méthode de détermination des objectifs de résorption des écarts d'inventaires pour les canalisations

Dès lors que le taux de cohérence constaté à la signature du Contrat est inférieur à 97%, les engagements de corrections des écarts sont répartis sur la durée du Contrat par périodes de 5 années, en priorisant les écarts sur les canalisations mises en service récemment, la répartition s'effectuant selon le tableau ci-dessous :

N <i>année de signature</i>	Objectif P1 (N+5)	Objectif P2 (N+10)	Objectif P3 (N+15)	Objectif P4 (N+20)	Objectif P5 (N+25)	Objectif P6 (N+30)
1 - Période post 2007	75%	100%	100%	100%	100%	100%
2 - Période 2000-2006	8%	38%	75%	75%	75%	80%
3 - Décennie 1990	4%	8%	38%	75%	75%	80%
4 - Décennie 1980	3%	5%	10%	25%	50%	55%
5 - ANTE 80	1%	3%	5%	8%	25%	30%

Trajectoire des objectifs de résorption
adaptable localement

↑ Objectifs
contrat
de 20 ans

↑ Objectifs
contrat
de 25 ans

↑ Objectifs
contrat
de 30 ans

Exemples de lecture du tableau :

Engagement sur la période 2 / millésime Période 2000-2006 :

38% des écarts observés en début de contrat devront être corrigés en fin de période 2 (objectif adaptable localement)

Engagement sur la période 3 / millésime Période 2000-2006 :

75% des écarts observés en début de contrat devront être corrigés en fin de période 3 (objectif fixé dans le modèle de contrat)

En appliquant cette méthodologie, les Parties déterminent pour chaque période P une quantité K (exprimée en kilomètres) d'écart à résorber :

N <i>année de signature</i>	Objectif P1 (N+5)	Objectif P2 (N+10)	Objectif P3 (N+15)	Objectif P4 (N+20)	Objectif P5 (N+25)	Objectif P6 (N+30)
Ecarts à résorber (en kilomètres)	K1	K2	K3	K4	K5	K6



ANNEXE 7 : REGLES DE CALCUL DES EXTENSIONS DE RESEAU

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Définition du taux de rentabilité

ARTICLE 2 – Seuil minimum de rentabilité

ARTICLE 3 – Evaluation de la recette actualisée

ARTICLE 4 – Evaluation des dépenses

ARTICLE 5 – Investissements

ARTICLE 6 – Formule d'actualisation



Conformément aux dispositions de l'article 15 du cahier des charges, les extensions du réseau de distribution peuvent se faire selon plusieurs modalités qui dépendent du taux de rentabilité de l'opération.

Les articles R432-8 et suivants et R453-1 et suivants du code de l'énergie imposent comme critère de décision des extensions de réseau l'atteinte d'un ratio de calcul de rentabilité tel que défini par l'arrêté ministériel du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article L432-7 du code de l'énergie.

La présente annexe a donc pour but de définir les règles de calcul de ce taux de rentabilité

Article 1 - Définition du taux de rentabilité

Le taux de rentabilité est le rapport entre la somme actualisée des bénéfices et la somme actualisée des dépenses d'investissement à réaliser (B/I) pour permettre le raccordement d'un consommateur final au réseau de gaz naturel dans lequel

$$B = R - D - I$$

où

- R est la somme des recettes des nouveaux raccordements et des recettes d'acheminement actualisées par option tarifaire. Les recettes d'acheminement sont assises sur le tarif d'acheminement proposé par le régulateur (CRE), accepté et publié par les pouvoirs publics.
- I est le montant actualisé des investissements relatifs aux canalisations de distribution et aux postes de détente nécessaires à l'extension du réseau de distribution, y compris les dépenses d'étude et d'ingénierie, moins les participations des tiers aux frais de raccordement et de branchement et, le cas échéant, aux frais d'établissement des conduites montantes et des compteurs
- D est le montant total actualisé des dépenses d'exploitation dites marginales pour chaque nouveau consommateur final. Elles comprennent les dépenses de développement, notamment de démarchage de clientèle, de maintenance et les charges de fonctionnement. Ces dépenses sont évaluées de manière forfaitaire par consommateur final selon l'option tarifaire et, le cas échéant, en tenant compte des coûts de remboursement au premier bénéficiaire d'un raccordement ayant supporté la totalité des coûts de premier établissement d'une opération de raccordement.

La durée d'étude prise en compte dans le calcul est en général de trente ans (pour les recettes d'acheminement liées à des clients de type industriel, la durée de prise en compte est en général réduite à dix ans).

Article 2 - Seuil minimum de rentabilité

Le Concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais les extensions dont le taux de rentabilité défini ci-dessus et calculé dans les conditions de l'article 15 du cahier des charges de concession, est supérieur ou égal à une valeur seuil. Il n'est autorisé à réaliser que les extensions dont le critère de décision est supérieur ou égal à cette valeur seuil.

Cette valeur seuil est fixée à 0. Elle correspond au niveau minimum à atteindre pour envisager une rentabilité des investissements à réaliser.



Article 3 - Evaluation de la recette actualisée

3-1. Evaluation des quantités de gaz acheminées

L'étude de rentabilité est fondée sur des prévisions de quantités acheminées. Celles-ci doivent être évaluées sur des bases aussi réalistes que possible et notamment à partir des quantités observées sur la commune ou sur les communes voisines et des résultats d'enquêtes ou d'études permettant d'estimer le total des quantités acheminées prévisibles sur la zone à desservir.

Consommateurs finals résidentiels et tertiaires (hors tarifs T4 ou TP)

Tous les consommateurs finals consommant plus de 1 000 kWh sont pris en compte dans l'étude.

Le Concessionnaire retient les placements les plus probables, établis à partir des informations locales disponibles.

Pour évaluer les quantités annuelles du secteur résidentiel et petit tertiaire, il aura recours à des valeurs de consommation unitaires moyennes appréciées localement.

La consommation unitaire retenue pour le secteur résidentiel est la consommation par logement, en séparant le pavillonnaire de l'habitat collectif et la construction neuve de l'habitat existant.

Le développement des quantités acheminées est limité aux dix premières années de l'étude. Au-delà, la quantité totale acquise à l'issue de la dixième année est reproduite jusqu'à l'horizon de l'étude.

Consommateurs finals tertiaires (relevant de tarifs T4 ou TP) et industriels

Le Concessionnaire retient les placements les plus probables, établis à partir des informations locales disponibles.

Les quantités annuelles prises en compte sont celles fournies par le consommateur final ou son représentant si elles sont connues, ou des estimations basées sur les consommations d'entreprises similaires en termes d'usage dans la région.

Pour ces consommateurs finals, la durée prise en compte, est fonction de la pérennité de leur consommation de gaz naturel, est appréciée au cas par cas par le Concessionnaire.

Cette durée est de principe de dix ans. Cette durée peut être ajustée à la baisse ou à la hausse en fonction de critères liés au secteur d'activités concerné tant au niveau national qu'au niveau local.

3-2. Evaluation des recettes

Les tarifs à appliquer sont les tarifs d'acheminement sur le réseau de distribution tels que publiés par les pouvoirs publics sur proposition du régulateur (CRE).

Pour le calcul de B/I, ces tarifs sont supposés fixes d'année en année jusqu'à l'horizon de l'étude.

Article 4 – Evaluation des dépenses

Les dépenses annuelles sont constituées de :

4.1. Dépenses d'exploitation marginales pour chaque nouveau consommateur final

Ces dépenses incluent les dépenses de développement, d'exploitation maintenance, de technique clientèle et les charges de fonctionnement.



Ces dépenses sont évaluées de manière forfaitaire par segment tarifaire.

Les valeurs en vigueur sont données dans le tableau suivant :

Segment tarifaire	€/consommateur/an
T1 (jusqu'à 4 000 kWh)	25
T2 (4 000 à 300 000 kWh)	47
T3 (300 000 à 5 000 000 kWh)	582
T4 ou TP (au-delà de 5 000 000 kWh)	1129

Le cas échéant, l'évolution de ces valeurs fait l'objet d'une information à l'autorité concédante.

4.2. Dépenses relatives aux renforcements du réseau de distribution

Si l'étude de saturation du réseau établit la nécessité d'un renforcement du réseau directement imputable au projet d'extension sous un délai de trois ans à compter de la mise en service, ce renforcement est pris en compte dans la part investissement du calcul du taux de rentabilité.

La part d'investissement à intégrer dans le calcul du taux de rentabilité est fonction du rapport au point de renforcement du réseau entre le débit de pointe avant et après projet d'extension.

Article 5 - Investissements

Les investissements pris en compte correspondent à l'ensemble des investissements supportés par le Concessionnaire et nécessaires à l'alimentation de l'ensemble des consommateurs finals considérés dans l'étude.

Ils comprennent notamment les investissements liés à la pose des canalisations de réseaux de distribution, à la fourniture et la pose des postes de détente de distribution publique, à la réalisation des branchements et conduites montantes pour les parties supportées par le Concessionnaire ainsi que les dépenses de main d'œuvre d'étude et d'ingénierie correspondantes.

Article 6 – Formule d'actualisation

On appelle valeur actualisée d'un flux financier F_t , intervenant à l'année t , la quantité :

$$F = \frac{F_t}{(1+a)^t}$$

La valeur actualisée d'une série de flux financiers s'échelonnant de l'année 0 à l'année N s'écrit donc :

$$\sum_{t=0}^{t=N} \frac{F_t}{(1+a)^t}$$

Il s'agit donc de la somme de chacun des flux financiers F_t lorsque t varie de l'année 0 à l'année N.

Dans cette formule, a est le taux d'actualisation mis en œuvre par le Concessionnaire.



ANNEXE 8 : TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX

Article 1 - Généralités

La prestation d'acheminement distribution de gaz naturel représente l'utilisation des réseaux de distribution publique par un fournisseur⁴⁶ pour amener le gaz naturel jusqu'à un point de livraison⁴⁷, à l'exclusion de la fourniture de la molécule. Cette prestation est réalisée par les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) pour le compte de tous les fournisseurs.

Les tarifs (dits « tarifs d'acheminement »), propres à chaque gestionnaire de réseau de distribution, sont fixés par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Ils font l'objet de révisions régulières.

Le tarif d'acheminement comprend quatre options principales :

- trois options T1, T2, T3, de type binôme, comprenant chacune un abonnement annuel et un terme proportionnel aux quantités livrées,
- une option T4 de type trinôme, comprenant un abonnement annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel aux quantités livrées.
- une option TP de type trinôme, comprenant un abonnement annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel à la distance à vol d'oiseau entre le point de livraison concerné et le réseau de transport le plus proche. Ce dernier terme est affecté d'un coefficient multiplicateur dépendant de la densité de population de la commune d'implantation du point de livraison concerné.

Le choix de l'option tarifaire à appliquer à chaque point de livraison revient au fournisseur concerné.

Article 2 - Facturation – Prestations

Le Concessionnaire facture l'acheminement sur la base du tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz du point de livraison concerné, au fournisseur correspondant.

Le tarif d'utilisation des réseaux de distribution couvre un ensemble de prestations liées à la qualité et à la sécurité des réseaux sur lesquels les quantités de gaz sont acheminées, à la mesure des quantités acheminées, et à la gestion contractuelle.

L'utilisation des réseaux de distribution ne peut donner lieu à aucune facturation autre que celle résultant de l'application des tarifs en vigueur, à l'exception de prestations supplémentaires proposées par le gestionnaire du réseau dont les tarifs sont précisés dans un catalogue des prestations qui fait l'objet de l'annexe 9 du présent contrat.

⁴⁶ Fournisseur : personne physique ou morale qui conclut avec le Concessionnaire un contrat d'acheminement sur le réseau de distribution de gaz.

⁴⁷ Point de livraison : point de sortie d'un réseau de distribution où le Concessionnaire livre du gaz à un client final, en exécution d'un contrat d'acheminement sur ce réseau, signé avec un fournisseur.



Article 3 - Grille des Tarifs d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel de GRDF

En application des articles L.452-2 et L.452-3 du code de l'énergie, le tarif d'utilisation des Réseaux de Distribution autres que ceux concédés en application de l'article L.432-6 du Code de l'énergie, est défini par la Commission de Régulation de l'Energie pour la période concernée par délibération publiée au journal officiel de la République Française.

La délibération de la CRE sur la mise à jour des tarifs au 1^{er} juillet de chaque année est disponible sur :

- le site internet de GRDF : <https://www.grdf.fr>
- le site internet de la CRE : <https://www.cre.fr>

Lorsqu'un relevé des consommations de gaz comporte simultanément des consommations payables aux anciens et aux nouveaux tarifs, une répartition proportionnelle au nombre de jours de chaque période est effectuée.

Article 4 – Règle de calcul des quantités de gaz consommé visé à l'article 26.III du cahier des charges de concession

Le facteur de facturation F permet de calculer le nombre de kilowattheures effectivement contenus dans chaque mètre cube de gaz enregistré au compteur.

Il s'obtient par la formule $F = P \times K$

- P, est le pouvoir calorifique supérieur d'un mètre cube de gaz sec mesuré dans les conditions normales de température et de pression (0° C et 1013 mbar).
- K, est le coefficient de correction qui permet de transformer le volume de gaz mesuré par le compteur dans les conditions effectives de pression et de température en un volume qui serait mesuré à 0° C et sous 1013 mbar.

Par application des lois de Mariotte et de Gay-Lussac, le coefficient s'obtient par la relation :

$$K = \frac{P_z + P_r}{1013} \times \frac{273}{273 + t} \quad (1)$$

où P_z est la pression atmosphérique à prendre en compte au point de livraison situé à l'altitude z. La relation qui relie P à z est la suivante :

$$P_z = 1013 (1 - 0,0226 Z)^{5,28}$$

où P est exprimé en mbar et z en km.

Pour le calcul de cette pression, il sera admis de considérer des tranches d'altitude de 200 mètres à l'intérieur desquelles la pression sera réputée constante et égale à la pression inférieure de la tranche.

- P_r est la pression relative au point de livraison exprimée en millibar.

(1) Le facteur de compressibilité du gaz n'est pas pris en compte car il est égal à 1 pour les pressions usuelles rencontrées en distribution.

Le gaz distribué étant sec, la pression partielle de vapeur d'eau est nulle et n'intervient donc pas dans cette formule.



- t est la température du gaz au point de livraison exprimée en degrés Celsius.

Dans ces conditions, le tableau ci-dessous donne pour gaz sec à 15°C la valeur du coefficient K dans différentes hypothèses de pression relative au point de livraison.

PRESSION DE DISTRIBUTION AU POINT DE LIVRAISON				
ALTITUDE DE L'EXPLOITATION COMPRISE ENTRE (mètres) :	20 mbar	25 mbar	30 mbar	300 mbar
0 et 200	0,967	0,971	0,976	1,229
200 et 400	0,944	0,949	0,954	1,206
400 et 600	0,923	0,927	0,932	1,184
600 et 800	0,901	0,905	0,910	1,163
800 et 1000	0,880	0,884	0,889	1,142
Au-delà de 1000	0,859	0,864	0,868	1,121



ANNEXE 9 : CATALOGUE DES PRESTATIONS

L'ensemble des services proposés par le Concessionnaire, ainsi que leur tarification, sont disponibles dans le Catalogue des prestations qui est établi après délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE)

Le Catalogue en vigueur est disponible sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.grdf.fr/particuliers/entreprise-grdf/catalogue-prestations>

ou sur simple demande auprès de votre interlocuteur dédié.

La dernière délibération de la CRE portant décision sur la tarification des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel est disponible sur internet à l'adresse suivante :

[http://www.cre.fr/documents/deliberations/\(type\)/Gaz](http://www.cre.fr/documents/deliberations/(type)/Gaz)



ANNEXE 10 : CONDITIONS DE DISTRIBUTION

Les Conditions de Distribution lient directement le Concessionnaire distributeur et le client final. Associées au contrat de fourniture que le client final a conclu avec son fournisseur, les Conditions de Distribution permettent d'alimenter en gaz le client final.

Conformément au cadre légal et réglementaire, le fournisseur est l'interlocuteur principal du client final pour la souscription des Conditions de Distribution, ainsi que pour toute question portant sur l'acceptation, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de ces Conditions de Distribution.

Les Conditions de Distribution concernent notamment :

- le débit de livraison et les caractéristiques du Gaz livré (Pouvoir Calorifique Supérieur, Pression de Livraison),
- la continuité et la qualité de la livraison du Gaz,
- la mise en place, la propriété, l'Exploitation et la Maintenance du Dispositif Local de Mesurage ou du Poste de Livraison,
- les conditions d'intervention sur le Dispositif Local de Mesurage ou le Poste de Livraison (accessibilité, modalités, mesures et contrôles) et sur le réseau (information du Client, intervention d'urgence),
- le cas échéant, la redevance de location du Dispositif Local de Mesurage ou du Poste de Livraison,
- les réclamations et litiges.

Les Conditions de Distribution, relatives à l'acheminement et à la livraison du gaz, assurent au client final l'accès et l'utilisation du Réseau de distribution de gaz naturel, ainsi que l'accès aux prestations décrites dans le Catalogue des Prestations cité en annexe 9.

Les Conditions de Distribution sont accessibles sur le site internet du Concessionnaire :

www.grdf.fr (rubrique publications).



ANNEXE 11 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Prescriptions techniques du distributeur GRDF

AVRIL 2017

Objet

Ces prescriptions propres au distributeur GRDF (désigné ci-après par « Distributeur ») contiennent les exigences au sens des articles L. 453-4, L. 433-14 et R. 433-14 et suivants du code de l'énergie, auxquelles doivent satisfaire au minimum la conception technique et l'exploitation des Canalisations et des installations des tiers en vue d'un Raccordement de celles-ci aux installations du Distributeur.

Les parties disposant d'un Branchement sur le réseau du Distributeur ou souhaitant disposer d'un tel Branchement sont tenues de conclure un Contrat de Raccordement avec le Distributeur, dans lequel sont régis les aspects relatifs au Raccordement sur le réseau du Distributeur qui ne relèvent pas des présentes conditions techniques de Raccordement. Ces prescriptions techniques de Raccordement feront partie intégrante de ce contrat, sans aucune modification.

1. Définitions

1.1. Branchement

Ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution et l'installation intérieure du client.



1.2. Canalisation (définitions de l'EN 12007-1 – P<16 bar et de l'EN 1594 – P>16 bar)

Réseau comprenant les tuyauteries, les équipements et les postes associés jusqu'au point de livraison. Ces tuyauteries sont en principe enterrées mais peuvent toutefois comporter des tronçons aériens.

1.3. Client

Toute personne physique ou morale titulaire d'un contrat de raccordement et d'un contrat de livraison, ou équivalent.

1.4. Contrat de livraison

Contrat traitant des caractéristiques de livraison (débits, PCS, pression de livraison...), de la constitution du poste de livraison (équipement de comptage notamment) et de ses conditions d'exploitation. Ce contrat peut revêtir la forme d'un contrat de livraison direct adapté aux besoins de clients importants ou de conditions standard de livraison pour les clients n'ayant pas de besoin spécifique.

1.5. Contrat de raccordement

Contrat définissant les caractéristiques et les conditions de construction et de financement des ouvrages de raccordement.

1.6. Autre contrat

Tout contrat liant deux opérateurs dont l'un des deux souhaite se raccorder au réseau exploité par l'autre.

1.7. Gaz naturel (définition de la norme ISO 13686)

Combustible gazeux de sources souterraines constitué d'un mélange complexe d'hydrocarbures, de méthane principalement, mais aussi d'éthane, de propane et d'hydrocarbures supérieurs en quantités beaucoup plus faibles. Le gaz naturel peut également en général renfermer des gaz inertes tels que l'azote et le dioxyde de carbone, plus des quantités très faibles d'éléments à l'état de traces. Il demeure à l'état gazeux dans les conditions de pression et de température normalement rencontrées en service. Il est produit et traité à partir de gaz brut ou de gaz naturel liquéfié, si besoin il est mélangé pour être directement utilisable.

1.8. Gaz autres que le gaz naturel

Tous types de gaz amenés à être injectés sur le réseau du Distributeur autres que le gaz naturel.



1.9. Opérateur Amont (respectivement : Aval)

Exploitant de réseau susceptible d'injecter du gaz sur le réseau (respectivement : de recevoir du gaz depuis le réseau) du Distributeur.

1.10. Opérateur Prudent et Raisonnable

Opérateur appliquant de bonne foi les règles de l'art, et à cette fin, mettant en œuvre les compétences, l'application, la prudence et la prévoyance qui sont raisonnablement et habituellement mises en œuvre par un exploitant compétent et expérimenté.

1.11. Procédures d'intervention

Procédures définissant l'organisation, les moyens et les méthodes que le Distributeur met en œuvre en cas de travaux ou manœuvres sur l'ouvrage, ou d'accident survenu à l'ouvrage.

1.12. Raccordement

Point d'interconnexion entre deux infrastructures adjacentes, qu'il s'agisse de transport ou distribution de gaz naturel ou des installations des clients.

2. Prescriptions de conception et de construction des canalisations

Les prescriptions de conception et de construction des canalisations sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, et selon les dispositions techniques des normes en vigueur, dont les principales sont rappelées ci-après pour mémoire.

Les références législatives et réglementaires indiquées ci-après sont celles en vigueur à la date de publication des dites prescriptions. Elles peuvent faire l'objet d'évolutions consultables sur <https://www.legifrance.gouv.fr/>.

2.1. Réglementation

- Directive européenne équipements sous pression 97/23/CEE,
- Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations, et ses cahiers des charges associés,
- Arrêté du 02 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances,
- Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression,
- Décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail,
- Décret n° 2002-1554 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions que doivent observer les maîtres d'ouvrage lors de la construction des lieux de travail et modifiant le chapitre V du titre III du livre II du code du travail,



- Arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- Arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité dans les ERP),
- Arrêté du 23 janvier 2004 modifiant le règlement de sécurité du 25 juin 1980,
- Règlement de sécurité concernant les Immeubles de Grande Hauteur (IGH),
- Cahier des charges de concession en vigueur sur le territoire de la commune concernée,
- Code de l'environnement article L555-1 et suivants.

2.2. Normes

- NF EN 1 594, juin 2014, « Infrastructures gazières — Canalisations pour pression maximale de service supérieure à 16 bar — Prescriptions fonctionnelles »,
- NF EN 12 007, septembre 2012, parties 1, 2, 4 et juillet 2015, partie 3 , « Systèmes d'alimentation en gaz - Canalisations pour pression maximale de service inférieure ou égale à 16 bar »,
- NF EN 12 186, décembre 2014, « Systèmes d'alimentation en gaz - Postes de détente-régulation de pression de gaz pour le transport et la distribution - Prescriptions fonctionnelles »,
- NF EN 12 732, juin 2014, « Systèmes d'alimentation en gaz - Soudage des tuyauteries en acier - Prescriptions fonctionnelles ».
- la NF EN 12279 « Système d'alimentation en gaz – Installation de détente-régulation de pression de gaz faisant partie des branchements »
- la NF DTU 61.1, juin 2010, « Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation ».

D'autres normes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen peuvent être reconnues équivalentes et approuvées par le ministre chargé de la sécurité du gaz.

3. Prescriptions relatives aux caractéristiques des ouvrages de raccordement

3.1. Exigences réglementaires et normatives

Ces prescriptions sont identiques pour tous les raccordements de même typologie aux réseaux du Distributeur. Elles sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, et selon les dispositions techniques des normes citées au paragraphe 2 ci-dessus, complétées par les textes suivants :

- Spécification ATG B.67.1 de novembre 1995 : « conception, construction et installation des blocs et des postes de détente alimentant une chaufferie »,
- L'installation d'équipements sous pression standard tels que ceux qui peuvent se trouver dans les postes de détente et les stations de compression doit respecter les dispositions du décret du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.



3.2. Exigences du distributeur

3.2.1. Raccordement d'un client individuel (domestique, professionnel, industriel, ...)

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, le branchement tel que défini au paragraphe 1.1 ci-dessus.

3.2.2. Raccordement d'un immeuble collectif à usage d'habitation

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de branchement comprise entre le réseau et l'organe de coupure générale (article 13.1 de l'arrêté du 02 août 1977).

La partie d'ouvrage située entre l'organe de coupure générale et les compteurs des clients est réalisée par le Maître d'Ouvrage au sens de l'arrêté du 02 août 1977.

3.2.3. Raccordement dans le cadre d'un programme d'aménagement ou d'un lotissement privé (ZAC, ZUP, zone pavillonnaire, ...) ou d'un programme sous Maîtrise d'Ouvrage du concédant

Toute demande de raccordement au réseau exploité par le Distributeur fait l'objet d'un contrat entre le Distributeur et le demandeur. Ce contrat définit notamment les modalités de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Les spécifications techniques à mettre en œuvre aux différentes phases d'étude, de construction et de raccordement sont celles du Distributeur.

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de canalisation située entre la conduite de distribution publique existante et le point frontière de l'installation.

3.2.4. Raccordement d'un autre opérateur de distribution ou d'un opérateur de transport

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de canalisation située entre la conduite de distribution publique existante et le point frontière de la dite concession de distribution où sera installé le poste de livraison.

3.3. Relations Distributeur - Client

Les relations entre le Distributeur et le Client raccordé sont régies par les différents contrats souscrits (contrat de raccordement, contrat de livraison, ...).



4. Prescriptions relatives aux caractéristiques des matériels de comptage

4.1. Exigences réglementaires et normatives

Aux raccordements avec tous types d'infrastructures ou d'installations de clients, les matériels de comptage du Distributeur qui ont un caractère transactionnel (ou assimilé) sont installés et exploités conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.

Pour les aspects techniques qui ne relèvent pas de la réglementation ou qui ne sont pas pris en compte par les normes en vigueur, les matériels sont installés et exploités en tenant compte de l'état de l'art.

Ces matériels répondent aux exigences réglementaires et normatives citées au paragraphe 2 ci-dessus, complétées des exigences suivantes :

4.1.1. Réglementation

- Directive 2014/32/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'instruments de mesure (MID)
- Décret n° 73-788 du 4 août 1973 portant application des prescriptions de la CEE relatives aux dispositions communes aux instruments de mesure et aux méthodes de contrôle métrologique
- Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
- Décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure
- Arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
- Arrêté du 25 février 2002 relatif à la vérification primitive de certaines catégories d'instruments de mesure
- Arrêté du 28 avril 2006 fixant les modalités d'application du décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure
- Arrêté du 2 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible
- Directive 2014/68/EU (DESP) relative aux équipements sous pression
- Directive 2014/34/EU (ATEX) relative aux atmosphère explosible

4.1.2. Normes

- NF EN 1359, mai 1999, « Compteurs de gaz, compteurs à parois déformables. »,
- NF EN 1776, avril 2016, « Alimentation en gaz, poste de comptage de Gaz naturel, prescriptions fonctionnelles. »,
- NF EN 12 261/A1, septembre 2006, « Compteurs de gaz, compteurs à turbine »,
- NF EN 12 480/A1, septembre 2006, « Compteurs de gaz, compteurs à pistons rotatifs »,
- NF ISO 17089-1, avril 2011, « Compteurs de gaz à ultrasons »,
- CEI 60 571:2003, « Capteurs industriels à résistance thermométrique de platine »,
- NF EN 12405-1/A2, décembre 2010, « Compteurs de gaz - Dispositifs de conversion - Partie 1 : Conversion de volume »,



- o NF ISO 10715, mars 2001, « Gaz naturel ; lignes directrices pour l'échantillonnage »,
- o NF EN ISO 6974, août 2003, mai 2004 et août 2012, « Gaz naturel ; détermination de la composition avec une incertitude définie par chromatographie en phase gazeuse »,
- o NF EN ISO 6976, novembre 2005, « Gaz naturel ; calcul du pouvoir calorifique, de la masse volumique, de la densité relative et de l'indice de Wobbe à partir de la composition »,
- o NF EN ISO 13443, novembre 2005, « Conditions de référence standard »,
- o NF EN ISO 12213, décembre 2009, « Gaz naturel – facteur de compression ».

D'autres normes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen peuvent être reconnues équivalentes et approuvées par le ministre chargé de la sécurité du gaz.

4.1.3. Textes internationaux

- o Recommandation internationale – Organisation Internationale de Métrologie Légale « Systèmes de comptage de gaz combustible. » R140, édition 2007
- o Recommandation Internationale - Organisation Internationale de Métrologie Légale « Compteurs de gaz », R137, édition 2012
- o EASEE-gas – Common Business Practice « Harmonisation of units », (CBP 2003-001/02 – approuvée le 27 août 2003).

4.2. Exigences du Distributeur

4.2.1. Comptage client

Le dispositif local de mesurage permet de déterminer les quantités (m³) de gaz livrées au client (aux conditions de comptage).

Il comprend a minima un compteur de technologie adaptée à la consommation du client et peut être complété par un ensemble de conversion en température, en pression et température ou en pression, température et compressibilité.

Lorsque la consommation annuelle dépasse 5GWh, il doit être équipé en outre d'un dispositif de relevé à distance (télérelevé...) permettant la détermination journalière des quantités livrées pour les clients liés à GRDF par un contrat de livraison direct.

4.2.2. Poste de livraison opérateur aval

Le poste de livraison installé entre le Distributeur et un autre opérateur de distribution est situé au point « frontière » entre les concessions de chaque opérateur.

La composition du poste de livraison et celle du dispositif local de mesurage peuvent varier en fonction :

- de la nature du réseau où s'effectue le raccordement,
- du débit de l'installation,
- des niveaux de pression respectifs des deux ouvrages à raccorder.



Le poste de livraison comprend a minima un robinet d'isolement en entrée, un filtre, un dispositif de sécurité qui permet de protéger le réseau de chaque opérateur, un dispositif local de mesurage et un robinet d'isolement en sortie, dans le cas des comptages au fil du gaz (si la pression maximale de service du réseau à alimenter est égale à celle du réseau qui l'alimente).

Il peut être complété par un dispositif de détente simple ou double ligne, en fonction des besoins de l'opérateur du réseau à alimenter (si la pression maximale de service du réseau à alimenter est inférieure à celle du réseau qui l'alimente).

Les dispositions particulières sont précisées dans le contrat établi entre les deux opérateurs.

5. Prescriptions relatives aux caractéristiques requises du gaz

La description des prescriptions relatives aux caractéristiques requises du gaz est traitée dans les paragraphes qui suivent, selon le principe de répartition suivant :

- Prescriptions relatives aux caractéristiques des gaz susceptibles d'être injectés sur le réseau du Distributeur par les Opérateurs de transport de gaz naturel Amont, les Opérateurs de distribution de gaz naturel Amont et les Opérateurs Amont susceptibles d'injecter des gaz autres que le gaz naturel,
- Prescriptions relatives aux caractéristiques du gaz naturel livré par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et les installations des clients,

Les caractéristiques du gaz naturel sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, en particulier les suivantes :

- Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et le cahier des charges « Odorisation du gaz distribué » associé,
- Articles R. 121-1 et suivants du code de l'énergie relatif aux obligations de service public assignées aux entreprises du secteur du gaz,
- Arrêté du 16 septembre 1977 : « Dispositions relatives au pouvoir calorifique du gaz naturel distribué par réseau de distribution publique »,
- Arrêté du 28 mars 1980 : « Limites de variations du pouvoir calorifique du gaz naturel distribué par réseau de canalisations publiques »,
- Arrêté du 28 janvier 1981 : « Teneur en soufre et composés sulfurés des gaz naturels transportés par canalisations de transport »,
- Arrêté du 28 janvier 1981 : « Teneur en soufre et composés sulfurés des gaz naturels transportés par canalisation de distribution publique »,
- Prescriptions du cahier des charges ou de l'annexe en vigueur sur le territoire de la commune concernée.



5.1 Caractéristiques des gaz susceptibles d'être injectés sur le réseau du Distributeur

5.1.1 Caractéristiques du Gaz naturel requises aux raccordements avec les Opérateurs de transport Amont et avec les Opérateurs de distribution Amont

Les caractéristiques du gaz naturel requises par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de transport Amont et avec les Opérateurs de distribution Amont sont conformes à tout moment aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux caractéristiques du gaz naturel.

Les caractéristiques réglementaires à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel homologuant le plan de conversion exigé par le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 sont :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H ¹ : 10,7 à 12,8 kWh/m ³ (n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B ¹ : 9,5 à 10,5 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar) ²	Gaz de type B : 12,50 à 13,06 kWh/m ³ (n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)
Point de rosée eau	Inférieur à - 5°C à la pression maximale de service du réseau ³
Teneur en soufre et H ₂ S	La teneur instantanée en H ₂ S doit être inférieure à 15 mg/m ³ (n) (durée de dépassement de 12 mg/ m ³ (n) inférieure à 8 heures). La teneur moyenne en H ₂ S sur 8 jours doit être inférieure à 7 mg/m ³ (n). La teneur en soufre total doit être inférieure à 150 mg/m ³ (n).
Odeur du gaz	Le gaz livré à toutes les sorties du réseau de transport doit posséder une odeur : suffisamment caractéristique pour que les fuites éventuelles soient perceptibles, qui doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

¹ Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

² Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.

³ La conversion du point de rosée eau en teneur en eau et inversement est effectuée selon la norme ISO 18 453 « Natural gas – Correlation between water content and water dew point. » (Corrélation de Gergwater).



Les conditions de livraison du gaz par l'Opérateur de transport Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs.

Les conditions de livraison du gaz par l'Opérateur de distribution Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs. Les caractéristiques (spécifications et procédures) de l'odorisation du gaz naturel injecté sur le réseau du Distributeur seront spécifiées dans le contrat entre les deux opérateurs.

Pression et température du gaz naturel :

Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

5.1.2 Caractéristiques physico-chimiques requises pour l'injection de gaz autres que le gaz naturel

Dans le but :

- de préserver l'intégrité des ouvrages du Distributeur vis-à-vis des risques de réaction chimique et de modification des caractéristiques physiques de ses matériaux constitutifs,
- de garantir l'acheminement vers les clients d'un gaz apte à la combustion et conforme à la réglementation en vigueur,

tout gaz autre que le gaz naturel doit être systématiquement odorisé avant injection sur le réseau du Distributeur conformément à l'Arrêté du 13 juillet 2000 et au cahier des charges relatif à l'odorisation qui lui est associé,

tout gaz autre que du gaz naturel introduit sur le réseau du Distributeur par un Opérateur Amont doit respecter les caractéristiques suivantes, sans préjudice des obligations qui pourraient être faites par la réglementation :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H ⁴ : 10,7 à 12,8 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B ¹ : 9,5 à 10,5 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar) ⁵	Gaz de type H : 13,64 à 15,70 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 13,6 à 15,66) Gaz de type B : 12,01 à 13,06 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 11,97 à 13,03) Gaz de type B pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H ⁶ : 12,50 à 13,06 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)

⁴ Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

⁵ Ces valeurs sont celles discutées dans le cadre de l'association Easee-gas. Concernant la limite supérieure pour l'indice de Wobbe, des vérifications sont en cours pour déterminer à quelle date la valeur de 15,85 kWh/m³(n) (au lieu de 15,7) discutée au sein d'Easee-gas serait acceptable en France.

⁶ Décret n° 2018-348 du 23 mars 2018. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant



Densité	Comprise entre 0,555 et 0,70
Point de rosée eau	Inférieur à -5°C à la Pression Maximale de Service du réseau en aval du Raccordement ⁷
Point de rosée hydrocarbures ⁸	Inférieur à -2°C de 1 à 70 bar
Teneur en soufre total	Inférieure à 30 mgS/ m ³ (n)
Teneur en soufre mercaptique	Inférieure à 6 mgS/ m ³ (n)
Teneur en soufre de H ₂ S + COS	Inférieure à 5 mgS/ m ³ (n)
Teneur en CO ₂	Inférieure à 2,5 % (molaire) Par exception, sur autorisation du Distributeur après étude au cas par cas, une limite en CO ₂ jusqu'à 3,5% ⁹ est tolérée.
Teneur en Tétrahydrothiophène (produit odorisant THT)	Comprise entre 15 et 40 mg/m ³ (n)
Teneur en O ₂	Inférieure à 100 ppmv Par exception, sur autorisation du Distributeur, après étude au cas par cas, une limite en O ₂ jusqu'à 0,75% ¹⁰ est tolérée.
Impuretés	Gaz pouvant être transporté, stocké et commercialisé sans subir de traitement supplémentaire
Hg	Inférieur à 1 µg/m ³ (n)
Cl	Inférieur à 1 mg/m ³ (n)
F	Inférieur à 10 mg/m ³ (n)
H ₂	Inférieur à 6 %
NH ₃	Inférieur à 3 mg/m ³ (n)
CO	Inférieur à 2 %

Les conditions de livraison du gaz autre que le gaz naturel par l'Opérateur Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat. Les caractéristiques (spécifications et procédures) de l'odorisation du gaz autre que le gaz naturel injecté sur le réseau du Distributeur seront spécifiées dans le contrat entre les deux opérateurs.

Selon la nature du gaz à injecter, la teneur maximale d'autres composés pourra être spécifiée en fonction du risque de détérioration des ouvrages du Distributeur.

En outre, le Distributeur peut demander à recueillir l'avis favorable d'une autorité compétente et légitime sur le territoire du point d'injection, attestant que ce gaz ne présente pas de risque pour la santé publique, l'environnement et la sécurité des installations. L'obtention de cet avis est à la charge de l'Opérateur Amont.

En cas de remise en cause de cet avis par l'autorité précitée, le Distributeur devra être informé dans les quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette remise en cause est une clause suspensive de l'acceptation par le Distributeur du gaz à injecter et entraîne la suspension immédiate de l'injection.

du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.

⁷ La conversion du point de rosée eau en teneur en eau et inversement est effectuée selon la norme ISO 18 453 « Natural gas – Correlation between water content and water dew point. » (Corrélation de Gergwater).

⁸ Il s'agit d'une spécification applicable au gaz naturel qui ne couvre que les hydrocarbures et pas les huiles.

⁹ Dans le cas où le gaz est injecté dans un réseau dans lequel le gaz naturel est de type B, la teneur limite en CO₂ tolérée par exception est de 11,7% au lieu de 3,5%.

¹⁰ Dans le cas où le gaz est injecté dans un réseau dans lequel le gaz naturel est de type B, la teneur limite en O₂ tolérée par exception est de 3% au lieu de 0,75%.



Contraintes sur le PCS :

Compte tenu du risque de variations importantes du PCS des gaz autres que du gaz naturel, l'Opérateur Amont présentera au Distributeur les dispositions retenues pour éviter les fluctuations du PCS de nature à perturber le fonctionnement des installations des clients connectés à son réseau.

Pression et température du gaz autre que le gaz naturel :

Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

Le gaz à injecter doit être à une pression inférieure à la pression maximale de service (MOP) du réseau du Distributeur auquel il est intégré et compatible avec la pression d'exploitation du réseau du Distributeur.

5.1.3 Conditions techniques de l'injection de tous types de gaz

Le réseau de distribution étant un réseau passif (absence de stockage, réserve gazométrique négligeable,...), les quantités injectées sont égales en permanence aux quantités livrées.

Point d'injection :

La position du point d'injection et les quantités injectées doivent être compatibles avec la capacité du réseau et ses conditions d'exploitation.

Epuración :

Si le gaz à injecter n'est pas conforme aux spécifications des tableaux précédents, le Distributeur peut néanmoins accepter de le recevoir. Dans ce cas, le gaz à injecter peut devoir être épuré avant injection sur le réseau du Distributeur.

Le cas échéant, les installations de traitement devront être présentées au Distributeur avant acceptation de l'injection par celui-ci.

La composition du gaz avant épuration devra être fournie.

Les postes de livraison des Opérateurs de transport Amont aux raccordements avec le Distributeur sont équipés d'un filtre standard spécifié auprès du fabricant comme devant arrêter une partie des particules solides d'une taille déterminée. Par ailleurs, le Distributeur peut demander à l'Opérateur Amont qu'il justifie d'un traitement du phénomène d'apparition de phases liquides en Opérateur Prudent et Raisonnable.

Dispositif de contrôle :

L'efficacité de l'épuration sera vérifiée par analyse du gaz. Les résultats des analyses seront tenus à disposition du Distributeur. La fréquence des contrôles sera déterminée contractuellement avec le Distributeur.

Le contrat spécifie les modalités de fonctionnement du dispositif d'injection et de contrôle.

5.1.4 Spécificités de la zone alimentée en gaz de type B

Si le gaz est destiné à être injecté dans un réseau ou une installation de gaz de type B, l'Opérateur Amont ne peut s'opposer à ce que le Distributeur achemine par la suite du gaz de type H dans ce réseau ou cette installation. L'injection pourra alors être poursuivie sous réserve que les caractéristiques du gaz à injecter soient modifiées par l'opérateur Amont pour



respecter les spécifications de la zone gaz H, telles que décrites aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.2.

5.2. Prescriptions relatives aux caractéristiques du gaz naturel aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et les installations des Clients

5.2.1 Caractéristiques physico-chimiques du gaz naturel

Les caractéristiques du gaz naturel livré par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et avec les installations des clients sont conformes à tout moment aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux caractéristiques du gaz.

Les caractéristiques réglementaires à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel homologuant le plan de conversion exigé par le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 sont :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H ¹¹ : 10,7 à 12,8 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B ¹² : 9,5 à 10,5 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar) ¹²	Gaz de type B : 12,50 à 13,06 kWh/m ³ (n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)
Teneur en soufre et H ₂ S	La teneur instantanée en H ₂ S doit être inférieure à 15 mg/m ³ (n) (durée de dépassement de 12 mg/ m ³ (n) inférieure à 8 heures). La teneur moyenne en H ₂ S sur 8 jours doit être inférieure à 7 mg/m ³ (n). La teneur en soufre total doit être inférieure à 150 mg/m ³ (n).
Odeur du gaz	Le Distributeur s'assure que le gaz livré possède une odeur : suffisamment caractéristique pour que les fuites éventuelles soient perceptibles, qui doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

Le cahier des charges de concession en vigueur sur la commune concernée mentionne la pression minimale et la pression maximale du gaz naturel livré.

¹¹ Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

¹² Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.



Les conditions de livraison du gaz par le Distributeur à l'Opérateur de distribution ou de transport Aval font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs.

Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

5.2.2 Epuration du gaz

Les postes de livraison des Opérateurs de transport Amont aux raccordements avec le Distributeur sont équipés d'un filtre standard spécifié auprès du fabricant comme devant arrêter une partie des particules solides d'une taille déterminée. Nonobstant la présence de ce filtre, le gaz naturel livré peut véhiculer certains éléments, notamment des phases solides et/ou liquides, à la présence desquelles les installations de certains clients peuvent être sensibles. Le cas échéant, il appartient au client d'installer un dispositif de filtration et/ou de traitement assurant le bon fonctionnement de ses installations avec le gaz naturel livré.

6. Exploitation, contrôle et maintenance des installations

L'exploitation, le contrôle et la maintenance des installations sont réalisés suivant les exigences de la réglementation en vigueur, et en particulier :

- l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et ses cahiers des charges associés,
- l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- l'arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.

7. Procédures d'intervention

Conformément à la réglementation en vigueur, les procédures définissant l'organisation, les moyens et les méthodes que le Distributeur met en œuvre en cas de travaux ou manœuvres sur ses ouvrages, ou d'accident survenu à ses ouvrages sont définis par :

- Un Carnet de Prescriptions au Personnel « Prévention du risque gaz »,
- Un Carnet de Prescriptions au Personnel «Prévention du risque électrique»,
- Un Carnet de Prescriptions au Personnel «Prévention des risques généraux» ,
- Des éléments de secourisme.
- Des dispositions générales pour la sécurité de l'exploitation, conformément à l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations :
 - o Réception et traitement des demandes d'intervention de sécurité ou de dépannage gaz
 - o Procédure d'intervention de sécurité ou de dépannage gaz
 - o Plan d'ORganisation d'Intervention GAZ (ORIGAZ),
- Des dispositions qui permettent de définir le dispositif à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé lors des opérations de construction, d'adaptation et de maintenance des ouvrages de distribution de gaz :
 - o Un Plan de Prévention (Décret du 20 février 1992 codifié aux articles R.4511-1 à R. 4514-10 du Code du travail)



- o Un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Loi du 31 décembre 1993 et décret du 26 décembre 1994, articles L. 4531-1 à L. 4535-1 et R. 4532-1 à R. 4532-98).
- Le Code de l'Environnement Livre V Titre V chapitre IV : Partie législative (articles L. 554-1 et suivants relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution) et partie réglementaire (articles R. 554-1 et suivants) relative à la sécurité des réseaux souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution et l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution.

Par ailleurs, des dispositions complémentaires peuvent venir compléter ces textes, et sont appliquées localement sous l'autorité du Chef d'Etablissement.



ANNEXE A : SCHEMA DIRECTEUR DES INVESTISSEMENTS

Conformément à l'article 40.2 du cahier des charges, le Schéma Directeur des Investissements présente les orientations des investissements sur le territoire de la Concession pour la période 2024 - 2043.

Le Schéma Directeur des Investissements prévisionnels (SDI) propose une vision long terme de l'évolution du réseau de distribution de gaz de la Concession, prenant en compte notamment la planification énergétique du territoire, les zones de développement identifiées ou potentielles et la politique d'adaptation et de modernisation des ouvrages, ces notions étant liées entre elles.

Ce SDI s'articule autour de 4 thématiques :

- Les investissements relatifs au développement du Réseau et au service de la transition écologique du territoire (« *Raccordements et transition écologique* ») : raccordements de nouveaux clients, de stations d'avitaillement GNV/bioGNV, de sites de production de Gaz renouvelables, smart grid gaz, etc.
- Les investissements liés aux demandes de tiers (« *Modification d'ouvrages à la demande de tiers* ») : déplacements d'ouvrages et modification d'ouvrages à la demande de tiers.
- Les investissements relatifs à la structure du Réseau et à la sécurité industrielle (« *Adaptation et modernisation des ouvrages* ») : restructurations et renforcements, modernisation des ouvrages, etc.
- Les investissements relatifs au comptage (« *Comptage et postes de livraison (y.c. compteurs communicants)* ») : compteurs communicants, postes de livraison clients, autres comptages et télérelève.

De façon générale, il repose sur :

- les grandes orientations et projets connus à la date de son élaboration (ex. implantations industrielles et zones d'aménagement / développement, grands projets urbains nécessitant des déplacements d'ouvrages, projets de production de Gaz renouvelables dont biométhane, implantations de stations GNV, réglementation...) et des hypothèses quant aux évolutions à venir,
- les analyses du Concessionnaire quant à la résilience du réseau face aux aléas climatiques (risque « crue », risque « froid » ...),
- les évolutions réglementaires,
- la quantité et la nature d'ouvrages identifiés dans le cadre de la méthode de gestion du risque industriel du Concessionnaire.

Ces données sont complétées par des approches statistiques.

Le SDI fera l'objet d'un bilan à son issue dans la perspective de l'échéance du contrat.

Les grandes orientations du SDI :

Le SDI s'appuie sur un diagnostic réalisé en 2022 et partagé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire. Il intègre les actions du Concessionnaire contribuant à la transition énergétique sur le territoire de la Concession, notamment le raccordement des sites de production de Gaz renouvelable dans le cadre du droit à l'injection et le raccordement des stations GNV / bioGNV.

Ainsi, le SDI est fondé sur les perspectives et grands enjeux de la Concession en matière de :



- **Raccordements et transition écologique :**

- Poursuite de la dynamique de raccordement, en s'appuyant sur les politiques de rénovation énergétique des logements et des bâtiments publics, ainsi que l'intégration de solutions gaz performantes dans les projets neufs.
 - *Trajectoire d'investissements : prise en compte de la conjoncture actuelle et de la tendance décroissante après les niveaux exceptionnellement élevés de ces dernières années.*
- Développement de l'injection de Gaz renouvelables :
 - Raccordement des projets identifiés et réalisations des travaux de maillage associés, le cas échéant.
 - Identification des potentiels et accompagnement des futurs porteurs de projets.
 - *Trajectoire d'investissements : pas de projet identifié à date sur la concession. Dans l'hypothèse de développements progressifs de Gaz renouvelables sur la concession, la chronique pourra être amendée.*

- **Comptage :**

- Remplacement des compteurs communicants 20 ans après leur pose initiale. Les principaux renouvellements sont à attendre au cours du 4^{ème} PPI.

- **Adaptation et modernisation des ouvrages :**

- **Structure :**
 - L'optimisation du schéma de vannage a été finalisée. Quelques adaptations pourront être réalisées en fonction des évolutions du réseau.
 - L'analyse des capacités du réseau et les projections sur le développement des consommations n'impliquent pas de renforcement significatif à moyen terme.
- **Réseaux :**
 - Le renouvellement de la totalité des conduites en fonte ductile doit intervenir au terme de 2049.
 - *Trajectoire d'investissements : Chiffrage indicatif sur la base d'une chronique linéaire en première approche.*
 - *Renouvellement de l'intégralité des conduites en fonte ductile en coordination avec la commune d'ici le 01/01/2050 sur la base d'une chronique linéaire.*
Le linéaire total est estimé à 12,6 km fin 2023, soit au début du PPI1 ; et le prévisionnel de renouvellement est de 10,6km d'ici fin 2043.
Un point sera fait sur le linéaire résiduel de fonte ductile à l'issue de chaque PPI, au cours duquel il pourra être décidé en commun d'un programme volontariste portant sur les PPI suivants.
- **Ouvrages en immeubles (CICM) et branchements :**
 - Ouvrages en immeubles : renouvellements ponctuels (1 à 2 par an en moyenne), en tenant compte des retours d'expérience sur la durée du contrat (remontées concernant d'éventuelles anomalies, configurations spécifiques...).

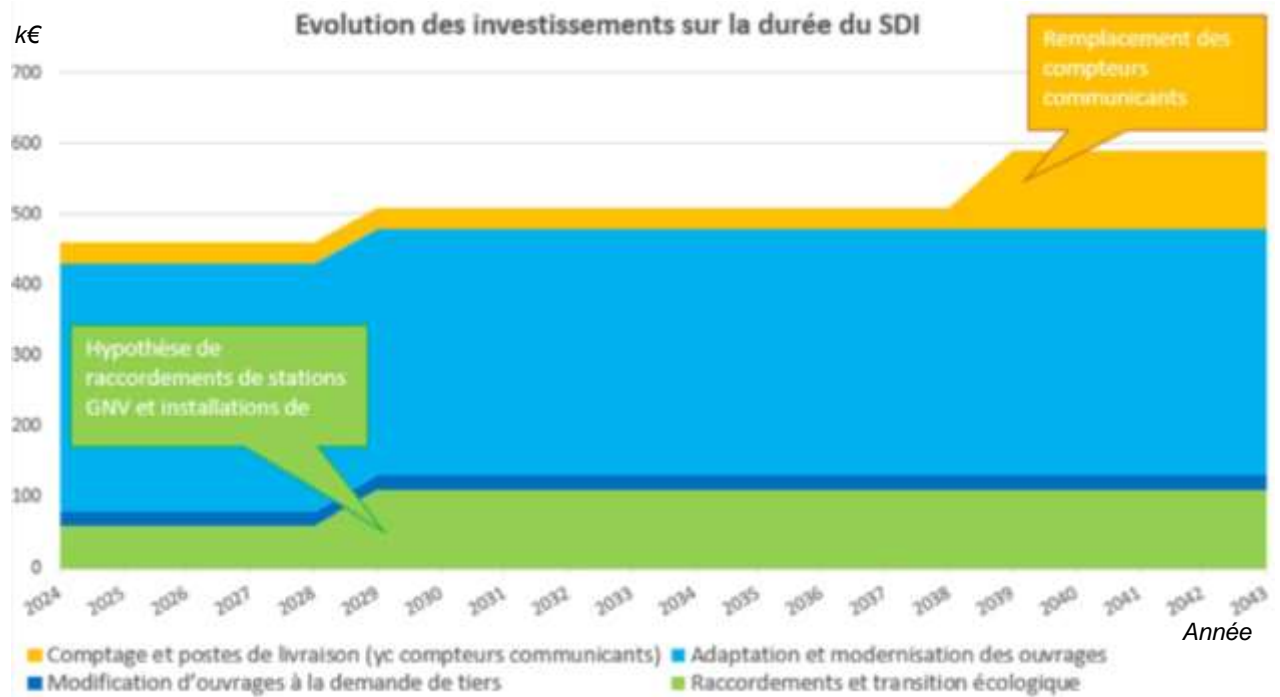


Pendant la durée de la concession, le Concessionnaire continuera à étudier les opportunités de renouvellement d'ouvrages, en lien avec l'analyse des projets de la collectivité et les ouvertures de voirie, notamment dans le cadre de la préparation des Programmes Annuels.

Quantités en k€ de 2022	PPI 1 2024- 2028	PPI 2 2029- 2033	PPI 3 2034- 2038	PPI 4 2039- 2043	Total SDI	Commentaires
Raccordements et transition écologique	300	550	550	550	1 950	
dont raccordement de nouveaux clients	300	300	300	300	1 200	Hypothèse de stabilité des raccordements sur la durée du SDI.
dont raccordement de stations GNV	0	100	100	100	300	Hypothèse de développement de quelques stations de distribution de GNV.
dont Gaz renouvelables et Smart Gaz Grids	0	150	150	150	450	Hypothèse de développement progressif des Gaz renouvelables sur la concession
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	100	100	100	100	400	Hypothèse de stabilité des demandes de modifications d'ouvrages
Adaptation et modernisation des ouvrages	1 750	1 750	1 750	1 750	7 000	
dont investissements de structure	0	0	0	0	0	Structure de réseau mature : schéma de vannage optimisé et dimensionnement suffisant pour l'alimentation des clients
dont modernisation des ouvrages	1 750	1 750	1 750	1 750	7 000	Renouvellement et/ou protection d'ouvrages (conduite, branchements, ouvrages en immeubles, etc.) selon la politique d'investissement du Concessionnaire et des retours d'expérience sur la durée du contrat
dont programme spécifique de renouvellement des fontes ductiles (1)	1 300	1 300	1 300	1 300	5 200	Renouvellement de l'intégralité des conduites en fonte ductile en coordination avec la commune d'ici le 01/01/2050 sur la base d'une chronique linéaire.
<i>Longueurs de canalisations de réseau en fontes ductiles visées par le programme spécifique</i>	2 650 m	2 650 m	2 650 m	2 650 m	10,6 km	Linéaire total estimé à 12,6 km au début du PPI1, soit un prévisionnel de renouvellement de 10,6 km d'ici 2043. Un point sera fait sur le linéaire résiduel de fonte ductile à l'issue de chaque PPI
Compteurs et postes de livraison (y.c. compteurs communicants)	150	150	150	550	1 000	Remplacement des compteurs communicants au cours du 4 ^{ème} PPI.
TOTAL	2 300	2 550	2 550	2 9550	10 350	
(1) Le programme spécifique de renouvellement des fontes ductiles inclut le renouvellement des branchements sur réseau lorsque cela est justifié						



Chronique prévisionnelle des investissements sur la durée du contrat:



ANNEXE B : PROGRAMMES PLURIANNUELS

Le Programme Pluriannuel (ou PPI) décline les orientations exposées dans le Schéma Directeur pour une durée de 5 ans.

Quantités en k€ de 2022	2024	2025	2026	2027	2028	Total PPI
Raccordements et transition écologique	60	60	60	60	60	300
dont raccordement de nouveaux clients	60	60	60	60	60	300
dont raccordement de stations GNV	0	0	0	0	0	0
dont Gaz renouvelables et Smart Gaz Grids	0	0	0	0	0	0
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	20	20	20	20	20	100
Adaptation et modernisation des ouvrages	350	350	350	350	350	1 750
dont investissements de structure	0	0	0	0	0	0
dont modernisation des ouvrages	350	350	350	350	350	1 750
dont programme spécifique de renouvellement des fontes ductiles (1)	260	260	260	260	260	1 300
<i>Longueurs de canalisations de réseau en fontes ductiles visées par le programme spécifique</i>	<i>530 m</i>	<i>530 m</i>	<i>530 m</i>	<i>530 m</i>	<i>530 m</i>	<i>2 650 m</i>
Compteurs et postes de livraison (y.c. compteurs communicants)	30	30	30	30	30	150
TOTAL	460	460	460	460	460	2 300
<i>(1) Le programme spécifique de renouvellement des fontes ductiles inclut le renouvellement des branchements sur réseau lorsque cela est justifié</i>						



ANNEXE C : PROGRAMMES ANNUELS

Le Programme Annuel visé à l'Article 40.4 du cahier des charges est présenté à l'Autorité Concédante au plus tard le 31 octobre de l'année précédant la réalisation des travaux.

La présentation détaille les rues impactées par des travaux de renouvellements de réseaux, les volumes d'ouvrages collectifs ciblés, les longueurs de réseaux impactées par matière ainsi que le montant des investissements prévus. A cette occasion, le Concessionnaire détaille l'ensemble des travaux réseaux prévus en opportunités de voirie ou de travaux conjoints avec d'autres gestionnaires de réseaux.

Le Concessionnaire arrête le Programme Annuel des investissements en tenant compte, notamment, des demandes des clients connues et des propositions de coordinations travaux de l'Autorité Concédante, du gestionnaire de voirie et, le cas échéant, des autres gestionnaires de réseaux au fur et à mesure où celles-ci arrivent et dans la mesure où celles-ci sont connues avant le 1^{er} septembre de l'année précédant la réalisation des travaux.

A l'exception des travaux urgents, le Programme Annuel est mis en œuvre par le Concessionnaire sous réserve des autorisations de voirie délivrées.

Un bilan comparant, notamment, prévisionnel et réalisé, et intégrant les aléas rencontrés sera fourni une fois par an à l'Autorité Concédante. Ce même bilan comprend une projection actualisée des investissements restant à réaliser dans le cadre du Programme Pluriannuel en cours et permettant d'en apprécier l'exécution.



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-046****OBJET : Création d'un conseil scientifique pour le projet de restauration de l'abbaye saint Germain****Rapporteur : Nordine BOUCHROU**

La Ville d'Auxerre s'est engagée dans un projet important de valorisation patrimoniale et touristique de l'Abbaye Saint-Germain. Ce projet vise à la fois à restaurer le patrimoine remarquable que représente l'Abbaye mais également à lui donner une place de 1^{er} ordre dans les parcours touristiques en Région Bourgogne-Franche-Comté.

Il apparait aujourd'hui indispensable, dans le cadre de cette opération, de s'entourer d'experts sur l'ensemble des aspects constitutifs d'un tel projet et notamment pour épauler la Collectivité dans les choix qu'elle aura à arbitrer lors des études pour les travaux de restauration et d'évolution du site.

Il est donc proposé de créer un Conseil Scientifique pour la restauration de l'Abbaye Saint-Germain.

Ce Conseil Scientifique vise à créer un espace d'échange et de discussion permettant d'articuler les enjeux patrimoniaux et archéologiques avec les objectifs muséographiques et d'aménagements du site entre l'ensemble des contributeurs à un projet de cette ampleur (Maître d'Ouvrage, DRAC, Archéologue, Muséographie, Maîtrise d'œuvre...).

Le conseil scientifique est organisé autour de 3 collèges :

- Le collège des scientifiques, constitué de chercheurs, archéologues, spécialistes de la période médiévale
- Le collège des partenaires institutionnels, constitué notamment des services de la Direction des affaires Culturelles de la Région Bourgogne Franche Conté
- Le collège de la maîtrise d'ouvrage, constitué des représentants des direction de la ville d'Auxerre appelées à la réalisation du projet et des intervenants/prestataires de la collectivité œuvrant à la réalisation du projet

La composition et les modalités de fonctionnement du conseil scientifique de l'abbaye Saint Germain sont détaillées dans l'annexe 1.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la création du conseil scientifique,
- De valider sa constitution en 3 collèges et les membres du Conseil Scientifique les constituant,
- D'approuver les modalités détaillées en annexe 1 dont les modalités d'indemnisation forfaitaire pour les seuls membres du collège des scientifiques.



Création d'un Conseil Scientifique pour la restauration de l'Abbaye Saint-Germain - Auxerre

ANNEXE 1

Organisation du conseil

1. Structuration du Conseil Scientifique pour la restauration de l'abbaye Saint Germain

Le conseil scientifique est organisé autour de 3 collèges :

- Le collège des scientifiques, constitué de chercheurs, archéologues, spécialistes de la période médiévale
- Le collège des partenaires institutionnels, constitué notamment des services de la Direction des affaires Culturelles de la Région Bourgogne Franche Comté
- Le collège de la maîtrise d'ouvrage, constitué des représentants des direction de la ville d'Auxerre appelées à la réalisation du projet et des intervenants/prestataires de la collectivité œuvrant à la réalisation du projet

1.1 Le collège des scientifiques :

Les personnalités suivantes ont été pressenties pour constituer le collège des scientifiques :

Mme Sylvie BALCON-BERRY, maître de conférences (HDR) en histoire de l'art et archéologie du Moyen Âge (Sorbonne Université/Centre André-Chastel).

Historienne de l'art et archéologue, spécialiste du vitrail, des origines aux XIII^e-XIV^e siècles, et des complexes religieux au Moyen Âge. S. Balcon-Berry a travaillé sur le haut chœur de la cathédrale d'Auxerre. Elle a dirigé les fouilles de l'ancien cloître canonial qui était associé à la cathédrale Saint-Nazaire d'Autun, et a participé à la fouille du chœur de la cathédrale Saint-Lazare, dont elle a suivi plusieurs étapes de sa restauration. Sur le site de Mesvres, dont elle dirige les fouilles, elle a pu récemment procéder à des **relevés en 3D** (lasergrammétrie et photogrammétrie).

M François BLARY, professeur d'archéologie médiévale à l'Université Libre de Bruxelles. F. Blary a dirigé et publié les fouilles de Château-Thierry. Il s'intéresse particulièrement à l'usage et à l'économie de la pierre et a fouillé de nombreuses abbayes cisterciennes, notamment en Picardie.

M Jacques BUJARD, conservateur cantonal, chef de l'Office du patrimoine et de l'archéologie du canton de Neuchâtel depuis 1995, ancien directeur de la mission archéologique suisse en Jordanie (1988-2000), chargé d'enseignement aux universités de Fribourg (2002-2012), de Lausanne (depuis 2011) et de Neuchâtel (depuis 2015).

Dans le domaine de l'archéologie, J. Bujard se consacre principalement à des études d'archéologie du bâti, le plus souvent en relation avec des chantiers de restauration.



Mme Noëlle DEFLOU-LECA, maître de conférences en histoire médiévale à l'université de Grenoble.

N. Deflou-Leca est spécialiste de l'histoire monastique du Moyen Âge. Elle a participé aux fouilles de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre dirigées par Christian Sapin, à la traduction des *Gestes des évêques d'Auxerre* et a consacré sa thèse de doctorat aux dépendances de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre (v^e-xiii^e siècle). Elle codirige une base documentaire en ligne sur les monastères et les collégiales du Moyen Âge et de l'époque moderne (Col&Mon).

M Jean-Marie GUILLOUËT, professeur d'histoire de l'art médiéval à l'université de Bourgogne ; secrétaire scientifique du Comité international d'histoire de l'art (CIHA).

Les recherches de J.-M. Guillouët portent principalement sur la sculpture et l'architecture du xv^e siècle en France et au Portugal, les transferts et circulations artistiques dans l'Europe gothique, l'histoire des savoir-faire techniques, artistiques et artisanaux au Moyen Âge.

M Fabrice HENRION, conservateur adjoint de l'archéologie (DRAC-Normandie) depuis 2020 ; diplômé de l'EHESS et de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Ancien archéologue au CEM pendant plus de vingt ans (dont il a été le délégué scientifique et technique), F. Henrion a participé à toutes les opérations archéologiques conduites sur la ville d'Auxerre par le CEM. Il connaît donc particulièrement bien le site de l'abbaye Saint-Germain et est au fait de toutes les contraintes administratives et techniques liées à la restauration et aux études archéologiques.

M Daniel PRIGENT, conservateur en chef honoraire du patrimoine, responsable du service départemental d'archéologie du Maine-et-Loire de 1979 à 2015.

Les recherches de D. Prigent ont pour objet la construction, principalement en Anjou (v^e-xix^e siècle), les pratiques funéraires médiévale et moderne, et l'espace monastique (Fontevraud, Saint-Aubin d'Angers). Il a suivi de près en divers sites les relations entre restauration, aménagements et accueil du public.

M Christian SAPIN, directeur de recherche émérite au CNRS. Ancien membre de la Commission Supérieure des Monuments Historiques.

Spécialiste des architectures carolingiennes et romanes, C. Sapin a dirigé les recherches archéologiques sur l'abbaye Saint-Germain de 1986 à 1999. Il a également mené les études du groupe épiscopal d'Autun (1984-1995), de l'ancienne église Saint-Clément de Mâcon (1985-1989), de l'abbaye de Cluny (2006-2013), et du cloître de Vézelay (2009-2013). Grand connaisseur de l'archéologie des Monuments historiques, il a participé à de nombreux conseils scientifiques.

Missions :

Les scientifiques seront appelés à se prononcer sur les travaux de restauration patrimoniale proposés par la maîtrise d'ouvrage via les architectes du patrimoine et/ou architectes en chef des monuments historiques œuvrant à la restauration de l'abbaye



Saint Germain dans le cadre du grand projet de revalorisation du site portant à la fois sur les aspects patrimoniaux, culturels et touristiques.

Ils seront appelés ainsi à formaliser des avis sur les solutions proposées pour garantir la pertinence des travaux de restauration envisagés en cohérence avec le projet global de restructuration du site afin d'amplifier les surfaces destinées aux musées et les espaces à vocation touristique et/ou culturelle.

La ville d'Auxerre, soucieuse d'amplifier la connaissance sur ce site emblématique s'est adjointe les compétences du Centre d'Etudes Médiévales (CEM) pour des missions de diagnostics et de suivis archéologiques. Le CEM présentera également les résultats de ses travaux au comité scientifique afin d'éclairer les décisions en regard des relevés et découvertes qu'il pourrait faire.

Par ailleurs, le conseil scientifique peut formaliser des propositions auprès de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de diagnostics complémentaires et/ou d'études permettant de mieux appréhender les enjeux des travaux de restauration patrimoniale en cohérence avec l'histoire du site.

1.2 Le collège des partenaires institutionnels

Le collège des partenaires institutionnels a pour vocation de regrouper l'ensemble des services de la DRAC RBFC intervenants sur le dossier afin qu'ils puissent suivre les travaux du conseil scientifique et apporter leur éclairage sur les enjeux de la restauration du site.

A ce titre et en lien avec le périmètre de cette opération il semble opportun que soient membres de ce collège :

- Le Conservateur Régional des Monuments Historiques – coordinateur du pôle patrimoines et architecture
- Le Service Régional d'Archéologie,
- L'Architecte des Bâtiments de France, représentant l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine,
- Le service du CRMH,
- Le conseiller Musée

Par ailleurs et si nécessaire, le collège des partenaires institutionnels pourra ponctuellement en fonction des dossiers abordés être complété par d'autres services venant à intervenir dans le projet (Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, ...)

1.3 Le collège de la maîtrise d'ouvrage

Le collège de la maîtrise d'ouvrage est formé des directions intervenantes sur le grand projet de l'abbaye Saint Germain. Il est complété des intervenants (Moe, bureau d'études, archéologue, scénographe, ...) participant à l'acte de conception/construction/restauration de cet édifice.

Ils pourront être appelés à venir présenter les projets sur lesquels ils travaillent afin de recueillir l'avis du conseil scientifique afin de pouvoir structurer des propositions



respectueuses des enjeux patrimoniaux en cohérence avec les objectifs de la maîtrise d'ouvrage.

Les directions susceptibles d'intervenir :

- La direction culture sport vie associative (DCSVA)
- La direction du patrimoine et aménagement de l'espace public (DPAEP)
- La direction de la stratégie, aménagement du territoire et mobilité (DSATM)
- La direction de la valorisation du cadre de vie (DVCV)

Pour le compte de la maîtrise d'ouvrage :

- Le maître d'œuvre-architecte du patrimoine en charge des 1ers travaux de restauration
- L'équipe de programmiste du Grand Projet
- Le Centre d'Etudes Médiévales
- Les archéologues en cas de fouilles complémentaires
- La maîtrise d'œuvre du futur grand projet
- ...

2 Le Fonctionnement du Conseil Scientifique

2.1 Désignation de sa présidence.

Lors de sa séance d'installation, le Conseil Scientifique aura à désigner au sein du collège des scientifiques la personnalité devant assurer la présidence de cette instance. Seul le collège des scientifiques est appelé à se prononcer, en son sein, sur la désignation de la présidence.

2.2 Secrétariat du conseil scientifique.

Le secrétariat sera assuré M Nicolas Pottier, responsable du pôle Saint Germain – conservateur du patrimoine au sein de la DCSVA.

Il pourra ponctuellement être suppléé par Mme Iréna Ropers, instructrice des droits du sol sur le secteur du PSMV au sein de la DSATM

2.3 Rôle et fonctionnement du Conseil

Le conseil scientifique a vocation à créer un espace d'échange et de discussion permettant d'articuler les enjeux patrimoniaux et archéologiques avec les objectifs muséographiques et d'aménagements du site entre l'ensemble des contributeurs.

Il formalise des avis sur les projets de restauration patrimoniale et sur les modalités de mise en œuvre proposés par les maîtres d'œuvre.

Par ses connaissances, il enrichit la réflexion collective et peut apporter des propositions afin de répondre aux enjeux du projet.

Il est prévu, en fonction de l'avancée du grand projet, entre 2 et 3 réunions annuelles maximum en concordance avec l'avancée des travaux et la formalisation du grand projet.



Les réunions du conseil scientifiques se tiendront de préférence sur site, à l'abbaye Saint Germain. En cas d'impossibilité suivant les travaux et/ou les activités culturelles, la maîtrise d'ouvrage mettra à disposition une salle.

Il est proposé de retenir un temps d'échange sur une journée de 9h00 à 17h30 pour chaque conseil scientifique.

La réunion instituant le Conseil Scientifique est prévue le 16 mai 2024.

Les ordres du jour seront systématiquement arrêtés lors de la séance précédente d'un commun accord entre les 3 collèges en lien avec l'avancement du projet.

La date du conseil scientifique suivant sera également choisie collégalement lors de chaque séance

Les comptes rendus formalisant les propositions et conclusions seront rédigés par le secrétariat du conseil scientifique et retranscriront les échanges et les éventuelles demandes.

Il sera transmis pour validation dans le mois suivant la réunion du conseil scientifique à l'ensemble des membres, à M le Maire et à la direction générale de la collectivité.

2.4 Modalités financières

Seuls les membres du collège des scientifiques sont indemnisés de manière forfaitaire sur la base du certificat de présence. (Frais de déplacement, nuitée d'hôtel précédent le jour de la réunion et repas du soir).

Il appartient à chaque participant de s'organiser pour ses déplacements, ses réservations éventuelles d'hôtellerie et de restauration.

La feuille d'émargement du conseil scientifique justifiera de la présence de chacun.

Le forfait applicable est fonction de la distance entre le lieu de résidence et Auxerre :

- Domicile à moins de 250 Km : 300 €
- Domicile à plus de 300 km : 400 €

Le jour de la réunion du conseil scientifique, le repas du midi sera pris collégalement et assuré par la collectivité.

3. Propriété intellectuelle

Pour chacune des opérations réalisées en collaboration dans le cadre du conseil scientifique de l'abbaye Saint Germain, et si les parties le jugent nécessaire, une convention particulière d'application venant à préciser la nature des missions, l'action concernée et les engagements de chacune des parties pourra être conclue.

A cette exception, pour l'ensemble des travaux du conseil scientifique, chaque partie demeure titulaire des droits de propriétés intellectuelles (y compris des résultats de recherche) acquis ou détenus antérieurement dont elle peut faire l'apport au titre des travaux du conseil scientifique.



Les productions du conseil scientifique appartiennent à chaque partie constituant le conseil scientifique qui peuvent les utiliser gratuitement, pour un usage strictement non commercial, en mentionnant la provenance « Conseil Scientifique de l'abbaye Saint Germain à Auxerre ».

Chaque agent des parties peut utiliser les productions du conseil scientifique pour les besoins de la recherche, notamment aux fins de publications, ou pour toute diffusion institutionnelle dans le respect du code de la propriété intellectuelle et des règles spécifiques de son établissement d'origine.

Les membres et acteurs du conseil scientifique acceptent dans le principe d'avoir leur nom et qualités mentionnés et d'apparaître sur les photos qui pourraient illustrer les communications portant sur le Grand Projet de l'Abbaye Saint Germain. Dans le cas contraire, ils en feront expressément la mention auprès de la Ville d'Auxerre et du secrétariat du Conseil Scientifique.

Dans le cadre de publication spécifique d'un des membres du conseil scientifique (à l'exception des communications institutionnelles classiques), celui-ci en informera le Conseil préalablement.

Chaque partie conserve la propriété matérielle de tous documents, œuvres ou produits acquis antérieurement à la création du Conseil Scientifique de l'abbaye Saint Germain pouvant contribuer à éclairer les débats et travaux du conseil scientifique.

4. Durée, condition de la permanence du Conseil Scientifique

Le conseil scientifique perdurera pour toute la durée du Grand Projet de l'abbaye Saint Germain pour toutes les opérations ou tous les travaux pour lesquels son avis pourrait être utile à la compréhension des enjeux historiques et archéologiques afin d'améliorer la connaissance scientifique, de valoriser la médiation et les actions culturelles mais surtout, en lien avec l'accompagnement indispensable au choix de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des arbitrages qu'elle aura à formuler sur les opérations de travaux, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur.

Il est ainsi prévu, à minima, une réunion annuelle pour informer le conseil scientifique de l'avancement du projet global et au maximum 3 séances par an pour les opérations spécifiques.

5. Evolution de la composition du conseil scientifique

Le Conseil Scientifique pourra formaliser des demandes auprès de la ville d'Auxerre sur la pertinence d'élargir la composition du conseil scientifique à des membres dont les compétences et les connaissances permettraient d'enrichir les échanges.

La création et la composition du conseil scientifique ayant fait l'objet d'une délibération ces modifications devront être présentées au conseil municipal pour validation.



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-047****OBJET : Personnel municipal - Mandat au Centre de gestion de l'Yonne de lancer une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire (santé et prévoyance)****Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD**

Selon les dispositions prévues par le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les risques santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Cette participation deviendra obligatoire pour :

- Les risques prévoyance à effet du 1^{er} janvier 2025.
- Les risques santé à effet du 1^{er} janvier 2026.

Les conventions de participation seront conclues par le centre de gestion pour le compte des employeurs, au même titre que les contrats collectifs d'assurance associés, en déclinaison de l'article L827-7 du code général de la fonction publique et tel que prévu par la délibération n°2024-01-003 du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Yonne.

Le processus de consultation sera commun aux employeurs territoriaux du département qui auront formulé leur intention, afin de mutualiser les risques à couvrir, et rechercher des tarifs compétitifs au bénéfice des agents.

Les accords collectifs sont annexés à la présente délibération.

Le comité social territorial a été consulté le 14 mars 2024 et a émis un avis favorable :

- Collège des représentants du personnel : Favorable à l'unanimité,
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation relative au risque santé et prévoyance que le Centre de gestion de l'Yonne va engager,
- Prend acte que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre ou non la décision de signer la convention de participation relative au risque santé et prévoyance souscrite par le CDG 89 à compter du 1er janvier 2025,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération.



Accord collectif
Domaine : protection sociale complémentaire (PSC)
Risque : prévoyance

Version du 21 décembre 2023



Contenu

1.	Présentation du contexte	3
2.	Cadre général de l'accord.....	4
2.1.	Parties prenantes à l'accord	4
2.2.	Objectifs et enjeux de l'accord	4
2.3.	Domaine de l'accord.....	4
2.4.	Bénéficiaires	4
3.	Caractère collectif et facultatif du régime.....	5
3.1.	Caractère collectif du régime	5
3.2.	Caractère facultatif du régime	5
3.3.	Cas de la suspension d'activité.....	5
4.	Garanties d'assurance	6
4.1.	Garanties minimales obligatoires en cas d'adhésion	6
4.2.	Garanties à adhésion facultative	7
4.3.	Maintien des garanties en cas de portabilité.....	7
4.4.	Information des agents assurés	7
4.5.	Organismes d'assurance.....	8
5.	Financement du régime	8
5.1.	Participation de l'employeur	8
5.2.	Cotisation d'assurance	8
5.2.1.	Assiette de la cotisation	8
5.2.2.	Caractéristique de la cotisation.....	9
5.2.3.	Majorations tarifaires.....	9
6.	Modalités de suivi de l'accord	9
6.1.	Comité de suivi paritaire	9
6.2.	Formation	10
6.3.	Entrée en vigueur de l'accord et publication	10
6.4.	Modification, suspension et dénonciation de l'accord	11



1. Présentation du contexte

Les employeurs publics territoriaux, en qualité de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale, ont obligation de verser, à compter du 1^{er} janvier 2025, une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les **risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès** (article L 827-9 du code général de la fonction publique), dénommés **garanties prévoyance**, auxquelles souscrivent les agents qu'ils emploient.

La **participation** doit financer des **garanties minimales**, déterminées par la réglementation en vigueur (*décret n°2022-581*), proposées, selon la décision de l'employeur, soit sous la forme d'un contrat individuel labellisé, soit vis un contrat collectif à adhésion facultative ou à adhésion obligatoire, ce dernier étant souscrit à la condition de la conclusion d'un accord valide dans le cadre de la négociation collective.

Les associations d'employeurs, rassemblées au sein de la Coordination des Employeurs Territoriaux, et les représentants des Organisations Sociales Représentatives (OSR) ont conclu, le 11 juillet 2023, un accord collectif national (ACN) portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux. Cet accord prévoit :

- Le versement d'une participation employeur d'au moins 50% de la cotisation versée par les agents,
- La souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire des agents,
- Les garanties minimales éligibles à la participation des employeurs,
- La conclusion d'un accord valide local par employeur pour la souscription d'un contrat collectif, ce dernier étant souscrit par l'employeur ou par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de son ressort.

Le présent accord est négocié sur la base de la réglementation en cours à sa date de signature. Par conséquent, des dispositions non encore précisées au regard du défaut de transposition normative de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 devront être adaptées et précisées par avenant au présent accord à compter de la publication des nouveaux textes.



2. Cadre général de l'accord

2.1. Parties prenantes à l'accord

Les parties signataires sont :

- L'autorité territoriale compétente, en qualité de centre de gestion départemental de la fonction publique territoriale, avec son représentant mandaté,
- Les organisations syndicales représentatives, avec les représentants mandatés.

2.2. Objectifs et enjeux de l'accord

L'accord a pour objet de définir et de mettre en place un régime de protection sociale complémentaire portant sur les garanties prévoyance avec les objectifs suivants :

- *Intégrer ce nouveau dispositif dans le cadre de la politique de ressources humaines des employeurs,*
- *Garantir le maintien de salaire des agents en cas d'aléas de la vie, c'est-à-dire en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation, en complément des garanties statutaires,*
- *Protéger la famille de l'agent en cas de survenance de son décès,*
- *Améliorer la prise en charge de la cotisation d'assurance prévoyance par l'employeur, sous la forme d'une participation, permettant le financement du maintien de salaire et du décès.*

2.3. Domaine de l'accord

L'accord porte sur le domaine de la protection sociale complémentaire¹, et plus précisément aux risques suivants :

Risque prévoyance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Risque santé	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

2.4. Bénéficiaires

Les bénéficiaires des garanties sont :

- Les agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif de l'employeur, même à temps non-complet, y compris :
 - o Les fonctionnaires momentanément privés d'emploi (FMPE),
 - o Les agents détachés,
 - o Les agents mis à disposition, selon les termes de la convention prévue à cet effet. A défaut de convention, ces agents ont bien la qualité de bénéficiaires,

¹ 13° de l'article L222-3 du code général de la fonction publique.



- Les ayants-droits des agents au titre du bénéfice de la garantie décès, désignés par l'agent adhérent, au bulletin d'adhésion ou, en l'absence de désignation dans le bulletin d'adhésion, définis au contrat collectif d'assurance (conjoint ou concubin ou personne liée par un pacte civil de solidarité et enfants).

3. Caractère collectif et facultatif du régime

3.1. Caractère collectif du régime

Tous les agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif de l'employeur sont bénéficiaires des garanties sans exception ni réserve, ni condition d'ancienneté.

3.2. Caractère facultatif du régime

Tous les agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé dans l'effectif de l'employeur peuvent adhérer au régime.

3.3. Cas de la suspension d'activité

Le maintien des garanties au bénéfice des agents dont l'activité ou le contrat de travail est suspendu est prévu pour les deux situations suivantes :

- **La période de suspension donne lieu à une indemnisation :**
 - Lorsque l'activité est suspendue quelle qu'en soit la cause (notamment lors de la survenance d'une maladie, d'une maternité, d'un accident ou en cas d'activité partielle ou d'un congé d'adoption) et que les agents concernés sont indemnisés pendant cette période, le maintien des garanties de prévoyance reste acquis. L'indemnisation est définie comme le cas où l'agent bénéficie soit d'un maintien de la rémunération, total ou partiel, soit d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers, le bénéfice de l'ensemble des garanties est maintenu pour les agents et, le cas échéant, pour leurs ayants droit.
 - La contribution de l'employeur est maintenue pendant toute la période de suspension.
- **La période de suspension ne donne pas lieu à une indemnisation :**
 - Sont visés les agents absents en raison d'une maladie, d'une maternité ou d'un accident ou pour des raisons autres que médicales (exemple : congé de proche aidant, congé de présence parental) dont l'activité est suspendue sans aucune rémunération ou indemnisation.
 - Pour ces situations, chaque employeur doit déterminer :
 - L'absence de maintien des garanties et de la contribution employeur,
 - ou le maintien des garanties et de la contribution de l'employeur. Si cette option est retenue, la rémunération mensuelle à prendre en compte est égale au montant moyen des rémunérations perçues au cours des douze mois précédant l'arrêt de travail ou la période de congé.



4. Garanties d'assurance

4.1. Garanties minimales obligatoires en cas d'adhésion

Les garanties minimales éligibles à la participation ont pour objet de garantir les risques d'incapacité temporaire de travail et d'invalidité selon les modalités précisées ci-après :

Pour le risque d'incapacité temporaire, l'assureur verse 90% de la rémunération nette, déduction faite - **mais aussi à défaut dans le cas du régime indemnitaire suspendu** - des montants correspondant aux garanties statutaires versés par l'employeur et/ou des indemnités journalières ou toutes autres prestations versées par la Sécurité sociale, en cas de :

- **Agents fonctionnaires affiliés à la CNRACL :**
 - o Congés pour raison de santé à compter du passage à demi-traitement,
 - o Disponibilité d'office pour raison de santé,
 - o Maintien du demi-traitement en attente d'une décision du conseil médical,
 - o Temps partiel thérapeutique,
- **Agents fonctionnaires affiliés à l'IRCANTEC :**
 - o Congés pour raison de santé à compter du passage à demi-traitement,
 - o Disponibilité d'office pour raison de santé,
 - o Maintien du demi-traitement en attente d'une décision du conseil médical,
 - o Temps partiel thérapeutique,
- **Agents contractuels de droit public :**
 - o Arrêts de travail indemnisés par la Sécurité sociale à compter du 30^{ème} jour d'arrêt, y compris périodes de congés pour raison de santé,
 - o Temps partiel thérapeutique,
- **Agents contractuels de droit privé :**
 - o Arrêts de travail indemnisés par la Sécurité sociale à compter du 30^{ème} jour d'arrêt,
 - o Temps partiel thérapeutique.

Pour le risque invalidité, l'assureur verse une rente mensuelle complémentaire, déduction faite du montant de la rente ou de la pension versée par la CNRACL ou la Sécurité sociale, aux conditions suivantes :

- **Agents affiliés à la CNRACL :**
 - o A la condition d'avoir été mis à la retraite pour invalidité, et, en outre, de ne pas avoir atteint l'âge mentionné au premier alinéa de l'article L 161-17-2 du code de la Sécurité sociale,
 - o Pour un montant de rente :
 - de 90% de la rémunération pour les agents qui bénéficient d'un taux d'invalidité > ou = à 50%,
 - d'un pourcentage réduit pour les agents qui bénéficient d'un taux d'invalidité < ou = à 50% selon le calcul suivant : $M = R \times I / 50\%$:
 - M : montant de la rente à verser,
 - R : montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50%,
 - I : pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL qui est inférieur à 50%,
 - réévalué au 1er juillet de chaque année sur la base de l'évolution de l'indice 100 majoré constatée au cours des douze derniers mois et selon le taux défini par l'assureur.



- de la rémunération sans application de franchise ou de restriction, réévalué au 1er juillet de chaque année sur la base de l'évolution de l'indice 100 majoré constatée au cours des douze derniers mois, et selon le taux défini par l'assureur.
- **Agents affiliés à la Sécurité sociale :**
 - A la condition de justifier :
 - d'une invalidité réduisant d'au moins deux tiers sa capacité de travail ou de gain avec un classement en 2e ou 3e catégorie, au sens des 2^{ème} et 3^{ème} de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale,
 - ou d'un taux d'incapacité au moins égal à 66 % en cas de maladie professionnelle ou d'accident du travail au sens de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale,
 - Pour un montant de rente de 90% de la rémunération de l'agent, réévalué au 1er juillet de chaque année sur la base de l'évolution de l'indice 100 majoré constatée au cours des douze derniers mois, et selon le taux défini par l'assureur.

4.2. Garanties à adhésion facultative

Des renforts de garanties sont prévus pour compléter ces garanties minimales pour financer :

- La reconstitution du RI de la garantie incapacité pendant les périodes de **plein-traitement** en cas de placement en CLM-CLD-CGM, pour 90% de la rémunération nette,
- La perte de retraite suite à la mise en retraite pour invalidité des seuls agents CNRACL, avec le versement d'un capital équivalent à 50% du plafond mensuel de la Sécurité sociale (PMSS) par année d'invalidité (toute année d'invalidité est acquise pour le versement du capital).
- Le versement d'un capital décès toutes causes, pour 100% de la rémunération brute.

4.3. Maintien des garanties en cas de portabilité

Les garanties d'assurance sont maintenues dans le cas de l'application des dispositions de l'article L5111-7 du code général des collectivités locales. Si les agents assurés changent d'employeur en application d'une réorganisation, le nouvel employeur est substitué de plein droit à l'ancien pour la convention de participation et le contrat collectif d'assurance qui sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre le nouvel employeur, l'ancien employeur et l'assureur. Ceux-ci peuvent convenir d'une échéance de la convention du contrat, antérieure à celle stipulée, dans le but d'harmoniser le régime des participations applicables aux agents. L'assureur est informé de la substitution de personne morale par le nouvel employeur. La substitution de personne morale à la convention et au contrat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour l'assureur.

4.4. Information des agents assurés

Avant la date d'effet du contrat collectif d'assurance, et au plus tôt à la date d'embauche pour les nouveaux agents, l'employeur remet à chaque agent assuré une notice d'information détaillée² qui définit notamment les garanties d'assurance et leurs modalités d'application.

² Article 12 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « Loi Evin ».



La notice d'information doit décrire les garanties assorties des exclusions, ainsi que les obligations de l'assuré, les modalités d'examen des réclamations et l'existence d'une instance chargée en particulier de cet examen³. L'employeur est également tenu d'informer préalablement par écrit les agents de toute réduction des garanties.

4.5. Organismes d'assurance

Les garanties d'assurance sont proposées par les organismes suivants (article L827-5 du code général de la fonction publique) :

- Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la Mutualité,
- Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale,
- Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

Les organismes d'assurance peuvent être représentés par mandat par un intermédiaire d'assurance relevant des articles L500 à L561-1 du code des assurances.

5. Financement du régime

Le régime est financé par une cotisation d'assurance, selon une répartition entre l'agent et l'employeur définie par délibération de l'assemblée ou du conseil.

5.1. Participation de l'employeur

Seules les garanties minimales d'assurance à adhésion facultative sont éligibles à la participation de l'employeur.

La participation :

- s'élève à un montant minimal mensuel fixé à l'article 2 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 modifié,
- peut être modulée en complément, tout en respectant le montant minimal, dans un but d'intérêt social en tenant compte de la rémunération des agents, selon les dispositions de l'article 23 du décret n°2011-1474,
- doit faire l'objet d'une délibération de l'assemblée ou du conseil de l'employeur.

5.2. Cotisation d'assurance

5.2.1. Assiette de la cotisation

L'assiette de la cotisation et des prestations est composée des éléments de rémunération soumis aux cotisations de la Sécurité sociale.

L'assiette est exprimée :

³ Article L 112-2 du code des assurances.



- en brut de cotisations sociales et de prélèvements sociaux pour le calcul des cotisations,
- en net pour le calcul des prestations, sauf pour le capital décès toutes causes (rémunération brute).

L'assiette est composée des éléments de rémunération suivants :

- Le traitement indiciaire (TI), y compris l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG et le complément de traitement indiciaire (CTI),
- La nouvelle bonification indiciaire (NBI),
- Les primes et indemnités (RI), sauf celle énumérées ci-après :
 - o Les primes et indemnités qui ont le caractère de remboursement de frais,
 - o Les primes et indemnités liées à l'organisation du travail,
 - o Les avantages en nature,
 - o Les indemnités d'enseignement ou de jury et autres indemnités non directement liées à l'emploi,
 - o La part ou l'intégralité des primes et indemnités dont la modulation est fonction des résultats et de la manière de servir, notamment le complément indemnitaire annuel (CIA),
 - o Les versements exceptionnels ou occasionnels de primes et indemnités correspondant à un fait générateur unique,
 - o La prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

5.2.2. Caractéristique de la cotisation

La cotisation doit être au même taux pour tous les agents adhérents au contrat. Elle est exprimée en pourcentage de la rémunération.

5.2.3. Majorations tarifaires

Les majorations tarifaires annuelles ne sont possibles que dans les cas suivants et si le changement revêt un caractère significatif défini pour les quatre causes suivantes :

- Aggravation de la sinistralité. Le plafond de majoration annuelle tarifaire est plafonné à 15% en cas de solde technique déficitaire du compte de résultat du contrat collectif d'assurance,
- Variation du nombre d'agents adhérents,
- Evolutions démographiques,
- Modifications de la réglementation.

6. Modalités de suivi de l'accord

6.1. Comité de suivi paritaire

Le suivi du régime et des engagements d'assurance et de services délivrés au titre du contrat d'assurance collective est organisé dans le cadre d'un **comité de suivi paritaire**.



Ce comité a pour objet :

- D'examiner les conditions d'application de l'accord au regard de ses objectifs,
- De définir le cahier des charges exprimant les besoins,
- De définir les conditions de sélection de l'attributaire du contrat d'assurance,
- De suivre l'évolution du contrat d'assurance sur l'ensemble de sa durée d'exécution : évaluation, audit, pilotage de la prévention, appréciation des évolutions tarifaires...

Ce comité est composé des représentants des parties signataires au présent accord, régi par un règlement intérieur qui est négocié et adopté. Ce règlement comporte, notamment :

- Les règles déontologiques et de prévention des conflits d'intérêts à respecter,
- Les éléments d'organisation et de planification : présidence, fréquence des réunions, modalités de saisine, secrétariat, suivi et la mise en œuvre des décisions, calendrier prévisionnel.

Les représentants du comité seront destinataires de toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension de la PSC.

6.2. Formation

Un module de formation est prévu à destination des parties prenantes à l'accord et aux agents en charge des ressources humaines au titre de l'acculturation partagée. Ce module doit intégrer les questions fondamentales de déontologie.

6.3. Entrée en vigueur de l'accord et publication

L'accord entre en vigueur au lendemain de sa publication. L'autorité territoriale signataire de l'accord transmet une copie sans délai au conseil supérieur de la fonction publique territoriale.



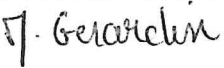
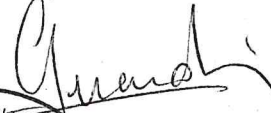
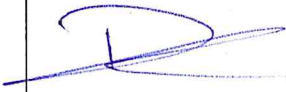
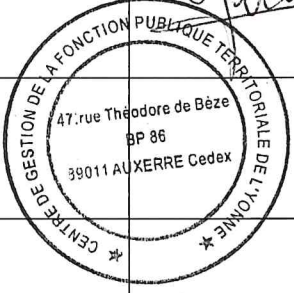
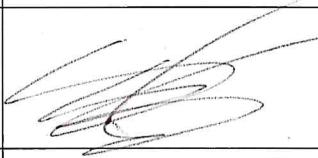

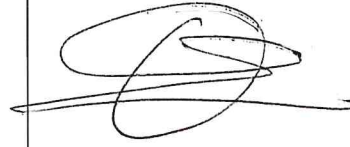
6.4. Modification, suspension et dénonciation de l'accord

L'accord peut être :

- modifié dans le respect de la condition de majorité déterminé à l'article L 223-1 du code général de la fonction publique,
- suspendu en cas de situation exceptionnelle par l'autorité territoriale signataire après un préavis de quinze jours, et pour une durée maximale de trois mois renouvelable une fois. L'autorité territoriale informe les organisations syndicales signataires des motifs justifiant la suspension et, le cas échéant, son renouvellement.
- dénoncé par l'une des parties prenantes, pour la totalité ou une partie de l'accord.

Date : 09/01/2024

A Auxerre,

<p>Le Président du CDG89 </p>		<p>L'UNSA, Mme CHAMBARD Catherine</p>	
		<p>La CGT, M. CARPENTIER Christophe</p>	
		<p>La CFDT, M. GESTIN Michael</p>	
		<p>La FAFPT, Mme PORTIE Véronique</p>	





Accord collectif
Domaine : protection sociale complémentaire (PSC)
Risque : santé

Version du 21 décembre 2023



Contenu

1.	Présentation du contexte	3
2.	Cadre général de l'accord.....	3
2.1.	Parties prenantes à l'accord	3
2.2.	Objectif et enjeu de l'accord	3
2.3.	Domaine de l'accord.....	3
2.4.	Bénéficiaires	3
3.	Caractère collectif et facultatif du régime.....	4
3.1.	Caractère collectif du régime	4
3.2.	Caractère facultatif du régime	4
3.3.	Cas de la suspension d'activité.....	5
4.	Garanties d'assurance	5
4.1.	Cadre général des garanties d'assurance.....	5
4.2.	Maintien des garanties en cas de portabilité	6
4.3.	Information des agents assurés	6
4.4.	Organismes d'assurance.....	6
5.	Financement du régime	7
5.1.	Participation de l'employeur	7
5.2.	Cotisation d'assurance	7
5.2.1.	Assiette de la cotisation	7
5.2.2.	Caractéristiques de la cotisation	7
5.2.3.	Grille des cotisations	8
5.2.4.	Majorations tarifaires.....	8
6.	Modalités de suivi de l'accord.....	8
6.1.	Comité de suivi paritaire	8
6.2.	Formation	9
6.3.	Entrée en vigueur de l'accord et publication	9
6.4.	Modification, suspension et dénonciation de l'accord	10
7.	Annexe : tableau des garanties d'assurance	11



1. Présentation du contexte

Les employeurs publics territoriaux, en qualité de collectivités territoriales et d'établissements publics rattachés, ont obligation de verser une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par **une maternité, une maladie ou un accident** (article L 827-9 du code général de la fonction publique), dénommés « **garanties santé** », auxquelles souscrivent les agents qu'ils emploient, à compter du 1^{er} janvier 2026.

La participation doit financer des garanties minimales, déterminées par la réglementation en vigueur (*décret n°2022-581*). Ces garanties minimales peuvent être souscrites par les employeurs via un contrat d'assurance collective à adhésion facultative des agents conclus par eux-mêmes ou par le centre de gestion de la fonction publique territoriale.

2. Cadre général de l'accord

2.1. Parties prenantes à l'accord

Les parties signataires sont :

- L'autorité territoriale compétente, en qualité de centre de gestion départemental de la fonction publique territoriale, avec son représentant mandaté,
- Les organisations syndicales représentatives, avec les représentants mandatés.

2.2. Objectif et enjeu de l'accord

L'accord a pour objet de définir un régime de protection sociale complémentaire portant sur les garanties santé qui a pour objectif de :

- Permettre aux agents de bénéficier de remboursements de soins pour un bon rapport qualité-prix.

2.3. Domaine de l'accord

L'accord porte sur le domaine de la protection sociale complémentaire (13° de l'article L222-3 du code général de la fonction publique), et plus précisément aux risques suivants :

Risque prévoyance	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Risque santé	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

2.4. Bénéficiaires

Les bénéficiaires des garanties sont :



- Les **bénéficiaires actifs** en qualité d'agents fonctionnaires et contractuels de droit public ou de droit privé dans l'effectif de l'employeur, même à temps non-complet, y compris :
 - o Les fonctionnaires momentanément privés d'emploi (FMPE),
 - o Les agents détachés,
 - o Les agents mis à disposition, selon les termes de la convention prévue à cet effet. A défaut de convention, ces agents bénéficient de la qualité de bénéficiaires,
- Les **bénéficiaires retraités** en qualité de titulaire d'une pension de retraite de droit direct d'un régime de base, qui étaient auparavant agents fonctionnaires et contractuels de droit public ou de droit privé dans l'effectif de l'employeur,
- Les **bénéficiaires ayants-droits** des actifs ou des retraités, qui sont dans l'une des situations suivantes :
 - o Conjoint non séparé de corps dans les conditions prévues à l'article 296 du code civil d'un bénéficiaire actif ou retraité,
 - o Personne liée par un pacte civil de solidarité à un bénéficiaire actif ou retraité,
 - o Personne vivant en concubinage avec un bénéficiaire actif ou retraité dans les conditions prévues à l'article 515-8 du code civil,
 - o Enfant ou petit-enfant d'un bénéficiaire actif ou retraité, ou de leur conjoint ou d'une personne liée à eux par un pacte civil de solidarité ou vivant en concubinage avec eux, ou enfant confié par décision de justice aux mêmes personnes, à leur charge au sens de l'article L. 196 du code général des impôts et ne bénéficiant pas d'un autre régime ou dispositif de protection sociale complémentaire au titre de leur activité professionnelle, et qui est :
 - Agé de moins de 21 ans,
 - Ou âgé de moins de 25 ans, s'il justifie de la poursuite de ses études, est en contrat d'apprentissage ou est demandeur d'emploi au sens de l'article L. 5411-1 du code du travail
 - Ou reconnu en situation de handicap par la commission mentionnée à l'article L. 241-5 du code de l'action sociale et des familles.

Les bénéficiaires ayants-droits peuvent adhérer à tout moment au contrat collectif.

Le conjoint survivant et l'enfant orphelin du bénéficiaire actif ou retraité qui est décédé, titulaire d'une pension de réversion ou d'orphelin conserve, à sa demande, la qualité de bénéficiaire ayant-droit après le décès du bénéficiaire actif ou retraité. Sa demande d'adhésion est formulée dans le délai d'un an à compter du décès.

3. Caractère collectif et facultatif du régime

3.1. Caractère collectif du régime

Tous les agents fonctionnaires et contractuels de droit public ou de droit privé sont bénéficiaires du régime sans exception ni réserve, ni condition d'ancienneté.

3.2. Caractère facultatif du régime

Les agents fonctionnaires et contractuels de droit public ou de droit privé peuvent adhérer au contrat. Il en est de même des agents retraités. L'adhésion des ayants-droits est conditionnée à l'adhésion de l'agent actif ou retraité.



Les bénéficiaires doivent être soumis à la législation française de Sécurité sociale ou assurés volontaires contre les risques maladie et maternité dans les conditions prévues aux articles L. 762-5 à L. 762-6-5 du code de la Sécurité sociale

Les adhésions ne sont soumises à aucune restriction, c'est-à-dire **sans** :

- Recueil par l'assureur d'informations médicales,
- Application de délai de stage ou délai de carence à la délivrance des garanties,
- Condition d'âge, à l'exception de celles prévues pour les ayants-droits en qualité d'enfants, ne peut être opposée à l'adhésion d'un bénéficiaire

3.3. Cas de la suspension d'activité

Le maintien des garanties au bénéfice des agents dont l'activité ou le contrat de travail est suspendu est prévu pour les deux situations suivantes :

- **La période de suspension donne lieu à une indemnisation :**
 - Lorsque l'activité est suspendue qu'elle qu'en soit la cause, et que les agents concernés sont indemnisés pendant cette période, le maintien des garanties reste acquis. L'indemnisation est définie comme le cas où l'agent bénéficie soit d'un maintien de la rémunération, total ou partiel, soit d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers. Dans ce cas, le bénéfice de l'ensemble des garanties est maintenu pour les agents et, le cas échéant, pour leurs ayants droit.
 - La contribution de l'employeur est maintenue pendant toute la période de suspension.
- **La période de suspension ne donne pas lieu à une indemnisation :**
 - Sont visés les agents absents en raison d'une maladie, d'une maternité ou d'un accident ou pour des raisons autres que médicales dont l'activité est suspendue sans aucune rémunération ou indemnisation.
 - Deux situations sont déclinées :
 - *Le maintien des garanties et de la contribution de l'employeur est prévu si l'agent est placé dans l'une des situations suivantes :*
 - *Congé parental,*
 - *Disponibilité pour raison de santé, congé sans rémunération pour raison de santé ou congé sans salaire pour raison de santé, de maternité ou lié aux charges parentales,*
 - *Congé de proche aidant, congé de présence parentale et congé de solidarité familiale,*
 - *Congé de formation professionnelle.*
 - *L'absence de maintien des garanties et de la contribution employeur sont applicables pour les cas autres que ceux énumérés en amont.*

4. Garanties d'assurance

4.1. Cadre général des garanties d'assurance



Les garanties ont pour objet de financer les frais occasionnés par **une maladie, un accident ou une maternité**. Elles doivent respecter les conditions fixées :

- au II de l'article L. 911-7 du code de la Sécurité sociale (panier de soins),
- à l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale (contrat responsable),
- au II de l'article L. 862-4 du code de la sécurité sociale (contrat solidaire).

Les agents retraités bénéficient des mêmes garanties que les agents actifs.

Afin de tenir compte des situations des agents, les garanties sont proposées selon **trois** niveaux de prestations, en fonction du degré de protection recherché. Ces niveaux sont applicables par adhésion de l'agent actif ou retraité, pour lui et ses ayants-droits, et sont proposés en annexe du présent accord.

4.2. Maintien des garanties en cas de portabilité

Les garanties d'assurance sont maintenues dans le cas de l'application des dispositions de l'article L5111-7 du code général des collectivités locales. Si les agents assurés changent d'employeur en application d'une réorganisation, le nouvel employeur est substitué de plein droit à l'ancien pour la convention de participation et le contrat collectif d'assurance qui sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre le nouvel employeur, l'ancien employeur et l'assureur. Ceux-ci peuvent convenir d'une échéance de la convention du contrat, antérieure à celle stipulée, dans le but d'harmoniser le régime des participations applicables aux agents. L'assureur est informé de la substitution de personne morale par le nouvel employeur. La substitution de personne morale à la convention et au contrat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour l'assureur.

4.3. Information des agents assurés

Avant la date d'effet du contrat collectif d'assurance, et au plus tôt à la date d'embauche pour les nouveaux agents, l'employeur remet à chaque agent une notice d'information détaillée¹ qui définit notamment les garanties d'assurance et leurs modalités d'application. La notice d'information doit décrire les garanties assorties des exclusions, ainsi que les obligations de l'assuré, les modalités d'examen des réclamations et l'existence d'une instance chargée en particulier de cet examen². L'employeur est également tenu d'informer préalablement par écrit les agents de toute réduction des garanties.

4.4. Organismes d'assurance

Les garanties d'assurance sont proposées par les organismes suivants (article L827-5 du code général de la fonction publique) :

- Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la Mutualité,
- Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale,
- Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

¹ Article 12 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 dite « Loi Evin ».

² Article L 112-2 du code des assurances.



Les organismes d'assurance peuvent être représentés par mandat par un intermédiaire d'assurance relevant des articles L500 à L561-1 du code des assurances.

5. Financement du régime

Le régime est financé par une cotisation d'assurance, selon une répartition entre l'agent et l'employeur définie par délibération de l'assemblée ou du conseil.

5.1. Participation de l'employeur

La participation :

- s'élève à un montant minimal mensuel fixé à l'article 6 du décret n°2022-581,
- peut être modulée en complément, tout en respectant le montant minimal, dans un but d'intérêt social en tenant compte de la rémunération des agents, selon les dispositions de l'article 23 du décret n°2011-1474,
- fait l'objet d'une délibération de l'assemblée ou du conseil de l'employeur.

Si un agent travaille régulièrement et simultanément pour le compte de plusieurs employeurs public territoriaux, la contribution due peut faire l'objet d'un partage par quotes-parts entre eux, selon des conditions qu'ils déterminent conjointement.

5.2. Cotisation d'assurance

5.2.1. Assiette de la cotisation

L'assiette de la cotisation est composée des éléments de rémunération en brut soumis aux cotisations de la Sécurité sociale.

5.2.2. Caractéristiques de la cotisation

Les montants de cotisation doivent respecter les principes de solidarité qui sont définies à l'article 28 du décret n°2011-1474 :

- Le rapport entre la cotisation hors participation due par l'assuré âgé de plus de trente ans acquittant le montant le plus élevé et la cotisation due par l'assuré âgé de plus de trente ans acquittant le montant le moins élevé ne peut être supérieur à **trois**, à charge de famille et catégorie statutaire identiques, et pour une option de garanties comparable,
- Il ne peut être prévu d'âge maximal d'adhésion. Toutefois, la cotisation est majorée d'un coefficient lorsque l'adhésion de l'agent est postérieure de deux ans à son entrée dans la fonction publique ou, pour les agents en fonction au 8 novembre 2011, intervient plus de deux ans après cette date. Ce coefficient est calculé selon



les modalités fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales, du ministre chargé de la Sécurité sociale et du ministre chargé de la fonction publique.

- Les cotisations ne sont pas fixées en fonction :
 - o de l'état de santé de l'agent, aucune information médicale ne pouvant être recueillie à cette fin,
 - o de la nature de l'emploi de l'agent,
 - o du sexe de l'agent.

5.2.3. Grille des cotisations

Les cotisations sont présentées par tranches d'âge, applicable par personne à assurer :

- Enfant,
- Adulte moins de 30 ans,
- Adulte de 31 à 40 ans,
- Adulte de 41 ans à 50 ans,
- Adulte de plus de 51 ans,
- Adulte retraité.

5.2.4. Majorations tarifaires

Les majorations tarifaires annuelles ne sont possibles que dans les cas suivants et si le changement revêt un caractère significatif défini pour les quatre causes suivantes :

- Aggravation de la sinistralité. Le plafond de majoration annuelle tarifaire est de 10% en cas de solde technique déficitaire du compte technique du contrat d'assurance,
- Variation du nombre d'agents adhérents,
- Evolutions démographiques,
- Modifications de la réglementation.

6. Modalités de suivi de l'accord

6.1. Comité de suivi paritaire

Le suivi du régime et des engagements d'assurance et de services délivrés au titre du contrat d'assurance collective est organisé dans le cadre d'un **comité de suivi paritaire**.

Ce comité a pour objet :

- D'examiner les conditions d'application de l'accord au regard de ses objectifs,
- De définir le cahier des charges exprimant les besoins,
- De définir les conditions de sélection de l'attributaire du contrat d'assurance,
- De suivre l'évolution du contrat d'assurance sur l'ensemble de sa durée d'exécution : évaluation, audit, pilotage de la prévention, appréciation des évolutions tarifaires...



Ce comité est composé des représentants des parties signataires au présent accord, régi par un règlement intérieur qui est négocié et adopté. Ce règlement comporte, notamment :

- Les règles déontologiques et de prévention des conflits d'intérêts à respecter,
- Les éléments d'organisation et de planification : présidence, fréquence des réunions, modalités de saisine, secrétariat, suivi et la mise en œuvre des décisions, calendrier prévisionnel.

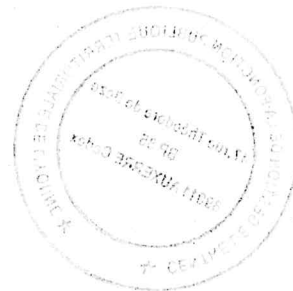
Les représentants du comité seront destinataires de toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension de la PSC.

6.2. Formation

Un module de formation est prévu à destination des parties prenantes à l'accord et aux agents en charge des ressources humaines au titre de l'acculturation partagée. Ce module doit intégrer les questions fondamentales de déontologie.

6.3. Entrée en vigueur de l'accord et publication

L'accord entre en vigueur au lendemain de sa publication. L'autorité territoriale signataire de l'accord transmet une copie sans délai au conseil supérieur de la fonction publique territoriale.




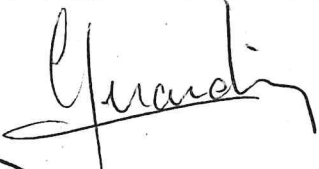
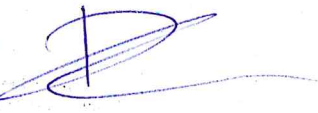
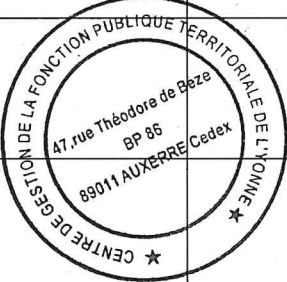
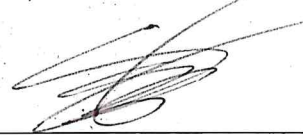

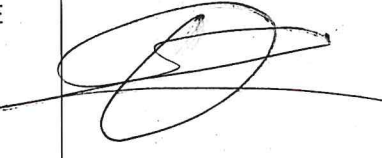
6.4. Modification, suspension et dénonciation de l'accord

L'accord peut être :

- modifié dans le respect de la condition de majorité déterminé à l'article L 223-1 du code général de la fonction publique,
- suspendu en cas de situation exceptionnelle par l'autorité territoriale signataire après un préavis de quinze jours, et pour une durée maximale de trois mois renouvelable une fois. L'autorité territoriale informe les organisations syndicales signataires des motifs justifiant la suspension et, le cas échéant, son renouvellement.
- dénoncé par l'une des parties prenantes, pour la totalité ou une partie de l'accord.

Date : 09/01/2024

A Auxerre,

Le Président du CDG89 		L'UNSA, Mme CHAMBARD Catherine	
		La CGT, M. CARPENTIER Christophe	
		La CFDT, M. GESTIN Michael	
		La FAFPT, Mme PORTIE Véronique	




7. Annexe : tableau des garanties d'assurance

Soins courants			
Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur, en % de la base de remboursement (BR / TRSS / TA), ou/et en forfaits, par assuré	Niveau de garanties		
	N1	N2	N3
Prestations remboursées par l'Assurance maladie :			
Les dépassements tarifaires des médecins n'ayant pas adhérents aux dispositifs de pratiques tarifaires maîtrisées (DPTAM) sont pris en charge dans la double limite de 100% du tarif de responsabilité et des montants pris en charge pour les dépassements des médecins ayant adhérents à ces dispositifs, tel qu'indiqués ci-dessous, minorés de 20% du tarif de responsabilité. Les DPTAM sont des dispositifs ayant pour objet la maîtrise des dépassements d'honoraires des professionnels des santé conventionnés (CAS, OPTAM, OPTAM-CO...). La liste des professionnels adhérents à ces dispositifs est consultable sur : http://annuaire.sante.ameli.fr			
Honoraires :			
Honoraires généralistes (consultations, visites) - Praticien adhérent à un DPTAM	125%	150%	200%
Honoraires généralistes (consultations, visites) - Praticien non adhérent à un DPTAM	105%	130%	180%
Honoraires spécialistes (consultations, visites) - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Honoraires spécialistes (consultations, visites) - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Actes techniques médicaux et autres actes - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Actes techniques médicaux et autres actes - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Imagerie médicale - Praticien adhérent à un DPTAM	100%	125%	200%
Imagerie médicale - Praticien non adhérent à un DPTAM	100%	105%	180%
Honoraires paramédicaux - auxiliaires médicaux	100%	125%	150%
Honoraires de séances d'accompagnement psychologique (article L162-58-1 CSS)	100%	100%	100%
Analyse et examens de laboratoires	100%	125%	150%
Frais de transport	100%	100%	100%
Médicaments :			
Médicaments (tous les niveaux de remboursements par l'Assurance maladie)	100%	100%	100%
Vaccins antigrippal	100%	100%	100%
Vaccins	100%	100%	100%
Contraception sur prescription	100%	100%	100%
Substituts nicotiques	150 €	150 €	150 €
Matériel médical (sauf dentaire, optique, auditif)			
Ensemble du matériel sur la liste des produits et prestations (LPP)	200%	300%	400%
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Participation assuré actes > 120 Euros (par acte)	Garanti	Garanti	Garanti
Pharmacie homéopathique (par an)	50 €	75 €	100 €
Médecines douces (par an) : acupuncteurs, chiropracteurs, diététiciens, étioopathes, homéopathes, mésothérapeutes, micro-kinésithérapeutes, nutritionnistes, ostéopathes, pédicures, podologues, psychologues, psychomotriciens, réflexologues	100 €	125 €	200 €



Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité			
Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur, en % de la base de remboursement (BR / TRSS / TA), ou/et en forfaits, par assuré	Niveau de garanties		
	N1	N2	N3
Les dépassements tarifaires des médecins n'ayant pas adhéres aux dispositifs de pratiques tarifaires maîtrisées (DPTAM) sont pris en charge dans la double limite de 100% du tarif de responsabilité et des montants pris en charge pour les dépassements des médecins ayant adhéres à ces dispositifs, tel qu'indiqués ci-dessous, minorés de 20% du tarif de responsabilité. Les DPTAM sont des dispositifs ayant pour objet la maîtrise des dépassements d'honoraires des professionnels des santé conventionnés (CAS, OPTAM, OPTAM-CO...). La liste des professionnels adhérents à ces dispositifs est consultable sur : http://annuaire.sante.ameli.fr			
Prestations remboursées par l'Assurance maladie :			
Honoraires médicaux & chirurgicaux - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Honoraires médicaux & chirurgicaux - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Actes de spécialités - Praticien adhérent à un DPTAM	150%	200%	250%
Actes de spécialités - Praticien non adhérent à un DPTAM	130%	180%	200%
Frais de séjour	100%	100%	100%
Soins thermaux	100%+150€	100%+200€	100%+250€
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Participation du patient actes > 120 Euros	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait patient urgence (FPU, article L160-13 CSS)	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait journalier hospitalier	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait journalier psychiatrie	Frais réels	Frais réels	Frais réels
Forfait chambre particulière (par jour en durée non limitée)	50 €	65 €	80 €
Forfait frais accompagnant enfant moins de 16 ans (par jour et limité à 60 jours)	30 €	35 €	40 €
Amniocentèse	30 €	30 €	50 €

Optique			
Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur, en % de la base de remboursement (BR / TRSS / TA), ou/et en forfaits, par assuré	Niveau de garanties		
	N1	N2	N3
Cette garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'un équipement composé de deux verres et d'une monture, cette dernière étant limitée à 100€. Toutefois, pour les enfants de moins de 16 ans ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue, la garantie s'applique pour les frais exposés pour l'acquisition d'un équipement par période annuelle (article R 871-2 du code de la Sécurité sociale).			
Prestations remboursées par l'Assurance maladie :			
Equipement 100% santé appartenant à une classe à prise en charge renforcée			
Equipement complet		Remboursement intégral	
Equipement appartenant à une classe autre que celles à prise en charge renforcée			
Remboursement de l'équipement (limité à 100€ pour la monture) :			
a) Equipement à verres simples	150 €	250 €	300 €
b) Equipement avec un verre mentionné au a) et un verre mentionné au c)	225 €	375 €	450 €
c) Equipement à verres complexes	300 €	500 €	600 €
d) Equipement avec un verre mentionné au a) et un verre mentionné au f)	225 €	375 €	450 €
e) Equipement avec un verre mentionné au c) et un verre mentionné au au f)	300 €	500 €	600 €
f) Equipement à verres très complexes	300 €	500 €	600 €
Frais de lentilles remboursées (par an et par bénéficiaire) en complément du régime obligatoire. Cumulable avec le forfait lunette	150 €	200 €	250 €
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Frais de lentilles non remboursées (par an et par bénéficiaire)	150 €	150 €	200 €
Chirurgie de l'œil (par œil)	200 €	300 €	400 €



Dentaire			
Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur, en % de la base de remboursement (BR / TRSS / TA), ou/et en forfaits, par assuré	Niveau de garanties		
	N1	N2	N3
Prestations remboursées par l'Assurance maladie :			
Honoraires - Soins dentaires	100%	125%	150%
Traitement d'orthodontie	200%	300%	400%
Prothèses dentaires (y compris inlays-onlays et inlays core) :			
Panier de soins 100% santé sans reste à charge (convention article L 162-9 CSS)	Remboursement intégral		
Panier de soins aux tarifs maîtrisés	200%	300%	400%
Panier de soins aux tarifs libres	200%	300%	400%
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Prothèses dentaires (par prothèse)	200 €	300 €	400 €
Traitement d'orthodontie (par an)	200 €	300 €	400 €
Parodontologie (par an)	100 €	250 €	350 €
Implants (forfait par implant limité à 3 implants / an)	100 €	300 €	500 €

Aides auditives			
Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur, en % de la base de remboursement (BR / TRSS / TA), ou/et en forfaits, par assuré	Niveau de garanties		
	N1	N2	N3
La garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'une aide auditive par période de 4 ans.			
Équipement 100% santé appartenant à une classe à prise en charge renforcée			
Équipement complet	Remboursement intégral		
Équipement appartenant à une classe autre que celles à prise en charge renforcée			
Remboursement par aide auditive assuré de moins de 20 ans	1 500 €	1 500 €	1 500 €
Remboursement par aide auditive assuré de plus de 20 ans	1 000 €	1 250 €	1 500 €

Autres prestations			
Remboursements cumulés de l'Assurance maladie et de l'Assureur, en % de la base de remboursement (BR / TRSS / TA), ou/et en forfaits, par assuré	Niveau de garanties		
	N1	N2	N3
Prestations remboursées par l'Assurance maladie :			
Actes de prévention (7 actes selon l'arrêté du 8 juin 2006) :			
Scellement des puits, sillons et fissures (enfant de moins de 14 ans)	100%	100%	100%
Détartrage annuel complet	100%	100%	100%
Bilan du langage (enfant de moins de 14 ans)	100%	100%	100%
Dépistage hépatite B	100%	100%	100%
Dépistage trouble de l'audition (personne de plus de 50 ans)	100%	100%	100%
Ostéodensitométrie (personne de plus de 50 ans)	100%	100%	100%
Vaccins (sur liste de l'arrêté du 8 juin 2006)	100%	100%	100%
Prestations non remboursées par l'Assurance maladie :			
Allocation enfant (naissance ou adoption, par enfant inscrit à l'adhésion)	250 €	250 €	250 €
Assistance	Oui	Oui	Oui





PROJET DE DELIBERATION

N°2024-048

OBJET : Personnel municipal - Modification de l'effectif règlementaire

Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »

L'effectif réglementaire du personnel de la Ville d'Auxerre doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que de l'évolution des fonctions et des besoins de la collectivité.

Les modifications portent en particulier sur les postes suivants :

Postes	GRADE	CATEGORIE	Suppression TC	Création TC	Création TNC
Responsable structure petite enfance	Educateur de jeunes enfants	B		1	
Responsable Petite Enfance	Educateur de jeunes enfants	A	1		
Responsable Petite Enfance	Attaché	A	1		
Agent d'accueil CMD	Adjoint administratif	C			1
Chef de service de police	Chef de service de police ppal 1è cl	B		1	
Gardien-ne de gymnase	Adjoint technique ppal 2è cl	C		1	
Responsable Bibliothèque	Conservateur des bibliothèques	A	1		

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. La rémunération sur ces postes sera établie en référence au grade défini au tableau, à l'échelon relatif à l'ancienneté de l'agent et au régime indemnitaire en vigueur au sein de l'institution.

Le comité social territorial a été consulté le 14 mars 2024 et a émis un avis favorable :

- Collège des représentants du personnel : Abstention à l'unanimité,
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :



AUXERRE

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint
- D'autoriser le Maire à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.



Secteur / Catégorie / Cadre Emploi	Budgétés au 16/02/2024	dont TNC	Modifications	Budgétés au 05/04/2024	dont TNC
Total général	460	89		461	
Secteur administratif	82	1		82	1
Adjoint administratif territorial	20	1	1	21	2
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	24			24	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	17			17	
Attaché	12		-1	11	
Attaché principal	1			1	
Rédacteur	4			4	
Rédacteur principal de 2ème classe	2			2	
Rédacteur principal de 1ère classe	2			2	
Secteur animation	49	7		49	7
Adjoint territorial d'animation	18	3		18	3
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	19	4		19	4
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	5			5	
Animateur	5			5	
Animateur principal de 2ème classe	1			1	
Animateur principal de 1ère classe	1			1	
Enseignement artistique	60	23		60	
Professeur de dessin	1			1	
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème classe	1			1	
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	17	5		17	5
Professeur d'enseignement artistique hors classe	5			5	
Assistant d'enseignement artistique	7	5		7	5
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe	15	7		15	7
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	14	6		14	
Secteur médico-social	23	2		23	
Puéricultrice hors classe	1			1	
Puéricultrice	1	0		1	
Infirmier en soins généraux	2	0		2	
Cadre de santé	1			1	
Auxiliaire de puériculture de classe normale	11			11	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	7	2		7	
Patrimoine et bibliothèques	44	7		43	
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	2			2	
Bibliothécaire territorial	2			2	
Adjoint territorial du patrimoine	8	1		8	
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	8	4		8	
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	7	2		7	
Conservateur (patrimoine)	2			2	
Conservateur (bibliothèque)	2		-1	1	
Assistant de conservation	5			5	
Assistant de conservation principal de 2ème classe	3			3	
Assistant de conservation principal de 1ère classe	3			3	
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)	1			1	
Bibliothécaire territorial principal	1			1	
Secteur police municipale	13			14	
Brigadier-chef principal	7			7	
Gardien-brigadier	3			3	
Brigadier (appellation)	2			2	
Chef de service de police municipale	1			1	
Chef de service de police municipale ppal 1è cl	0		1	1	
AUTRES EMPLOIS	4	0		4	
Apprenti	2			2	
Collaborateur de cabinet	2			2	
Secteur social	46			46	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	12			12	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	20			20	
Assistant socio-éducatif	6			6	
Educateur territorial de jeunes enfants	8			8	
Secteur sportif	9			9	
Educateur territorial des A.P.S	5			5	
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	1			1	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	2			2	
Conseiller territorial A.P.S. principal	1			1	
Secteur technique	130	48		131	48
Adjoint technique territorial	49	34		49	34
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	43	11	1	44	11
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	22	2		22	2
Agent de maîtrise	3			3	
Agent de maîtrise principal	5			5	
Ingénieur	1			1	
Ingénieur principal	1			1	
Technicien	3			3	
Technicien principal de 2ème classe	1			1	
Technicien principal de 1ère classe	2			2	



Poste	Cadre d'emploi
Animateur-trice EAA	Adjoint territorial d'animation
Animateur-trice Relais petite enfance	Adjoint d'animation
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Auxiliaire de puériculture	Auxiliaire de puériculture
Cadre bibliothèque	Attaché de conservation
Cadre bibliothèque	Bibliothécaire
Chargé-e de collection	Assistant de conservation
Chargé-e de collection	Assistant de conservation
Directeur-trice CSTDE	Attaché
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice jeunes enfants	Educateur territorial de jeunes enfants
Educateur-trice Sportif-ive	Conseiller des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice Sportif-ive	Educateur des APS
Educateur-trice sportif-ive	Educateur territorial des A.P.S
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Assistant d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique



Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Enseignant-e CMD	Professeur d'enseignement artistique
Gardien-ne de salles	Adjoint technique
Gestionnaire administratif CLS AP	Rédacteur
Intervenant-e PE	Adjoint technique territorial
Intevenant-e PE	Adjoint technique territorial
Médiateur-trice	Animateur
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Référent-e familles	Assistant socio-éducatif
Régisseur-se technique	Agent de maîtrise
Responsable abbaye	Attaché
Responsable EAA	Attaché
Responsable EAA	Attaché
Responsable Education	Attaché
Responsable pédagogique CMD	Attaché
Responsable relais petite enfance	Rédacteur
Responsable sce petite enfance	Attaché
Responsable sce petite enfance	Infirmier en soins généraux
Responsable sce petite enfance	Educateur territorial de jeunes enfants
Responsable sécurité publique	Attaché
Responsable structure petite enfance	Infirmier en soins généraux
Responsable structure petite enfance	Puéricultrice



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-049****OBJET : Personnel municipal - Actualisation du régime indemnitaire****Rapporteur : Carole CRESSON GIRAUD**

La délibération n°2023-188 en date du 21 décembre 2023 avait actualisé le régime indemnitaire des agents municipaux.

Cette délibération doit être actualisée afin de définir le versement du régime indemnitaire attribué aux agents contractuels recrutés sur des emplois non permanents sur la base des articles L332-12, L 332-21 1, L 332-4 à 332-2, L352-4 du code général de fonction publique. L'actualisation portera également sur l'ajustement des montants plafond de l'IFSE des cadres d'emplois des ingénieurs, des techniciens, des conseillers des APS, des assistants socio-éducatifs et des conseillers socio-éducatifs.

Le régime indemnitaire applicable aux agents de la ville d'Auxerre a été mis en place par délibération n°2004-250 du 16 décembre 2004, puis actualisé par délibérations n°2005-382 du 15 décembre 2005, n°2007-76 du 31 mai 2007, n°2007-208 du 20 décembre 2007, puis plus récemment par les délibérations n°2012-157 du 20 décembre 2012, n°2013-056 du 20 juin 2013, n°2013-156 du 5 décembre 2013, n°2016-137 du 27 octobre 2016 et n°2017-165 du 21 décembre 2017, 2018-080 du 21 juin 2018, 2018-110 du 27 septembre 2018, 2018-163 du 18 décembre 2018, 2019-163 du 19 décembre 2019, 2020-158 du 17 décembre 2020, n°2021-056 du 20 mai 2021, n°2021-142 du 7 octobre 2021, n°2022-165 du 19 mai 2022, n° 2023-188 du 21 décembre 2023.

Vu le code général de la fonction publique, notamment son titre Ier, chapitre Ier, chapitres II, III, IV,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Le régime indemnitaire est composé de primes qui sont liées au grade, à l'emploi, aux fonctions ou aux sujétions. Son caractère facultatif le différencie d'autres éléments de la rémunération (traitement, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, nouvelle bonification indiciaire), qui sont obligatoires et pour lesquels l'organe délibérant ne dispose d'aucun pouvoir de décision et d'aucune marge de manœuvre. Le versement est gouverné par le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doit cependant être concilié avec le "principe de parité" posé par l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, aux termes duquel les régimes indemnitaires sont fixés "dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat".



Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de L'État. Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de L'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de L'État.

Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Le régime indemnitaire est versé selon les conditions définies en comité technique.

Le comité social territorial a été consulté le 14 mars 2024 et a émis un avis favorable :

- Collège des représentants du personnel : Favorable à l'unanimité,
- Collège des représentants de la collectivité : Favorable à l'unanimité.

Préambule :

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, pour les primes versées au titre du régime indemnitaire, la règle ci-dessous s'applique :

Les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :

- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce dispositif d'abattement ne s'applique pas au versement des primes versées au titre du CIA.

Article 1 - Le RIFSEEP :

Le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

I. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise : IFSE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA), les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires,



astreintes, etc.), la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

A. Cadre général de l'IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement. Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent. Le régime indemnitaire versé au titre de l'ISFE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

B. Conditions de versement de l'IFSE pour les agents recrutés sur des postes permanents

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois, le régime indemnitaire est attribué :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant des articles L 332-8 à L332-14 du code général de la fonction publique et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions,
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent,
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des attachés et des directeurs d'établissement d'enseignement artistique

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600



Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs :

Arrêté du 5 décembre 2021 pris pour l'application au corps des ingénieurs et travaux publics de l'état des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS	46 920	32 850	8 280
Groupe 2	DGA/Directeur	40 290	28 200	7 110
Groupe 3	Encadrant	36 000	25 190	6 350
Groupe 4	Sans encadrement	31 450	22 015	5 550

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emploi des puéricultrices, cadres territoriaux de santé paramédicaux, et des infirmiers en soins généraux

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Cadre d'emplois des cadres territoriaux de santé infirmier

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	25 500	4 500
Groupe 2	Sans encadrant	20 400	3 600

Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives :



Arrêté du 5 octobre 2023 pris pour l'application au corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois Fonctions	Montant annuel maxi IFSE	Montant annuel maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	28 800	5 082
Groupe 2	Sans encadrant	23 000	4 058

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois Fonctions	Montant annuel maxi IFSE	Montant annuel maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	25 500	4 500
Groupe 2	Sans encadrement	20 400	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des conservateurs du patrimoine

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 est pris en référence pour les conservateurs du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	DGS/DGA	46 920	25 810	8280
Groupe 2	Directeur	40 290	22 160	7110
Groupe 3	Chef de service	34 450	18 950	6080
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	31 450	17 298	5550

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des conservateurs de bibliothèques



Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Directeur	34 000	6000
Groupe 2	Chef de service	31 450	5550
Groupe 3	Coordo-chef équipe-cadre spécialisé-sans encadrement	29 750	5250

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des bibliothécaires et des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	29 750	5250
Groupe 2	Sans encadrement	27 200	4800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	de	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1		Encadrant	16 720	2280
Groupe 2		Sans encadrement	14 960	2040

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.



En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2700

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants :

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	14 000	1 680
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	13 500	1 620
Groupe 3	Sans encadrement	13 000	1 560

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux, des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995



Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des techniciens :

Arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des techniciens supérieur du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant annuel maxi IFSE	Montant annuel maxi IFSE Agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	19 660	13 760	2 680
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	18 580	13 005	2 535
Groupe 3	Sans encadrement	17 500	12 250	2 385

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	9 000	5 510	1230
Groupe 2	Sans encadrement	8 010	4 860	1090

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.



En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise

Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.



En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

C. Conditions de versement de l'IFSE pour les agents recrutés sur des postes non permanents

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu du régime indemnitaire pour les agents recrutés sur des postes non permanents sur la base des articles L 332-12, L 332-21 1, L 332-4 à 332-2, L 352-4 du code général de fonction publique ; que l'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel :

Le montant mensuel brut versé aux agents non permanents est égal à un douzième du montant minimal annuel prévu par les différents décrets relatifs à l'IFSE. Ces montants sont définis dans l'annexe 7 de la présente délibération.

II. Le complément indemnitaire annuel

A. Cadre général du complément indemnitaire annuel versé en 2024 au titre de l'année 2023

Cette prime est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elle est versée dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci-dessous le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies par l'assemblée délibérante.

1. Dispositif d'abattement du CIA au titre de l'absentéisme

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations spéciales d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :

- Aucun abattement jusqu'au 7^{ème} jour d'absence
- 50 % du 8^{ème} au 28^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
- 100 % au-delà du 29^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime

Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

2. Dispositif d'abattement du CIA lié à l'entretien professionnel

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et



de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris Accident de travail et maladie professionnelle) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile n-1 pour bénéficier du versement du CIA. Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile n-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année n. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année n ne peut donner lieu à un cumul en n+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis. Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la ville d'Auxerre à la communauté de l'auxerrois.

3. Modalités de versement

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence. La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectuée au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1. Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis.

Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerrois.

B. Cadre général du complément indemnitaire annuel versé en 2025 au titre de l'année 2024 et les années suivantes

Cette prime est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elle est versée dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.



Le CIA est versé selon la règle suivante :

50% du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles définies au point 1)

1. le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies au point 2).

1. Dispositif d'abattement du CIA au titre de l'absentéisme

Pour le calcul du montant de la prime de résultat, un abattement est effectué pour tenir compte de l'absentéisme en fonction de l'année de référence (N-1). Cet abattement peut être à hauteur de 50% de la totalité de la prime. Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :

- Aucun abattement jusqu'au 15^{ème} jour.
- 50 % du 16^{ème} jour d'absence au 29^{ème} jours cumulé, soit un abattement de 50 % de la part de la prime liée à l'absentéisme
- 100 % au-delà du 29^{ème} jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % de la part de la prime liée à l'absentéisme

Il s'agit de jours calendaires cumulés sans forcément être consécutifs. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1. Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

2. Dispositif d'abattement du CIA lié à l'entretien professionnel

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

Le montant de la prime, après éventuel abattement pour absences, est réparti en trois parts égales sur les 3 premiers blocs de compétences qui correspondent aux 3 premiers critères, pour toutes les catégories. Les agents non encadrants A, B et C ne sont évalués que sur les 3 premiers blocs de compétences. Les agents de catégorie A, B et C encadrants sont concernés également par le quatrième item. Pour chaque agent, toute note inférieure à 5 sur une compétence des trois premiers critères donne lieu à un abattement total du montant du bloc de compétence concerné. Pour les encadrants de toutes catégories qui sont évalués sur les 4 critères, à l'issue du calcul décrit ci-dessus, toute note inférieure à 5 sur une compétence du 4^{ème} critère conduit à une réduction de 25 % de la prime totale.

3. Modalités de versement

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence. La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectuée au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP)



devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1. Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte. Dans ce cas de figure le temps de présence de 6 mois sur l'année civile n'est pas requis.

Ce temps de présence de 6 mois n'est pas non plus requis en cas de mutation d'agent permanent de la ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerrois.

Article 2 - Les autres régimes indemnitaires

Cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe et de la part variable mensuelle est versé selon les montants définis en annexe 1.

Le montant de la part modulable annuelle sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique

- l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISO) dans les conditions définies par le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 et l'arrêté ministériel de la même date.

Le montant de la part fixe est affecté d'un coefficient de 1.

Le montant de la part modulable sera versé conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Par dérogation au régime indemnitaire commun au cadre d'emplois et en cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, le maire peut décider par arrêté municipal d'attribuer :

- l'indemnité horaire d'enseignement dans les conditions prévues par le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale

Le taux mensuel de l'indemnité spéciale de fonctions des chefs de service de police municipale est fixé à 22% du traitement brut soumis à retenue pour pension jusqu'à l'indice brut 380 et 30% maximum au-delà de cet indice.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des agents de police municipale



- l'indemnité spéciale de fonction (ISF) des agents de police municipale dans les conditions définies par le décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 aux taux moyens suivants :
 - gardien brigadier chef principal : 20 % du traitement indiciaire brut
 - gardien brigadier : 20 % du traitement indiciaire brut
- une indemnité d'administration et de technicité (IAT) dans les conditions définies par le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002

Le montant de l'IAT est modulé en fonction des missions et des selon les annexes 2 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Hors filière

Les agents n'appartenant pas à un cadre d'emplois font l'objet d'un arrêté municipal fixant le régime indemnitaire en référence au grade équivalent à leurs missions.

Article 3

Le maire fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel municipal et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté municipal au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.

Article 5

Conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maxima fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :

- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération. Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents, toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.
- du métier exercé : annexe 3. Cette prime est versée aux agents de catégorie C



- de la gestion d'une régie : la prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes (annexe 4)

- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition : (annexe 5). Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé. Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Il convient d'étendre le versement de cette prime « entretien des tenues » aux agents non titulaires recrutés sur des emplois non permanents. Cette prime est versée dès lors que l'agent est équipé d'une tenue nécessitant un entretien particulier (métiers annexe 5) et au prorata des heures travaillées.

Pour les agents mensualisés la prime est versée au mois le mois.

Pour les agents payés avec un mois de décalage, la première partie de la prime est versée avec les heures du mois du contrat du mois M. Le complément de la prime sera versé en rappel avec les heures du mois M payées en M+1.

Les saisonniers qui travaillent l'été ne peuvent prétendre au versement de cette prime.

Par ailleurs un abattement de la prime d'entretien des tenues sera effectué lorsque l'agent est en autorisation spéciale d'absence COVID plus de 5 jours sur le mois. L'abattement est réalisé en trentième.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel.

Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Le complément de rémunération est versé au mois de novembre au prorata du temps de travail :

- à tous les agents titulaires et non titulaires recrutés sur des emplois permanents (sauf les collaborateurs de cabinet). Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.

- à tous les agents non titulaires de droit public en activité recrutés sur des emplois non permanents à condition qu'ils effectuent au moins 10 heures de travail hebdomadaires ou 520 heures de travail annuelles.

Son montant individuel, porté à 946.65 euros bruts, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique de l'année N-1.

Article 9



Conformément à la délibération n° 2005-374 du 15 décembre 2005, modifiée par les délibérations n° 2006-74 du 13 avril 2006, n° 2006-178 du 14 septembre 2006, n° 2007-76 du 31 mai 2007 et n°2007-208 du 20 décembre 2007, n°2013-156, n°2021-028, n° 2023-14, les indemnités d'astreinte sont maintenues.

Article 10

Sont maintenues les autres primes liées à des fonctions particulières telles que les indemnités de jurys d'examen ou concours.

Article 11

La liste des emplois ouvrant droit au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est annexée à la présente délibération (annexe 6).

Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Sont considérées comme heures supplémentaires, les heures de travail effectuées par un agent à la demande de son chef de service en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Le cycle de travail est la période de référence sur la base de laquelle est organisé le travail. Le cycle est défini par service ou par fonction. La durée du cycle peut aller de la semaine à l'année de façon à ce que la durée du travail soit de 35 heures hebdomadaires sur l'année.

Seul le temps de travail effectif est pris en compte pour le calcul des heures supplémentaires, les sujétions ne sont pas comptabilisées.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président.

Des sujétions de temps de travail peuvent être rémunérées, selon le barème suivant :

Le travail le dimanche : 1 heure travaillée est comptée pour 1h 30 de temps de travail effectif

La nuit en semaine entre 22 h et 7 : 1 heure travaillée est comptée pour 1h15 de travail effectif.

La nuit du samedi au dimanche entre 22h et 7h : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de temps de travail effectif.

Les jours fériés : 1 heure travaillée est comptée pour 1h30 de travail effectif le samedi et le dimanche et pour 2h les lundi, mardi, mercredi jeudi et vendredi.

Article 12

Le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 portant mise en œuvre de la mesure dite du transfert « primes points » prévoit un abattement sur les indemnités perçues par les fonctionnaires en position d'activité ou de détachement dans un cadre d'emploi ayant fait l'objet d'une revalorisation indiciaire visant à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et à l'avenir de la fonction publique.

Dans un souci d'équité, la collectivité applique la règle de l'abattement du régime indemnitaire des agents contractuels bénéficiant d'un régime indemnitaire. Le montant de l'abattement des agents contractuels est donc identique à celui des agents titulaires. Les montants sont fixés par le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016.



Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'adopter le régime indemnitaire tel que défini en annexe,
- D'autoriser le versement du régime indemnitaire tel que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le maire à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires seront proposés au vote du budget, chapitre 012.



REGIME INDEMNITAIRE GRADE Versement à compter d'avril 2024	
FILIERE ADMINISTRATIVE	
Catégorie A	RI GRADE
Attaché HC	12000 €
Directeur	12000 €
Attaché Principal	7953 €
Attaché	6636 €
Catégorie B	RI GRADE
Rédacteur principal 1ère classe	5436 €
Rédacteur principal 2ème classe	4152 €
Rédacteur	3480 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Adjoint administratif principal 1ere classe	1643 €
Adjoint administratif principal 2ème classe	1532 €
Adjoint administratif	1320 €
FILIERE TECHNIQUE	
Catégorie A	RI GRADE
Ingénieur HC	12480 €
Ingénieur Principal	12000 €
Ingénieur	7953 €
Catégorie B	RI GRADE
Technicien pal 1ere classe	5736 €
Technicien pal 2ème classe	5256 €
Technicien	3606 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Agent de maîtrise pal	3306 €
Agent de maîtrise	3132 €
Adjoint technique pal 1ère classe	1643 €
Adjoint technique pal 2ème classe	1532 €
Adjoint technique	1320 €
FILIERE CULTURELLE	
Catégorie A	RI GRADE
Directeur enseignement artistique 1ere cat	6036 €
Directeur enseignement artistique 2ème cat	5436 €
Professeur enseignement artistique HC	1859 €
Professeur enseignement artistique CN	1859 €
Professeur de dessin	1434 €
Conservateur en chef du patrimoine	7953 €
Conservateur du patrimoine	6636 €
Conservateur en chef de bibliothèques	7953 €
Conservateur de bibliothèques	6636 €
Attaché principal de conservation	7953 €
Attaché de conservation	6636 €
Bibliothécaire Principal	7953 €
Bibliothécaire	6636 €
Catégorie B	RI GRADE
Assistant d'enseignement artistique pal 1ere cl	1 585,88
Assistant d'enseignement artistique pal 2ème cl	1 585,88
Assistant d'enseignement artistique	1 585,88
Assistant de conservation pal 1ere cl	5436 €
Assistant de conservation pal 2ème cl	4152 €
Assistant de conservation	3480 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Adjoint du patrimoine principal 1ere classe	1 643,00
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	1 532,00
Adjoint du patrimoine	1 320,00
FILIERE MEDICO SOCIALE FILIERE MEDICO SOCIALE	
Catégorie A	RI GRADE
	RI GRADE



Cadre territoriaux supérieur de santé	7953 €
Cadre territoriaux de santé 1ère classe	6636 €
Cadre territoriaux de santé 2ème classe	5436 €
Puéricultrice HC	7953 €
Puéricultrice	5436 €
Infirmiers en soins généraux HC	6636
Infirmiers en soins généraux	5256 €
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	6636
Educateur de jeunes enfants	5256 €
Conseiller socio éducatif sup	7953
Conseiller socio éducatif	6636
Assistant socio éducatif de classe exceptionnelle	6636
Assistant socio éducatif	5256 €
CATEGORIE B	RI GRADE
Auxiliaire de puér classe supérieure	2543
Auxiliaire de puér classe normale	2432
CATEGORIE C	RI GRADE
ATSEM Pal 1ere cl	1 643,00
ATSEM Pal 2ème cl	1 532,00
FILIERE ANIMATION	
Catégorie B	RI GRADE
Animateur pal 1ere cl	5436 €
Animateur pal 2ème	4152 €
Animateur	3480 €
CATEGORIE C	RI GRADE
Adjoint d'animation pal 1ère cl	1 643,00
Adjoint d'animation pal 2ème cl	1 532,00
Adjoint d'animation	1 320,00
FILIERE SPORTIVE	
Catégorie A	RI GRADE
Conseiller pal des APS	6 636
Conseiller des APS	3 968
Catégorie B	RI GRADE
Educateur des APS pal 1ere cl	5 436,00
Educateur des APS pal 2ème	4 152,00
Educateur des APS	3 480,00
CATEGORIE C	RI GRADE
Opérateur principal	1 643,00
Opérateur qualifié	1 532,00
Opérateur	1 320,00
FILIERE POLICE MUNICIPALE	
Catégorie B	RI GRADE
Chef de service PM pal 1ère cl	22 à 30 % TIB
Chef de service PM pal 2ème cl	22 à 30 % TIB
Chef de service PM	22 à 30 % TIB
Catégorie C	
Gardien brigadier chef pal	20 % TIB +IAT
Gardien brigadier	20 % TIB + IAT



Tableau des montants bruts annuels des primes versées au titre de l'IFSE niveau de responsabilité A compter d'avril 2024							
	CHEF D'EQUIPE - DE 5 AGENTS	CHEF D'EQUIPE 5 AGENTS OU +	COORDONATEUR SANS ENCADREMENT	COORDONATEUR AVEC ENCADREMENT	CADRE SPECIALISE	CHEF DE SERVICE	DIRECTEUR
CATEGORIE A							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE HORS PROF	180 €	480 €	480 €	840 €	960 €	2 160 €	3 600 €
FILIERE TECHNIQUE SI NBI ENCADREMENT 5 AGENTS		180 €		660 €	960 €	2 160 €	3 600 €
FILIERE TECHNIQUE SANS NBI	180 €	480 €	480 €	840 €	960 €	2 160 €	3 600 €
CATEGORIE B							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ANIMATION ET CULTURELLE HORS ASSISTANT ENSIENEMENT	480 €	780 €	780 €	1 080 €		1 800 €	2 700 €
FILIERE TECHNIQUE SI NBI ENCADREMENT 5 AGENTS		240 €		540 €		720 €	960 €
FILIERE TECHNIQUE SANS NBI	480 €	780 €	780 €	1 080 €		1 800 €	2 700 €
FILIERE POLICE MUNICIPALE	240 €	300 €	300 €	420 €		780 €	1 080 €
CATEGORIE C							
FILIERE ADMINISTRATIVE MEDICO SOCIALE SPORTIVE ANIMATION ET CULTURELLE	720 €	1 020 €	1 020 €	1 320 €			
FILIERE TECHNIQUE AGENT DE MAITRISE	300 €	300 €	480 €	660 €		840 €	
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE AVEC NBI		720 €		480 €		1 440 €	
FILIERE TECHNIQUE ADJOINT TECHNIQUE SANS NBI	720 €	1 020 €	1 020 €	1 320 €			
FILIERE POLICE MUNICIPALE	300 €	360 €	360 €	480 €		720 €	



Tableau des montants bruts annuels des primes versées au titre de l'IFSE métier
A compter d'avril 2024

SERVICE	METIER	IFSE METIER
DCSTE	Animateur CLS/EAA	220 €
EVS	ATSEM	220 €
Tous services	Agent entretien	220 €
Tous services	Agent accueil	220 €
Bibliothèque	Chargé d'accueil bibliothèque	220 €
Tous services	Agent de saisie	220 €
Muséum	Médiateur	220 €
Maintenance bât	Agent d'entretien	250 €
Musées	Médiateur	280 €
Médiateur	Gardien de salle	300 €
Culture	Agent chargé de la logistique	340 €
Divers	Cuisinier	340 €
DTE	Hôtesse de restauration	340 €
DTE	Référent technique	340 €
Relation citoyenne	Agent accueil polyvalent	340 €
Abbaye Saint Germain	Gardien accueil crypte	340 €
Droits de places	Placier	460 €
Tous services	Gestionnaire administrative assistante Chargé de comm chef projet	460 €
Tous services	Gestionnaire technique	460 €
Equipements sportifs	Gardien de gymnase	470 €
ASVP	ASVP	480 €
DU	Gardien parking du pont	590 €



Tableau des montants annuels des primes versées au titre de l'IFSE
régie
A compter d'avril 2024

Montant régie avances et /ou recettes	Montant indemnité brute annuelle
Jusqu'à 3 000 euros	110 €
De 3 001 à 4 600 euros	120 €
De 4 601 à 7 600 euros	140 €
De 7 601 à 12 200 euros	160 €
De 12 201 à 18 000 euros	200 €
De 18 001 à 38 000 euros	320 €
De 38 001 à 53 000 euros	410 €
De 53 001 à 76 000 euros	550 €
De 76 001 à 150 000 euros	640 €
De 150 001 à 300 000 euros	690 €
De 300 001 à 760 000 euros	820 €
De 760 001 à 1 500 000 euros	1 050 €



Tableau des montants annuels des primes versées au titre de l'entretien des tenues professionnelles
A compter d'avril 2024

service	métier	montant brut annuel
Droits de places	Agent d'entretien de l'arquebuse	420 €
Maintenance bâtiments	Agent chargé du gros entretien	

Vêtements d'image nécessitant un entretien particulier

service	métier	montant brut annuel
Police municipale	Agent de police municipale	240 €
Surveillance voie publique	Agent de surveillance de la voie publique	



TABLEAU DES MÉTIERS OUVRANT DROIT AU VERSEMENT DE L'IHTS				
Service	Poste	Catégorie	Cadre d'emplois	
service culturels	Agent/e logistique culturelle	C	Adjoint technique territorial	
	Chargé/e d'accueil culturel	C	Adjoint administratif territorial	
			Adjoint technique territorial	
	Gardien Site culturel	C	Adjoint technique territorial	
	Coordo des services culturels	B	Animateur	
	Enseignant beaux arts	B	Assistant d'enseignement artistique	
	Médiateur/trice	C		
		B	Animateur	
	Agent/e accueil bibliothèque	C	Adjoint administratif territorial	
			Adjoint technique territorial	
		Adjoint territorial du patrimoine		
	Guide	C	Adjoint territorial du patrimoine	
Bibliothèques	Référent/e informatique	B	Technicien Territorial	
	Chargé des collections	B	Assistant de conservation	
Conservatoire	Enseignant CMD	B	Assistant d'enseignement artistique	
Abbaye	Chargé/e de projet	C	Adjoint technique territorial	
		C	Adjoint territorial d'animation	
		B	Animateur	
		B	Rédacteur	
Musées/Muséum	Coordonnateur technique	C	Adjoint technique territorial	
	Agent chargé/e service éducatif	C	Adjoint territorial du patrimoine principal	
		C	Adjoint administratif territorial	
	Chargé/e de conservation	B	Assistant de conservation	
	Médiateur/trice		C	Adjoint administratif territorial
				Adjoint technique territorial
			Adjoint territorial du patrimoine	
		B	Assistant de conservation	



TABLEAU DES MÉTIERS OUVRANT DROIT AU VERSEMENT DE L'IHTS			
Accueil	Chargé/e d'accueil	C	Adjoint administratif territorial
		B	Rédacteur
	Chargé/é des élections	C	Adjoint administratif territorial
		B	Rédacteur
	Gardien de salles	C	Adjoint technique territorial
ASVP	ASVP	C	Adjoint technique territorial
Cabinet	Assistant/e	C	Adjoint administratif territorial
	Cuisinier/re	C	Agent de maîtrise
	Agent de service	C	Adjoint technique territorial
Cimetières	Gardien/ne		Adjoint technique territorial
Centre de loisirs	Animateur/trice CLS	C	Adjoint territorial d'animation
			Adjoint technique territorial
			Adjoint technique territorial
	Gestionnaire administratif/ve	B	Rédacteur
Crèches et haltes garderies	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
	Auxiliaire PE	C	Adjoint technique territorial
			Auxiliaire de puériculture
	Cuisinier/re	C	Adjoint technique territorial
Equipement de territoires	Animateur/trice ET	C	Adjoint administratif territorial
			Adjoint territorial d'animation
		B	Animateur
	Chargé/é d'accueil	C	Adjoint administratif territorial
Droits de place Marchés	Gardien	C	Adjoint technique territorial
	Placier	C	Adjoint technique territorial
			Agent de maîtrise principal
Temps de l'enfant	Référent/e technique	C	Adjoint technique territorial
	Chargé/e de mission		Rédacteur
Ecoles	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
	ATSEM	C	Agent spécialisé des écoles maternelles
Equipements sportifs	Gardien/ne de gymnase	C	Adjoint technique territorial
ERP	Agent ERP	C	Adjoint technique territorial
Vie scolaire	Coordo	B	Rédacteur
	Gestionnaire EVS	C	Adjoint administratif territorial
Finances	Gestionnaire finances	C	Adjoint administratif territorial
Foncier	Chargé/é d'urbanisme	C	Adjoint administratif territorial



TABLEAU DES MÉTIERS OUVRANT DROIT AU VERSEMENT DE L'IHTS			
Voie publique	Inspecteur de voirie	B	Technicien
	Technicien politique arbre	B	Technicien
Maintenance	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
Parking	Agent/e d'entretien	C	Adjoint technique territorial
Police	Policier/ère	C	Brigadier (appellation)
			Brigadier-chef principal
			Gardien-brigadier
Quartiers	Assistant/e	C	Adjoint administratif territorial
		B	Assistant de conservation
Restauration collective	Coordo	B	Technicien
	Hôte/sse de RS	C	Adjoint technique territorial
	Renfort hôte/sse RS	C	Adjoint technique territorial
Santé handicap	Agent de santé hygiène	C	Adjoint technique territorial
	Inspecteur de salubrité	B	Technicien
Sports	Educateur/trice sportif/ve	B	Educateur territorial des A.P.S
	Gestionnaire administratif/ve	B	Rédacteur
Tous services	Assistant/e	C	Adjoint administratif territorial
		B	Rédacteur
	Chef/fe d'équipe	C	Adjoint territorial du patrimoine
			Agent de maîtrise
			Brigadier-chef principal
	Responsable de service	B	Adjoint territorial d'animation
			Animateur
	Saisonniers	C	Rédacteur
			Animateur
			Adjoint technique territorial
			Adjoint administratif territorial
	contractuel non permanent article 3 I 1	C	Adjoint territorial d'animation
Adjoint territorial du patrimoine			
Adjoint technique territorial			
Adjoint administratif territorial			



IFSE AGENT NON PERMANENT A COMPTER D'AVRIL 2024

Arrêté	Grade	Montant en euros bruts annuels
20 mai 2014	Adjoint administratif	1 200 €
	Opérateur des APS	
	Adjoint d'animation	
19 mars 2015	Rédacteur-Educateur des APS-Animateur	1 350 €
3 juin 2015	Attaché	1 750 €
28 avril 2015	Adjoint technique	1 200 €
2 novembre 2021	Technicien	1 650 €
5 novembre 2021	Ingénieur	2 600 €
30 décembre 2016	Adjoint du patrimoine	1 200 €
14 mai 2018	Assistant de conservation	1 650 €
14 mai 2018	Attaché de conservation	2 600 €



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-050****OBJET : Soutien à la politique de la réserve opérationnelle - Approbation de la convention avec le ministère des Armées****Rapporteur : Crescent MARAULT**

Depuis le 1^{er} octobre 2016, la Garde Nationale œuvre au service de la sécurité et de la protection des Français. Son action repose sur l'engagement citoyen des femmes et des hommes, volontaires dans les réserves opérationnelles des armées et formations rattachées de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale. La Garde nationale permet ainsi à tout citoyen volontaire de consacrer une partie de son temps, personnel ou professionnel à la défense de la patrie et à la sécurité de la population et du territoire national, le cas échéant par la force des armes.

La réactivité et la disponibilité des réservistes opérationnels reposent essentiellement sur une bonne conciliation entre leur activité professionnelle et leur engagement dans la Garde nationale. Aussi, la politique partenariale menée par le Secrétariat général de la Garde nationale a pour objet de susciter la promotion, par les employeurs, de l'engagement de leurs agents, tout en tenant compte des contraintes de chacun.

Aussi, afin de concilier au mieux la vie professionnelle des agents de la Collectivité avec leur engagement au sein de la réserve opérationnelle, et à l'instar de la convention liant la Ville d'Auxerre et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Yonne définissant les modalités d'organisation des autorisations d'absences au titre de la formation et des missions opérationnelles des sapeurs-pompiers volontaires. Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'approuver un dispositif de soutien à la politique de réserve opérationnelle à travers une convention entre la ville d'Auxerre et le ministère des Armées.

Cette convention vise à encadrer la mise à disposition des agents engagés, en prévoyant que l'employeur puisse accorder, au-delà des 5 jours annuels légaux, 6 jours d'autorisations d'absences supplémentaires par an pour les agents réservistes, soit un total de 11 jours par an maximum.

L'attribution de ces 6 jours d'autorisations d'absences supplémentaires nécessite également de modifier le règlement des temps de travail et des congés du personnel municipal, présenté au conseil municipal du 7 décembre 2017, et de compléter le volet Autorisation d'absence par l'ajout suivant :

« Autorisations d'absences liées à la réserve opérationnelle relevant du Ministère des Armées »

Une convention liant la Ville d'Auxerre et le Ministère des Armées prévoit de porter de 5 à 11 jours les autorisations d'absences pour les agents municipaux par année civile, dans le cadre de la réserve opérationnelle des Armées.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la convention de soutien à la politique de la réserve opérationnelle entre la Ville d'Auxerre et le Ministère des Armées,



AUXERRE

- D'autoriser le Maire ou son représentant, à signer la convention annexée et le cas échéant ses avenants avec le Ministère des Armées,
- De modifier le règlement des temps de travail et des congés du personnel municipal selon les modalités définies ci-dessus.





GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CONVENTION DE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE RÉSERVE OPÉRATIONNELLE



Entre

L'État,

représenté par

le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

et le ministre des armées,

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

et le ministre des armées,

d'une part,

ET

La Ville d'Auxerre, située 14 place de l'Hôtel de Ville 89000 AUXERRE, immatriculée sous le numéro n° RCS, SIREN, RNA, représentée par Crescent MARAULT, Maire, dument habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée « l'employeur »,

d'autre part,

ci-après dénommés « les parties »



Après qu'ont été exposés les points suivants :

PRÉAMBULE

Instituée par le décret n° 2016-1364 du 13 octobre 2016, la garde nationale est assurée par les volontaires servant dans la réserve opérationnelle au titre d'un contrat d'engagement (contrat ESR).

Elle concourt, le cas échéant par la force des armes, à la défense de la patrie et à la sécurité de la population et du territoire.

En cela, elle contribue aux missions :

- des forces armées et formations rattachées relevant du ministre des armées (MINARM) ;
- de la gendarmerie nationale et de la police nationale relevant du ministre de l'intérieur et des outre-mer (MIOM).

Concrètement, la réserve opérationnelle rassemble des citoyens français issus de la société civile (avec ou sans expérience militaire ou policière) qui consacrent une partie de leur temps, personnel, professionnel ou étudiantin, à la défense de la Nation. Ces hommes et ces femmes reçoivent une formation et un entraînement spécifiques afin d'apporter un renfort temporaire aux forces armées, formations rattachées et aux forces de sécurité intérieure. Ils se voient ensuite confier des missions opérationnelles ou de soutien, en unités ou en états-majors, sur le territoire national ou à l'étranger. Ils peuvent également servir dans un organisme public ne relevant pas de leur ministère, voire auprès d'une entreprise ou d'un organisme de droit privé lorsque l'intérêt de la défense ou de la sécurité nationale le justifie.

Ces missions peuvent aussi bien s'exercer en « temps ordinaire » ou lors de circonstances exceptionnelles comme en cas de crises pouvant menacer la sécurité nationale.

Outil de résilience et de gestion de crise qui contribue à rehausser les forces morales de la Nation et à consolider son cœur de souveraineté, la réserve opérationnelle est régie par trois principes : le volontariat ; l'intégration du réserviste aux forces d'active ; le partenariat entre les ministères concernés (MINARM, MIOM), le réserviste et son employeur.

La réactivité et la disponibilité des réservistes opérationnels reposent essentiellement sur une bonne conciliation entre leur activité professionnelle ou étudiante et leur engagement au sein des composantes de la garde nationale. Pour ces raisons, par une politique partenariale volontariste conduite sous l'autorité conjointe du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre des armées, le secrétariat général de la garde nationale (SGGN) œuvre pour améliorer l'employabilité des réservistes. Cela passe par une meilleure reconnaissance de leur engagement tout en tenant compte des contraintes liées à leur activité professionnelle ou leur parcours universitaire.

Pour développer des synergies durables entre, d'une part, les forces armées, formations rattachées, forces de sécurité intérieure et, d'autre part, les employeurs, le SGGN anime un réseau de correspondants garde nationale – employeurs (CGNE) répartis sur l'ensemble du territoire qui prolongent, dans les territoires, la politique partenariale développée au plan central.

La présente *convention de soutien aux politiques de réserve opérationnelle* est le fruit de ces actions partenariales.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de constater le soutien de l'employeur aux politiques de réserve opérationnelle par l'octroi à son personnel, ayant la qualité de réservistes opérationnels, de facilités particulières pour accomplir leurs périodes d'activité dans la réserve.

Par ailleurs, elle vise à instaurer un climat de confiance reposant sur le dialogue entre, d'un côté, l'employeur et, de l'autre, le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre des armées.

Elle concerne :

- **les « militaires réservistes »** ayant souscrit un engagement dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale ou de l'une des forces armées et formations rattachées relevant du ministère des armées ;
- **les « policiers réservistes »** ayant souscrit un engagement dans la réserve opérationnelle de la police nationale.



Par cette convention, l'employeur s'engage concrètement à soutenir la politique de la réserve opérationnelle en favorisant, au-delà des obligations prévues par la réglementation en vigueur (rappelée en annexe n° 2), l'engagement, l'activité et la réactivité de son personnel réserviste. Cette convention s'appuie, le cas échéant, sur les dispositions spéciales mentionnées dans le contrat de travail du personnel, dans les conventions ou accords collectifs de travail applicables à l'employeur, en améliorant leur portée.

L'employeur est responsable de la mise en œuvre de cette convention dans l'ensemble de son organisme.

Article 2 : ENGAGEMENTS DE L'EMPLOYEUR

Article 2.1 : Dispositions en faveur des militaires réservistes

Article 2.1.1 : Sur l'autorisation d'absence

L'employeur autorise ses agents publics, militaires réservistes, qui souhaitent accomplir un engagement dans la réserve opérationnelle sur leur temps de travail, à s'absenter de plein droit, sans accord préalable, **11 jours** ouvrés par année civile.

Au-delà de cette durée, le réserviste qui souhaite mener son engagement sur son temps de travail doit solliciter l'accord de l'employeur¹.

Article 2.1.2 : Sur le délai de préavis

Pour toutes les activités liées à son engagement dans la réserve opérationnelle, le militaire réserviste doit, selon les cas, informer son employeur ou solliciter son accord, en respectant certains délais :

- **pour les périodes de 1 à 5 jours** ouvrés, fractionnés ou consécutifs, d'absence par année civile, le réserviste doit informer son employeur, en indiquant la date de son départ et la durée de l'absence envisagée, au moins **3 semaines** avant la date prévue ;
- **pour les périodes de 6 à 11 jours** ouvrés, fractionnés ou consécutifs, d'absence par année civile, le réserviste doit informer son employeur, en indiquant la date de son départ et la durée de l'absence envisagée, au moins **4 semaines** avant la date prévue ;

Article 2.1.3 : Sur la clause de réactivité

Cette clause, dont le fonctionnement est rappelé en annexe n° 2, permet de faire appel aux réservistes, avec un délai de préavis réduit, lorsque les ressources militaires disponibles apparaissent insuffisantes pour répondre à des circonstances ou à des nécessités ponctuelles et imprévues.

La souscription à cette clause, par les réservistes opérationnels, dans le cadre de leur contrat ESR, est soumise à l'accord de l'employeur.

En l'espèce, l'employeur examine individuellement chaque demande de ses agents publics, militaires réservistes, qui souhaitent souscrire à ladite clause, selon les particularités liées à leurs fonctions dans l'organisme et avec le souci de répondre au mieux aux besoins des forces.

Article 2.1.4 : Sur la rémunération

Les modalités relatives à la position statutaire et au maintien du traitement sont définies par les réglementations spécifiques aux agents publics, rappelées en annexe n° 2 de la présente convention.

¹ La durée d'activité dans la réserve a une incidence sur le statut et le traitement des agents publics (voir annexe n° 2,).



Article 2.2 : Dispositions en faveur des policiers réservistes**Article 2.2.1 : Sur l'autorisation d'absence**

L'agent public qui souhaite accomplir son engagement au titre de la réserve opérationnelle de la police nationale sur son temps de travail, doit solliciter l'accord préalable de son employeur, et ce, quelle que soit sa durée d'absence du service.

Lorsque les nécessités de service le permettent, sous réserve de l'accord exprès du chef de service, l'employeur peut autoriser ses agents publics, policiers réservistes, à s'absenter **11 jours** ouvrés par année civile.

Article 2.2.2 : Sur les délais de préavis

Aucun délai de préavis spécifique n'étant défini par la réglementation, il appartient au chef de service, auquel appartient l'agent public souhaitant effectuer une période d'engagement dans la réserve pendant son temps de travail, de déterminer, en fonction des contraintes du service, le délai que l'agent doit respecter pour informer son employeur.

L'information ou la demande d'autorisation est donc réalisée dans des conditions propres à garantir le bon fonctionnement de l'organisme employeur. À défaut de décision contraire du chef de service, un délai d'un mois, analogue à celui applicable aux militaires réservistes, doit être regardé comme conforme à cet objectif.

Article 2.2.3 : Sur la rémunération

Les modalités relatives à la position statutaire et au maintien du traitement sont définies par les réglementations spécifiques aux agents publics, rappelées en annexe n° 2 à la présente convention.

Article 2.3 : Désignation d'un référent garde nationale

L'employeur procède à la désignation d'un référent garde nationale au sein de son organisme en renseignant son identité et ses coordonnées à l'annexe n° 1 de la présente convention.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, ce référent est le point de contact privilégié au sein de l'organisme, pour la direction, le personnel, le correspondant garde nationale - employeurs et le secrétariat général de la garde nationale.

Lorsqu'il quitte ses fonctions, l'employeur s'engage à le remplacer dans les meilleurs délais et à communiquer les éléments de mise à jour de l'annexe n° 1 au secrétariat général de la garde nationale.

Au cours de la vie de la convention, les réservistes de l'organisme peuvent solliciter ce référent pour toute question relative à la relation avec leur employeur au titre de leur engagement à servir dans la réserve.

Article 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS AU PROFIT DES ÉTUDIANTS RÉSERVISTES

Les étudiants, réservistes opérationnels, bénéficient d'un dispositif de valorisation de l'engagement qui leur est applicable en vertu du code de l'éducation (cf. annexe n° 3).

Lorsque l'employeur est amené à accueillir ces étudiants, au cours de leur cursus d'études, en tant qu'organisme d'accueil, il s'engage à prendre des mesures afin que ceux-ci soient informés des dispositions relatives à la validation des compétences, ainsi qu'à l'aménagement de l'organisation et du déroulement des études.



Article 4 : ENGAGEMENTS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER ET DU MINISTRE DES ARMÉES

Article 4.1 : Attribution des qualités de « partenaire de la défense nationale » et de « partenaire de la police nationale »

Les qualités de « partenaire de la défense nationale » et de « partenaire de la police nationale » peuvent être attribuées respectivement par arrêté du ministre des armées ou du ministre de l'intérieur et des outre-mer, à l'employeur qui facilite l'engagement de son personnel réserviste opérationnel, dans les conditions prévues par la présente convention².

L'opposition à la prorogation de la convention, prévue à l'Article 6.2, entraîne le retrait de ces qualités, à la date de la dénonciation.

De même, ces qualités seront retirées en cas de résiliation de la convention, prévue à l'Article 7, ou à l'échéance de celle-ci, en cas de non renouvellement.

Article 4.2 : Exploitation de la marque « PARTENAIRE DE LA DEFENSE RESERVE MILITAIRE »

Article 4.2.1 : Autorisation d'exploitation

Il est consenti à l'employeur, titulaire de la qualité de « partenaire de la défense nationale », l'autorisation d'exploiter la marque « PARTENAIRE DE LA DEFENSE RESERVE MILITAIRE », déposée le 03/03/2006 sous le numéro d'enregistrement 3414751.

Cette marque est constituée du signe suivant :



L'exploitation de la marque concerne les produits ou services en classes suivantes :

Classe	Produits et services concernés
16	Produits de l'imprimerie
35	Publicité ; publications de textes publicitaires, courriers publicitaires ; diffusion de matériel publicitaire (tracts, prospectus, imprimés, échantillons) ; publicité radiophonique et télévisée ; reproduction de documents ; gestion de fichiers informatiques
38	Services de télécommunications ; transmission d'informations ou de données par voie télématique ; communications par terminaux d'ordinateurs
41	Éducation, enseignement, notamment formation et sensibilisation à la propriété industrielle ; organisation de séminaires, colloques ; recherche de documentation juridique et technique ; prêt et mise à disposition de documentation juridique et technique
42	Location de temps d'accès à un centre serveur de bases de données.

Cette autorisation d'exploiter la marque est accordée *intuitu personae*, à titre gratuit et non exclusif, pour le monde entier, à compter de l'arrêté d'attribution de la qualité de « partenaire de la défense nationale ».

² Articles L. 4211-1 du code de la défense et L. 411-13 du code de la sécurité intérieure.



L'employeur s'interdit de céder ou transférer à des tiers tout ou partie des droits et obligations résultant de cette autorisation d'exploitation de la marque.

Article 4.2.2 : Révocation de l'autorisation d'exploitation

L'autorisation d'exploiter la marque « PARTENAIRE DE LA DEFENSE RESERVE MILITAIRE » peut être révoquée à tout moment par le SGGN, notamment :

- en cas de dénaturation de la marque (format, couleurs, police de caractère) ;
- en cas d'utilisation de la marque pour commettre des pratiques commerciales déloyales ;
- en cas de non-respect des engagements de l'employeur contenus dans la présente convention.

La révocation de l'autorisation d'exploitation est notifiée par le SGGN à l'employeur.

Elle prend effet dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi du courrier recommandé avec accusé de réception, apposée par les services postaux.

Le SGGN n'a pas à justifier sa décision et l'employeur s'interdit tout recours contre le SGGN.

Article 4.2.3 : Extinction de l'autorisation d'exploitation

La perte de la qualité de « partenaire de la défense nationale » entraîne la fin de l'autorisation d'exploiter la marque « PARTENAIRE DE LA DEFENSE RESERVE MILITAIRE ».

Article 4.2.4 : Conséquences de la révocation et de l'extinction de l'autorisation d'exploitation

La révocation de l'autorisation d'exploitation et la perte de la qualité de « partenaire de la défense nationale » entraînent l'obligation, pour l'employeur, de retirer cette marque de tous les documents ou supports sur lesquels elle serait mentionnée.

Article 4.3 : Valorisation de la politique de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

Dans le cadre de la formalisation de sa politique RSE, l'employeur peut être amené à mentionner des informations relatives aux actions visant à promouvoir le lien Nation-armée et à soutenir la réserve opérationnelle grâce à l'engagement de son personnel réserviste³.

Pour accompagner cette démarche RSE, l'employeur peut se prévaloir des dispositions contenues dans la présente convention et, le cas échéant, la produire.

Article 4.4 : Invitations et informations réservées

Le secrétariat général de la garde nationale pourra proposer à l'employeur, d'accéder à des événements ponctuels réservés (notamment des visites thématiques, colloques, stages et formations), organisés par les états-majors, directions et services relevant du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre des armées. Ces événements pourront, selon des modalités propres à chaque manifestation, être ouverts aux collaborateurs identifiés par l'employeur au sein de son organisme.

En outre, le secrétariat général de la garde nationale pourra communiquer à l'employeur de l'information relative à l'actualité des armées, directions et services, de la gendarmerie nationale et de la police nationale.

³ Article L. 225-102-1 du code de commerce. Voir aussi : notice du décret n° 2017-1265 du 9 août 2017 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises.



Article 4.5 : Appui à la mise en œuvre de la convention

Pour toute question relative à la politique de la réserve opérationnelle, l'employeur peut interroger le correspondant garde nationale - employeurs ayant négocié la présente convention.

Dans l'hypothèse où la mise en œuvre de la convention présenterait des difficultés pour l'employeur, ce dernier peut également saisir ce correspondant garde nationale – employeurs, lequel s'efforcera de concilier les impératifs de l'employeur, des réservistes concernés et de leurs autorités d'emploi.

Article 4.6 : Information du référent garde nationale

Une fois informé de la nomination du référent garde nationale et de ses coordonnées, le secrétariat général de la garde nationale lui adressera toute information utile pour le sensibiliser à son rôle au sein de l'organisme employeur, notamment pour promouvoir l'engagement des réservistes.

Article 5 : INFORMATION DU PERSONNEL ET DU PUBLIC SUR L'EXISTENCE DE LA CONVENTION

Article 5.1 : Communication par l'employeur

L'employeur s'engage à tout mettre en œuvre pour que les stipulations de la présente convention soient portées à la connaissance de l'ensemble de son personnel.

Il peut également publier un communiqué de presse relatif à la signature de la présente convention, ou utiliser tout autre vecteur de communication, en accord avec le secrétariat général de la garde nationale.

Article 5.2 : Communication par le secrétariat général de la garde nationale

Afin de faire connaître le présent partenariat, le secrétariat général de la garde nationale mènera des actions de communication auprès du grand public et des états-majors, directions et services des ministères de l'intérieur et des outre-mer et des armées, le cas échéant, avec l'appui des organismes d'information et de communication compétents.

Article 6 : VIE DE LA CONVENTION

Article 6.1 : Durée initiale

La présente convention est conclue pour une durée initiale d'un an à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 6.2 : Prorogation

Au terme de cette première période d'un an, la convention sera automatiquement prorogée pour des périodes successives d'un an, dans la limite de 5 ans (« terme final »).

A l'occasion de chaque prorogation, y compris de la première d'entre elle, toute partie peut dénoncer la convention, en notifiant sa décision à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 3 mois avant l'arrivée du terme de la période concernée.

La date de la dénonciation est celle de l'envoi de cette lettre recommandée avec accusé de réception, apposée par les services postaux.

Le non-respect de ces formes ou délais privera la dénonciation de son effet.



Article 6.3 : Renouvellement

A l'approche du terme final, les parties auront la possibilité de poursuivre leur relation, sur la base d'une nouvelle convention, en renouvelant leur accord.

Dans les 6 mois qui précèdent l'échéance du terme final, chaque partie peut solliciter l'autre, par courrier postal (par lettre recommandée avec accusé de réception) ou électronique, afin que soient entreprises des négociations tendant au renouvellement de leur accord.

Pendant toute la poursuite des négociations, la présente convention continue à s'appliquer entre les parties en dépit de l'arrivée du terme final.

Article 7 : RÉILIATION POUR INEXÉCUTION OU MAUVAISE EXÉCUTION

Dans le cas d'une inexécution ou d'une mauvaise exécution, par l'une des parties à une ou plusieurs des obligations consenties dans la présente convention, l'autre partie initiera une phase de règlement amiable du litige avec le co-contractant, selon les modalités fixées à l'Article 10.

En cas d'échec de ce règlement amiable, la partie initiatrice pourra mettre fin à la présente convention en adressant à ce titre, à l'autre partie, un courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation prendra alors effet dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de ce courrier, apposée par les services postaux.

Cette résiliation s'opère sans indemnité pour celle qui la subit.

Elle ne joue que pour l'avenir : elle n'a pas d'effet rétroactif.

Article 8 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les informations recueillies dans cette convention et ses annexes sont enregistrées dans un fichier informatisé par le secrétariat général de la garde nationale.

La mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel a pour base juridique :

- **l'exécution de mesures contractuelles**, lorsque les finalités poursuivies sont les suivantes : l'attribution des qualités de « partenaire de la défense nationale » et de « partenaire de la police nationale » ; l'envoi d'invitations et d'informations réservées aux employeurs partenaires ; l'appui à la mise en œuvre de la convention ; l'information du référent garde nationale ;
- **l'intérêt légitime**, lorsque les finalités poursuivies sont les suivantes : la gestion de la relation avec les employeurs partenaires ; l'organisation, l'inscription et l'invitation aux événements organisés ou soutenus par le secrétariat général de la garde nationale.

Les données collectées seront communiquées aux différents services et prestataires habilités par le secrétariat général de la garde nationale.

Elles ne seront conservées que pour la durée nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées, dans le respect de la réglementation en vigueur.

À ce titre, les données sont conservées pendant la durée de la convention, augmentée de 2 ans, à des fins d'animation et de prospection.

Dans les conditions définies par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 *relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés* et le règlement n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, d'interrogation, de limitation, de portabilité et d'effacement.



Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du secrétariat général de la garde nationale.

Ces droits s'exercent auprès du secrétariat général de la garde nationale :

- **par voie électronique** à l'adresse : sggn-bpre.resp-fonctionnel.fct@intradef.gouv.fr ;
- **par voie postale** à l'adresse : case n° 55, 1 place Joffre 75700 PARIS SP 07.

Toute demande doit être accompagnée de la photocopie d'un titre d'identité comportant une signature.

Enfin, si les personnes concernées estiment, après avoir contacté le secrétariat général de la garde nationale, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Article 9 : PRIMAUTÉ DE LA CONVENTION

La présente convention (y compris le préambule et les annexes) représente la totalité de l'accord des parties et établit l'ensemble de leurs obligations.

Elle prévaut sur tous les accords, contrats, écrits ou verbaux, conclus ou intervenus entre elles antérieurement à la date des présentes et relativement au même objet.

Article 10 : RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige, relatif à la présente convention, qui pourrait naître notamment à l'occasion, sans que cette liste ne soit limitative, de l'interprétation, de l'existence, de la validité, de l'exécution ou de mauvaise exécution et/ou de sa cessation pour quelque cause que ce soit, donnera lieu à une tentative de résolution amiable entre les parties.

Pour cela, dans un premier temps, la partie la plus diligente portera à la connaissance de l'autre partie les éléments litigieux, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans un deuxième temps, les parties auront à se rapprocher pour tenter de convenir d'une solution.

Dans un troisième temps, faute pour les parties de parvenir à un accord dans un délai de deux mois à compter de la date d'envoi du courrier précité (apposée par les services postaux), elles pourront, à l'initiative de la partie la plus diligente, porter leur différend devant la juridiction compétente.

La présente convention est établie en autant d'exemplaires que de parties.

[si signataire unique pour le MIOM et le MINARM] :

Pour l'employeur	Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre des armées
Fait à AUXERRE	Fait à
Le	Le
Représenté par	Représentés par
	, dument habilité à l'effet des présentes
Signature et cachet	Signature et cachet





ANNEXE 1 : informations relatives à l'employeur

§ 1. Informations sur la personne morale

Nature de la personne morale	Etablissement public
Dénomination	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Adresse du siège	6bis place du Maréchal Leclerc
Immatriculation (n° RCS, SIREN, RNA, etc.)	
Secteur d'activité	Collectivité territoriale
Activité en liaison avec les forces armées et de sécurité intérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Adresse du site internet	www.auxerre.com

§ 2. Informations sur le dirigeant

Civilité / Nom / Prénom	M. Marault Crescent
Fonction	Maire
Téléphone	
Courriel	Cabinet@auxerre.com
Adresse postale professionnelle	
Implication personnelle au profit des forces armées ou de sécurité intérieure	<input type="checkbox"/> Volontaire ayant souscrit un contrat d'engagement <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (avec contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (sans contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien réserviste qui a obtenu l'honorariat <input type="checkbox"/> Réserviste citoyen de défense et de sécurité (RCDS) <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet
	<input checked="" type="checkbox"/> Précision sur la force armée ou de sécurité intérieure d'appartenance : _____ <input checked="" type="checkbox"/> Grade : _____



§ 3. Informations sur le signataire de la convention (si différent)

Civilité / Nom / Prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	
Adresse postale professionnelle	
Implication personnelle au profit des forces armées ou de sécurité intérieure	<input type="checkbox"/> Volontaire ayant souscrit un contrat d'engagement <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (avec contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (sans contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien réserviste qui a obtenu l'honorariat <input type="checkbox"/> Réserviste citoyen de défense et de sécurité (RCDS) <input type="checkbox"/> Sans objet
	<input checked="" type="checkbox"/> Précision sur la force armée ou de sécurité intérieure d'appartenance : _____ <input checked="" type="checkbox"/> Grade : _____

§ 4. Informations sur le référent garde nationale

Civilité / Nom / Prénom	
Fonction	
Téléphone	
Courriel	
Adresse postale professionnelle	
Implication personnelle au profit des forces armées ou de sécurité intérieure	<input type="checkbox"/> Volontaire ayant souscrit un contrat d'engagement <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (avec contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (sans contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien réserviste qui a obtenu l'honorariat <input type="checkbox"/> Réserviste citoyen de défense et de sécurité (RCDS) <input type="checkbox"/> Sans objet
	<input checked="" type="checkbox"/> Précision sur la force armée ou de sécurité intérieure d'appartenance : _____ <input checked="" type="checkbox"/> Grade : _____



§ 5. Informations sur le correspondant garde nationale employeur rédacteur de la convention

Civilité / Nom / Prénom	LC (R) MORIZOT Christophe
Téléphone	06 34 49 47 28
Courriel	Christophe.morizot@def.gouv.fr
Adresse postale	case n° 55, 1 place Joffre 75700 PARIS SP 07
Département(s) / région(s) d'affectation	ZDS-Est
Implication personnelle au profit des forces armées ou de sécurité intérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Volontaire ayant souscrit un contrat d'engagement <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (avec contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien militaire / policier (sans contrat d'engagement) <input type="checkbox"/> Ancien réserviste qui a obtenu l'honorariat <input type="checkbox"/> Réserviste citoyen de défense et de sécurité (RCDS) <input type="checkbox"/> Sans objet
	<input checked="" type="checkbox"/> Précision sur la force armée ou de sécurité intérieure d'appartenance : _____SEO_____ <input checked="" type="checkbox"/> Grade : ___Lieutenant-colonel!_____

§ 6. Informations complémentaires sur l'employeur

Nombre total de collaborateurs	
Nombre estimé de collaborateurs réservistes (militaires, policiers)	10
Description de l'employeur (activités exercées)	Collectivité territoriale
Liens ou intérêts avec le ministère de l'intérieur et des outre-mer et/ou le ministère des armées	
Raisons ou motivations qui ont conduit l'employeur à s'engager dans une convention de soutien aux politiques de réserve opérationnelle	



§ 7. Informations sur l'existence de dispositions spéciales en faveur de la réserve opérationnelle

Sont ici concernées, les mesures tendant à faciliter, au-delà des obligations prévues par la loi (rappelées en annexe n° 2), l'engagement, l'activité et la réactivité des réservistes. Ces mesures peuvent notamment résulter du contrat de travail, d'une convention ou d'un accord collectif d'entreprise, d'une convention ou d'un accord de branche⁴. Elles servent de fondement à la rédaction de la présente *convention de soutien aux politiques de réserve opérationnelle* qui en améliore la portée.

<p>Existence de dispositions spéciales intégrées dans le contrat de travail du personnel</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non applicable</p> <p>Si oui, préciser lesquelles : _____</p>
<p>Existence de dispositions spéciales dans une convention ou un accord collectif d'entreprise, une convention ou un accord de branche</p>	<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Non applicable</p> <p>Si oui, Préciser l'intitulé de la convention ou de l'accord : _____</p> <p>Préciser les dispositions spéciales applicables à l'employeur : _____</p>

*

Tout changement dans les informations mentionnées dans cette annexe n° 1 doit être communiqué au Secrétariat général de la garde nationale :

Par courrier : case n° 55, 1 place Joffre 75700 PARIS SP 07

Par courriel : sggn-bpre.resp-fonctionnel.fct@intradef.gouv.fr

⁴ Voir article L. 3142-94-2 du code du travail.



ANNEXE 2 : rappel de la réglementation relative aux relations entre le réserviste opérationnel et son employeur

À titre préliminaire, il est rappelé que la réserve opérationnelle est composée de réservistes avec ou sans expérience militaire ou policière, susceptibles d'intervenir en renfort des forces, aussi bien « en temps ordinaire » que lors de circonstances exceptionnelles.

	Objectifs de la réserve opérationnelle	Composition
Réserve opérationnelle militaire⁵	Renforcer les capacités des forces armées et formations rattachées pour la protection du territoire national, comme à l'étranger ou dans le cadre des opérations extérieures	Volontaires qui ont souscrit un engagement à servir dans la réserve opérationnelle auprès de l'autorité militaire
		Anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité
		Militaires d'active , dans les cas prévus à l'article L. 4211-1-1 du code de la défense (en congé parental, en congé pour convenance personnelle, en disponibilité)
Réserve opérationnelle de la police nationale⁶	<ul style="list-style-type: none"> ■ Missions de renfort temporaire des forces de sécurité intérieure ■ Missions de solidarité, en France et à l'étranger, <p>À l'exception des missions de maintien et de rétablissement de l'ordre public</p>	Retraités des corps actifs de la police nationale (soumis à une obligations de disponibilité de 5 ans à compter de la fin de leur lien avec le service) ⁷ et non adhérant à la réserve opérationnelle à titre volontaire
		Retraités des corps actifs de la police nationale adhérant à la réserve opérationnelle à titre volontaire
		Personnes volontaires justifiant, lors de la souscription du contrat d'engagement, avoir eu la qualité de policier adjoint pendant au moins trois années de services effectifs
		Personnes volontaires⁸

La présente annexe synthétise les dispositions législatives et réglementaires applicables entre le réserviste opérationnel (militaire ou policier) et son employeur. Comme prévu par la loi, des mesures tendant à faciliter, au-delà de ces obligations, l'engagement, l'activité et la réactivité dans la réserve peuvent résulter du contrat de travail, de clauses particulières de l'engagement à servir dans la réserve opérationnelle ayant reçu l'accord de l'employeur, d'une convention ou d'un accord collectif d'entreprise, d'une convention ou d'un accord de branche⁹ ou des conventions conclues entre le MINARM/MIOM et l'employeur, comme la présente *convention de soutien aux politiques de réserve opérationnelle*¹⁰.

§ 1. Activités dans la réserve opérationnelle en temps ordinaire

§ 1.1 : Durée d'activité annuelle

§ 1.1.1 : Pour les militaires réservistes

La durée maximale annuelle des activités à accomplir au titre de l'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est déterminée conjointement par l'autorité militaire d'emploi et le réserviste¹¹ :

	Régime de base	En cas de besoin, pour répondre aux besoins des forces	Pour les emplois présentant un intérêt de portée nationale ou internationale
Militaires réservistes (agents publics et salariés)	60 jours	150 jours	210 jours

La durée de chacune des périodes d'activité ne peut être inférieure à une demi-journée¹².

⁵ Article L. 4211-1, III, 1°, du code de la défense.

⁶ Article L. 411-7, alinéa 1^{er}, du code de la sécurité intérieure.

⁷ Obligation de disponibilité définie à l'article L. 411-8 du code de la sécurité intérieure.

⁸ Dans les conditions définies aux articles L. 411-9 à L. 411-11 du code de la sécurité intérieure.

⁹ Voir article L. 3142-94-2 du code du travail.

¹⁰ Article L. 4221-4, in fine, du code de la défense.

¹¹ Article L. 4221-6 du code de la défense.

¹² Article R. 4221-5 du code de la défense.



§ 1.1.2 : Pour les policiers réservistes

Le contrat d'engagement précise la durée maximale annuelle de l'affectation, qui ne peut excéder¹³ :

	Régime de base	Pour des missions à l'étranger
Policiers réservistes retraités des corps actifs de la police nationale	150 jours	210 jours
Policiers réservistes ayant eu la qualité de policier adjoint (pendant au moins 3 ans)	150 jours	
Autres policiers réservistes	90 jours	

Une augmentation de la durée annuelle d'affectation est toutefois prévue en cas de déclaration de l'état d'urgence (cf. § 2.2).

§ 1.2 Autorisation d'absence

Dans le cadre de ces périodes d'activité, le réserviste (militaire ou policier) bénéficie, dans la majorité des cas, d'une autorisation d'absence de plein droit, sans accord préalable de l'employeur, pendant un nombre de jours déterminé. Au-delà, il doit obtenir l'accord de son employeur pour s'absenter.

§ 1.2.1 : Pour les militaires réservistes

L'agent public, militaire réserviste, qui accomplit son engagement à servir dans la réserve opérationnelle pendant son temps de travail, a droit à une autorisation d'absence annuelle d'une durée de 10 jours ouvrés par année civile¹⁴.

Il s'agit d'une autorisation d'absence de plein droit, sans accord préalable de l'employeur, afin que l'agent puisse accomplir les activités d'emploi ou de formation liées à son contrat ESR.

Lorsque les activités accomplies pendant le temps de travail dépassent ces 10 jours, l'agent doit obtenir l'accord de son employeur. Si ce dernier oppose un refus, cette décision doit être motivée et notifiée à l'intéressé ainsi qu'à l'autorité militaire dans les 15 jours qui suivent la réception de la demande¹⁵.

Il peut également accomplir ses activités de réserve pendant son temps libre (week-end, congés annuels, RTT, etc.).

Dans d'autres situations, l'agent n'est pas tenu de solliciter l'accord préalable de son employeur pour s'absenter : en cas de recours aux militaires réservistes lors de circonstances exceptionnelles¹⁶ ou s'il formule une demande d'absence liée au suivi d'une formation professionnelle durant ses activités dans la réserve opérationnelle¹⁷.

¹³ Article L. 411-11 du code de la sécurité intérieure.

¹⁴ Articles L. 4221-4, alinéas 1 et 2, du code de la défense ; L. 3142-94-2 et L. 3142-94-3 du code du travail.

¹⁵ Article L. 4221-4, alinéa 2, du code de la défense.

¹⁶ Lorsqu'il est fait application de l'article L. 2171-1 (en cas de menace grave), L. 4231-4 (en cas de mobilisation générale ou de mise en garde) et L. 4231-5 (en cas d'urgence dans le contexte de réquisition) du code de la défense.

¹⁷ L'article L. 4221-5, alinéa 2, du code de la défense vise les formations suivies au titre de l'article L. 6313-1 du code du travail (actions de formation, bilan de compétence, validation des acquis de l'expérience, apprentissage). Voir aussi, l'article L. 421-2 du code général de la fonction publique.



§ 1.2.2 : Pour les policiers réservistes

L'agent public, policier réserviste, ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence de plein droit, sur son temps de travail, afin d'accomplir ses activités de réserve. Il doit donc obtenir l'accord préalable de son employeur. À la différence des militaires réservistes, les textes n'imposent aucun formalisme à l'employeur qui refuserait cette demande d'absence (quant à sa motivation, au respect d'un délai à compter de la réception de la demande, à la notification de sa décision à l'intéressé ou à l'autorité civile).

Le réserviste peut néanmoins accomplir ses activités pendant son temps libre (week-end, congés annuels, RTT, etc.).

L'agent public qui suit une formation professionnelle durant ses activités dans la réserve opérationnelle est tenu de solliciter l'accord préalable de son employeur pour s'absenter et y participer¹⁸.

§ 1.3 : Délais de préavis

§ 1.3.1 : Pour les militaires réservistes

Lorsque les activités accomplies pendant le temps de travail :

- **sont d'une durée inférieure ou égale à 10 jours ouvrés**, fractionnés ou consécutifs, **par année civile**, l'agent réserviste doit simplement informer son employeur de son absence un mois au moins avant le début de celles-ci¹⁹ ;
- **dépassent 10 jours ouvrés**, fractionnés ou consécutifs, **par année civile**, l'agent réserviste doit demander l'accord de son employeur pour s'absenter, un mois au moins avant le début de celles-ci²⁰ ;
- **concernent le suivi d'une formation professionnelle**, l'agent réserviste doit informer son employeur de son absence un mois au moins avant le début de celles-ci²¹.

Bien que les textes soient muets en la matière, il est recommandé à l'agent public, militaire réserviste, pour des raisons probatoires, d'informer son employeur ou de solliciter son accord par écrit, dans le respect de ces délais de préavis, en indiquant la date de son départ et la durée de l'absence envisagée.

À noter que lorsque les activités sont accomplies sur le temps libre de l'agent, il n'est pas tenu d'en informer son employeur.

§ 1.3.2 : Pour les policiers réservistes

Aucun délai de préavis spécifique, similaire aux militaires réservistes, n'est imposé par la réglementation aux policiers réservistes, pour informer ou demander une autorisation d'absence à l'employeur²².

L'information ou la demande d'autorisation pour des périodes d'emploi ou le suivi d'une formation professionnelle²³ est donc réalisée dans des conditions propres à garantir le bon fonctionnement de l'organisme employeur.

Lorsque les activités sont accomplies sur son temps libre, le réserviste n'est pas tenu d'en informer son employeur.

¹⁸ Article L. 421-4 du code général de la fonction publique.

¹⁹ Articles L. 4221-4, alinéa 1^{er}, du code de la défense et L. 3142-94-2 et L. 3142-94-3 du code du travail

²⁰ Articles L. 4221-4, alinéa 2, du code de la défense et L. 3142-94-2 et L. 3142-94-3 du code du travail.

²¹ Article L. 4221-5, alinéa 2, du code de la défense.

²² Article L. 411-13, alinéa 1^{er}, du code de la sécurité intérieure.

²³ Article L. 411-13, alinéa 3, du code de la sécurité intérieure.



§ 2. Activités dans la réserve opérationnelle lors de circonstances exceptionnelles

Au-delà du service en temps ordinaire, le réserviste peut être appelé à intervenir en cas de circonstances exceptionnelles, notamment :

- en cas de renfort rapide par activation des clauses de réactivité (militaires réservistes),
- en cas d'état d'urgence (policiers réservistes),
- en cas d'urgence, dans un contexte de réquisition (militaires réservistes),
- en cas de menace grave, actuelle ou prévisible, avec le recours à la réserve de sécurité nationale (militaires réservistes et policiers réservistes),
- en cas de crise majeure avec le recours à la mobilisation générale ou à la mise en garde (militaires réservistes).

Pourront être concernés par ces appels, selon les circonstances, les engagés volontaires dans la réserve opérationnelle, mais aussi les anciens militaires ou policiers :

	Personnes soumises à l'obligation de disponibilité	Durée de la disponibilité
Réserve opérationnelle militaire²⁴	Les volontaires	Pendant la durée de validité de leur engagement dans la réserve opérationnelle et dans la limite de 5 ans à compter de la fin de leur engagement (pour ceux qui en formulent la demande)
	Les anciens militaires de carrière ou sous contrat et les personnes qui ont accompli un volontariat dans les armées	Dans la limite de 5 ans à compter de leur radiation des cadres ou des contrôles, et au plus tard jusqu'à 72 ans ²⁵
Réserve opérationnelle de la police nationale²⁶	Les retraités des corps actifs de la police nationale	Dans la limite de 5 ans à compter de la fin de leur lien avec le service ²⁷
	Autres policiers réservistes (dont les volontaires)	En l'absence de précision légale, il convient de considérer que ces policiers réservistes sont soumis à une obligation de disponibilité pendant la durée de validité de leur engagement dans la réserve opérationnelle

§ 2.1 : En cas de renfort rapide par activation des clauses de réactivité (militaires réservistes)

Sur demande de l'autorité militaire, lorsque les ressources militaires disponibles apparaissent insuffisantes pour répondre à des circonstances ou à des nécessités ponctuelles et imprévues, le ministre des armées ou le ministre de l'intérieur (pour les réservistes de la gendarmerie nationale) peut, par arrêté, faire appel aux réservistes qui ont souscrit un contrat comportant une clause de réactivité, sous un préavis de 15 jours²⁸.

§ 2.1.1 : Négociation de la clause avec l'employeur

Cette clause facultative est négociée avec l'employeur²⁹ qui peut, par l'intermédiaire de la convention de soutien :

- l'accorder à l'ensemble de son personnel, en maintenant le délai légal de préavis de 15 jours ;
- l'accorder à l'ensemble de son personnel, en réduisant ce délai de préavis ;
- s'engager à examiner individuellement chaque demande formulée par son personnel avant de se prononcer ;
- refuser toute souscription à ladite clause.

Pour des raisons de cohérence, le délai de préavis octroyé au titre de cette clause de réactivité, doit être inférieur aux délais de préavis accordés aux réservistes pour informer l'employeur ou solliciter son accord avant toute activité dans la réserve opérationnelle.

²⁴ Article L. 4231-1 du code de la défense.

²⁵ Article L. 4221-2 du code de la défense.

²⁶ Article L. 411-8 du code de la sécurité intérieure.

²⁷ Afin de répondre aux rappels individuels ou collectifs du ministre de l'intérieur en cas de menaces ou de troubles graves à l'ordre public ou d'événements exceptionnels, dans la limite de 90 jours par an (art. L. 411-8 CSI).

²⁸ Articles L. 4221-4, alinéa 3 et L. 3142-90, alinéa 3, du code de la défense.

²⁹ Articles L. 4221-1 alinéas 8 et 9, et L. 4221-4 alinéa 3, in fine, du code de la défense.



En cas d'accord de l'employeur, la clause de réactivité peut :

- soit figurer, dès l'origine, dans le contrat d'engagement à servir dans la réserve ;
- soit être souscrite pendant l'exécution dudit contrat en étant incorporée au contrat initial (dans ce cas, elle l'est pour la durée du contrat restant à courir).

Étant précisé que cette clause devient caduque lorsque le réserviste change d'employeur³⁰.

§ 2.1.2 : Autorisation d'absence et délai de préavis

Au terme du délai de préavis contenu dans la clause, l'employeur du réserviste est tenu de lui accorder une autorisation d'absence³¹.

		En temps ordinaire	En cas de renfort rapide (clause de réactivité)
Autorisation d'absence de plein droit	Agent public, militaire réserviste	≥ 10 jours	
	Agent public, policier réserviste	≥ 0 jour	
Préavis opposable à l'employeur	Agent public, militaire réserviste	≤ 1 mois	≤ 15 jours
	Agent public, policier réserviste	Sans préavis défini	

§ 2.1.3 : Convocation des réservistes

Lorsque la clause de réactivité a été souscrite, elle peut être activée par un arrêté individuel ou collectif notifié à chacun des réservistes intéressés ainsi qu'à leur employeur, mentionnant :

- les motifs de la convocation, hormis le cas où le secret de la défense nationale s'y oppose ;
- la date à laquelle le réserviste doit rejoindre son affectation ;
- la nature et la durée envisagée de l'activité pour laquelle le ou les réservistes sont convoqués.

À ce moment-là, l'employeur peut toujours accorder un délai de préavis plus court que celui mentionné dans la clause de réactivité. Il en informe alors immédiatement le réserviste et son autorité militaire d'emploi par tout moyen à sa disposition³².

Comme souligné dans l'étude d'impact du projet de loi *relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030*, s'il apparaît nécessaire de convoquer le réserviste pour une durée supérieure à celle retenue pour les autorisations d'absence de plein droit, il pourra être recouru aux dispositions prévues en cas d'urgence (dans un contexte de réquisition) ou de menace grave, actuelle ou prévisible³³.

³⁰ Article R. 4221-11 du code de la défense.

³¹ Articles L. 4221-4, alinéa 3 et L. 3142-90, alinéa 3, du code de la défense.

³² Article R. 4221-14 du code de la défense.

³³ Cf. étude d'impact du projet de loi *relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense*, NOR : ARMD2305491L/Bleue-2, 5 avril 2023, p. 81.



§ 2.2 : En cas d'état d'urgence (policiers réservistes)

L'état d'urgence est une mesure exceptionnelle prévue par la loi n° 55-385 du 3 avril 1955. Il peut être déclaré par décret en conseil des ministres, soit en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique.

Par vocation, l'état d'urgence permet de renforcer les pouvoirs des autorités civiles et de restreindre certaines libertés publiques ou individuelles. En substance, cette loi du 3 avril 1955, qui ne constitue pas un régime juridique d'intervention des forces armées sur le territoire national, a une incidence pour les policiers réservistes.

En effet, dès la déclaration de l'état d'urgence, la durée maximale de leur affectation est portée, pour l'année en cours, à :

	En temps normal ³⁴	En cas de déclaration de l'état d'urgence ³⁵
Policiers réservistes retraités des corps actifs de la police nationale (non adhérent à la réserve opérationnelle)	150 jours	90 jours ³⁶
Policiers réservistes retraités des corps actifs de la police nationale (adhérent à la réserve opérationnelle à titre volontaire)	150 jours 210 jours (pour des missions à l'étranger)	210 jours
Policiers réservistes ayant eu la qualité de policier adjoint (pendant au moins 3 ans)	150 jours	210 jours
Autres policiers réservistes (volontaires)	90 jours	150 jours

Cependant, la mobilisation des réservistes n'est pas évoquée dans la loi relative à l'état d'urgence et la réglementation ne prévoit pas *de facto* d'augmentation de la durée d'autorisation d'absence de plein droit, ni de délai de préavis spécifique de l'employeur.

S'agissant de l'obligation de disponibilité, seuls les retraités des corps actifs de la police nationale sont visés par la loi (qu'ils soient ou non adhérents à la réserve opérationnelle). Ceux-ci sont tenus, dans la limite de 5 ans à compter de la fin de leur lien avec le service, à une obligation de disponibilité afin de répondre aux rappels individuels ou collectifs du ministre de l'intérieur en cas de menaces ou de troubles graves à l'ordre public ou d'événements exceptionnels³⁷.

Pour les autres réservistes, seules des dispositions réglementaires précisent que « tout policier réserviste est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées »³⁸. Mais, au regard de ces dispositions infra législatives, le policier réserviste devra se conformer, en cas de déclaration de l'état d'urgence, aux dispositions légales de droit commun rappelées au § 1, s'agissant de l'autorisation d'absence et du délai de préavis.

En dehors de l'état d'urgence, le Président de la République peut décider de recourir au dispositif de « réserve de sécurité nationale » (RSN) par décret, permettant de mobiliser les policiers réservistes (et les militaires réservistes) en cas de déclaration de l'état d'urgence, mais aussi lorsque se produit une crise de portée nationale (attaque terroriste majeure, pandémie à forte létalité, catastrophe naturelle ou technologique de grande ampleur)³⁹. Dans cette situation, s'appliqueront des règles spéciales de mobilisation des réserves, dérogeant du droit commun, avec une autorisation d'absence de plein droit et un délai de préavis raccourci (voir § 2.4).

³⁴ Article L. 411-11 du code de la sécurité intérieure.

³⁵ Article L. 411-11-1 du code de la sécurité intérieure.

³⁶ Article L. 411-8 du code de la sécurité intérieure.

³⁷ Article L. 411-8 du code de la sécurité intérieure.

³⁸ Article R. 411-30 du code de la sécurité intérieure.

³⁹ Publication interarmées PIA-1.9.3,_RÉSERVE-OPS(2012) N°D-12-007731/DEF/SCM-RH/DIAR/NP, 26 juillet 2012, page 26.



§ 2.3 : En cas d'urgence, dans un contexte de réquisition (militaires réservistes)

Lorsqu'il n'est pas fait application des dispositions relatives à la réserve de sécurité nationale, en cas de menace grave (voir § 2.4), à la mobilisation générale ou à la mise en garde (voir § 2.5), l'appel ou le maintien en activité des engagés volontaires dans la réserve⁴⁰ peut être décidé par arrêté du ministre des armées ou du ministre de l'intérieur (pour les volontaires de la gendarmerie nationale) en cas d'urgence, si la sauvegarde des intérêts de la défense nationale le justifie⁴¹.

Dans cette situation, le recours à la réserve opérationnelle militaire est aligné sur les conditions de mise en œuvre du régime des réquisitions des personnes physiques ou morales, de biens ou de services⁴².

En pratique, les réquisitions doivent être :

- strictement proportionnées aux objectifs poursuivis et appropriées aux circonstances de temps et de lieu⁴³ ;
- interrompues sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires⁴⁴.

Mais surtout, elles ne peuvent être ordonnées qu'à défaut de tout autre moyen adéquat disponible dans un délai utile⁴⁵. Ainsi, la mise en œuvre du droit de réquisition demeure subsidiaire par rapport à la mobilisation de la réserve militaire et elle ne pourra intervenir que si cette dernière s'avère insuffisante⁴⁶.

§ 2.3.1 : Autorisation d'absence et délai de préavis

Les engagés volontaires dans la réserve sont tenus de répondre, aux ordres d'appel individuels ou collectifs et de rejoindre leur affectation pour servir au lieu et dans les conditions qui leur sont assignés⁴⁷.

L'arrêté prévoyant l'appel ou le maintien en activité de ces engagés volontaires précise la durée de cet appel ou de ce maintien en activité, sans qu'elle ne puisse excéder 15 jours⁴⁸.

⁴⁰ Mentionnés au 1° de l'article L. 4231-1 du code de la défense.

⁴¹ Articles L. 4231-5 et L. 2212-2 du code de la défense.

⁴² Circonstances mentionnées à l'article L. 2212-2 du code de la défense.

⁴³ Article L. 2212-3, alinéa 1^{er}, du code de la défense. Concrètement, le recours à des réservistes et le prononcé d'une réquisition peuvent apparaître complémentaires pour répondre à une situation donnée. À titre d'exemple, durant la crise sanitaire de 2020, des militaires réservistes ont pu être mobilisés pour assurer des missions d'ordre logistique, telle la livraison d'équipements de protection (masques, gants, flacons de gel hydroalcoolique...) aux centres hospitaliers répartiteurs, tandis que des soignants ont été réquisitionnés, notamment pour assurer des missions de renfort en outre-mer. (cf. Étude d'impact du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, NOR : ARMD2305491L/Bleue-2, 5 avril 2023, p. 82).

⁴⁴ Article L. 2212-3, alinéa 3, du code de la défense.

⁴⁵ Article L. 2212-3, alinéa 2, du code de la défense.

⁴⁶ Tel sera par exemple le cas s'il s'agit de mobiliser de la main d'œuvre pour accomplir des tâches n'exigeant pas de compétence particulière ou, au contraire, s'il s'agit justement de mobiliser des compétences susceptibles d'être satisfaites par le vivier des militaires réservistes (cf. Étude d'impact du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, NOR : ARMD2305491L/Bleue-2, 5 avril 2023, p. 82).

⁴⁷ Article L. 4231-3 du code de la défense.

⁴⁸ Article L. 4231-5, alinéa 2, du code de la défense.



Mais, en l'état du droit, aucun délai de préavis de l'employeur n'est imposé :

		En temps ordinaire	En cas de renfort rapide (clause de réactivité)	En cas d'urgence (contexte de réquisition)
Autorisation d'absence de plein droit	Agent public, militaire réserviste	≥ 10 jours		15 jours maximum
	Agent public, policier réserviste	≥ 0 jour		
Préavis opposable à l'employeur	Agent public, militaire réserviste	≤ 1 mois	≤ 15 jours	Sans préavis défini
	Agent public, policier réserviste	Sans préavis défini		

La durée de cet appel ou de ce maintien en activité est décomptée du nombre maximal annuel de jours de réserve pour lequel l'accord de l'employeur n'est pas requis⁴⁹.

À l'issue de cette période, une fois cette durée d'activité exceptionnelle décomptée, il conviendra de faire application du droit commun : si les activités accomplies pendant le temps de travail dépassent la durée de l'autorisation d'absence annuelle de plein droit, le réserviste devra obtenir l'accord de son employeur pour accomplir des périodes d'activité dans la réserve.

§ 2.3.2 : Convocation des réservistes

Les conditions d'appel ou de maintien en activité de ces réservistes doivent être fixées par décret en Conseil d'État⁵⁰.

§ 2.3.3 : Exception pour les employeurs qui exploitent des installations d'importance vitale

En cas de nécessité inhérente à la poursuite de la production de biens ou de services ou à la continuité du service public, les personnes soumises à l'obligation de disponibilité employées par des opérateurs publics ou privés ou par des gestionnaires d'établissements désignés par l'autorité administrative (installations d'importance vitale) peuvent être déchargées de leurs obligations, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État⁵¹.

⁴⁹ Cf. article L. 4231-5, alinéa 2, in fine, du code de la défense ; étude d'impact *du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense*, NOR : ARMD2305491L/Bleue-2, 5 avril 2023, p. 80.

⁵⁰ Article L. 4231-3, alinéa 2, du code de la défense.

⁵¹ Article L. 4231-6 du code de la défense.



§ 2.4 : En cas de menace grave, actuelle ou prévisible (militaires et policiers réservistes)

En cas de menace actuelle ou prévisible, pesant sur les activités essentielles à la vie de la Nation, sur la protection de la population, sur l'intégrité du territoire ou sur la permanence des institutions de la République ou de nature à justifier la mise en œuvre des engagements internationaux de l'État en matière de défense, le recours au dispositif de réserve de sécurité nationale peut être décidé par décret en conseil des ministres⁵².

Ce dispositif a pour objectif de renforcer les moyens mis en œuvre par les services de l'État, les collectivités territoriales ou par toute autre personne de droit public ou privé participant à une mission de service public.

La réserve de sécurité nationale est constituée des réservistes de la réserve opérationnelle militaire, de la réserve opérationnelle de la police nationale, aux côtés de la réserve sanitaire, de la réserve civile pénitentiaire et des réserves de sécurité civile⁵³.

§ 2.4.1 : Autorisation d'absence et délai de préavis

D'application large, ce dispositif concerne l'ensemble des réservistes opérationnels y compris ceux qui n'ont pas souscrit un engagement (comme les anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité).

Il permet d'augmenter sensiblement l'autorisation d'absence et réduire les délais de préavis :

		En temps ordinaire	En cas de renfort rapide (clause de réactivité)	En cas d'urgence (contexte de réquisition)	En cas de menace grave actuelle ou prévisible
Autorisation d'absence de plein droit	Agent public, militaire réserviste	≥ 10 jours		15 jours maximum	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le décret précise la durée d'emploi (qui ne peut excéder 30 jours consécutifs)⁵⁴ ■ En cas de persistance des menaces, cette durée peut être prorogée de 30 jours consécutifs renouvelable une fois⁵⁵
	Agent public, policier réserviste	≥ 0 jour			
Préavis opposable à l'employeur	Agent public, militaire réserviste	≤ 1 mois	≤ 15 jours	Sans préavis défini	Délai d'un jour franc minimum pour que le réserviste rejoigne son affectation
	Agent public, policier réserviste	Sans préavis défini			

Les périodes d'emploi réalisées au titre du dispositif de réserve de sécurité nationale ne sont pas imputables sur le nombre annuel maximal de jours d'activité pouvant être accomplis dans le cadre de l'engagement souscrit par le réserviste⁵⁶.

Dans l'hypothèse où l'engagement du réserviste arriverait à terme avant la fin de la période d'emploi au titre de la réserve de sécurité nationale, il serait prorogé d'office jusqu'à la fin de cette période⁵⁷.

⁵² Article L. 2171-1 du code de la défense. À noter que lorsque le recours à la réserve opérationnelle militaire apparaît suffisant pour répondre à la menace, un décret en conseil des ministres peut habiliter le ministre de la défense ou, pour les militaires de la gendarmerie nationale, le ministre de l'intérieur à procéder, par arrêté, à l'appel ou au maintien en activité des militaires réservistes soumis à l'obligation de disponibilité, sans que les autres réserves qui composent la RSN ne soient sollicitées (art. L. 2171-2-1 c. déf.)

⁵³ Article L. 2171-1 du code de la défense.

⁵⁴ Article L. 2171-2 du code de la défense.

⁵⁵ Article R. 2171-1 du code de la défense.

⁵⁶ Article L. 2171-3 du code de la défense.

⁵⁷ Ibid.



§ 2.4.2 : Convocation des réservistes

Chaque période d'emploi réalisée au titre du dispositif de réserve de sécurité nationale fait l'objet d'une convocation adressée par tout moyen écrit au réserviste par l'autorité civile ou militaire dont il relève au titre de son engagement ou de son obligation de disponibilité.

La convocation mentionne :

- la référence du décret par lequel le Président de la République a décidé de recourir au dispositif de réserve de sécurité nationale ;
- la nature et la durée envisagées de l'activité pour laquelle le réserviste est convoqué ;
- la date à laquelle le réserviste doit rejoindre son lieu d'affectation (un délai minimal de préavis d'un jour franc, à compter de la date de réception de la convocation, doit être respecté).

Une copie de la convocation est adressée à l'employeur du réserviste⁵⁸.

Lors du recours à ce dispositif de réserve de sécurité nationale, les réservistes sont tenus de rejoindre leur affectation, dans les conditions fixées par les autorités civiles ou militaires dont ils relèvent au titre de leur engagement⁵⁹.

§ 2.4.3 : Exception pour les employeurs qui exploitent des installations d'importance vitale

Afin d'éviter de faire obstacle à l'activité d'opérateurs ou d'établissements identifiés comme étant d'importance vitale, a été prévue une limitation analogue à celle applicable en cas d'urgence, dans un contexte de réquisition. Ainsi, en cas de nécessité inhérente à la poursuite de la production de biens ou de services ou à la continuité du service public, les réservistes employés par un des opérateurs publics et privés ou des gestionnaires d'établissements désignés par l'autorité administrative peuvent être déchargés de ces obligations⁶⁰.

Pour cela, dans un premier temps, l'employeur :

- **en fait la demande**, par tout moyen écrit, à l'autorité civile ou militaire dont relève le réserviste au titre de son engagement ou de son obligation de disponibilité. Étant précisé qu'une telle demande ne peut être faite que pour le personnel visé par un plan de continuité ou de rétablissement d'activité ;
- **justifie du caractère indispensable** de la présence de son employé à son poste de travail quant à la poursuite de la production de biens ou de services ou à la continuité d'un service public.

Cette demande suspend l'exécution de la convocation du réserviste.

Dans un deuxième temps, l'autorité civile ou militaire informe l'employeur et le réserviste de sa décision par tout moyen écrit. En cas de refus, la décision précise la date à laquelle le réserviste doit rejoindre son affectation⁶¹.

§ 2.5 : En cas de crise majeure : mobilisation générale, mise en garde (militaires réservistes)

Les militaires réservistes soumis à l'obligation de disponibilité (cf. introduction § 2) sont tenus de répondre, aux ordres d'appel individuels ou collectifs et de rejoindre leur affectation pour servir au lieu et dans les conditions qui leur sont assignés⁶², dans les circonstances suivantes :

- **en cas de « mobilisation générale »**, laquelle met en œuvre l'ensemble des mesures de défense déjà préparées⁶³ ;
- **en cas de « mise en garde »**, laquelle consiste en des mesures propres à assurer la liberté d'action du Gouvernement, à diminuer la vulnérabilité des populations ou des équipements principaux et à garantir la sécurité des opérations de mobilisation ou de mise en œuvre des forces armées et formations rattachées⁶⁴.

⁵⁸ Article R. 2171-2 du code de la défense.

⁵⁹ Article L. 2171-6, alinéa 1^{er}, du code de la défense.

⁶⁰ Article L. 2171-6, alinéa 2, du code de la défense.

⁶¹ Article R. 2171-3 du code de la défense.

⁶² Article L. 4231-3, alinéa 1^{er}, du code de la défense.

⁶³ Article L. 2141-1, alinéa 1^{er}, du code de la défense.

⁶⁴ Article L. 2141-1, alinéa 2, du code de la défense.



§ 2.5.1 : Autorisation d'absence et délai de préavis

Dans ces situations de mobilisation générale et de mise en garde, l'appel ou le maintien en activité de tout ou partie des réservistes soumis à l'obligation de disponibilité peut être décidé par décret en conseil des ministres⁶⁵.

Pour ces situations de crise majeure, la loi ne prévoit aucun préavis ni aucune durée d'activité⁶⁶ :

		En temps ordinaire	En cas de renfort rapide (clause de réactivité)	En cas d'urgence (contexte de réquisition)	En cas de menace grave actuelle ou prévisible	En cas de crise majeure
Autorisation d'absence de plein droit	Agent public, militaire réserviste	≥ 10 jours		15 jours maximum	<ul style="list-style-type: none"> ■ Le décret précise la durée d'emploi (qui ne peut excéder 30 jours consécutifs) ■ En cas de persistance des menaces, cette durée peut être prorogée de 30 jours consécutifs renouvelable une fois 	Sans durée définie
	Agent public, policier réserviste	≥ 0 jour	X	X		X
Préavis opposable à l'employeur	Agent public, militaire réserviste	≤ 1 mois	≤ 15 jours	Sans préavis défini	Délai d'un jour franc minimum pour que le réserviste rejoigne son affectation	Sans préavis défini
	Agent public, policier réserviste	Sans préavis défini	X	X		X

§ 2.5.2 : Convocation des réservistes

Les conditions d'appel ou de maintien en activité de ces réservistes sont fixées par décret en Conseil d'État⁶⁷.

§ 2.5.3 : Exception pour les employeurs qui exploitent des installations d'importance vitale

Comme pour les précédentes circonstances exceptionnelles, en cas de nécessité inhérente à la poursuite de la production de biens ou de services ou à la continuité du service public, les personnes soumises à l'obligation de disponibilité employées par des opérateurs publics ou privés ou par des gestionnaires d'établissements désignés par l'autorité administrative (installations d'importance vitale) peuvent être déchargées de leurs obligations, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État⁶⁸.

⁶⁵ Article L. 4231-4 du code de la défense.

⁶⁶ Cf. étude d'impact du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, NOR : ARMD2305491L/Bleue-2, 5 avril 2023, p. 81.

⁶⁷ Article L. 4231-3, alinéa 2, du code de la défense.

⁶⁸ Article L. 4231-6 du code de la défense.



§ 3. Dispositions sociales

§ 3.1 : Sur la rémunération

§ 3.1.1 : Pour les militaires réservistes

Les réservistes ont la qualité de militaires quand ils exercent une activité pour laquelle ils sont convoqués en vertu de leur engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité⁶⁹. Ils bénéficient alors de la solde et des accessoires qui s'y attachent dans les mêmes conditions que les militaires professionnels⁷⁰.

En outre, chaque période d'activité couvre des services effectifs continus et fait l'objet d'une convocation qui ouvre droit aux indemnités de déplacement temporaire, à l'aller et au retour, entre le domicile du réserviste et son lieu d'affectation. Les services comptent du jour de la mise en route jusqu'à celui du retour du réserviste à son domicile⁷¹.

Le statut et le traitement des agents publics est déterminé en fonction de la durée d'activité dans la réserve :

	Jusqu'à 30 jours par an	Au-delà de 30 jours par an
Fonctionnaire ⁷²	Congé avec traitement	Détachement
Agent contractuel ⁷³		Congé sans traitement

Ainsi, lorsque l'activité dans la réserve ne dépasse pas 30 jours cumulés par année civile, le traitement habituellement perçu par le fonctionnaire ou l'agent contractuel s'ajoute à la solde perçue.

§ 3.1.2 : Pour les policiers réservistes

Les périodes d'emploi et de formation d'adaptation à l'emploi donnent lieu au versement d'une indemnité journalière. Un barème, fixé par arrêté, détermine les montants applicables pour les différents types d'activité des réservistes de la police nationale, en tenant compte du lieu d'exercice des missions et du grade détenu⁷⁴.

En outre, chaque convocation ouvre droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'État⁷⁵.

Le statut et le traitement des agents publics est déterminé en fonction de la durée d'activité dans la réserve :

	Jusqu'à 45 jours par an	Au-delà de 45 jours par an
Fonctionnaire ⁷⁶	Congé avec traitement	Activités effectuées sur le temps des congés annuels ou de RTT
Agent contractuel	Congés annuels ou RTT	

Ainsi, lorsque l'activité dans la réserve ne dépasse pas 45 jours cumulés par année civile, le traitement habituellement perçu par le fonctionnaire s'ajoute à l'indemnité perçue.

⁶⁹ Article L. 4211-5 du code de la défense.

⁷⁰ Article L. 4251-1 du code de la défense.

⁷¹ Article R. 4221-9 du code de la défense.

⁷² Article L. 644-1, 1°, du code général de la fonction publique et article L. 4251-6 du code de la défense.

⁷³ FPE : article 26, alinéa 3, du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État* ; FPT : article 20, alinéa 3, du décret n° 88-145 du 15 février 1988 *relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale* ; FPH : article 24, alinéa 3, du décret n° 91-155 du 6 février 1991 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de la fonction publique hospitalière*.

⁷⁴ Articles D. 411-17 et D. 411-19 du code de la sécurité intérieure.

⁷⁵ Article R. 411-16 du code de la sécurité intérieure.

⁷⁶ Articles L. 644-1, 4°, du code général de la fonction publique et L. 411-13, alinéa 5, du code de la sécurité intérieure.



§ 3.2 : Sur les droits à congés

§ 3.2.1 : Pour les militaires réservistes

S'agissant des fonctionnaires, une circulaire du 2 août 2005 *relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire* précise qu'ils ne doivent pas voir leurs périodes de réserve décomptées de leurs droits à congés annuels. Elle ajoute que ces périodes d'activité n'entrent pas en compte dans le calcul des jours de congés octroyés, le cas échéant, au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail (ARTT)⁷⁷.

S'agissant des agents contractuels, il est prévu pour les trois fonctions publiques que les périodes dans la réserve opérationnelle sont prises en compte pour la détermination des droits à congé annuel⁷⁸. De plus, la durée et les conditions d'attribution de leur congé annuel sont identiques à celles du congé annuel des fonctionnaires⁷⁹. Bien que la circulaire précitée du 2 août 2005 soit muette sur le sort des agents contractuels et par parallélisme avec la situation des fonctionnaires, il peut être considéré que les périodes de réserve ne peuvent être décomptées de leurs droits à congés annuels.

§ 3.2.2 : Pour les policiers réservistes

Concernant le fonctionnaire, le code de la sécurité intérieure prévoit que lorsqu'il accomplit, sur son temps de travail, une activité dans la réserve opérationnelle de la police nationale, il demeure en position d'activité lorsque la durée de sa période de réserve est inférieure ou égale à 45 jours. Ainsi, l'activité de réserve dans la police nationale étant considérée comme un temps pendant lequel le fonctionnaire est à la disposition d'un employeur, il ne s'agit pas d'un temps de repos qui pourrait être décompté comme un temps de congés annuels.

Pour l'agent contractuel, à défaut de disposition le prévoyant, il n'existe pas de droit à congé spécifique. L'agent contractuel peut effectuer ses activités dans la réserve sur ses congés annuels ou RTT.

⁷⁷ Article 2.1 de la circulaire du 2 août 2005 *relative à l'emploi d'agents publics au sein de la réserve militaire*.

⁷⁸ FPE : article 26, in fine, du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État* ; FPT : article 20, in fine, du décret n° 88-145 du 15 février 1988 *relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale* ; FPH : article 24, in fine, du décret n° 91-155 du 6 février 1991 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de la fonction publique hospitalière*.

⁷⁹ FPE : article 10 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État* ; FPT : article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 *relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale* ; FPH : article 8 du décret n° 91-155 du 6 février 1991 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de la fonction publique hospitalière*.



§ 3.3 : Sur le don de jours de permissions / repos (militaires réservistes)

Concernant le don de jours de permissions à l'agent public, le code de la défense prévoit **qu'un militaire** peut, sur sa demande, renoncer anonymement et sans contrepartie à une partie de ses permissions non prises **au bénéfice d'un agent public civil contractuel** relevant du même employeur afin de lui permettre d'effectuer une période d'activité dans la réserve opérationnelle, sur son temps de travail⁸⁰.

L'employeur s'entend :

- pour l'État, de chaque département ministériel regroupant l'ensemble des services relevant d'un même secrétariat général de ministère ;
- de chaque collectivité territoriale ;
- de chaque établissement public quel que soit son statut juridique ;
- de chaque autorité administrative indépendante ;
- de toute autre personne morale de droit public ;
- de toute personne morale de droit privé à laquelle sont rattachés des corps de fonctionnaires⁸¹.

En pratique, peuvent être donnés les jours de permissions de longue durée et ceux liés aux congés de fin de campagne⁸² :

- qu'au-delà du 36^{ème} jour (principe)⁸³ ;
- pour les volontaires dans les armées⁸⁴, qu'au-delà du 21^{ème} jour.

Pour les militaires servant à titre étranger⁸⁵ (légion étrangère), ils ne peuvent pas effectuer un tel don durant la première année de service.

Le militaire qui donne un ou plusieurs jours de permissions signifie par écrit, auprès du commandant de la formation administrative ou de l'autorité équivalente dont il relève, le don et le nombre de jours de permissions afférents. Le don devient définitif après accord de cette autorité hiérarchique.

Concernant le don de jours de repos d'un agent public à un autre agent public, pour des activités dans la réserve opérationnelle, il n'est pas envisagé en l'état de la réglementation.

⁸⁰ Art. R. 4138-33-1, II, du code de la défense.

⁸¹ Art. R. 4138-33-1, IV, du code de la défense.

⁸² Articles L. 4138-5 et R. 4138-27 du code de la défense. À noter que les permissions de longue durée dues pour une année civile ne peuvent pas se reporter sur l'année civile suivante, à moins qu'elles n'aient pu être prises pour raisons de service (art. R. 4138-19, al. 2, c. déf.). Dans ce dernier cas, les jours de permissions dont le report est autorisé et les jours de congés de fin de campagne peuvent être donnés en partie ou en totalité (art. R. 4138-33-1, IV, c. déf.).

⁸³ Pour les militaires régis par l'article R. 4138-19 du code de la défense.

⁸⁴ Régis par l'article R. 4138-21 du code de la défense.

⁸⁵ Régis par l'article R. 4138-20 du code de la défense.



§ 3.4 : Sur la protection professionnelle et sociale (militaires réservistes et policiers réservistes)

Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un agent public réserviste en raison des absences résultant de sa participation à des activités dans la réserve opérationnelle⁸⁶.

Pendant les périodes d'activité, le réserviste bénéficie, pour lui et ses ayants droit, des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès du régime de sécurité sociale dont il relève en dehors de son service dans la réserve opérationnelle⁸⁷.

Le militaire réserviste victime d'une blessure physique ou psychique ou ayant contracté une maladie pendant une période d'activité dans la réserve et, en cas de décès, ses ayants droit ont droit, à la charge de l'État, à la réparation intégrale du préjudice subi, sauf en cas de dommage imputable à un fait personnel détachable du service⁸⁸.

Il en va de même pour le policier réserviste victime de dommages subis pendant les périodes d'emploi ou de formation dans la réserve et, en cas de décès, ses ayants droit. Ceux-ci ont également droit, à la charge de l'État, à la réparation intégrale du préjudice subi, sauf en cas de dommage imputable à un fait personnel détachable du service⁸⁹.

⁸⁶ Articles L. 4251-4 et L. 2171-5 du code de la défense ; article L. 411-13, alinéa 7, du code de la sécurité intérieure.

⁸⁷ Articles L. 4251-2 du code de la défense et L. 411-14 du code de la sécurité intérieure.

⁸⁸ Article L. 4251-7 du code de la défense.

⁸⁹ Article L. 411-16 du code de la sécurité intérieure.



ANNEXE 3 : rappel de la réglementation relative aux étudiants réservistes

Les étudiants, réservistes opérationnels militaires⁹⁰ ou policiers⁹¹, bénéficient d'un dispositif de valorisation de l'engagement qui leur est applicable en vertu du code de l'éducation⁹².

Sa mise en œuvre repose sur les établissements ou organismes de formation public ou privé, dispensant des formations sanctionnées par un diplôme d'enseignement supérieur (national ou d'établissement). Ceux-ci doivent informer l'étudiant réserviste de la possibilité, offerte par le code de l'éducation, de faire valider, au titre de sa formation, les compétences, les connaissances et les aptitudes acquises dans la réserve opérationnelle⁹³.

§ 1 : Validation des compétences des étudiants réservistes

Il est ainsi prévu que les compétences, connaissances et aptitudes acquises par un étudiant réserviste soient validées au titre de sa formation⁹⁴.

Cinq principes régissent la validation des compétences :

- l'étudiant doit demander à bénéficier de ces dispositions ;
- la validation résulte d'une évaluation des compétences, connaissances et aptitudes acquises par l'étudiant dans le cadre des activités dans la réserve opérationnelle ;
- les compétences, connaissances et aptitudes évaluées doivent relever de celles qui sont attendues dans son cursus d'études ;
- la validation s'inscrit dans le cadre de l'obtention du diplôme ;
- les mêmes activités ne peuvent donner lieu qu'à une seule validation par cycle de formation (cycle licence, cycle master, cycle ingénieur, etc.) et la validation n'est pas nécessairement liée à l'année universitaire en cours⁹⁵.

Cette validation peut notamment prendre la forme :

- d'une attribution d'éléments constitutifs d'une unité d'enseignement ;
- d'une attribution de crédits ECTS ;
- d'une attribution de points bonus dans la moyenne générale sur proposition du jury ;
- d'une dispense, totale ou partielle, de certains enseignements ou stages relevant du cursus de l'étudiant.

§ 2 : Aménagements des études et droits spécifiques

Sur demande de l'étudiant réserviste, les établissements d'enseignement supérieur prévoient les aménagements dans l'organisation et le déroulement des études et des examens ainsi que les droits spécifiques, qui permettent de concilier la poursuite de leurs études avec l'exercice des activités dans la réserve opérationnelle⁹⁶.

Ces aménagements et droits spécifiques sont définis, après évaluation des besoins, par la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique de l'université ou, à défaut, par l'instance en tenant lieu.

⁹⁰ En raison d'une activité militaire dans la réserve opérationnelle prévue au titre II du livre II de la quatrième partie du code de la défense

⁹¹ En raison d'un engagement dans la réserve opérationnelle de la police nationale prévue à la section 4 du chapitre Ier du titre Ier du livre IV du code de la sécurité intérieure.

⁹² Articles D. 611-7 à D. 611-9 du code de l'éducation.

⁹³ Cf. pour la réserve militaire, l'article L. 4211-7, alinéa 2, du code de la défense.

⁹⁴ Articles L. 611-9 et D. 611-7 du code de l'éducation.

⁹⁵ Circulaire n° 2017-146 du 7 septembre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

⁹⁶ Articles L. 611-11 et D. 611-9 du code de l'éducation.



§ 2.1 : Aménagement dans l'organisation et le déroulement des études

Les aménagements portent, en fonction des besoins, sur :

- l'emploi du temps (choix de cours, TP ou TD à des horaires différents, dispense d'assiduité, etc.) ;
- les modalités de contrôle des connaissances ;
- la durée du cursus d'études avec, par exemple, un étalement de la scolarité afin de permettre aux étudiants dont l'engagement est important de bénéficier d'une année supplémentaire.

Les aménagements peuvent prendre toute autre forme définie par les établissements qui peuvent s'appuyer sur le développement de l'enseignement à distance et le recours aux technologies numériques.

Ils sont formalisés dans un document écrit signé par l'étudiant et le chef d'établissement.

§ 2.1 : Droits spécifiques

Ces « droits spécifiques », peuvent comprendre :

- des actions d'information,
- des actions de formation,
- des moyens matériels (mise à disposition de locaux, de moyens de communication),
- des moyens financiers (remboursement de frais de transport liés à l'exercice de responsabilités particulières).

§ 3 : Protection des étudiants réservistes

Le code de la défense prévoit qu'aucun établissement ou organisme de formation public ou privé ne peut prendre de mesure préjudiciable à l'accomplissement normal du cursus de formation entrepris par un étudiant ou un stagiaire en raison des absences qui résultent soit d'une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle, soit d'un appel ou d'un rappel des personnes soumises à l'obligation de disponibilité⁹⁷.

⁹⁷ Article L. 4211-7, alinéa 1^{er}, du code de la défense.



Table des matières

PRÉAMBULE	3
Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION	3
Article 2 : ENGAGEMENTS DE L'EMPLOYEUR	4
Article 2.1 : Dispositions en faveur des militaires réservistes	4
Article 2.1.1 : Sur l'autorisation d'absence	4
Article 2.1.2 : Sur le délai de préavis.....	4
Article 2.1.3 : Sur la clause de réactivité.....	4
Article 2.1.4 : Sur la rémunération.....	4
Article 2.2 : Dispositions en faveur des policiers réservistes	5
Article 2.2.1 : Sur l'autorisation d'absence	5
Article 2.2.2 : Sur les délais de préavis.....	5
Article 2.2.3 : Sur la rémunération.....	5
Article 2.3 : Désignation d'un référent garde nationale.....	5
Article 3 : ENGAGEMENTS PARTICULIERS AU PROFIT DES ÉTUDIANTS RÉSERVISTES	5
Article 4 : ENGAGEMENTS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER ET DU MINISTRE DES ARMÉES	6
Article 4.1 : Attribution des qualités de « partenaire de la défense nationale » et de « partenaire de la police nationale ».....	6
Article 4.2 : Exploitation de la marque « PARTENAIRE DE LA DEFENSE RESERVE MILITAIRE »	6
Article 4.2.1 : Autorisation d'exploitation.....	6
Article 4.2.2 : Révocation de l'autorisation d'exploitation	7
Article 4.2.3 : Extinction de l'autorisation d'exploitation	7
Article 4.2.4 : Conséquences de la révocation et de l'extinction de l'autorisation d'exploitation	7
Article 4.3 : Valorisation de la politique de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE).....	7
Article 4.4 : Invitations et informations réservées	7
Article 4.5 : Appui à la mise en œuvre de la convention.....	8
Article 4.6 : Information du référent garde nationale.....	8
Article 5 : INFORMATION DU PERSONNEL ET DU PUBLIC SUR L'EXISTENCE DE LA CONVENTION	8
Article 5.1 : Communication par l'employeur	8
Article 5.2 : Communication par le secrétariat général de la garde nationale.....	8
Article 6 : VIE DE LA CONVENTION	8
Article 6.1 : Durée initiale.....	8
Article 6.2 : Prorogation	8
Article 6.3 : Renouvellement.....	9
Article 7 : RÉILIATION POUR INEXÉCUTION OU MAUVAISE EXÉCUTION	9
Article 8 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	9
Article 9 : PRIMAUTÉ DE LA CONVENTION	10
Article 10 : RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS	10
ANNEXE 1 : informations relatives à l'employeur	12
§ 1. Informations sur la personne morale.....	12
§ 2. Informations sur le dirigeant.....	12
§ 3. Informations sur le signataire de la convention (si différent).....	13
§ 4. Informations sur le référent garde nationale.....	13
§ 5. Informations sur le correspondant garde nationale employeur rédacteur de la convention	14



§ 6. Informations complémentaires sur l'employeur	14
§ 7. Informations sur l'existence de dispositions spéciales en faveur de la réserve opérationnelle	15

ANNEXE 2 : rappel de la réglementation relative aux relations entre le réserviste opérationnel et son employeur..... 16

§ 1. Activités dans la réserve opérationnelle en temps ordinaire	16
§ 1.1 : Durée d'activité annuelle	16
§ 1.1.1 : Pour les militaires réservistes	16
§ 1.1.2 : Pour les policiers réservistes	17
§ 1.2 Autorisation d'absence	17
§ 1.2.1 : Pour les militaires réservistes	17
§ 1.2.2 : Pour les policiers réservistes	18
§ 1.3 : Délais de préavis	18
§ 1.3.1 : Pour les militaires réservistes	18
§ 1.3.2 : Pour les policiers réservistes	18
§ 2. Activités dans la réserve opérationnelle lors de circonstances exceptionnelles.....	19
§ 2.1 : En cas de renfort rapide par activation des clauses de réactivité (militaires réservistes)	19
§ 2.1.1 : Négociation de la clause avec l'employeur	19
§ 2.1.2 : Autorisation d'absence et délai de préavis	20
§ 2.1.3 : Convocation des réservistes	20
§ 2.2 : En cas d'état d'urgence (policiers réservistes)	21
§ 2.3 : En cas d'urgence, dans un contexte de réquisition (militaires réservistes)	22
§ 2.3.1 : Autorisation d'absence et délai de préavis	22
§ 2.3.2 : Convocation des réservistes	23
§ 2.3.3 : Exception pour les employeurs qui exploitent des installations d'importance vitale	23
§ 2.4 : En cas de menace grave, actuelle ou prévisible (militaires et policiers réservistes)	24
§ 2.4.1 : Autorisation d'absence et délai de préavis	24
§ 2.4.2 : Convocation des réservistes	25
§ 2.4.3 : Exception pour les employeurs qui exploitent des installations d'importance vitale	25
§ 2.5 : En cas de crise majeure : mobilisation générale, mise en garde (militaires réservistes)	25
§ 2.5.1 : Autorisation d'absence et délai de préavis	26
§ 2.5.2 : Convocation des réservistes	26
§ 2.5.3 : Exception pour les employeurs qui exploitent des installations d'importance vitale	26
§ 3. Dispositions sociales	27
§ 3.1 : Sur la rémunération	27
§ 3.1.1 : Pour les militaires réservistes	27
§ 3.1.2 : Pour les policiers réservistes	27
§ 3.2 : Sur les droits à congés	28
§ 3.2.1 : Pour les militaires réservistes	28
§ 3.2.2 : Pour les policiers réservistes	28
§ 3.3 : Sur le don de jours de permissions / repos (militaires réservistes)	29
§ 3.4 : Sur la protection professionnelle et sociale (militaires réservistes et policiers réservistes)	30

ANNEXE 3 : rappel de la réglementation relative aux étudiants réservistes 31

§ 1 : Validation des compétences des étudiants réservistes.....	31
§ 2 : Aménagements des études et droits spécifiques	31
§ 2.1 : Aménagement dans l'organisation et le déroulement des études.....	32
§ 2.1 : Droits spécifiques.....	32
§ 3 : Protection des étudiants réservistes	32



PROJET DE DELIBERATION**N°2024-051****OBJET : Convention Armées-collectivités avec le ministère des armées****Rapporteur : Crescent MARAULT**

Issu du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, il est proposé sous forme de convention de favoriser l'adhésion de la nation comme condition de l'efficacité de l'appareil de défense et de sécurité et de légitimité des efforts qui lui sont consacrés.

Les forces morales qui soutiennent nos armées sont essentielles pour accompagner nos militaires dans leurs missions. Nous souhaitons créer ensemble une convergence pour offrir à nos armées l'indispensable soutien de la Nation. L'engagement des forces armées et des collectivités territoriales vise un objectif commun de service public aux populations, en particulier la jeunesse, et de contribution à la résilience du pays.

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs de collaboration entre la délégation militaire départementale de l'Yonne et la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre, et de formaliser les relations entre les Parties.

Le partenariat porte sur le développement de la coopération locale sur le territoire de l'Auxerrois entre le ministère des Armées et les collectivités signataires, en vue de promouvoir l'esprit de défense au sein du département, et de soutenir les projets ayant pour objet de développer un esprit civique et citoyen. A plus long terme, cette coopération va renforcer l'engagement citoyen et permettre à chacun de mieux connaître l'organisation et les enjeux de la défense nationale, d'assimiler les valeurs de la République et de comprendre l'importance du devoir de mémoire.

La délégation militaire départementale (représentant local du ministère des armées), la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre s'engagent à poursuivre deux objectifs partagés :

1. Développer la force morale de la jeunesse
2. Entretenir le lien Nation-Armée et contribuer à la diffusion de l'esprit de défense

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- D'approuver la convention armées-collectivité annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Maire ou son représentant, à signer la convention annexée et le cas échéant ses avenants.





CONVENTION ARMEES - COLLECTIVITES

ENTRE

L'ÉTAT

ET

La communauté d'agglomération de l'auxerrois

La ville d'Auxerre



communauté
de l'auxerrois



Entre les soussignés

L'Etat-Préfecture de l'Yonne

1, place de la préfecture

89000 AUXERRE

Représenté par Monsieur le Pascal JAN

Ci-après désignée « la préfecture de l'Yonne »

Le ministère des armées dans le département de l'Yonne

Quartier Vauban

1, rue de Jemmapes

89000 AUXERRE

Représenté par Monsieur le lieutenant-colonel Emmanuel VARLET,

Délégué militaire départemental de l'Yonne

Ci-après désignée « la délégation militaire départementale de l'Yonne »,

et

La communauté d'agglomération de l'auxerrois

6, bis place Maréchal Leclerc – BP 58

89010 AUXERRE cedex

Représenté par Monsieur Crescent MARAULT

Ci-après désigné « la communauté d'agglomération de l'auxerrois »

La ville d'Auxerre

14, place de l'hôtel de ville

BP 70059 89012 AUXERRE

Représenté par Monsieur Crescent MARAULT

Ci-après désigné la ville de d'Auxerre

Vu l'arrêté du 23 décembre 2009 fixant les compétences du service du commissariat des armées en matière de règlement des dommages causés ou subis par le ministère de la



défense, de défense de ce ministère devant les tribunaux administratifs et de protection juridique de ses agents militaires et civils ;

Vu la circulaire n° 2017-018 du 09 février 2017 relative au soutien du ministère de la défense aux projets pédagogiques ;

Vu la convention de partenariat entre le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le ministère des armées du 11 avril 2022.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Comme le précise le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « L'adhésion de la Nation est la condition de l'efficacité de l'appareil de défense et de sécurité et de légitimité des efforts qui lui sont consacrés ».

Les forces morales qui soutiennent nos armées sont essentielles pour accompagner nos militaires dans leurs missions. C'est cet élan que nous souhaitons créer ensemble pour offrir à nos armées l'indispensable soutien de la Nation.

Ainsi, l'engagement des forces armées et des collectivités territoriales vise un objectif commun de service public aux populations, en particulier la jeunesse, et de contribution à la résilience du pays.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs de collaboration entre la délégation militaire départementale de l'Yonne et la communauté d'agglomération de l'auxerrois et la ville d'Auxerre, et de formaliser les relations entre les Parties.

Le partenariat porte sur le développement de la coopération entre le ministère des Armées et les collectivités signataires, en vue de promouvoir l'esprit de défense au sein du département, et de soutenir les projets ayant pour objet de développer un esprit civique et citoyen. A plus long terme, cette coopération doit renforcer l'engagement citoyen dans le département de l'Yonne, en particulier sur le territoire de l'auxerrois, et permettre aux Icaunais de mieux connaître l'organisation et les enjeux de la défense nationale, d'assimiler les valeurs de la République et de comprendre l'importance du devoir de mémoire.

Article 2 : engagement des parties

La délégation militaire départementale, la communauté d'agglomération de l'auxerrois et la ville d'Auxerre s'engagent à poursuivre deux objectifs partagés :

1. Développer la force morale de la jeunesse
2. Entretenir le lien Nation-Armée et contribuer à la diffusion de l'esprit de défense

1. Développer la force morale de la jeunesse

La délégation militaire départementale, la communauté d'agglomération de l'auxerrois et la ville d'Auxerre, chacun pour ce qui le concerne, entretiennent des liens avec la jeunesse par



le biais d'activités périscolaires avec le monde associatif, sportif et culturel local. Il est donc utile de croiser les expériences et les efforts dans ce domaine. Plusieurs actions peuvent en être l'occasion :

- Parcours de citoyenneté

La délégation militaire départementale, la communauté d'agglomération de l'auxerrois et la ville d'Auxerre s'engagent à diffuser le plus largement possible les informations relatives au recensement, aux Journées Défense et Citoyenneté (JDC) et au Service National Universel (SNU) en complément des activités menées par les services en charge de ces dispositifs (DSNJ, DDSEN).

Dans cet objectif, les collectivités facilitent autant que de besoin et dans les limites de leurs compétences l'organisation des JDC et du SNU (mise à disposition de locaux, transports...) au profit des jeunes Icaunais qui suivent chaque année un parcours de citoyenneté.

- Les rallyes citoyens

Ces rallyes sont l'occasion d'accueillir en un même lieu l'ensemble des acteurs de la défense et plus largement de la sécurité intérieure (gendarmerie, police, sapeurs-pompiers) et de les présenter aux collégiens et lycéens icaunais. Chaque année, ce sont plusieurs centaines de jeunes qui peuvent découvrir ces univers, leur culture et les perspectives qu'elles peuvent leur offrir.

A ce titre, la délégation militaire départementale s'engage à organiser chaque année un rallye citoyen sur le territoire du département au profit des scolaires.

En liaison avec la DMD 89, les collectivités signataires s'engagent à :

- D'une façon générale, informer sur les métiers de la défense (forums, Journées nationales des réserves, salon de l'éducation...);
- Faciliter l'organisation des rencontres par leur connaissance du réseau éducatif du département ;
- Favoriser la prise en charge matérielle de l'organisation (transport, mise à disposition d'infrastructures et de moyens...)

- Le sport et la mémoire

La délégation militaire départementale, la communauté d'agglomération de l'auxerrois et la ville d'Auxerre conviennent de la pertinence de lancer et d'entretenir une démarche associant sport et mémoire de rugby. En effet, ces deux domaines se montrent complémentaires dans les actions menées au profit de la jeunesse. Dans ce cadre, l'année olympique et para-olympique 2024 illustrera pleinement cette intention et pourra se révéler comme le point de départ d'une nouvelle dynamique.

À ce titre, le ministère des Armées s'engage à organiser en 2024, en lien avec les partenaires publics (DDSEN, ONaC-VG, DSNJ) et au profit des différents dispositifs jeunesse (Cadets, EAJ, jeunes sapeurs-pompiers notamment) un événement associant sport, mémoire et soutien aux blessés des armées. Les thématiques de cet événement seront en lien avec les JO et JPO 2024.

Les parties s'engagent à apporter, à la mesure de leurs moyens respectifs, un soutien à ces initiatives.

- Promouvoir la transmission de la mémoire et passer le témoin



L'objectif d'assurer la transmission de la mémoire est une préoccupation majeure de tous les acteurs du département. Des actions phares sont mises en place en ce sens. Elles ont vocation à être promues et soutenues par les autorités des services parties prenantes pour être relayées à tous les échelons.

Le ministère des armées s'engage à soutenir en lien avec l'ONaCVG une formation des porte-drapeaux pour permettre la relève des associations, et en assurer le recrutement, en s'appuyant notamment sur les associations de cadets, jeunes sapeurs-pompiers ainsi que sur le vivier que représentent les jeunes issus du Service National universel.

Les collectivités signataires s'engagent à soutenir à la mesure de leurs moyens respectifs :

- la formation des porte-drapeaux en fonction des besoins exprimés ;
- la communication autour de la semaine de la mémoire, en direction des collèges et des élus du département.

En outre, des projets ad hoc peuvent être menés autour des thèmes suivants :

- en lien avec l'ONaCVG, faire témoigner un ancien combattant dans un établissement scolaire ;
 - Organiser une visite sur un lieu de mémoire ;
 - Présenter une exposition itinérante sur un thème lié à la mémoire ;
 - Élaborer un projet pédagogique avec un établissement scolaire à partir du monument aux morts communal.
- Les classes de défense

A la rentrée 2024, dans l'agglomération auxerroise une classe de défense est active:

- Le collège Saint Joseph à Auxerre jumelé avec le 3^{ème} régiment d'hélicoptère de combat à Etain

Le ministère des armées, en lien étroit avec les partenaires éducatifs, s'engage à poursuivre et développer ces classes de défense.

Les collectivités signataires s'engagent, à la mesure de leurs moyens respectifs, à soutenir les projets pédagogiques menés par les classes de défense, notamment par la facilitation du transport des élèves.

- Le Service Militaire Volontaire

Tremplin pour l'emploi, le service militaire volontaire (SMV) permet aux jeunes de 18 à 25 ans sans emploi d'apprendre un métier ou d'acquérir une expérience professionnelle. Le SMV garantit un accompagnement personnalisé et individualisé dans la formation et l'insertion des volontaires.

Les parties s'engagent à promouvoir le SMV auprès des acteurs de la jeunesse.

2. Entretenir le lien Nation-Armée et contribuer à la diffusion de l'esprit de défense



Les parties se fixent pour objectif de permettre une plus grande connaissance mutuelle par l'organisation d'échanges entre les professionnels de la défense et des collectivités signataires à tous les niveaux.

L'activité des réserves (opérationnelle et citoyenne) doit être soutenue.

Le ministère des Armées répond à l'objectif présidentiel du doublement des effectifs de réservistes opérationnels. Il souhaite contribuer ainsi à accroître les capacités de résilience et de réponses face aux besoins accrus. Fortes de ce nouveau cadre, et en lien avec la délégation militaire départementale, les collectivités signataires s'engagent à conduire des actions de promotion de la réserve opérationnelle et de la réserve citoyenne de façon à permettre d'accroître le nombre de réservistes dans le département.

Afin de contribuer à la diffusion de l'esprit de défense, la délégation militaire départementale s'engage à organiser chaque année des conférences sur le territoire du département au profit des correspondants Défense des communes pour contribuer à leur formation.

Par ailleurs, avec le soutien des collectivités, des séances d'information ou des conférences sur la défense peuvent être organisées au profit des jeunes mais également pour les habitants. Le ministère des armées pourra également organiser, en fonction des demandes, des cycles de formation à la Défense pour les agents de l'Etat ou de la fonction publique territoriale.

Pour contribuer à la transmission de la mémoire et à la participation aux cérémonies patriotiques, le groupe de travail « Mémoire » incluant le CD89, la DMD89, la DDSEN et l'ONaC-VG poursuit son action. En particulier, il met en œuvre la « Semaine de la Mémoire » dans le département, en amont des cérémonies du 8 mai et du 11 novembre. Les collectivités signataires pourront en assurer la promotion auprès de leurs habitants et partenaires.

Enfin, des partenariats permettent déjà de mettre en valeur le patrimoine militaire de la communauté d'agglomération auxerroise et de la ville d'Auxerre. Les parties conviennent d'examiner toute possibilité de les développer.

Article 3 : Durée de la convention de partenariat

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle est conclue pour une durée de deux ans.

Elle peut être dénoncée à la demande d'une des parties, ou modifiée par avenant avec le consentement des parties signataires.

La dénonciation doit être signifiée trois mois avant le terme de la convention.

Article 4 : dénonciation et résiliation de la convention

Chacune des parties pourra se retirer de cette convention moyennant un préavis de deux mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au comité de suivi.

Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.





Fait en 3 exemplaires originaux

A AUXERRE, le 5 avril 2024

Le préfet de l'Yonne

Pascal Jan

Le président de la communauté
d'agglomération de l'auxerrois
et maire d'Auxerre

Crescent Marault

Le délégué militaire départemental
de l'Yonne

Lieutenant-colonel Emmanuel Varlet

En la présence
du Général de corps d'armée
Yann GRAVETHE

Officier général de zone de défense
et de sécurité EST



PROJET DE DELIBERATION

N°2024-052

OBJET : Acte de gestion courante - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2022-095 en date du 30 juin 2022, le conseil municipal a donné délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour assurer diverses tâches de gestion courante, telles qu'énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du même Code, le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises telles qu'énumérées ci-après.

Le conseil municipal prend acte des décisions prises ci-dessous.

Décisions du Maire :

Date	N°	Objet
2024-DIEPP-004	12/02/24	Portant demande de subvention pour les travaux d'aménagement de la place du Maréchal Leclerc et de la cour de la mairie auprès de : - Agence de l'Eau Seine Normandie à hauteur de 182 160 € - Conseil régional de Bourgogne Franche Comté – Territoires en action à hauteur de 470 798 € - Etat – Fonds vert à hauteur de 152 877 € - FEDER à hauteur de 383 665 € - DSIL à hauteur de 345 329 € Sur un montant total de 1 918 493 € HT.
2024-DIEPP-005	22/02/24	Portant demande de financement pour les travaux de restructuration du groupe scolaire des Rosoirs et la création d'un restaurant scolaire auprès de : - ANRU à hauteur de 1 677 150,80 € - Etat - Fonds vert à hauteur de 329 035,60 € - Conseil régional de Bourgogne Franche Comté à hauteur de 1 423 405,20 € Sur un montant total de 4 192 877,00 € HT.
2024-DIEPP-006	22/02/24	Portant demande de financement pour la maîtrise d'œuvre des espaces publics et VRD du quartier Sainte Geneviève auprès de : - Etat – Fonds vert à hauteur de 171 674,39 € - ANRU à hauteur de 171 674,39 € sur un montant total de 429 185,98 €.
2024-DIEPP-007	22/02/24	Portant demande de financement pour les travaux d'aménagement d'un city stade au square de Laborde auprès de : - Agence nationale du sport à hauteur de 41 934,97 € - Conseil régional de Bourgogne Franche Comté à hauteur de 15 420,00 € sur un montant total de 137 506,20 € .



2024-DIEPP-008	06/03/24	Portant demande de subvention pour le financement des projets et du fonctionnement 2024 du conservatoire de musique et de danse d'Auxerre auprès de : - Communauté de l'auxerrois à hauteur de 95 000,00 € - Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 159 000 € - DRAC Bourgogne Franche Comté à hauteur de 48 000 € sur un montant total de 2 449 813,37 €.
2024-DIEPP-009	20/03/24	Portant demande de financement pour les travaux d'aménagement de la place Maréchal Leclerc et de la cour de la mairie auprès de : - Agence de l'Eau Seine Normandie à hauteur de 182 160,00 €, - Conseil régional de Bourgogne Franche Comté – Territoires en action à hauteur de 470 798,00 €, - Etat – Fonds vert à hauteur de 152 877,00 €, - FEDER à hauteur de 183 566,00 €, - Conseil départemental de l'Yonne à hauteur de 200 000,00 €, - DSIL à hauteur de 345 329,00 €, sur un montant total de 1 918 493.00 €.
2024-DF-003	30/01/24	Portant modification des tarifs municipaux 2024.
2024-DF-004	29/01/24	Portant vente de caverne au cimetière des Conches à Auxerre au prix de 150 €.
2024-DF-005	29/01/24	Portant vente de caverne au cimetière des Conches à Auxerre au prix de 150 €.
2024-DF-006	29/01/24	Portant vente de caverne au cimetière des Conches à Auxerre au prix de 150 €.
2024-DF-007	29/01/24	Portant vente de caverne au cimetière des Conches à Auxerre au prix de 150 €.
2024-DF-008	29/02/24	Portant sur la gratuité temporaire du stationnement des véhicules le 5 mars 2024 en raison de la tenue d'une étape de la course cycliste Paris-Nice.
2024-DF-009	05/03/24	Portant sur les tarifs des inscriptions au trail de la Coulée verte d'Auxerre 2024.
2024-DRJH-002	15/02/24	Portant acceptation d'un don manuel de deux cartes postales relatives à l'ancienne école d'industrie (actuel théâtre).
2024-DRJH-003	15/02/24	Portant acceptation d'un don manuel de la Cité du train d'une plaque en verre représentant une médaille circulaire portant la mention « Exposition nationale de 1893 - Auxerre ».
2024-DSATM-001	12/03/24	Portant exercice du droit de préemption urbain pour le terrain cadastré section DS Numéro 53 sis Les Béquillys à Auxerre.

Conventions :

Numéro	Date	Objet
--------	------	-------



2024-024	05/02/2024	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association ASSECA-CFDT à l'EAA l'alliance pour une assemblée générale le 25 janvier 2024 de 14h à 17h30 à titre gracieux
2024-025	05/02/2024	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association des Rosoirs à l'EAA la Source pour des activités Foot, aide aux devoirs et animations les mardis d 17h à 20h, les mercredis de 13h30 à 17h30 et certain week-end selon calendrier établi à titre gracieux
2024-026	05/02/2024	Avenant n°2 à la convention cadre de partenariat 2022/2024 avec l'association Club vert pour un montant de 19000 €
2024-027	05/02/2024	Convention de mise à disposition installations sportives avec l'AS Gurgy du terrain synthétique des Hauts d'Auxerre le 24 mars et le 26 mai à titre gracieux
2024-028	05/02/2024	Convention de mise à disposition de locaux avec l'Association Vivre dans le quartier des hauts d'Auxerre à l'EAA l'Alliance pour une Réunion le mardi 6 février 2024 de 18h30 et 20h30 à titre gracieux
2024-029	05/02/2024	Convention de mise à disposition de locaux avec l'association ADL à l'EAA l'Alliance pour assemblée générale et repas le jeudi 11 janvier 2024 de 8h30 à 17h30
2024-030	05/02/2024	Avenant n°5 à la convention Cadre de partenariat 2022-2024 avec l'association Patronage laïque Paul Bert d'un montant de 22 000€
2024-031	05/02/2024	Avenant n°2 à la convention Cadre de partenariat 2022-2024 avec l'association Patronage laïque Paul Bert d'un montant de 41 000€
2024-032	05/02/2024	Avenant n°4 à la convention Cadre de partenariat 2022-2024 avec l'association Cabriole d'un montant de 59700 €
2024-033	05/02/2024	Avenant n°5 à la convention Cadre de partenariat 2022-2024 avec l'association Les Lutins d'un montant de 51900 €
2024-034	05/02/2024	Avenant n°3 à la convention Cadre de partenariat 2022-2024 avec l'association Les Loupiots des Piedalloues d'un montant de 49000 €
2024-035	05/02/2024	Avenant n°3 à la convention Cadre de partenariat 2022-2024 avec l'association Ribambelle LRG d'un montant de 55120 €
2024-036	08/02/2024	Convention de prestations de services avec Ava Pavioni pour des ateliers de danse au sein de l'EAA Les Hauts d'Auxerre pour 7 séances d'1h30 à 150 euros/la séance
2024-037	08-févr	Convention de mise à disposition de locaux avec l'Association Enfance Handicapée "l'Espoir Ostéopathique" à la Maison des enfants pour des activités ostéopathiques et soins Ostéopathiques les samedis 17 et 23 février 2024
2024-038	12-févr	Convention de mise à disposition de locaux avec le Club Vert AAEP pour la salle de Squash le vendredi 16 février de 12h à 13h30 au tarif de 20€/heure soit 30€
2024-039	22-févr	Convention avec l'association "le voyage au cœur de l'Olympisme" pour louer l'exposition "Au cœur de l'Olympisme" du 3 février au 20 mai 2024 pour la somme de 24000 €
2024-040	22-févr	Convention de dispositif prévisionnel de secours avec l'association "Monéteau - Auxerrois" pour le Trail de la Coulée Verte le 10 mars 2024 de 8h45 à 15h pour la somme de 516 €
2024-041	22-févr	Convention relative aux interventions de la direction interdépartementale des routes Centre-Est avec l'Etat pour une intervention le 10 mars 2024 de 9h à 12hpour un montant d'intervention de 601,09 €



2024-042	22/02/2024	Convention de mise à disposition d'installations sportives avec l'unité éducative d'hébergement collectif pour une période du 8 février au 31 décembre 2024 à titre gracieux
2024-043	22/02/2024	Convention pour la mise à disposition de l'école, d'intervenants extérieurs rémunérés avec l'inspection académique à l'école Henry Matisse
2024-044	26/02/2024	Convention prestations de services animation d'ateliers de communication auprès d'un groupe de parents - espace d'accueil et d'animation les hauts d'Auxerre - 600€ les 18/01-1/02-15/02 et 14/03
2024-045	26/02/2024	Convention prestations de services intervention Espace d'accueil et d'animation le vendredi 23/02/2024 - 450€
2024-046	26/02/2024	Convention de prestations de services - 3 ateliers de gestion du stress et du sommeil à destination du public adulte - espace accueil et animation - 23/02-15/03-26/04 - 191,25€
2024-047	26/02/2024	Convention de prestations de services - ateliers cuisine La boussole - 21/02 et 28/02 299,40€
2024-048	26/02/2024	Convention de partenariat avec Djibril CISSE organisation d'une rencontre au sein des espaces d'accueil et d'animation du 1er janvier au 31 janvier 2024
2024-049	27/02/2024	Convention mise à disposition des locaux la Grande Salle de la Boussole afin d'organiser un café débat par l'association UTR CFDT le 12 février 2024 pour un montant de 40 euros
2024-050	27/02/2024	Convention mise à disposition des locaux la Grande Salle et Office pole rive droite pour l'association DEP des conjoints survivants de l'Yonne pour le jeudi 11 avril 2024 à titre gracieux
2024-051	27/02/2024	Convention mise à disposition des locaux la Grande Salle et Office pole rive droite pour l'association soutien migrants 89 afin de réaliser des cours de FLE les mardis et jeudis de 14h30 à 16h30 (janvier à décembre 2024 interruption juillet et aout) à titre gracieux
2024-052	27/02/2024	Convention mise à disposition des locaux la Grande Salle et cuisine pole rive droite pour la CAF de l'Yonne afin d'organiser des rencontres AVS CAF le jeudi 14 mars de 8h à 18h30 à titre gracieux
2024-053	11/03/2024	Avenant n°7 à la convention de mise à disposition d'un local associatif à l'association Averroes jusqu'au 16 avril 2024 à titre gratuit
2024-054	11/03/2024	Convention de mise à disposition du mini-bus de la ville d'Auxerre avec l'association Maison des jumelages et de la francophonie pour une durée d'un an à titre gracieux
2024-055	12/03/2024	Convention relative à la participation de la croix rouge Française au dispositif prévisionnel de secours du 16/03/2024 Pour la Saint Patrick pour la somme de 350 euros
2024-056	15/03/2024	Convention de mise à disposition du mini-bus de la ville d'Auxerre avec l'association AJA Omnisports pour une durée d'un an à titre gracieux
2024-057	15/03/2024	Convention de prestation de services avec le Stade Auxerrois lors de la semaine Olympique et Paralympique du 2 au 5 avril 2024 à titre gracieux
2024-058	15/03/2024	Convention de prestation de services avec le Rugby Club Auxerrois lors de la semaine Olympique et Paralympique du 2 au 5 avril 2024 à titre gracieux

AUXERRE

2024-059	15/03/2024	Convention de prestation de services avec les Petits Débrouillards lors de la semaine Olympique et Paralympique du 2 au 5 avril 2024 à titre gracieux
2024-060	15/03/2024	Convention de prestation de services avec le Hand Ball Club Auxerrois lors de la semaine Olympique et Paralympique du 2 au 5 avril 2024 à titre gracieux
2024-061	15/03/2024	Convention de prestation de services avec le CTC Héry Basket lors de la semaine Olympique et Paralympique du 2 au 5 avril 2024 à titre gracieux
2024-062	15/03/2024	Convention de prestation de services avec l'association sportive Auxerre Pieds Poings lors de la semaine Olympique et Paralympique du 2 au 5 avril 2024 à titre gracieux
2024-063	19/03/2024	Convention d'exposition Abbaye Saint Germain avec la chambre des Métiers et de l'Artisanat pour une manifestation du vendredi 5 avril au dimanche 7 avril 2024 pour la somme de 624,14 euros
2024-064	19/03/2024	Convention pour la mise à disposition de l'école d'intervenants extérieurs rémunérés avec l'inspecteur d'académie pour de séances d'Athlétisme du 29 avril au 3 mai 2024
2024-065	19/03/2024	Convention de partenariat avec l'association Peppy à la maison des 1000 premiers jours pour des Cafés des parents un jeudi par mois de 14h30 à 16h le 14/03, 12/06,12/09 et 11/12/24
2024-066	21/03/2024	Convention de collecte de dons avec l'association "Société des amis des musées d'Auxerre" pour une mise à disposition et surveillance d'une urne pour une durée de 2 ans
2024-067	21/03/2024	Convention relative à l'utilisation des bassins du stade nautique avec le groupe scolaire Saint Joseph la Salle selon un planning prévisionnel au tarif de 45e/heure pour le lycée et 39e/heure pour le collège,
2024-068	21/03/2024	Contrat de cession de droit d'exploitation d'un spectacle avec la Société Surmesures Productions à la Bibliothèque Jacques Lacarrière le 22 juin 2024 à 10h30 au tarif de 717,40 euros
2024-069	21/03/2024	Convention de prestation de services avec Nathalia Guimaraes Photographe à l'EAA la confluence dans le cadre de "l'atelier prise de vue" au tarif de 60euros/heure soit un total de de 1320 euros,
2024-070	21/03/2024	Avenant n°1 - Reconduction du contrat d'occupation et d'accompagnement avec la SAS ECOLLANT pour une durée d'un an pour des locaux à usage de bureaux au sis AuxR_Lab
2024-071	21/03/2024	Convention de "Pré-amorçage" - Occupation et accompagnement avec madame Dehu, porteuse du projet Green Cop sur le site d'AuxR_Lab

Date	Libellé
01/03/2024	Avenant n°7 à la convention de mise à disposition d'un local associatif à l'association Averroes – 28 avenue de la Résistance
13/03/2024	Convention de mise à disposition précaire d'un local à la société Streeteo – 6 bis place du maréchal Leclerc – Avenant n°1
13/03/2024	Convention de mise à disposition d'un logement communal à titre précaire – 26 rue Théodore de Bèze



14/03/2024	Convention de mise à disposition de locaux situés au rez-de-chaussé de la maison Paul-Bert au CNFPT– 5 rue Germain-Bénard
------------	---

Locations salle

NUMERO	FEVRIER	UTILISATEUR	TARIF €	OBJET	LIEU
	1,2,8,9,15,16	Formation sport 89 – à titre gracieux		Réunion	Passage Soufflot
2024-2729	3	Association Baobab	22,5	AG	Maison Paul Bert
2024-2725	3,4	Association Mouv'Art	85	Manifestation	Salle de Rive droite
2024-2726	3,4	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
2024-2728	3,4	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux
2024-2727	3,4	Particulier	130	Événement familial	Salle des Rosoirs
	3,4	FC Piedalloues association conventionnée		Manifestation	Salle des Piedalloues
2024-2759	5,12,19,26	AVF	70,54	Cours de danses	Passage Soufflot
2024-2737	6	AVF	83	AG	Salle de Vaux
2024-2742	9	Association Ikona	25,13	AG	Maison Paul Bert
2024-2753	9,16	Direction des solidarités	42,4	Réunion	Passage Soufflot
2024-2751	9,23	Association Ateliers alternatifs Psyrates	68,8	Tests psychotechniques	Passage Soufflot
2024-2744	10	Association Ecologie Solidarité	33,75	Conférence	Maison Paul Bert
2024-2743	10	Don du sang	23,51	Réunion	Passage Soufflot
	10,11	Libre pensée de l'Yonne – à titre gracieux		Manifestation	Salle de Rive droite
2024-2739	10,11	Particulier	130	Événement familial	Salle des Chesnez
	10,11	Handisport d'Auxerre association conventionnée		Manifestation	Salle de St Siméon
2024-2741	10,11	Particulier	152	Evenement Familial	salle de Vaux
2024-2740	10,11	Particulier	130	Événement familial	Salle des Rosoirs
2024-2738	10,11	Particulier	241	Evenement Familial	Salle de Laborde
	10,11	Passerelle association conventionnée		Manifestation	Salle de Ste Geneviève
2024-2760	14,21,28	Association Talentes	48,75	Cours de yoga	Passage Soufflot
2024-2754	15	LPO	34,2	Réunion	Passage Soufflot
2024-2755	16	Yonne Compostelle	20,25	Réunion	Maison Paul Bert
	17,18	RSM association conventionnée		Manifestation	Salle de Rive droite
2024-2745	17,18	Particulier	152	Événement familial	Salle de Vaux

AUXERRE

2024-2752	21	Syndic de copropriété	29,25	AG de copropriété	Passage Soufflot
2024-2750	23	Nexity	26,2	AG de copropriété	Passage Soufflot
	24	Association Parkins'Yonne – à titre gracieux		Réunion	Maison Paul Bert
	24,25	Service des Sports AJA Rando à titre gracieux		Manifestation	Salle de Laborde
2024-2746	24,25	Particulier	250	Événement familial	Salle de Rive droite
2024-2748	24,25	Particulier	130	Événement familial	Salle des Rosoirs
2024-2749	24,25	Particulier	152	Evenement Familial	Salle de Vaux
2024-2747	24,25	Particulier	227	Événement familial	Salle de St Siméon
	24,25	Association ICAH à titre gracieux		Manifestation	Salle des Piedaloues
2024-2761	27	Association Germinal	40	Manifestation	Salle des Piedaloues
2024-2756	mois	CNFPT	928,6	Formations	Maison Paul Bert
		Total	3654,88		

Marchés :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
24VA08	14/02/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi activités Lot 5 Doublages – cloisons – faux plafonds	81 319.64€
24VA01	12/03/2024	Création et restructuration de la salle Vaulabelle en salle multi activités Lot 8 électricité	129 236.40€
23VA25	07/03/2024	Abbaye Saint Germain Conservation et restauration Relevés architecturaux	114 734.40€
23VA24	20/03/2024	Groupement de commande VA/CA Prélèvements et Échantillonnages de matériaux bitumineux ANALYSES AMIANTE ET HYDROCARBURE AROMATIQUE POLYCYCLIQUE avant travaux Années 2024 à 2027	Montant maximum du marché 576000.00€



Avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
24VA06	15/02/2024	Marché 24VA06 de prestations de service pour la dépollution du site Batardeau-Montardoin Avt 1	Sans incidence financière
23VA16	15/02/2024	Création et restructuration de la salle Vulabelle en salle multi-activités Lot 01 – Démolition – Maçonnerie – Gros œuvre Avt 5	2601,00€
23VA04	19/02/2024	Aménagement de l'espace 1000 d'Auxerrexpo Lot 07 – CVC – Plomberie Avt 1	4649.80€
23VA04	15/02/2024	Aménagement de l'espace 1000 d'Auxerrexpo Lot 02 – Charpente Métallique Avt 1	3840.00€
22VA16	15/02/2024	Création et restructuration de la salle Vulabelle en salle multi-activités LOT 02 – CHARPENTE METALLIQUE Avt 3	-2748.00€
22VA16	15/02/2024	Création et restructuration de la salle Vulabelle en salle multi-activités Lot 05 – Doublages – cloisons- faux plafonds Avt 3	10976.76€
22VA16	15/02/2024	Création et restructuration de la salle Vulabelle en salle multi-activités Lot 01 – Démolition – Maçonnerie – Gros œuvre Avt 4	4500.00€



21VA37	15/03/2024	Travaux de remplacement des bornes escamotables automatiques Année 2021 à 2024 Avt 3	Sans incidence financière
20VA28	12/03/2024	Fournitures de bâtiments pour bâtiments et équipements communaux Années 2021 à 2024 Ville d'Auxerre – Communauté de l'Auxerrois Lot n°7 : Matériel électrique Avt 1	Sans incidence financière
20VA28	15/03/2024	Fournitures de bâtiments pour bâtiments et équipements communaux Années 2021 à 2024 Ville d'Auxerre – Communauté de l'Auxerrois Lot n°7 : Matériel électrique Avt 2	Sans incidence financière

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prendre acte des décisions prises par délégation.

